

# CHAMBRE DES DÉPUTÉS GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

COMPTE RENDU DES SÉANCES PUBLIQUES N°12 • SESSION ORDINAIRE 2012-2013

## Le Président Mosar en visite officielle en Pologne



Le Président de la Chambre (3<sup>e</sup> de droite) et les membres du Bureau MM. Gilles Roth et Alex Bodry (3<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup> de gauche), Xavier Bettel et François Bausch (1<sup>er</sup> et 2<sup>e</sup> de droite) ainsi que l'ambassadeur luxembourgeois en Pologne, S.E.M. Conrad Bruch (2<sup>e</sup> de gauche) reçus par Mme Ewa Kopacz.

La première visite officielle d'un Président de la Chambre des Députés luxembourgeoise à la Diète de Pologne a permis de relever l'excellence des relations bilatérales entre les deux pays aussi bien d'un point de vue économique que commercial. Une liaison aérienne directe entre Luxembourg et Varsovie pourrait encore apporter une plus-value significative à celles-ci, la logistique et les technologies de l'information étant également considérées comme des secteurs à fort potentiel de coopération entre le Grand-Duché et la Pologne.

Les futurs amendements à la convention de non double imposition liant les deux pays - des rencontres entre les différents acteurs des deux pays sont prévues afin de procéder à une réévaluation de la

convention - n'entameront en rien les contacts et relations d'affaires déjà établis, d'autant que le Luxembourg compte parmi les principaux investisseurs étrangers en Pologne.

Face à la volatilité du zloty, monnaie nationale polonaise, l'euro reste une option pour la Pologne. Cependant, les autorités polonaises souhaitent garder une approche rationnelle pour ce qui est d'une éventuelle future adoption de la monnaie unique, étant donné que celle-ci sera tributaire d'un amendement à la Constitution.

L'intensification des relations entre les deux pays s'est aussi opérée à travers l'ouverture d'une ambassade du Grand-Duché de Luxembourg à Varsovie le 11 juin 2007, ce qui a notamment permis d'engager un parte-

nariat au niveau culturel. Dans ce contexte, le Président de la Chambre des Députés soutient la mise en place d'une coopération entre les universités des deux pays.

La délégation polonaise a exprimé toute sa reconnaissance envers le Luxembourg pour sa contribution au Fonds perpétuel international destiné à financer l'entretien des structures en bois de l'ancien camp d'extermination nazi d'Auschwitz-Birkenau. En déposant une gerbe sur ce lieu de mémoire - nombreux furent les Luxembourgeois à y laisser leur vie -, le Président de la Chambre des Députés ainsi que les membres du Bureau qui l'ont accompagné ont tenu à rendre hommage à toutes les victimes de ce camp de la mort situé en terre polonaise.

## Parlements africains sensibles au genre

À la mi-juin, l'Union interparlementaire (UIP) a organisé un séminaire régional pour les parlements africains francophones à Libreville, capitale du Gabon.

Le séminaire a réuni 93 parlementaires de 14 pays africains afin

d'échanger les bonnes pratiques respectives et de discuter les progrès et problèmes rencontrés au niveau de la politique d'égalité des chances.

Furent invités en tant qu'experts Mme Petra Meier, consultante universitaire belge, et M. Jean-Paul

Schaaf, président de la commission parlementaire de l'égalité des chances du Luxembourg. Le rôle dévolu à celui-ci fut de rapporter dans ce contexte sur les structures parlementaires du Luxembourg, les travaux en commission, les acquis législatifs et les projets en cours.

Les travaux ont eu lieu à l'Assemblée parlementaire gabonaise et se sont déroulés dans une atmosphère très intéressée. Le rôle sociétal et familial de la femme change et son désir de se manifester comme acteur politique se fait sentir dans l'ensemble des pays africains. La démarche de l'UIP en vue de la sensibilisation des parlements au genre vise à introduire dans le pouvoir législatif le réflexe de réfléchir au quotidien la question du genre et de favoriser l'égalité des sexes à tous les niveaux.

Les pays d'Afrique poursuivent une politique du genre qui diffère d'un pays à l'autre. Ainsi certains pays africains tel que le Burundi prévoient au niveau de leur constitution un quota minimum de 30% de femmes dans l'assemblée nationale, le sénat et le gouvernement. D'autres discutent de légiférer dans un sens similaire.

Les échanges de bonnes pratiques et expériences se sont poursuivis de façon intense pendant trois jours pour se clôturer par une déclaration soutenue de façon unanime.



M. Jean-Paul Schaaf invité au Gabon.

37 <sup>e</sup> séance	Judi	13 juin 2013
38 <sup>e</sup> séance	Mardi	18 juin 2013
39 <sup>e</sup> séance	Mercredi	19 juin 2013
40 <sup>e</sup> séance	Judi	20 juin 2013

## Des activités-loisirs de qualité pour les jeunes

Qui dit temps de vacances pour les jeunes, dit temps d'activités et de loisirs. Rien de mieux donc qu'un camp ou une colonie où les enfants peuvent se donner à cœur joie à leurs activités favorites tout en bénéficiant d'un encadrement adéquat assuré par des moniteurs et animateurs diplômés. À cette fin, le Service National de la Jeunesse (SNJ), en coopération avec de nombreuses associations, assure bon an mal an l'organisation et le fonctionnement d'un certain nombre de colonies de vacances - 25 pour le seul été 2013 regroupant environ 1.000 enfants -, le but recherché étant de pouvoir offrir aux jeunes des activités-loisirs à ambition éducative, liant socialisation et développement de la personnalité.

Pour se rendre compte de la qualité et du ludique des activités offertes, le Président de la Chambre des Députés, M. Laurent Mosar, et le Ministre de la Famille et de l'Intégration, M. Marc Spautz, se sont déplacés à la fin juillet au Château d'Erpeldange près d'Éttelbruck. Hébergés sous des tentes dressées dans le parc du château au bord de la Sûre, une centaine d'enfants, âgés entre neuf et douze ans, y ont passé dix jours pleins de

découverte de la nature et du patrimoine, d'activités sportives et créatives.

Tout en visitant les installations, MM. Mosar et Spautz se sont entretenus avec les responsables du camp des devoirs, obligations et responsabilités qui sont les leurs dans le bon déroulement des activités et la sauvegarde des enfants. Ainsi, ils ont pu apprendre que les loisirs proposés par le SNJ, qui vont du simple campement sous tente pour les plus jeunes jusqu'aux camps aventure pour les adolescents, font toujours recette et que le métier de moniteur-animateur ne souffre pas d'une crise des vocations. En 2012, 650 moniteurs-animateurs ont en effet passé les brevets nécessaires témoignant de leur aptitude à encadrer les enfants, leur communiquer les valeurs fondamentales de notre société et les rendre attentifs au rôle des relations avec leurs copains.

Sur le point de midi et après avoir dialogué avec les plus petits, les hôtes d'un jour ne se sont pas fait prier pour partager avec les enfants la traditionnelle «Wäinzoosis» accompagnée de quenelles.



M. Laurent Mosar, entouré de MM. Marc Spautz et André Bauler (4<sup>e</sup> et 2<sup>e</sup> de droite), visitent un camp d'été du SNJ.

### DANS CE NUMÉRO

- Instruction du dossier «Bommeleeër»: débat et motion de confiance	p. 454
- Pacte de stabilité et de croissance: recommandations CE	p. 469
- Évolution du secteur touristique	p. 484
Sommaire des séances publiques n <sup>os</sup> 37-40	p. 491
Sommaire des questions parlementaires	p. Q162



# Réforme de la PAC: en attente des votes du Parlement européen et du Conseil



M. Roger Negri a représenté la Chambre à Vilnius.

Dans le cadre de la présidence lituanienne de l'Union européenne (UE), la capitale de la Lituanie, Vilnius, a vu se dérouler les 21 et 22 juillet 2013 la conférence des présidents des commissions parlementaires sur la politique agricole commune (PAC). Lors de cet échange de vues sur la réforme de la PAC, la Chambre des Députés était représentée par M. Roger Negri, président de la Commission de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural.

Alors que la nouvelle réforme agricole commune de l'UE jusqu'en 2020 devra encore trouver l'approbation formelle du Parlement européen et du Conseil avant sa mise en vigueur à partir de 2015, un certain nombre de questions restent encore à être réglées dans le cadre de l'accord politique conclu le 19 juin dernier à Bruxelles sur le cadre financier pluri-

annuel 2014-2020, notamment en ce qui concerne le transfert des fonds entre les paiements directs (premier pilier) et le développement rural (deuxième pilier), l'allocation des enveloppes nationales pour les paiements directs et le développement rural, les taux de cofinancement et la question du plafonnement et de la dégressivité des paiements.

La nouvelle PAC comprendra quatre règlements de base portant sur:

- les paiements directs,
- l'organisation commune de marché unique (OCM),
- le développement rural et
- un règlement horizontal concernant le financement et la gestion de la PAC.

## Paiements directs

Afin de parvenir à une répartition plus équitable du soutien, le système des paiements directs au titre de la PAC s'écartera progressivement d'un système dans lequel la répartition des fonds par État membre et par agriculteur au sein de l'État membre repose sur des références historiques. Cette transition se traduira par une convergence évidente et réelle des paiements, non seulement entre États membres mais aussi au sein de chaque État membre. De plus, l'introduction d'un paiement consacré au verdissement, dans le cadre duquel 30% de l'enveloppe nationale disponible dépendent de la mise en place de certaines pratiques agricoles durables, signifie qu'une part importante de la subvention sera utilisée afin de récompenser les agriculteurs

pour les biens publics environnementaux qu'ils fournissent.

## OCM - mécanismes de gestion du marché

Les modifications apportées aux mécanismes de gestion du marché visent à améliorer l'orientation du marché de l'agriculture dans l'Union au vu de la concurrence accrue sur les marchés mondiaux, tout en offrant un filet de sécurité efficace aux agriculteurs dans un contexte d'incertitudes extérieures. Les systèmes existants d'intervention publique et d'aide au stockage privé sont révisés pour être plus réactifs et plus efficaces, par exemple à travers des ajustements techniques pour la viande bovine et les produits laitiers.

Pour le secteur laitier, ces changements s'ajoutent au «paquet lait» de 2012, incorporé au règlement, et finissent par renforcer le pouvoir de négociation des agriculteurs. De plus, une nouvelle clause de sauvegarde est introduite pour tous les secteurs afin de permettre à la Commission de prendre des mesures d'urgence pour répondre à des perturbations générales du marché.

Pour ce qui est de la production viticole, l'accord est conforme à la décision de la réforme de 2006 qui prévoit l'expiration du système des droits de plantation dans le secteur viti-vinicole à la fin de l'année 2015, avec l'introduction d'un système d'autorisations pour les nouvelles plantations à compter de 2016.

## Développement rural

La politique de développement rural conservera son concept fonda-

mental actuel au succès avéré: les États membres ou les régions continueront à concevoir leurs propres programmes pluriannuels sur la base du large éventail de mesures disponibles au niveau de l'Union afin de répondre aux besoins recensés dans leurs propres territoires. Ces programmes seront cofinancés par les enveloppes nationales. Les nouvelles règles régissant le deuxième pilier proposent une approche plus souple. Il appartiendra dorénavant aux États membres de décider des mesures à utiliser afin d'atteindre les objectifs fixés par rapport à six grandes priorités:

- le soutien au transfert de connaissances et à l'innovation;
- le renforcement de la compétitivité de tous les types d'agriculture et la gestion durable des forêts;
- la promotion de l'organisation et de la gestion des risques dans la chaîne alimentaire;
- la restauration, la protection et le renforcement des écosystèmes;
- la promotion de l'utilisation efficace des ressources et du passage à une économie à faible émission de carbone,
- ainsi que l'inclusion sociale, la réduction de la pauvreté et le développement économique dans les zones rurales.

La politique de développement rural sera également mise en œuvre en étroite coordination avec d'autres politiques au moyen d'un cadre stratégique commun à l'échelle de l'Union et d'accords de partenariat

au niveau national qui couvrent toutes les aides des fonds structurels et d'investissement européens dans l'État membre concerné.

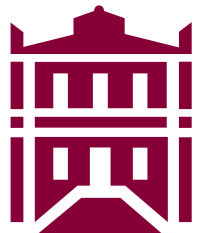
## Règlement horizontal

Les exigences en matière de contrôle seront réduites dans les régions ayant obtenu de bons résultats lors des contrôles antérieurs, c'est-à-dire où les règles sont dûment respectées. Par contre, les contrôles seront multipliés dans les régions où des problèmes se posent.

Tous les paiements directs, certains paiements destinés au développement rural et certains paiements en faveur des vignes continueront à dépendre du respect d'un certain nombre d'exigences légales liées aux normes en vigueur en matière d'environnement, de changement climatique, de bonnes conditions agricoles des terres, de santé humaine, animale et végétale et de bien-être animal.

L'accord confirme que la directive-cadre sur l'eau et la directive sur l'utilisation durable des pesticides seront intégrées dans le système de conditionnalité une fois qu'il aura été démontré qu'elles ont été correctement appliquées dans tous les États membres et que les obligations des agriculteurs auront été clairement définies.

Une réserve de crise sera créée chaque année pour un montant de 400 millions d'euros (prix constants 2011) en application de la discipline financière. Si ce montant de crise n'est pas utilisé, il sera remboursé aux agriculteurs sous la forme de paiements directs l'année suivante.



# NOUVELLES LOIS

COMPTE RENDU N°12 • SESSION ORDINAIRE 2012-2013

## Enseignement fondamental: personnel des écoles et instructeurs de natation

**6390 - Projet de loi concernant des agents intervenant dans l'enseignement fondamental et modifiant:**

**1. la loi modifiée du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental;**

**2. la loi modifiée du 6 février 2009 concernant le personnel de l'enseignement fondamental;**

**3. la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État;**

**4. la loi modifiée du 16 août 1968 portant création d'un centre de logopédie et de services audiométrique et orthophonique;**

**5. la loi modifiée du 14 mars 1973 portant création d'instituts et de services d'éducation différenciée;**

**6. la loi modifiée du 4 septembre 1990 portant réforme de l'enseignement secondaire technique et de la formation professionnelle continue;**

**7. la loi du 9 décembre 2005 déterminant les conditions et les modalités de nomination de certains fonctionnaires occupant des fonctions dirigeantes dans les administrations et services de l'État;**

**8. le Code de la sécurité sociale;**

**9. la loi du 13 juillet 2006 portant réorganisation du centre de psychologie et d'orientation scolaires (CPOS)**

La réforme de l'enseignement fondamental de 2009 a été accomplie par l'adoption de trois lois distinctes: celle relative à l'obligation scolaire, celle portant organisation de l'enseignement fondamental et celle concernant le personnel de l'enseignement fondamental. Il s'est avéré assez vite que la reprise par l'État du personnel des écoles fondamentales, géré administrativement par les communes jusqu'en 2009, constituait un défi qui allait nécessiter des adaptations qui font l'objet principal du projet de loi sous rubrique.

Tout d'abord, le projet de loi permet aux fonctionnaires communaux en service dans les écoles fondamentales, notamment à ceux de la carrière de l'éducateur, de l'éducateur gradué et à ceux appartenant à une autre carrière du personnel des écoles, d'opter pour être repris par l'État, alors qu'à l'heure actuelle une telle reprise est seulement possible pour les employés communaux ainsi que pour les salariés au service des communes. Cette mesure garantira à ses bénéficiaires une certaine mobilité, réduira le nombre de conventions à conclure entre les communes et l'État et contribuera à renforcer l'esprit d'équipe régnant au sein des écoles fondamentales. D'après les relevés des conventions conclues entre le Ministère de l'Éducation nationale et les communes, une centaine de fonctionnaires communaux pourraient bénéficier de cette mesure.

Le présent projet entend créer également, à l'instar de la réserve de suppléants existant d'ores et déjà en matière d'enseignement, une réserve de suppléants dans le domaine éducatif, c'est-à-dire une réserve de suppléants comprenant des éducateurs et des éducateurs gradués. L'expérience quotidienne a en effet montré que les procédures actuelles régissant le remplacement du personnel auprès de l'État ne permettent pas d'engager du jour au lende-

main un remplaçant en cas de maladie d'un éducateur gradué ou d'un éducateur, alors que le bon fonctionnement des écoles fondamentales et notamment celui de l'éducation préscolaire l'exige.

Ensuite, le projet de loi vise à créer une base légale pour l'intervention des instructeurs de natation dans l'enseignement fondamental pour assurer les cours de natation. En effet, ces derniers doivent être mentionnés parmi le personnel autorisé à intervenir dans l'enseignement fondamental. Cette mesure permettra aussi de régler la répartition entre l'État et les communes des frais générés par leurs interventions pédagogiques retenues par l'organisation scolaire de l'enseignement fondamental adoptée par le conseil communal et approuvée par le Ministère de l'Éducation nationale.

Par ailleurs, le projet de loi introduit plus de stabilité et d'équité dans la réglementation régissant l'affectation du personnel enseignant et éducatif. En effet, selon les dispositions légales en vigueur, les affectations et réaffectations annuelles des chargés de cours, membres de la réserve de suppléants, se font à l'échelle nationale. Certes, lors de la mise en œuvre de la procédure telle que prévue par les textes législatifs en vigueur, il a été veillé à garantir la stabilité des équipes pédagogiques en place et à limiter les réaffectations de chargés de cours dans la mesure du possible.

La procédure en place permet toutefois de générer des réaffectations annuelles de chargés de cours sur base d'une mobilité nationale. Le projet de loi innove en ce sens que désormais, le ministre affecte, pour une année scolaire au moins, des membres de la réserve de suppléants à un arrondissement ou à un bureau régional de l'inspection, afin de pourvoir aux postes de remplacement d'un membre du personnel enseignant et éducatif dans une com-

mune, une classe ou école de l'État. Pour garantir une certaine stabilité des équipes au niveau régional, le bureau régional de l'inspection les répartira annuellement dans le cadre de ses écoles.

En même temps, dans le souci d'une répartition équitable du personnel le mieux formé sur tout le pays, il est envisagé de modifier la procédure d'affectation des instituteurs dans le sens d'une attribution prioritaire des instituteurs nouvellement recrutés aux communes dont le corps enseignant compte le plus faible pourcentage en instituteurs.

Un des objectifs de la réforme initiée par les lois du 6 février 2009 était aussi de constituer un corps d'instituteurs formés et habilités à intervenir dans les quatre cycles de l'enseignement fondamental. Or, parmi les instituteurs en place, habilités à enseigner au cycle 1 ou aux cycles 2 à 4, certains aimeraient acquérir l'autorisation à enseigner dans tous les cycles, ce qui d'ailleurs leur conférerait une flexibilité dont l'enseignement fondamental ne pourrait que profiter et qui correspondrait aux objectifs visés par les lois de 2009. D'autre part, un certain nombre de membres de la réserve de suppléants, détenteurs d'un diplôme d'instituteur les habilitant à enseigner au seul cycle 1 pourraient de cette façon acquérir l'autorisation de pouvoir enseigner comme futur instituteur aux cycles 2 à 4 également, ce qui augmenterait également leurs chances de se classer en rang utile lors du concours de recrutement réglant l'accès à la fonction d'instituteur de l'enseignement fondamental. Le présent projet crée le cadre légal pour permettre l'octroi des autorisations mentionnées ci-dessus aux postulants pendant une période transitoire, après au moins trois années d'expériences professionnelles dans l'enseignement et suite à un examen comprenant plusieurs épreuves.



Dépôt par Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle, le 07.02.2012

Rapporteur: M. Ben Fayot

Travaux de la Commission de l'Éducation nationale, de la Formation professionnelle et des Sports

(Président: M. Ben Fayot):

27.09.2012 Désignation d'un rapporteur

21.02.2013 Présentation du projet de loi  
Examen de l'avis du Conseil d'État

07.03.2013 Continuation de l'examen de l'avis du Conseil d'État

14.03.2013 Continuation de l'examen de l'avis du Conseil d'État

21.03.2013 Présentation et adoption d'une série d'amendements parlementaires

20.06.2013 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État

27.06.2013 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 03.07.2013

Loi du 18 juillet 2013

Mémorial A: 2013, n°139, page 2788

## Sécurité des jouets

### 6473 - Projet de loi modifiant la loi du 15 décembre 2010 relative à la sécurité des jouets

En résumé, ce projet de loi vise à transposer la directive 2012/7/UE de la Commission du 2 mars 2012 modifiant l'annexe II, partie III de la directive 2009/48/CE du Parlement européen et du Conseil relative à la sécurité des jouets.

Cette modification consiste à adapter pour le cadmium les valeurs limites qui s'appliquent aux jouets ou composants de jouets, compte tenu de nouvelles données scientifiques sur la toxicologie de cet élément chimique. Concrètement, il s'agit d'adapter une ligne d'un tableau figurant à l'annexe II, partie III, point 12 de la loi du 15 décembre 2010 relative à la sécurité des jouets.

Toutefois, pour éviter de devoir à l'avenir, lors de chaque adaptation des valeurs ou données techniques reprises dans les annexes de la loi, emprunter la longue voie procédurale d'une transposition via un projet de loi, l'article unique du projet de loi déposé à la Chambre des Députés prévoyait d'insérer un article à teneur plus générale dans la loi du 15 décembre 2010 relative à la sécurité des jouets. Cet article dis-

posait que la transposition de modifications visant les annexes de la loi aurait lieu par simple publication au Mémorial.

Or, l'article initial du projet de loi s'est heurté à l'opposition formelle du Conseil d'État.

La commission parlementaire a repris le dispositif alternatif proposé par la Haute Corporation qui instaure un régime de transposition spécifique pour les annexes de la directive 2009/48/CE qui peuvent être modifiées par la Commission européenne moyennant acte délégué. Ces annexes sont abrogées et un renvoi direct aux annexes de la directive est inséré dans la loi avec la précision «telle que modifiée par les actes de la Commission européenne pris en conformité de l'article 46 de cette directive».

Il s'agit donc d'un renvoi à des annexes communautaires spécifiques à jour en permanence.

Un article supplémentaire inséré dans la loi précise la date d'entrée en vigueur des modifications aux annexes qui interviendront de la sorte, tout en réglant l'information du citoyen sur ces modifications: un avis sera publié au Mémorial qui doit comporter une référence à l'acte publié au Journal officiel de l'Union européenne.

Dépôt par M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur, le 28.08.2012

Rapporteur: M. Claude Haagen

Travaux de la Commission de l'Économie, du Commerce extérieur et de l'Économie solidaire

(Président: M. Alex Bodry):

23.05.2013 Désignation d'un rapporteur

Présentation du projet de loi

Examen de l'avis du Conseil d'État

13.06.2013 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 20.06.2013

Loi du 9 juillet 2013

Mémorial A: 2013, n°120, page 1930

## Comptabilité communale

### 6479A - Projet de loi portant modification

a) de certaines dispositions du Titre 4 - De la comptabilité communale de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 et

b) de l'article 33 de la loi du 18 décembre 2009 organisant l'aide sociale

Le projet de loi sous rubrique a comme objet principal la modification de certaines dispositions du Titre 4 «De la comptabilité communale» de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988.

Ces modifications s'imposent afin de pouvoir introduire dans le secteur communal le nouveau plan budgétaire normalisé (PBN), ainsi que le plan pluriannuel de financement (PPF).

Selon le programme gouvernemental 2009-2014, il est nécessaire de doter les communes, les syndicats de communes, ainsi que les établissements publics placés sous la surveillance des communes «d'un outil comptable intégré capable de fournir les informations et données

indispensables en vue d'une gestion efficiente des services communaux.»<sup>1</sup>

Le PBN est une nomenclature pour budgétiser et comptabiliser, qui s'inspire du plan comptable du secteur privé. Il répond non seulement à des exigences européennes, mais donne également au secteur communal un outil pour faire sa comptabilité de manière uniforme. À noter que les règles de transparence sont respectées et la présentation budgétaire est maintenue aussi proche que possible de la présentation actuelle. Par ailleurs, il est d'ores et déjà d'application dans le secteur communal depuis l'exercice budgétaire 2013. Comme annoncé dans le programme gouvernemental, le nouveau plan budgétaire s'appliquera non seulement aux communes comme tel est le cas pour l'actuel plan budgétaire, mais à l'ensemble des entités communales, donc aussi aux syndicats de communes, aux offices sociaux et aux autres établissements publics placés sous la surveillance des communes.

Le PPF constitue un nouvel outil de gestion performant qui permettra aux communes de disposer d'une vue globale de l'évolution de

<sup>1</sup> Programme gouvernemental 2009-2014, p. 102.

leurs finances en vue de l'établissement de leurs budgets. Il s'agit donc d'un outil standardisé de gestion prévisionnelle des finances communales. Il est établi annuellement par l'administration communale et tenu à jour au cours de l'année. Cet outil sert de base à l'établissement du budget annuel. Le PPF sera introduit à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2014. L'administration commu-

nale communiquera le PPF au conseil communal et au Ministère de l'Intérieur et à la Grande Région. Par ailleurs, le PPF permettra de satisfaire aux obligations de l'État luxembourgeois de communiquer aux instances de l'Union européenne et à d'autres organismes internationaux des données prévisionnelles du secteur communal.

Dépôt par M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région, le 14.05.2013

Rapporteur: M. Emile Eicher

Travaux de la Commission des Affaires intérieures, de la Grande Région et de la Police

(Président: M. Ali Kaes):

25.02.2013 Désignation d'un rapporteur

27.06.2013 Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 03.07.2013

## Convention de sécurité sociale avec le Brésil

### 6489 - Projet de loi portant approbation de la Convention de sécurité sociale entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République Fédérative du Brésil, signée à Luxembourg, le 22 juin 2012

Le projet de loi a pour objet l'approbation de la Convention de sécurité sociale entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République Fédérative du Brésil, qui a été signée à Luxembourg en date du 22 juin 2012.

Cette convention bilatérale avec le Brésil remplacera notre ancienne convention avec ce pays, qui date de 1965, par un instrument de

coordination plus moderne et plus adéquat, tenant compte des exigences et standards actuels en matière de droit international de la sécurité sociale.

Cette convention a pour objet de garantir les droits en matière de sécurité sociale des personnes qui ont été soumises successivement ou alternativement aux législations des deux États contractants.

Dans une large mesure la présente convention suit l'aménagement général des conventions bilatérales conclues jusqu'à présent par le Luxembourg et reprend les formules de coordination usuelles adoptées tant dans ces instruments que dans les règlements communautaires sur la coordination des régimes de sécurité sociale en Europe.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères, le 17.10.2012

Rapporteuse: Mme Claudia Dall'Agnol

Travaux de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale

(Présidente: Mme Lydia Mutsch):

28.02.2013 Désignation d'un rapporteur

Présentation et examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

13.06.2013 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 20.06.2013

## Lutte antitabac

### 6494 - Projet de loi modifiant la loi du 11 août 2006 relative à la lutte antitabac

Le projet de loi poursuit un double objectif en misant sur la protection de la jeunesse ainsi que sur le traitement égalitaire tant des différents établissements que des travailleurs relevant du secteur Horeca.

Ainsi, le projet étend l'interdiction de fumer aux débits de boissons, aux discothèques ainsi qu'aux locaux à usage collectif des établissements d'hébergement. Il a dès lors pour objectif de mieux protéger du tabagisme passif les personnes qui séjournent de manière prolongée dans ces lieux et qui ne veulent pas être exposées à la fumée d'autrui.

Par ailleurs, le projet de loi se propose de clarifier différentes situations, notamment celles des galeries commerciales et d'établissements cou-

verts accueillant des activités de loisirs, endroits qui par définition sont accessibles au public et qui seront dorénavant explicitement concernés par l'interdiction de fumer.

Le projet de loi procède également à une légère adaptation de la loi afin de pouvoir assurer que les produits du tabac ne puissent être étalés sur l'ensemble de la surface des points de vente de produits du tabac.

En ce qui concerne les débits de boissons, les établissements de restauration ainsi que les hôtels, leurs exploitants auront la possibilité d'aménager, à l'intention des fumeurs, des fumeurs à condition que ceux-ci soient séparés des autres locaux et qu'ils soient équipés d'un système d'épuration ou de ventilation d'air qui exclut toute nuisance pour les non-fumeurs. Dans ces fumeurs qui ne seront pas des zones de transit, aucun service ne pourra être offert au client.

Dépôt par M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé, le 31.10.2012

Rapporteuse: Mme Lydia Mutsch

Travaux de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale

(Présidente: Mme Lydia Mutsch):

17.01.2013 Désignation d'un rapporteur

Présentation du projet de loi par M. le Ministre de la Santé

Échange de vues général

02.05.2013 Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

23.05.2013 Entrevue avec Mme le Directeur de la Fondation Cancer

13.06.2013 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État

20.06.2013 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 02.07.2013

Loi du 18 juillet 2013

Mémorial A: 2013, n°130, page 2718





## Station d'épuration d'Esch/Schifflange

**6511 - Projet de loi autorisant le Gouvernement à participer au financement des travaux d'agrandissement et de modernisation de la station d'épuration d'Esch/Schifflange par dépassement du montant fixé par la loi du 20 décembre 1999 autorisant l'État à participer au financement des travaux d'agrandissement et de modernisation de ladite station d'épuration**

Le projet de loi sous rubrique propose une augmentation de la participation étatique aux frais d'agrandissement et de modernisation de la station d'épuration d'Esch/Schifflange pour un montant de 2.473.714,95 euros. Le montant initial de la dépense étatique retenu dans la loi du 20 décembre 1999 autorisant l'État à participer au financement des travaux d'agrandissement et de modernisation de la station d'épuration d'Esch/Schifflange était de 791 millions de francs luxembourgeois, soit 19.608.377,81 euros.

La station d'épuration d'Esch/Schifflange datant initialement des années 60 pour traiter les eaux résiduaires urbaines de la ville d'Esch-sur-Alzette et de la commune de Schifflange était modernisée une première fois fin 1970, début 1980 pour raccorder également les eaux urbaines résiduaires en provenance du bassin tributaire du Kiemelbach (localités d'Ehlerange, Mondercange, Foetz et une partie de Soleuvre) et du bassin tributaire inférieur de la Mess (localités de Limpach, Pissange, Ehlerange, Pont-pierre et Bergem) par un procédé biologique permettant d'éliminer les composés organiques des eaux urbaines résiduaires.

La directive 91/271/CEE du 21 mai 1991 relative au traitement des eaux urbaines résiduaires,

transposée en droit national par le règlement grand-ducal du 13 mai 1994 relatif aux eaux urbaines résiduaires, exige des mesures beaucoup plus contraignantes en matière d'élimination des nutriments azotés et phosphorés pour les installations épuratoires d'une capacité de traitement supérieure à 10.000 équivalents d'habitants au plus tard pour le 31 décembre 1998.

Face à cette situation, les responsables du Syndicat Intercommunal à Vocation Écologique (SIVEC), en concertation avec les services compétents de l'État, se sont mis d'accord pour procéder à une extension et à une modernisation de leurs installations épuratoires tout en portant la nouvelle capacité de traitement à 90.000 équivalents-habitants.

Au fur et à mesure de l'avancement des travaux, il a été constaté que les montants des devis initiaux sur lesquels se basait la participation financière étatique ne pouvaient être respectés sous peine d'une adaptation substantielle du programme d'investissement ne permettant plus une modernisation de la station d'épuration d'Esch/Schifflange respectant les objectifs fondamentaux à la base de la loi du 20 décembre 1999 précitée.

Le décompte final pour les travaux d'agrandissement et de modernisation de la station d'épuration d'Esch/Schifflange se chiffre à 25.785.045,13 euros, ce qui amènerait à une participation étatique de 23.206.540,02 euros en vertu du taux de participation de 90% appliqué sur base des dispositions de l'article 65 de la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau. À l'heure actuelle, le montant effectivement remboursé (y compris les hausses légales), s'élève à 20.732.825,67 euros. Par conséquent, il y a lieu de relever la participation de l'État de 2.473.714,95 euros.

## Ventes à découvert et contrats d'échange sur risque de crédit

**6513 - Projet de loi relative à la vente à découvert d'instruments financiers, mettant en œuvre le règlement (UE) n°236/2012 du Parlement européen et du Conseil du 14 mars 2012 sur la vente à découvert et certains aspects des contrats d'échange sur risque de crédit**

Le présent projet de loi a pour objet d'adopter certaines dispositions permettant la mise en œuvre dans la législation nationale du règlement (UE) n°236/2012 du Parlement européen et du Conseil du 14 mars 2012 sur la vente à découvert et certains aspects des contrats d'échange sur risque de crédit.

Étant donné que le règlement (UE) n°236/2012 prévoit des mesures et pouvoirs d'intervention qui sont spécifiques aux ventes à découvert et aux contrats d'échange sur risque de crédit et compte tenu que son champ d'application diffère de celui de la loi modifiée du 13 juillet 2007 relative aux marchés d'instruments financiers, il paraît indiqué de mettre en œuvre les dispositions concernées du règlement dans une loi à part plutôt que de les insérer dans la loi modifiée du 13 juillet 2007 relative aux marchés d'instruments financiers.

La vente à découvert consiste à vendre un actif, comme des titres de sociétés, des devises ou des matières premières, que le vendeur ne détient pas au jour où la vente est conclue, mais qu'il entend posséder au jour où la vente devient effective. Si le vendeur ne détient pas l'actif vendu au moment de la livraison, la transaction conduit à un échec.

En temps normal, la vente à découvert augmente la liquidité de marché et contribue à une bonne formation des prix. Toutefois, lorsque le fonctionnement des marchés est perturbé, les ventes à découvert peuvent amplifier les tendances baissières jusqu'à entraîner des risques systémiques.

La crise financière de 2008 a révélé la nécessité d'un encadrement de la vente à découvert d'instruments financiers afin d'éviter une nouvelle instabilité financière.

Le règlement (UE) n°236/2012 a pour objet de mettre en place un cadre légal harmonisé visant à augmenter la transparence vis-à-vis du marché et des autorités compétentes et de mettre ces dernières en mesure de détecter les risques liés aux titres de dette souveraine. L'ensemble de ces nouvelles règles ont vocation de renforcer la stabilité financière dans l'Union. Le

règlement (UE) n°236/2012 confère en outre à l'Autorité européenne des marchés financiers et aux autorités compétentes nationales des compétences claires pour restreindre, voire interdire, les ventes à découvert dans des circonstances exceptionnelles. L'autorité européenne coordonne également les mesures prises par les autorités nationales.

Les règles de transparence prévues par la réglementation européenne s'appliquent quel que soit le lieu où se trouve la personne physique ou morale, que ce soit dans l'Union ou dans un pays tiers, dès lors que cette personne détient une position courte nette importante dans une société dont les actions sont admises à la négociation sur une plate-forme de négociation de l'Union ou une position courte nette sur la dette souveraine émise par un État membre ou par l'Union, y compris par la Banque européenne d'investissement, un service administratif d'un État membre, une agence, un véhicule de titrisation ou une institution financière internationale établie par deux États membres ou plus qui émet de la dette pour le compte d'un ou de plusieurs États membres, tel que le Fonds européen de stabilité financière ou le Mécanisme européen de stabilité.

Alors que les dispositions du règlement n°236/2012 sont directement applicables dans les États membres à partir du 1<sup>er</sup> novembre 2012, le projet de loi a pour objet de désigner la Commission de Surveillance du Secteur Financier (CSSF) comme autorité compétente au Luxembourg pour veiller à l'application du règlement (UE) n°236/2012. À cette fin, la CSSF est investie de tous les pouvoirs de surveillance, d'intervention et d'enquête nécessaires. Elle est aussi chargée de la collaboration et de l'échange d'informations avec les autorités compétentes étrangères, ainsi qu'avec l'Autorité européenne des marchés financiers.

Enfin, le projet de loi met en place un régime de sanctions et de mesures administratives applicables en cas de non-respect des dispositions du règlement.

Finalement, il convient de noter qu'en rapport avec les émetteurs souverains dont les instruments financiers sont visés par le règlement (UE) n°236/2012, la CSSF est l'autorité compétente pertinente au sens de l'article 2, paragraphe 1, point j) du règlement pour les notifications relatives à la dette émise par le Grand-Duché de Luxembourg, ainsi que pour les notifications relatives à la dette émise par la Banque européenne d'investissement, le Fonds européen de stabilité financière et le Mécanisme européen de stabilité, ces trois organismes étant établis au Luxembourg.

Dépôt par M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région, le 05.12.2012

Rapporteur: M. Raymond Weydert

Travaux de la Commission des Affaires intérieures, de la Grande Région et de la Police (Président: M. Ali Kaes):

27.06.2013 Désignation d'un rapporteur

28.06.2013 Examen du projet de loi, de l'avis du Conseil d'État et des avis des chambres professionnelles  
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 03.07.2013

Dépôt par M. Luc Frieden, Ministre des Finances, le 07.12.2012

Rapporteur: M. Fernand Boden

Travaux de la Commission des Finances et du Budget

(Président: M. Michel Wolter):

30.04.2013 Désignation d'un rapporteur

07.05.2013 Présentation du projet de loi

Examen de l'avis du Conseil d'État

14.06.2013 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État

Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 03.07.2013

Loi du 12 juillet 2013

Mémorial A: 2013, n°126, page 2674

## Eaux usées de communes du bassin de l'Attert

**6512 - Projet de loi autorisant le Gouvernement à participer au dépassement des financements de la 1<sup>ère</sup> phase des travaux nécessaires à l'évacuation et à l'épuration des eaux usées générées par les communes du bassin supérieur de la Vallée de l'Attert, ainsi qu'au financement des phases 2 et 3**

La collecte des eaux urbaines résiduaires en provenance des communes et localités situées dans le bassin tributaire supérieur de l'Attert et le traitement dans la station d'épuration biologique centrale en aval de la localité de Boevange/Attert ont été prévus par la loi du 21 mai 1999. Dans l'exposé des motifs de la loi précitée, la participation de l'État avait été plafonnée à 853.000.000 LUF, soit 21,3 millions d'euros. Par ailleurs, la directive 91/271/CEE du 21 mai 1991 relative au traitement des eaux urbaines résiduaires, transposée en droit national par le règlement grand-ducal du 13 mai 1994 exige

pour les agglomérations supérieures à 2.000 équivalents-habitants au moins un traitement biologique des eaux usées au plus tard pour 2005 et pour les agglomérations supérieures à 10.000 équivalents-habitants un traitement qui inclut également l'élimination des nutriments.

Il s'ensuit que certaines dispositions de la loi du 21 mai 1999 ne correspondaient plus aux exigences posées par la directive européenne, notamment en ce qui concerne les délais dépassés. Par ailleurs, cette loi ne couvrait que la participation de l'État au financement de la station d'épuration de Boevange/Attert, ainsi que de la première phase des travaux de collecteur. Le projet de loi sous rubrique vise donc à adapter la loi précitée à l'état actuel des choses.

Une étude préalable telle qu'exigée aujourd'hui pour tous les projets dépassant un investissement supérieur à 2,5 millions d'euros n'était pas réalisée à l'époque. En total, et en considérant des taux prédéfinis, la prise en charge globale du Fonds pour la gestion de l'eau s'élève à un montant de 58.364.070.- EUR TTC (indice 716,93).

## Convention de sécurité sociale avec l'Uruguay

**6520 - Projet de loi portant approbation de la Convention de sécurité sociale entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République Orientale de l'Uruguay, signée à Luxembourg, le 24 septembre 2012**

Le projet de loi a pour objet l'approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République Orientale de l'Uruguay en matière de sécurité sociale, qui a été signée à Luxembourg en date du 24 septembre 2012.

Cette convention a pour objet de garantir les droits en matière de sécurité sociale des personnes qui ont été soumises successivement ou alternativement aux législations des deux États contractants.

Dans une large mesure la présente convention suit l'aménagement général des conventions bilatérales conclues jusqu'à présent par le Luxembourg et reprend les formules de coordi-

nation usuelles adoptées tant dans ces instruments que dans les règlements communautaires sur la coordination des régimes de sécurité sociale en Europe.

Quant à son champ d'application matériel, la convention s'applique aux législations des deux États contractants relatives à l'assurance pension en cas de vieillesse, d'invalidité et de survie. Les prestations familiales sont coordonnées sur base du critère de la résidence. Les autres branches de la sécurité sociale sont visées, mais uniquement en ce qui concerne la détermination de la législation applicable. La convention règle par ailleurs l'accès aux assurances volontaires. Par contre, elle exclut expressément les législations concernant l'assistance sociale et les prestations aux victimes de guerre.

Pour ce qui est de son champ d'application personnel, la convention s'applique aux personnes sans distinction de nationalité, qui sont ou ont été soumises à la législation de l'un ou des deux États contractants ainsi qu'à leurs ayants droit. La présente convention suit ainsi la conception adoptée dans les instruments bilatéraux récents conclus par le Grand-Duché.

Dépôt par M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région, le 05.12.2012

Rapporteur: M. Ali Kaes

Travaux de la Commission des Affaires intérieures, de la Grande Région et de la Police (Président: M. Ali Kaes):

27.06.2013 Désignation d'un rapporteur

28.06.2013 Examen du projet de loi, de l'avis du Conseil d'État et des avis des chambres professionnelles  
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 03.07.2013



En effet, ces derniers ne reprennent plus la limitation du champ d'application personnel aux seuls ressortissants des parties contractantes et répond ainsi aux exigences posées par la juris-

prudence de la Cour de justice européenne dans l'affaire Gottardo (référence C 55/00 du 15.1.2002).

que le président du Conseil a convoquée encore le jour même pour le 16 mai 2012. À l'issue de cette conférence, les représentants des gouvernements des États membres se sont mis d'accord sur les modifications à apporter aux traités et ils ont ensuite signé le protocole à approuver. Pour que le protocole irlandais puisse entrer en vigueur, il doit être ratifié dans tous les États membres, ainsi que par la République de Croatie au cas où le protocole ne se-

rait pas entré en vigueur à la date d'adhésion de la République de Croatie à l'Union européenne. Il est envisagé que le protocole entre en vigueur, si possible, le 30 juin 2013, à condition que tous les instruments de ratification aient été déposés, ou, à défaut, le premier jour du mois suivant le dépôt de l'instrument de ratification de l'État membre qui procède le dernier à cette formalité.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères, le 03.01.2013

Rapporteuse: Mme Claudia Dall'Agnol

Travaux de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale

(Présidente: Mme Lydia Mutsch):

28.02.2013 Désignation d'un rapporteur

Présentation et examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

13.06.2013 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 20.06.2013

## Liaison ferroviaire Luxembourg-Trèves

### 6532 - Projet de loi

**1. portant approbation de l'accord dénommé «Abkommen zwischen der Regierung des Großherzogtums Luxemburg und der Bundesrepublik Deutschland über die Gewährung eines Finanzierungsanteiles für den Ausbau der Eisenbahnverbindung Trier-Luxemburg im Abschnitt zwischen dem Bahnhof Igel und der Betriebsstelle Igel-West», signé à Luxembourg le 29 octobre 2012;**

**2. sur la participation de l'État luxembourgeois au financement des travaux d'infrastructure réalisés sur le territoire allemand entre Igel et Igel-West**

Le projet de loi a pour objet l'approbation de l'accord relatif à la contribution par le Grand-

Duché de Luxembourg aux frais résultant pour la République fédérale d'Allemagne de la réalisation et de l'aménagement des infrastructures requises sur son territoire pour la mise à double voie de la ligne ferroviaire entre Igel et Igel-West. Cet accord a été signé le 29 octobre 2012 par les ministres allemand et luxembourgeois en charge des transports.

L'accord concerne les travaux d'extension de la ligne ferroviaire Luxembourg-Trèves, travaux qui sont destinés à améliorer la qualité du transport par rail et à augmenter la capacité sur cette tranchée afin de rendre les transports publics par train plus attractifs, d'encourager les frontaliers allemands à utiliser les transports publics et de mieux relier notre pays au réseau ferré allemand et transeuropéen.

Le projet de loi prévoit également l'autorisation pour le Gouvernement de participer au financement de la mise à double voie de la ligne ferroviaire entre Igel et Igel-West.

Dépôt par M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, le 28.01.2013

Rapporteur: M. Fernand Boden

Travaux de la Commission du Développement durable

(Président: M. Fernand Boden):

20.02.2013 Désignation d'un rapporteur

15.05.2013 Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

22.05.2013 Continuation de l'examen du projet de loi

12.06.2013 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 19.06.2013

Loi du 18 juillet 2013

Mémorial A: 2013, n°136, page 2758

## Traité de Lisbonne - Irlande

**6548 - Projet de loi portant approbation du Protocole relatif aux préoccupations du peuple irlandais concernant le traité de Lisbonne, fait à Bruxelles le 16 mai 2012**

L'entrée en vigueur du traité de Lisbonne, signé le 13 décembre 2007 par les chefs d'État ou de gouvernement des 27 États membres de l'Union européenne, a été subordonnée à la ratification par chacun des 27 États membres conformément à leurs règles constitutionnelles respectives. Lors du référendum organisé le 12 juin 2008 par l'Irlande en vue de la ratification du traité de Lisbonne, 53,4% des participants au vote ont rejeté le traité de Lisbonne.

Le Conseil européen des 19 et 20 juin 2008 a «pris acte des résultats du référendum irlandais sur le traité de Lisbonne et a fait le point de la situation sur la base d'une première analyse» présentée par le Premier Ministre irlandais. Par ailleurs, le Conseil européen «est convenu qu'il fallait davantage de temps pour analyser la situation», avant d'avoir noté «que le Gouvernement irlandais procéderait à des consultations actives, tant au niveau national qu'avec les autres États membres, afin de proposer une voie commune à suivre».<sup>2</sup>

Environ six mois plus tard, lors du Conseil européen des 11 et 12 décembre 2008, le Premier Ministre irlandais a informé les chefs d'État ou de gouvernement sur les préoccupations du peuple irlandais relatives au traité de Lisbonne. Celles-ci concernaient, plus concrètement, le

maintien de la politique de neutralité de l'Irlande, l'application des dispositions de la Constitution irlandaise concernant le droit à la vie, l'éducation et la famille et le domaine fiscal. Le Premier Ministre irlandais a d'ailleurs soulevé d'autres aspects concernant le progrès social et la protection des droits des travailleurs, les services publics, la responsabilité qui incombe aux États membres en matière de fourniture de services d'éducation et de santé et le rôle des autorités nationales, régionales et locales pour fournir, faire exécuter et organiser les services non économiques d'intérêt général.

Finalement, le Conseil européen a convenu que «l'ensemble des préoccupations mentionnées dans ladite déclaration [du Premier Ministre irlandais] seront traitées de manière à satisfaire à la fois l'Irlande et les autres États membres», à condition que le Gouvernement irlandais «s'engage à rechercher la ratification du traité de Lisbonne d'ici la fin du mandat de l'actuelle Commission».

Le 2 octobre 2009 l'Irlande a organisé un deuxième référendum sur la ratification du traité de Lisbonne. Une grande majorité des électeurs a approuvé (67,1%) le traité qui a pu entrer en vigueur le 1<sup>er</sup> décembre 2009.

En date du 20 juillet 2011 le Gouvernement irlandais a soumis au Conseil, conformément à l'article 48, paragraphe 2, première phrase, TUE (procédure de révision ordinaire), un projet de révision des traités sous la forme d'un protocole relatif aux préoccupations du peuple irlandais concernant le traité de Lisbonne. À l'issue de la procédure législative européenne et en vue d'un examen des modifications proposées, le Conseil européen a mandaté, le 11 mai 2012, conformément à l'article 48, paragraphe 4, TUE, une Conférence des représentants des gouvernements des États membres

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères, le 05.03.2013

Rapporteur: M. Ben Fayot

Travaux de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

(Président: M. Ben Fayot):

15.04.2013 Désignation d'un rapporteur

10.06.2013 Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 19.06.2013

Loi du 19 juillet 2013

Mémorial A: 2013, n°140, page 2796

## Accord général sur le commerce des services

**6549 - Projet de loi portant approbation de la décision 8123/07 du 23 juillet 2007 du Conseil et des représentants des gouvernements des États membres, réunis au sein du Conseil, relative à la conclusion des accords au titre de l'article XXI de l'AGCS avec l'Argentine, l'Australie, le Brésil, le Canada, la Chine, le territoire douanier distinct de Taïwan, Penghu, Kinmen et Matsu (Taïpei chinois), la Colombie, Cuba, l'Équateur, Hong Kong (Chine), l'Inde, le Japon, la République de Corée, la Nouvelle-Zélande, les Philippines, la Suisse et les États-Unis d'Amérique concernant les modifications et ajustements compensatoires nécessaires à la suite de l'adhésion de la République tchèque, de la République d'Estonie, de la République de Chypre, de la République de Lettonie, de la République de Lituanie, de la République de Hongrie, de la République de Malte, de la République d'Autriche, de la République de Pologne, de la République de Slovaquie, de la République de Finlande et du Royaume de Suède à l'Union européenne**

Dans le cadre de l'Accord général sur le commerce des services (AGCS), chaque membre de l'OMC est tenu d'établir une liste dans laquelle il inscrit ses engagements pour assurer l'accès à son marché des services et fournisseurs de services d'autres pays membres.

En vertu de l'article XXI de l'AGCS, un membre de l'OMC ne peut retirer ou modifier ses engagements qu'après avoir mené des négociations avec les autres membres qui se déclareront affectés par ces mesures, dans le but d'aboutir à un accord sur une compensation. C'est la démarche que la Communauté européenne a conduite en 2006 auprès des 18 membres de l'OMC suivants: l'Argentine, l'Australie, le Brésil, le Canada, la Chine, le territoire douanier distinct de Taïwan, Penghu, Kinmen et Matsu (Taïpei chinois), la Colombie, Cuba, l'Équateur, la Chine-Hong Kong, l'Inde, le Japon, la Corée, la Nouvelle-Zélande, les Philippines, la Suisse et les États-Unis. Le texte dont question a donc pour objet la conclusion des accords de compensation avec ces 18 membres.

Les négociations ont été rendues nécessaires en raison de la volonté de la Communauté européenne de mettre fin à une situation dans laquelle la liste d'engagements de la Communauté remontait à 1994 et ne couvrait que les 12 États membres de l'époque et où les 13 États qui ont rejoint l'Union européenne en 1995 et 2004 conservaient parallèlement leurs listes individuelles, adoptées avant leur adhésion. La Commission européenne a entre-temps finalisé les négociations à Genève suite à l'adhésion de la Bulgarie et de la Roumanie à l'Union européenne, mais les parties tierces refusent de signer les textes négociés tant que la procédure de ratification n'est pas achevée du côté des États membres de l'Union européenne pour les EU25.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères, le 05.03.2013

Rapporteuse: Mme Lydia Mutsch

Travaux de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

(Président: M. Ben Fayot):

15.04.2013 Désignation d'un rapporteur

03.06.2013 Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 11.06.2013

Loi du 9 juillet 2013

Mémorial A: 2013, n°125, page 2586



d'Chamber online op

www.chd.lu

<sup>2</sup> Conseil européen de Bruxelles des 19 et 20 juin 2008, Conclusions de la Présidence.





## Sommaire

1. Ordre du jour
  - M. le Président
2. Débat demandé par le groupe politique DP et le groupe politique déi gréng sur l'exercice par M. le Ministre Luc Frieden, Ministre de la Justice de 1998 à 2009, de ses responsabilités dans le contexte de l'instruction du dossier de l'affaire dite «Bommeleeër»
  - Motion de M. Xavier Bettel relative à la présentation par le Gouvernement de sa démission au Grand-Duc
  - Résolution de M. Félix Braz relative au retrait de confiance à M. le Ministre Luc Frieden
    - Exposé: M. Félix Braz, M. Xavier Bettel (interventions de M. Michel Wolter et M. Claude Meisch)
    - M. Luc Frieden, Ministre des Finances (interventions de M. Félix Braz et M. Fernand Kartheiser)
    - M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État (M. Xavier Bettel, M. François Bausch, Mme Lydie Polfer et M. Gast Gibéryen interviennent), M. Fernand Kartheiser (fait personnel), M. Jean-Claude Juncker, M. François Bausch, M. Fernand Kartheiser
    - Débat: M. Gilles Roth (interventions de M. Xavier Bettel et M. François Bausch), M. Lucien Lux (dépôt d'une résolution), M. Gast Gibéryen, M. Jacques-Yves Henckes (dépôt d'une résolution) (interventions de M. Xavier Bettel et M. François Bausch), M. Serge Urbany, M. Alex Bodry (dépôt d'une résolution), M. François Bausch (M. Jacques-Yves Henckes intervient)
    - Vote sur la motion 1 (rejetée)
    - Vote sur la résolution 1 (rejetée)
    - Résolution 2: M. Xavier Bettel, M. Gast Gibéryen, M. Gilles Roth, M. François Bausch
    - Vote sur la résolution 2 (rejetée)
    - Résolution 3 (déclarée irrecevable)
    - Résolution 4: M. Xavier Bettel (M. Mars Di Bartolomeo intervient), M. Gast Gibéryen (M. Ben Fayot intervient), M. François Bausch, M. Jacques-Yves Henckes, M. Xavier Bettel, M. Alex Bodry, M. Serge Urbany
    - Vote sur la résolution 4 (adoptée)

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre; M. Jean Asselborn, Vice-Premier Ministre; Mme Mady Delvaux-Stehres, MM. Luc Frieden, Mars Di Bartolomeo, Jean-Marie Halsdorf, Claude Wiseler, Mmes Octavie Modert, Françoise Hettogaasch, MM. Marco Schank, Romain Schneider, Etienne Schneider, Marc Spautz et Mme Martine Hansen, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.02 heures)

► **M. le Président.** - Ech maachen d'Sitzung op.

### 1. Ordre du jour

Op Virschlag vun der Presidentekonferenz vun de Moie wollt ech d'Chamber froen, ob se domadder averstanen ass, eisen Ordre du jour vun haut de Mëtteg deementspriedend ofzeänneren, andeems se d'Orientéierungsdebatt iwwert déi lëtzebuergesch Arméi vun eiser Dagesuerdnung erföhelt.

Ass d'Chamber mat dëser Ofännerung vum Ordre du jour vun haut averstanen?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Haut de Mëtteg féiert d'Chamber eng Debatt, déi vun der Fraktioun vun deene Gréngen ugefröht ginn ass an em deem fréiere Justizminister Luc Frieden säin Ausübe vu senger Responsabilitéiten an der Instruktioun vun der Bommeleeër-Affär handelt. Dozou läit lech eng Resolutioun vum Här Félix Braz vir.

**(La résolution 1 du 12 juin 2013 remplace la motion de même teneur déposée par M. Félix Braz lors de la séance publique du 11 juin 2013.)**

Dës Debatt gëtt zesumme mat enger Motioun vun der DP-Fraktioun, déi d'Verauensfro stellt, behandelt. D'Motioun vum Här Xavier Bettel ass och verdeelt ginn.

D'Riedezäit ass vun der Presidentekonferenz folgendermoosse festgeluecht ginn:

20 Minutte fir de Riedner vun der Fraktioun vun deene Gréngen souwéi fir de Riedner vun der DP-Fraktioun a fir de Minister Luc Frieden. De Statsminister Jean-Claude Juncker huet 30 Minutten, d'Fraktiounen 20 Minutten an d'Sensibilités politiques zéng Minutten zegutt.

Als Éischt héiere mer den Här Félix Braz als Vortrieder vun der Fraktioun vun deene Gréngen, déi d'Debatt ugefröht huet. Här Braz, Dir hutt d'Wuert.

### 2. Débat demandé par le groupe politique DP et le groupe politique déi gréng sur l'exercice par M. le Ministre Luc Frieden, Ministre de la Justice de 1998 à 2009, de ses responsabilités dans le contexte de l'instruction du dossier de l'affaire dite «Bommeleeër»

**Motion de M. Xavier Bettel relative à la présentation par le Gouvernement de sa démission au Grand-Duc**

**Résolution de M. Félix Braz relative au retrait de confiance à M. le Ministre Luc Frieden**

Exposé

► **M. Félix Braz (déi gréng).** - Merci, Här President. Ronn 200 Meter Loftlinn vun hei ass d'Affär Bommeleeër viru Geriicht. Vläch den Epilog vun 30 Joer Kriminalgeschichte, vun enger Affär, déi bis haut net opgekläert ass. Et ass wuel net déi eenzeg wichteg a schlëmm Affär hei am Land, mä et ass oui Zweifel eng Affär, déi net wéi déi aner ass. Et ass eng Affär, déi unique ass.

Mëtt den 80er Joren - all Mënsch weess et, mä ech wëll et rappeléieren - kour et hei am Land zu net manner wéi 20 Attentater. Eng gewëssen Terrorstëmmung ass am Land verbreet ginn. Duerch Zoufall ass kee Mënsch wierklech eschthaf zu Schued komm, duerch Zoufall ass kee gestuerwen. Mä d'Affär war eng exzeptionnell an ass et bis haut.

Duerno gouf et eng Enquête, déi esou laang nëmme ganz lues weiderkomm ass, bis se stoung: „in the middle of nowhere“. Em d'Joer 2000 gëtt d'Affär nei opgerullt vum deemolege Procureur d'État Roby Bieber a vun der Untersuchungsriichterin Doris Woltz. E puer Joer méi spéit, ab 2004, interesséiere sech d'Medien, d'Télee notament, am Kader vun enger 20-Joer-duerno-Serie, fir déi Affär aus den 80er Joren.

Fir d'Enquête weist d'Pist ab engem bestëmmte Moment no bannen - à tort ou à raison, dat soll d'Geriicht jo klären an trancheieren - a si enquêtéiert och no bannen, an de Sécherheetsapparat vun deemools eran, a si stellt fest, dass de

Sécherheetsapparat, oder ech stelle fest, dass de Sécherheetsapparat vun haut, besonnesch u senger Spëtzt, zu enger bestëmmter Zäit vun der Enquête net wierklech hëllefreich war.

Enn 2007 kënt et dann awer zu zwou Inculpationen. Kuerz drop mussen de Generaldirekter vun der Police, de Pierre Reuland, an de Generalsekretär, de Guy Stebens, d'Kap huelen a ginn op eng aner Plaz versat.

Haut an hei schwätze mer indirekt och iwwert d'Affär Bommeleeër. Net am penale Sënn - d'Chamber ass kee Geriicht an hei gëtt kee jugéiert -, mä am politesche Sënn. Mir diskutéieren, ob deen heitege Finanzminister, de Luc Frieden, dee vun 1998 bis 2009 Justizminister war, sech tëschent 2000 an 2007 par rapport zu der Enquête Bommeleeër richtig verhalten huet.

Dës Debatt ass de vläch provisoireschen Héichpunkt vun enger Situatioun, déi sech zu Lëtzebuerg iwwer elo bal zwee Joer entwéckelt huet an déi fir vill Erstaunen, Onverständnis, Enttäuschung, Oflehnung bei de Leit, déi zu Lëtzebuerg liewen, suergt. Et ass eppes faul am Stat Lëtzebuerg!

D'Affär Bommeleeër, d'SREL-Enquêtékommision, mat all hiren Irrungen a Wirrungen, elo d'Evenementer ronderëm den Här Frieden, d'Behandlung - an ech kommen dorobber nach zréck -, déi de Procureur général d'État duerch de SREL kritt huet, alles Faiten, déi méi wéi een hei am Land den Term „Vertrauenskris“ a souguer „Statskris“ an de Mond huele loosse.

An dach, wann d'Verauenskris ausgeléist ginn ass duerch dat villt, wat opzeschaffen ass, esou ass et awer och wouer, a mir wëllen dat ennersträchen, dass eis Institutionen, an net nëmme si, sech wieren an och funktionéieren.

D'Affär Bommeleeër ass viru Geriicht. De Procureur général d'État an d'Madame Woltz wiere sech an hu sech gewiert géint de Versuch vun der Beaflossung vun hirer Aarbecht. A si hu sech och dergéint gewiert, dass d'Politik se net genuch ennerstëtz huet. D'Press mécht hir Aarbecht, si enquêtéiert, si bericht a si kommentéiert. D'Chamber geet am Kader vun der SREL-Enquêtékommision deem onappetitliche Sumpf am SREL op de Fong.

An haut elo debattéiert d'Chamber eng Resolutioun vun deene Gréngen iwwert déi politesch Responsabilitéit vum Luc Frieden an och gläich duerno nach eng Motioun vun de Kollege vun der DP iwwert d'Responsabilitéit vun der ganzer Regierung.

Déi méi laang Introductioun, fir ze soen, dass wuel viles opzeschaffen ass, mä dass d'Institutionen, an net nëmme si, dach funktionéieren a vläch souguer besser, wéi munchereen am Land dat emfënn. De Rôle vun der Chamber, Dir wësst et alleguer, ass et, Gesetzer ze maachen an d'Regierung ze kontrolléieren. Dat maache mer haut mam Minister Luc Frieden, mä net nëmme mat him.

Am Abrëll vun dësem Joer huet de Radio 100,7 bericht, dass de Roby Bieber sech beschwéiert hätt iwwert de Mankem un Ennerstëtzung, deen e während der Instruktioun vun der Affär Bommeleeër, hien an d'Madame Woltz, kritt hätt an dass e sech kritesch geäussert hätt par rapport zum Rôle vum deemolege Justizminister, dem Här Frieden.

De Minister Frieden huet dat direkt vehement dementéiert an huet dem Radio 100,7 onseriöse Journalismus virgeworf. Eppes méi wéi e Mount duerno, de 6. Juni - déi aner Woch, fir genee ze sinn -, huet de Procureur général d'État awer all déi Informatiounen confirméiert, déi de Radio 100,7 e puer Woche virdru gesent hat. An e bestätegt och all déi Virwërf.

déi gréng froen doropshin, mat de Kollege vun der DP, eng urgent Réunioun vun der Commission juridique a Präsenz vum Luc Frieden a vum Roby Bieber. déi gréng zéien also de 6. Juni nach keng Konklusiounen. déi gréng froen de 6. Juni keng Demissionen. Et ass fir eis zu deem Moment Ausso géint Ausso. A fir eis ass et net esou, dass den Här Bieber nëmme d'Wourecht kéint soen an dass den Här Frieden nëmme d'Onwourecht kéint soen. E Procureur général d'État an e Minister sinn alle béid Respektpersounen. An duerfir zéie mer keng Konklusiounen de 6. Juni.

Mir maachen eis Aarbecht als Fraktioun an als Parlamentarier a convoquéieren de Minister an de Procureur général d'État an d'Commission juridique, wou mer se kënnen befragen an eis e Bild maachen, en eegent Bild maachen an eis eege Konklusiounen zéien. Dat geschitt dann och de 7. Juni.

No där Sitzung, déi de 7. Juni war a vun där och e Verbatim schlussendlech publizéiert ginn ass, ass et fir déi gréng Fraktioun awer kloer. Mir hunn eis Froe kënnen stellen, mir hunn eis eis Meenung kënnen maachen an hunn eis Konklusiounen och gezunn.

Opgrond vun deem, wat de Procureur général d'État Roby Bieber gesot huet, a besonnesch awer och vun deem, wat de Juge d'instruction directeur d'Madame Woltz gesot huet, ass et fir eis kloer: Den deemolege Justizminister huet probéiert anzewierken, fir de Parquet dozou ze bréngen, d'Instruktioun vun der Affär Bommeleeër falen ze loosse.

Dem Minister seng Géigenargumenter hunn an eisen Aen d'Virwërf vum Procureur général d'État a vun der Madame Woltz net kënnen entkräften. Aus deem Grond froe mer och d'Chamber, haut dem Minister Frieden d'Verauensfro ze entzéien.

De Minister wiert sech géint d'Reprochë mat an der Haaptsaach zwee Argumenter: Éischens, déi Froen a Remarquen, déi vis-à-vis vum Roby Bieber a vum Doris Woltz gemaach gi si vu senger Säit aus, wiere gutt intentionnéiert ze verstoen a vun der Suerg gedroen, dass et viru géif goen am Intérêt vun all deenen aneren Affären, déi unhängeg sinn oder waren zu där Zäit.

Dat zweet Argument: dass et och net oft de Fall gewiescht wier, dass en nogefrot hätt, mä éischter eng Ausnahm.

Déi zwee Argumenter hunn eis als gréng Fraktioun net iwwerzeegt. De Contraire ass an eise Aen de Fall.

Wann de Parquet d'Affär klasséiert hätt, dann hätt Dir net protestéiert, Här Frieden. Dann hätt Der d'Indépendance vum Parquet ennerstrach an op de Principe de l'opportunité des poursuites verweisen an lech gutt domadder offont.

Zu Ärem éischten Argument: et wier gutt intentionnéiert gewiescht. Mir sinn der Meenung, et war net gutt intentionnéiert. Eendeiteg hutt Dir d'Zil verfolgegt, de Parquet bei senger Instruktioun éischter ze demotivéieren, wéi ze motivéieren.

Et ass och iwwregens net richtig, wann Der an der Kommission gesot hutt, dass Der méi spéit, well Der fonnt hutt, dass et ze laang géif daueren, déi Remarquë gemaach hätt. Dir hutt - an dat ass am Verbatim nozeliesen an der Deklaratioun vum Här Bieber - 2001, direkt wou den Här Bieber bei lech komm ass, fir ze froen, dass d'Enquêteuren e Büro kréien op enger Plaz, wou se bei deenen aneren ewechgeholl wieren - eng Demande, där Dir jo och noginn hutt -, an deem Kontext do hutt Der scho gesot, Dir wiert der Meenung, ech zitieren den Här Bieber: „Ass déi Affär da wierklech esou, datt elo do mussen Enquêtes esou intensiv gemaach ginn?“

Dat hutt Der net gesot 2004 oder '5 oder '6, well et lech ze laang gedauert huet; dat hutt Der, laut dem Procureur général d'État, 2001 gesot, déi éischte Kéier, wou en lech erugefrueden ass mat enger Demande. Du war Är Intentioun scho kloer! Et ass net em d'Longueuren an der Enquête gaangen. Do hutt Der schonn a Fro gestallt, dass et derwärt wier, déi Enquête ze maachen.

Da sot Der sënngeméiss, Dir hätt eigentlech mam Roby Bieber eng „Interpretationsdivergenz“. Dir hätt also vun 2001, ech wëll elo net dat Wuert an deem anere Kontext erëm huelen, ech wëll just soen, Dir géift also domadder behaupten, dass vun 2001 bis 2007 Dir mam Roby Bieber, bei deene ville Geleehheiten, wou dat hei évoquéiert ginn ass, laanschtenee geschwat hätt.

Mä dat gleeft jo keen, Här Minister! Intelligent Leit wéi Dir a wéi de Roby Bieber schwätzen net sechs Joer laanschteneen! Et ass dach onhaltbar, esou eng Behauptung opzestellen! Kann e Mënsch am Land gleewen, dass Dir - an Dir hutt jo awer allen zwee méi wéi 100 IQ - während sechs Joer laanschtenee geschwat hutt? Et ass emol net, fir ze laachen; et ass, fir rosen ze ginn. Dat ass dach eng absolut onkredibel Thees, déi Der do opstellt!

Selbstverständlech hutt Der lech verstanen! An dem Här Bieber seng Reaktioun op dat, wat Der gesot hutt, ass eendeiteg. Duerfir war et och net mëssverständlech. Är Intentioun war kloer. An den Här Bieber huet se och esou verstanen.

D'Madame Woltz d'selwecht. Mat hir hutt Der wuel nëmme eng Kéier geschwat. Si huet sech dat Gespréich verhalten. Dir sot jo, Dir hätt keng





Erënnerung méi drun, dass d'Gespréich stattfonnt hätt, wat och gelungen ass. Mä trotzdem, Är Ausso seet dat. Och d'Madame Woltz kann lech net falsch verstanen hunn. Och d'Madame Woltz ass eng Fra, déi bis dräi ziele kann. Kéint Dir dann am Escht mengen, dass et kredibel ass, wann d'Madame Woltz seet, no engem Gespréich mat lech „wier se erschloen“, an dat kéint op eng Interpretatiounsdivergenz zréckzefiere sinn? Dat ass dach eng onhaltbar Thees, dat do!

De Roby Bieber sot ganz däitlech, och doriwwer gëtt et keng Interpretatiounsdivergenz: „De Luc Frieden hätt léiwéer gehat, mir géifen ophalen.“ Och dat steet am Verbatim. É ganz einfache Saz, dee jiddweree versteet. Do ass näischt ze interpretéieren.

Fir eis ass et kloer, léif Kolleeginnen a Kolleegen, besonnesch dat, wat d'Madame Woltz gesot huet, déi Episod am Summer 2006 am Kontext vum 50. Anniversaire vum Basket Contern, dass Är Intentioun vis-à-vis vun de Leit, déi d'Instruktioun gemaach hunn, kloer war.

Zu deem zweeten Argument: et wier jo net oft gewiescht. Dir hutt och op der Tëlee virun e puer Deeg gesot: „Ech muss dach als Minister kënnen d'Fro stellen.“ Jo, selbstverständlech, Dir musst kënnen d'Fro stellen. Eemol. Dir dierft och der Meenung sinn, dass déi Enquête näischt méi bréngt, no all där Zäit.

Ech sinn dee Leschten, deen lech dat géif falschmaachen. Ech hunn lech dat och an der Kommissioun gesot an och scho virun der Press. Dir dierft selbstverständlech der Meenung sinn, dass déi Enquête no all där Zäit, ënner Emstänn, zu näischt méi féiert. Dat dierft duerch Är Meenung sinn.

Mä da musst Der Äre Saz weiderféieren a soen: „Mä ech sinn Äre Minister. An ech wäert als Äre Minister alles derfir maachen, dass Dir Är Aarbecht kënnt maachen. Ech wäert mech iwwerall do virun lech stellen, wou et noutwendeg ass, och wann ech à titre personnel net mengen, dass et eppes bréngt.“

Mä Äre Rôle - Dir sidd eng Institutioun als Minister -, Äre Rôle ass et, déi Leit ze verteidegen an derfir ze suergen, dass si hir Enquête kënnen maachen! An net duerno sechs Joer laang op Schratt an Tratt eigentlech, net nëmme eng Kéier, nämlech déi ganzen Zäit, ëmmer, wann Der d'Geleehtheit hat, par rapport zum Roby Bieber an déi dote Richtung ze schwätzen. Et war ëmmer: „Hutt Der soss näischt ze dinn? Ech hu léiwéer, Dir haalt mat der Enquête op.“ Dat ass net Äre Rôle, Här Minister!

An och do, Är Défense, fir ze soen: „Ech hunn et een-, zweemol gesot.“ Dat stëmmt faktesch net. Den Här Bieber huet eis an der Kommissioun gesot - an et brauch een net vill Kapprechnen ze kënnen, fir erauszefannen, wéi oft dass et war -, Dir hutt lech dräi-, véier-, vläicht fënnemol am Joer gesinn. An den Här Bieber sot: „Et war zwar net all Kéiers, awer bal.“ Rechent dräi-, véier-, fënnemol am Joer mol sechs, siwe Joer, da wësst Der, dass et zeg Mol war!

Au point, dat huet den Här Bieber jo och gesot, dass en zum Schluss vu senger Interventioun gesot huet, et war eigentlech esou: „...dass, wann ech den Här Frieden op der Strooss gesinn hunn, vu Wäitem, dann hunn ech mer geduecht, e wäert jo net nees erëm ufänke mam Bommeleer.“ Et ass also eendeitig, dass Der et permanent gemaach hutt. An ëmmer nëmme an déiselwecht Richtung.

D'Fakte sinn also fir eis kloer. Do ass näischt ze interpretéieren. D'Faktelag ass kloer: Dir hutt net laanschtenee geschwat an Dir wosst genau, wat Der géift maachen.

De Parquet, a besonnesch d'Enquêteuren, déi hätten Är Ennerstëtzung awer gebraucht. Zumindest déi moralesch. Zumindest déi! Dat wier wichteg gewiescht.

An ëmmer méi Elementer - och gëschter aus dem Prozess hei aus der Cité judiciaire, an och de Moien, wat den Här Bieber gesot huet - maachen däitlech, dass et eng Enquête war, wou déi Leit, déi d'Enquête ze maachen haten, ënner onméigleche Konditiounen hu misse schaffen, well iwwerall do, wou se Ennerstëtzung hätte misse kréien, d'Ennerstëtzung vu bannen, domat mengen ech elo net de Minister Frieden, mä och vu bannen, aus dem Polzeiapparat notament, dass se déi net kritt hunn.

Och do war et de Contraire. Och do ass massiv op déi Leit agewierkt ginn op eng Aart a Weis, wou ech herno nach drop zréckkommen, déi absolut net zoulässeg ass. A grad an deem Kontext! An Dir wosst dach, datt déi Enquête esou géif lafen. An Dir hutt hinnen déi Ennerstëtzung, déi se gebraucht hätten, zumindest déi politesch an déi moralesch, net ginn.

D'Enquêteuren, jo, fir déi ze kréien, huet d'Madame Woltz misse streide beim Här Reuland. Et war e Krampf. An e Kampf, fir se verlängert ze

kréien. An esou enger Affär, wéi déi hei! D'Enquêteure sinn ënner Drock gesat ginn. Dat hu mer gëschter jo héiere vun den Här Reuland a Solagna. Si hu gesot, et kéim „vun uewen, vu ganz uewen“. Wien dat genee ass, hu se net gesot. Duerfir stellen ech och déi Fro, duerno an Ärer Interventioun, wann Der eis dobäi kéint hëllefen, ze erläutere, ze erörtere, wien dat da ka gewiescht sinn, „vu ganz uewen“.

No där Inculpatioun vun den Här Scheer a Wilmes 2007, do hutt Der, Här Minister, den Här Reuland an den Här Stebens misse do ewechhuelen. Et war, contrairement zu deem, wéi Der et nach an Erënnerung hat an der Kommissioun, nëmme an deem dote Kontext, wou dat geschitt war. Dir hat dat jo anescht an Erënnerung.

Den Här Reuland huet no der Inculpatioun eng Mail gemaach, intern an der Police, déi sënn-geméis gesot huet: „Keng Panik, et ass alles ënner Kontroll. Si gi bis op ee Punkt an dann ass Schluss.“ Wat natierlech eng absolut onhaltbar Situatioun war. An dach mengen ech ze wëssen, Här Frieden, dass et méi wéi ee Bréif gebraucht huet vum Här Bieber, fir lech dozou ze kréien, Är Décisioun ze huelen, nämlech den Här Reuland ofzesetzen.

Dir hutt och deemools erkläert, dass et eng Décisioun war, déi lech schwéiergefall ass. Dir hutt dat och an der Kommissioun widderholt. An der Kommissioun hutt Der op d'Prozedur higewisen, par rapport zu der Fonction publique. 2007/2008 hutt Der net nëmme op d'Prozedur higewisen. Do hutt Der lech och méi perséinlech geäussert, dass et lech schwéiergefall wier, aus Rücksicht op den Här Reuland, seng Famill, wat dat fir eng schwéier Décisioun wier. An Dir hutt deemools erkläert, et wär lech ganz schwéiergefall, déi Décisioun ze huelen.

Ech wëll lech dat virwerfen! Et hätt lech ganz licht misse falen! Wann e Generaldirekter vun der Police, an där heiter Affär, wann der zwee inculpeiert ginn, e Mail no banne mécht mat deem Contenu, ma dann ass d'Décisioun leider ganz einfach: Deen huet eng halfe Stonn drop net méi op senger Plaz ze sinn! Dir hutt dat deemools nach als e fir lech schwéieren Akt bezechent. Ma wéi kommt Der drop, ze soen, dat wier e schwéieren Akt? Et war deen evidentesten, deen Der konnt maachen! Dat war net schwéier.

Eng Fro nach, och aus där Zäit, un lech, Här Minister. Et ass eis och rapportéiert ginn, dass ronderëm d'Genese vum Gesetz iwwert d'Entrave à la justice vu Säite vum Generaldirekter vun der Police méi wéi eng Kéier bei lech intervenéiert gi wier, fir dat Gesetz eigentlech ze bremsen. A Fakt ass jo och, dass et eréischt méi spéit ënnert dem Minister Biltgen weidergaangen ass.

Ech wier frou, wa mer kéinten dorop eng Äntwert kréien, ob et vu Säite vun Här Reuland, vum Generaldirekter vun der Police also, bei lech Interventioun gouf, fir dat Gesetz net virunzibréngen. Wat och e bezechnend Licht géif op den Här Reuland werfen, iwwert dee leider - enfin, leider! -, iwwert deen ëmmer méi muss nogeduecht ginn an och vläicht geschwat ginn.

Aggravéierend kënnt derbäi - an do ginn ech eigentlech bei dat eriwuer, wat den Här Bieber de Moie gesot huet -, aggravéierend kënnt bei all des Emstänn schon nach derbäi: déi Roll, déi de SREL gespillt huet, mat senger Operatioun „Katana“. Den 100,7 huet gemellt, dass den Direkter vum SREL, den deemolegen, de Marco Mille, eng „Pädophilie-Enquête“, téschent Gänseféischercher, géint den Här Bieber selwer ugeuerdet huet. Wat iwwregens am Widersproch steet mat deem, wat den Här Mille nach virun enger Woch an der SREL-Enquêtékommis-sioun gesot huet. Déi war jo public.

Sollte sech also déi Informatioun vum 100,7 als richteg erausstellen, dann hunn do net een oder zwee als Électrons libres vum SREL Dommheete gemaach, mä da souze sechs Leit do, no owes aacht Auer, an déi Renitent si gebiede ginn, de Sall ze verloossen; déi bräichten net ze wëssen, wat do diskutéiert ginn ass. Also keng Électrons libres, mä eng hierarchesch Décisioun am SREL bis uewen erop.

Déi Informatiounen, wa se da richteg sinn, dann huet den Här Mille virun der Enquêtékommis-sioun ënner Eed falsch ausgesot an huet säi Rôle ganz kloer minimiséiert.

Zum Fong dovunner ass awer ze soen, dass dat jo awer praktesch - an esou huet den Här Bieber sech och ausgedréckt - eng geheim Polizei war am Stat, déi finanzéiert ginn ass, an och hir Aktiounen, mat Sue vum Lëtzebuurger Budget. De Geheimdëngscht huet do Missiounen iwwerholt vun der Police, huet enquêtéiert. Déi Saache si bezuelt ginn. An en huet iwwregens enquêtéiert géint déi Rumeuren, déi e praktesch selwer geluecht huet. En huet eppes, wat et e bèsse gouf, opgefaangen, amplifiéiert a gären dann dergéint enquêtéiert.

Dat si Methode vun den Diktaturen. Do enquêtéiert d'Polizei och géint déi Rumeuren an Informatiounen, déi se selwer schaaft. Dat si ganz grave, ganz grave Faiten, déi, wa se haut, um Enn vun dësem Dag, ouni aner Sanktioun hei aus der Chamber erausginn, dann hu mer de Regime gewieselt, haut um 13. Juni. Da si mer net méi am selwechte Stat.

Den État profond huet do gespillt. Net deen of-fiziellen, net dee richtegen. Den État profond huet existéiert an huet gespillt. Mat Steiersuen op den Dépensé vum SRELS-Budget. Véier Leit sinn do duerch de Kaka gezu ginn. Dräi dovou bekennd Homosexueller, déi direkt Pädophilie dann ënnerstallt kréien duerch de SREL. Et ass keng latent Homophobie, et ass oppen Homophobie. Et ass ruckelzeg, wat déi Leit do maachen.

Dir wosst awer, Här Statsminister, doriwwer Bescheid. Wéi vill, géife mer gäre vun lech wëssen. An engem rezenten Interview vum Roby Bieber am „Wort“ zitéiert en lech, dass e bei enger Geleehtheit vun lech gesot kritt hätt: „Roby, weess du schon, du hues e Puff zu Esch?“ Wourops den Här Bieber net wierklech geäntwert huet. Hien huet gemengt, et wär e Witz, e graffe Witz. En huet doriwwer gelaacht an Dir mat. An dat war d'Episod.

Et heescht awer, dass Der eppes dovunner wosst. Ech weess net, wat Der wosst. Duerfir stelle mer lech d'Fro: Hat Der just vun de Rumeuren héieren? Wosst Der, dass de SREL dorobber schafft? Wosst Der, op wéi eng Aart a Weis en dorobber schafft? Hat Der de Verdacht, dass et eppes kéint si wéi d'geheim Polizei, déi den Här Bieber beschriwwen huet? A selbstverständlech ass d'Fro: Wa jo, wat hutt Der dergéint gemaach?

Mir kennen d'Äntwert net. A mir hoffen, dass mer eis se ginn. Mir wësse just, dass Der ausser dem Här Bieber déi do Informatioun nach kengem ginn hat, och net bei der SRELS-Kommis-sioun. Mir sinn et gewuer ginn iwwert dat Interview am „Wort“ vum Här Bieber. Déi do Informatioun, dass Dir iwwer esou Rumeure Bescheid wësst, waart Der nach néierens lass-ginn. An do si mer wierklech gespaant, Här Statsminister, op Är Äntwerten. D'Fro ass relevant an d'Äntwert och.

Et muss ee sech och nach eng Kéier duerch de Kapp goe loossen, wéi dat funktionéiert huet eigentlech. Do gëtt et e Geheimdëngscht, dee sech als geheim Polizei verkleet, drusetzt de Procureur général d'État ze destabiliséieren zu enger Zäit, wou deen amgang ass, ënner ane-rem och bannent der Polizei ze enquêtéieren. De Geheimdëngscht als geheim Polizei géint de Procureur général d'État, well dee bei der Police amgang ass ze schaffen!

Ech weess net, wat Dir dovunner wosst, Här Statsminister. Mä et gëtt awer Responsabilitéiten. Wann an engem Service esou vill dernieft ass, och wann ee selwer vläicht kee Feeler gemaach huet, mä fir deen Rechtsstat, besonnesch wann esou vill Responsabilitéiten am Renne sinn, wéi ech elo beschriwwen hunn, da mussen et awer och Leit ginn, déi se assuméieren. Et geet net duer, deen Eischen an der Regierung ze sinn an dann déi mannste Verant-wortung wëllen ze assuméieren.

Wien huet d'Verantwortung derfir? Ech wëll elo erënneren, d'Tëlee hat gëschter e Bericht iwwer fréier Vertrauensantrag an Demissionen aus der Regierung. Et gouf am Januar 1998 eng Demission vum Johnny Lahure, dem verstuerwene Johnny Lahure, deen - an dat, mengen ech, war heibanne bei jiddweregem d'Mee-nung deemools - perséinlech näischt falsch gemaach hat. Et huet jo keen dem Här Lahure e Fait imputéiert, wou hien e Feeler gemaach hätt. Mä den Här Lahure huet d'Verantwortung iwwerholt, net nëmme fir de Santésministère, mä och fir den Environnementsministère, wou e jo och Minister war, fir Faiten, déi hien net gemaach hat, mä fir déi hie responsabel war. Well ee muss jo responsabel sinn! Et kann och do net kee sinn. Ee muss jo responsabel sinn!

Am SREL sidd Dir et, Här Statsminister. A mat deem, wat de Roby Bieber de Moie gesot huet, wat do ofgelaf ass! Et geet net duer, dass Der sot: „Ma mir hu jo e Schëllegen. Et waren de Mille an de Kemmer an nach e puer anerer.“ Jo, déi hunn de Feeler gemaach. Mä wien dréit d'Responsabilitéit fir de Feeler, virum Land, virum de Lëtzebuurgerinnen a Lëtzebuurger? Wie seet, et ass meng Schold, dass et schifgelaf ass, an et muss eppes geschéien, fir dass et aneschters gëtt? Dat kënnt nëmme Dir sinn, Här Statsminister! A mir waarden op Är Äntwerten.

Dat so si gravissime Faiten, déi, wa mer se duerchwénken, eist Land fundamental wäerte verännere fir laang Zäit. A mir als gréng Frak-tioun wëllen dat definitiv net. Dat do ass gravissime! An Dir sidd Erklärunge schëlleg virum der Chamber.

Dat alles, fir ze weisen, dass déi Enquête an der Affär Bommeleer eng onméiglech war fir déi

Leit, déi se hu misse maachen. Alles, alles huet géint se geschafft! De Parquet mécht wuel seng Aarbecht, mä hien hat keng Ennerstëtzung vun lech, Här Minister, au contraire. Iwwerall sinn duerchsichtig Mauerer, an déi en awer knuppt.

Dir wosst dat och, Här Frieden! An Ären Job wier et gewiescht, politesch ze ënnerstëtzen. Dat hutt Der net gemaach. Dir hutt de Contraire gemaach.

2004, bei der Regierungsbildung, sinn d'Res-sorté vun der Justiz a vun der Polizei zesum-megeluecht ginn. déi gréng waren déi Eenzeg, déi dat kritiséiert hunn, déi gesot hunn: „Et ass eng schlecht Optioun.“ Den Här Bodry huet dat, à titre individuel, och gemaach. Wat net verhënnert huet, dass déi Partei, an där hien ass, mat där Ressortopdeeling mat an d'Koali-tioun gaang ass.

Mir hunn et kritiséiert, well mir hunn dat e ganz schlecht Zesummeleer vu Ressorté fonnt. A mir hu leider recht behalen. Den Här Frieden hat déi zwee, do d'Justiz, do d'Police. An op deem rietsen Ouer héiert e besser. D'Doris Woltz huet dat och de 7. Juni bestätegt, dass dat fir si en Dauerproblem gewiescht wier an där ganzer Zäit. D'Police hat dem Minister säin Ouer méi wéi d'Justiz. A grad déi zwee dierfen net an esou engem Spannungsfeld sinn.

Duerfir wär et besser gewiescht, wann zwee Verschiddener déi Ressorté gehat hätten. An et ass op eng dramatesch Aart a Weis bestätegt ginn, wat déi gréng als Kritik formuléiert hunn a vu Verschiddener da gesot kréien: „Dat sinn dach Ennerstellungen. Haalt dach op! Dat huet dach lauter praktesch Grënn!“ Et war e Feeler an et huet sech bestätegt.

D'Fro haut fir d'Chamber, déi d'Chamber muss beäntwerten, no Ären Erklärungen, et ass keng perséinlech Fro. Den Här Frieden huet op der Tëlee gesot, e géif sech do „perséinlech attackéiert“ spieren. Et geet net em lech, Här Frieden, als Persoun. Et ass keng perséinlech Diskussioun iwwer lech. D'Chamber hält och duerfir haut keen Uerteel iwwer Är politesch Liewensleschtung. Déi ass och, dat soen ech gären, méi räich wéi dat, wat mer haut disku-téieren. A mir weien och net d'Leeschtunge mat Verfeelungen op.

Mir diskutéieren haut iwwer prezis Faiten an ob Der do Ärer Responsabilitéit gerecht gi sidd oder net. Mir diskutéieren nëmme iwwert déi dote Faiten. D'Chamber soll soen, ob mer haut d'Zeeche setzen, dass et zoulässeg ass, dass ee Minister op déi Aart a Weis, wéi virdu beschriwwen, intervenéiert, oder ob d'Chamber seet, dat ass hei am Land net zoulässeg. Et geet manner em d'Vergaangenheet, et geet méi em d'Zukunft. Geet dat an engem Joer, geet dann an eelef Joer, geet dat an 21 Joer, dass e Minister seet: „Haalt dach op! Hutt Der soss näischt ze dinn?“

Dorëms geet et. Et ass déi Décisioun, déi d'Chamber haut hält. Wéi funktionéiert d'Justiz vun haut un? Mir hoffen, anescht wéi bis elo op deenen dote Punkten.

Den Här Bieber huet an der Kommissioun rap-peléiert: „Qui tient le Parquet, tient la Justice.“ É ganz richtige Saz! An och à la lumière vun deem dote Saz sollt d'Chamber déi Fro beänt-werten, wéi et an deenen nächsten 20 Joer hei am Land soll duerchgoen.

Wann d'Chamber dat doten duerchwénkt, déi Faiten, déi etabléiert sinn, dann dierf e Minister, e Justizminister an Zukunft par rapport zum Parquet ganz vill. Ech wëll net soen alles, mä ganz vill. Da läit déi Lat esou héich, dass jidd-wereen drënner kënnt. Deen nächste Justizmi-nister kann näischt méi falsch maachen. Wann dat dote geet, da kann en näischt méi falsch maachen.

D'Indépendance vum Parquet ass ganz wichteg fir de Rechtsstat a fir d'Berger an eischer Linn. Soss dierf zum Beispill och an Zukunft, ni vu ni connu, de Minister vun der Justice beim Parquet intervenéieren an enger Affär, wou vläicht een aus sengem Entourage dra verweckelt ass.

Wann de Bierger Schmit d'Ongléck huet, en Accident ze kréie mat engem aus der Famill vum Justizminister... Jo, wann dat dote geet. Jo, dann huet en net méi d'Garantie, dass d'Justiz seng Affär neutral behandel. Dat ass den En-jeu! Dat ass keng theoretisch, philosophesch Fro. Et ass eng statsphilosophesch Fro, ganz wuel, mä si riskéiert d'Leit am Alldag hei zu Lëtzebuerg ze treffen, deemno wéi mer dat hei haut tranchéieren.

Jiddweree muss sech da froen, wann e viru Ge-richt steet: „Jo, geet et mir elo esou, well et mat rechten Denger ofgaangen ass, oder geet et mir elo esou, well dommerweis deen doten





de Justizminister kennt, an deem huet derfir gesoert, dass déi Affär sans suite klasséiert gëtt? Dobäi wär ech am Recht gewiescht an elo kréien ech net recht.“

Dat ass den Enjeu, d'äers mussen d'Leit sech bewosst sinn, déi eis Debatt suivéieren.

► **M. le Président.**- Här Braz, ech muss lech drop opmierksam maachen, Dir hutt schonn néng Minutte vun zéng, och vun der Fraktioun, benotzt. Dir misst also lues awer sécher zum Schluss kommen.

► **M. Félix Braz (déi gréng).**- Jo. Mir ginn och net iwwert déi 40 Minutten insgesamt. Dat kréie mer hin. Just nach ee Saz, Här President.

Ech wënschen d'fir am Viraus all deene Bierger vill Gléck, déi an esou eng Affär géife riskéieren ze kommen, wa mer dat hei normal fannen, d'Aart a Weis, wéi de Minister intervenéiert huet beim Parquet. Hei geet et, wéi gesot, em Prinzipielles, em Fundamentals an eise Rechtsstat. Et geet em d'Recht vun eise Biergerinnen a Bierger op eng onofhängeg Justiz. Dat ass de Schutz, deen éischte Schutz, fir d'Biergerinnen a Bierger. D'Chamber muss dat haut verteidegen an dofir dem Minister Luc Frieden d'Vetrauen entzéien.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Merci dem Här Braz. A mir héieren dann elo den Här Xavier Bettel als Verrieder vun der DP-Fraktioun.

► **M. Xavier Bettel (DP).**- Här President, „D'Statsraison wëllt nämlech, datt d'Bommeleer-Affär opgekläert gëtt. Déi, déi regéieren, sinn der Kredibilitéit an der Irréprochabilitéit vum Stat a besonneschem Mooss verflücht. Déi allgemeng Veronsécherung gëtt heiheem verstärkt duerch eng hausgemaachte Vertrauenskrise an d'Institutione vum eise Stat. Et muss ee blann an daf sinn, fir net ze mierken, datt fir vill Leit eenzel Institutionen net méi iwwer all Zweifel erhebe sinn. Mir hu keng Statskris, mä et kriselt awer am Stat.“

Déi Wieder soen lech alleguerten eppes. Déi huet de Statsminister virun e puer Méint hei op dëser Tribün gehalen. Här Juncker, deemools hutt Der gesot „et kriselt am Stat“. Et ass méi wéi kriselen. Mir hunn eng Kris am Stat. An et ass eng Kris, wou Dir en Deel vun der Responsabilitéit ze droen hutt. Ech si frou, dass Der haut hei sidd. Ech hat scho geduecht, mir kënnen en Dënschen driwwer schwätzen oder e Mëtwoch. Dann ass et ebe fir haut.

Firwat ass et mer wichtig? Well et geet em d'Fundamente vum eise Land. Et geet net em d'politesch Zukunft vun deem engen oder vun deem aneren heibannen. Et geet net em d'Politique politique. Et geet em d'Gewaltentrennung, d'Prinzipie vun engem Rechtsstat an de gudden Fonctionnement vum staatlechen Institutionen. Et geet em dat, wat eise Stat bannendran zesammenhält. An domadder geet een net lichtfankeg em.

Mä déi Debatt ass hei méi wéi iwwerflächlech. Egal wéi mer se nennen - Malaise, Statskris, institutionell Kris, kleng Kris, grouss Kris -, eppes steet fest: Mir hunn eng Kris. A mir hunn eis... Mir mussen eis e puer Froe stellen, Här President: Firwat hu mer eng Kris? Wou ass se hierkomm? Firwat sti mir haut do? A wou mir haut stinn.

A wa mir déi Froe beäntwert hunn, da mussen mir dovunner eng Bewäertung ofginn. Mir mussen als Chamber bewäerten, ob rechtsstaatlech Prinzipien an alle Fäll agehale gi sinn. Mir mussen bewäerten, ob d'Vetraue vun de Leit an d'Institutionen an ob d'Vetrauen tëscht den Institutionen och nach ginn ass. Mir mussen bewäerten, ob dat Vertrauen duergëtt, fir d'Zukunft vun deem Land, déi grouss Erausforderungen, virun deene mir stinn, ze meescheren. An da mussen mir eng Konklusion zéien. Eng Konklusion, wou mir d'Wuel vum Land, a soss guer näischt, virun Aen hunn.

Här President, déi leschte Wochen ass Affär no Affär komm. Ech si frou, dass d'Medien och hir Aarbecht gemaach hunn. Ech muss soen, dass domadder vill Saachen net ënnert den Teppech gekiert gi sinn. A wa verschidde Politiker behaupten, dass d'Press eng onseriö Aarbecht gemaach huet, je le conteste le plus vivement! Ouni si hätte mer vu ganz ville Saachen haut nach ëmmer net d'Informatioun kritt.

An d'Politik hat awer Instrumenter, fir déi Affären ze traitéieren, déi normal parlamentaresch Moyenen, vu Questions parlementaires bis Unhéierungen an de Kommissionen, d'Geheimdëngscht-Kontrollkommission a finalement - an en éischter raren Akt awer fir eist Parlament -

eng Enquêtékommision. An do muss ech soen, dass all Fraktioun sech och vill Méi mécht, fir seriö Aarbecht ze leeschten.

A wann een hätt wëllen déi ganz Wourecht an all déi Problemer, déi een als Regierung mat deem a mat deem hat, hätt wëllen op den Dësch kréien, war am Fong méi wéi eng Geleeënheet, fir eis déi ze explizéieren. Mä mir stellen haut fest, et ass ëmmer esou vill gemaach a gesot ginn, wéi et huet misse sinn, esou dass mir quasi all Dag enger neier Affär hannendrunlafen.

D'Parlament zum Beispill. Ech wëll de Konklusion vum eiser Enquêtékommision net virgräifen. Mir sinn eis awer haut schonn eens enner Kollege vun der Kontrollkommission, dass net ëmmer d'Wourecht gesot ginn ass, dass falsch, lückenhaft oder guer keng Informatiounen komm sinn, an dat vu Säite vum Geheimdëngscht oder vun lech, Här Statsminister.

Mir hunn am Ufank gemengt, et géif jo just em eng Auer goen, em d'Ophuele vun enger Auer. Mir gesinn haut, dass et am SREL drënner an driwwer gang ass an do laanscht all Gesetzer a Prozeduren, déi eist Land festgehalten huet, geschafft ginn ass. Mir gesinn, dass d'Regierung a virun allem de Premier, vun deenen allen... vun deene meeschte Faiten op d'mannst eppes wosst, awer net mat der Kontrollkommission driwwer geschwat huet, keng disziplinaresch Moosname geholl gi sinn. Et ass weder géint Mataarbechter eppes ennerholl ginn.

An ech souz selwer an där Kontrollkommission, wou mir iwwer all déi Malaisé vum SREL kee Wuert gesot kritt hu vun lech, Här Statsminister. An deenen zwee Joer, wou ech drasouz, keen een!

Mir gesinn, dass déi concernéiert Ministere sech schweierdinn anzeseginn, datt déi Feeler geschitt sinn an hir Responsabilitéit engagéiert ass. An och wann ee vill Mériter huet an aneren Dossieren, déi ech net wëll ofstreiden, esou entbennt een dat net vun der politescher Verantwortung, déi ee vis-à-vis vum sengem Service huet, a scho guer net dann, wann ee mierkt a weess, dass Deeler vu sengem Service géint d'Intérete vum Land, mä éischter fir privat Intérete, a géint d'Institutionen hei am Land geschafft hunn.

E Service, wou jo op d'mannst een Deel, hu mer jo matgedeelt kritt, eng Geheimpolizei war. E Service, wou de Versuch gemaach ginn ass, fir iwwer pädophil Rumeuren de Procureur général an aner Leit ze diskreditéieren. Firwat? E Service, wou Leit d'Justiz iwwerwaache gelooss hunn. E Service, deen net méi am Intéress vum Land agéiert huet, mä an déi eegen Täsch geschafft huet: Cargolux, Lebedev, Nordirak, GMH.

D'Gravitéit vun de Faiten, Här President, ass gradesou choquant wéi d'Aart a Weis, wéi mat der Chamber an der Justiz verfuert ginn ass. Den Här Statsminister huet d'Chamber net korrekt informéiert. Ee similäre Fait hu mer gezielt kritt, dee vun der Auer. Kee Wuert driwwer, dass de SREL während fënnef Joer total aus dem Rudder gelaf ass. D'Öffentlechkeet, d'Justiz, d'Enquêtékommision si praktesch alleguerten d'Affären aus der Press gewuer ginn.

De Jean-Claude Juncker war awer iwwert déi allermeeschte Faiten informéiert. Hie wosst, dass de SREL am Dossier Cargolux seng Hand mat dran hat. Hie wosst, dass d'Operatioun SAM aus dem Rudder gelaf ass. Hie wosst, dass den Dossier Elf-Aquitaine mam Gérard Reuter e Lien hat. Hie wosst, laut Aussoen och vum Roby Bieber, dass de SREL Rumeuren iwwer seng... iwwert d'Pseudopädophilie - an do kommen ech duerno nach drop zrëck - streeë géif.

Den Här Statsminister huet d'Justiz net informéiert iwwert d'illegal Offhéieraktiounen op den Techniker, e Briefing vum SREL iwwert d'Lienen tëscht Bommeleer a Stay behind, Informatiounen tëscht Gérard Reuter an Elf-Aquitaine, an dann nach d'Versteëss géint d'Geheimdëngschtgesetz bei der Kreatioun vum Sandstone, wou Insiderinformatiounen benotzt gi sinn.

A wann ech gëscht och d'Télee gekuckt hunn, wann ech mech erënneren, huet d'CSV deemools géint de Minister Bodson e Mësstrauensvot gefrot, well de Minister Bodson dem Parquet eng Informatioun net weiderginn hat iwwer eng Korruptiounsaffär zu Sandweiler. Eng Affär! An d'CSV freet d'Vetraue vun engem Justizminister! Hei hunn ech lech der eleng scho fënnf opgezielt, wou de Statsminister hätt misse dem Parquet Bescheid soen! An da geschitt guer näischt.

Den Här Statsminister huet och keng disziplinaresch Konsequenze gezunn. An ech ka mech nach erënneren, an déi Memberen aus der Enquêtékommision sinn Zeien - net Enquêtékommision, Kontrollkommission -, wéi ech de Statsminister an der Sitzung gefrot hunn: „Firwat maacht Der dem Här Mille da keng

Affaire disciplinaire?“ A wou Dir eis selwer gesot hutt: „Dat ass net gutt fir de Service.“ Mä dann hätte mer de Problem deemools vläicht geléist. Mengt Der, haut géif de Service besser do stoen, mat all deenen Affären, déi mer haut hunn?

Ech mengen, et wier wichtig gewiescht, Här Statsminister, wann een esou eng Kommission kreiert, dass déi Kommission och weess... Well eng Alibikommission ze hunn, fir dass déi och nach e Rapport schreift, fir ze soen, wéi gutt de SREL schafft, oni dass se d'Informatiounen kritt, wéi de Service schafft, wéi vill Skandalen an deem Service sinn, dass jiddwereen dat mécht, wat e Loscht huet, dass se géint d'Gesetz stoussen! An dann nach d'Deputéierte froen, e Rapport ze schreien, fir ze soen, wéi gutt dass en ass an dass keng Problemer do sinn, ass net gutt.

Här Statsminister, Dir hutt eis... Dir kënnt net - an den Här Braz huet et scho gesot - soen, dass et net Är Schold ass. Dir hutt eng politesch Responsabilitéit. An ech ka mech erënneren, an der éischter Auditioun, Här Statsminister, hutt Der gesot, den Direkter vun enger Administratioun géif d'Veantwortung fir de Fonctionnement vum Service droen. Gëscht, nach eng Kéier also, gëscht RTL, de Professor Heuschling an ech zitéieren: „Och den Här Juncker, wat mam Geheimdëngscht passéiert ass, ass e kloert Beispill vun engem Feeler. De Minister huet sai Ministère oder de Service net am Grëff. An no der klassischer Definitioun vun der Responsabilitéit politique geet dat duer.“

Här Statsminister, politesch Responsabilitéit kann een net einfach delegéieren. Fir déi hutt Dir vum Bierger en Auftrag kritt. An déi kann een och net einfach engem Beamte ginn a soen, dass dee fir alles responsabel ass, egal wéi gutt an egal wéi wéineg Zäit ee selwer huet, fir dat eent oder dat anert ze maachen. Ech kann dee Saz och net méi héieren: „Mir hunn lech dach op all Froe versicht eng Äntwert ze ginn.“ De Versuch ass net méi dat, wat mer brauchen.

Wann ee Vertrauen an d'Parlament gehat hätt, dann hätt een an der Kontrollkommission alles op den Dësch geluecht. Dat ass et deemools net ginn. Wann een awer kee Vertrauen an d'Parlament huet, da seet een de Leit just dat, wat néideg ass. A wann et aneschters wär, an dat ass jo dann ewell esou, dann ass et déi Saach, datt d'Parlament op jidde Fall d'Gefill kritt, dass et net eescht geholl gëtt. D'Resultat ass an eisen Aen egal wéi, dass et kee Vertraue méi vum Parlament an de Premier gëtt. A generell: Et gëtt e Mësstrauen. Bei allen Aussoe muss ee sech d'Fro stellen: Ass dat doten elo richteg oder net? An dat ass selbstverständlech keng Situatioun, fir kënnen ze schaffen.

Här President, et ass awer elo op d'mannst gradesou grave, dass d'Vetrauen tëscht der Justiz an der Regierung och fort ass. Déi lescht Optréiter vum Procureur général an der fréierer Juge d'instruction bei eis an der Kommission, an och elo nach d'Enquêteuren, déi jo gëscht och ausgesot hunn, waren do däitlech. Ech kéint lech elo alles zitéieren, esou e kleng „best of“ maachen, de Robert Bieber schléisst of domadder, iwwert de Fonctionnement vun den Institutionen, wou e seet, dass et keng Affär wéi eng aner ass. Dat doten ass eng schlëmme Affär. Et geet em d'Institutionen. Et kann een net de grouse Constitutionnaliste an d'Institutione verteidegen.

D'Doris Woltz: „Wéini haalt Der op?“ An d'Doris Woltz sot et och selwer, dass se keng Ennerstëtzung hat: „Et war awer just fir mech - an dat soen ech einfach, well dat mech perséinlech getraff huet -, wéi ech heemgaange sinn, war ech erschloen. Ech soen dat, well ech dat esou emfonnt hunn. Dat war fir mech alt erëm déi x-ten“ - x-ten! - „Confirmatioun an deem Dossier, dass do keen Appui do ass. Do ass net fir mech déi Ennerstëtzung, déi ech mer an all deene Joren erwaart hunn an deem Dossier. Déi war net do.“

Ech hunn och selwer duerno d'Konklusion gefrot, well den Här Justizminister ëmmer gesot huet, hien hätt gären déi voll Erklärung. Du sot d'Madame Woltz: „Ech soe just, dass ech dee Moment op jidde Fall net dat Gefill hat, dass deen Intéret elo do wier, fir et opzklären.“

Hei gesi mer, dass d'Justiz op eng Kéier dat Vertrauen, wat se sech erwaart huet vun engem Justizminister, net hat. Da seet een... Da gëtt gesot: „Ech hunn awer ni gesot, ech wëllt déi Enquête blockéieren.“ Gott sei Dank, well wou wiere mer dann? Wann elo och nach de Justizminister kéint soen: „Stopp! Déi doten Affär hale mer op.“ Mä als Minister! Ech weess net, wéi et lech geet an der Regierung, mä als Buergermeeschter: Ech stinn hanner menge Beamten. Ech sti viru menge Beamten.

(Interruption)

A wa meng Beamte gären eppes maachen, da mécht een et. Da mécht een et. CSV, ech wier

an Ärer Plaz roueg. Well iwwer Rumeure kënnen mer derno nach schwätzen. Gellt, Här Wolter.

► **M. Michel Wolter (CSV).**- Mir huelen lech mat...

► **M. Xavier Bettel (DP).**- Et ass... Et ass... Här President, d'CSV ass hei vun enger Nervositéit. Et schéngt op jidde Fall lech ze conceréieren.

► **Une voix.**- ...ee mat breede Felgen dann... (Interruption)

► **M. Xavier Bettel (DP).**- Här President, et ass awer op d'mannst genausou grave, dass d'Vetrauen tëscht der Justiz an der Regierung fort ass. An dat, wat gesot ginn ass, an dat hunn ech lech scho virdu gesot, et war net een, deen eis dat gesot huet. Et war den Här Bieber, et war d'Madame Woltz an et waren nach déi aner Leit. De Premierminister huet zwar an der Öffentlechkeet ëmmer erëm nees betount, datt d'Regierung am Dossier Bommeleer déi ganz Oplklärung wëllt. Dass de Minister Frieden awer seit 2001 ëmmer erëm nees direkt oder indirekt intervenéiert ass beim Procureur d'État, bei den Untersuchungsrichter, an indirekt bei de Membere vun der PJ, hu mer jo gesot kritt.

Am Fong ass d'Fro gestallt ginn, wéi et mat der Enquête da sollt sinn. Besonnesch ass et delikat, dass déi Interventioun gemaach gi sinn, wéi d'Enquête a Richtung Police gang ass. Dat hu mer jo gesot kritt, dass virdu den Intéret... De Minister war jo '98 scho Minister, an dass eréischt duerno d'Interventiounen komm sinn, wéi et a Richtung Police gang ass. An d'Enquêteuren hunn och vun hirem Chef Steng an de Wee geluecht kritt. Dat ass och ganz schlëmme.

Et steet och fest, dass et schwéier Verhandlungen waren, fir iwwerhaupt fir d'PJ, fir kënnen nach e Büro ze kréien, fir kënnen ze schaffen. Den Här Justizminister huet eis och gesot, et wier eng schwierig Situatioun gewiescht, fir den Här Reuland an den Här Stebens ofzesetzen. Mä ech mengen, den Här Minister hat och keen anere Choix.

Et soll een net vergiessen, dass et net den éischte Courier war, wou den Här Bieber dem Här Frieden gesot huet, dass do e Problem wier, an dass dee Courier den 30. Januar, wou nomëttes an der Chamber de Minister och de Bréif déposéiert huet, scho mëttes am RTL-Journal informéiert ginn ass, dass dat eent an dat anert do geschitt wier an dass och dee Bréif do wier. An, wéi gesot, deen éischte Bréif, dee wier am Dezember scho geschéckt ginn. Dat heescht, dass iwwer annerhalwe Mount gebraucht ginn ass, fir drop ze äntweren.

No deem leschte Bréif dunn ass décidéiert ginn, dass misst eng Décision getraff ginn. Ech muss lech och soen, dass déi Aussoen, déi de Minister zwar contestéiert: „Bei Krich tëscht Justiz a Police, ass d'Justiz de Verléierer.“ Op jidde Fall war do, an dat kann ee jo als Konklusion huelen, eng Méfiance vun der Justiz vis-à-vis vum Minister a vis-à-vis vun der Regierung, an dat ass net gesond. An d'Enquêteuren soe jo selwer, d'Enquête sollt zum kruziale Punkt da gestoppt ginn.

Et war dann eng Méfiance awer och géint de SREL a géint de Statsminister. Pädophilievirwurf. Wat ass dat fir eng Geschicht? De moien hu mer et matgedeelt kritt. Stellt lech emol vir, e Procureur général, deen d'Press muss zesummeruffen, fir iwwer seng Sexualitéit ze schwätzen, dee mam Accord vun anere Leit muss se ouden. An den Här... Ech hunn net... Ech hu geduecht, ech hu mech geiert, wéi ech am Ufank nogelasscht hunn, wou den Här Bieber gesot huet: „Et sinn Deputéierten, déi probéieren...“ - et kënnt aus dem politesche Milieu - „...Deputéierten amgaang mech ze diskreditéieren, mech ongläublich ze maachen. Fazit: Fir mech fäerdegemaachen.“

Déi Leit heibannen, et wier jo flott, déi wësse jo pertinemment wien et war, wa se sech conceréiert spieren, dass se dat gemaach hunn. Da wiert et elo flott, de Fanger an d'Luucht ze strecken an ze gesinn, vu wéi engem Bord et kënnt. Mä kleng Fanger seet mer a wéi enger Richtung déi doten Accusatiounen kommen.

► **M. Michel Wolter (CSV).**- Ah?

► **M. Xavier Bettel (DP).**- Mä kleng Fanger seet mer, aus wéi enger Richtung dass et kënnt. Also, ech kann lech, wann Der et direkt wëllt, Här Wolter... Deen Éischten, dee mat mer driwwer geschwat huet, war den Här Roth. Den Här Roth ass no der SREL-Kommision bei mech komm a sot mer: „Hues de dat doten Dokument gesinn? Dat do. Hues de dat heite gesinn?“ Dat war deen Éischten. Soll ech lech der nach...?

► **M. Michel Wolter (CSV).**- Jo.

► **M. Xavier Bettel (DP).**- Also. Dat war deen Éischten, dee mat mir driwwer geschwat



huet. „Hues de dat dote gesinn? Dat ass awer schlëmm. Well kuck, deen do, deen ass jo bei Dir an der Partei.“ Jo, esou war et. Dat war deen Eischten.

► **M. Michel Wolter (CSV).**- Dat heescht, Dir hutt hei zu zwee matenee geschwat. Weider?

► **M. Xavier Bettel (DP).**- Ech sot, Här Wolter...

► **M. Michel Wolter (CSV).**- Jo. Weider?

► **M. Xavier Bettel (DP).**- Här Wolter...

► **M. Michel Wolter (CSV).**- Jo, weider. Dir hutt e klenge Fanger. An Äre klenge Fanger seet lech eppes.

► **M. Xavier Bettel (DP).**- Här Wolter... Här Wolter, ech soen lech just... Ech soen lech just...

► **M. Michel Wolter (CSV).**- Wat?

► **M. Xavier Bettel (DP).**- ...dass, wann de Procureur général seet, dass Deputéierte probéieren hien ze diskreditéieren, probéieren hie fäerdegzemaachen, ech lech just ka soen, dass ech et net sinn.

► **M. Michel Wolter (CSV).**- Ah!

► **M. Xavier Bettel (DP).**- Ech schwätzen net fir 60 Deputéierten.

#### (Interruptions diverses)

Ech kann lech just soen...

► **M. Michel Wolter (CSV).**- Äre klenge Fanger ass amgang...

► **M. Xavier Bettel (DP).**- Här Wolter, da sot eis et. Hutt Dir mat engem Journalist driwwer geschwat, jo oder neen?

► **M. Michel Wolter (CSV).**- Neen.

► **M. Xavier Bettel (DP).**- Hutt Dir net mat engem driwwer geschwat? Ma voilà.

► **M. Michel Wolter (CSV).**- Jo.

► **M. Xavier Bettel (DP).**- Dir... Dir sidd?

► **M. Michel Wolter (CSV).**- Jo.

► **M. Xavier Bettel (DP).**- Neen. Dir sidd?

► **M. Michel Wolter (CSV).**- Jo, jo.

► **M. Xavier Bettel (DP).**- Dir sidd? Da sot et.

► **M. Michel Wolter (CSV).**- Jo, jo.

► **M. Xavier Bettel (DP).**- Da sot et.

► **M. Michel Wolter (CSV).**- Ech kann et soen, wann den Här President domadder d'accord ass.

► **M. le Président.**- Jo, mir sinn zwar elo hei, ech mengen, an enger anerer...

► **M. Michel Wolter (CSV).**- Voilà.

► **M. le Président.**- Ech hu kee Problem, wann den Här Wolter soll Positioun bezéien.

► **M. Michel Wolter (CSV).**- Ech hu kee Problem, well ech wëll net deen... Ech ginn net dervun aus, dass ech deen eenzeggen Deputéierte sinn an deene leschten Deeg, dee mat Journaliste geschwat huet. Ech wëll soen, dass ech kee Journalist ugeschwat hunn, mä datt d'Journaliste mir en Dëschdeg vum 100,7 ugeruff hunn, fir mat mir iwwer eng Rei Saachen ze schwätzen an engem Pabeier, deen ech dee Moment net hat. Well ech sinn net an der Kontrollkommissioun vun der Chamber, wou deen de leschte Freideg ausgedeelt ginn ass.

► **Une voix.**- Enquêtékommisioun.

► **M. Michel Wolter (CSV).**- Enquêtékommisioun, entschëllegt. An der Enquêtékommisioun sinn ech net dran. An an deem Gespréich ass et mir ganz kloer ginn, datt dee Journalist dee Pabeier, deen eigentlech den Ursprung vun der Pressekonferenz haut vum Här Bieber jo ass, an iwwert deen e jo eigentlech déi ganzen Zäit geschwat huet bis op dee leschte Punkt, dass dee Journalist dee scho méindes, mindestens méindes, hat. Mindestens méindes hat!

Dat heescht, de Journalist hat mindestens méindes schon den Text, iwwert deen e mech dann dëschdes gefrot huet, nodeem och aner Leit schon aus anere Parteien ugefaangen hu mat Journalisten ze diskutéieren, an och um 100,7 notament schon eischt Reportagen iwwert de Contenu dovunner waren, déi méindes jo schon ugaange sinn.

Dat huet sech du geluecht bis de moien. Ëm hallwer zwielef huet nees e Journalist vum 100,7 - dat war awer dës Kéier en aneren - mer ugeruff, fir ze soen, wat da meng Stellungnahme dozou wier. Dunn hunn ech gesot: „Attackéiert Dir mech elo hei perséinlech oder eis Partei?“ An du sot en: „Är Partei.“ An du sot ech: „Wéi kommt Der dann dorobber?“ An du sot en: „Ma well den Här Meisch mir elo just gesot huet, dass, no den Aussoe vum Här Bieber an

der Pressekonferenz, et jo néierens aneschters kéint hierkomme wéi aus der CSV.“

► **Une voix.**- Aha!

► **M. Michel Wolter (CSV).**- Doropshin... Den Här Meisch...

► **M. Claude Meisch (DP).**- Jo, dee ka logesch denken. Jo.

► **Plusieurs voix.**- Aha!

► **Une voix.**- Okay.

► **Une autre voix.**- Dat ass logesch geduecht, mája.

► **M. Michel Wolter (CSV).**- Dat ass logesch geduecht?

► **M. Claude Meisch (DP).**- Dat ass logesch geduecht, jo.

► **M. Michel Wolter (CSV).**- Wouropshin ech deem Journalist gesot hunn, ech géif gär mat sengem Chefredakter schwätzen - wat dee Chefredakter awer leider bis haut net gemaach huet, bis elo, an deser Stonn, net gemaach huet -, well ech géif nämlech de Chefredakter vum 100,7 gäre froen, ob, a wann, wien aus der CSV em dat Dokument, wat e Freideg an der Kommissioun ausgedeelt ginn ass, da ginn hätt, well si et manifestement scho säit méindes hunn.

► **M. Claude Meisch (DP).**- Wouhier wësst Der dat?

► **M. Michel Wolter (CSV).**- An doropshin hunn ech keng Äntwert... Ech weess dat, well de Journalist mir dat gesot huet a well de Journalist och anere Leit...

► **M. Claude Meisch (DP).**- Virdrun hat Der gesot, Dir hätt dat Gefill.

► **M. Michel Wolter (CSV).**- Neen, neen, dat ass kee Gefill. Dat ass...

► **M. Claude Meisch (DP).**- Dir hat awer virdrun gesot, Dir hätt dat Gefill.

► **M. Michel Wolter (CSV).**- Dat ass... Neen, neen. Ech hu gesot: Dee Journalist...

► **M. Claude Meisch (DP).**- Neen, Dir hutt gesot, Dir hätt dat Gefill, virdrun.

► **Une voix.**- Neen.

► **Une autre voix.**- Lauschtert elo no.

► **M. le Président.**- Neen, ech mengen... Hei lauschtert, den Här Wolter wollt op eng Ausso vum Här Bettel reagéieren.

► **M. Xavier Bettel (DP).**- Här President, ech hunn eng Fro gestallt. Här President, ech hunn nach ëmmer d'Wuert. Ech wollt just...

► **Une voix.**- Da loosst den Här Wolter fäerdegschwätzen.

► **M. le Président.**- Neen, Här Bettel, da loosst och elo den Här Wolter schwätzen. Dir hutt jo...

► **M. Xavier Bettel (DP).**- Neen, ech hunn dem Här Wolter d'Fro gestallt, ob hien dee war, deen de Journalisten eppes gesot huet. E sot: „Ma neen.“ Méi hunn ech en net gefrot. En ass mer amgang... Mä hie kann och weider schwätzen. Ech hu kee Problem domat.

► **M. le Président.**- Da loosst och elo vläicht den Här Wolter ausschwätzen. Här Wolter, wann ech gelift.

► **M. Michel Wolter (CSV).**- Et geet em eng ganz kruzial Fro. Well mir nämlech...

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Geet dat do op d'Riedezäit vun der CSV, déi zéng Minutten do?

► **M. le Président.**- Jo, Här Gibéryen. Leet Äre Kapp a Rou.

► **M. Michel Wolter (CSV).**- Well mir nämlech der Meenung sinn, dass déi Leit, déi de Medien dat Dokument zougespillt hunn, vu wat fir enger Säit se och ëmmer kommen, à l'origine si vun där Pressekonferenz. Ob dat Deputéierte sinn, ob dat Mataarbechter vun Deputéierte sinn, ob dat aner Leit sinn.

An ech wollt lech soen, am Numm vun der CSV-Fraktioun, dat hu mer de Moie beschloss, dass mir 26 Deputéierte mat eise Mataarbechter den 100,7 vu senger Protection des sources entbannen, falls et sech sollt erausstellen, dass en CSV-Deputéierten oder e Mataarbechter aus eise Reien dem 100,7 dat Dokument e Méindeg zougespillt - e Méindeg oder e Sonndeg oder e Samschdeg -, zougespillt huet.

An ech wëll déi aner Fraktioun froen, datselwecht ze maachen. Well dat, wat den Här Bieber de moie gemaach huet, wat e gesot huet, ass ganz grave. Den Här Grethen, deen Äre Virgänger war, oder Virvirgänger, huet emol an der Zäit eng Kéier gesot: „Man nenne Ross und Reiter.“ Et gétt Zäit, dass mer Ross und Reiter nennen. D'CSV gétt op jiddwer Fall dem 100,7 d'Recht, wann et ee vun eis war,

dat ze soen, den Numm. A wa se den Numm net soen, da war et kee vun eis. An dann ass et...

► **Plusieurs voix.**- Ooohhh!

► **M. Michel Wolter (CSV).**- Da kéint Der...

► **Une voix.**- A wat ass dat da fir eng Logik? Wat ass dat da fir eng Logik?

#### (Interruptions diverses)

► **Une voix.**- Haalt dach nëmmen op!

► **Une autre voix.**- Alle! Ech schenken lech e Buch...

► **M. le Président.**- Ech géing lech bieden...

► **Une voix.**- Et geet elo duer.

► **M. Michel Wolter (CSV).**- Här President, et geet an eisen Aen em eng ganz seriö Saach. Mir entbannen den 100,7 vun der Protection des sources. Mir froen déi aner Fraktiounen heibannen, datselwecht ze maachen. A mir soen, datt, wa keen Numm vun engem CSV-Deputéierte genannt gétt oder engem Mataarbechter vun eiser Partei genannt gétt, da soe mir, dass mir et net waren, kloer an däitlech.

#### (Interruption)

Kloer an däitlech ware mir et dann net. An da war et en aneren. An da war et en aneren!

► **M. le Président.**- Gutt, ech géif elo den Här Bettel biede virunzefueren.

► **Une voix.**- Jo, et war net keen!

#### (Hilarité)

► **M. Xavier Bettel (DP).**- Här President, ech mengen, mir mussen hei nees zum Seriö vun der Diskussioun awer kommen. Ech soe just...

► **Plusieurs voix.**- Ooohhh!

► **M. Xavier Bettel (DP).**- Ech soe just, dass dat, wat den Här Wolter hei free, da gradesou flott ass, dass dann den 100,7 matdeelt, ob kee Member vun der CSV si kontaktéiert huet, fir ze froen, ob se nach näischt iwwert d'Affär vum Här Bieber gehéiert hätten an ob se näischt wélten driwwer diffuséieren.

Si on veut la transparence, qu'on la demande en complet! An net nëmme Bribes, esou wéi Der dat gäre maacht. Well da sinn ech iwwerzeegt, dass da vläicht deen een oder deen aneren aus Ärer Fraktioun net hei als Hero erauskéint an dann och nach vläicht esou grouss hei erauskéint. Mä dat gesi mer. Den 100,7 soll eis da soen... Dir sot, Dir wiert onschëlleg. Da sinn ech frou, wann d'Membere vun deem Radio eis kënne soen, wat do lass ass.

Well, Här President, hei gesi mer et. Hei mengt een, well ee 26 Sätz hätt, dass ee kéint décidéieren, wéi een dat Land regéiert, dass een hei kéint d'Regele maachen, wéi ee wëllt.

Ech muss lech just soen, Här President, dass hei d'Piliere vum Rechtsstat déi lescht Woche staark erschüttert gi sinn duerch d'Verhale vun der Regierung, duerch hir Organer, déi hinnen ënnerstinn. Mam Resultat, Här President, dass et kee Vertraue méi gétt dobausse vun de Leit vis-à-vis vun der Politik. An et gewënnt kee mat deene Geschichten hei. Keen ass de Gagnant vun esou Diskussiounen. Mä et geet einfach em d'Vetrauen, dat d'Leit an d'Politik nach hunn.

D'Vetrauen huet, och d'Parlament, mir op jidde Fall als Commission de Contrôle oder als deemoolege Member vun där Kommissioun, vis-à-vis vun enger Regierung, déi eis net hei d'Wourecht gesot huet. Et gétt kee Vertraue vun der Justiz an d'Regierung.

Här President, domadder kann een an eisen Ae keng Regierung féieren. Scho guer net an enger Zäit, wou et drëms geet, dëst Land duerch esou schwiereg Zäiten, wou mir sinn, ze preparéieren op seng Zukunft mat all deene Problemer, déi mer hunn.

A wann d'Leit ufänken ze zweifelen, huet ee schonns verluer. De Rechtsstat, deen dierf ni verléieren!

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Merci dem Här Bettel. An elo kritt den Här Minister Luc Frieden d'Wuert.

#### (Interruptions diverses)

Ech bieden lech elo alleguerten, dem Här Minister Frieden nozelauschteren.

► **M. Claude Meisch (DP).**- Mir hu bestëmmt en Interessi drun.

► **M. Michel Wolter (CSV).**- Dir sidd beser...

► **M. Claude Meisch (DP).**- Jo, jo.

► **M. Luc Frieden, Ministre des Finances.**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Dir kennt mech heibannen.

► **Une voix.**- Jo.

► **M. Luc Frieden, Ministre des Finances.**- A vill kennen Der mech am Land, a se wëssen, datt d'Stärkung vum Rechtsstat an de Respekt vun den Institutiounen ëmmer zu menge grouss politeschen Ziler an och zu villem vu mengem politeschen Handele gehéiert huet. Als Jurist an als Bierger hunn ech scho viru laanger Zäit ugefaangen doriwwer Artikelen ze schreiwen. Als Deputéierten hunn ech hei an der Chamber, zesumme mat villen, an der Institutionskommissioun mech aktiv derfir agesat, datt Lëtzebuerg e Verfassungsgericht an eng onofhängeg Verwaltungsgerichtsbarkeit kritt, fir datt d'Gesetz net iwwert der Verfassung géife stoen an datt de Stat, och d'Regierung, datt déi géifen d'Gesetz respektéieren, an datt et e Kontrollorgan gétt, wat dat kontrolléiert.

An duerno als Justizminister hat ech d'Suerg, datt d'Justiz kéint, och de Justizapparat, d'Gerichter, op eng uerdentlech an novollzéibar Fassong fonctionnéieren. Dofir hunn ech mech zum Beispill derfir agesat, mat Erfolleg, datt an deene Joren, wou ech Justizminister war, d'Gerichtsbarkeeten enorm vill Leit bäkritt hunn: Riichter an administratiivt Personal. Dofir hunn ech mech derfir agesat, datt d'Bierger kéinten novollzéien, wéi d'Justiz géif goen. Ech hunn d'Rechter vun den Affer versicht esou auszubauen, datt, wann e Prozess laang dauert, datt se och wëssen, wou hir Affär drun ass.

Ech war gäre Justizminister. Et ass eng wichteg Aufgab, et ass eng schwéier Aufgab, an et ass eng enorm Erausforderung, fir ënner anerem och dee Justizapparat, sech em dee Justizapparat ze bekëmmern, em de Fonctionnement dovunner, an zugläich d'Onofhängegkeet vun der Justiz mussen ze garantéieren.

Ganz oft koume Bierger bei mech. Déi hu sech beklot iwwert d'Justiz, datt et ze laang gedauert huet oder datt se net zefridde ware mat enger Décisioun, mat enger Prozedur, mat engem Uerteel. A ganz oft hunn ech als Äntwert ginn a misse ginn: „Do kann ech näischt maachen, well ech net kann an individuellen Affären agräifen.“ D'Leit hunn dat oft net verstanen. Mä ech hu gesot: „D'Onofhängegkeet vun de Gerichter, d'Onofhängegkeet vun deene Richteren, déi do sätzen an déi en Uerteel spriechen, dat ass e wichtige Prinzip an eise Land an do kann d'Regierung an och kee Justizminister agräifen.“

Mä et ass eppes ganz aneschteres, wann ee sech em de Fonctionnement vun der Justiz als Ganz bekëmmert. An duerfir sinn ech extrem rosen, entsat an - ech soen och heibannen - blesséiert iwwert dat, wat ech an deene leschten zwou Wochen hu missen nolauschteren op ville Plazen, an och de Mëtteg vun dem Här Braz a senger Interventioun.

Als Justizminister - soen ech nach eng Kéier - ass een zoustänneg fir de gudden Fonctionnement, de generelle gudden Fonctionnement vun der Justiz. Dat geléngt engem nach laang net ëmmer! Mä duerfir huet ee regelméisseg Gespréicher mam Procureur général, dat ass deen ieweschte Chef vum Parquet, an och regelméisseg mat de Procureure vun der Stad a vun Dikrech.

An déi Gespréicher hat ech mat dem Här Procureur général d'État Klopp a mat de Procureure vun der Stad, deemools den Här Bieber, an dem Procureur vun Dikrech, den Här Bour. An ech muss soen - ech sot dat deemools an ech soen dat och nach haut -, ech hat mat all deene Leit e ganz gutt Aarbechtsverhältnis. Mir hu regelméisseg matenee geschwat iwwer eng Rei vu Prozeduren, iwwer eng Rei vu Saachen, déi mir och zougedroe gi sinn.

An et ass dat Normalst vun der Welt, datt ee bei deene Gespréicher net iwwert d'Wieder schwätzt, mä datt een iwwert déi Fro schwätzt, déi d'Leit beschäftegen. An dat ass ënner anerem d'Durée vun enger Rei vun Affäre gewiescht. D'Durée vu Prozesser, d'Durée vun Enquêtes. Dat gehéiert zu den Aufgabe vun Justizminister, soss brauch en déi Gespréicher net mam Procureur a mam Procureur général d'État ze maachen. An esou war et och an der Enquête iwwert d'Bommeleer.

Mir mussen eis, fir dat do ze verstoen, och alleguerten e bëssen zrëcksetzen an déi Zäit, wou déi Gespréicher sech, em déi et hei geet, ofgespillt hunn. Dat war, wéi dat an der juristescher Kommissioun gesot ginn ass, anscheinend an de Joren 2000 bis 2006. Dat heescht 20 Joer, ronn 20 Joer no den Attentater, wou d'Justizenquête zu deem Moment nach ëmmer amgang war a wou näischt Konkretes um Dësch war! Näischt Konkretes um Dësch war, wat an deem Moment zu engem Prozess konnt hindeiten. Wann een dann net eng Fro stellt, wéi laang



dat nach dauert oder wéi d'Justiz gesäit, domat virunzegoen, da mécht ee seng Aufgab net richtigeg.

Eng Justiz, déi ze laang dauert - dat gëllt fir dës Affär wéi fir anerer, a besonnesch awer fir grouss Affären, och nach déi, déi besonnesch dobaussen och, well se vill Leed gemaach hunn oder well se méi passionéiert diskutéiert gi sinn -, eng Justiz, déi laang brauch, eng Enquête oder e Prozess, deen ze laang dauert, do verléiert d'Justiz an domat de Stat all Kredibilitéit. An duerfir muss de Justizminister déi Froe stellen. An ech hunn déi Froe gestallt.

Ech hunn déi Froe gestallt, och wann et drëm gaang ass, fir nei Mëttelen ze kréien. Do wëll ech gären op dat Beispill zréckkommen, wat den Här Braz hei gesot huet. 2001 anscheinend oder dorëmmer, huet de Procureur gefrot, dass ech als Justiz- an ech soen derbäi als Budgetminister géif en Appartement lounen, wou déi Enquêteur kéinten dräsetzen. 2001, dat war 16, 17 Joer no den Attentater! Ech hunn der Justiz déi Moyenen zur Verfügung gestallt.

Mä et muss awer erlaabt sinn ze soen, wann een en anert Lokal lount, wéi dat, wou déi Polizisten normalerweis hir Aarbecht maachen, datt een da seet: Majo, mä wéi laang gesitt Der dat do dann nach viruogen? Ass dat eng Affär vum engem Joer, zwee Joer?

Mir ware 17 Joer no de Fainen! Wéi laang dauert et nach, war déi Fro, déi ech gestallt hunn. Wéini kéint et zum Prozess? Et war eng legitim Fro. Ech hunn ni gesot: Macht den Dossier zou. Ech hunn ni gesot: Bréngt déi Affär op en Enn. Ech hunn ni gesot: Macht dëst oder dat, klasséiert se, clôturiert se, ass et oportun. Mä ech hu Fro gestallt: Wou sidd Der drun? Wéi kommt Der virun? Wat gesitt Der dann? Do weidermaachen?

Ech wëll och soen, well Der jo esou gären zitëiert aus der Kommissioun, dann zitëiert alles! Et ass och gesot ginn, ech hätt ni Detailler gefrot, ech hätt ni eppes iwwert den Inhalt gefrot. An ech mengen, och dat muss ee soen. Well déi Aussoe si confirméiert ginn, souwuel vum Procureur wéi vum dem Juge d'instruction. Firwat zitëiert Der nëmmen een Deel an net deen aneren Deel aus deenen Aussoen, déi gemaach gi sinn?

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Luc Frieden, Ministre des Finances.** - Meng Suerg war et och, datt och aner Affäre géife virukommen. Ech nenne keng extra. Et sinn der e puer genannt ginn, op ville Plazen. Et gi vill Affären, grousser a klenger. An et soll een och net nëmme kucken, datt déi Grouss virukommen. Well fir deen Eenzelne sinn och déi kleng Affäre wichtigeg.

Meng Suerg war et, datt mer déi Affäre géife weiderbréngen. Duerfir hunn ech nei Leit ginn, mä ech muss och d'Recht hunn, dann d'Fro ze stellen: Wéi geet et an deene groussen Affären, besonnesch där, déi iwwer 20 Joer amgaang ass. D'Leit si bei mech komm, hunn déi Froe gestallt. Et war meng Flicht, déi Froen och weider ze stellen, firwat dauert dat esou laang.

Et ass jo och eng Fro vu Management vun der Justiz, vun der Prioritisation vun den Affären: Wéi setzt een déi Zuel vu Magistraten an Enquêteur richteg an, fir datt en fin de compte all d'Affären zum Prozess kommen. Dorëms ass et gaangen, dorëms geet et. Jiddweree huet en Intérêt drun. An de Géigendeel ze behaupten, ass en fait eng enorm Frechheet! Jiddweree huet en Intérêt drun, datt an deenen Affären d'Wourecht erauskéint.

An ech soen et besonnesch fir ee wéi mech, deen, ech kann et net oft genuch widderhuelen, an deene Joren, wou déi Attentater waren, op der Schoulbank souz! Wou hätt ech en Intérêt drun, fir ze soen: Haalt mat där Affär do op. Déi Affär, déi muss, wéi aner Affären och, gemaach ginn. Mä et ass legitim, datt een no 20 Joer, haut sinn et der scho bal 30, eng Fro stellt: Wéi geet d'Prozedur weider?

Ech wëll och ganz kloer soen, datt et net anescht konnt sinn. Et war ni meng Intention, an enger Affär anzegräifen. Net an dëser an net an enger anerer! An dat huet och, mengen ech, ni een an der Justiz behaupt. Och net an där Kommissioun. Et war net mäin Handelen, et war net meng Intention.

Datt vläicht deen een oder aneren dat anescht verstanen huet, datt en aus deem Gespräch vläicht sech net esou encouragéiert gefillt huet, wéi e sech dat vläicht virgestallt huet, och vläicht well et eng ganz schwéier Aarbecht war an ass, déi an esou enger Enquête ze maachen ass. Wann dat soll esou vum deem engen oder

aneren empfonnt gi sinn, da bedauern ech dat.

Ech soen dat och besonnesch par rapport zu der Untersuchungsriichterin, déi gesot huet, datt dat Gespräch just eng Kéier gewiescht war um Rand vun engem Basketballmatch zu Contern - do spillt effektiv meng Duechter Basket -, an datt ech do eng Kéier ganz kuerz si op déi Prozedur, op d'Längt vun där Prozedur ugeschwat hunn. Och d'Madame Woltz huet gesot, ech hätt keen Detail gefrot, ech hätt keen Inhalt gefrot. Mä datt se vläicht impressionéiert war, datt dat Gespräch stattfonnt huet, och wann et kuerz war. Och dat, wëll ech soen, wann dat esou empfonnt gi sollt sinn, bedauern ech dat.

Mä ech wëll soen heibannen, datt, wann ech wëll Drock ausüben, da ginn ech net op e Basketballmatch zu Contern, wou 300 Leit an der Hal sëtzen a wou e Match gekuckt gëtt, a wou jiddweree kann nolauschten! Also duerfir soen ech heibannen, net vis-à-vis vun der Untersuchungsriichterin, also wann ech gelift, maacht Är Analys a kuckt genee, wat gesot ginn ass. Et ass also en Ennerscheid, wann een d'Faité kuckt, a wann ee vläicht dat eent oder anert Empfänger kuckt.

Déi Fro, ob een eng Fro stellt, wéi laang dauert et, an op een Drock exercéiert, ass zweeërlee. Drock ass ni exercéiert ginn. An ech wëll och nach eng Kéier soen, déi Wieder spillen eng grouss Roll. Wieder spillen am Fong ëmmer eng Roll. An ech sinn och enorm impressionéiert, datt et dee groussen Décalage gëtt tëschent deem, wat hei de Mëtteg gesot ginn ass - och dat, wat a verschidde Reportage gesot ginn ass, et soll een ni generaliséieren - an deem, wat wierklech den Här Bieber an d'Madame Woltz, de Procureur an déi deemoleg Juge d'instruction gesot hunn. Drock a Bremsen, oder de Mëtteg den Här Braz, dee gesot huet: „Haalt dach op.“ Esou ee Saz hunn ech ni gesot!

► **M. Félix Braz (déi gréng).** - Ech hunn den Här Bieber...

► **M. Luc Frieden, Ministre des Finances.** - A kee vun de Magistraten huet ausdrécklech...

► **M. Félix Braz (déi gréng).** - Ech hunn den Här Bieber...

► **M. Luc Frieden, Ministre des Finances.** - A kee vun de Magistraten...

► **M. Félix Braz (déi gréng).** - ...deen, deen lech net versteet.

► **M. Luc Frieden, Ministre des Finances.** - ...a kee vun de Magistraten huet déi Wieder gebraucht. Et muss een also den Text genee liesen. Datt e gesot huet, ech war net „amused“ gewiescht. Ech weess och net, ob am Land ee gesot huet - ech hunn der vill gefrot, déi sech dat vläicht konnten nach besser erënnere wéi ech, 2005-2006 -, ech hu kee Bierger fonnt, deen deemools gesot huet, dat ass awer genial, datt no 20 Joer mir nach dorunner schaffen.

Ech wëll dat net an d'Lächerlecht zéien. Ech wëll just soen, setzt lech zréck an déi Zäit, kuckt, wat d'Leit gesot hunn. No 20 Joer eng Enquête, déi nach amgaang ass, dat ass net d'Schold vum Här Bieber a vun der Madame Woltz. Mä datt do de Justizminister déi Fro stellt, géif ech gär an deem Kontext gesinn.

An dann, Här President, ech mengen, datt den Här Braz seng Ried geschriwwen hat, ier de Moien de Procureur général d'État geschwat huet. En huet en zwar kuerz zitëiert, an engem anere Kontext virun allem, mä de Procureur général d'État, wéinst deem mer jo hei déi Diskussioun féieren, opgrond vun deem sengen Aussoen, huet de Moien e Saz gesot, deen ech wëll nach eng Kéier virlesen hei. En huet un Enn vu senger Pressekonferenz de Moie gesot, d'Zitat also vum Procureur général d'État: „A wa mir bedauern, datt d'Affär“, d'Bommeleer-Affär, „net total opgekläert gouf, da muss ech soen, datt et wierklech keen Element gëtt, fir dem Här Frieden dofir d'Schold ze ginn.“

„Datt et wierklech keen Element gëtt, fir dem Här Frieden duerfir d'Schold ze ginn.“ Wann déi Aussoe vum Procureur général virun zwou Woche wichtigeg waren, da sinn déi Aussoe vum Procureur général vun de Moien och wichtigeg. Wa meng Aussoen esou grave gewiescht wieren, soen ech lech och dobäi, da wäre se scho vill éischer och thematiséiert ginn. Well ech soen nach eng Kéier, och de Procureur général an där Sitzung vun der Commission juridique huet gesot, déi Gesprécher hätte stattfonnt an de Joren 2000 bis 2006.

Ech stelle fest, an Dir wësst et, ech sinn zënter 2009 net méi Justizminister. Et konnt also kee sech empêchéiert fillen, doriwuer ze schwätzen. D'Enquête ass ofgeschloss zënter e puer Joer. Si ass elo viru Geriicht. Et war also och kee méi an enger Prozedur dran. Ech mengen also, datt een och dat muss berücksichtegen a sech d'Fro stellen: firwat, firwat elo?

Mä ech mengen, datt do jiddweree muss seng Konklusioun selwer zéien. Ech weess d'Antwort net op déi Fro. Ech weess just, wat ech gemaach hunn, datt ech Froe gestallt hunn iwwert d'Prozedur. Déi Froe waren noutwendeg, déi Froe waren absolut berechtigt. An datt deen een oder deen anere se vläicht an engem Kontext konnt anescht verstoen, bedauern ech. Mä d'Ausso selwer gehéiert zur Aufgab vum Justizminister.

An da wëll ech och e Wuert soen iwwert dat, wat de Mëtteg och hei erëm zum Deel opkomm ass vu Konflikt tëschent Justiz a Police, an datt ech do op engem Ouer - dat rietst Ouer sot hei een, ech mengen den Här Braz - besser géif féieren. Domat wollt hie soen, ech hätt der Polizei Recht ginn.

D'Fakte si genau de Contraire! Well, wann et e Konflikt gouf tëschent der Polizei an der Justiz, tëscht der Justiz an der Police, dann ass dat richteg, well deen ass heibannen diskutéiert ginn. Wann de Procureur, deemools Procureur d'État vu Lëtzebuerg, e Bréif un de Justizminister schreift iwwer e gewëssent Comportement vun den zwee héchste Leit vun der Lëtzeburger Police, de Generaldirekter an de Secrétaire général, dann ass dat, duerch d'Natur vun deem Bréif, e Konflikt tëscht der Justiz an der Police.

An de Justizminister, deen dee Moment och Polizeiminister war, deen huet dee Konflikt geléist. A wéi huet hien en da geléist? Huet e gesot zum Procureur: Dee Bréif do - e Bréif an deem Faité beschriwwen gi sinn, déi net zu enger Inculpation geféiert hunn - dee Bréif do, dee leeren och op mäi Pult, dee leeren ech a mäi Schaf.

Ech hunn, no Gesprécher an der Regierung, de Generaldirekter an de Generalsekretär vun der Police ofgesat. An ech soen hei, wann den Här Braz seet, dat war jo esou einfach. Ech wëll net lech als Schaffen, Här Braz, well wann een d'Gesetzter hei am Land soll respektéieren, an dat ass dat, wat Der mer de Mëtteg hei reprochéiert hutt am éischten Deel vun Är Ried, dann hätt ech och gär, datt se do respektéiert ginn.

Ech hunn den Här, mam Accord vun der Regierung, den Här Reuland an den Här Stebens ofgesat an der Violation vun de Regeln, déi an der Fonction publique virgesi sinn, well mir hunn e missen ofsetzen, mir hunn en dégradéiere missen, an en huet sech am Fong do dergéint net an iergendenger Prozedur kënne wieren. An ech hunn dat gemaach, soen ech hei nach eng Kéier, net well ech d'Faité konnt an och net wëll jugéieren - dat ass net d'Aufgab vum Minister -, mä well et mer gaangen ass em d'Vertrauen an d'Institutione vun eisem Land. Mä ech hunn der Justiz opgrond vum Bréif vum Procureur recht ginn, net der Police.

► **M. Félix Braz (déi gréng).** - Dir hat och iwwerhaupt kee Choix!

► **M. Luc Frieden, Ministre des Finances.** - Dat...

► **M. Félix Braz (déi gréng).** - A fir dat rausfannen, hutt Der laang gebraucht. Dir hat iwwerhaupt kee Choix.

► **M. Luc Frieden, Ministre des Finances.** - Ma sot...

► **M. Félix Braz (déi gréng).** - Elo geet et duer!

► **M. Luc Frieden, Ministre des Finances.** - Also, ech wëll lech weder als Schaffen an och net als Riichter.

► **M. Félix Braz (déi gréng).** - Et haten Dausend...

**(Interruptions diverses)**

► **M. le Président.** - Wann ech gelift, ech géif lech elo bieten, dem Här Minister nozelauschten. Bis elo ass dat korrekt iwwert d'Bühn gaang. Ech wier frou, wann dat géif esou viruogen.

► **M. Félix Braz (déi gréng).** - Jo, ma da soll de Minister oppassen, datt hie säint dozou bäidréit, well soss äntweren ech him awer. Dat do ass eng wierklech onkorrekt, intellektuell absolut Onéierlechkeet. Dir hutt dräi Bréiwer...

**(Interruptions diverses)**

...dräi Bréiwer... den Här Bieber... dräi Bréiwer gebraucht, bis Der reagéiert hutt. Fir eng einfach Décisioun. Dräi Bréiwer hutt Der gebraucht!

► **M. le Président.** - Här Minister, fuert virun, wann ech gelift.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Här President, därerf ech em eng Fro stellen?

► **M. le Président.** - Jo, da stellt eng Fro, Här Kartheiser.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Just zum bessere Verständnis, Här President. Merci, Här

Minister, dass Der mer d'Méiglechkeet gitt, déi Fro ze stellen. Ech wollt lech just froen: Gehéiert et dann och zum Vertraue vum Stat oder vum Bierger an de Stat an notamment vun de Beamten a seng Supérieuren, datt déi Gesetzter, déi d'Beamte regelen, d'Beamterecht regelen an de Schutz vun de Beamte beschreiwen, datt déi och respektéiert gi vum zoustännege Minister? Ass dann do net och e Vertrauensbroch an Är Person do geschitt, deen awer Séquellen hannerléisst? D'Gesetzter musse jo awer och respektéiert ginn.

► **M. Luc Frieden, Ministre des Finances.** - Jo, selbstverständlech. Duerfir ginn et jo och Geriichtbarkeeten. Ech hunn lech virdu gesot, datt ech déi extra gehollef hunn, mat de Kollegen heibannen, asetzen. Ech hunn dee Konflikt, wëll ech just hei soen, tranchéiert. Duerfir war dee Konflikt schwierig ze tranchéieren, well e wéinst dem Vertrauen an d'Institutione - e schnell Handelsverlaangt huet, wat an där Form eis Gesetzter net...

**(Interruption)**

...wat eis Gesetzter net virgesinn hunn. Wat och heescht, datt een déi Gesetzter, op d'mannst fir déi Fonctionne, muss iwwerprüfen, wat iwwregens am Regierungsprogramm vun 2009 fir eng Rei vu Fonctionne aus de Sécherheetsapparate virgesi ginn ass.

Här President, dat, wat an deene leschten Deeg geschitt ass, an och zum Deel de Mëtteg, dat ass eng inakzeptabel Attack op meng Eier an op meng Integritéit. Ech hätt gären, datt mer iwwer Fakten diskutéieren. An ech hätt gär, datt deem enge seng Aussoe grad esou vill wäert si wéi deem anere seng Aussoen. Dat ass an der Form an am Fong inakzeptabel, wat déi lescht Deeg geschitt ass. Ech soen lech just eent: Fir mech bleiwen den Intérêt général, de gudder Fonctionnement vun eisen Institutione an d'Zukunft vu Lëtzebuerg, déi politesch Leitlinien, no deenen ech meng Fonctionne ausüben. Duerfir hunn ech geschafft als Justizminister, an duerfir wëll ech mech och an der Zukunft hei am Land engagéieren!

Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Minister Luc Frieden. An elo kritt den Här Statsminister Jean-Claude Juncker d'Wuert.

► **M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État.** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, léif Kollegen, ech sinn net rosen driwwer, dass mer déi Debatten, well et ass jo net nëmmen eng, hei hunn. Ech fannen et richtig, normal, institutionell korrekt, parlamentaresch evident, dass Gesprécher wéi déi, déi mer hei féieren, heibanne gefouert ginn. Kënne mer dat net méi maachen, da kënne mer d'Parlament zoumaachen an d'Regierung gläich mat. Dass also déi Froen, déi an der Öffentlechkeet diskutéiert ginn, heibannen och diskutéiert ginn, geet an d'Rei.

Déi Debatt mécht mech net rosen, mä déi Debatt, net d'Debatt u sech, mä dat, wat ronderëm déi Debatt ofleef a wat ënnert der Debatt stécht, dat mécht mech trauren. Well ee sech jo dauernd muss d'Fro stellen, nodeem ech schonn iwwert d'Kriselen am Stat an d'Statskris ugefaang hat nozedenken, ouni dass an der Debatt iwwert den État de la nation och nëmmen een op déi Fro angee wier, ob schonns et d'Einleitung zu menger Ried war, ee sech muss dauernd froen: Wéi vill Schold dréits de un där Situation? Wat hues de falsch gemaach? Waars de eleng schëlleg un dësem an deem, wat net esou gelaf ass, sech ofgespillt huet, wéi dat néideg wier?

An dat ass d'Fro vun der politescher Responsabilitéit. An dat ass keng einfach Fro. Mir hu keng richtig Doctrine heiheim iwwert d'politesch Responsabilitéit. Op anere Plazen hu se och keng.

Et ass eng grouss Debatt an der Belsch iwwert de Geheimdengsch. Et ass eng grouss Debatt an Däitschland iwwer Deeler vum Geheimdengsch. Et ass eng grouss Debatt. Et gëtt iwwerhaupt keen Dag am Frankräich, wou et déi Debatt net géif ginn iwwert d'franséisch Geheimdengschter. Dat ass eng grouss Debatt. An Amerika, Land vun de Libertéiten, iwwert den amerikanesche Geheimdengsch. Jo, da muss ee kucken, wéi dann do d'politesch Responsabilitéiten elo gezu ginn an deene Länner, well do sinn et jo och politesch Chefe vun deenen Dengschter ginn. Mä där Responsabilitéit kann een awer net fortlafen!

Ech si mam Här Bettel d'accord, wann hie seet: Et kann net sinn, dass kee responsabel ass. Ech si responsabel dofir, well ech fanne keen aneren, deen dofir responsabel ass. Mä Responsabilitéit ass eng Saach, Schold hunn un eppes, ass eng aner Saach! An da muss ech mech froen: Wat ass dann do geschitt? An da geet et net mat einfache Sätz, da muss een de Saachen op de Fong goen. Mir hunn do e gutt Beispill





erlieft, wat de Luc Frieden betrëfft, well do och raisonnéiert gëtt, brodiéiert gëtt em dëst an em dat, wat hie soll gesot hunn.

Ech hunn dee fréiere Justizminister an heitege Finanzminister jo öfters bei mir am Büro gehat, an ech hunn en och elo nach öfters, an ech wäert en och nach ganz dacks a mengem Büro hunn. An dann hu mer och iwwert déi Bommeleer-Affär geschwat. Kënnt Dir lech eeschtaft virstellen, mir géifen net doriwwer schwätzen? Et si keng zwee Lëtzebuurger iergendwou zesummekomme, déi net iwwert déi Bommeleer-Affär do geschwat hätten. An de Justizminister huet ni, den Deemolegen, nimools an zu kengem Zäitpunkt bei mir dofir plädéiert, dass mer eis sollen asetzen, fir dass déi Affär do géif klaséiert ginn. Nimools! An ech hätt him och net geroden, dat ze maachen.

An dofir ass et gutt, wann een alles zitëiert, Här Bettel, wat an där Commission juridique gesot ginn ass, déi, mengen ech, dee leschte Freideg war, wou d'Madame Woltz, den Här Bieber an den Här Frieden sech mateneen an iwwerteneen ennerhal hunn.

An an där Kommissiounssitzung, dat ass jo entre-temps publizéiert ginn - mä, gelungenerweis, an deene meeschten Zeitung feelen e puer Saachen - an ech verstinn net, firwat dass d'Press den Här Bettel esou schlecht behandelt. Well den Här Bettel freet an där Sitzung - eng berechtigt Fro, also dat contestéieren ech net - den Här Frieden: „Hutt Der dann och mam Premier doriwwer geschwat?“ An da seet den Här Frieden: „Jo.“ An da kritt den Här Bieber, de Procureur, déiselwecht Fro gestallt: „Wéi war dat dann, wann ee mam Premier doriwwer geschwat huet?“ An da seet den Här Bieber: „Ech selwer hu mat dem Premierminister doriwwer geschwat...“ - seet den Här Bieber - „...an deen huet emmer drop insistéiert, dass déi Affär géif opgekläert ginn.“

Esou war et och. Firwat liest Der dat net mat vir?

► **M. Xavier Bettel (DP)** - Ech hunn et ganz am Ufank a menger Introduktioun... Mäin éischte Saz, wou ech lech zitëiert hunn, hat...

► **M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État** - Dat war den État de la nation. Dat war net dat, wat den Här Bieber an der Affär Bommeleer...

► **M. Xavier Bettel (DP)** - Et kënnt op dat selwecht eraus.

► **M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État** - ...zum Ausdröck...

► **M. Xavier Bettel (DP)** - Här Statsminister, et kënnt op datselwecht eraus.

► **M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État** - Jo, jo, jo. Ech... Jo, jo, jo. Ech wëll just soen, de Procureur général huet op eng berechtigt Fro vun lech hin eng Äntwert ginn, nämlech déi, dass de Premier emmer drop insistéiert hätt, dass déi Affär géif opgekläert ginn, an nimools domat d'Regierung den Androck ginn huet, et wier besser, déi Affär, déi géif méiglechst schnell op een Enn bruecht ginn, oder Drock gemaach hätt op d'Justice.

► **M. le Président** - Här Statsminister, erlaabt Der, datt den Här Bettel lech eng Fro stellt?

► **M. Xavier Bettel (DP)** - Neen, mä just den Här Statsminister seet, ech hunn... Hunn ech vum Här Statsminister mat der Bommeleer-Affär geschwat oder hunn ech lech op de SREL limitéiert?

► **M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État** - Jo.

► **M. Xavier Bettel (DP)** - Hunn ech vun lech geschwat mam Bommeleer?

► **M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État** - Jo.

► **M. Xavier Bettel (DP)** - Ech hunn déi eng an déi aner Saach kloer getrennt. Ech ginn lech eng Responsabilitéit, Här Statsminister, iwwert d'Dysfonctionnement, déi am SREL geschitt sinn.

► **M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État** - Jo.

► **M. Xavier Bettel (DP)** - An ech hu mech dorop cantonnéiert.

► **M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État** - An Dir wollt bestätegen, dass Der frou a berouegt driwwer waart, dass d'Institutionen hei am Land esou gutt funktionéieren, dass de Statsminister emmer erëm dem Procureur général gesot huet, dass déi Affär misst opgekläert ginn, an dass domat alleguer déi onrecht hunn, déi d'Gefill wëlle ginn, wéi wann d'Regierung oder ech déi Affär net wëllt oplären. Dat ass jo eppes, wat mer richteg wéideet. Dir hutt lech och ni op deen Terrain beginn. Dat wëll ech hei ausdrécklech festhalen.

Ech hunn lech schonn eng Kéier heibanne gefrot: Ass een heibannen, dee wierklech iwwerzeegt ass dovunner, ech wësst wien de Bommeleer wier? Well, wann ech et wësst, misst ech jo deenen et soen, déi zoustänneg sinn, fir deen ze stellen a fir dee viru Geriicht ze bréngen.

Mä wann ech et net weess, mä awer emmer erëm liese muss, gesot kréien, héieren, d'Regierung géif hei dësen an deen decken, dann hätt ech gären, dass, wa keen der Meenung ass, dass d'Regierung deckt an dass d'Regierung weess wien do derhannert stécht - héich uewen, gëtt da gesot -, da soll een ophale mat deene Saachen. Et ass wierklech schwéier ze erdroen, wann een d'Gefill huet, dass kee méi engem eppes gleeft, well jiddweree mengt, en dierft onbestrooft soen: De Juncker oder anerer - ech si jo net eleng an der Regierung, ech war och ni eleng an der Regierung -, dee weess dat alles.

An dofir ass et wichteg, dass een de Procureur zitëiert, wann ee schonn eng Debatt hei iwwert de Justizminister féiert, deen hei erkläert, en hätt keen Drock gemaach. De Procureur bestätegt, dass deen iwwert dem Justizminister - entschëllegt, dass ech mech esou ausdrécken - emmer drop gedrängt huet, dass déi Enquête géif richteg gefouert ginn an dass se géif zu engem Enn bruecht ginn am Sënn vun der Oplklärung.

Da kréien ech hei - muss ech akzeptéieren - gesot, beim SREL huet dëst an dat net richteg funktionéiert. Et kann ee jo net grad esou maachen, wéi wann am SREL alles funktionéiert hätt. Aus där Tatsaach, dass zwee oder dräi Leit - an engem Fall vläicht een oder zwee méi - eppes gemaach hunn, wat net korrekt ass, kann een net d'Schlussfolgerung zéien, dee ganze SREL - de Geheimdénchscht, wéi gesot gëtt - hätt dës oder déi Illegalitéit begaangen. An et kann een och net d'Schlussfolgerung zéien, dass dofir de Statsminister muss responsabel gemaach ginn. Woubäi ech akzeptéieren, dass dee responsabel gemaach gëtt. Well wie soll da soss responsabel gemaach ginn?

Nach ass et esou, dass deen, dee senger Responsabilitéit hei net wëllt fortlafen, och muss gewuer ginn, dass eppes geschitt, wat net richteg ass. Hätt ech selwer ordonnéiert de Procureur ze bewaachen (veuillez lire: iwwerwaachen), hätt ech selwer ordonnéiert, op enger vermeintlecher Pädophilie-Affär géint de Procureur a géint anerer, de Geheimdénchscht schaffen ze loosse, hätt ech selwer, well Dir macht mech responsabel dofir...

► **M. Xavier Bettel (DP)** - Ech hu gefrot, ob Dir d'Kommissioun informéiert hätt.

► **M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État** - Ech kommen dohinner. Dir verléiert näischt beim waarden. Ganz am Géigendeel.

Wann ech selwer illegal Écoute ordonnéiert hätt, da géif ech jo déi direkt a massiv Implikatioun vum Statsminister als Persoun total verstoen. Mä wann ech et net nëmme net ordonnéiert hunn, mä och net wosst, firwat gëtt da vu mir verlaangt, dass ech der Commission de Contrôle parlementaire eppes hätt solle soen, wat ech net wosst? Firwat kréien ech zum Virworf gemaach, eppes net gesot ze hunn, wat ech net wosst?

Woubäi all Mënsch, an et huet och kee vun de Kollegen aus der Geheimdénchscht-Kommissioun bis elo eppes aneschters gesot, d'Leit si jo am Regelfall awer korrekt... Et war gewosst, dass ech dem Chef vum Geheimdénchscht d'Instruktioun ginn hunn, e misst an der parlamentarescher Geheimdénchscht-Kommissioun alles dat soen, wat hie mir och géif soen. En huet dat dës Deeg souguer nach heibanne bestätegt.

Et war gewosst, dass de Geheimdénchscht d'Instruktioun hat, all Infractioun, déi em géif zougedroe ginn oder déi e géif selwer ermëttele, dem Parquet matzedeelen. Net ech hunn de Parquet ze informéieren, wann eng Infractioun mir vum Geheimdénchscht zougedroe gëtt. Mä ech informéieren de Parquet, hunn ech och e puermol gemaach, wann ech haart, belaauschbar Daten hunn. An iwwer einfach Verdachtsmomenter, déi de Geheimdénchscht theoretisch zesummegedroen huet, wou dann och eenzel Ufanksprouwen do sinn, déi muss natierlech de Geheimdénchscht selwer maachen.

Ech hunn aus all deene Virgänger geléiert. Soubal wéi mir nach eng Kéier vum Geheimdénchscht zougedroe gëtt: „Do kann eppes sinn“, sinn ech um Téléfon. Sinn ech...

Ech hunn dat an eenzelne Fäll gemaach. Mä wann de Geheimdénchscht bei mech kënnt a seet: „Eng Source seet eis, de Procureur d'État wier pädophil“, da soen ech dem Procureur d'État dat. En huet selwer beschriwwen, wéi et scheinbar gaangen ass. Ech hunn deem also net verstoppt, dass aus de Kreesser vum Geheimdénchscht, mat Verweis op eng Source

vum Geheimdénchscht, géif gesot ginn, de Procureur d'État deemools wier pädophil. Ech hunn dee guer net am Onkloeren doriwwer gelooss.

Mä soll ech dann an d'Commission de Contrôle parlementaire kommen a soen: „Lauschtert emol, elo gëtt et eng Source vum Geheimdénchscht, déi behaupt, de Roby Bieber wier pädophil“, wann ech et selwer net gleeven, wann ech de Procureur d'État doriwwer befroen, wann ech näischt am Grapp hunn a wann ech och nach weess, dass de Geheimdénchscht vu mir gesot kritt huet, en hätt a rengen Polizeiaffären näischt ze sichen, net ze enquêtieren, well dat sinn nämlech d'Aufgabe vun der Polizei an net d'Aufgabe vum Geheimdénchscht. Well ech ginn all deene recht, déi sech driwwer beschwéieren, dass et eenzel geheimpolizeilech Aktivitéiten am Chef vun Eenzelne ginn huet, déi net stattzefannen haten.

Ech konnt also, Här Bettel, der Kommissioun net Saache soen, déi ech selwer net wosst. An ech hu mir haut d'Fro ze stellen - dat ass eng Fro, déi mech ëmdreift zënter e puer Méint -: Wat hätt ech kënnen anescht maachen, fir dass ech déi Saache rechtzäitig, am gegebene Moment gewuer gi wier? Ech hu bis haut - an doriwwer muss mer eng Kéier schwätzen; bis haut! - dat Mëttel net fonnt, d'Instrument net gesinn, dat ech ka gebrauchen, fir Informatiounen ze kréien, déi Leit mir net wëlle ginn.

An Dir hutt eng Rëtsch vu Virgänger hei opgezitt.

► **M. Xavier Bettel (DP)** - Just iwwert déi Affär Bieber. Dir wësst et jo selwer...

► **M. le Président** - Entschëllegt, Här Bettel. Den Här Bausch hat fir d'Éischt gefrot. An dann, Här Statsminister, erlaabt Der, datt den Här Bausch an duerno den Här Bettel lech eng Fro stellen?

► **M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État** - Gären.

► **M. le Président** - Här Bausch.

► **M. François Bausch (déi gréng)** - Här Statsminister, Dir hutt elo just gesot, Dir hätt vun Illegalitéiten näischt gewosst. Op deem Band, wou do illegal enregistriert ginn ass, dat Gespréich, dat jo awer jiddweree konnt liesen, do geet ganz däitlech draus ervir, datt den Här Mille als Direkter mat lech geschwat huet iwwer eng illegal Écoute, déi se gemaach hunn. D'Preuve läit och um Dësch, datt et eng illegal Écoute war.

Dir kritt och do gezielt, datt den Här Mille sech Gedanken driwwer mécht, wéi een déi dräi Riichter nodréiglech eventuell kéint, wann eppes erauskéim, an d'ler féiere mat enger technescher Finesse mat... par rapport zu där illegaler Opnahm.

Wat ech net verstinn, dat ass zum Beispill deen dote Fait - dat ass jo awer manifestement eppes relativ Graves -, firwat datt deen dote Fait weder eis gemellt ginn ass an der parlamentarescher Kontrollkommissioun nach dem Parquet weidergemellt ginn ass.

An da froen ech lech eng zweet... Da wollt ech lech eng zweet Fro stellen. Dir sot an der Affär vun den Uschëllegunge vu Pädophilie un den Här Bieber, Dir hätt dat net escht geholl. Wat ech lech och gleeven, selbstverständlech. Nach stellt sech jo d'Fro... Et stellt ee sech jo zwou Froen.

Déi éischt Fro ass: Firwat hutt Der dann dem Här Mille net gesot: Entschëllegt, mä wat macht Der iwwerhaapt do? Iwwerhaapt! Dir sidd jo... Souguer wann dat de Fall wär, et ass jo guer net an Ärem... Et fällt jo guer net an Ären Zoustännegkeetsberäich. Dat ass jo e penale Fait. Et ass um Geriicht, um Parquet, dat ze instruéieren.

An zweetens hien ze froen: Ma wou kommt Der iwwerhaapt op déi Iddi, op déi genial Iddi? Well wann een de Rapport jo liest, entre-temps, wat - ech mengen, dat konnt Der zwar deemools natierlech net wëssen -, mä wann ee liest, wéi et ugaangen ass, dann ass jo den Ausgangspunkt emol net d'Pädophilie gewiescht, mä carrément Homosexualitéit. Dat heescht, eng sexuell Orientéierung gewiescht.

Dat heescht, firwat... Ech kann net verstoen, datt Der net mam Här Mille do relativ en haart Wuert geschwat hutt, wou Der gesot hutt: „Dat do ka jo net sinn. Op wat enquëtéiert Dir iwwerhaapt do?“

► **M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État** - De Geheimdénchscht wosst vu mir, dass en net op Affären ze enquëtieren hätt, wat Polizeiaffären wieren. De Geheimdénchscht hat ze enquëtieren a sech ze renseignéieren - dofir heescht en esou - a Beräicher, fir déi hien zoustänneg ass. Fir déi dote Beräicher ass en net zoustänneg.

Den Här Mille huet mir net gesot, de Geheimdénchscht wier amgaangen op dem Verdacht

vun der Pädophilie géint eenzel Leit ze enquëtieren. Den Här Mille huet mir gesot: „Eng vun eise Sourcen huet eis zougedroen, esou wier dat.“ Dat si ganz verschidde Saachen. Dat sinn dramatesch ënnerschiddlech Saachen!

Wat dat Gespréich mam Här Mille ugeet, wat en opgeholl huet a wat jo jiddweree konnt nolauschteren... Wësst Der, dat ass ganz agréabel, ganz agréabel, wann een e Gespréich mat lech opgeholl huet a jiddweree dierf et nolauschteren. Dat ass ganz agréabel. Jo. Ech hunn awer... Ech si jo och wahrscheinlech dofir responsabel, dass de Chef vum Geheimdénchscht mech ophëlt, an dass et dann um Radio gespillt gëtt. Dat ass jo och meng politesch Responsabilitéit héchstwahrscheinlech.

**(Interruption)**

Mä... Jo, jo. An deem Gespréich, Dir hutt dat jo dacks gelauschert an dacks gelies, do geet guer net kloer ervir an deene Sekonnen oder Minutten, wou do geschwat gëtt, dass de Geheimdénchscht eng illegal Operatioun gemaach hätt. Well do gëtt eng... Wann een dat 30-mol liest... Mä Dir hutt et direkt verstanen, mä ech sinn eben net esou schnell.

► **M. François Bausch (déi gréng)** - Ech wollt lech soen, ech hunn...

► **M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État** - Jo.

► **M. François Bausch (déi gréng)** - Dir kënnt...

► **M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État** - Jo.

► **M. François Bausch (déi gréng)** - ...dat nofroe goen. Ech hunn deen Dag, wéi ech et gelies hunn, hunn ech direkt...

► **M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État** - Jo.

► **M. François Bausch (déi gréng)** - ...nofroe gelooss, wou d'richterlech Autorisatioun ass vun där Écoute.

► **M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État** - Voilà!

► **M. François Bausch (déi gréng)** - An ech hunn direkt deen Dag duerno...

► **M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État** - An ech hunn erkläert, zéngmol, 20-mol, 30-mol, et géif keng schrëftlech Autorisatioun vu mir ginn, fir esou ee Gespréich ofzelauschteren. An et gëtt eng kloer Instruktioun, mëndlech, déi gëtt et entre-temps schrëftlech, dass, wann ech dat Dokument net ënnerschreiwen, da kann déi Operatioun net gemaach ginn.

Mä dat si jo Froen, déi mer amgaange sinn an där... an deenen zoustänneg parlamentaresche Gremien ze diskutéieren, wa mer...

► **M. le Président** - Här Statsminister, den Här Bettel wollt lech...

► **M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État** - Wa mer elo... Wa mer eis... Jo, mir verlafen eis elo hei a klengen Detailer, an d'Leit wëssen net wouhi mam Gespréich.

► **M. François Bausch (déi gréng)** - Dat ass kee klengen Detail.

► **M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État** - Jo, jo, jo. Neen, neen, neen.

► **M. François Bausch (déi gréng)** - Dat ass kee klengen Detail.

► **M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État** - Iwwert deen dote Virgang kann ech eng hallef Stonn schwätzen.

**(Interruption)**

An no enger hallwer Stonn kréien ech gesot: Wéi wier et dann emol, wa mer zum Fong géife kommen.

► **M. François Bausch (déi gréng)** - Ech géif iwwert deen do Wee...

► **M. le Président** - Neen, entschëllegt, Här Bausch. Da loosst elo emol den Här Bettel nach seng Fro stellen, datt de Statsminister ka virfuieren. Här Bettel.

► **M. Xavier Bettel (DP)** - Ech wollt just... Mir sinn elo amgaangen e bëssen de Spiess ëmzedréinen.

► **M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État** - Jo.

► **M. Xavier Bettel (DP)** - Ech hunn d'Gefill, Dir wiert d'Victime. An ech hat net gemengt...

► **M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État** - Jo, jo.



► **M. Xavier Bettel (DP).** - ...déi Diskussioun géif esou lafen.

► **M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État.** - Esou einfach ass dat.

► **M. Xavier Bettel (DP).** - Mä bon. Ech hat mer et bal geduecht.

Ech wollt lech just soen: De Fait ass hei, dass Dir selwer sot, Dir hätt eng Rumeur kritt, dass de SREL eng Rumeur kritt hätt, dass Pädophilie an esou Saache géife geschéien. Hutt Dir ni méi eppes doriwuer gehéiert? Hutt Dir ni méi gefrot? Dir wéist jo selwer, et ass erauskomm, dass Zeien, an dat ass jo och eppes ganz Neies, Här Statsminister, selon les informations, bezuelt gi sinn, déi Pseudo-Zeie bezuelt gi sinn, fir auszesoen. An dat ass dat Eischt.

An zweetens, dat heescht, wann dat de Fall ass, an Dir sot selwer, Dir wéilt net, dass de SREL Polizeiarbecht sollt maachen, hutt Dir dann, wéi Der dat gesot kritt hutt, dem Mille gesot: „Dir maacht jo net dat. Dir maacht jo net dat.“ Oder hutt Der nogekuckt oder hat Der déi Informatioun net? A wéi Der erausfonnt hutt, dass vläicht Polizeiarbecht gemaach ginn ass, wéi eng Sanktioun si gesprach ginn?

► **M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État.** - Ech hunn ni erausfonnt, dass Polizeiarbecht gemaach ginn ass. Well ech näischt dervu wosst a weess - ech héieren dat elo -, dass de Geheimdénsgscht op der Affär Pädophilie enquêtéiert hätt. Ech konnt mer dat och net virstellen, dass géif vum Geheimdénsgscht aus op esou enger Affär enquêtéiert ginn. Ech hu just dem Procureur weidergesot, dass de Geheimdénsgscht iwwer eng Source gewuer ginn ass, dass dee Verdacht am Raum steet an dass déi Rumeur verspreet gëtt.

An de Geheimdénsgscht wosst, dass et meng Instruktioun wier, dass se net op Polizeiaffären ze schaffen hätten an dass, wa se selwer oder indirekt Kenntnis iwwer Infractiounen hunn, dass se déi mussen bei deenen dofir zoustännegen Autoritéite mellen. Dat war de Geesch, an deem déi Zesummenaarbecht war. An den Här Procureur Biever huet lech itérativement heibanne gesot, och hien hätt gréisstent Vertrauen an de Marco Mille gehat, well mer et fäerdegbruecht hätten - dat hunn ech heibannen och schonn erkläert -, dass d'Relatiounen tëscht der Polizei, dem Parquet an dem Geheimdénsgscht däitlech besser gi sinn. Déi ware virdrun net esou gutt. An dat ass dunn zur vollster Zefriddenheet vu jiddwerengem gemaach ginn.

An ech soen nach eng Kéier: Ech kann net an der parlamentarescher Kontrollkommissioun Saache soen, déi ech selwer net... Dat kann ech net. Wann ech eppes net weess, kann ech et net soen. Déi Fro, déi ech mer stellen ass: „Hues de alles gemaach, fir alles gewuer ze ginn?“ A wann een nofreet an et kritt ee keng Antwort, ass een da responsabel? An dass een déi Netäntwert net ka virginn. Ech weess zwar, dass dat mech vu menger politescher Responsabilitéit hei net entbënt. An all deenen Affären do war et awer esou, dass ech - ech widerhuele mech - näischt ka virginn, wat ech selwer net wosst.

Ech konnt mer ni virstellen, ech ka mer dat och bis haut nach net virstellen, dass de Geheimdénsgscht de Procureur d'État observéiert. Wann ech richtig den Här Biever de Moie verstanen hunn, huet d'Police judiciaire awer op Magistrate geschafft, vun deene behaupt ginn ass, se wiere pädophil. Wat jo och net anormal ass, dass d'Police judiciaire hir Aarbecht mécht.

Mä ech konnt mer net virstellen, dass de Geheimdénsgscht dat mécht. Well et gëtt eng Instruktioun vun engem fréiere Statsminister - ech hat der do eng Kéier zwee matenee verwieselt -, den Här Thorn Gaston, que j'ai apprécié, estimé - dofir ass dat hei keng Geschicht, wéi anerer hei opgefouert ginn -, wou den Här Thorn als Statsminister 1977 de Geheimdénsgscht beoptraagt him ze soen, wann de Geheimdénsgscht géif «une personnalité de la vie publique ou économique, soit un haut fonctionnaire de l'ordre administratif judiciaire ou militaire» géif en filature huelen. Matzen am Kale Krich si mer hei!

Den Här Thorn huet also net verbueden, dass de Geheimdénsgscht géif héich Magistraten observéieren. En huet just gesot: „Ech wéisst et gär.“ Ce en quoi, il avait raison. An ech hunn elo, wéi ech dat elo héieren hunn, dass de Roby Biever do observéiert gi wier, hunn ech mech gefrot: „Jo, wéi ass dat méiglech? Den Här Thorn huet dach deemools geschriwwen, hie misst dat gewuer ginn. Firwat sinn ech dat dann net gewuer ginn?“ Wahrscheinlech well ech iwwerhaupt net op d'Iddi kommen och nëmme dem Geheimdénsgscht d'Chance ze

ginn een héije Magistrat kënnen oder wëllen ze observéieren.

Wat ech do méi an deenen Archiven do wullen, wat ech méi erstaunlech Saache fannen. Bon.

#### (Interruption)

Gelift? Jo, neen. Mä ech... Franchement. Neen, franchement. Majo, franchement wëll ech hei den Här Thorn net... Neen, ech wëll dat wierkelech net maachen, well ech dat lamentabel fannen. Ech soe jo hei net, dass en ee Feeler gemaach huet. Ech soe just, dass iwwer Observatiouns- a Filaturesméiglecheete vun héije Magistrate geschwat ginn ass, och a fréieren Zäiten.

► **Mme Lydie Polfer (DP).** - Mä den Ennerscheid ass awer ganz kloer. Dat ass am Kader vun de Missioun vum Geheimdénsgscht. Dann ass et jo normal. Stellt lech vir...

► **M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État.** - Jo.

► **Mme Lydie Polfer (DP).** - ...effektiv de Geheimdénsgscht, am Kader vu senge Missiounen, géif op eemol mierken, datt en héije Beamten, an ob dat e Riichter ass oder soss een, wier en...

► **M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État.** - Jo.

► **Mme Lydie Polfer (DP).** - ...Spioun...

► **M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État.** - Jo, jo, jo.

► **Mme Lydie Polfer (DP).** - ...dee vun enger anerer Muecht géif bezuelt ginn.

► **M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État.** - Majo.

► **Mme Lydie Polfer (DP).** - Dann ass et jo normal doriwuer...

► **M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État.** - Jo, jo, jo.

► **Mme Lydie Polfer (DP).** - Dann ass et jo awer normal, datt de Geheimdénsgscht dem Statsminister dat matdeelt.

► **M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État.** - Jo, mä et wier awer och...

► **Mme Lydie Polfer (DP).** - Dat huet awer näischt ze di mat polizeilechen Aktiounen.

► **M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État.** - Majo, Madame Polfer, Dir hutt recht, wéi esou dacks an Ärem Liewe schonn. Wann de Geheimdénsgscht een héije Magistrat observéiert ouni Ursaach, da gëtt et eng Ursaach méi, fir mer dat ze soen. Wat den Här Thorn hei geschriwwen huet, geet jo total an d'Rei. Wann een héije Magistrat eppes mécht, wat en net dierf, da muss...

► **Mme Lydie Polfer (DP).** - Majo.

► **M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État.** - ...am Kader vun de geheimdénsgschtlechen...

► **Mme Lydie Polfer (DP).** - Majo.

► **M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État.** - ...Aktivitéiten, da muss de Geheimdénsgscht dem Statsminister dat soen. Mä wann en een observéiert, deen näischt gesticht huet...

► **Mme Lydie Polfer (DP).** - Ma da muss ee gesot kréien, datt en dat net dierf.

► **M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État.** - An dat wosst en. Mä en huet mer awer net gesot, dass se en héije Magistrat observéiert hunn. An dofir wonneren ech mech...

► **Mme Lydie Polfer (DP).** - Dann ass et gutt.

► **M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État.** - ...doriwwer, dass et iwwerhaupt zu esou eppes ka kommen, wann et dann dozou komm ass.

A mir hunn et hei mat zwee Problemfelder ze dinn: Deen éischte betrëfft de fréiere Justizminister. Deen huet sech erkläert. D'Regierung huet de Moien doriwuer délibéréiert. An déi 15 Membere vun der Regierung, dat heescht déi 14 aner Membere vun der Regierung hunn dem fréiere Justizminister hiert Vertrauen ausgeschwat, dat mer net gestéiert an net zestéiert gesinn.

Déi Affär, déi den Här Bettel hei virbruecht huet, wat eng breet SREL-Affär ass, ass eng, déi ech ganz eescht huelen. Do kréie mir de Rapport vun der Commissioun. Den Här Bausch ass Rapporteur vun där Commissioun. Mä ech wëll haut scho soen, dass ech mech menger politescher Responsabilitéit do net wäert entzéien. Ech fanne keen anereren, dee ka responsabel derfir gemaach ginn.

A wann d'Chamber der Meenung ass, le jour venu, ech hätt do Saachen net richtig ge-

maach, ech hätt mech schëlleg gemaach, ech wier schold u villem, wat do net richtig gaange wier, jo da mussen doraus déi politesch Konkussiounen gezu ginn, déi normalerweis an esou engem Fall gezu ginn. Ech lafe viru menger Responsabilitéit an där Saach do net fort. A wann et esou wäit ass, da stellen ech mech där Responsabilitéit och.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Statsminister.

► **M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État.** - Dierf ech nach just eng Fro stellen?

► **M. le Président.** - Jo.

► **M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État.** - Well ech denken ni drun. Well ech elo den Här Kartheiser gesinn hei, wann ech erof ginn.

Also, ech hätt alles misse wëssen. Firwat wosst ech net, dass den Här Kartheiser fir de Geheimdénsgscht geschafft huet? A firwat, dass den Här Kartheiser fir d'Amerikaner a fir d'Russe geschafft huet? Här Gibéryen, wosst Dir dat?

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Jo.

► **M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État.** - Ier e Parteipresident war?

#### (Hilarité)

Dat heescht...

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Eng kloer Fro, eng kloer Äntwert.

► **M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État.** - Ech fannen, wann een... Ech fannen awer, wann ee Member ass... wann ee Member vun der Commission parlementaire de Contrôle ass a wann ee Member vun der Commission d'enquête parlementaire ass, dann hätt ee senge Kolleegen dat eventuell kënnen soen...

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Fait personnel.

► **M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État.** - ...besonnesch wann een den Här Kartheiser heiansdo an d'Sitzunge geschéckt huet, fir sech ze ersetzen.

Sinn all déi aner Fraktiounen sécher, dass viru véier, fénnef Méint net Mataarbechter vun hinne mat Agente vum Geheimdénsgscht esou dacks zesummekommt sinn, bis se net méi wossten, wie vun deenen zwee am meeschte gelunn huet?

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Här President, Fait personnel.

► **M. le Président.** - Här Kartheiser.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Här President, den Här Statsminister huet hei grad d'Fro opgeworf, firwat hien net wosst, datt ech an den 80er Jore fir de Geheimdénsgscht geschafft hunn. Dat kann ech him net soen. Ech war deemools ee jonke Mann vu 25, 26 oder 27 Joer, ech weess et net, dee seng Aarbecht gemaach huet, well de Stat e gebieden huet, dat ze maachen.

Ob de Geheimdénsgscht deemools den deemolege Statsminister informéiert huet, dat weess ech net. Dat war och net meng Aufgab, fir dat ze wëssen. Mä den Här Premierminister Juncker, dee jo esou gutt ass am Archiven nowullen, deen hätt dat awer och kënnen eraussuchen, ob deemools säi Virgänger informéiert ginn ass iwwert d'Aarbecht vum Geheimdénsgscht, déi ech gemaach hunn.

Verschiede Kolleegen heibannen hunn et och opportun fonnt, domm Witzer ze maachen iwwert dat, wat ech deemools gemaach hunn. Ech wëll hinnen eppes kloer soen: Déi Leit, déi sech nach u de Kale Krich erënneren, an et sinn der nach e puer heibannen, déi wëssen, datt mir an enger Situatioun waren, déi alles anescht wéi witzeg war an den 80er Joren. Et ass Krich gewiescht an Afghanistan. Mir haten Terrorismusaktiounen, déi vum Ostblock hei ënnerstëtzt goufen an de westleche Staten. An et gouf eng kloer militäresch Menace, déi mer jo och...

► **Une voix.** - Wat ass dann elo d'Fro?

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Neen, et ass e Fait personnel. Ech wëll dat hei erklären.

► **M. le Président.** - Jo, wann ech gelift, den Här Kartheiser huet d'Recht pour fait personnel ze reagieren. Macht dat elo, mä mir fänke keng nei Diskussioun un.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Neen. Dat ass keng Diskussioun. Mä et ass wichteg, fir dat ze soen.

A mir haten eng Duebelbeschluss-Debatte hei am Westen, wou et ganz kloer war, datt déi verschidden Elementer zu enger extrem héijer Spannung gefouert hunn. Mir haten

deen Abléck östlech Geheimdénsgschtoperatiounen géint westlech Sécherheitsinteressen.

Ech selwer gouf probéiert vun der Sowjetunioun an esou eng Operatioun agespaant ze ginn, doduerch datt de GRU mech rekrutéiere wollt als Agent. Ech hunn dat deen Abléck deenen zoustännegen Autoritéite matgedeelt. Dat war de SREL hei zu Lëtzebuerg, deen zesumme mam CIA eng Géigenoperatioun gemaach huet.

Et ass net u mir, Här Premierminister, fir ze wëssen, ob de SREL deemools Äre Virgänger informéiert huet. Mä ech géif lech invitéieren an den Archiven dat dann nosichen ze goen, wann et lech interesséiert.

Ech op jidde Fall verbidde mer, an dat soen ech kloer hei an och jiddwerengem aneren am Land, datt meng Integritéit oder meng Eier fir den Asaz fir mä Land - an deem, ech muss soen, ech war iwwerzeegt mä Liewen ze riskéieren, an ech mengen, ech hunn et an dëser Operatioun effektiv e puermol op d'Spill gesat -, fir hei elo gesot ze kréie mat domme Witzer, ech hätt eventuell eppes gemaach, wat illegal oder onmoralesch gewiescht wär.

Ech hunn e puermol gesot, fir jiddwereen, deen et wëllt héieren: Ech sinn houfreg op dat, wat ech gemaach hunn. Et war eng Extremsituatioun mat héijer Uspaannung. An ech loosse mer dat elo hei net vu Leit, déi et wëlle politesch auswäerten, a Fro stellen. Ech hunn dat gemaach fir mä Land, wat néideg war.

Merci.

► **M. le Président.** - Gutt. Domadder wär... Den Här Statsminister an den Här Bausch wëllt nach...

► **M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État.** - Ech hoffen, dass den Här Kartheiser net wollt soen, ech hätt behaupt, hien hätt Onmoralesches gemaach oder eng Illegalitéit begangen. Dat hunn ech net behaupt. Ech hunn den Här Gibéryen gefrot, firwat dass en an deene Kommissiounen, wou iwwert de Geheimdénsgscht geschafft gëtt, hien dat net gesot huet. Well jo gesot gëtt, et muss een alles soen, wat ee wéisst. An hie wosst et, dat huet hie gesot. Also, firwat huet hien deenen anereren et dann net gesot?

► **M. le Président.** - Sou, elo nach den Här Bausch. An da géif ech wënschen, datt mer erëm zu der Diskussioun... Mir féieren elo eigentlech keng Diskussioun iwwert den Här Kartheiser. Här Bausch.

► **M. François Bausch (déi gréng).** - Här President, ech...

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Wann den Här Bausch eppes seet elo géint mech, dann hunn ech duerno d'Recht em ze äntwerten.

► **M. François Bausch (déi gréng).** - Här President, den Här Kartheiser soll sech berouegen. Ech soen näischt géint hien oder wat och ëmmer. Ech wollt him just eng Fro stellen. Dat ass am Fong awer déi nämlech Fro, déi och elo virdru gestallt gouf. Firwat - hien huet den Här Gibéryen dräimol ersat an der Commissioun, an do geet et jo précisément ëm de Fonctionnement vum Geheimdénsgscht - firwat huet hien net drop opmierksam gemaach a gesot, datt hien en Duebelagent war? An hätt en net misse erausgoen dunn?

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Dat soen ech ganz gär.

Éischters sinn déi Faiten aus den 80er Jore komplett irrelevant gewiescht fir déi Diskussiounen, déi mer deen Abléck an der Geheimdénsgscht-, Kontroll- oder Enquêtékommisssioun gefouert hunn. Komplett irrelevant!

#### (Interruptions diverses)

Zweetens si mer nëmme zu zwee am Abléck an eisem politesche Grupp, an eiser Sensibilitéit. Dat heescht, d'Wiel, wien den Här Gibéryen soll ersetzen, wann den Här Gibéryen eng Kéier net ka kommen, déi ass séier gemaach.

An dat Drétt, wat ech lech wëll soen, well Dir och an der Press gesot hutt, ech hätt probéiert, d'Aarbechte vun der Enquêtékommisssioun ze behënneren. Dat ass absurd!

► **M. François Bausch (déi gréng).** - Neen.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Ech hunn lech, Här Bausch... Ech hunn lech, Här Bausch, korrigéiert a Verirrungen an Äre Gedanekäng, déi komplett derlaanscht waren. Wann Dir... Ech kann dat hei net soen, ech fille mech un d'Geheimnis gebonnen. Mä dat, wat Dir an der Enquêtékommisssioun proposéiert hutt, datt hätt de Geheimdénsgscht gelähmt an eis national Interessen a Geför bruecht. An dofir hunn ech lech korrigéiert. Enner anerem hunn ech kënnen profitieren aus menger egener Geheimdénsgschterfahrung, fir ze wëssen, datt dat, wat Dir proposéiert, absurd ass. An esou ass et!





► **M. le Président.** - Sou! Ech géif elo wierklech proposéieren, datt mer mat deem dote Punkt géifen ofschléissen. A mir kéimen elo zu de Riedner, déi sech agedroen hunn. An den éischte Riedner ass den Här Gilles Roth.

#### Débat

► **M. Gilles Roth (CSV).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, an engem Rechtsstat, an enger Demokratie, mussen d'Sachen opgekläert ginn. D'ëst géillt och fir d'Affär Bommeleeër. Land a Leit hunn e Recht drop, fir dass an där Affär Kloerheet geschafft gëtt. Mä d'Opkläre vun där Affär ass Aufgab vun der Justiz.

An de leschten Deeg gouf et an deem Kontext vill, zum Deel kontradiktoresch Äusserungen iwwert d'Relatiounen tëscht Regierung a Justiz, dem zweeten an dem drëtten Pouvoir vun eisem Land. Jo, och hei muss Transparenz geschafft ginn. D'CSV-Fraktioun begréisst duerfir ausdrécklech, dass haut villes kloergestalt gouf, vun dem fréiere Justizminister, dem Luc Frieden, elo just vum Statsminister, an haut de Moie virun allem vun dem Procureur général Robert Bieber.

Här President, dem Luc Frieden gëtt als fréiere Justizminister, wat hien elo schonns bal véier Joer net méi ass, virgehait, an der Enquête vun der Affär Bommeleeër Afloss op d'Justiz ausgeübt ze hunn. Mä ier een esou eppes ka behaupten, muss een et beweisen. D'Fro stellt sech: Gëtt et objektiv Elementer, déi et erlaben, dee Virwurf ze bestätegen? D'Antwort ass kloer neen!

De Luc Frieden wollt zu kengem Moment d'Enquête an der Affär Bommeleeër stoppen. Dat war ni seng Absicht. Hien huet och keen Drock ausgeübt. Am Géigendeel! Am Verbatim vun der Commission juridique vum leschte Freideg, 7. Juni, gëtt den Här Bieber zitiiert op der Sait 7: „E kann net... En huet ni gesot: ‚Haalt op domat.‘ Dann hätt ech em och... Da wär et och relativ kloer ginn, well ee jo dann dorobber och iergendwéi schréftlech reagiert hätt.“

Ech zitiiere d'Ausso vun der Madame Woltz op der Sait 16 vun deem Verbatim: „Also, mir geet et da wahrscheinlech och wéi verschiddeenen Zeien. Fir wuertwärtlech ze soen, wat den Här Frieden gesot huet, wat ech géintwert hunn, kann ech net.“ D'Madame Woltz fiert virun: „Et ass doréms gaangen, wéi laang dat nach géif goen, wéi laang deen Dossier dann nach op wär a wéini en dann eng Kéier géif zougemaach ginn. Ouni elo ze soen: ‚Maacht en zou.‘ Dat ass och net gesot ginn. Dat ass sécher.“

Deen Dag virdu gëtt et en Interview mat dem Procureur général op dem Radio 100,7. Den zoustännege Journalist, den Här Jean-Claude Franck, dee seet: „Ech hunn et net esou dramatesch geholl, seet de Robert Bieber haut. Jiddwereen hätt d'Recht, seng Meinung ze soen. A souwisou hätt hien dem Luc Frieden deemools géintwert, datt hien als deemolege Procureur d'État um Bezirksgericht Lëtzebuerg anerer Meinung wär.“

Originaltoun vum Här Bieber: „Ech kann awer net soen, en hätt mech elo onbedéngt enner Drock gesat.“ Et geet weider, och den Originaltoun vum Här Bieber: „Et war awer och seng Meinung. Et war net nëmme e Manktum vun Ennerstetzung. Et war seng éierlech Meinung. Ech wëll domadder de Mann net kritiséieren. Dat war seng Meinung. An dat ass och eng Meinung, jo. Iwwregens, mä Virgänger hei als Procureur général, dee war darselwechter Meinung.“

De Journalist fiert virun: „Dofir seet de Robert Bieber, dem Luc Frieden seng Meinung hätt säin Handeln net beaflosst.“

Also: Keen Uerder, keng Instruktioun, den Dossier zouzemaachen, keen Drock.

Dat Ganz huet de Robert Bieber iwwregens och schonn de 5. Dezember 2007 an enger Justizkommissioun vun der Chamber hei erklärt, wéi et nämlech gaangen ass em d'Suspensioun vun den Agente Reuland a Stebens.

Den Här Alex Bodry, Member vun der Justizkommissioun vun deemools an och nach haut, dee stellt dem Robert Bieber als Procureur d'État deemools d'Fro: „Hutt Dir d'Impressioun, dass an deem heiten Dossier“ - et ass em de Bommeleeër-Dossier gaangen - „an iergendenge Form Obstruktioun gemaach gouf?“ Nach eng Kéier d'Fro vun dem Här Bodry: „Hutt Der den Androck, dass am Laf vun deene Joren, wann Der den Dossier esou kuckt, dass do vläicht probéiert ginn ass, d'Enquête net aboutéieren ze loossen?“ Antwort vum Roby Bieber: „D'Obstruktioun: E Fait ass nun emol, dass vu Säite vun der Regierung, vum Justizminister a kengem Moment Obstruktioun war“. Nozeliesen op de Säiten 19 an 20 vun dem Rapport vun der deemoleger Commission juridique. Fakt ass, hei gouf et keng Instruktioun, fir den Dossier zouzemaachen, keen Afloss op d'Justiz.

Här President, ech zitiiere an enger offizieller Usprooch vum Robert Bieber, gemaach de 4. Mee 2011 an enger Audience solennelle vun der Cour supérieure de justice - lauschtert gutt no: „Tous les ministres de la justice, anciens ou actuels, parquetiers, anciens ou actuels, le confirmant: au Luxembourg, les ministres de la justice ne donnent pas d'ordre dans les affaires pénales et le ministère public n'est pas aux ordres du ministère de la justice (veuillez lire: du ministre de la justice)“. Nozeliesen op der Sait 108 vun der Pasicrisie 2/2011.

Nach eng Kéier op Lëtzebuergesch dat Ganz: All Justizministeren, déi fréier an déi aktuell, d'Membere vum Parquet, déi fréier an déi aktuell, bestätegen: D'Justizministere gi keng Uerderen a Penalfären an de Parquet steet net enner dem Uerder vum Justizminister. Wéi gesot, Citatioun vum Procureur général aus enger Ried, gehalten de 4. Mee 2011 an enger Audience solennelle vun der Cour supérieure de justice.

Här President, jo, de Luc Frieden huet sécher nogefrot, wéi et mat der Instruktioun an der Affär Bommeleeër stéing. Dat huet hien och ni contestéiert. Et ass och als Justizminister säi gutt Recht, jo, ech géif soen, seng Flicht, fir sech em e gudden Oflaf a Fortgang vun den Affären, vun allen Affären op de Gerichter ze suergen.

Hien, de Justizminister, ass zoustännege fir d'Politique criminelle an hirer ganzer Bandbreit. An dat bestätegt iwwregens och de Procureur général a senger Ried, déi ech virun ugeschwat hunn - lauschtert gutt no: „Les procureurs estiment parfois à tort qu'il leur revient de diriger la politique criminelle. Or, leur rôle se limite - un peu de modestie n'étant jamais de trop -“, ech zitiiere, wéi gesot, den Här Robert Bieber, „à diriger les poursuites et les enquêtes, donc l'action publique“. Dat seet de Robert Bieber, nozeliesen op der Sait 115 vun der Pasicrisie 2/2011.

Här President, et muss een och déi ganz Affär Bommeleeër an hirem Kontext kucken. Mir hunn eng Affär, déi louch deemools schonn 20 bis 25 Joer zrëck. Während laanger Zäit ass net vill an deem Dossier geschitt. D'Untersuchungsriichter goufen e puermol ausgewieselt. Mouvement ass benesch an d'Affär komm an där Zäit, wou de Luc Frieden Justizminister war.

Et kann ee verstoen, dass d'Madame Woltz an den Här Bieber deemools d'Gefill haten - ech betounen: d'Gefill haten -, dass si „remarquabel eleng do stoungen“. Si haten et och net einfach. Well och an der Magistratur an um Parquet selwer ware Leit, et pas des moindres, déi selwer Zweifel haten, ob jee Licht an déi ganz Affär géif kommen. An den Dossier deemools hat ganz einfach riskéiert leien ze bleiven.

Ech zitiiere d'Sait 7 vun dem Verbatim aus der Commission juridique vum leschte Freideg, d'Aussoe vun dem Här Bieber: „D'Madame Woltz an ech, mir stoungem remarquabel eleng do. Well do ass guer keen Zweifel drun. Den Här Klopp, deen huet och ëmmer gesot: „Oh, déi Affär do, déi ass esou laang hier.“ Den Här Klopp war keen anere wéi den deemolege Procureur général, also de Virgesetzte vun dem Här Bieber. De Procureur général vun deemools hat also selwer Zweifel, ob déi Affär nach kéint no där Zäit zu Enn bruecht ginn.“

Här President, jo, zegdausende Leit haten deemools Zweifel, ob een no iwwer 20 Joer déi néideg Beweiser kéint zesummendroen, fir d'Täter ze identifizéieren. An dat war och duerchaus normal. Well, wat méi Zäit vergeet, an all Penalfär, wat et méi schwéier gëtt, fir net ze soen, onméiglech gëtt, esou eng Affär opzeklären.

Här President, jo, och d'Medien haten hir Zweifel. An engem Artikel vun dem „Journal“ zum Beispill vum 28. Abrëll 2005 steet ze liesen: „Die Fahndung nach dem respektive den Bombenlegern läuft angeblich wieder oder weiter auf vollen Touren, wobei man gespannt darauf sein kann, ob da wirklich noch etwas dabei herauskommen kann.“ An dat ass nëmme ee Beispill.

Här President, d'Regierung an den Här Frieden wollten a wëllen, dass d'Affär Bommeleeër opgekläert gëtt. „D'Opklärung vun där Affär ass Statsraison“, sot de Premier bei der Deklaratioun iwwert d'Lag vun der Natioun am Abrëll d'ëst Joer. Iwwregens huet de Robert Bieber dat de leschte Freideg an der Commission juridique daitlech gesot, ech zitiiere: „Ech hu selwer zweemol mat dem Premierminister doriwwer geschwat, an deen huet ëmmer insistéiert drop, dass déi Affär géif opgekläert ginn.“

Haut de Moie seet de Procureur général ofschléissend zu senger Pressekonferenz: „Bon, fir ofzeschléissen - lescht Remarque - muss ech feststellen, dass, trotz all deenen objektive Schwierigkeiten, deene mir an der Enquête begéint sinn, dass dat, wat fir d'Land schwätzt,

d'Tatsach ass, dass hei am Land am Endeffekt d'Institutioun geklappt hunn, wann och enner schwierigen Émstänn. D'Enquête konnt op en Enn gefouert ginn, an dat an där Richtung, déi d'Untersuchungsriichter, de Parquet an d'Enquêteuren hir ginn hunn. A wa mir bedauern, dass d'Affär net total opgekläert gouf, da muss ech soen, dass et wierklech keen Element gëtt, fir dem Här Frieden dofir d'Schold ze ginn.“

► **M. Xavier Bettel (DP).** - Wat heescht dat? Wat heescht dat?

► **M. Gilles Roth (CSV).** - Här President,...

► **M. Xavier Bettel (DP).** - Här President, ech wollt just den Här Roth froen: Wat heescht dat?

► **M. Gilles Roth (CSV).** - Ma dat heescht...

► **M. Xavier Bettel (DP).** - Well, wann ech d'„Lëtzebuerg Wort“ liesen, ass dat selbstverständlech e Fräischäin. Et ass näischt geschitt. Den Här Bieber huet e Rückzieher gemaach. Den Här Bieber huet sech ze wäit aus der Fënster gehait. An elo mécht en e Rückzieher. Hie bereit schonn, wat e gesot huet. Ass dat Är Interpretatioun vun deem Saz?

► **M. Gilles Roth (CSV).** - Ech ginn dovun aus, wann de Procureur général eng Deklaratioun virun der Press mécht, dass e voll a ganz...

► **M. François Bausch (déi gréng).** - En huet dat gesot. Wat Dir dran interpretéiert, Här Roth, dat ass awer en Ennerscheid.

► **M. le Président.** - Loosst elo mol den Här Roth hei wann ech gelift ausschwätzen!

► **M. Xavier Bettel (DP).** - Meng Fro ass just d'Interpretatioun, Här President,...

► **M. le Président.** - Dir kritt elo vum Här Roth eng Antwort.

► **M. Gilles Roth (CSV).** - De Luc Frieden huet a senger Qualitéit als Justizminister, en Amt, dat hien iwwregens zënter méi véier Joer net méi bekleet, keng Verfeelungen an deem Dossier gemaach. De Fait, dass hie sech emfrot huet, ob den Dossier nach kéint zu engem gudden Enn kommen, war eng normal Fro, déi sech ganz vill Leit deemools am Land gestallt hunn.

Et gouf jo eng Rei vun décken Affäre virun, déi opgrond vun esou enger laanger Enquête ni zu engem Ofschloss komm sinn. Jo, d'Affär „Bauerenzentral“ zum Beispill ass no engem penibelen Incident de procédure, deen eleng der Justiz zoueschreiwten ass, en fin de compte vun der Justiz selwer clôturéiert ginn.

De Minister huet eng Fro, nämlech déi, ob d'Instruktioun an der Affär Bommeleeër kéint zu engem gudden Enn kommen an deemno d'Affär viru Geriicht bruecht ginn, als Regierungsmember vis-à-vis vun dem Procureur d'État Bieber an der Madame Woltz zum Ausdruck bruecht. Déiselwecht Appréciatioun gouf och vum deemolege Procureur général, dem Här Klopp, vertrauden.

Dass des Meinung vum Procureur d'État respektiv vun der Madame Woltz anescht emfonnt gouf, ass bedauerlech. An dat Bedauern huet de Minister Frieden och haut nach eng Kéier virum Parlament, virum ganze Land zum Ausdruck bruecht.

Här President, all des Elementer beweisen, dass et keng Instruktioun gouf vun dem Minister Frieden un d'Justiz, fir den Dossier zouzemaachen. Just Erfannen, just Gefiller, just Meenungen, just Impressiounen, keen oder mangelden Appui ze kréien, a souguer zweedeiteg Impressiounen.

Jo, an engem Rechtsstat, do muss opgekläert ginn. Dat ass geschitt. D'Instruktioun vun dem Dossier Bommeleeër ass ofgeschloss. Jiddwereen, deen dozou bäigedroen huet, huet säi volle Mérite. D'Bommeleeër-Affär gëtt elo endlech viru Geriicht verhandelt. An dat ass och gutt esou. D'Leit hunn e Recht drop, fir dass d'Hannergrënn an där Affär ermëttelt ginn.

Mä, Här President, an engem Rechtsstat muss e Virwurf bewise ginn. An dat zielt och vis-à-vis vun engem Minister. Och iwwer ee Minister kann een net einfach mam Piffaass fueren, fir him politesch ze schueden, nom Motto: „Et bleift jo ëmmer wuel eppes hänken.“ Dat war schonn d'Taktik, wéi et sech jo elo erausgestallt huet, an där sougenannter Affär „Wickreng/Léiweng“.

► **Plusieurs voix.** - Ooh!

► **M. Gilles Roth (CSV).** - D'CSV-Fraktioun...

► **M. François Bausch (déi gréng).** - Allez, allez!

► **M. Gilles Roth (CSV).** - ...steet hannert dem Minister Luc Frieden.

► **M. François Bausch (déi gréng).** - Aarmséileg.

► **M. Gilles Roth (CSV).** - Et ass ee kompetenten a geruedlinnege Minister.

► **Plusieurs voix.** - Aarmséileg.

► **M. Gilles Roth (CSV).** - Hien huet als Justiz-, Finanz- a Budgetminister vill schwierig Dossieren am Interessi vum Land gehollef léisen. De Luc Frieden war iwwer zéng Joer Justizminister. Wann d'Affär Bommeleeër zu Enn bruecht ginn ass, a vill anerer, dann ass dat och, well de Justizminister vun deemools d'Zuel vun de Richteren daitlech an d'Luucht gesat huet. Hien huet domat der Justiz déi néideg Moyene ginn, fir gutt ze funktionéieren.

De Justizminister huet, op d'Interventioun hi vum Procureur d'État Bieber, de Generaldirekter an de Generalsekretär vun der Police ofgesat. Dat war eng schwéier Décisioun, well et gouf iwwerhaupt keng Prozedur dofir. D'Entbanne vun der Funktioun ass geschitt eenzeg an eleng op Reprochen hin an engem Bréif vum Procureur d'État, déi keng stroferechtlech Infraktiounen duergestallt hunn.

Här President, et gëtt keng haltbar Beweiser fir déi Considéatiounen, déi d'Fraktioun vun déi gréng virbréngen, fir dem Minister Frieden d'Vetrauen ze entzéien. Et ass ganz einfach falsch ze behaupten, de Minister Frieden hätt hei der Onofhängegkeet vun dem Parquet - déi, niewebäi gesot, a liest emol eng Kéier d'Texter, notamment d'Artikelen 80 an 82 aus der Justizorganisatioun, guer net esou daitlech ass - respektiv der Onofhängegkeet vun der Justiz geschuet. A mir applizéieren d'Onofhängegkeet vum Parquet an engem richtige Sënn, dee wäit iwwert dat erausgeet, wat an dem Gesetz iwwert d'Justizorganisatioun steet.

D'CSV-Fraktioun wäert dofir d'Resolutioun, déi dem Minister Frieden d'Vetraue soll entzéien, eestëmme oflehnen. Datselwecht zielt iwwregens fir déi Motioun, déi vun der DP erabruecht gouf. Dës Motioun ass drop ausgeluecht, fir der ganzer Regierung d'Vetrauen ze entzéien. Dës Motioun ass méi generell. Si betrëfft, niewent den Äusserunge vun de Magistraten an der Justizkommissioun vun dem leschte Freideg, och nach den Dossier „Geheimdängscht“.

De Statsminister ass a senger Interventioun op eng Rei Facetten an dem Dossier SREL agaan. Mir hunn awer fir de Geheimdängscht eng Enquêtékommisioun vun der Chamber agesat. Dës Kommisioun kéint esou lues op en Enn mat hiren Aarbechten. Dat soll ee faktuelle Rapport gi vu Verfeelungen a politesche Recommandatiounen, fir d'Gesetz iwwert de Geheimdängscht unzepassen. Dës Aarbechte solle bis Juli ofgeschloss sinn. Et schéngt deemno verfréit, fir haut am Detail iwwert deen Dossier SREL weider ze schwätzen, well jo nach iwwerhaupt kee Rapport virläit.

Fakt ass awer, dass d'Sitzungen an d'Zeienunhéierungen aus deene leschte Wochen an der Enquêtékommisioun gewisen hunn, dass eenzel Verfeelungen op d'eegegebare vun enger Handvoll Mataarbechter aus dem Service de Renseignement zrëckzeféiere sinn.

Fakt ass, dass vill Virwurf, déi an hirer eegener Regelméissegkeet scheinweise freides moies, den Dag vun eise Sitzungen, kolportéiert goufen, sech um Enn als net stéichhaltege erweisen hunn.

Fakt ass, dass de leschte Freideg den deemolegen Direkter vun dem Service de Renseignement, den Här Mille, enner Eed ausgesot huet, hien hätt Instruktioun vun dem Statsminister gehat, fir d'Geheimdängschtkontrollkommisioun iwwer alles, wat hien dem Statsminister gesot huet, och ze informéieren. Dass dat awer net a vollem Émfang geschitt ass, ass bedauerlech, mä berout op dem Direkter senger eegener Liesaart vun dem Geheimdängschtgesetz.

Fakt ass, dass an der Enquêtékommisioun sech e largé Konsens opzezeichnen dierft iwwert déi Punkten, wou dat Gesetz iwwert de Geheimdängscht aus dem Joer 2004 misst ugepasst ginn.

Här President, d'CSV-Fraktioun steet geschlossenen hannert der Regierung an hirer Gesamtheit a wäert och dofir, an deemselwechte Sënn wéi d'Motioun (veuillez lire: d'Resolutioun) vun deene Gréngen, och d'Motioun vun der DP eestëmme oflehnen.

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Roth. An dann huet sech als nächste Riedner den Här Lucien Lux agedroen. Här Lux, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Lucien Lux (LSAP).** - Här President, léif Kolleginnen a Kollegen, d'LSAP-Fraktioun huet sech et an deene leschten Deeg, fir net ze soen, an deene leschte Stonnen, net licht ge-



maach, fir eng Appréciation ze kréien iwwert déi Debatt, déi mer de Mëtteg féieren. Mir hunn och geronge mat dem Koalitionspartner, fir, esou wéi dat üblech ass, zu enger gemeinsamer Attitud ze kommen.

Dat war weingstens an engem Punkt net méiglech, dofir ass dat haut de Mëtteg - exceptionnel Zäiten, exceptionnel Moyenen - och heiansdo eng eegestänneg Position, mat, och weingstens an engem Punkt, enger eegestänneger Motioun (veuillez lire: Résolution), déi mer ofginn, fir eis Meenung, eis fair a gutt iwwerluechten, déifgrënneg iwwerluechten Appréciation zu dem Konflikt tëschent dem fréiere Justizminister an dem Här Bieber respektiv der Madame Woltz ze ginn. An ech bieden einfach jiddwereen, déi zwou Säiten, déi Position, déi mer geholl hunn, ze respektéieren.

## Résolution 2

La Chambre des Députés,

- *considérant les déclarations faites par le Procureur général d'État, M. Robert Bieber, au sujet des commentaires formulés par l'ancien Ministre de la Justice, M. Luc Frieden, relatives à l'enquête judiciaire menée dans le cadre du dossier «Bommeleeër»;*

- *considérant les affirmations formulées par l'ancien juge d'instruction directeur, Mme Doris Woltz, sur le même sujet;*

- *prenant acte des explications fournies par M. Frieden précisant qu'il n'a jamais été dans ses intentions d'ordonner aux autorités de justice de mettre fin à l'instruction en cours;*

- *prenant acte du regret exprimé par le Ministre que ses interventions aient pu être mal interprétées par les autorités de justice en charge du dossier;*

- *constate que les interventions de l'ancien Ministre de la Justice, sans constituer une immixtion fautive dans une instruction judiciaire en cours, ont, de par leur caractère répétitif, pu être interprétées effectivement comme un manque d'appui à l'enquête;*

- *estime que le Ministre a commis une erreur d'appréciation;*

- *constate cependant qu'aucun élément du dossier ne permet de conclure que l'ancien Ministre de la Justice ait eu l'intention de peser sur l'orientation et l'issue de l'enquête;*

- *réitère sa position que le pouvoir politique n'a pas à intervenir dans le cadre d'enquêtes pénales;*

- *exprime sa satisfaction que l'enquête menée dans le dossier «Bommeleeër» ait conduit à la saisine des tribunaux répressifs auxquels il incombe maintenant de dire le droit;*

- *estime, en l'état actuel des informations recueillies, qu'il n'y a pas lieu de prononcer une sanction politique à l'encontre de l'ancien Ministre de la Justice, M. Luc Frieden.*

(s.) Lucien Lux, Marc Angel, Alex Bodry, Ben Fayot, Claude Haagen, Lydia Mutsch.

Déi Affären, déi mer säit Wochen a Méint mat eis schleefen, déi Verfeelungen, déi mer feststellen, Dysfunctionnementer, déi mer feststellen, muss mer - an ech mengen, dass dëst Land dat ganz schnell brauch - hanner eis bréngen. Hanner eis bréngen, andeem mer dat offen, transparent a mat den noutwendege politesche Responsabilitäten, mat engem Befreiungsschlag, deen och zur Demission vum deem engen oder deem anere ka féieren, ganz schnell maachen. Dat ass eis intim Conviction, dass dat fir dëst Land a fir d'politesch Kultur hei am Land noutwendeg ass.

Mir brauche Vertrauen a Glafwierdegkeet. Et muss brutal kloer sinn hei am Land, dass dëst Land e Rechtsstat ass a bleift, eng gesond Demokratie, an dass all Dériven, déi mer feststellen, mussen en Enn kréien. Mir brauche Legitimität. An ech soen, d'Éier vum eis alleguer als Politiker ass am Moment dobaussen amgaangen ze leiden. An ech wëll jiddweringem heibanne soen, dass dat d'Responsabilitéit vum eis alleguer ass, an der Majoritéit besonnesch, mä och an der Opposition.

An ech mengen och, dass deen naasse Schwamp, deen e bëssen iwwert dësem Land läit, déi eenzel Saachen, déi geschitt sinn an deene leschte Wochen a Méint, eng extrem ongesond Situation ass. An ech schlësse mech gären un, ouni déi Debatt wëllen de Mëtteg ze féieren, zum Beispill iwwert déi extrem „Ruckelzegkeet“, an ech gebrauchen den Term vum Här Braz, ronderëm d'Enquête vum SREL, dass déi illegal, total illegal Enquête am Zesummenhang mat Pädophilie, dass dat eng extrem Ruckelzegkeet ass, wou mer heibannen, mengen ech, alle 60 eis eens sinn, dass et esou eppes net dierf ginn.

Mir brauchen och Handlungsfäegkeet. An ech soen dat, ouni doriwwer an den Detail ze goen, dass dës Regierung an dës Majoritéit an deene leschte Joren an eisen Aen gutt geschafft huet an handlungsfäeg war. Öffentlech Finanzen, Kompetitivitéit, Schoul, d'Kris meeschteren, d'Kris vill besser meeschtere wéi vill anerer, sinn Zeien dofir.

An et gëtt an dëser Koalition tëschent CSV an LSAP vill gemeinsam Orientierungen, fir dat fäerdegzebréngen. Et gëtt och vill, tëschent eis alleguer heibannen, genuch mënschlech Sympathien a mënschlech Wäerter, zesummenzעהale fir dëst Land, déi et erlaben, an esou enger Fro vum Demission oder Netdemission, fair a korrekt mat jiddweringem ëmzegen.

An heibanne wëssen der vill, dass mä perséinlech Verhältnis mam heitege Finanzminister Luc Frieden a politesche Froe bei Wäitem net ëmmer Harmonie ass an dass mer eis oft gestriden hunn, heibannen an och dobaussen, mä et muss erlaabt sinn, och an deenen Divergenzen, déi mer do hunn, dass dat, wat mer an der Beuerteelung maachen a Froe vum Demission, wat dee schlëmmste Fait ass, dee mer engem Politiker kënnen undinn, dass mer do eng fair a korrekt Analys maachen an zu engem Schluss kommen.

A wann ech soen, mir brauchen Handlungsfäegkeet, da mengen ech och - an dat ass dat, wat ech selwer, mä och vill vum eis heibannen, festgestallt hunn an deene leschte Wochen a Méint -, dass mer an der Tëschenzäit méi Zäit investéieren - fir net ze soen, heiansdo och vergeuden -, fir eis ëm all déi do Froen ze këmmen. An Dieu sait, dass et dobausse vill aner Froe géif ginn, déi et géifen erwaarde vum eis, sech méi dorobber ze konzentréieren a méi Zäit ze huelen.

An dofir ass et noutwendeg, dat doten hanner eis ze bréngen bis zur grousser Vakanz, déi Froen, déi alleguer am Raum stinn, bis zur grousser Vakanz hei ze diskutéieren, ze jugéieren, politesche Responsabilitäten ze diskutéieren, ze definéieren an zum Schluss ze kommen, fir dass mer erëm handlungsfäeg sinn alleguerten, an der Majoritéit, an der Opposition, fir eis och ëm aner Froe méi kënnen ze këmmen.

An ech wëll eppes ganz kloer soen, fir eis als LSAP-Fraktioun, dass an dëser Debatt de Mëtteg mir ganz kloer, an ech soen dat der Opposition, mir ganz kloer haut de Mëtteg keng Debatt wëlle féieren iwwert den Dossier vum Geheimdéngscht, iwwert den Dossier vum SREL. An dofir hu mer och eng Motioun, déi de Kolleg Alex Bodry wäert no mir hei argumentéieren, fir kloerzemaachen, dass mer sollten eis selwer an eis Aarbecht selwer respektéieren.

Mir sinn an enger Prozedur, an enger Aarbecht, an enger Commission d'enquête. Mir sollen déi Aarbechte vum där Commission d'enquête zu Enn féiere virum der grousser Vakanz. Ob dat da provisoersch ass oder net, dat mussen déi nächst Méint erweisen, an zu Konklusionen, politesche Konklusionen kommen - Här Bettel, wann ech gelift! -, zu politesche Konklusionen kommen, déi och eventuell, an ech hunn de Mëtteg ni esou däitlech - an ech apprécieieren et, am Numm vum eiser Fraktioun - vum Statsminister héieren, dass een do net ka fortlafen, dass een zu de politesche Responsabilitäten, déi et gëtt, steet an dass mer doriwwer mussen diskutéieren, wat dat da politesch heescht.

Dat soll deen Débat erweisen, wann de Rapport vum der Kommission virläit. A mir wäerten alles draschreien, wat mer an deene leschte Wochen a Méint héieren hunn, wat net geklappt huet, wat d'Dérivé waren, wat d'Dysfunktionnementer waren, alles ouni Ausnahm an dee Rapport schreien an zu Konklusionen kommen.

Mä haut wëlle mer eis konzentréieren op déi Fro, déi a sech jo eigentlech déi Fro war, déi mer ze diskutéieren haten, nämlich déi am Zesummenhang mat Aussoe vum dem fréiere Justizminister Luc Frieden. An ech mengen, och do komme mer zu enger Aschätzung, op déi ech wëll kommen, fir kloerzemaachen, dass mer sécherlech akzeptéieren - dat gehéiert zum politesche Spill, wollt ech soen, obschonn et an dësem Zesummenhang ganz weingeg Spill ass, mä et gehéiert derzou an et ass legitim -, dass d'Opposition versicht, aus där Thematik do een Amalgam ze maachen iwwer all déi Froen, déi am Raum leien, e Rundumschlag ze maachen iwwer all déi Froen. An ech mengen, dass mer dofir och keng vum deenen zwou Motiounen, déi vum der Opposition virleien, wäerte matdroen, well mer gären eng kloer Trennung hätten tëschent der Diskussion ronderëm de Luc Frieden, den Här Bieber an d'Madame Woltz.

Dat maache mer haut an dozou hu mer eng Motioun, fir eis Meenung ze soen. An dann hu mer Zäit, an zwou, dräi Wochen, iwwert déi aner Froe ronderëm de SREL a mam ofschléisende Rapport vum der Enquêtékommision ze diskutéieren.

Mir akzeptéieren, ech soen dat ganz roueg a ganz fein. Heibannen hunn ech net gären, wann et den Uschäi sollt erginn, dass heibannen Einzelner besser Demokrate wäere wéi déi aner. Passt alleguer op op déi Lektionen, déi Der esou schnell, ganz schnell an de Raum geheit.

Jiddwereen heibannen, a fir eis als LSAP soen ech dat, dass et an de Prinzipie vum dem Rechtsstat, der Anhalung vum de Prinzipie vum Rechtsstat iwwerhaupt keng Kompromësser ka ginn, soen ech, dass d'Gewaltentrennung, ob dat déi ass tëschent der Exécutive an der Justice, an och déi - an Dir wësst, dass mer dat als Fraktioun och ëmmer hei weisen - tëschent der Regierung an der Chamber. Zum Beispill an der Debatt nach virum e puer Deeg am Zesummenhang mam Cargolux-Dossier, hu mer ganz kloer bewisen, dass mer eis Meenung soen a scho mengen, dass d'Gewaltentrennung och hei soll gelieft ginn, dass de Prinzip vum der Onofhängegkeet vum der Justice, déi vum Parquet, den Devoir de réserve vum Minister, an dass all Justizminister virum allem eng Aufgab huet, sech virum d'Justice ze stellen an dofir ze suergen, dass se d'Moyenen huet, dass se en toute indépendance hir Aarbecht ka maachen.

An och déi, an ech hunn et scho gesot, vum der politescher Verantwortlechkeet vum de Ministeren a vum der Regierung in globo virum dem Parlament, dat ass de Gescht, dat ass den Esprit, dat ass de Kär, de Keim vum der parlamentarescher Demokratie, dass dee wichteg ass.

An ech soen och hannendrun, par rapport zu all deem, wat heiansdo och do gesot gëtt, dass och d'Fräiheet vum der Press an där Aarbecht, déi se mécht, déi heiansdo an oft onbequem ass. Mä wat se méi onbequem ass, wat se méi weist, dass mer an enger Demokratie sinn, a well mer domadder mussen liewen an net ze pipeg heiansdo solle sinn, wa mer op eenzel Saache reagéieren.

Zu der Fro kommen ech, zu deem Zwist, deem Konflikt, deem Litige, wéi Der et wëllt nennen, tëschent dem fréiere Justizminister Luc Frieden an dem Här Bieber an der Madame Woltz. Fakt ass, dass den deemolege Justizminister Luc Frieden den deemolege Procureur d'État Robert Bieber ab 2001 regelméisseg op de Fortgang vum der Enquête judiciaire am Dossier Bommeleeër ugesprach huet. Fakt ass och, dass de Minister Frieden 2006 d'Untersuchungsrichterin Doris Woltz dorobber ugeschwat huet, an dat eng Kéier - an ech mengen, do muss mer weinstens apprécieieren, dass déi eng Kéier eng Kéier war, déi en Hasard war, op engem Basquetsmatch zu Contern. Dat war also keng gewollten Interventioun, mä déi hu sech do par hasard begéint.

Onbestriden ass och, dass de Minister Frieden zu kengem Zäitpunkt ausdrécklech, formell, egal wéi ech et wëllt nennen, eng Astellung vum där Enquête do gefuerdert huet. Ech mengen, keen heibanne kann dat behaupten, an och keen huet dat aus der Justice aus iergendengem Moment, sief et an der Juridique oder op iergendenger anerer Plaz gesot.

Ëmstridden ass op där anerer Säit d'Regelméissegkeet. Am Fall vum Här Bieber - bei der Madame Woltz net, do war et en deemolege Virgang -, déi Form, déi genau Wuertwahl, déi Absicht, déi beim Minister bestanen huet, Afloss op d'Enquête ze huelen oder souguer Drock op d'Justice auszeüben, fir den Ermëttlungen en Enn ze maachen, oder ob et an där Fro hei en Emfanne war, en atmosphäresch Emfanne war, am Ree stoe gelooss ze ginn an dann och e Mëssverständnis tëschent deene jeeweilegen Acteure ka sinn.

An dëser Fro, an ech hunn haut de Mëtteg näischt esou héieren, déi net moyennant Schrëftstécker oder Opnahme ka gekläert ginn, geet et also em ënnerschiddlech Interpretationen, Emfannungen, Atmosphäresches.

Den Här Bieber nennt dat: „Wéini maacht Der den Dossier endlech zou? Schléisst dach of domadder!“ Hie war net frou iwwert d'Enquête. Hien hätt léiwer gehat, mir géifen ophalen. Hien huet ni gesot: „Haalt op domadder. D'Madame Woltz an ech, mir stounge remarquabel eleng do.“ an esou weider.

Bei der Madame Woltz, an dat ass schonn de Mëtteg gesot ginn, huet et geheescht: „Den Här Frieden huet mech gefrot, wéini deen da géif zougemaach ginn.“ A si huet gesot, an ech war an där Sëtzung e Freideg an der Commission juridique dobäi - iwwerengens e remarquable Virgang, deen, mengen ech, eis Gewaltentrennung sech net ze vill oft soll erlaben -, si ass heem gang a si huet sech erschloe gefillt. Dat muss mer zur Kenntnis huelen.

An den Här Frieden op seng Aart a Weis seet, en hätt ni Wieder wéi „opportun“ oder „endlech“ geholl. „Wéini kënnt déi Enquête dann op d'Gericht? Wéini kommt Der da mat där Affär op en Enn?“ an esou virum. An hien huet och gesot: „Mir hunn och aner Saachen hei am Land ze maachen.“

Den Här Frieden huet dat de Mëtteg nach eng Kéier gesot. Hien huet ganz kloer betount, en hätt d'Justice am Allgemengen an d'Enquête ëmmer ënnerstëtzt, den Enquêteuren en Appartement genehmegt, direkt, ouni Diskussion. Hien huet - an ech kann dat heibanne soen, fir deemools Member vum der Regierung gewiescht ze sinn - den Här Reuland an den Här Stebens ofgesat, an dat war keng einfach Décision.

An ech weess selwer, fir mat dem Här Frieden doriwwer diskutéiert ze hunn, dass e sech schonn an deem Spannungsfeld, dat e virdu beschriwwen huet, tëschent dem Anhale vum de statutaresche Regeln an der Foncion publique an där politescher Décision, déi e geholl huet, schwéier gedoen huet. An dat war u sech zu senger Eier, dass e sech et schwéier gemaach huet, well esou lichtfankeg kann een, mengen ech, am Stat an deene Froen och net mat de Leit ëmgoen.

Ech hunn iwwerengens och, an ech soen dat, well ech dat gëschter oder de Moien héieren oder gelies hunn. Et ass gëschter gesot gi vum engem Enquêteur, mengen ech, dass de Projet de loi iwwert d'Entrave à la justice, dass déi vum Minister bewosst an d'Längt gezu gi wär, dass e versicht hätt, déi an iergendeen Tiroir fléissen ze loosse.

Mir hunn doriwwer selwer de Moien eis bei all deene Beamten, déi do am Circuit waren, déi dorobber geschafft hunn, ëmfrot, an ech muss dat heibanne soen, well och dat gehéiert, mengen ech, zu enger Diskussion, déi ee féiert, net nëmme an eng Richtung ze kucken.

Ech muss soen, dass déi Beamten, déi domadder ze dinn haten, ganz kloer gesot hunn, dass dat net de Fall war. Dass et keng Interventioun, politesch Interventioun vum deemolege Minister gouf, fir dee Projet de loi do, aus deem Grond, dee jo vum den Enquêteuren an de Raum gestallt gëtt, fir deen ze behënneren.

Ech soen dat hei, well dat fir eis an deene leschten dräi Deeg richteg a wichteg war, fir korrekt, fair, propper an all Richtunge kucken ze goen, wat fir Impressiounen zu där Fro hei kéimen.

Ech wëll och ganz kloer soen, Här fréieren... Kann een dat soen? Här fréiere Justizminister, et kann een och ganz kloer soen, dass Dir offenbar mëssverständlich bei deene Leit ukomm sidd. Dat ass dat mannst, wat ee ka soen, wann een e Freideg dobäi war a wann een alles héieren huet.

Dass Der onvorsichteg lech verhalen hutt, fir widderhuelt, regelméisseg do nozefroen. An ech muss soen, dat ass och an eiser Fraktioun hin an hier diskutéiert ginn, dass esou e Saz: „Mir hunn och nach aner Saachen hei am Land ze maachen“, wann deen esou gesot ginn ass, dass dee Limite ass, well dorausser, mengen ech, kann ee schonn d'Konklusion zéien: „Leet deen do dach emol op d'Säit a këmmert lech ëm aner Saachen.“ Dat kann een dorausser zéien. Ech halen dat fir e Saz, dee Limite ass. An ech wëll dat och hei soen.

Ech wëll soen, dass an dësem, well sech, an da schwätzen ech elo erëm fir déi aner Säit, dass sech vill braquiert ginn ass op déi Ausso vum Procureur d'État, dem Här Bieber, vum de Moien, an déi Konklusion, déi e gezunn huet am Zesummenhang mat lech, Här Frieden. Dee Saz kann een esou liesen an et kann een esou liesen.

Ech héieren, dass souguer um Parquet selwer am Moment dru geduecht gëtt, fir richtegze stellen, wéi e geduecht ass, fir dass keen dee Saz falsch zu sengen Zwecker eraushëlt. Ech mengen, dass et wichteg ass, kloer ze gesinn, dass den Här Bieber och de Moie ganz kloer wollt soen: „Egal wat fir eng Froe gestallt gi sinn egal wéi regelméisseg d'Froe gestallt gi sinn, mir hunn eis Aarbecht gemaach.“ An ech mengen, dass dat fir de Rechtsstat, fir eis haut de Mëtteg, wichteg ass dat ze wëssen.

D'Konklusion vum deem, wat ech wëll soen am Numm vum eiser Fraktioun. Mir sinn zu enger Konklusion komm an der Fro: „Muss de fréiere Justizminister Luc Frieden weinst deene Faiten an Diskussionen, déi mer hunn, demissionéieren?“, dass mir do zur Konklusion komm sinn: Neen, dat wär net fair an dat wär net, opgrond vum de Fakten, eng politesch Décision geholl.

E Récktrëtt op der Basis vum Mëssverständnis, vum ënnerschiddlechen Emfanne vum engem Situation, ass an eisen Aen net gerechtfäerdeg, wann ee sech un all déi Prinzipien, déi elo schonn hei während zwou Stonne virgeluecht ginn, wann ee sech un déi Prinzipien alleguerten hält.

Ech wëll derbäi soen, ier ech e Wuert iwwer eis Motioun soen, och am Nodréglechen - an den Här Bodry huet et deemools ganz däitlech gemaach -, kloerzemaachen, dass déi Doppelfonction Minister vum der Justice a Minister vum der Police nodréiglech nach eng Kéier keng





gutt Situatioun war. Si huet e Minister an on-méiglech Situatioun bruecht an esou engem Konflikt, deen, wéi deen heien op dem Pult louch - an e louch um Pult, forcément louch en um Pult -, war dat keng gutt Situatioun.

Den Här Bodry huet dat deemools am Numm vun eiser Partei och ganz däitlech gesot. Et ass duerno och net méi widderholl ginn. An ech mengen, mer sollten eis haut och d'Wuert ginn, dass mer et och an Zukunft ni méi maachen, well et schonn am Keim Problemer mat sech bréngt, déi hei leien.

Mir hunn an enger Resolutioun festgehalen, dass mer d'Bedauere vum Minister haut de Mëtteg nach eng Kéier ganz däitlech, d'Bedauern, wa seng Wieder, wa seng Interventiounen, seng Froe falsch ukomm sinn, dass en dat bedauert, dass en dat gemaach huet. Mä mir wëllen an där Resolutioun och soen, dass mer der Meenung sinn, dass en, mir nennen dat eng Erreur d'appréciation gemaach huet, wéi e sech esou verhalen huet.

En huet falsch ageschat, wéi seng Aussoen, seng Froen, seng regelméisseg Froen op där anerer Säit ukomm sinn. An en huet domadder zu engem Emfanne gefouert, wat forcément zu engem Emfanne vu feelender Ennerstetzung gefouert huet. Mir mengen och, dass et noutwendeg ass kloerzemaachen, dass dat net dozou gefouert huet, dass déi Enquête iergendwéi eng Entrave kritt huet. An dat ass de Moie jo, mengen ech, däitlech vum Här Bieber gesot ginn.

A mir mengen dofir, dass, à l'état actuel, bei deenen Informatiounen, déi mer virleien hunn, an no dräi Deeg roueger, seriöser, korrekter, fairer Analys vum Problem mir der Meenung sinn, déi Motiounen, déi Resolutiounen vun der Opposition net kënnen ze stëmmen an domadder net kënnen d'Demissioun vum fréieren Justizminister ze ennerstetzen.

Merci.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Lux. An als Nächste kritt den Här Gibéryen d'Wuert.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, iwwer Méint scho rumouert et ferm hei am Land. Vill Leit stelle sech déi berechtigt Fro: Wat ass lass hei am Land? Wou steiert dat Land hei hin? Wat fir eng Zukunft hunn eis Kanner nach an diesem Land? Dat no jorzéngtelaanger Héichkonjunktur, wou d'Politik a grouss Deeler vun eiser Gesellschaft nëmmen esou aus dem Volle konnte schäffelen.

Den Här Jean-Claude Juncker konnt all Problemer mam Scheckheft léisen an esou seng CSV-Wahlclientèle bei der Staang halen, Posten a Pöstercher schafen, fir CSV-Leit ze placéieren an esou en CSV-Stat opzebauen, wou all Fonctiounen hei am Land an och an Europa, wichteg Fonctiounen mat CSV-Leit besat sinn.

Vill vun dese Leit sinn als CSV-Leit bekannt; vill méi sinn der net als CSV-Leit bekannt, sinn et awer. An esou huet iwwer d'Joren d'CSV sech dese Stat ennergeuerdent. Et ass e richtegen CSV-Stat ginn, wou eng Partei alles kontrolléiert an decidéiert. Dat huet zu enger Iwwerhiefflechkeet an Arroganz gefouert, ënnert dem Motto: „Eis béit keen den Aarm. Mir maachen, wat mir wëllen. Wat net därer sinn, dat kann net sinn.“

Nëmmen esou war et iwwerhaapt méiglech, dass verschidden Affären iwwerhaapt konnte geschéien, well se sech ëmmer sécher waren, egal wat geschitt, et sëtzt ëmmer een CSV-Mann op där richteger Plaz, deen d'Affär scho bremsen oder an déi richteg Richtung dirigéiert, dat heescht ënnert de berühmten Teppesch kiert.

Déi CSV-Arroganz huet bis haut ëmmer ugehalen. Well no all deem, wat an deene leschte Wochen a Méint geschitt ass, wieren an all aner Demokratie an all anerem Rechtsstat souwuel de Jean-Claude Juncker wéi de Luc Frieden scho laang net méi an hirem Amt.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Très bien!

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Mä mat aller Konsequenz hale si un hire Still an un hirer Muecht fest. De beschte Beweis, dat war net méi spéit wéi haut de Moien, wéi den Här Procureur général eng eege Pressekonferenz huet missen aruffen, fir sech géint eng Verleumdungscampagne ze wieren, déi anscheinend vun Deputéierte géint hie gemaach gëtt oder ginn ass, fir hien, wéi e gesot huet, futti ze maachen. Wann dat sollt stëmmen, da beweist dat, dass Leit, wann et ëm hir Muecht geet, no näischt méi kucken.

Haut diskutéiere mer net nëmmen iwwer eng Affär Frieden, mä och, géif ech soen, iwwer eng Affär Juncker. En éischt Beispill: d'SREL-Affär. Ouni elo d'SREL-Affär am Detail hei ze dévopperéieren - dat soll jo nach virun der Summer-vakanz an enger separater Chamberdebatt geschéien -, steet dach awer elo schonn oncon-

testéiert fest, dass während Joren am SREL ganz grouss an net verzeibar Dysfonctionnementer stattfonnt hunn. Ech brauch net op déi eenzel Punkten anzegoen, meng Virriedner hunn dat gemaach.

Ee SREL, wou déi politesch Responsabilitéit awer beim Statsminister läit. Ee Statsminister, dee sech haut elo versicht erausrieden. Hien hätt an der Vergaangeneheet Wichtegeres ze di gehat, wéi sech mam Geheimdéngscht intensiv ze beschäftegen, oder sech net méi esou genau kann erënneren. Och gëtt ëmmer méi offensichtlech, dass de Statsminister vu vill méi wosst, wéi dat, un dat hie sech wëllt nach erënneren. Egal wéi, ob hien alles wosst oder nëmmen zum Deel, hien dréit eleng déi politesch Responsabilitéit a misst duerfir och d'Konsequenzen zéien an zrëcktrieden.

Zweet Beispill: d'Bommeleeër-Affär am Zesammenhang mam Här Frieden. Eleng d'Tatsaach, dass e Procureur général an d'Offentlechkeet geet, an d'Chamberkommissioun kënnt, ass schonn eng extra, fir net ze soen, eemoleg Saach. D'Uschëllegung sinn enorm. Eëmmer erëm a regelméisseg huet de Justizminister no-gefrot, wéini déi Affär um Enn wier. „Hutt Dir keng wichteg Saachen ze maachen?“, an eng ganz Rei vun aneren Zitater, déi ech elo net nach eng Kéier muss hei widderhuelen. Deeselwechten Toun vun der Madame Woltz, déi no engem Gespréich erschloer war.

Gëschter am Bommeleeër-Prozess hunn d'Enquêteure gesot, dass se enner Drock gesat si ginn, an zwar vu ganz uewen. Den Här Frieden seet zwar, hien hätt dat net esou gesot oder e wier falsch verstane ginn, dat wier net säi Sproochgebrauch, a schonn guer net als Jurist géif hien esou eppes soen, mä den Här Bieber an d'Madame Woltz si menger Meenung no och dach Juristen, an net déi mannst. Déi wäerten dach awer och wëssen, wann een eppes zu e seet, wat en domadder mengt. Och wann den Här Frieden net kloer gesot huet: „Maacht den Dossier zou“, wat e jo och hätt kënnen soen, esou hätt hien awer méi wéi kloer mat der Scheierpaart gewénkt, wat hie gären hätt.

Dir hutt lech doudsécher verstanen, den Här Frieden, den Här Bieber an d'Madame Woltz. Dir hutt net laanschteenee geschwat. Duerfir muss och hei déi politesch Konsequenz vum Här Frieden gezu ginn, fir ze demissionéieren.

Den Här Statsminister seet ëmmer, fir d'Lescht an der Chamber hei bei senger Deklaratioun zu der Lag vun der Natioun, dass hie gären hätt, dass d'Bommeleeër-Affär géif opgekläert ginn. Wann dat lech, Här Statsminister, escht gemengt ass, da muss Der Are fréiere Justizminister entlossen. Well deen alles gemaach, fir dass d'Affär net sollt opgekläert ginn.

Et gëtt awer och eng aner, fir mech och plausibel Erklärung, an dat ass déi, dass d'CSV iwwerhaapt keen Interessi drun huet, dass d'Bommeleeër-Affär opgekläert gëtt, an dass de Statsminister offiziell no baussen ëmmer erëm no Oplklärung verlaangt an en Zweeten, een aus der zweeter Rei, an diesem Fall den Här Frieden, soll derfir suergen, dass d'Affär à la CSV-Manéier klasséiert gëtt. Egal wéi, d'Saach ass opgefllun a politesch Konsequenzen mussen duerfir gezu ginn.

Als ADR hu mir d'lescht Woch direkt no der Sitzung vun der Justizkommissioun d'Demissioun vum Här Frieden verlaangt, an no de rezente Evolutiounen ass eng Demissioun vun der Regierung méi wéi berechtigt. An duerfir wäerte mir och des zwoou Resolutiounen respektiv Motiounen stëmmen.

Nach zwoou Schlussbemierkungen. Gëschter hunn ech zrëckgeduecht un deen Dag, wéi de Johnny Lahure als Gesondheitsminister demissionéiert huet, well en déi politesch Responsabilitéit iwwerholl huet fir d'Dysfonctionnement, déi a sengem Ministère stattfonnt hunn. Net hien hat e Feeler gemaach, mä a sengem Ministère si Feeler geschitt. An dach hat hien den Anstand, fir duerfir seng politesch Konsequenz ze zéien an als Minister zrëcktrieden.

Deemools 1998 huet d'Chamber am Sitzungssall vun der Gemeng Lëtzebuerg getaagt. An de Johnny Lahure huet och do no enger Sitzung eng Pressekonferenz ginn, wou hie seng Demissioun bekannt ginn huet. An der Entrée vum Sitzungssall souz niewent der Dier um Buedem de Lucien Lux nozelauschteren. Ech souz niewent him um Buedem och nozelauschteren. A wéi de Johnny Lahure seng Demissioun bekannt ginn huet, huet de Lucien gekrasch. E Moment, deen ech ni vergiessen.

Deemools, Lucien, hues Du fir e Kolleg gekrasch, deen den Anstand hat, seng Responsabilitéit ze huelen, fir eppes, wat hie perséinlech net gemaach hat a perséinlech net derfir konnt. An haut, de Lucien Lux, kënnt en heihinner am Numm vun der LSAP an en huet net déiselwecht Meenung vis-à-vis vun engem

CSV-Minister a jéimert hei no riets an no léns mat dem Resultat, dass si awer den CSV-Minister weider droen. Ee Minister, deen net d'Konsequenz muss droe fir Feeler, déi a sengem Ministère gemaach gi sinn, mä Feeler, déi hie selwer gemaach huet, wat vill méi schlëmm ass wéi deemools, wat beim Johnny Lahure de Fall war.

De Johnny Lahure wäert wahrscheinlech dee leschte Minister gewiescht sinn hei zu Lëtzebuerg, deen déi Eierbarkeet a sech gedroen huet, d'Konsequenzen perséinlecher Natur ze droe fir Dysfonctionnement, déi a sengem Ministère geschitt sinn.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Très bien.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - D'Sozialiste vun haut sinn eng weider Kéier leider ëmgefall a bleiwe léiwer op Posten a Pöstercher pechen, wéi déi Idealer a Wäerter, déi se no bausse vertrieben, an hirem politeschen Alldag och unzewenden.

► **M. Lucien Lux (LSAP).** - Dat do ass scho bal Rufmord...

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Zum Schluss wëll ech nach op eng Fro agoen, déi ech an de leschten Deeg nawell méi oft hei am Land gestallt krut: A wie féiert dann d'Land, wann de Juncker an de Frieden net méi do sinn? Et kann een deene Leit nëmmen äntworten: Egal wie muer d'Land féiert, schlëmmer wéi et elo ass, kann et net méi kommen!

Net nëmmen, dass mir eng institutionell Kris am CSV-Stat hunn, mä och hir politesch Bilanz ass katastrophal. No jorelaangem Finanzboom ass keen Euro Reserve méi do an d'Schulde klamme massiv. Trotz Wirtschaftsboom ass de Chômage op Rekordhéicht. D'Wunnengsnout ass esou grouss, dass den Normaltierfleche muss an d'Ausland flüchten, fir eng bezuelbar Wunneng ze kréien. De Schoulniveau ass esou déif wéi nach ni, mam bekannte Resultat. D'sozial Kohäsioun am Land ass méi wéi fragil. De Verkéierschaos ass perfekt. An dat, wat Lëtzebuerg ekonomesch bis elo ausgemaach huet, gëtt lues a lues un d'Ausland verhökert.

D'Zukunft vun eise Kanner war nach ni esou belascht an ongewëss, wéi dat haut de Fall ass. An engem Wuert: eng katastrophal politesch Bilanz, där keen am Land brauch nozkräischen. D'Resultat vu jorzéngtelaanger CSV-Günstlingswirtschaft, déi elo zum Deel a sech implodéiert. Duerfir wier en Neufank duerch Neiwahlen dat Besch, dat diesem Land kéint geschéien!

Merci.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Gibéryen. An als nächste Riedner ass den Här Henckes agedroen. Här Henckes, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Jacques-Yves Henckes (Onofhängeg).** - Merci, Här President. Ech mengen, eppes ass ganz originell hei zu Lëtzebuerg. Dat ass, dass net d'Dossiere vun der Economie, vum Sozialen, vum Budget prédominéieren, mä d'Dossiere vum Bommeleeër a vum SREL. Wann een d'Televisioun oder de Radio opmécht, ass dat den Haaptujet. Dat ass unique.

Et muss een awer och soen, dass munches onkloer ass, dass et ganz schwéier fir den normale Bierger ass, fir ze verstoen, wat genau geschitt ass a wou et genau ëm d'Donnéeë geet. Dofir wëll ech och hei versichen en toute objectivité e puer Punkte festzehalen iwwer den Dossier SREL. Do wäerte mer jo nach eng Debatt kréien, mä ech wëll awer just do ervirsträchen, dass mer eng Commission de Contrôle parlementaire hu vum SREL, wou een net weess, wat déi gemaach hunn an all deene Joren, well dat jo geheim ass.

A mir hunn och festgestallt, dass mir eng Commission d'enquête parlementaire hunn, wou aacht vun deenen 13 Memberen iergendwann eng Kéier an der Commission de Contrôle parlementaire vum SREL waren. Dat heescht, ils sont juge et partie! Doriwwer kënnen mer dann nach eng Kéier diskutéieren. Mä et ass kloer, dass och do munches awer nach an der Diskussioun wäert bleiven.

Wat d'Bommeleeër-Affär ugeet, esou baséiert alles op engem Interview vum Robert Bieber, wat e spontan, anscheinend, gemaach huet bei engem Radio, an dat siwe Joer no de Faiteen. Dat, wat ech mech froen, dat ass, wann ech de Procès-verbal vun der Commission juridique vum 16. November 2005 kucken, wou mer iwwer d'Affär Bommeleeër geschwat hunn, firwat den Här Bieber deemools kee Wuert doriwwer gesot huet, dass Problemer wieren um Niveau vun den Diskussiounen mam Justizminister. Do ass just nëmme Rieds gaang, dass et puer den Enquêteure keng Unanimitéit géif ginn, mä soss ass näischt weider gesot ginn.

Et ass och nach e puermol doriwwer diskutéiert ginn, och iwwer de fréieren Direkter vun der

Police, den Här Reuland. An ech erënnere mech och do nach: An der Commission juridique ass een Ablack d'Fro opgeworf ginn, well den Direkter vun der Police gehéiert gi wier vun der Untersuchungsriichterin. Déi huet e gefrot, firwat de fréieren Direkter vun der Police eng Kéier sonndesmueres ëm zwoou Auer an der Nuecht zwee Enquêteure bestallt huet, fir eng Enquête ze stoppen.

Hien huet sech deemools net méi drun erënnert, dass en déi Leit sonndesmueres ëm zwoou Auer bei sech an de Büro bestallt hat. Ech erënnere mech, dass mäi Commentaire deen Ablack war, dass en deen Ablack virun der Untersuchungsriichterin gelunn huet oder en hätt Alzheimer. Mä eent vun deenen, dat war et. Op jidde Fall, wat ech festgestallt hunn, dass ass, dass zwee Deeg méi spéit den Här Reuland net méi Polizeidirekter war.

Dat, wat een och muss festhalen an dat elo ganz distinguéieren, dass sinn d'Relatiounen Frieden mam Procureur d'État Bieber. Ech mengen, et muss een als Justizminister eng Person hunn, mat där een de Fonctionnement vun der Justiz diskutéiert. Dass een do dann net ëmmer eens ass, dass kann ech mer gutt virstellen.

Souguer mir an der Commission juridique sinn heiansdo net mam Här Bieber eens gewiescht, zum Beispill wat d'Inamovibilitéit vun de Riichterinnen ugeet. Do war den Här Bieber als Parquet général guer net zefridden, dass mer op eng Kéier gesot hunn, esou wéi hie sech et géif virstellen, géng et net goen. Dass do natierlech keng Unanimitéit besteet, dass schéngt mer eng ganz Evidenz ze sinn. Mä et ass awer munches, wou awer och en Accord besteet. An ech mengen, dass Wichtegst ass, dass trotz Divergenzen awer eppes geschitt.

Ech constatéieren och, dass den Här Bieber als Procureur général haut de Moien an der Pressekonferenz, déi e gehalen huet - Zitat -, gesot huet: „De Frieden keng Schuld, dass de Bommeleeër-Fall net komplett opgekläert gouf.“ Ech mengen, dass ass eng wichteg Ausso. Déi muss een einfach faktuell feststellen, an dass also net deen Ablack ka vun enger Entrave à la justice Rieds goen. Well souguer, wann d'Gesetz eréischt den 10. Juli...

► **M. le Président.** - Här Henckes, erlaabt Der, dass den Här Bettel lech eng Fro stellt?

► **M. Jacques-Yves Henckes (Onofhängeg).** - Jo.

► **M. Xavier Bettel (DP).** - Ech wollt just dem Här Henckes soen, dass um 16.31 vum RTL - oder 23 - eng Nouvelle komm ass: „De Procureur Bieber stellt kloer, dass et him de Moien net drëm gong, de Luc Frieden wäisszewäschchen. Duerch säi Verhale wär d'Enquête méi schwéier ginn.“ Dat heescht, den Här Bieber, déi Sätz, déi en de Moie gesot huet, si falsch verstane ginn. An den Här Bieber huet dowéinst elo am Nomëtteg, an dat ass déi lescht Nouvelle, wierklech gesot, dass et net drëm gong, de Luc Frieden wäisszewäschchen. Duerch säi Verhale wier d'Enquête méi schwéier ginn. Ech wollt just dem Här Henckes, well en elo hei sëtzt an dat vläicht net matgedeelt kritt hat, dass awer soen, net dass en elo falsch läit.

► **M. Jacques-Yves Henckes (Onofhängeg).** - Neen, mä ech wëll just nëmme soen, dass dat u sech awer net vill un der Saach ännert.

(Interruption)

Well et ass kloer, dass souwuel de Procureur d'État wéi den Här Justizminister do verschidden Iddien haten, an dass natierlech, wann ee seet, dass soll eppes accélériert ginn,...

(Interruption)

...dass deen Ablack munches net an der Rei ass, dass deen Ablack... An ech mengen, deen eenzege Reproche, deen ech ka gutt verstoe vum Här Bieber a wou ech en absolut als Mënsch géif ennerstetzen, dass ass, dass hie gären encouragéiert gi wier. Mä dat ass awer kee Problem juridique, dass ass keng Entrave à la justice.

Well mir wëssen alleguerten, dass d'Gesetz zwar eréischt den 10. Juli 2011 gestëmmt ginn ass, mä wann d'Faiteen hei 2006 waren, dann hätt dat souwisou net gespillt. Mä egal wéi, reng um Moraleschen ass dat heiten awer net de Fall gewiescht. An dofir mengen ech, dass déi kleng Messverständnisse, déi kleng Diskussiounen, dass dat awer net esou grave war, well soss hätt den Här Bieber op jidde Fall an deene Réunionen mat der Commission juridique, wou mer e gefrot hunn iwwer d'Affär Bommeleeër, garantéiert iergendwéi Wuert gesot, fir ze soen, dass en en décke Problem mam Här Frieden hätt. Well den Här Frieden war an all deene Sätzungen och mat derbäi.



Dann ass effektiv eng aner Problematik, dat sinn déi Relatiounen tëscht dem Justizminister an der Madame Untersuchungsriichterin. Do muss ech éierlech soen, datt dat hei typesch Lëtzebuergesch ass. Dat ass, wann op eng kéier e Justizminister op e Basketballmeeting geet, datt en deen Ablack déck Chancen huet en Untersuchungsriichter ze begéinen, fir iwwer eng Affär ze schwätzen. Dat kann natierlech bal nëmme méi hei zu Lëtzebuerg geschéien.

An ech muss éierlech soen, datt och do... Wa mer hei de Procès-verbal kucken, ass gesot ginn, datt den Dossier soll zougemaach ginn. Ech hunn nach gefrot, ob dat soll clôturéiert sinn oder accélériert oder bâcléiert sinn. Do huet d'Madame Doris Woltz deklariert, datt e just nëmme soll zougemaach ginn, mä ouni ze preziséieren, an et ass och aus dem Gespréich net erauskomm, wat sollt genau gemengt sinn, wéi do vun „zougemaach“ geschwat ginn ass.

Datt dunn eng Untersuchungsriichterin dat dann anescht interpretéiert, datt se sech do-duerjer net encouragéiert fillt, dat mag sinn, mä ech gleeuwen awer net, datt dat wesentlech ass.

Mä wat net gutt ass, dat ass, datt den Här Justizminister, souguer wann et op engem Basketballmeeting ass, datt mer dann esou Debatte bei féieren. An dofir wollt ech och eng Resolution erabréngen, wou mer soen, datt mer bedauern, datt den Här Justizminister zwar soss seng Meenung verteidegt huet, mä datt mer just bedauern, datt mer bei deene Circumstances do hätte missen eng Debatt féieren iwwert den... ob jo oder neen, bei „zoumaachen“, ob et em eng Clôture gaangen ass, eng Clôture bâclée oder soss. Déi Problematik ass net diskutéiert ginn. An dat muss ee wierklech bedauern, datt et eben esou ass. Ech mengen, dat muss een objektiv festhalen.

### Résolution 3

La Chambre des Députés

- *considérant que le Ministre de la Justice Luc Frieden est intervenu en 2006 auprès de la juge d'instruction chargée de l'affaire «Bommeleeër» au sujet de l'instruction en cours et lui a demandé de clôturer (zoumaachen) le dossier «Bommeleeër»;*

- *considérant que selon le Ministre Luc Frieden sa demande visait à accélérer la procédure d'instruction;*

- *considérant que la juge d'instruction l'a compris comme un souhait de bâcler le dossier d'instruction;*

- *considérant que tout Ministre de la Justice a un devoir de stricte neutralité dans les affaires pendantes devant les tribunaux et la magistrature assise, mais qu'il est en droit de s'enquérir sur une affaire en instruction d'une grande importance comme l'affaire «Bommeleeër», à condition que cette intervention se borne à voir accélérer la procédure;*

- *exprime sa désapprobation de ce que Monsieur Luc Frieden, Ministre de la Justice en 2006, soit intervenu auprès de la juge d'instruction en charge du dossier «Bommeleeër» en lui demandant de clôturer le dossier sans préciser que son intervention visait exclusivement à voir accélérer la procédure.*

(s.) Jacques-Yves Henckes, Jean Colombero.

Wat d'Resolutioun vun deene Gréngen ugeet, esou soen ech, datt mer - an den Här Colombero ass do mat mir d'accord -, dat ass, datt mer hei eng Resolutioun hunn, wou et de viregte Minister betrëfft an net den ablackleche Minister, datt ech do also net vill Logik gesinn, fir dat elo opzuerwerfen.

An d'Resolutioun vun der DP, mat där kënne mer och net d'accord sinn, well dat géif heeschen, datt déi nächst Wahlcampagne...

► **Plusieurs voix.** - Wie si mir?

► **M. Jacques-Yves Henckes (Onofhängeg).** - Mir? Ma ech soen, den Här Colombero an ech selwer...

► **Plusieurs voix.** - Aaahhh!

► **M. Jacques-Yves Henckes (Onofhängeg).** - ...an d'Halschent vun de Wieler vun der ADR, déi mer representéieren.

Déi aner Saachen, déi ee muss hei festhalen, dat ass, datt ech schlecht gesinn, datt mer elo eng Wahlcampagne hätten, wou d'Haaptthema SREL wieren an de Bommeleeër, an datt iwwert déi wirtschaftlech a finanziell a sozial Problemer hei am Land net géif geschwat ginn.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Henckes. An als nächste Riedner ass den Här Urbany agedroen. Här Urbany, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Serge Urbany (déi Lénk).** - Jo, Här President. Et gétt esou vill vun der Pressekonferenz vum Här Bieber de Moie geschwat. Ech hätt mer gewënscht, dass déi Leit, déi dorauer zitëieren, och géifen e bësse méi eingehend dat zitëieren, wat den Här Bieber an deene leschten Deeg a Woche gesot huet. An net nëmme den Här Bieber, mä och ganz vill aner Leit. Da kritt ee schon e ganz anert Bild vun deem, wat d'Auteurs vun deene Resolutiounen a Motiounen hei beweegt huet, fir déi hei am Plenum virzebréngen. An ech wëll och soen, dass ech selbstverständlech och déi zwou Motiounen wäert ennerstëtzen.

De Moien an der Pressekonferenz huet den Här Bieber verschidden Deputéiert accuséiert, hien an de leschten Deeg hätte wëllen ze diskreditéieren. En huet net vun der Press geschwat. En huet net geschwat vun iergendwelcher Pëcen, déi un d'Press weidergeleet gi wieren. Neen. En huet gesot, et wieren „eng ganz Rei...“ - wéi vill, weess ech net - „...Deputéiert wieren amgang mech ze diskreditéieren, fir mech onglauwärdig ze maachen, an datt deen een oder aneren och net zéckt, fir mam Piffaass iwwer mech ze fueren“. Dat ass dat, wat en deklariert huet. An eleng schon déi Deklaratioun do ass eigentlech jo schon e Skandal fir sech am Skandal.

Zweetens huet den Här Bieber a senger Pressekonferenz de Moien näischt zrëckgehallt vu senger präzisen Accusatiounen, déi en an de leschte Wochen an Deeg gemaach huet. Et fällt iwwerens op, dass déi Pressekonferenz ausschliesslech gaangen ass iwwert d'Aktioun vum SREL, déi jo dra bestanen huet, fir deen zoustänneg Procureur am Bommeleeër-Prozess ze bespëzelen an ze diskreditéieren.

Fir de SREL war awer net den Här Frieden zoustänneg, mä den Här Juncker. All déi aner Faiten em d'Roll vun der Police an der Enquête Bommeleeër an em d'Roll vun him, vum Här Frieden selwer an der Enquête Bommeleeër, déi zum Deel vum Här Frieden selwer stamen, awer och vun anere Leit, all déi Saache sinn zu kengem Moment de Moien évoquéiert ginn. Si konnten also och net dementéiert ginn. Si stinn also voll inhaltlech am Raum.

Den Här Bieber huet just gesot, dass den Här Frieden net kann d'Schold derfir kréien, dass d'Enquête net méi erreicht huet. Huet dat dann ee Mënsch heibanne behaapt? D'Enquête ass jo weidergaangen. Déi Leit, déi d'Enquête gemaach hunn, hu sech net beaflossen an demoraliséiere gelooss.

Ech fannen, do gétt et eng ganz interessant Ausso vun der zoustänneger Untersuchungsriichterin, déi gesot huet un d'Adress vum Här Frieden, deen derbäi souz, an ech fannen et onheemlech couragéiert, dass se dat gesot huet: „Do muss ee sech kënnen en Appui erwaarden“, huet se gesot. „Ech soen net, dass ech dee gebraucht hätt vum Minister, fir den Dossier ze maachen. Mer hunn e jo gemaach, den Dossier. Dat ass net d'Fro.“ A si erkläert nach eng kéier gradesou wéi och den Här Bieber déi verschidden Tentativen, déi och vu Säite vun dem politesche Verantwortleche vun der Police a vun der Justiz gemaach gi sinn, fir déi Enquête ze beaflossen.

Mer hunn elo héieren, dass den Här Bieber selwer déi falsch Interpretatioun, déi hei vun der CSV-Säit gemaach ginn ass an och vum Här Frieden vu senger Ausserung, dementéiert huet. En huet gesot, materiell hätt den Här Frieden d'Enquête méi schwéier gemaach. Materiell, net nëmme moralesch. En huet se materiell méi schwéier gemaach. An dat ass schon eppes ganz anescht.

Wann den Här Bieber gesot huet, et wier jo net alles erreicht ginn an der Enquête, natierlech kann den Här Frieden net dofir. Déi Enquête ass jo virugaangen. Mä dat heescht awer och, dass nach aner Saachen ze siche sinn hannert där Enquête, wéi déi aktuell Insiderpist a Policekreesser. Wat net ëmmer mat de Konklusiounen vun der Défense am Prozess iwwereneestëmmt, mä och mam Här Bieber senger Deklaratioun, déi en awer och eng kéier gemaach huet, dass héichplacéiert Leit am Stat wësst, wien d'Bommeleeër wieren.

A wat och mat Informatiounen, déi mer an der Enquêtekommissioun kritt hunn, iwwereneestëmmt, déi vun der Iwwerzeegung geschwat hunn, déi vun Ufank un a Geheimdëngscht-kreesser bestanen hätt, dass et misst e militäresch ugesiedelten Terrorismus mat internationale Ramificatiounen ginn, deen hannert de Bommeleeër-Attentat géif stoen. Dat ass dach och an der öffentlecher Enquête vum Här Mille an an der öffentlecher Enquête vum Här Rollinger d'lescht Woch ganz däitlech erauskomm.

An dat ass awer och e Fait. Deen ass net spontan der Kontrollkommissioun vun der Chamber matgedeelt ginn, wéi se eng Enquête iwwert d'Implikatiounen tëscht Stay behind a Bommeleeër-Affär am Joer 2008 gezunn huet, a

wou se duerfir och net där Pist do nogaangen ass.

Ech bleiwen also derbäi: All Faiten, déi um Dësch leien, an déi mer musse politesch hei diskutéieren, déi sinn oprechterhalen. Et ass kloer, dass de politesche Wëlle vum deemolege Justiz- a Polizeiminister evident do war, der Enquête iwwert d'Bommeleeër op d'mannst kee politeschen Appui ze ginn, wann net souguer d'Enquêteuren an enger regelrechter Zermürbungstaktik derzou ze bewegen, den Dossier zougemaachen.

Or, en huet natierlech keng Injonctioun ginn. Et huet net gesot: „Maacht den Dossier wann ech gelift zou.“ En huet och dat net geschriwwen, well e jo ganz kloer weess, dass am Gesetz steet, dass e Justizminister engem Parquet keng Injonctiounen esou dierf ginn, fir en Dossier zougemaachen.

Wat awer zielt, dat ass dee Kader dovunner. Dat ass dee Kontext, an deem verschiddene Saachen gesot ginn, wouraus kloer ervirgaangen ass - an dat soe se alleguerten, d'Enquêteure soen dat, d'Untersuchungsriichterin seet dat, den Här Bieber seet dat -, dass e Kontext bestanen huet, wou kloer war, dass et net de politesche Wëlle war vun der Regierung deemools a vun hirem Minister, fir an där Affär hei zu Konklusiounen ze kommen.

Et ass och kloer, dass d'Police, d'Policedirektioun massiven Drock op d'Enquêteuren ausgeübt huet. Och dat geet aus deenen Erklärungen ervir, déi mer kritt hunn. A wie war dann deen zoustänneg Policeminister? Dat war natierlech den Här Frieden. An ech mengen och, dass den zoustänneg Policeminister och d'politesch Verantwortung muss iwwerhuele vun deem onzoulässegen Drock, deen deemools vu Säite vun der Policedirektioun ausgeübt ginn ass vis-à-vis vun den Enquêteuren, déi jo deenen hierarchesch ennerstanen hunn. Dat muss ee jo och gesinn. Dat ware Policebeamten, déi ganz vill Courage haten deemools, déi Enquête do virunzedeiwen trotz deem Drock do.

Dobäi ass an de leschten Deeg a Wochen nach d'Roll vum Geheimdëngscht, vum SREL derbäikommt. Déi Affär vun där regelrechter Parallelpolice, enger Geheimpolice, wéi den Här Bieber gesot huet, an déi notament géint de Procureur geschafft huet, deen déi Bommeleeër-Affär do awer wollt weiderdeieren. Dat ass dach de politesche Fait.

Hei handelt et sech em eng Enquête an engem staatleche Service géint d'Justiz, déi amgang war op engem zentralen Dossier fir de Stat, déi gréisst politesch Affär nom Krich, ze schaffen. Dee gétt dann an deem Service, wou den Här Juncker zoustänneg ass derfir, iwwerwaacht, während Joren - während Joren! - vun e puer Leit, wou vill Suen engagéiert waren, fir déi Leit ze bezuelen. Dat ass dach awer en Dysfonctionnement, deen onwahrscheinlech ass a wou awer muss een d'Verantwortung dofir iwwerhuelen.

Firwat, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ass dat hei esou eng gravéierend Affär? Och den Här Bieber huet emol gesot an der Justizkommissioun, wou de Procès-verbal jo an der Zwëschenzäit erauskomm ass: „Et handelt sech hei net em Gromperendéif, déi mer sichen. Et handelt sech hei em eng wichteg Statsaffär.“

Firwat ass dat eng Statsaffär? Well d'Bommeleeër-Affär am Fong geholl déi eenzeg Terrorwell war, déi an der Nokrichszäit zu Lëtzebuerg bestanen huet. Or, si huet keng Doudeger gemaach, si huet och kaum Verletzter gemaach, mä wou Prinzip hier, während zwee Joer laang, all puer Wochen, all puer Méint, esou Attentat géint öffentlech Plazen, géint öffentlech Institutiounen, géint bekannte Persounen, dat ass jo awer net näischt! Dat ass an der Geschicht vun eisem Land, ass dat e ganz wichtigen Evenement, deen do passéiert ass.

An et steet och ausser Fro an deem Bommeleeër-Prozess, dass déi Terrorwell ausgaangen ass vu Sécherheetskäften. Egal ob déi Sécherheetskäften eng Uniform haten, egal wat fir eng Uniform dass se haten. Et ass ausgaangen, an dorëm dréine sech all d'Hypothesen, och an deem Prozess, deen amgang ass, dass et sech em Sécherheetskäften huet musse gehandelt hunn, déi d'Auteurs vun deene Bombenattentat waren.

An et ass och eng Statsaffär doduerch, dass de Stat selwer op deene verschiddenen Niveauen alles gemaach huet, fir eng Opklärung vun där Affär ze verhënnen. An zwar vun Ufank un! Do kann den Här Frieden awer net derfir. Mä vun Ufank u si massiv Preuen zerstiéert gi respektiv iergendwou higeschafft ginn, wou kee se erëm kann zrëck siche goen.

Och wann den Här Frieden dofir net verantwortlech ass, mä dem Här Frieden seng Haltung vis-à-vis vun der Enquête weist awer drop hin, dass hien net interesséiert war politesch, déi Affär do opzueklären. Dat ass dach deen eigentleche Skandal hei!

A schlussendlech, mengen ech, dass et eng Statsaffär ass, well och déi Geheimdëngscht-Enquête, déi mer amgang sinn ze féieren, weist, dass am Stat weiderhin de Prinzip vun der Geheimhaltung als eng zentral Regierungsmethod ugesi gëtt, déi och applizéiert gëtt vis-à-vis vum Parlament.

Och d'Parlament kritt net spontan Saache matgedeelt. Den Här Juncker huet eis näischt spontan matgedeelt an der Enquêtekommissioun. En huet och der Kontrollkommissioun virdrun näischt spontan matgedeelt. Et ass alles nëmme op Nofro komm respektiv et huet sech em net wichteg Detailler gehandelt.

Och dee Brëif, zum Beispill, wou mer elo liesen, vum 13. März, deen de Procureur général geschéckt hat...

► **M. le Président.** - Här Urbany, Dir misst lues awer sécher zum Schluss kommen.

► **M. Serge Urbany (déi Lénk).** - Jo, jo.

Dee Brëif vum 13. März vum Procureur général un de Statsminister an un de President vun der Enquêtekommissioun, den Här Bodry, wou e sech beschwéiert iwwert déi Enquête, déi deemools géint e gemaach ginn ass a wou e verschiddene Saachen anscheinend dra seet. Ech weess net, ob ech mech dorun erënnere, mä ech ka mech net drun erënnere, dass dee Brëif jeemools an der Enquêtekommissioun virgelaucht gouf oder dass en iergendenger aner Form dem Parlament virgelaucht gi wier.

An ech mengen, et ass och dat Mësstraue vis-à-vis vum Parlament an och vun der Justiz, dat sech iwwer e groussen Zäitraum vu Joréngten am Fong geholl weist. Ech mengen, et ass och dofir, dass musse Verantwortunge gezu ginn. A Verantwortunge kënnen nëmme gezu gi vis-à-vis vun deenen, déi haut déi Prinzipie weiderféieren, ouni d'Kéier ze kréien an ouni hei kloer ze soen: „Mir hunn eis geiert.“ Esou kann net regéiert ginn hei am Land!

Dat ass, mengen ech, wesentlech, wann ee wëllt iwwerhaupt vu Rechtsstat a vun Demokratie schwätzen. An ech gesinn duerfir d'Affär vill méi grave a vill méi schwéierwiegend, wéi den Här Lux se gesäit. Ech fannen, dass ee laanscht déi Faiten do net méi laanscht kënt, politesch. Ech fannen, dass dat politesch eng vun deene wichtige Froen ass, och an engem Wahlkampf, ob en elo ass am Hierscht oder ob en ass, wéi virgesinn, d'nächst Joer. An engem Wahlkampf komme mer souwiesou net laanscht déi Froe derlaanscht, wéi mer an Zukunft déi Saach do wëlle regelen.

Ech soen lech Merci.

► **M. le Président.** - Merci dem Här Urbany. An elo kritt d'Wuert den Här Bodry.

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, den Här Lux huet eis Positioun kloergemaach. Et ass jo och dokumentéiert iwwer eng Motioun, wat eis Aschtzung vum Verhale vum fréiere Justizminister, dem Här Frieden, ass am Zesammenhang mat der Enquête iwwert de Bommeleeër. Et ass, mengen ech, vun eiser Säit, an dat wëlle mer esou weiderféieren an deenen aneren Debatte, déi nach virdu stinn, de Versuch, fir éierlech, fair, korrekt eng Aschtzung vun de Fakten ze maachen, wéi se virleien an deene Konklusiounen, déi mer haut aus deene Fakten zéien.

Et ass wouer, et ass net einfach de Moment festzehalen, wou ee soll Konklusiounen zéien, well praktesch kee Moment ass, wou net erëm eng Infomatioun an déi eng, an déi aner Richtung geet. An et kann ee bal dronke ginn, wann een heiansdo aus darselwechter Quell da verschiddene Stellungnahme liest a se versicht dann ze interpretéieren.

Fir eis ass kloer hei feststellen, dat ass net ëmmer vläicht esou an der Debatt hei eriwuerkomm, dass déi Fro, déi mer haut diskutéieren, och wann do och d'Fro vum Geheimdëngscht ugeschnidde ginn ass, dass dat heiten haut net fir eis d'Debatt ass vun de Konklusiounen, déi aus dem Dossier Geheimdëngscht ze huelen ass.

Mir hu selwer als Chamber eng Enquêtekommissioun agesat. Mir hunn hir eng Missioun ginn. Déi Enquêtekommissioun ass elo bal sechs Méint amgang intensiv un deem Dossier ze schaffen. Mir hunn Zeien héieren, erëm héieren, mir hunn Experten héieren. Et gétt sech eischt Gedanken iwwert d'Konklusiounen gemaach. An déi nächst Sitzung wäerte mer déi Gedankengang ronderem eis Konklusiounen och zilstrebeg weiderféiere mat dem Wëllen, dee mer fest hunn, dass mer probéiere virum Enn vun där Period, also virum Summer, zu schrëftleche Konklusiounen an engem Rapport ze kommen. Konklusiounen, wou Fakte wäerten duergelaucht ginn, an där hu mer nach eng ganz Partie zesummegedoen. Konklusiounen...

► **M. le Président.** - Här Bodry, Dir misst lues awer sécher...





► **M. Alex Bodry (LSAP).**- Jo. Konklusiounen, och, dat wëll ech soen, wat... Bon, wësst Der wat, Här President...

► **M. le Président.**- Neen, neen. Sot dach wann ech gelift, Dir géift zur Motiou schwätzen. Dann ass jo kee Problem. Dann hutt Der fënnf Minutten.

► **M. Alex Bodry (LSAP).**- Ech schwätzen zu enger Resolutioun, Här President...

► **M. le Président.**- Et ass okay. Dann ass et an der Rei.

► **M. Alex Bodry (LSAP).**- ...déi ech hei déposieren. Déi ass och scho vum Här Lux ugekënnegt ginn.

An dat geet eben em deen zweete Volet. Well ech fannen et eigentlech net gutt, dass mer haut dee Volet Service de Renseignement - deen ass natierlech Bestanddeel gewiescht vun deene Motiouen, déi hei virgeluecht ginn -, dass mer deen oft schonn heiansdo an Detailer hei diskutéiert hunn, wou sécherlech ausser de Membere vun der Enquêtékommissioun oder Kontrollkommissioun an eenzelnen anere Leit sécher net jiddwereen den Detail vun deem Ganze ka verstoen.

Duerfir ass et wichteg, mengen ech, dass mer e proppere Rapport maachen. E Rapport, dee wäert Virschléi maache konkret, wat déi legislativ Reformen ugeet, déi mussen am Beräich Service de Renseignement geschéien. E Rapport, deen och, wéi d'Gesetz et virgesäit, wäert d'Froe vun de Responsabilitéite mussen daitlech uschwätzen. An de Premierminister huet déi Fro jo och hei vu sech aus opgeworf.

Duerfir wëlle mir och kloermaachen, dass dat heite fir eis keng abschliessend Debatt ass iwwer all déi Froen ronderëm de Fonctionnement an d'Dysfonctionnement am Service de Renseignement, mä dass mer déi Debatten intensiv am Detail a mat alle Konklusiounen wäerte féieren op der Basis vun deem Rapport, dee mer an der Enquêtékommissioun wëllen ausschaffen.

Well mir sinn nach net um Enn vun eisen Aar-bechten ukomm. A mir mussen also ganz kloer do och an detailléierte Konklusiounen déi Froen opzielen, Virschléi maachen, an d'Konklusiounen an d'Konsequenzen dorauer zéien.

Et ass an deem Sënn, wou ech am Numm vu menger Fraktioun mat der elo emol eemoleger Ennerstëtzung och vum Här Weiler hei en Text deponieren, wou mer ganz kloer eis hei d'Mis-sioun ginn, dass mer soen, dass dat hei net d'Konklusiounen waren iwwer den Dossier vum Geheimdëngscht, dass mer déi wäerten zéien opgrond vun deem Rapport, dee mer esou schnell wéi méiglech wëlle fäerdgestellen, an dass mer dann all d'Froen nach eng Kéier hei wäerten an öffentlecher Sitzung selbst-verständlech diskutieren.

Ech mengen, d'Fro vun der Opklärung stellt sech weider an deem heiten Dossier wéi och an aneren. Wann ech gelift, Här President.

#### Résolution 4

La Chambre des Députés,

- considérant que par sa résolution votée à l'unanimité en séance publique le 4 décembre 2012, la Chambre a décidé d'instaurer une Commission d'enquête parlementaire ayant pour mission d'examiner les méthodes opératoires du Service de Renseignement depuis sa création;

- considérant que par sa résolution du 31 janvier 2013, la Chambre a élargi la mission de cette Commission d'enquête;

- considérant que la Commission d'enquête a procédé, durant les derniers mois, à l'audition de nombreux témoins et experts, et a eu de nombreux échanges;

- considérant que la Commission d'enquête est en train de rédiger un rapport de synthèse de ces travaux et d'identifier les conclusions qui doivent en être tirées;

- considérant que d'après les termes de l'article 12 de la loi du 27 février 2011 sur les enquêtes parlementaires, la Commission d'enquête, dans son rapport, est appelée à formuler ses propositions sur une modification de la législation ainsi que les responsabilités que l'enquête a révélées, décide:

- de ne pas tirer, à ce stade, les conclusions de l'enquête parlementaire, ni d'identifier d'éventuelles responsabilités politiques, mais d'en débattre de préférence avant la fin de la session parlementaire en cours, en séance publique, sur base du rapport à établir par la Commission d'enquête.

(s.) Alex Bodry, Fernand Diederich, Claude Haagen, Lucien Lux, Roger Negri, Lucien Weiler.

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Merci dem Här Bodry. An dann als leschten agedroene Riedner hunn

ech nach den Här Bausch op der Lëscht. Här Bausch, Dir hutt d'Wuert.

► **M. François Bausch (déi gréng).**- Merci, Här President. Ech wëll nach eng Kéier deen Text virlesen, deen de Procureur général Robert Biever de Mëtteg matgedeelt huet, well och virun allem d'Wierder, op deenen do gespilt gëtt, ganz wichteg si par rapport zu deem, wat mer haut décidieren. Ech zitieren lech en nach eng Kéier: „Duerch d'Verhale vum Luc Frieden hätt d'Orientierung vun der Enquête wuel net changéiert, mä et wier kloer...“, an da kënnst dat, wat wichteg ass, „...datt d'Enquête op materiellem Plang duerch d'Verhale vum deemolege Justizminister vill méi schwéier gi wier.“

Dat ass net egal wat, wat den Här Biever de Mëtteg nach eng Kéier...

#### (Interruption)

Ah, den Här Henckes, Här President, ass der Meenung, de Procureur général géif egal wat zielen. Kéint hien dat vläicht explizéieren?

► **M. le Président.**- Ech mengen, Här Bausch...

► **M. François Bausch (déi gréng).**- Neen, mä e klengen Zwëscheruff ass ëmmer gutt. Stitt emol op, Här Henckes, an dann explizéiert Der eis dat.

► **Plusieurs voix.**- Ooohhh!

► **M. Jacques-Yves Henckes (Onofhängeg).**- Also...

► **M. François Bausch (déi gréng).**- Wéi?

► **M. le Président.**- Neen, ech mengen, hei...

► **M. Jacques-Yves Henckes (Onofhängeg).**- Den Här Biever hält eng Pressekonferenz moies an dann eng Stonn drop seet en de Contraire. Méi ass et net. Wann ech um Geriicht mat em wier, géif ech mech déck amüsieren.

► **M. le Président.**- Jo, also elo huet den Här Bausch d'Wuert. Här Bausch, fuert wann ech gelift virun.

► **M. François Bausch (déi gréng).**- Här President, mir sinn der Meenung, dass déi Wieder relativ kloer sinn a méi wéi verdäitlechen dat, wat eise Kollege Félix Braz a senger Interventioun gesot huet.

An ech mengen, de Problem, dee sech hei stellt an deem Parlament, an dat muss ee leider an deem Parlament hei ëmmer feststellen, datt, wann et em den Inhalt, em d'Saach geet, net ka getrennt ginn tëscht der Persoun an dem Inhalt an der Saach, an datt natierlech mer ganz séier um parteipoliteschen Terrain sinn, an dann iwwer den Inhalt an d'Saach net méi geschwat gëtt, déi och zimlech niewesächlech ginn a just nach d'Persoun am Virdergrond steet respektiv d'Partei, déi och vläicht hannendru steet.

An dat ass den Haaptproblem. A mir kënnen hei nach laang a breet hin an hier diskutieren. D'Faité si relativ kloer.

Ech muss och soen, ech ginn deene recht, déi soen, mir sollen haut natierlech net am Detail iwwer dat schwätzen, wat nach kënnst an deenen nächsten zwou, dräi Wochen, an zwar dat, wat d'Enquêtékommissioun betrëfft. Et sinn awer allerdéngs eng Rei Saache gesot ginn, op déi ech kuerz wëll agoen.

A virun allem, muss ech soen, sinn ech iwwerrascht iwwer déi Motiou, déi mer elo déposiert kritt hu vum Här Bodry. Ech kann zwar zum Deel verstoen, firwat déi Motiou - do kommen ech nach drop zréck -, mä ech muss awer soen, ech sinn iwwerrascht driwwer. Den Här Lux huet jo kuerz erkläert, em wat et geet. E sot, et geet drëms, datt an der Enquête ronderëm de Service de Renseignement, datt do alles op den Dësch kënnst, all d'Responsabilitéite genannt ginn, voll Transparenz kënnst.

Dat ass e relativ spezielle Virgang, soen ech lech. Well wéi ech viru ronn zéng Méint déi éischt Detailinformatiounen kritt hunn, wat sech géif ofspillen, do hätt ech mer natierlech net kënnen denken, souguer deemools, obschonn ech scho relativ entsat war, mat wat fir enger Mëscht - an ech soen lech dat, wéi ech et emfannen -, mat wat fir enger Mëscht mer do konfrontéiert sinn.

Et geet hei net em kleng Detailer, mä et geet em Mëscht, déi do produzéiert ginn ass am grouse Stil. De Rechtsstat mat Féiss getrëppelt, Gelder, déi verontreit gi sinn, mat Wësse vun engem, ouni Wësse vun deenen aneren. Dat wäert sech nach erausstellen. Mä ech sinn iwwerrascht, datt een dann elo eng Motiou hei muss ofstëmmen, wou mir eis selwer den Optrag ginn, datt alles misst an dee Rapport do drakommen. Woubäi jo den Optrag, dee mer vun der Chamber kritt hunn, dee mer eis selwer ginn hunn, jo awer kloer ass. An datt, wann een eng Commission d'Enquête, wat jo net iergendeppes ass, grënnst...

► **Une voix.**- Den Text, esou wéi en an der Motiou ass...

► **M. François Bausch (déi gréng).**- Jo, mä ech... Ech soen lech just, den Här... Ech ginn d'Wierder erëm, déi den Här Lux... Ech hunn den Text nach net kënne kucken.

► **Une voix.**- ...den Text vun der Motiou...

► **M. François Bausch (déi gréng).**- Jo, mä ech wëll awer just soen, dat, wat den Här Lux virdu gesot huet, wéi en d'Motiou erkläert huet. Fir eis ass et relativ kloer gewiescht dës le départ, wéi mer déi Commission d'enquête gegrënt hunn, datt een dat misst maachen. An ech mengen net, datt d'Parlament sech selwer muss opfuere, fir derfir ze suergen, datt... An, wann een eng Enquêtékommissioun mécht, datt de Rapport herno soll iergendeppes verheemleche respektiv net - wéi den Här Wolter dat de Mëtteg hei gesot huet - Ross und Reiter géif nennen.

Ech soen lech ganz éierlech, ech si jo Rapporteur, wann ech an der Kommissioun, wa mer elo iwwer d'Konklusiounen diskutiere wäerten, wann ech ze spiere kréien oder nëmmen d'Impressioun kréien oder de Verdacht kréien, datt et soll dorëms goen hei eng Appréciation „Persil“ ze organisieren, wou net alles gesot gëtt, an ech soen alles, da soen ech lech, da war ech dee längsten Dag (veuillez lire: déi längsten Zäit) Rapporteur. Net well ech ofgesat ginn, mä well ech meng Demissiou als Rapporteur wäert ginn, op der Sekonn!

An duerfir ass et och relativ kloer, datt ech mech net muss he opfuere mat iergendenger Motiou, fir iergendeppes ze maachen. Et geet hei em extrem grave Faiten, et geet em illegal Écouter, et geet em d'Verontréierung vun öffentleche Gelder, et geet em Insiderwëssen, wat genotzt ginn ass fir Privatinteressen, et geet em eng Geheimpolizei.

An ech muss lech soen, dat, dee leschte Fait, an duerfir... Also wann... Et huet mech viles scho schockéiert, wat ech an deene leschten zéng Méint erlief hunn, mä deen do Fait, deen huet mech besonnesch schockéiert. Well fir mech, dat ass wierklech eppes, wat et wierklech just an Diktature gëtt, wou eng Geheimpolizei ka funktionéieren komplett am rechtsfräie Raum, wou de Rechtsstat keng Roll méi spillt, wou Leit kënnen dénigréiert ginn, wou Leit kënnen ugeschëllegt ginn, wou déi kënnen heemlech beschatt ginn, ouni datt déi Leit iergendeng Chance kréie vun Défense, ouni iwwer d'Défense sech kënne verteidegen.

► **M. Jacques-Yves Henckes (Onofhängeg).**- ...de SREL maachen.

► **M. François Bausch (déi gréng).**- Här Henckes...

► **M. Jacques-Yves Henckes (Onofhängeg).**- Majo, ech erlaube mer dat just nëmmen. Ech hunn nëmmen zéng Minutten, fir ze schwätze gehat.

► **M. François Bausch (déi gréng).**- Jo, mä dann hätt... Här Henckes, Dir hätt, wann Der...

#### (Interruption)

► **M. Jacques-Yves Henckes (Onofhängeg).**- Dir sidd zënter 2004 an der Commission de Surveillance an Dir hutt Är Aarbecht net gemaach!

► **M. François Bausch (déi gréng).**- Här Henckes, wann Der viru 25 Joer an der Demokratescher Partei bliwwer wäert a viru Kuerzem an der ADR bliwwer wäert a wou Der nach vläicht iwwerall waart, hätt Der och haut méi Riedezäit.

► **M. Xavier Bettel (DP).**- Richtig.

► **M. François Bausch (déi gréng).**- Ech sinn der Meenung, datt dat ganz grave ass, dee Fait...

► **M. Xavier Bettel (DP).**- Vlächcht wëllt Der an d'CSV goen.

► **Une voix.**- Haha!

► **M. François Bausch (déi gréng).**- ...datt et eng Geheimpolizei ginn ass.

► **M. Jacques-Yves Henckes (Onofhängeg).**- Ech muss a kuerze Wieder d'Wourecht soen.

► **M. François Bausch (déi gréng).**- An dat huet mech besonnesch schockéiert.

Mä, Här President, ech muss och soen, datt et mech duerfir an där éischer Motiou vun der... an der Resolutioun, pardon, vun der LSAP e bësselchen traureg mécht, wann ech hei liesen, wat hei steet am éische Considérant, datt den «ancien Ministre de la Justice, sans constituer une immixtion fautive dans une instruction judiciaire en cours, ont, de par leur caractère répétitif, pu être interprétées effectivement comme un manque d'appui à l'enquête».

Ech mengen, dat, wat mer de Mëtteg vun Här Biever hei nach eng Kéier kritt hunn, beleet kloer, datt et net em en Interpretatiounspro-

blem geet. Dat ass emol dat Éischt. An ech muss och soen, datt mindestens... An ech ka verstoen, datt Der an der Koalitioun sidd an Der natierlech méi eng schwierig Situatioun hutt, wann een iwwer Joren zesummeschafft, fir iwwer esou een heikelt Thema ze diskutieren, mä mindestens hätt Der de Courage missen hunn, fir e Blâme auszeschwätze par rapport zum Minister au vu vun de Faiten, déi virleien.

Mir op alle Fall bleiwe bei eiser Meenung, datt et hei em de Rechtsstat geet an d'Faité kloer genuch sinn, fir datt mer eis Motiou oprechterhalen... eis Resolutioun oprechterhalen, an datt mer fannen, datt den Här Frieden misst hei d'Demissiou huelen.

Merci.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Merci dem Här Bausch. Ass soss keng Wuertmeldung méi? Och net méi vun der Regierung?

Da géife mer zur Ofstëmmung iwwer déi verschidde Motiouen a Resolutiounen kommen.

#### Motion 1

Déi éischt Motiou elo, wann ech elo kucken, wéi se eragerecht gi sinn, ass déi éischt vum Xavier Bettel. Well déi gréng Kolleegeen haten hir Motiou an eng Resolutioun emgeännert. Dat heescht, mir géife fir d'Éischt iwwer d'Motiou vun der DP ofstëmmen. Wann do keng aner Suggestiounen sinn, da géif ech proposieren, datt de Vote ugeet.

#### Vote sur la motion 1

D'Ofstëmmen fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

An d'Motiou vum Här Bettel ass verworf mat 41 Nee-Stëmmen, géint 19 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Alexandre Krieps, Claude Meisch, Mme Lydie Polfer (par M. Xavier Bettel) et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché et Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen et Fernand Kartheiser;

M. Serge Urbany.

Ont voté non: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Hauptert, Ali Kaes, Marc Lies, Pierre Mellina, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul SchAAF (par Mme Nancy Arendt), Mme Tessa Scholtes, MM. Robert Weber, Lucien Weiler, Raymond Weydert, Serge Wilmes et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Fernand Diederich, Georges Engel, Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Roland Schreiner;

MM. Jean Colombero et Jacques-Yves Henckes.

#### Résolution 1

Da kéime mer zu der Resolutioun vum Här Félix Braz. Do ass och keng Wuertmeldung méi. Da kënnen mer zur Ofstëmmung kommen.

#### Vote sur la résolution 1

D'Ofstëmmen fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration.

An och déi Resolutioun ass ofgelehnt mat 41 Nee-Stëmmen an 18 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Alexandre Krieps, Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché et Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen et Fernand Kartheiser;

M. Serge Urbany.

Ont voté non: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Hauptert, Ali Kaes, Marc Lies, Pierre Mellina, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul SchAAF (par Mme Nancy Arendt), Mme Tessa Scholtes,



MM. Robert Weber, Lucien Weiler, Raymond Weydert, Serge Wilmes et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Fernand Diederich, Georges Engel, Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Roland Schreiner;

MM. Jean Colombero et Jacques-Yves Henckes.

### Résolution 2

Da kéime mer zu där nächster Resolutioun, déi vum Här Lucien Lux agereecht ginn ass. Do wëllt den Här Bettel eppes derzou soen. An duerno kritt den Här Gibéryen d'Wuert. Här Bettel.

► **M. Xavier Bettel (DP).**- Här President, ech verstinn, dass d'LSAP probéiert, iergendwéi sech ze demarkéieren an där doter Affär, fir net de Wieler ze soen: „Mir sinn d'Kuscheldier vum der CSV. A mir si brav. Mir wëllen näischt soen, dofir musse mer eppes hei... fir eis ze demarkéieren.“

Dat heiten ass am Fong e bësse wéi en Hond, dee billt, mä deen net bäisst, dat, wat Der maacht. Dir sidd... Dir gitt eppes eran, wou Der sot: „Jo, et ass Caractère répétitif do gewiescht. Et ass eng Erreur d'appréciation.“ Fir mech ass et eng Erreur. Do ass keng Saach vun Appréciation. Duerno sot Der: „Et si keng Indizien do, déi op d'Oriëntatioun oder d'Issue vun der Enquête...“

An dann zum Schluss sot Der am Fong: «estime, en l'état actuel des informations recueillies, qu'il n'y a pas lieu de prononcer une sanction politique à l'encontre de l'ancien Ministre de la Justice», wat am Fong just heescht: „Et ass alles an der Rei. Hien huet vläicht eng Erreur d'appréciation gemaach. Dat ass net gutt, mä bon.“ Et ass kee Blâme, et ass keen Avertissement, et ass keng Faute. Et ass guer näischt. Guer näischt! Et ass einfach: „Mir hunn eppes geschriwwen, fir eppes ze schreiwen a fir eise Wieler ze soen, mir sinn net do, fir nieft der CSV unbedéngt gären an der Koalitioun ze bliewen.“

Ech mengen, deen doten Text, wéi den Här Lux en déposiert huet, wouss en nach net, wat den Här Bieber géif schreiwen. A wéi den Här Bieber elo geschriwwen huet, datt d'Enquête op materiellem Plang duerch d'Verhale vum deemolege Justizminister vill méi schwéier gi wier, ass e materielle Fait, ass e Fait, dee konkret ass, wou den Här Bieber jo awer de Contraire seet wéi dat, wat bei der LSAP an der Resolutioun steet.

Also just eppes ze stëmmen, fir eppes ze stëmmen a fir duerno dobaussen ze soen: „Mir wollt awer eppes soen, mä mir woussst net wat. Dofir hu mer och eppes geschriwwen.“ Mä d'Konklusioun ass jo, dass mer am Fong näischt soen. Da brauch een näischt ze soen. Mir brauche se och net ze stëmmen.

Ech soen lech Merci.

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Merci dem Här Bettel. Den Här Gibéryen kritt d'Wuert.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Merci, Här President. Ech kéint mech am Fong de Wieder vu mengem Virriedner Xavier Bettel hei uschléisen. Ech hu gemengt, nodeems d'Sozialisten drai Deeg intensiv Dag an Nuecht diskutéiert an nopeduecht hunn, fir eng Décisioun ze huelen... Mir hu mat deem Schlémmste gerechent de Mëtteg heibannen.

### (Hilarité)

An dat ass esou spannend gemaach ginn, datt een et bal net méi gepackt huet.

### (Hilarité)

A wann een da gesäit, wat elo hei als Resolutioun virläit, da gi se am Fong esou wäit, wéi d'CSV emol net geet.

► **Une voix.**- Jo. Très juste.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- «Qu'il n'y a pas lieu de prononcer une sanction politique à l'encontre de l'ancien Ministre de la Justice, M. Luc Frieden.» Also, e bessere Persil-Schäin, wéi d'Sozialisten elo hei dem Minister ausstellen, hätt een net kënnen ausstellen. Wann d'CSV déi doten erabuecht hätt, hätt ech et nach verstanen. Mä d'Sozialisten, déi sech am Fong wollten demarkéieren a soen: „Ma, elo weise mer deene vun der CSV et emol“, déi kommen heihinner an deponéieren eng Resolutioun, wou se am Fong dee beschte Persil-Schäin ausstellen! Et ass iwwerhaapt näischt geschitt. Dir hätt en och nach kënnen luewen. Dorobber wier et elo net méi ukomm.

### (Interruption)

► **M. le Président.**- Merci. Den Här Roth.

► **M. Gilles Roth (CSV).**- Här President, d'CSV-Fraktioun, déi ass eestëmmeg der Meinung, dass an deem Dossier, opgrond vun den Explikatiounen, déi ech ginn hunn, hei keng Erreur d'appréciation vun dem Minister Frieden virläit. De Statsminister huet och de Mëtteg erkläert, dass de Moien an dem Regierungsrat all d'Ministeren, déi vun der CSV a vun der LSAP, dem Luc Frieden d'Vertrauen ausgesprach hunn. An duerfir wäert d'CSV-Fraktioun des Resolutioun oflehenen.

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Merci dem Här Roth. An da kritt nach den Här Bausch d'Wuert.

► **M. François Bausch (déi gréng).**- Här President, ech mengen, aus deenen Ausféierungen, déi ech virdru gemaach hunn, mä virun allem och de Kollege Félix Braz virdrun, wäert Der lech jo kënnen denken, datt mir des Motioun (veuillez lire: Resolutioun) net kënnen stëmmen.

► **M. le Président.**- Gutt. Wann da keng Wuertmeldung méi soss ass, géife mer zur Ofstëmmung iwwert déi Motioun (veuillez lire: Resolutioun) kommen.

### Vote sur la résolution 2

D'Ofstëmmen fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Dat do ass esou gutt, datt d'CSV se net ënnerstëzt.

### (Interruptions)

► **M. le Président.**- De Vote ass ofgeschloss.

An d'Resolutioun ass verworf mat 45 Nee-Stëmmen, géint 15 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Fernand Diederich, Georges Engel, Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Roland Schreiner;

MM. Jean Colombero et Jacques-Yves Henckes.

Ont voté non: Mmes Diane Aehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Hauptert, Ali Kaes, Marc Lies, Pierre Mellina, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf (par Mme Martine Mergen), Mme Tessa Scholtes, MM. Robert Weber, Lucien Weiler, Raymond Weydert, Serge Wilmes et Michel Wolter;

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Alexandre Krieps, Claude Meisch, Mme Lydie Polfer (par M. Xavier Bettel) et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché et Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen et Fernand Kartheiser;

M. Serge Urbany.

### Résolution 3

Dann hunn ech hei nach eng Resolutioun vun den honorabelen Hären Henckes a Colombero. Déi ass awer just vun zwee Kollegen ënnerschriwwen. Dat heescht, déi ass net recevabel, ausser et géife sech nach...

### (Interruption)

...drai Kollege mellen. Wann dat net de Fall ass, muss ech se leider als irrecevabel erklären.

### Résolution 4

Da kéime mer zu där leschter Resolutioun, déi vum Här Alex Bodry. Wie wëllt dozou nach Stellung huelen? Wann dat net de Fall ass... Den Här Bettel.

► **M. Xavier Bettel (DP).**- Här President, Dir musst jo verstoen, no deenen Erklärungen, déi mer och ginn hunn iwwert d'Affär vum SREL, dass mir scho Konklusiounen haut gezunn hunn. Dat heescht, mir kënnen elo net hei stëmmen...

► **Une voix.**- Aaahhh.

► **M. Xavier Bettel (DP).**- ...andeems mer soen... Mir hunn déi éischt Konklusiounen haut, mengen ech... Mir hu se net eleng gezunn, déi éischt Konklusiounen. Mir stelle fest, mat där Ausso vum Här Bieber de Moien...

### (Interruption)

Här Di Bartolomeo, ech mengen, wann Dir an der Plaz vum Här Bieber de Moie gewiescht wäert an Dir wäert als pädophil...

► **M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé, Ministre de la Sécurité sociale.**- Dat do ass Standrecht, wat Dir maacht.

► **Plusieurs voix.**- Ooohhh!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé, Ministre de la Sécurité sociale.**- Dat ass Standrecht.

► **Une voix.**- Ooohhh! Hal op. Géff dech!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé, Ministre de la Sécurité sociale.**- Wat Dir maacht, dat ass Standrecht.

► **M. Xavier Bettel (DP).**- Ech soen lech, Här Di Bartolomeo, respektéiert e bëssen... Also, ech soe just dat, wat mer erauskritt hunn de Moien. Wéi am SREL geschafft ginn ass, dat si Situatiounen, déi net akzeptabel sinn. An dat, wat den Här Bieber de Moie gesot huet, beweist, dass am SREL scho verschidde Konklusiounen emol net vun eis gezu ginn, mä vu jiddwengem sollte gezu ginn, dass do Saachen net fonctionnéiert hunn. An dofir kënnen mer net scho schreiwen, dass mer iwwerhaapt keng Konklusiounen zu där doter Commission d'enquête parlementaire kënnen huelen.

► **Une voix.**- Jo, jo, jo.

► **M. le Président.**- Soul! Merci dem Här Bettel. Den Här Gibéryen.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Merci, Här President. Mir kënnen déi Resolutioun hei selbstverständlech och net stëmmen. Wa mer eng Resolutioun gemaach hätten, an där drageschriwwen géif ginn, datt d'Kommissioun sollt dem Parlament nach virun der Sommervakanz e Rapport virleeën, an deem Konklusiounen géife gezu ginn, hätt ee kënnen domat d'accord sinn.

Mä fir dann ze schreiwen «ne pas tirer à ce stade», da géife mer eis jo... Jiddwer Eenzelne géif sech hei e Maulkuerf opsetzen. Et ass vläicht dat, wat gewollt ass. Wa mer déi Resolutioun hei stëmmen, dierf am Fong kee Mënsch méi vun eis Konklusiounen zéien. An ech mengen, jiddwengem, an och d'Kollege vun de Sozialisten a vun der CSV, hu schonn au fur et à mesure, wann d'Kommissioun getaagt huet, Konklusiounen gezunn. An ech mengen, dat Recht wäert och jiddwengem sech weiderbehalen, fir Konklusiounen ze zéien.

A mir wäerten eis dann elo net selwer hei e Maulkuerf opsetzen a soen: „Mir zéie keng Konklusiounen méi.“ Wa mir e Rapport maache virun der Sommervakanz, an deem d'Kommissioun an duerno d'Parlament Konklusiounen zitt, d'accord. Mä fir datt generell kee méi kann eng Konklusioun zéien, kann net de Fall sinn.

► **M. Ben Fayot (LSAP).**- Liest den Text richteg duerch, Här Gibéryen.

► **M. le Président.**- Elo komme mer awer der Rei no. Den Här Bausch hat d'Wuert gefrot.

► **M. François Bausch (déi gréng).**- Jo, Här President, ech hu scho virdrun erkläert, ech hat den Text dunz zwar nach net gelies, mä ech hu mech baséiert op dem Här Lux seng Erklärungen. Ech hunn den Text awer elo gelies. An do steet... Wat do drasteet, dat ass fir mech superfétatoire. Well et ass fir mech awer evident - an ech hoffen, datt et fir keen heibannen esou war -, datt de Mëtteg sollte Konklusiounen gezu ginn am Detail schonn iwwer alles dat, mat de Responsabilitäten am Kader vun der...

### (Interruptions diverses)

Jo, loosst mech elo emol. Loosst mech.

### (Interruptions diverses)

► **M. le Président.**- Wann ech gelift, ganz eleng elo den Här Bausch. Neen, Här Bettel. Elo huet den Här Bausch d'Wuert.

► **M. Xavier Bettel (DP).**- Dat ass e Fait personnel vum Här Di Bartolomeo.

► **M. François Bausch (déi gréng).**- Här President, an deem Parlament hei muss een op d'Pult kommen, well soss huet ee verschidde Leit net am Gréff.

► **M. le Président.**- Här Bausch. Den Här Bausch schwätzt elo zu där Motioun.

► **M. François Bausch (déi gréng).**- Här President, hei muss een op d'Pult kommen, well soss huet een hei verschidde Leit net am Gréff. An duerfir kommen ech léiwer mech heihinner stellen, datt ech lech och alleguete kann an d'A kucken, wann ech schwätzen.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. François Bausch (déi gréng).**- Mir sinn der Meinung, datt déi Resolutioun hei superfétatoire ass, well, wéi gesot, nach eng Keier, d'Parlament sech net selwer brauch a soll opfuere, fir Konklusiounen ze zéien aus enger Commission d'enquête.

Ech verstinn natierlech, firwat datt déi heite Resolutioun erakomm ass. Ech mengen, de Mëtteg, mir hate jo zwee Voleten. Dat eent war de Volet vun der Demissiou vum Här Frieden. Ech mengen, do hu mer jo erlieft, wat d'Resultat war. An da war deen zweete Volet, dat war d'Motioun, déi d'Kollege vun der Demokratescher Partei erabuecht hunn, wou et em d'ge-

samt Méfiance gaangen ass oder eenzel méi gréisser Responsabilitéite gaangen ass.

An natierlech huet missen d'Koalitioun kucken - a si hu wahrscheinlech och intern relativ hefteg gestriden iwwert dat, wat mer de Mëtteg hei zwar net diskutéiert hunn, mä wat an zwou Woche kënt, ginn ech emol dervun aus - an do ass vill driwwer gestriden ginn an et huet mussen iergendee Wee fonnt ginn, fir d'Wellen ze glätte fir d'Parlamentssëtzung de Mëtteg.

An dunz ass d'Décisioun geholl ginn, fir déi hei schéin, kleng, brav, gemitterlech Resolutioun ze maachen, déi zwar näischt ausseet, ausser datt mer eis selwer zu eppes opfuere, wat mer souwisou verflucht waren ze maache laut dem Text. An duerfir wäerte mir géint deen Text stëmmen.

► **M. le Président.**- Merci. Här Bettel, den Här Henckes an ka kritt Dir nach eng Keier d'Wuert. Här Henckes.

► **M. Jacques-Yves Henckes (Onofhängeg).**- Merci, Här President. Ech wollt just froen, well mer net Member si vun där Kommissioun, ech huelle jo bal un, datt, wa ganz vill gepotert gëtt iwwer esou laang Méint, datt herno awer e Rapport kënt. Well dofir brauch ee jo e Rapporteur. Huelen ech bal un.

Wat ech also just nëmme wollt froen, dat ass: Wéini ass dee Rapport am Prinzip fäerdeg? Ass dat elo fir des...

### (Interruption)

Nach virun der Vakanz? A kënt do eng Debatt oder gétt dat am Hierscht? Dat ass dat, wat ech just nëmme gär géif wëssen. Well mir schéngt et awer och, datt mer haut éischter eng Affär haten iwwert déi Enquête Bommeleeër a Parquet, déi Affären do, déi an der Diskussioun waren, an net iwwert den Dossier vum SREL. Well soss hätte mer vill méi Zäit missen hunn a vill méi Informatiounen hunn.

An dofir wollt ech elo froen: Wéini solle mer dee Rapport huet? A wa mer dat hunn, da soll dat festgehal gi vläicht och an där Resolutioun, déi elo hei virläit.

► **M. le Président.**- Gutt. Elo kritt den Här Bettel an dann de President vun der zoustänneger Kommissioun nach eng Keier d'Wuert. Här Bettel.

► **M. Xavier Bettel (DP).**- Här President, ech kréien hei de Virwurf gemaach, ech hätt gesot, mir géife scho Konklusiounen zéien. Ech soen elo net hei, mir géife Konklusiounen zéien. Ech soe just, dass dat, wat de Moien eleng schonn als Fait, fir een ze beschëllege vu pädophilen Akten, vun Homosexualitéit, vun esou Saachen, inakzeptabel ass.

Ech brauch keng Konklusioun ze hunn, fir just feststellen, dass schonn e Bilan intermédiaire mir duergeet, fir ze soen, dass esou, wéi de SREL geschafft huet, an déi Saachen, déi se gemaach hunn, inakzeptabel sinn. An ech brauch dofir kee schrëftleche Rapport. Dat doten, wat de Moie schonn eleng gesot ginn ass vum Procureur, Här Gesondheitsminister, geet mir duer, fir ze soen, dass esou, wéi geschafft ginn ass, inakzeptabel ass!

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Den Här Bodry.

► **M. Alex Bodry (LSAP).**- Éischtens wëll ech kloerstellen, dass deen Text hei vun där Resolutioun, déi op meng Initiativ komm ass, eenzeg an eleng den Zweck huet, fir kloerstellen, dass, wa mer och hei eng graff Diskussioun ronderem de Service de Renseignement haten an och wa mer duerno iwwert d'Texter ofgestëmmt hunn, dass et fir eis selbstverständlech ass, dass mat där Debatt hei a mat där Ofstëmmung hei, déi Fro vun dem Service de Renseignement, d'Analys vu sengem Fonctionnement, Reform a Responsabilitäten net ofgeschloss ass, mä dass dat Bestanddeel wäert sinn, wéi d'Gesetz et virgesäit, vum Rapport.

Et gëtt och eng Referenz gemaach am Text op de Rapport vun der Commission d'enquête, dee soll, nom Gesetz, eng Rei vu Virschléi maachen, wat d'Reformen ugeet - dat wäerte mer och maachen -, an och d'Fro vun de Responsabilitäten ugen. An dat ass déi Debatt, déi mer hei ze féieren hunn.

Wann et no eisem Timing geet, dee mir selwer an der Kommissioun festgeluecht hunn, wäerte mer déi nächst Sitzungen dozou notzen, fir déi Konklusiounen festzehalen, ze rédigiieren. An déi sollen nach virun der Summerpaus an der Chamber kënnen diskutéiert ginn.

► **M. le Président.**- Merci dem Här Bodry. Den Här Urbany.

► **M. Serge Urbany (déi Lénk).**- Ech wëll awer deem nach derbaifücken: An der Kommissioun ass beschloss ginn, dass et e Rapport intermédiaire ass an dass muss e Kalenner opgestallt gi vun deene weidere Schrëtt, déi déi





Kommissioun do wëlles huet no der Vakanz ze maachen. Ech wëll dat awer betounen hei.

► **M. le Président.** - Merci och nach fir déi Prezisioun. Wann da keng Wuertmeldung méi wär, kéime mer och zur Ofstëmmung iwwert déi Motioun (veillez lire: Resolutioun).

#### Vote sur la résolution 4

D'Ofstëmmen fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration.

Déi Motioun ass ugeholl mat 41 Jo-Stëmmen, géint 19 Nee-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrigh-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Hauptert, Ali Kaes, Marc Lies, Pierre Mellina, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf (par Mme Nancy Arendt), Mme Tessa Scholtes, MM. Robert Weber, Lucien Weiler, Raymond Weydert, Serge Wilmes et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Fernand Diederich, Georges

Engel, Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Roland Schreiner;

MM. Jean Colombero et Jacques-Yves Henckes.

Ont voté non: MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Alexandre Krieps, Claude Meisch, Mme Lydie Polfer (par M. Xavier Bettel) et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché et Viviane Loschetter;

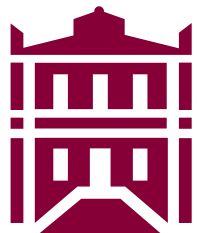
MM. Gast Gibéryen et Fernand Kartheiser;

M. Serge Urbany.

Domadder, léif Kollegeinnen a Kollegen, wärem mer dann och um Enn vun der Diskussioun a gläichzäiteg um Enn vun eiser Sitzung. D'Chamber kënnt d'nächst Woch erëm zesummen.

D'Sitzung ass opgehewen.

**(Fin de la séance publique à 17.26 heures)**



## SÉANCE 38

MARDI,  
18 JUIN 2013

Présidence: M. Laurent Mosar, Président

## Sommaire

## 1. Communications

- M. le Président

## 2. Ordre du jour

- M. le Président

## 3. Heure de questions au Gouvernement

Question n°236 du 18 juin 2013 de Mme Martine Mergen relative au futur de la médecine personnalisée au Luxembourg, adressée à M. le Ministre de la Santé et à M. le Ministre de la Sécurité sociale

- Mme Martine Mergen - M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé, Ministre de la Sécurité sociale

Question n°237 du 17 juin 2013 de M. Eugène Berger relative à la participation du Luxembourg au développement du programme «INDECT», adressée à Mme la Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche

- M. Eugène Berger - Mme Martine Hansen, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche

Question n°238 du 18 juin 2013 de M. Roger Negri relative à un accident mortel qui s'est produit le 10 juin 2013 sur la Collectrice du sud au lieu-dit «Biff», la sécurisation particulière de l'ouvrage d'art en question, ainsi que la sécurisation en général des benettes de camion, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures

- M. Roger Negri - M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures

Question n°239 du 18 juin 2013 de M. Henri Kox relative à une enquête indépendante concernant l'incendie du 7 juin 2013 à la centrale nucléaire de Cattenom, adressée à M. le Ministre de la Santé

- M. Henri Kox - M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé

Question n°240 du 17 juin 2013 de M. Jean Colombero relative à la vaccination obligatoire pour les élèves du Lycée technique pour professions de santé, adressée à Mme la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle

- M. Jean Colombero - Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle

Question n°241 du 18 juin 2013 de M. André Bauler relative à l'offre complémentaire pour les enseignants du cycle 1 de l'enseignement fondamental, adressée à Mme la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle

- M. André Bauler - Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle

## 4. Heure d'actualité demandée par les groupes politiques CSV, LSAP, DP et déi gréng sur les recommandations de la Commission européenne au Gouvernement en rapport avec le pacte de stabilité et de croissance

- Débat: M. Gilles Roth, M. Claude Meisch, M. Lucien Lux, M. François Bausch, M. Gast Gibéryen, M. Jean Colombero, M. Serge Urbany

- M. Luc Frieden, Ministre des Finances

Au banc du Gouvernement se trouvent: Mme Mady Delvaux-Stehres, MM. Luc Frieden, Mars Di Bartolomeo, Claude Wiseler, Mme Octavie Modert, M. Marc Spautz et Mme Martine Hansen, Ministres.

**(Début de la séance publique à 14.30 heures)**

► **M. le Président.** - Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

► **Une voix.** - Neen, Här President.

► **M. le Président.** - Dat schéngt net de Fall ze sinn.

## 1. Communications

Ech hu par contre folgend Kommunikatiounen un d'Chamber ze maachen:

1) D'Lëscht vun deenen neie parlamentareschen Ufroen a vun den Äntwerten ass um Bureau déposéiert.

2) Folgend Projekte goufen an der Administration parlementaire déposéiert: de 14. Juni vum Innenminister de Projet de loi 6580 iwwert de Financement vun enger Kläranlag fir d'Nordstad, an deeselwechten Dag vum Arméiminister de Projet de Règlement grand-ducal 6581 iwwert d'Participatioun vun der Lëtzebuurger Arméi un der Missioun EUTM Mali.

## Communications du Président - séance publique du 18 juin 2013

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Le projet de loi et le projet de règlement grand-ducal suivants ont été déposés à l'Administration parlementaire:

**6580** - Projet de loi autorisant l'État à participer au financement des travaux nécessaires à l'extension et à la modernisation de la station d'épuration de Nordstad/Blesbruck

Dépôt: M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région, le 14.06.2013

**6581** - Projet de règlement grand-ducal portant modification du projet de règlement grand-ducal du 6 mars 2013 relatif à la participation de l'Armée luxembourgeoise à la mission EUTM Mali

Dépôt: M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de la Défense, le 14.06.2013

(Tous les documents peuvent être consultés à l'Administration parlementaire.)

## 2. Ordre du jour

An hirer Réunioun vum 6. Juni huet d'Présidentenkonferenz fir dës Woch folgenden Ordre du jour virgeschloen:

Haut de Mëtteg hu mer fir d'Éischt eng Froestonn un d'Regierung; duerno eng Aktualitéitsstonn vun de véier Fraktiounen iwwert d'Recommandatiounen vun der Europäescher Kommissioun un d'Regierung zum Stabilitéits- a Wuesstumspakt, d'Riedezäit ass zéng Minutte fir d'Fraktiounen, fénnef Minutte fir d'Sensibilités politiques an 30 Minutte fir d'Regierung; dann de Projet de loi 6513, eng Direktiv iwwert d'Veute à découvert d'instruments financiers, nom Basismodell.

Muer de Mëtteg em zwou Auer hu mer de Projet de loi 6532, en Accord mat Däitschland iwwert de Financement vum Tronçon zu Igel beim Bau vun der Zuchverbindung Lëtzebuerg-Tréier, nom Modell 1; duerno de Projet de loi 6548, e Protokoll iwwert d'Bedenke vum iredsche Vollek zum Lissabon-Traité, och nom Basismodell; an duerno eng Aktualitéitsstonn vun der Fraktioun vun deene Gréngen iwwert de véierte Rapport vun der Commission du Conseil de l'Europe contre le racisme et l'intolérance (ECRI).

Den Donneschdeg de Mëtteg em zwou Auer hu mer de Projet de loi 6489, en Ofkommen mat Brasilien iwwert d'Sécurité sociale, nom Basismodell; duerno de Projet de loi 6520, en Ofkommen mat Uruguay iwwert d'Sécurité sociale, nom Basismodell; duerno de Projet de loi 6473 iwwert d'Sécherheet vun de Spillsaachen, nom Basismodell, an zum Schluss eng Interpellatioun vum Här André Bauler iwwert d'Entwécklung vum Tourismussektor, nom Modell 1.

D'CSV-Fraktioun huet eis matgedeelt, datt den Här Fernand Boden, de Rapporteur vum Projet de loi 6513, haut fir d'Chamber am Ausland sech befénnt. Et gétt deemno proposéiert, de Projet de loi 6513, deen haut um Ordre du jour steet, vun eiser Dagesuerdnung erfzehuelen.

Ass d'Chamber domadder averstanen?

**(Assentiment)**

Dann ass dat esou décidéiert.

Ass d'Chamber mat deem ofgeännerten Ordre du jour averstanen?

**(Assentiment)**

Dann ass dat esou décidéiert.

Haut de Mëtteg huet d'Chamber eng Froestonn un d'Regierung. Laut Artikel 83 vum Chambersreglement huet den Deputéierten zwou Minutten Zäit, fir seng Fro virzedoen, an d'Regierung huet véier Minutten Zäit, fir dorop ze äntwerten. D'Froen kommen ofwiessend vun der Majoritéit an der Oppositioun.

Als éischt hu mer de Mëtteg d'Fro N°236 vun der Madame Martine Mergen un de Gesondheitsminister a Minister fir d'Sécurité sociale



Suivez la Chambre des Députés sur Facebook et Twitter





iwwert d'Zukunft vun der personaliséierter Medezin. Madame Mergen, Dir hutt d'Wuert.

### 3. Heure de questions au Gouvernement

**- Question n°236 du 18 juin 2013 de Mme Martine Mergen relative au futur de la médecine personnalisée au Luxembourg, adressée à M. le Ministre de la Santé et à M. le Ministre de la Sécurité sociale**

► **Mme Martine Mergen (CSV).** - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, d'personaliséiert oder stratifiéiert Medezin ass e moderne Konzept, deen op Basis vu genetesch oder molekulare Informatiounen déi beschte Behandlung fir en individuelle Patient a seng spezifesch Krankheet verspricht. Si verspricht déi richteg Behandlung fir de richtige Patient zur richteger Zäit. Si ass nach fir e groussen Deel um Niveau vun der Fuerschung. Verschidde Medikamenter, déi op där Basis entwéckelt gi sinn, sinn awer schon am Asaz, esou zum Beispill e Wirkstoff, dee geziilt ka bei verschiddene Kriibformen an ebe bei verschiddene Patienten agesat ginn.

Och Lëtzebuerg huet sech an dës Richtung engagéiert, notament am CRP-Santé. Elo wësse mer awer, dass dës Zort vu Medezin net nëmme verspricht, ville Leit ze hëllefen, mä si stellt och eng ganz Rei vun Obstakelen un d'Gesondheetssystemer international a ganz besonnesch och un d'Krankheesystemer. Zu dëser Erausforderung wollt ech dem Här Minister e puer Froe stellen.

Fir dass mir e Reservoir vun Date kënnen schaffen, müssen d'Donnéeën op der Bevëlkerung kënnen vill méi systematesch gesammelt ginn, wéi dat bis elo de Fall ass. Et geet och hei ëm eng international Zesummenaarbecht. Sinn d'Weichen dofir gestallt?

Wa Medikamenter entwéckelt ginn, déi nëmme fir e puer Patienten effektiv sinn, bei aneren awer net wieren, esou ass dat och eng Erausforderung fir d'Pharmaindustrie, well esou Medikamenter - moosgeschnidert - nëmme a kleng Quantitéite gebraucht ginn an dann och forcément immens deier ginn. Huet d'Sécurité sociale sech do schon eng Strategie ginn, wéi si wëllt dës Problem an Zukunft ugoen?

Schliesslech wollt ech nach wëssen, wéi wäit welch Acteuren hei am Land an dës Fuerschung involvéiert sinn. Dat ass vläicht éischter fir d'Fuerschungsministesch, mä ech mengen, den Här Gesondheitsminister ka mer do och eng Äntwert drop ginn.

Finalemollt wollt ech froen, ob een net kéint eng Kéier dës Sujet an der Gesondheitskommissioun, vläicht zesumme mat der Santéskommissioun, behandelen?

Ech soen lech Merci.

► **M. le Président.** - Merci der Madame Mergen. An d'Wuert kritt den Här Gesondheitsminister a Minister fir d'Sécurité sociale Mars Di Bartolomeo.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé, Ministre de la Sécurité sociale.** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Madame Mergen huet e ganz spannenden Thema ugeschwat, wou ee ganz laang kéint driwwer diskutéieren. Ech wëll lech awer net langweilen an lech just eng Rei vun Eckdate ginn.

An der personaliséierter Medezin hu mer an deene leschten zéng Joer fantastesch Fortschritte erlieft, souwuel an der Diagnostik wéi och an deene geziilten Traitementen, wou mer vun engem Konzept, wou een d'Krankheet méiglechst breet bombardéiert huet mat Wirkstoffen, déi eng breet Wirkung hunn, eriwuer zu enger ganz geziilter Approche gaangen ass, wou ee just dat traitéiert, wat traitéiert muss ginn, mat deem Medikament, dat just op déi Pathologie wierksam ass.

D'Genfuerschung huet sech iwwerschloen a virun e puer Joer ass et éischtmoos gelongen, fir de mënschleche Genom, d'Ierfmass, am Ganzen ze knacken. Haut ass dee Procédé nach ganz komplizéiert an extrem deier. Mä do gëtt et Perspektiven, dass dat muer zu engem relativ gënschtegen Käschtpunkt a vill méi séier ka geschéien.

Well mir net wollten abseits stoen zu där doter Entwécklung, hu sech virun e puer Joer eng ganz Rei vu Memberen aus dëser Regierung zesumme geschloss, de Fuerschungsminister, den Ekonomiesminister, de Gesondheitsminister, mat der Ënnerstëtzung vun der gesamter Regierung an och dem Finanzminister, fir staark

Partnerschaften ze sichen. Mir hunn déi fonnt mat spezialiséierten Instituter, mat Experten aus dem amerikanesche Beräich, dorënner een Nobelpreisträger. A mir hunn e Konzept hei zu Lëtzebuerg opgebaut, fir kënnen ganz vir matzeméschen.

E puer Instituter, déi doraus entstane sinn, sinn d'IBBL - d'Biobank -, den LCSB, „Luxembourg Centre for Systems Biomedicine“, ganz vill schaffend mat Bioinformatik, déi sech awer konnten op bestoend Strukturen baséieren. Dat ass nämlech déi Chance, déi mer haten: eis CR-Pen, dorënner de CRP-Santé, awer och déi aner CRPen an eis Uni. Mir hunn et färdigbruecht, ganz gutt Leit op Lëtzebuerg ze bréngen. Well dat ass d'Konditioun, fir iwwerhaupt kënnen matzeméschen. Et muss ee kompetitiv si fir déi beschte Käpp. An an der Zwëschenzäit hu mer eng concertéiert Approche tëschent allen Acteuren, déi och erfollegversprechend ass.

Mir hunn eis op eng Rei vu Beräicher spezialiséiert an där Fuerschung, de Longekriib, Diabetes, Parkinson, wou an der Zwëschenzäit encourageant Ergebnisse do sinn a wou den Avantage vu Lëtzebuerg war, dass eis Centres de recherche, eis nei Initiativen, ganz no bei der klinischer Recherche sinn an do d'Praktiker ganz enk mat den denkende Käpp - wou ech net soen, dass d'Praktiker net matdenken - konnten zesummeschaffen.

An der Zwëschenzäit sinn och déi eng oder déi aner Spin-offen, dat heescht méi kleng Betriber, déi doraus entstinn. An déi Froen, déi d'Madame Mergen stellt, sinn eigentlech déi zentral: Wéi kënnen mer an deem dote Beräich op déi Donnéeën zréckgräifen, déi mer hunn? E Kriibregëster ass eent vun deenen Elementer, déi mer an der Lescht lancéiert hunn. Eng Kohort mat ganz ville Leit, déi mer amgaang sinn opzestellen, fir iwwer eng Rei vu Joren dat Ganzt ze suivieren, ass déi nächst Etapp.

Ech wëll och soen, dass et hei net nëmme ëm fundamental Fuerschung geet, mä dass d'Zilsetzung ass, dass een de Patient um Bett vun deenen dote Resultater profitéiere léisst, also direkt eng Plus-value och fir d'Traitementen.

Dann déi Fro..., an da kommen ech zum Schluss, Här President. Ech mengen, ech si schonn, jo, iwwer meng Zäit ewech. Neen, ech hunn 30 Sekonne schonn iwwer...

**(Interruption)**

Ech hu schonn 30 Sekonnen iwwer... Gesitt Der, wann ech schwätzen, dat ass esou faszinéierend, dass et lech guer net opfällt, dass d'Zäit vergeet!

**(Hilarité)**

Neen, neen, zur Konkusioun: Wéi verhale mer eis, wat de Remboursement ugeet vun deenen diagnostesch Moyene respektiv den Traitementen? Bei der Diagnostik hu mer eis am Moment zentriert op déi Diagnosen, déi therapiezentriert sinn a manner op déi, déi prédictiv sinn. Well do gëtt et och onwahrscheinlech Méiglechkeeten, fir aus engem vermeintlech Gesonde ganz fréi e potenziell Kranken ze maachen. Mir mengen net, dass mer op deem Punkt ugelaangt sinn.

Mir setzen zesummen an engem Aarbechtsgrupp vun Experten, gräifen do och op auslännesch Kompetenz zréck, fir do d'Konditiounen ze fixéieren. An do, mengen ech, dass an deem dote Beräich eng enk Zesummenaarbecht um europäesche Plang iwwer Netzwerker och ganz sennvoll ka sinn.

Villmoos Merci fir Är Gedold, Här President, an domat sinn ech färdig.

► **M. le Président.** - Merci dem Här Gesondheitsminister. Déi nächst Fro ass d'Fro N°237 um Här Eugène Berger un d'Erzéiungsministesch iwwert déi lëtzebuergesch Participatioun um Programm „INDECT“. Här Berger, Dir hutt d'Wuert.

**- Question n°237 du 17 juin 2013 de M. Eugène Berger relative à la participation du Luxembourg au développement du programme «INDECT», adressée à Mme la Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche**

► **M. Eugène Berger (DP).** - Merci, Här President. Dee Programm PRISM ass jo an aller Mond. Dir wësst, ëm wat et geet. D'USA, déi hunn do e Programm entwéckelt, fir Leit auszespionéieren iwwer Computer, weltwäit Computernetzwerker, ob dat elo Google oder Facebook ass an esou weider. Ech wäert elo net am Detail dorobber agoen. Et ass op alle Fall eng grouss Opreegung an der ganzer Welt doriwuer, och eng Entrüstung. An u sech och d'EU-Kommissäin Reding, déi huet sech jo do och ganz staark gemaach an do reklaméiert, ënner anerem mat engem Bréif bei den Amerikaner.

Et ass awer esou, datt net nëmme d'Amerikaner esou Programmer entwéckelen, mä et sinn och d'Europäer, déi ähnlech Projeten develop-

piéieren. Do gëtt et ee Projet, deen heescht „INDECT“. Ech erspueren lech elo d'Ofkierzung, firwat dat genau steet. Mä et ass e System, dee soll eng intelligent Iwwerwaachung vun den EU-Bierger entwéckelen, besonnesch am Beräich vun der Gesichtsrekognition, well jo hautdesdaags ganz vill mat de Kameraen iwwerall an de Stied an iwwerall, op allméigleche Plazen, d'Bierger gefilmt ginn, an dat do ass also e System, fir dann och iwwer Gesichtsrekognition kënnen d'Leit nach besser ze iwwerwaachen, ze kontrolléieren, ze identifzéieren.

Ugeleiert gouf dee ganzen „INDECT“-Programm um polneschen Heimatschutzministerium. An an engem Artikel am „Lëtzebuerg Land“ um leschte Freideg vun Ines Kurschat, deen och op déi ganz Problematik ageet, kënnt Der eng Rei interessant Detailler op alle Fall dozou liesen.

Ech hunn e puer Froen dozou un d'Héichschoul- an d'Fuerschungsministerin. Dat Eent ass: Wann déi Informatiounen stëmmen am Artikel, da gëtt also den „INDECT“-Programm vun europäesche Fuerschungsgelder ënnerstëtzt, finanziéiert. Dofir meng éischt Fro, ob Lëtzebuerg och do matfinanziéiert an a wat fir enger Héicht, wann dat eventuell méiglech ass, fir dat kënnen ze beäntweren.

An dann ass et och elo esou, datt dee Projet an enger éischter praktescher Ëmsetzungsphas ass, géif ech emol soen, datt Pilotprojeten do gemaach ginn, wou a verschiddene Länner da gekuckt gëtt, wéi dee Programm fonctionnéiert. Wou also dann och, géif ech emol soen, ouni d'Wësse vun de Leit dann déi do Testobjekter sinn, fir an esou engem Programm matzemaachen. Meng Fro do also och: Partizipéiert Lëtzebuerg dann och elo an där Testphas an deem Programm „INDECT“? Sinn och hei zu Lëtzebuerg do Saachen, déi lafen? Ech weess net, ob dat elo spezifesch nëmme eleng d'Héichschoulministesch concernéiert oder eventuell den Innenminister oder aner Ministeren, mä si kann dann eventuell déi Froe weiderginn.

An eng drëtt Fro ass déi, ob Lëtzebuerg och nach vläicht an anere Projeten oder Programmer do matmécht, wou et och a Richtung vun der Entwécklung vu Spionéier- oder Ausspionéierungsprogrammer geet.

Merci.

► **M. le Président.** - Merci dem Här Berger. An d'Wuert kritt d'Madame Erzéiungsministesch Mady Delvaux-Stehres.

**(Interruption)**

Ah, dann hunn ech dat hei falsch notéiert. Effektiv, entschëllegt! D'Madame Héichschoulministerin Martine Hansen. Merci.

► **Mme Martine Hansen, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.** - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, de Projet „INDECT“, do handelt et sech, esou wéi den Här Berger sot, ëm deen europäesche Projet, deen am Kader vun siwente Fuerschungsprogramm an der EU leeft.

„INDECT“ steet fir „Intelligent Monitoring for Threat Detection“, dat heescht, de Projet huet sech als Objektiv gesat, en Algorithmus ze entwéckelen, deen automatesch anormal oder aggressiv Comportementen aus dem Datefloss erausfiltert, an dat, esou wéi Der och gesot hutt, vun Iwwerwaachungskameraen a Webcamen.

Et ass also e Projet de recherche, a Lëtzebuerg huet beim Appel aux propositions, esou wéi dat ëmmer leeft, net matgemaach. D'EU finanziéiert dee Projet, dee scho säit 2009 an nach bis 2014 leeft, an zwar an Héicht vun eelef Milliounen Euro. Lëtzebuerg Firmen hunn, wéi gesot - an och Institutiounen -, menges Wëssens net bei dësem Projet matgemaach a sinn och net bei aneren esou ähnleche Projete bedeelegt.

Et gëtt een Internetsite, op dee kann ech gäre verweisen, wou iwwert dës Projet speziell relativ vill dosteet, wou och steet, wéi eng Länner matmaachen: Dat ass den Internetsite [www.indect-project.eu](http://www.indect-project.eu).

Merci.

► **M. le Président.** - Merci der zoustänneger Ministesch. Da kéime mer elo un d'Fro N°238 um Här Roger Negri, déi Kéier un den Nohaltegekeetsminister, iwwert dat déidlecht Accident, dat den 10. Juni am Tunnel „Biff“ geschitt ass. Här Negri, Dir hutt d'Wuert.

**- Question n°238 du 18 juin 2013 de M. Roger Negri relative à un accident mortel qui s'est produit le 10 juin 2013 sur la Collectrice du sud au lieu-dit «Biff», la sécurisation particulière de l'ouvrage d'art en question, ainsi que la sécurisation en général des benes de camion, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures**

► **M. Roger Negri (LSAP).** - Merci, Här President. E Méindeg virun aacht Deeg ass et am

Tunnel „Biff“ op der Collectrice du sud zu engem trageschen, déidlechen Accident komm, wou e Kipper vun engem Camion iwwert der Fahrt an d'Luucht gaangen ass an déi stolen Träger, déi do virdrumontéiert sinn un de Palplanchen, erofgerappt gi sinn, déi dann op en Auto gefall sinn, dee vun där anerer Säit komm ass, an eng jonk Fra vun 29 Joer d'Liewen op eng grausam Manéier kascht hunn.

Ech wëll an deem Sënn, Här Minister, zwou Froen opwerfen, am Sënn, fir an Zukunft ze versichen, esou en Accident ze verhënneren. Ech war mer dat, déi Konstruktioun, op d'Plaz ukucken. Déi Fro, déi ee sech ka stellen: Ass et vun der Statik hier wierklech néideg, déi Konstruktioun esou bäizebehalen oder kann een dat änneren? Well déi Palplanchen, déi do sinn, fir an den Tunnel ze fueren, sinn, wann ee se mat anere vergläicht, net onbedéngt op där gréisster Héicht. Vläicht kéint een dat do änneren? Dat ass eng Fro.

Eng aner Saach, déi ech mer iwwerluecht hunn, aus der Erfahrung vun der Eisebunn: Wann ee kuckt an der Stad, am Clausener Bierg, do ass jo och eng Bréck, déi keng esou eng grouss Héicht huet, wou Der alleguer wësst, dass schonn oft Accidenter waren. Do sinn awer, fir déi Eisebunnsbréck do ze schützen, zwou Poutres pare-chocs, déi einfach verhënneren, dass esou e Camion oder e Bus, dass deen déi Bréck kéint ewechrappen. Wann dee Moment just zoufälligerweis géif en Zuch kommen, géif et zu enger riseger Katastroph kommen.

Hei wär elo einfach d'Fro, ob een net och esou eng Poutre pare-chocs zu deenen zwou Säite kéint montéieren. Wéi gesot, ech wëll op déi Fro elo och vläicht, Här Minister, net elo direkt eng prezis Äntwert kréien, mä virun allem ass d'Fro am Sënn geduecht, ob een doriwwer kéint nodenken.

Ech war zum Beispill och hannendru virugefuer. Deen nächsten Ouvrage, do sinn Dréit gespaant fir d'Luuchten, d'Stroossebelichtung dru festzemaachen. Och dat kann eng Kéier zu engem relativ gréisseren Problem féieren. Dofir géif ech an deem Sënn bieden, ob een dat kéint eng Kéier allgemeng nokucken.

An dann déi zweet Fro, déi ech an deem selwechte Kader wëll stellen, ob et net sennvoll wär, fir ze kucken, dass et eng Automatik géif ginn, fir dass d'Benné vun de Camionen iwwert d'Schrëttgeschwindigkeit eraus - well déi brauch ee jo heiansdo, zum Beispill, wa Makadam agebaut gëtt an esou weider -, dass awer iwwer eng gewësse Schrëttgeschwindigkeit eraus et net méiglech ass, dass iergendwéi duerch e Versehen esou e Kipper iwwert der Fahrt an d'Luucht geet, fir an deem Sënn och esou Accidenter ze verhënneren.

An deem Sënn géif ech lech Merci soen, Här Minister, fir Är Äntwert.

► **M. le Président.** - Merci dem Här Negri. An d'Wuert kritt den Här Nohaltegekeetsminister Claude Wiseler.

► **M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.** - Merci, Här President. Et ass ëmmer schwéier, iwwer Froen ze schwätzen, déi esou en tragesch Enn fonnt hunn an déi esou e mënschlech dramaatesch Schicksal zur Konsequenz haten.

Ech wëll probéieren, sachlech - esou wäit ech kann - op déi do Fro ze äntweren, well se awer ganz, ganz techesch gestallt ass. Deen éischten Deel, do ass et jo ëm déi metallesch Poutré gaangen.

Vum Konzept hier sinn déi Poutré vun de Ponts & Chaussées esou geduecht ginn, datt se am Prinzip total ausserhalb vun dem Fierperimeter sinn, wat d'Héicht ugeet, esou wéi et normalerweis och beim Code de la Route definiéiert ass. Si sinn och esou gebaut, datt se deenen normalen Exploitationscontrainten, ob dat hiert eegent Gewiicht ass, d'Chargen, déi kënnen dropkomme vu Reen, Wand, Waasser, Entretien, d'Chargé vun der klasscher Struktur, déi se mussen unhalen, an all déi Pousséien, déi op de Palplanché sinn, datt se déi no deenen DIN-Normen, déi en vigueur sinn - dat ass 1055 hei zum Beispill -, datt se déi ouni Problem eidenterweis aushalen an datt se och de statesche Verifikatiounen, déi do an deene classeschen Normen, natierlech alle Verifikatiounen standgehalen hunn. Si si selbstverständlech net esou concevéiert, datt se deen Impakt, oder esou en Impakt, wéi se hei hu misse matmaachen, och géifen duerhalen. Dat ass dat Éischt, Är éischt Fro.

Déi zweet Fro, dat ass d'Fro mat de Camionen. Dat hu mer och nogekuckt. Am Prinzip muss deen Typ vu Gefierer der Maschinenrichtlinie gerecht ginn. Dat ass eng Direktiv, den 2006/42/CE, esou wéi se am Europaparlament respektiv esou wéi se europawäit ugeholl ginn ass, déi am Fond beschreift, wéi esou e Camion mat Kipper soll fonctionnéieren. Do gëtt et eng Rei Sécherheeten, déi agebaut sinn. Notament mussen zwou separat Manipulatiounen



quasiment gläichzäitig gemaach ginn, fir datt de Kipper an d'Luucht geet, op där enger Säit, respektiv ass et och nach esou, wann ee während der Fahrt..., also wann een de Kipper gekippt huet, da mussen am Prinzip déi zwou Sécherheeten dann erëm zrëckgesat ginn, éier kann do weidergefuert ginn.

Ech sinn net à même evidentement, lech an dësem Moment ze soen, wat elo d'Cause vun dësem Accident ass. Dat muss déi Enquête elo beweisen. A wa mer wierklech genau wëssen, wat dann elo geschitt ass, da muss een och d'Konsequenzen dovunner huelen an d'Analys op de Gegebenheete maachen. Mä haut si mer net à même, fir en définitive ze soen, wat dann elo déi Cause ass. Dee Moment, wou mer et wëssen, ginn déi nächst Schrëtt do geholl.

Merci.

► **M. le Président.**- Merci dem Här Nohaltegkeetsminister. An da kéime mer zu der Fro N°239 vum Här Henri Kox, déi kéier un de Gesondheetsminister, iwwert déi onofhängeg Enquête iwwert d'Feier, wat de 7. Juni zu Cattenom stattfonnt huet. Här Kox, Dir hutt d'Wuert.

- **Question n°239 du 18 juin 2013 de M. Henri Kox relative à une enquête indépendante concernant l'incendie du 7 juin 2013 à la centrale nucléaire de Cattenom, adressée à M. le Ministre de la Santé**

► **M. Henri Kox (déi gréng).**- Merci, Här President. Jo, et ass eng Fro un de Gesondheetsminister. De 7. Juni kourm et zu engem weidere Accident am Atomkraaftwierk Cattenom. Net nëmme, dass et spektakulär war, dass een iwwert de ganze Süde vum Land déi schwaarze Wollek gesinn huet, mä et war och dës kéier awer méi e seriösen Accident, nämlech den Transformator vum Reaktorblock 1 ass explodéiert gewiescht. Domadder ass och eng Schnellofschaltung vum Reaktor 1 geschitt, also eng Noutsituatioun, déi mer u sech net wëllen hunn.

Dobäi hu mer och matkritt, dass d'Informationspolitik vun EDF net déi allerbeschte war. Dofir ass enner anerem och den Dieter Majer... Mir wëssen, den Dieter Majer hate mer deemools bei de Stresstester engagéiert, net nëmme vu Lëtzebuerg, mä och vum Saarland an och vum Rheinland-Pfalz, fir d'Beobachtung vun Cattenom kënnen ze maachen. Hie selwer huet sech schwéier opgereggt iwwert d'Virgehensweis vun de Fransousen.

Dofir froe mer, ob et net méiglech wier, eng onofhängeg Expertenstudie kënnen vum deem Virfall ze maachen, enner Abetzung vum Dieter Majer nach eng kéier zrëckzekommen.

An dann natierlech och vun der Informationspolitik: Ech mengen, dass et net ganz glécklech ass, wa mir, wann eis Protection civile zu honnert Prozent d'Kommunikatioun vun EDF iwwerhëlt an déi einfach diffuséiert. Ech mengen, dat ass net onbedéngt eise Rôle. Da muss mer och déi Informationspolitik, mengen ech, iwwerdecken.

Dofir och déi zweet Fro dann un de Gesondheetsminister: Ass geplangt, eng aner Kommunikatioun virzehuele respektiv sech do och mat de Saarlänner respektiv Rheinland-Pfälzer ze konzertieren?

Merci.

► **M. le Président.**- Merci dem Här Kox. D'Wuert kritt den Här Gesondheetsminister Mars Di Bartolomeo.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé.**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären! Merci dem Här Kox fir d'Fro, déi eis et erlaabt, nach eng kéier kuerz eis Positioun zu Cattenom ze résuméieren. Dir wësst, dass mer net op déi multipel Incidenten zu Cattenom waarden, fir kloer fir d'Ofschaltung respektiv subsidiäresch fir eng Netverlängerung vun der Lafzäit vun där Zentral ze plädéieren, mä déi sech joend Zwëscheffäll, déi zwar elo net am Noyau nucléaire sinn, déi bestätegen eis an där doer Approche.

Zum Fait: Et ass e Brand an engem Transformator, deen de Reaktor 1 alimentéiert, entstanden, no bausse ganz spektakulär, well eng op Kilometer siichtbar Brandwolke entstanden ass, mä deen Incident ass awer vun der Agence de sécurité nucléaire (veuillez lire: Autorité de sûreté nucléaire) op der Skala, déi bis zu 7 geet, op de Seuil 1 agestuufft ginn.

Dir wësst, d'ASN ass déi onofhängeg Agence de sécurité nucléaire (veuillez lire: Autorité de sûreté nucléaire) a Frankräich. Et ass kengem Mënsch eppes geschitt, mä dat ännert awer näischt dorun, dass mer och bei dëse Geleechtheeten, wou net eng direkt Gefor fir d'Populatioun entstanden ass, dass mer dorop reagéieren.

Spektakulär war den Incident, mä technesch, do soen d'Experten, dass et net allze geféier-

lech war. Politesch muss een allerdéngs soen, dass bei engem ähnlechen Zwëscheffäll bei der Zentral Krümmel an Däitschland dat dozou gefouert huet, dass den Ëmweltministère, deen et allerdéngs selwer a sengem eegene Land an der Hand hat, déi Atomdiskussioun an Däitschland wesentlech mat beaflosst huet, wat och dozou gefouert huet, dass dee Reaktor ofgeschalt ginn ass. Déi dote Schluecht ass net um Technesche mä um Politischen decidéiert ginn. An ech mengen och net, dass mer um Techneschen deen heite Match wannen, mä wann, dann um politesche Plang.

Wat elo d'Kommunikatioun ugeet, huet EDF relativ séier d'Services de secours hei zu Lëtzebuerg kontaktéiert. E bësse méi spéit huet d'ASN eis Korrespondenten an der Radioprojektion informéiert an och herno schréfflech den Incident bestätegt.

Wat elo eis Approche ugeet: Ech sinn net der Meenung, dass mer um Drécker sinn, fir deen doten Incident elo technesch ënnersichen ze loossen, mä awer eis weiderhin hëllef solle loossen, zesumme mat Rheinland-Pfalz a mam Saarland, mat där noutwendeger Expertise. An dësem Fall gräife mer op d'Öko-Institut Darmstadt zrëck, fir déi weider Entwécklung bei Cattenom ze suivéieren, éischtens wat déi fällig Verbesserungen ugeet, mä awer och doriwwer eraus, an ech muss lech soen, dass ech och kee Problem hunn, fir un d'Öko-Institut déi doten Donnéeën, déi mer kritt hunn, weiderzeginn, fir dat doten och vun där doer Säit préiwien ze loossen.

Wat eis Attitud elo am Moment ugeet: No där Interventioun, déi mer zu Paräis haten, wäerte mer den nächste Freideg eng Geleechtheet hunn, fir erëm eng kéier den Nol anzuschloen, well mer ulässlech vun dem Ofschloss vum Test vun engem Eeschtfall zesumme mat de franséischen Autoritéiten an eis och der Press stellen. Et ass eng gutt Geleechtheet, fir op franséischem Territoire erëm eng kéier de Message eriwwezeginn, well dat Wichtigst, wat mer bräichten am franséische Raum, dat wär méi Sensibiliséierung bei de Leit selwer. An esou Geleechtheete ginn eis och Méiglechkeeten, fir de Message un d'Leit aus der Lorraine weiderzeginn.

Dir wësst, wéi eis Implikatioun um internationale Plang ass, fir d'Atomsicherheit insgesamt iwwert d'Euratom-Vertrag, iwwert d'AIEA an esou weider ze verbesseren.

Ech wëll lech och nach just soen, dass mer eis net op Cattenom beschränken. Mir hate bei deem Treffe mat der belscher Regierung dovun profitéiert, fir hinnen och kloer eis Attitud zu Tihange ze soen. Et huet net allze vill genotzt gehat, well se 14 Deeg méi spéit erëm...

► **M. le Président.**- Här Minister, Dir misst lues awer sécher zum Schluss kommen.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé.**- ...Tihange un d'Netz gesat hunn, an dofir wäerte mer bei enger nächster Geleechtheet déiselwecht diplomatesch Démarche bei eise belsche Kollege maache wéi bei de franséische Kollegen, well se net sollen unhuelen, wa si „la loi du prince“ hei spille loossen, dass mir eis do dermat zefridde ginn.

Merci, Här President.

► **M. le Président.**- Merci dem Här Gesondheetsminister. Da komme mer zu der Fro N°240, déi kéier vum Här Jean Colombera un d'Erzéiungsministesch, iwwert déi obligatoresch Impfung vun de Schüler aus dem Lycée technique pour professions de santé. Här Colombera, Dir hutt d'Wuert.

- **Question n°240 du 17 juin 2013 de M. Jean Colombera relative à la vaccination obligatoire pour les élèves du Lycée technique pour professions de santé, adressée à Mme la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle**

► **M. Jean Colombera (Onofhängeg).**- Merci, Här President. A Lëtzebuerg besteet keng Impfflicht an nom Règlement grand-ducal vum 18. Oktober 2001 ginn zwar etlech Impfung präconiséiert, mä kee gëtt gezwongen, fir eng Impfung ze maachen.

Elo besteet awer d'Direktioun vum Technesche Lycée fir Gesondheetsberuffer drop, dass d'Studenten an d'Studientinnen, déi sech aschreiwé wëllen, geimpft mussen sinn, soss gi se net zum Studium zougeloo. Och wann een argumentéiere kann, dass iergendeen, e Schüler oder eng Schülerin, deen an der Gesondheetsbranche schafft, méi engem grouse Risiko ausgesat ass, esou gëtt awer hei eendeiteg d'Entscheidungsfreiheet vum eenzelne Schüler oder der Schülerin a Fro gestallt. Wann dat esou ass, dann hänkt den Zougang zu engem Studium vun enger Impfung of, déi gemaach ginn ass oder déi net gemaach ginn ass.

Dofir meng Froen un d'Bildungsministerin: Kann d'Ministerin mir bestätegen, dass den Zougang

zum Technesche Lycée fir Gesondheetsberuffer mat enger Impfflicht verbonnen ass?

Zweetens, falls jo, mengt d'Ministerin net, dass dëst regelwiddreg ass an dass d'Entscheidung vun der Direktioun hei muss zrëckgeholl ginn?

Ech soen lech Merci.

► **M. le Président.**- Merci dem Här Colombera. D'Wuert kritt d'Madame Erzéiungsministesch Mady Delvaux-Stehres.

► **Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle.**- Merci, Här President. Ee Kandidat, dee sech an d'Infirmiërschoul aschreift, dee gëtt invitéiert, fir sech impfen ze loosse géint Diphtherie, géint Polio, Tetanus, Hépatite B a Coqueluche, well, wéi Der wësst, d'Schülerinnen an d'Schüler vun der Infirmiërschoul, déi maache jo Stagen a Spideeler. An an där Konventioun, déi ofgeschloss ass zwëschen engem Spidol an der Schoul, do steet dran, dass: «Le Lycée veille à ce que les élèves et les enseignants se soumettent à des contrôles périodiques de leur état de santé et à ce que la vaccination soit conforme à la réglementation en matière de médecine du travail pour les professionnels de santé.»

De Livre III vum Code du Travail seet dann, wéi dat geregelt ass fir d'Professionnels de santé, déi jo extra Bestimmungen hunn, wat hir Sécherheit, hir Gesondheet ugeet.

Dorausser kéint ee jo da schlëssen, dass eng Pflicht besteet, fir sech impfen ze loossen. Dat ass awer net esou, well e Kandidat, dee sech net wëllt impfe loossen an deen awer Stagé mécht an engem Spidol, dee muss dann awer eng Deklaratioun ofginn, wou en dra seet, dass en zwar um Enseignement clinique deelt, mä enner senger eegener Verantwortung, an dass en dann och, wann e Verdacht besteet, direkt Kontakt hält mat deenen zoustännege Stellen, fir ze kucken, ob dann eng Gefor ass oder net.

Also, d'Antwort ass: Et ass keng Pflicht. Et ass eng ganz waarm Recommendation an et kann een also op seng eege Verantwortung refuséieren, sech impfen ze loossen, wat ech awer wierklech kengem Mënsch géif roden.

Merci.

► **M. le Président.**- Merci der Madame Erzéiungsministesch. An da komme mer elo zu där leschter Fro vun haut de Mëtteg, nämlech der Fro N°241 vum Här André Bauler, nach eng kéier un d'Erzéiungsministesch, iwwert d'Formation continue fir Enseignanten aus dem Cycle 1. Här Bauler, Dir hutt d'Wuert.

- **Question n°241 du 18 juin 2013 de M. André Bauler relative à l'offre complémentaire pour les enseignants du cycle 1 de l'enseignement fondamental, adressée à Mme la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle**

► **M. André Bauler (DP).** Merci, Här President. Ech wollt dann och nach eng Fro un d'Madame Erzéiungsministesch stellen. All déi nei Enseignanten, déi aus der Formatioun vun der Uni Lëtzebuerg kommen, därefer jo an déi véier Cyclé schaffe goen. Een Enseignant, dee säin Diplom virun e puer Joer krut, dierf dat net, well et deemools nach eng separat Formatioun fir d'Spillschoul a fir de Primaire gouf.

Dofir wollt ech froen, ob ab der Rentrée nees eng Formatioun ugebuede gëtt fir d'Leit, déi schon am Beruff sinn, awer nëmme de Brevet hu fir de Cycle 1 oder Cycle 2 bis 4. Et gouf ëmmer esou eng Formatioun, dat ware 15 Nomëtteger zu véier Stonnen.

Am Sënn vun enger méi grousser Flexibilitéit, berufflecher Flexibilitéit vun den Enseignant wär et wierklech begrëssenswäert, wann esou eng Formatioun kéint en place gesat ginn.

Ech soen lech Merci.

► **M. le Président.**- Merci dem Här Bauler. D'Madame Erzéiungsministesch kritt elo nach eng kéier d'Wuert.

► **Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle.**- Merci, Här President. Ech muss elo e bëssen aushuelen, well effektiv fréier, soulaang wéi den ISERP den ISERP war, gouf et eng Formatioun, oder neen, do si Leit ausgebilt ginn als Schoulmeeschter, an déi eng haten eng Optioun Précolaire an déi aner haten d'Optioun Primaire. A wann dann ee wollt wiessle vum Précolaire an de Primaire, dann huet den ISERP eng Formatioun vu 60 Stonnen ugebueden. Déi konnt ee maachen an da konnt een och vum Primaire an de Précolaire, vum Précolaire an de Primaire wiesselen.

Déi Formatioun gëtt net méi ugebueden, säit den ISERP d'Uni ass, well dat ass net kompatibel mat ECTS a mat enger Formation universitaire, sou dass säit 2003 déi Méiglechkeet net méi besteet.

An deem Gesetzesprojet, der Reform vun der Grondschoul, déi also 2009 gestëmmt ginn ass, hate mir esou eng Dispositioun virgesinn, dass et méiglech wär, déi Formatioun erëm nozehuelen, wann ee Précolaire ass, dass ee kéint Primaire maachen an emgedréint. Dat huet de Conseil d'État awer mat enger Opposition formelle empëchéiert, well e gesot huet, de Ministère ka sech net suppléieren enger Universitéit, dee kéint keng Universitätsdiplomer matginn.

Wéi elo all Deputéierten, deen an der Commission de l'Éducation nationale ass, weess, hu mer de Moment e Projet 6390 doleien, do ass erëm virgesinn, dass mer géife kënnen eng Formatioun ubidden, en Exame maachen, an dann de Leit, déi aus dem Cycle 1 wëllen an de Cycle 2 bis 4 wiesselen an emgedréint vun 2 bis 4 an 1, dass mer deene géifen d'Méiglechkeete ginn erëm, esou eng Formatioun ze maachen, mat engem Examen, fir dass mer méi eng grouss Flexibilitéit an de Corps enseignant kréien, well mer jo ganz vill Kandidatinnen hunn, déi am Précolaire sinn an déi no enger Zäit awer vläicht Loscht hätten ze wiesselen.

Dat Gesetz ass awer nach net gestëmmt. Et läit de Moment am Parlament a mir waarden op den zweeten Avis vum Conseil d'État. A wa mer dann de Feu vert kréien, da kéinte mer envisagéieren, esou eng Formatioun erëm anzeféieren.

► **M. le Président.**- Merci der Madame Erzéiungsministesch. Domadder wär mer um Enn vun eiser Froestonn vun de Mëtteg ukomm.

Fir haut de Mëtteg hunn déi véier Fraktiounen zesummen eng Aktualitéitsstonn iwwert d'Recommandatioun vun der Europäescher Kommissioun un d'Regierung zum Stabilitéits- a Wuesstumspakt ugefrot. Hei ass d'Riedezäit vun der Conférence des Présidents festgehal ginn a gesäit Folgendes vir: zéng Minutte fir déi eenzel Fraktiounen, fénnef Minutte fir d'Sensibilités politiques an 30 Minutte fir d'Regierung. Et hu sech bis elo ageschriwwen: déi Häre Roth, Meisch, Lux, Bausch, Gibéryen, Colombera an Urbany.

Als éischte Riedner ass den Här Gilles Roth agedroen. Här Roth, Dir hutt d'Wuert.

#### 4. Heure d'actualité demandée par les groupes politiques CSV, LSAP, DP et déi gréng sur les recommandations de la Commission européenne au Gouvernement en rapport avec le pacte de stabilité et de croissance

##### Débat

► **M. Gilles Roth (CSV).**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Europäesch Kommissioun, déi huet eisem Land am Kader vun dem nationale Stabilitéits- a Reformprogramm fir dës Joer sechs Recommendationen gemaach. Dës sinn zimlech deckungsgläich mat deem, wat Bréssel eis d'lescht Joer geschriwwen huet.

Éischtens zur Konsolidéierung vun dem Budget: Fir Bréssel muss mir enger zolitter Budgetpolitik festhalen. D'Objektiv muss et sinn, en Iwwerschoss an eisen öffentleche Finanzen ze erschaffen. Dës Approche war an ass nach ëmmer déi vun der CSV-Fraktioun. Mir hu fir 2013 e geschate Budgetdefizit vun 0,7%, en Defizit, eng gesamtöffentlech Schold vu manner wéi 25%. Dobäi leie mer wäit ënnert de Maastricht-Kritären. Mä eis Wirtschaft, déi hänkt vum Ausland of, an eis öffentlech Finanzen sinn duerfir vill méi volatil.

A mir hu virun allem eng verkappte Schold, déi vun eiser Altersversuergung. D'Leit gi méi al a kréie méi laang eng Pensioun. Dëst ass eigentlech en demografesche Phänomeen an un deem kënnen mer net vill änneren.

Eise Sozialversicherungssystem ass a senger Gesamtheit iwwerschësseg, mä déi Situatioun riskéiert mëttelfristeg ze kippen. D'Bäitragzueler vun haut, dat sinn d'Leeschtungsempfänger vu muer.

Fir d'CSV-Fraktioun ass et duerfir e kloert an en noutwendegt Zil, fir de Budget méiglechst schnell erëm an den Équiliber ze bréngen. Dat heescht keng Austeritéitspolitik: Mir wëlle weider konsolidéieren, mir wëllen eis awer net kapottspueren. Fir de Budget 2013 beleeft de Gesamtpak vun deene Konsolidéierungsmaassname sech op 952 Milliounen Euro. Mir hunn also net tatenlos nogekuckt.

Sécher hätte mir kënnen méi spueren. D'Dépensé klammen insgesamt awer manner héich, wéi dat an de leschte Joren de Fall war, an dat trotz héijen Ausgaben am Beschäftigungsfong,





bei de Familienzoulagen a virun allem um Ni-veau vun de Sozialtransferten. Besonnesch am Sozialberäich huet d'Koalitioun och a schwie-riegen Zäite fir de sozialen Zesammenhalt am Land gesuergt.

An der Deklaratioun zur Lag vun der Natioun sot de Statsminister, dass mir och a finanziell schwieerigen Zäite mussen d'Zukunft virbereeden. Dat sinn tëscht 2009 an 2013 ganzer 62 Milliarden Euro: fir d'Schoul, fir Investissemen-ter an öffentlech Infrastrukturen - Schinnen, Stroossen, Gebaier -, familjepolitesch Leesch-tingen, Fuerschung an d'Uni. D'CSV-Fraktioun ënnerstëtzt dës Approche ausdrécklech.

Zweetens, zu de Steieren: Bréssel recomman-déiert eisem Land eng Hausse vun der TVA. An der Ried zur Lag vun der Natioun huet de Stats-minister ugedéit, fir d'TVA-Recetten, déi am elektronischen Handel ewechbriechen, duerch en Erhéije vun dem TVA-Saz ze kompenséieren, mä dat no 2015. Déi definitiv Entschéedung doriwwer obläit deemno enger nächster Re-gierung.

Fir d'CSV-Fraktioun schéngt et kloer, dass déi Verloschter aus dem elektronischen Handel - dat maachen ëmmerhi 700 Milliounen Euro aus -, dass mer déi net ouni TVA-Hausse kënnen aus-gläichen. Mir plädéieren derfir, dass mir wei-derhin deen niddregsten TVA-Saz an Europa halen. Mä och iwwer eenzel Elementer, déi mat dem niddregen TVA-Saz vun 3% haut besteiert ginn, där et keen Tabu sinn, fir driwwer noze-denken. Hei heescht et awer, sozial gerecht vir-zegoen. D'CSV-Fraktioun gesäit derfir eng TVA-Reform agebett an eng méi breet Steuerreform, wou de sougenannte Mëttelverdénger net penaliséiert gëtt.

Drëttens, zu de Pensiounen: Bréssel recom-mandéiert, wéi dat schonns déi lescht Joren de Fall war, d'Käschte vun eiser Altersversuergung ze reduzéieren. Laut Bréssel misst een duerfir den effektive Pensiounsalter an d'Luucht setze grad wéi de legale Pensiounsalter un d'Alters-wardung upassen. Mir hunn um Enn vum leschte Joer eng Steuerreform gestëmmt. D'CSV-Fraktioun steet hannert där Reform. Si hätt sécherlech kënne méi wäit goen. Et ass awer virun allem eng équilibréiert Reform. Et gouf gläichzäiteg u méi Schrauwe gedréint, mat der Virgab, jiddwerengem eng ugemoosse Rent zu rasonable Konditiounen ze ginn.

Dir Dammen an Dir Hären, mir mussen do-riwwer eraus awer der Realitéit an d'A kucken. 2060 wäerte mir ronn 440.000 Pensiounsem-pfänger hei zu Lëtzebuerg hunn, dräimol méi wéi haut, an dovunner ronn d'Halschent, déi net méi hei am Land wunnen. Mir mussen sécherstellen, dass och nach no deene Virgaben de Generatiounevertrag, op deem eis Gesell-schaft berout an deen e wesentleche Facteur vun der sozialer Kohäsion ass, nach garan-téiert ass.

D'Pensiounreform, déi gemaach gouf, ass fir d'CSV-Fraktioun e Schrëtt an déi richteg Rich-tung. Si verschafft e bësse Loft, mä d'Hänn dierfe mer duerfir net an de Schouss leeën. Mir mussen an enger zweeter Etapp noleeën an un deeneselwechte Stellschrauwen dréinen.

Véiertens, zum Index: Jo, et ass scho bal tradi-tionsméisseg, dass Bréssel sech mat eisem In-dexsystem huet. Et war eng richteg Entschéedung, fir am Kontext vun der Kris 2012 op de Wee ze goen, maximal eng Indexbranche pro Joer bis 2014 auszebezuelen. Dësen adaptéierte System huet och seng Preuvë gemaach. Dat sollt een ëmmer am Hannerkapp halen.

D'Kafkraaft vun de Leit ass erhale ginn. D'Betri-ber hu Previsibilitéit. Bis Enn 2014 wësse mir och mat deem System, wou et higee. Wat do-riwwer erausgeet, dat ass d'Aufgab vun enger nächster Regierung. Et gëtt eigentlech genuch Modeller an Alternativen. Et heescht am Endef-ekt, dee richtigen Equiliber ze fannen tëscht dem Erhale vun der Kafkraaft vun den eenzelne Leit an der Kompetitivitéit an der Previsibilitéit vun de Betriber. Ech denken, dass do ee Mix vun e puer Elementer, an dozou zielt och d'Zesummesetzung vun dem Wuerekerf, duerchaus e rasonable Kompromëss därft duerstellen.

Fënneftens, zum Chômage: Bréssel recomman-déiert verstärkt Efforten, fir de Jugendchô-mage ze reduzéieren. Mä och hei am Land hu mer domat en zolitte Problem. Déi Jonk ënner 30 Joer, déi maache ronn 25% vun den Aar-bechtslosen aus. Vill jonk Leit sinn ouni Schaff an hu kee Schoulofloss. Si hu keng adap-téiert Ausbildung. Dat ass wichteg duerfir, dass mer gutt Diplomer hunn, eng gutt Berufsaus-bildung.

Jo, et ass eng Reform vun der Grondschoul gemaach ginn, d'Berufsausbildung ass refor-

méiert ginn an d'Reform vun dem Lycée ass an d'Wee gelee. Wat d'Friichten dovunner sinn, jo, dat muss d'Zukunft weisen. An der Tëschen-zäit gëllt et, d'Beschäftigungsmoosname fir déi Jonk weiderzeféieren. D'Schüler mussen bes-ser orientéiert ginn. D'Maison de l'Orientalion spillt hei eng wichteg Roll. D'Schoul vun der zweeter Chance fänkt vill Jonker op. An d'CSV-Fraktioun, déi begréisst an deem Kontext och ausdrécklech d'Initiativ vun der Jugendgarantie, där no all Jonken innerhalb vu véier Méint eng Beschäftigung, e Stage oder eng Formatioun kréie soll.

Mä, Dir Dammen an Dir Hären, mir brauchen och en Émdenke vun eise jonke Leit. Et ass keng Schan, fir an der Hôtellerie, an der Restau-ratioun ze schaffen.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Gilles Roth (CSV).** - Och jonk Lëtze-buerger kënnen am Handwierk, um Bau wäert-voll an interessant Aarbecht maachen.

Sechstens a leschtens, zu den CO<sub>2</sub>-Emissiou-nen: Bréssel recommandéiert, eis CO<sub>2</sub>-Emis-siounen ze reduzéieren, besonnesch duerch en Unhiewe vun den Accisen op de Pétrolspräiser. D'Approche vu Bréssel, wat d'Zilsetzung ube-laangt, ass sécherlech net vun der Hand ze wei-sen. Mä d'Recettë vun den Accisen an der TVA um Bensin maache ronn 1,3 Milliarden Euro aus. Dat si ronn 10% vun eisem Budget. An do spillt den Tanktourismus eng net onerhieflé Roll. An op déi Sue kënne mer och net vun haut op muer verzichten.

Klimaschutz kann ee fir eis duerfir net eleng op steierlech Aspekter reduzéieren. Klimaschutz ass vill méi eng global Aufgab. An et soll ee sech och näischt virmaachen. Och wann de Bensin zu Lëtzebuerg méi deier gëtt, geet de Konsum an der Grenzregioun net erof, mä e verlager sech. A wa mir den öffentlechen Transport net weider ausbaue kënnen, féiert eng méi héich Besteuerung eleng net zu dem gewünschten Zil.

Här President, et ass eigentlech heiansdo gutt, wann ee vu bausse en Echo op seng öffent-lech Finanze kritt. D'Recommandatioun vu Bréssel ginn zum gréissten Deel an déiselwecht Richtung, wéi dat an deene leschte Joren de Fall war. D'Zilsetzung, jo, déi kann een deelen, mä de Wee dohinner bestëmmt net Bréssel, mä mir selwer. Et geet eigentlech net nëmme-ëm PIB, net nëmme-ëm Wuesstum a Kompeti-tivitéit, mä et geet och-ëm Leit an deenen hir Zukunft.

Ech soen lech Merci fir d'Noluschteren.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Roth. Als nächste Riedner ass den Här Claude Meisch agedroen. Här Meisch, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Claude Meisch (DP).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, op deene siwe Säite Recommendatioun fanne mer, an de Gilles Roth als Virriedner huet et gesot, eng ganz Rei vun albekannte Sujeten zréck mat Duerstellun-gen, déi och net ganz nei sinn. Et geet-ëm In-dex, et geet-ëm de Pensiounsystem, et geet-ëm d'Besteuerung, et geet-ëm Chômage, et geet-ëm Recherche.

Och wann een - an dat gëllt och fir meng Frak-tioun - net mat allem d'accord ass, wéi déi Su-jete gesi ginn, wou misst ugesat ginn, esou gesäit een awer, dass mer nees erëm eng Kéier geschriwwen kréien, dass mer, fir mëttelfristeg Stabilitéit, eng finanzpolitesch Stabilitéit an eng wirtschaftspolitesch Stabilitéit ze gewährlees-chen an domadder och d'Viraussetzung fir Crois-sance iwwerhaupt kënnen ze schafen, eng Rei vu méi déif gräifende Reforme brauchen.

Et ginn och hei an deenen Zeilen eng Rei vu Reformusätz opgezielt, Reformusätz, déi vläicht net an déi falsch Richtung gaange sinn, mä wou awer bedauert gëtt, dass et vläicht just en éischte Schrëtt war - wéi zum Beispill de Rap-port sech ausdréckt -, wat déi bekannte Rente-reform ubelaangt. An an deem Kontext wësse mer jo awer, dass déi nächst Joren och den Iwwerschoss aus der Rentenversicherung riskéiert erofzegoen. An dat huet jo erëm eng Kéier en direkten Impact och op de gesamtstaatlechen Defizit, deen doduerjer weider riskéiert an d'Luucht ze goen, esou dass déi Spuererforten, déi mer mussen maache beim Zentralstat, do-duerjer nach eng Kéier daitlech méi héich wäerte ginn.

Mir als demokratesch Fraktioun hunn éischter plädéiert, fir eng Rentenreform ze maachen, wou mer och direkt eng Rei vu Mesurë géifen huel-len, déi och direkt eng Rei vu Benefisser op deem dote Plang géife bréngen. Ech erënnere dorunner: fir zum Beispill an Zukunft op den Ajustement ze verzichten.

Déi Explikatiounen, déi mer am Rapport erëm-fannen iwwert den Index, betreffe virun allem d'Relatioun Index a Produktivitéit. An do ass et interessant, nach eng Kéier drop hinzewiesen, dass d'Produktivitéitsentwécklung jo net gläich-

méisseg ass hei zu Lëtzebuerg jee no Secteur, mä dass mer eenzel Secteuren hunn, wou nach wie vor Potenzial do ass, dass et zu Produk-tivitéitssteigerung wäert kommen, an dass aner Secteure bestinn, wou dat awer vill méi schwéier wäert sinn a wou mer riskéieren, dass dat, jo, vläicht ganz zum Stoe wäert kommen.

Duerfir ass et schwieerig och, eng - soe mer emol -, eng Indexpolitik ze maachen, déi ganz secteuriiwwergräifend ass an déi riskéiert, finale-ment awer enger Rei vu Secteuren, enger Rei vu Betriber aus deem Secteur Problemer ze maachen an net zulescht och de Chômage wei-der an d'Luucht ze driewen.

Da liese mer eigentlech och dat erëm, wat d'Regierung decidéiert huet, fir, jo, iwwert de Wahltermin vun 2014 eraus eigentlech keng Décisiounen ze huelen, souwuel wat den Index ubelaangt, dann awer och aner Décisiounen eréischt unzekenegen, mä déi ginn dann dono geholl; wéi dat, wat TVA-Recetten ube-laangt, déi um Commerce électronique ewech-falen an déi duerch eng Augmentatioun vun der TVA sollen da kompenséiert ginn.

Interessant schéngt mer och déi Iwwerleeun-gen ze sinn, déi am Domän vun der Recherche gemaach ginn. Mir halen oft Rieden hei, sief et beim Budget, beim État de la nation oder méi prezis, wann et-ëm Recherche an Développe-ment geet, wou mer soen: „Dat ass d'Zukunft. Do ginn d'Aarbeitsplaze vu muer op, déi ent-stinn an deenen Domänen, wou mer haut be-reet sinn, Efforten ze maachen, och öffentlech Efforten ze maachen, fir a Recherche ze inves-téieren.“

Mir gesinn awer, dass, jo, d'Resultat net deem-entsprechend ass, dass - bis elo op jidde Fall - dat net derzou gefouert huet, dass eng Hälle-wull vu jonken, innovative Betriber geschafte gi wäeren. Déi sinn awer nach ëmmer allze oft op enger oder vläicht zwou Hänn opzezielen.

Et mierkt een och, dass de Privatsektor net no-zitt an der Recherche, dass mer doduerch awer nach ëmmer en Iwwergewicht vun öffentle-che Sector an den Dépensen, wat d'Recherche ubelaangt, hunn an doduerjer relativ wäit vun de Privatbetriber, also vun der Recherche appli-quée, ewechréckelen. Och dat einfach vläicht nach eng Kéier als Denkestouss matzehuelen, dat wär sécherlech net falsch, fir bei deene vil-len Efforten, déi mer maachen - an iwwert de Statsbudget maache mer der ganz, ganz vill -, nach eng Kéier ze kucken, ob mer dat Geld net aneschtens, méi gewënnbréngend, nach méi kéinten investéieren, selbstverständlech weider-hin an der Recherche, mä awer kucken, dass do méi doduerjer kéint zu Lëtzebuerg vun Neiem ugoustoss ginn.

Jo, wann een dann nach eng Kéier virgerechent kritt, dass mer eis Klimaziler vun 2020-ëm 27% dépasséieren, da gesäit een, wat fir e Fiasko eigentlech d'Lëtzebuurger Klimapolitik dann awer momentan erreecht huet an dass et do zu engem méi staarke Politikwiessel muss kom-men, wa mer wierklech eis wëllen eppes vir-huelen. Soss sollte mer och Ofstand huele vun deenen ambitiösen Ziler, déi mer ëmmer nees heiheim an awer och dobaussen da verkën-negen, an eigentlech och heiansdo dann eis Énnerschrëft dorënnersetzen.

Ech wëll elo net nach eng Kéier op d'Propo-sitiounen vu menger Fraktioun - Klimabank - agoen, fir Albasanierung prioritär unzepakten. Ech wëll net nach eng Kéier op all déi Iwwer-leeungen, wou mer eis zum Deel eens sinn, zum Deel vläicht nach net eens sinn hei am Haus, ronderëm den Transport public zréck-kommen. Mä mir wëssen eigentlech, op wat fir enge Stellschrauwen dass mer mussen dréinen. Mir mussen et do maachen, mir mussen just k-ucken, dass mer och do bereet sinn, e gewëssene Politikwiessel awer zouzeloossen. Well ouni deen, fäerten ech, wäerte mer eis Ziler an deem doten Domän an awer och an aneren Domäner net errechen.

ouni Politikwiessel erreche mer wahrschein-lech och net vill, wat d'Chômagebekämpfung ubelaangt, wou mer hei och nach eng Kéier déi Haaptachse genannt kréien. Déi sinn net nei. An dat ass natierlech d'Grondausbildung. Et ass och d'Weiterbildung an eisen Aen. Do hate mer viru Kuerzem hei e Rapport, wou och de Rapporteur, den André Bauler, jo drop higewi-sen huet, dass mer virun allem Aktivéierung a Weiterbildung mussen maachen.

Aktivéierung ass och en Term, deen ech hei erëmfannen am Rapport vun der Europäescher Kommissioun. Mir mussen hei zu Lëtzebuerg kucken, wéi mer déi konkret iwwersetzen. Do ginn déi Lëppebekenntnisse, déi mer am État de la nation héieren hunn, déi mer awer och hei am Débat iwwert d'Chômagebekämpfung héieren hunn, bis ewell nach net duer.

awer och um Aarbechtsmaart déi Leit, déi vu bause bei eis kommen? Well mir mieren, dass mer do ëmmer méi grouss Problemer kréien, fir d'Kanner vun den Immigrant an der Schoul ze integréieren, fir dass se eng Chance hunn, och do mat engem Diplom herno aus der Schoul ze kommen. Do geet et sécherlech och nach eng Kéier-ëm déi Sproochekompetenzen, déi mer wëllen, déi mer mussen vermëttelen, an op wat fir eng dass mer eis dann elo awer och solle konzentréieren, jee nodeem, wat fir eng Formatioun dass ee wëllt maachen.

A sécherlech mussen mer awer och themati-séieren op där anerer Säit déi Leit, déi haut nach bei eis kommen - an et ginn der net man-ner, déi bei eis kommen, et waren der am Ufank vun deem Joer nach ganz, ganz vill, be-déngt duerch eben och déi dramatesch sozial Situatioun, déi dramatesch Situatioun och um Aarbechtsmaart a ville Länner a Südeuropa -, dass mer riskéieren, dass mer eng Immigratioun weider behalen, mä awer eng Immigratioun, wou d'Leit herno a ganz prekäre Situatiounen zu Lëtzebuerg wäerten existéieren, wou zum Deel Leit och relativ schnell frustréiert erëm heimginn, zum Deel Leit awer herno dann och just hei wäerte vun de sozialen Netzer mussen opgefaange ginn.

Fir dat ze évitéieren, fir déi Leit esou gutt wéi méiglech ze guidéieren an dann, well mer se jo och brauchen hei, an oft brauche mer se awer nach, och hei ze integréieren, och do schéngt mer e Politikwiessel ubruecht ze sinn.

Déi Sujeten hei, Här President, kommen all Joer erëm. Mir kréien, wéi all Joer, e bëssen eng Zensur ausgestallt, wou deen een da seet: „Et hätt nach kënne besser sinn“, deen anere seet: „Mir hunn et awer net esou schlecht ge-maach.“ Et ass eigentlech deeselwechten Dé-bat, reduzéiert op zéng Minutten, déi een als Spriecher dann hei huet, wéi mer e beim Bud-get oder beim État de la nation hei féieren.

Mä mir kënnen hei ganz vill Débate féieren, et geet drëms et unzepakten, fir et ze maachen, fir eppes ëmzesetzen a fir awer an enger Rei vu Politikberäicher e grondsätzleche Wiessel kë-nnen anzuladen. Soss, fäerten ech, kréie mer lues awer sécher ëmmer méi schlecht Zensure vun der Europäescher Kommissioun ausgestallt.

Ech soen lech Merci.

► **M. le Président.** - Merci dem Här Meisch. An als nächste Riedner ass den Här Lux age-droen. Här Lux, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Lucien Lux (LSAP).** - Här President, léif Kolleginnen a Kollegen, mir sollte vläicht bei all deenen Débaten, déi mer am Rahme vum Semestre européen féieren, ëmmer oppassen, dass mer eis net vu Bréssel an eng reng tech-nokratesch Vue vun de Saachen alulle loossen, mä ëmmer eis drun erënnere, dass den Exercice jo en fait deen ass - ech woe bal net d'Wuert ze soen -, fir Vollbeschäftigung an Europa erëm hierzustellen, fir sozial Kohäsion ze halen, fir der Kompetitivitéit vun der europä-escher Economie, an engem grouse Struggle mat all deenen aneren Economien, déi bescht-méiglech Chancen ze ginn.

Wann ee sech - ech hunn et de Moien nach eng Kéier gekuckt - d'Zuele vun eleng dem Jugendchômage an Europa ukuckt, dann ass deen an der Tëschenzäit bal bei 25% vun deene Jonken ënner 25 Joer ukomm. Dat ass am Verglach an deene leschten zéng Joer eng Augmentatioun vu 5%, 6%. An och hei zu Lët-zebuerg sinn déi Zuelen net besser.

D'Zilsetzung muss also sinn deen Triptyque, dee mer hei ëmmer erëm diskutéieren - wou déi eng méi Wäert leeën op dat eent wéi op dat anert, mä insgesamt mer eis awer eens sinn -, dass den Triptyque, dee mer mussen fäerdeg-bréngen, deen ass, Kompetitivitéit ze hunn, och hei zu Lëtzebuerg national, d'öffentlech Finanzen an Uerdnung ze hunn an op där ane-erer Säit d'sozial Kohäsion héichzehalen, d'So-zialnetz weiderzestrecken, drun ze schaffen, esou wéi mer dat bei der Rentenreform gemaach hunn, mä awer mat der Zilsetzung, dass de Mënsch do jo awer vis-à-vis vun alle makro-ekonomeschen Zuelen, déi mer dann hei disku-téieren, am Mëttelpunkt soll bleiwen.

An ech mengen och, fir eis war et ëmmer erëm wichteg ze soen, dass an der Method mer d'ac-cord sinn, dass een an Europa net an en Dénge kënn, wou et keng aner Alternativ méi gëtt zu enger europäescher liberaler - meeschtens libe-raler - Politik.

Mir sinn also d'accord als LSAP ze soen, dass een an Europa gemeinsam Ziler muss hunn - well ee sech och gemeinsam soll hëlfe, muss een och d'Ziler gemeinsam hunn -, mä dass déi Weeër, fir dohinnerzkommen, ëmmer national ënnerschiddelech solle sinn. Dat ass d'Demokra-tie. Déi decidéiert bei Wahlen, a wat fir eng Richtung d'Solutioun solle goen. An ech men-gen, dat wëll ech och haut hei nach eng Kéier bekräfigen, dass et fir eis wichteg ass, och-Ën-nerscheeder an der Politik auszemaachen, se ze



diskutieren, Choixen ze maachen, déi net déi eng déiselwecht si wéi déi aner.

Wann een déi Zensur kuckt, fir beim Wuert ze bleiwe vum Kolleg Meisch, da gëtt et dären engen an et gëtt dären aneren doranner. Ech mengen, Dir hutt elo de Wäert méi op dat eent geluecht. Ech kucken eng Rei vun anere Saachen, déi wichteg sinn. Op Sait 3 seet d'Kommissioun direkt... An ech mengen, dat ass jo wichteg, dass dee makroökonomeschen Zee-nario, dee mer gezechent hunn, der Kommissioun plausibel schéngt. Dat heescht, mir basieren op Zuelen, déi, mengen ech, awer realistes sinn, déi mat Virsicht gekuckt gi sinn an analyséiert gi sinn.

D'Kommissioun hält fest, dass eis Dette publique brute ganz staark ënnert där ass, déi a sech d'Valeur de référence vu 60% ass. Dat wësse mer. Mä gläichzäitig wësse mer, dass d'Entwécklung vun eiser Dette an deene leschte Joren ze schnell an d'Luucht geet an dass mer eis doriwwer musse Suerge maachen, dass mer e Scholdestat net wëllen hunn, well dat eng Hypothék op de Schëllere vun de jonke Generatiounen ass, déi mir als Generatioun haut net kënne maachen.

Mir sinn och eent vun deene wéinege Länner, déi keng Procédure de déficit excessif kréien. Ech mengen, och dat weist, dass mer um Niveau vum Defizit Efforte gemaach hunn. De Kolleg Roth huet nach eng Kéier drun erënnert am Budget 2013, a wat fir engem Mooss d'Entreprises, mä och d'Leit dobaussen en Effort maachen, fir eist Land an eng Spur erëm eranzekriegen, déi heescht „gesund öffentlech Finanzen“, déi wichteg si fir villes aneschtens.

D'Reform vun de Pensionen gëtt dohinnergestallt als en éischte wichtige Schrëtt. D'Regierung huet, mengen ech, oder se probéiert ze amendéieren; an en importente Schrëtt, ech mengen, loosse mer et emol festhalen: dass, nodeems mer am Rentewiesen an deene leschte Joren - 10, 20, 30 Joer - ëmmer an d'Luucht gaange sinn, ëmmer konnten d'Leeschunge verbesseren, mer elo emol eng Kéier, déi éischte Kéier den Otem unhale fir ze kucken: Wéi brénge mer et färdig, fir dat mëttel- a laangfristeg dach awer am Rudder ze halen?

An ech wëllt eppes Leschtes vun der Zensur soen: dass d'Kommissioun festhält, dass mer - an dat gëtt jo oft niéiert dobaussen - eng Produktivitéit hunn, déi „relativement élevée“ ass, fir den Ausdrock vun der Kommissioun ze huelen. Och dat weist, dass mer um Niveau vun der Produktivitéit, sécherlech duerch de Finanzsektor bevirdelegt, awer relativ gutt dostinn.

Ech wëll och net alles opzielen, fir kloerzemaachen, dass dës Majoritéit op all deene Punkten do eng ganz Rei vun Efforte gemaach huet, déi wichteg a richtig waren. Ech mengen dofir och, der Kommissarin Viviane Reding, déi Lëtzebuerg hei virgestallt huet, eis Zensur, an déi gemengt huet, mir missten erwachen, ech wëll der Madame Reding soen, dass mer an deene leschte Joren, wa se dat net sollt gemierkt hunn, ganz waakreg waren, fir heiansdo och schwierig Reformen ze maachen. Eleng déi zwou grouss vum Sozialminister, d'Krankekeesereform mat Streik a mat Manifestatiounen, d'Rentereform mat Manifestatiounen, da mengen ech, hu mer do Efforte gemaach! A wann ech den Indexkompromiss huelen, no der gescheiterter Tripartite, da war dat och e Beweis, dass mer dach Décisiounen konnten huelen.

E puer Wuert zu de Recommendatiounen; déi beim öffentlechen Defizit hunn ech genannt. Ech mengen, mir hunn am État de la nation virun e puer Wochen hei diskutéiert. An ech hunn do relativ vill Konsens dra fonnt an der Beuerteelung vun eiser Situatioun an och an der Tatsaach, dass mer fir 2015 dach awer e Konsens hei haben, fir ze soen, dass eng vun de Pisten am Rahme vun enger grousser Steuerreform - wou mer iwwer villes mussen diskutieren, iwwert den Tarif, iwwert de Steiertarif, iwwert de Mëttelstandsbockel, iwwert d'Betriebsbesteuerung mussen diskutieren, iwwert d'Besteuerung vum Kapital mussen diskutieren -, dass och eng vun de Pisten déi ass, bei der TVA um Niveau vum Regelsatz en Effort ze maachen, fir vu 15% an d'Luucht ze goen, net méi (veuillez lire: awer net ze vill), mat der klorer Virgab, fir nach ëmmer dee beschten, attraktivsten TVA-Taux an der Regel ze behalen. Dat géif also haut heeschen, dass een 2% Augmentatioun géif maachen, well ech mengen, deen nächste läit bei 18%, mengen ech, op 18% sinn zwee Länner hannendrun.

A kloerzemaachen - an ech mengen, dat ass fir eis als LSAP extrem wichteg -, dass mer e klore Message ginn, dass mer um Niveau vun den Niddregesätz, déi vun den allgemengen, generelle primäre Konsumgüder, dass mer do un déi Taxen, déi ënnescht Taxe vun 3% a vu 5%, dass mer un déi net ginn! Ech mengen, dat ass e klore politesche Message, deen ech

mer erhoffe vu jiddwerengem an deenen nächste Wochen och ze héieren.

Zu de Rente wëll ech näischt weider soe wéi nach eng Kéier - ech weess net, ob een do net gehéiert gëtt: Eise statutareche maximale Rentenalter läit bei 65! Eisen Netto-, eise reelle Pensionsalter, den Antrëtt läit an der Géigend vu 60 plus/minus, am Moment 59,8, wann ech un déi lescht Zuelen denken.

Dofir kënnt och mat der LSAP haut a mat Sécherheet och muer an iwwermuer eng Augmentatioun vum statutareche Rentenalter net a Fro! Mir hunn tëschent 60 a 65 nach ganz vill Sputt, fir an deenen nächste Joren en Effort ze maachen an deem, wat jo e bëssen de Gescht vun der Rentereform war: fir mat enger verlängerter Liewenserwaardung och dovun auszegeen, dass ee méi laang ka cotiséieren. Mä ech mengen, de Sputt bis 65 ass nach largement grous, fir dass mer déi Recommendatioun jiddefalls net akzeptieren, fir un de statutareche Rentenalter vu 65 ze goen.

E Wuert zum Index: Ech mengen, dass et och hei relativ kloer ass, mir hunn e Gesetz hei gestëmmt - an enger grousser Majoritéit iwwergens, wat gutt war -, wat eis bis 2015 Rou a Planungssécherheet fir d'Entreprise gëtt an - ech mengen, et ass hei richtig gesot gi vun engem Virriedner - wat och dozou bäigedroen huet, dass an der Kris, am Géigesaz zu deene meeschten anere Länner, hei zu Lëtzebuerg d'Entwécklung vun de Léin dach awer positiv war. Net fantastesch positiv war, an eenzelne Secteure méi wéi an aneren, mä dass mer awer hei en Effort gemaach hunn, deen och d'Kafkraaft assuréiert. A Kafkraaft ass, wann een Opschwung wëllt, wann ee Wuesstum wëllt, och extrem wichteg. Et ass och eng Fro vu Psychologie, déi wichteg ass an enger Economie, derfir ze suergen, dass een erëm an e positive Wuesstumstrend kënnt, dee mer alleguerte wëllen.

Bei de Solutiounen fir 2015 ass et fir eis kloer: Mir kommen erëm zrëck an d'Gesetz vun der aler Indexregelung, wann dat Gesetz ausleift Enn 2014, dat ass haut Sache, doriwwer brauch een net ze diskutieren. An ech mengen, där nächster Regierung obläit et dann, fir eng prezis Analys ze maachen a mat de Sozialpartner nees e Versuch ze maachen, no deem leschte jo gescheiterten, fir ze versichen, hei zu enger Regelung fir d'Zukunft ze kommen, wann dat opgrond vun der ekonomescher a sozialer Situatioun noutwendeg ass.

Fir eis ass et just ganz kloer, dass mer fir all Léisung, déi da gesicht gëtt, déi Léisung, déi mer haut hu vun enger garantierter Indexbranche op den 1. Oktober, privilegiéiere par rapport zu allen anere Léisungen, déi am Moment um Dësch leien. An ech soe gradesou daitlech fir d'LSAP, dass eng Deckelung vun den Indexbranchen, sou wéi se jo vun Einzelne indexéiert gëtt, dass déi fir d'LSAP net a Fro kënnt, net cumuléiert mat där anerer an och net isoléiert, well et fir eis ganz kloer ass, dass d'Deckelung vun den Indexbranchen den Ufank vum Enn vum Index generell ass. An ech mengen, dee Wee wäerte mer mat Sécherheet net matgoen.

E lescht Wuert, Här President, ass am Zesummenhang mat der CO<sub>2</sub>-Problematik. Fir do e gebranntent Kand gewiescht ze sinn, weess ech, dass dat fir jiddwieren, deen de Ressort responsabel fir Klimaschutz zu Lëtzebuerg huet, dass dat eng Situatioun ass, wou et keen Auswee gëtt.

Wa mer net un den Tanktourismus kënne goen - an ech mengen, mir gesinn och, dass d'Recetté vum Tanktourismus haut tel sinn, dass een hei net ka mat der Aaxt drugoen, dat wär irresponsabel - a wann ee weess, dass mer um Niveau vun dem nationale Fuerpark duerch d'Reform vun der Autosteier e groussen Effort gemaach hunn, dee sech jo och gewissen huet an enger nationaler Reduktioun vun CO<sub>2</sub>-Emissionen, a wann ech dann deen zweete Plan d'action vun der Regierung gekuckt hunn, dee virun engem Mount erauskomm ass, da fäerten ech, dass och dat net de Worf ass, deen eis wäert dozou féieren, fir konkret zu enger Reduktioun ze komme par rapport zu deem, wat mer eng Kéier ënnerschriwwen hunn.

Et muss ee just heiansdo dann och d'Éierlecheet hu kloerzemaachen, wéi een dat wëllt färdigbréngen, well soss ass et politesch en „Auswee ohn Ende“. Ech mengen, da kann een do näischt eraushuelen. An dann ze soen: „Et ass esou global...“, dat ass fir mech ëmmer e bëssen de Versuch, fir dann duerch d'Hannerdier erauszekommen, „et ass esou global, dass ee konkret national näischt ka maachen“, an där Zwéckmillche si mer säit Joren!

An ech mengen, och do musse mer an enger nächster Legislaturperiode wierklech eis Zäit huelen, fir ze kucken: Wou gëtt et e Konsens, wou mer eng Rei vu ganz konkrete Saachen zum Beispill um Niveau vum öffentlechen Transport färdigbréngen, déi e gewëssene Big Bang géife bréngen an eng seriö Reduktioun

vun den CO<sub>2</sub>-Emissionen kéinte mat sech bréngen?

Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Lux. Als nächste Riedner ass den Här Bausch agedroen. Här Bausch, Dir hutt d'Wuert.

► **M. François Bausch (déli gréng).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, déi makroökonomesch Zuelen, déi d'Lëtzeburger Regierung op Bréissel geschéckt hat, déi hunn eis net zefriddeggestallt, well mer der Meinung sinn, dass déi makroökonomesch Zuelen, déi an de Stabilitéitspakt drageschriwwen gi waren, eiser Meinung no nach vill ze vill optimistesesch sinn. Dat ass dat eent.

Mir sinn der Iwwerzeugung, dass dee Wuesstum, deen do prognostizéiert gëtt, extrem optimistesesch ass angesichts der Situatioun vun haut, mä awer net nëmme weinst der Situatioun vun haut, mä well mer och eng Analys maachen, déi eiser Meinung no dozou féiert, dass mer déi Wirtschaftskris hei nach esou bal net hannert eis hunn an dass nach eng Rei Rebondissementer wäerte kommen, déi dozou féieren, dass déi Zuelen do, déi Croissance-Zuelen do net esou héich wäerte ginn.

Deen zweete Punkt, wat eis gestéiert huet, dat ass, dass d'Regierung higaangen ass bei der Recettésäit an einfach emol d'office déi 600 bis 700 Milliounen Euro, déi 1,4% vum PIB ausmaachen, déi ewechfale vum Commerce électronique, dass se déi als kompenséiert an d'Recettésäit dragesat huet. Dat heescht, si huet am Fong - loosse mer soen - virtuell eng TVA-Erhéijung drageschriwwen an d'Zuelen, an dat ass eiser Meinung no net korrekt, well natierlech musse mer kucken, wat geschitt, wann déi 600 bis 700 Milliounen ewechfale, mä ob mer déi all bei de Recetten kompenséiert kréien oder solle kompenséieren, dat ass eng aner Diskussioun. An dofir fanne mir, do huet d'Regierung sech et einfach gemaach.

Mä trotzdem dat, wéi gesot, éischters positiv Zuele geschéckt gi waren an trotz dem Fait, dass mer d'office eng TVA-Erhéijung an deem Mooss agerechert hunn, déi eis Perte vun de 600 bis 700 Milliounen arechent, kënnt e Budgetdefizit eraus fir d'Joer 2015 - ech schwätzen dann haaptsächlech elo also '14 a '15 - vun 1,3 Milliounen. Dat heescht, mir kréien emol net de Budgetsdefizit stabiliséiert. Et kritt een en ab 2015 eventuell stabiliséiert, wann dann déi positiv Zuelen, Croissance-Zuele géife spillen.

Dat heescht, mir kënnen net derlaanscht kommen, fir feststellen, dass mer an enger finanziell schlechter Lag sinn, an enger budgetär schlechter Lag sinn. An, wéi gesot, mir fannen och, dass eigentlech - dat hunn ech scho gesot bei de Budgetsdebatten - dofir déi Situatioun mat deene 700 Milliounen, déi ewechfale 2015, schon 2013 beim Budget hätt misse mat an d'Diskussioun kommen a Weeër hätte misse gesicht ginn, schon zwee, dräi Joer virdrun, wéi een da bewiese kann, dass een déi 700 Milliounen ka kompenséieren.

Et ass och esou, a mir si frou doriwwer, dass d'Kommissioun an hire Recommendatiounen och festhält, dass se feststellt, dass bei eise Recetten eng immens héich Volatilitéit ass. Dat ass eppes, wat mir als Gréng och ëmmer gesot hunn. Mir hu gesot, mir hunn nach ëmmer verhältnisméisseg héich Recetté par rapport zu den Nopeschlänner zum Beispill, och souguer an der Krisensituatioun, mä mir hu par contre par rapport zu den Nopeschlänner oder deene meeschte Länner an der Europäescher Unioun vill méi eng héich Volatilitéit an de Recetten, an déi riskéiert, sech an deenen nächste Joren nach méi staark bemierkbar ze maachen.

Dat ass och de Grond, firwat dat dee Punkt relativ am Detail beschriwwen gëtt. An do gëtt gesot, et misst eng besser Gestioune komme vun de Recetten. Dat deele mer sécherlech och. Do denken ech haaptsächlech och am Numm vu menger Fraktioun un d'Steierverwaltung, déi eiser Meinung no net gutt opgestallt ass an der Situatioun, wou eis och Steierrecetté verluer ginn, wou d'Steieren net richtig kënnen agezu ginn, wou et och zum Deel ëm Steierhannerzéiung geet, dat heescht, wou vill Recetten eigentlech verluer ginn.

Mä ech denken awer virun allem och un d'Previsioun an un eng Analys vun der Steierlandschaft zu Lëtzebuerg, déi mer net hunn an déi awer onbedéngt misst gemaach ginn, fir dass mer kënnen an deenen nächste Joren handeln.

De Conseil (veuillez lire: D'Kommissioun) proposéiert dann och, op der Dépensésäit seet se dann, et misst drop erauslafen, dass mer eis missten eng Scholdebremms ginn an dass en onofhängegt Gremium misst geschafe ginn, fir déi Schöldbaisse oder d'Anhalen dovunner ze kontrolléieren, an dass dat och mat Sanktiounen misst verbonne sinn. Do si mir kategoresch der-

géint! Well mir sinn der Iwwerzeugung, dass wier eng Kapitulation vum der Politik virun enger technokratescher Regel. Ech mengen, d'Politik gëtt gewielt, fir Décisiounen ze huelen an déi kann een net no technokratesche Standards ëmmer nëmmen huelen. Déi muss een huelen och ënner verschidde Gesichts-punkten. An op alle Fall si mir dergéint, dass esou eng Scholdebremms agefouert gëtt.

Zu de Pensionen: Zu Recht gëtt dat nach eng Kéier hei am Detail beschriwwen. Ech mengen, zënter Enn den 90er Joren huet meng Fraktioun dat opgeworf, dat Thema. D'Regierung huet gehandelt - dat muss een unerkennen - an dëser Legislaturperiode. Et ass eng Pensionsreform gemaach ginn. Si geet vum Prinzip hier och an déi richtig Richtung.

Mir sinn der Meinung awer, dass een hätt scho missen do awer e bëssen e Schratt méi wäit goen an net nëmme Clignotanten drasetzen, mä eng Rei Elementer ugoen. Ech denken do haaptsächlech un ee wichteg, dass ass d'Rentenentwécklung par rapport zu der Lounentwécklung, dass een do hätt missen eng Ofkoppelung maachen, dat heescht, den Ajustement. Ech wëll net soen, dass een natierlech am Rentensystem ni méi sollt en Ajustement maachen. Dorëms geet et net. Mä déi automatesch Koppelung, déi mer hunn, nient der Indexéierung vun de Renten, dass ass angesichts der finanzieller Hürd, déi mer mussen an deenen nächste Jorzéngten huelen, par rapport zu deenen nächste Generatiounen net seriö!

An dann och iwwert d'Liewensarbeitszäit muss een diskutieren, an enger éischer Phas iwwert den Départ anticipé, dee muss reduzéiert ginn, mä och iwwert d'Liewensarbeitszäit. An do geet et net drëms, fir ze soen: „Mir änneren elo den Einstiegsalter fir de Rentenalter. Einfach och schematesch fir jiddwree setze mer deen ëm zwee, dräi Joer erop.“ Dat bréngt net schrecklech vill. Dat géif sech souwiso och um Niveau vun den Aarbeitslosenzuelen éischer kontraproduktiv auswirken. Mä mir mussen awer iwwert d'Liewensarbeitszäit nodenken.

An do gëtt et och Modeller, déi ee sech kéint virstellen, flexibeler, zum Beispill vun engem luesen Ausstieg, wou een deelweis scho vu senger Pensionsrechter ka profitieren an deelweis nach ëmmer an engem Aarbeitsprozess ass, also manner schaffen ab engem gewëssenen Alter. Dat heescht, et gëtt eng ganz Rei Modeller, déi ee sech do ka virstellen, déi ons do kéinte sécherlech entgéintkommen, déi souguer ënnert dem Stréch eiser Meinung no positiv Auswirkungen hätten och op am Fong d'Wëssen, wat eis ze fréi verluer geet am Aarbeitsprozess vu Leit, déi sécherlech do kéinten nach ganz, ganz gutt Wëssen an de Betriber looschen.

Dann den Index: Den Index gëtt typescherweis vun der Kommissioun nëmmen ausschliesslech am Kontext vun der Lounentwécklung gekuckt. Heiansdo huet een d'Impressioun, dass d'Kommissioun net versteet, dass eigentlech d'automatesch Lounupassung un den Index zu Lëtzebuerg keng Lounerhéijung ass, mä dass dat eigentlech en Inflationsausgläich ass. Et ass am Fong just den Ausgleich vu Suen oder vum Wäert vun de Suen, déi d'Leit virdru verluer hunn. An dat ass eigentlech bedauerlech, dass d'Kommissioun dat ëmmer nëmmen dofir aus dem Aspekt, ënnert dem Kontext kuckt vun der Lounentwécklung.

Richtig ass natierlech, dass, wann d'Produktivitéit zrëckgeet, dat fir verschidde Betriber, haaptsächlech Kleng- a Mëttelbetriber, déi den Index auszuelen, da kann e Problem duerstellen an dass natierlech déi kënnen doduerjer a Schwierigkeete kommen.

Allerdéngs ass et awer esou, dass et e ganze Koup Secteure gëtt, an do denken ech och un de Finanzsektor zum Beispill, do ass eng ganz héich Produktivitéit zu Lëtzebuerg, vill méi eng héich wéi a verschidde anere Länner, do spillt dat iwwerhaupt keng Roll. An dofir ass déi Diskussioun, wann een iwwert den Index diskutéiert, fir eng global Léisung ze sichen, souwiso ëmmer relativ falsch.

Natierlech muss ee sech eng Rei Froe stellen. An ech mengen och, an dëser Legislaturperiode, mir hunn eng Indexmodulatioun matgedroen. An ech mengen, dass et och do Méiglechkeete gëtt, fir dat ze maachen. An ech mengen, et soll een dee Wee weiderdenken, och an der nächster Legislaturperiode. An ech mengen, dass dat dee richtige Wee ass, an net Diskussiounen, fir um System selwer eppes ze änneren.

Ausbildung a Jugendchömage: Do muss ech soen, de Gros vun der Analys - déi fanne mer bal perfekt, déi gemaach ginn ass -, dat kënne



mer alles ënnerschreiw. Mir bedauere just, dass an de Recommendationatiounen d'Orientation an eisem Schoulsystem, also d'Orientation professionnelle net genuch traitéiert ginn ass, well mer der Iwwerzeegung sinn, dass do och zu Lëtzebuerg vill Problemer sinn. Fir de Rescht kënne mer dat deelen.

D'Klimaproblematik: Mir kréien hei eng ganz schlecht Zensur ausgestallt. Völleg zu Recht! Mir si souguer der Meenung, dass awer hei och de Feeler gemaach gëtt vun der Kommissioun, dass sech just focaliséiert gëtt op de Verkéier zu Lëtzebuerg an dee ganze Rescht ausgeklammert ass, dass, wann een dat géif mat eranhuelen, de Bilan nach méi desastréis wär. Mä natierlech spillt bei eis de Verkéier eng ganz, ganz iwwergeuerdet Roll am Beräich vun den CO<sub>2</sub>-Emissiounen. An da gëtt natierlech d'Fro gestallt vun der Besteuerung. An den Här Roth huet virdu gesot: „Jo, den Tanktourismus, mir kënnen deen net einfach esou reduzéieren, well dat mécht eng immens Recette aus an eisem Budget.“ Dat ass richtig.

Allerdéngs, an dat hu mir och nach ëmmer gesot: Mir mussen eis bewosst sinn, dass dat eng Recette ass, déi mat Sécherheet wäert kuerzbis mittelfristeg ewechbriechen, well an Europa duerch Harmoniséierungsbestriewungen, mä awer och duerch d'Klimaproblematik nach ganz aner Mesurë wäerten, nach e ganz aneren Drock wäert op eis kommen.

Dofir si mir haut och schonn der Iwwerzeegung, dass eigentlech déi Recette vum Tanktourismus haut schonn zu engem groussen Deel net dierfte benotzt ginn, fir Konsumausgaben zum Beispill ze finanzéieren vum Stat, mä dass een éischer sollt do schonn haut e gudde Deel vun deene Suen immobiliséieren an dem „Future-Fong“, dee mer jo wëllen da grënnen, wat mer och eng gudd Iddi fannen, déi eriwirlechen an da mat deene Suen aus dem „Future-Fong“ versichen, nei wichtege ekonomesch Secteuren opzebauen, déi eis Aarbechtsplaz kéinte schafen an herno och steierlech Recetten.

Recherche an Innovatioun: Do gëtt gesot, dass mer um richtege Wee sinn. Dat fannen ech, fanne mir iwwerengs och. Ech mengen, et ass vill geschitt an deem Beräich an deene leschte Joren. Do misst een éischters nodenken iwwer eng besser Vernetzung tëschent Recherche publique a Recherche privée. Dat deele mer och.

Ech wëll vläicht just nach - ech hunn nach, wann Der erlaabt, Här President, e puer Sekonnen - awer och soen, dass et eis stéiert, dass d'Kommissioun an hire Recommendationatiounen, wa se déi Analys mécht, awer och eng Rei Saache vergësst. An dat seet awer och villes aus iwwer de politeschen Zäitgeescht, deen nach ëmmer an der Kommissioun virherrscht. Mir kënnen zum Beispill net verstoen, dass, wann een iwwer de Modell Lëtzebuerg kuckt an iwwer eise Budget kuckt an d'Konsequenzen dovunner analyséiert, dass ee Froe wéi d'Aarmutsbekämpfung ausse vir léisst an dass een dat net eraussträicht!

Net méi spéit wéi haut ass vun der Chambre des Salariés e ganz gudd Bericht komm an och e Communiqué gemaach ginn, wou drop higewise gëtt, dass Enn 2012 10.000 Stéit zu Lëtzebuerg, dat heescht 20.000 Persounen hire Liewensniveau dem RMG-Niveau entsprécht. Also, ech brauch jo kengem ze soen, dass déi Leit ganz schwéier kënnen iwwer d'Ronne kommen!

Eis stéiert awer och, dass zum Beispill eng ganz Rei Potenzial, déi mer hunn, ob et am Beräich ass vu wirtschaftleche Secteuren wéi zum Beispill den erneierbaren Energien, wéi zum Beispill awer och am Beräich vum ganze Secteur vun der Energieeffizienz, dass dat net mat analyséiert gëtt, wat do d'Potentialitéit sinn.

An eis stéiert och, dass, wann iwwer Kompetitivitéit geschwat gëtt, nëmme iwwer de Loun geschwat gëtt an net iwwer all déi aner Facteuren, déi awer och zur Kompetitivitéit gehéieren. Dat geet vun den Infrastrukture bis zu der Liewensqualität, déi am Land besteet, Bildungssystem an esou weider.

An eis stéiert och, dass keen e Wuert verluer huet iwwer de Rôle vun de Sozialpartner an der Diskussioun, zum Beispill ronderëm den Index, mä och an anere Beräicher.

Dat gesot, Här President, soen ech lech Merci fir Är Opmierksamkeit.

► **M. le Président.**- Merci dem Här Bausch. An als nächste Riedner ass den Här Gibéryen agedroen. Här Gibéryen, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, den 29.

Mee huet d'Europäesch Kommissioun am Kader vum europäesche Semester hir lännerspezifesch Recommendationatiounen presentéiert. Dës sinn, wéi dat üblech ass, bei eis an de Kommissiounen diskutéiert ginn, mä si sinn och no bause kommentéiert ginn an et sinn och politesch Meenungen dozou geäussert ginn. Esou hunn zum Beispill de sozialistesche Fraktiounschef, de Lucien Lux, oder de Minister vun der sozialer Sécherheet sech am Fong méi kritesch domadder ausenanergesat an och am Fong gesot, dass d'Europäesch Kommissioun net onbedéngt engem Land virzeschreiw hätt, wat et an deenen eenzelnen Domänen ze maachen huet.

Mir als ADR kënnen dat begrëssen, well mir hunn eis als ADR nach ëmmer géint e federaalt Europa, wat méi Pouvoire kritt, ausgeschwat, mä éischer fir en Europa vun den Natiounen, wou de Pouvoir an d'Souveränitéitsrechter gréisstendeels an deenen eenzelne State bliwen. De franséische Statschef, deen huet am Fong méi eng kloer - aus sozialistescher Siicht - Sprooch geschwat, andeem e gesot huet: «La Commission européenne n'a pas à dicter ce que nous avons à faire.» Wéi gesot, dass war de franséische Statschef.

Ech mengen, dass mer eis Gedanke maachen iwwer d'Statsfinanzen, dass ass net nei. Ech mengen, mir hunn als ADR eng ganz Rei vu Propositionen gemaach. Mir hunn zum Beispill zéng an dunn nach eng Kéier fénnef Propositionen nageschoss, wou kéint gespuert ginn, fir dass mer eis Statsfinanzen an d'Rei kréien.

Well, wa mer och elo haut - an dat muss ee wëssen - vun der Kommissioun Recommendationatiounen kréien, esou sinn dat Recommendationatiounen, déi esou laang kënnen als Recommendationatiounen zielen, wéi mir hei zu Lëtzebuerg eis Hausaufgabe maachen. A wa mir eis Finanze weider esou an en negativen, defizitären Trend goe loosse, wéi dat an de leschte Joren de Fall war, da kënn iergendwann eng Kéier dee Punkt, wou mer de Kritären net méi entsprechen. An da kréie mer vu Bréssel keng Recommendationatiounen, mä da kréie mer Obligatiounen, wat mer hei zu Lëtzebuerg musse maachen.

Duerfir soe mir ëmmer als ADR: Mir mussen heiheem eis Hausaufgabe maachen, fir dass mer net an déi Situatioun kommen, dass Bréssel kann decidéieren, oder d'Recht huet, fir ze decidéieren, wat fir eng Konsequenz mer politesch hei zu Lëtzebuerg musse émssetzen.

Mir mussen drun erënneren, dass trotz zwee Spuerprogrammer hei zu Lëtzebuerg den Defizit am Statsbudget nach ëmmer bei oder iwwer enger Milliard läit. Mir wësse scho jorelaang, dass mer 2015 am E-Commerce 600, 700 Millioune wäerte verléieren, an déi Joren dono nach 200, 300 Millioune verléieren, wa bis honnertprozenteg d'Direktiv iwwer den E-Commerce émgesat ass.

Mä mir hunn eis Finanzsituatioun vum Stat net etappeweis dorobber ajustéiert. Mir hätten am Fong elo scho missen am Laf vun dese fénnef Joer etappeweis dohinnergoen, dass mer dee Sputt gehat hätten, fir eben déi Perte u Recetten ze kompenséieren. Mä et gëtt elo einfach gesot: „Ma dann hiewe mer d'TVA ëm zwee oder dräi Punkten.“ Wou mer och wëssen, dass dat net duergeet, fir déi Perte do ze kompenséieren!

Doriwwer eraus wësse mer, dass eise Finanzsektor ni méi wäert déi Suen ofwerfen an d'Statskeess, wéi dat bis elo de Fall war. A beim François Bausch ass et elo grad virdu ugeklongen, dass och um Tanktourismus - wou mir als ADR wuel kloer soen, dass mer am Abléck net kënnen op dee verzichten - een awer am Kader vun europäeschen Harmoniséierung kann der-vir ausgoen, dass déi Recetten, déi mer vum Tanktourismus hunn, och nach zrëckginn, niewent dem allgemengen Trend vun der Ekonomie, wou keen elo kann am Virus soen, wuer dat hiegt.

Dat heescht, eis Statsfinanze wäerten an deenen nächste Joren net besser ginn, mä si wäerten nach méi schlecht ginn, wa mer net de Courage hunn, fir esou ze reagéieren, wéi mer dat mussen. An da kréie mer vu Bréssel virgeschriwwen, wat mer da musse maachen, fir eise Budget an d'Gläichgewicht ze kréien.

Der TVA-Erhéijung sti mir als ADR ganz skeptesch vis-à-vis, well et eben eng einfach Léisung ass, politesch gesinn, mä op där anerer Säit sozial ganz ongerecht. Mir soen, de Stat soll emol fir d'Éischt spueren, a spueren do, wou et geet. A wann näischt méi méiglech ass, da solle mer iwwer Steiererhéijung, an dat am Kader vun enger globaler Steierreform, diskutéieren, wou mer dann all Steieren op de Leescht huelen a kucken, wéi mer déi kënnen esou sozial gerecht wéi méiglech verdeelen. Dat soll awer eréischt als lescht Etapp kommen, wann all dat anert erschöpft ass.

D'Rentereform: Do hu mir als ADR kloer net fir déi Reform gestëmmt. Mir sinn der Meenung -

der Iwwerzeegung! -, dass mer eng Reform brauchen, fir d'Rente laangfristeg ofzesécheren. Mä do och hate mir als ADR proposéiert, fir méi sozial Kritäre mat eranzubringen, fir zum Beispill en degressiven Ajustement ze maachen a fir etappeweis de Pensiounsalter ee Joer ze héijen, well mer dat méi sozial gerecht fannen. Da wieren déi kleng Pensiounen verschount bliwwen a mir hätt méi en Aschnëtt bei deenen héijen oder ganz héije Pensiounen gemaach.

Beim Index hu mir eis als ADR ëmmer kloer fir d'Bäibehale vum Index ausgeschwat. Mir soen, den Index ass eng Garantie vun soziale Fridden hei zu Lëtzebuerg. Dat ass eng Garantie, dass jiddwree seng Kafkraaft behält. An et ass eng Garantie, dass och jiddwree eng Augmentatioun kritt. Mir hunn nämlech 50% vum Salarat, déi falen net ënner e Kollektivvertrag. A wa mer keen Index hätten, da misste 50% vum Salarat individuell mat hirem Patron oder hire Betriber négociéieren, fir dee Kafkraaftverloscht kompenséiert ze kréien.

Duerfir ass et wichtege, dass mer den Index bäibehalen. A mir si selbstverständlech och géint de gedeckelten Index. A mir hunn eng Rei vu Question-parlementairen un de Minister vun de Finanzen, vun der Fonction publique a vun der Sécurité sociale extra gestallt, fir domadder ze beweisen, dass dee gedeckelten Index am Fong praktesch kengem eppes bréngt, mä nëmme negativ Konsequenzen huet. A mir hoffen - et kann een dat um Site vun der ADR nokucken, déi ganz Dokumentatioun, dass de gedeckelten Index sécherlech näischt bréngt -, dass déi Diskussioun der Vergaangenheet dann elo dierft ugehéieren!

Déi wichtege Instrumenter...

► **M. le Président.**- Här Gibéryen, Dir misst lues awer sécher och zum Schluss kommen.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Jo, Här President. Déi wichtege Bekämpfung, wat am Kader vun dem Index ass, dass ass, dass mer d'Inflatioun bekämpfen. Wa mer kucken, dass mer esou mann wéi méiglech Inflatioun am Land hunn, kréie mer automatesch och esou mann wéi méiglech Indexextranzen. A wann ech dann eng Rei vun Augmentatiounen kucken, déi hausgemaach sinn duerch d'Politik, wéi Tariferhéijungen am öffentlechen Transport an esou virun, da mécht d'Regierung am Fong mat hirer Politik eng Inflatiounsbeschleunegung an domadder och Indexextranzen.

Also, mir sollen emol kucken, dass mer déi hausgemaachen Inflatioun - all Inflatioun kënnen mer net bekämpfen -, mä déi hausgemaachen Inflatioun, déi sollte mer op null erofsetzen. Dann erfale manner Indexextranzen. Dat wier déi bescht Bekämpfung, wat eiser Ekonomie am Kader vun der Indexdiskussioun géif zegutt-kommen.

Ech soen lech Merci.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- Très bien!

► **M. le Président.**- Merci dem Här Gibéryen. An als nächste Riedner ass den Här Colombera agedroen. Här Colombera, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Jean Colombera (Onofhängeg).**- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, d'Zentralregierung mat Sëtz zu Bréssel kritt ëmmer méi Konturen, déi besuergniserreegend sinn. Déi neoliberal Tendenz vun de Bréisseler Technokraten ass net ausgeriicht, fir e soziaalt Europa opzebauen, au contraire! D'Iddi vun federalen Europa, déi vum Barroso präconiséiert gëtt, stäerkt déi grouss Lobbyen, déi grouss Konzern an d'Banken.

Esou gëtt et schwéier, fir nei Organisationsmodeller am soziale Beräich ze entwéckelen. Mir hu Recommendationatiounen kritt. Et gëtt gesot, Bréssel hätt e Souci, fir ze dialogéieren. An esou en Dialog vun engem Klengem mat engem Groussen, dat gëtt ëmmer schwéier. Do weess ee schon, wéi dat ass. Dee Kleng wäert ëmmer verléieren. An dofir fannen ech dat net gutt, dass do dialogéiert gëtt. Hei muss aneschtens argumentéiert ginn. An d'Antwort ass kloer: Dee Kleng verléiert.

An Zukunft wäert et net bei Recommendationatiounen bliwen, mä et wäert zu Obligatiounen kommen. Lëtzebuerg muss méi wäit goen an der Reform vun de Pensiounen. Do froen ech mech awer: Wéi ass et mat Bréssel? Déi kënnen eis vläicht mam Beispill virgoen.

Dann ass déi delikat Fro vum Index, déi delikat Fro vun de Salären, déi vläicht och erfoginn. Hei geet et sécherlech an déi falsch Richtung. Bréssel soll sech mat senger Käraufgabe beschäftegen, nämlech d'Banken sollen opgefuerdert ginn, fir an d'Realwirtschaft ze investéieren an net ze spékuléieren. Dat ass emol dat Éischt.

Eng öffentlech-rechtlech Ratingagentur soll an d'Liewe geruff ginn, fir dat ze kontrolléieren. D'Emverdeelung vun uewen no ënnen soll gefördert ginn. E gesetzleche Mindestloun soll an Europa agefouert ginn. D'Austeritéitspolitik soll

bekämpft ginn. Europa soll sech vun amerikaneschen Drock befreien. Dat ass enorm wichtege, well soss komme mer guer net méi virun.

An d'Europäesch Union soll sech fir d'Integratioun vun der europäescher Iddi asetzen. Dat ass wichtege, fir erëm Vertrauen ze kréien. An ech rappeléieren, dass de Vertrauensverloscht an der EU ganz grouss ass. Déi lescht Statistike kennt Der alleguerten: Polen mat 42%, Italien 53%, Frankräich 56%, Däitschland 59%, England 69% a Spuenien 72%. Ech mengen, dass seet alles!

D'Transmissioun vu souveräne Rechter fir eng europäesch Politik an d'Hänn vun internationalen Technokraten, dat féiert zu Euro-Skepsis, ofgesi vun der Bürokratie a vu komeschen Entscheedungen - Dir erënnert lech jo un déi Cornichonen, déi net méi wéi 10 mm mussen déviéieren, fir gutt Cornichonen ze sinn -, ofgesinn dovunner, um Terrain spiert een, wou et hiegt.

Ech hunn näischt dergéint, wa mir en Naturrecht oppinn am Sënn, dass eng iwwergeuerdet Institution dat gutt verwalte soll. Awer et geet net, dass déi Institution, an deem Fall Bréssel, nëmme finanziell Aspekter berücksichtegt zum Virdeel vun de Lobbyen. Sollt dat de Fall sinn, dann ass d'Iddi vun engem gemeinsamen Europa vum Dësch. D'Regierung soll menger Meenung no Bréssel recommendéieren, op den Teppich vun der Realitéit zrëckkommen.

Wat den Index ugeet, do soll jiddwree hei am Land datselwecht kréien. Dat wier méi gerecht. Wat d'Pensiounen ugeet, ass et kontra-produktiv, fir d'Leit méi laang schaffen ze loosse, well d'Jugend, déi muss jo noréckelen a si muss och eng Aarbecht fannen. An d'Iddi, fir d'Salären ze reduzéieren, wéi vu verschiddene Kreesser gesot ginn ass, wäert zu grouss Spannungen féieren.

Eng Gesellschaft ass nëmme liewensfäeg, wa jiddwree sech an där Gesellschaft als e Ganzt ugesi füllt. Als Fazit: Europa muss ëmdeken. Ouni sozial Kohäsioun an nei Gesellschaftsmodeller am Sënn vun der Integralitéit wäert Europa scheitern.

Merci.

► **M. le Président.**- Merci dem Här Colombera. Als leschte Riedner ass den Här Urbany agedroen. Här Urbany, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Serge Urbany (déi Lénk).**- Merci, Här President. D'lescht Woch ass hei op deser Plaz vill geschwat gi vu Statskris a vu mangelndem Vertrauen an d'Institutionen. Ech mengen awer, dat, wat mer haut hei diskutéieren, erkläert och villes vun deem Mësstrauen, wat an der Gesellschaft besteet vis-à-vis vum Stat.

Hei diskutéiere mer iwwer d'Recommendatiounen vun der Europäescher Kommissioun, engem net gewielte Gremium, zur zukünftiger Wirtschafts- a Budgetpolitik, zur Sozialpolitik, zur Schoulpolitik vu Lëtzebuerg, alles Sujeten, déi eigentlech an d'Kompetenz vun engem weinstens vun der Halschent vun der Bevölkerung gewielten demokratesche Gremium wéi der Chamber fale missten.

Mir si gewielt ginn, fir déi Froen ze léisen. Awer mir si gebonnen, zwar net am Detail gebonnen, mä mir si gebonnen duerch d'Richtung vun de Recommendationatiounen, déi eis hei gemaach ginn, déi souguer bei Widerstand leschten Enns zu Sanktiounen kënnen féieren, ouni dass en demokratesch gewielten Gremium an Europa dat am Kader vun enger positiver Politik beschloss hätt. Well déi europäesch Integratioun, sou wéi se haut funktionéiert a wéi se an de leschte Joren a besonnesch am leschte Joer verdéift ginn ass, ass eng reng negativ Integratioun, eng vum Dumping a soziale Froen, an Ëmweltfroen, eng vun der Reduktioun vun der Demokratie no ënnen an all Land!

Am Fong geholl huet eng kleng Schicht an der Gesellschaft politesch de Pouvoir iwwerholl. An de leschte Joren huet déi Schicht gravéierend gesellschaftlech Verännerungen duerchgesat duerch d'Erofschung vun Uedeel vun der Aarbecht um geschafene Räichtum an duerch den Iwwergang zum Aktionärskapitalismus mat weltwäiter Deregulierung vun de Kapitalbewegungen. An d'Konsequenzen, och déi sozial Konsequenzen, erliewe mer all Dag. Haut liewe mer an der Zeitung, dass 68.000 Leit zu Lëtzebuerg schonn ënnert der Aarmutsgrenz leien. Och dat ass en Deel vun där Politik.

An elo wëllen déi kleng Schicht an hir politesch Alliéiert weider Zougständnisser. Dat ass de Sënn an den Zweck vun deene Programmer, déi mer hei diskutéieren. Dat ass an deene Recommendationatiounen hei opgeléicht, déi a Wierklechkeet Fuerderunge sinn, déi eng Richtung uweisen.

Gefuerdert gëtt eng Verdéiwung vun der Pensiounsreform, déi als e Schrëtt an déi richteg





Richtung bezechent gëtt, mä dräi Joer méi laang schaffe goe géif nach ëmmer net duergoen, mengt déi Bréisseler Wirtschaftslobby, déi jo deen Text hei ausgeschafft huet an déi eng manner generéis Sozialversicherung generell fuerdert an hire Recommendatiounen.

Gefuerdert gëtt eng Loungrenz fir den Zougang zum öffentliche Gesundheitssystem, also a Wierklechkeet an Zweeklasssystem. Gefuerdert gëtt eng méi streng Bewäertung vun der Dépendance, vun der Ofhängegkeet vun de Leit, fir kënnen vun der Fleegeversicherung ze profitieren.

Gefuerdert gëtt en automatesche Korrektionsmechanismus am Budget. An et gëtt gefuerdert, dass d'Budgetskontroll, wat jo eng historesch Kompetenz vun de Parlamentarier ass, dass d'Budgetskontroll duerch en net parlamentarisch Gremium leschten Enns nach eng Kéier kontrolléiert soll ginn. An et si verschidde Leit jo heibannen, déi mengen, déi Roll misst vun der Zentralbank gespilt ginn, déi dann den ieweschten Iwwerwaacher wier vun eise Budgetdiskussiounen.

Gefuerdert gëtt eng weider Verschiebung vun de Steiereinnahmen zulaaschte vum Konsum a vun de Léin an zum Benefiss vun de Gesellschaften a vun de Kapitalverméigen. Gefuerdert gëtt eng sektoriell Upassung vun de Léin un déi sougenannt Kompetitivitéit an deenen eenzelne Secteuren, wat besonnesch bedeit, de Moment, d'Léin an der Industrie ze senken, do, wou se schonn esou niddreg sinn. Doriwwer erass bleift awer d'Kommissioun bei hirer Fuerderung, fir den Index komplett ofzeschaffen.

Am Rapport vun der Kommissioun gëtt der Regierung félicitéiert, dass se haut schonn an déi richteg Richtung geet. A mir kennen déi Richtung: Dat sinn déi Indexreformen, dat sinn déi Rentereformen, déi komm sinn. Dat ass och déi Reform an der Fonction publique, wou et och schlussendlech ëm Lounfroer leschten Enns geet, ëm d'Stellung vun deene Lounofhängegen an engem Produktionsprozess geet.

Dat sinn déi Froen, mengen ech, déi an Zukunft wäerten am Mëttelpunkt vun der politischer Auseinandersetzung stoen, hei am Land an och an allen europäesche Länner, onofhängeg vum Termin iwwregens vun deenen nächste Wahlen. An egal wéini d'Wahle sinn, déi dote Froe wäerte mussen am Mëttelpunkt stoen a wäerten och vun de Leit an de Mëttelpunkt vun de politeschén Décisiounen an Diskussiounen gestallt ginn.

Ech mengen och, dass ouni eng grondleeënd Politikännerung d'Mësstraue vun de Leit an de Stat net méi kleng wäert ginn. An ech mengen, contrairement vläicht zu Verschiddenen heibannen, dass dat eng gutt Saach ass an net eng schlecht Saach.

Ech soen lech Merci.

► **M. le Président.** - Merci dem Här Urbany. An elo kritt d'Wuert den Här Finanzminister Luc Frieden.

► **M. Luc Frieden, Ministre des Finances.** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech sinn der Meenung, dass dëst e ganz nützlechen Exercice ass, well et erlaabt deenen eenzelne Fraktiounen, zu enger Rei vu groussen Erausforderungen, déi eist Land an Europa hunn, Stellung ze huelen. An duerfir géif ech gären hei nach eng Kéier drun erënneren, dass mer

hei an engem Prozess sinn, dee mer äusserst nützlech fannen, e Prozess, deen e puer Etappen huet.

Et geet jo am Fong drëms, dass ee vu bausse kuckt, wat mir maachen. An da gëtt hei gesot: „Dat ass Bréissel an dat sinn Technokraten“, an ech weess net, wat nach alles. Dat ass net richtig. Mir liewen an enger Wirtschafts- a Währungsunioun an et ass noutwendeg an där Wirtschafts- a Währungsunioun, dass ee sech bewusst ass, dass dat, wat deen ee mécht, Konsequenzen op anerer huet.

Wéi oft hunn ech an deene leschte Méint Leit begéint, déi gesot hunn: „Mä wou konnt Dir dann dat doten an deem an deem südeuropäesche Land zouloossen? An elo sti mer virun deene Schwierigkeeten, déi mer hunn!“

Duerfir ass et noutwendeg, dass déi Länner, déi méi Schwierigkeeten hunn, iwwert d'Schëller gekuckt kréie vun deenen anere Kollegen aus der Wirtschafts- a Währungsunioun; an och Länner wéi mir, déi Gott sei Dank, dank eiser Politik, nach manner Schwierigkeeten hunn, mä déi awer grouss Erausforderungen hunn, dass och anerer dat begutachten.

Et ass och net esou, dass déi Recommendatiounen hei just déi si vu Beamten oder vun de Kommissäre vun der Europäescher Kommissioun. Déi Recommendatiounen do ginn un d'Memberstate geschéckt an déi ginn elo vun de Ministeren diskutéiert, Ministeren, déi alleguerte virun hiren nationale Parlamentarier responsabel sinn. An déi ginn a verschidde Conseilsformatiounen souguer gekuckt. Dee Volet vun de Statsfinanzen ass dobäi nëmmen ee Volet. Deen, kann ech lech soen, dee gëtt des Woch am Kader vun der Sitzung vun den europäesche Finanzministere de Freideg hei zu Lëtzebuerg diskutéiert.

Aner Volete vun der Sozialpolitik gi bei de Sozialministere oder bei den Aarbechtsministere diskutéiert. Et gëtt also schonn aus engem Exercice, dee vläicht technesch ufängt, e politeschén Exercice gemaach, an dee muss vun de Conseilen uegheoll ginn. Et sinn herno Recommendatiounen vum Conseil vun de Ministeren an net nëmme vun der Europäescher Kommissioun.

Fir Lëtzebuerg awer, onofhängeg dovunner, fannen ech et ganz nützlech ze gesinn, wat hei déi eenzel Fraktiounen zu deene fënnef Recommendatiounen gesot hunn. An ech stelle fest, dass vun der Analyse selwer vun deene Recommendatiounen en fait, op d'mannst hunn ech dat net héieren, keng fundamental aner Konklusioun gezu ginn ass. De Wee, fir un déi Ziler ze kommen, ass wuel ënnerschiddlech bei deenen eenzelne Fraktiounen, heiansdo och ganz vag formuléiert, mä déi grouss Punkten, déi d'Kommissioun hei opwerft an, ech mengen och, déi de Conseil géif iwwerhuelen, ginn en fait heibanne gedeelt.

Ech wëll soen, dass d'Regierung mat den Zilsetzunge vun deene Recommendatiounen d'accord ass. Et kann een ëmmer iwwert de „wording“ diskutieren. Mä ech fannen en fait méi interessant nach d'Aarbechtsdokument vun der Europäescher Kommissioun, dat d'Grundlag ass vun deene Recommendatiounen, well do stinn eng ganz Rei Saachen dran a ganz ville Beräicher, déi eng gutt Analyse si vun der Lëtzeburger Situatioun.

Do geet och Rieds iwwert d'Kompetitivitéit, d'Präisier, d'Produktivitéit an esou weider. Do geet Rieds iwwert de Kampf géint d'Aarmut. Do geet Rieds iwwert d'Éducatioun, do geet Rieds iwwert d'Recherche, an ech mengen, dat ass en utilit Dokument, wat een, ob een d'accord ass oder net, als Analyse och fir d'Budgetsdebatten, déi mer Enn des Joers hunn, sech ganz genee soll ukucken.

Wat d'Statsfinanzen ubelaangt, muss ech soen, dass ech frou sinn ze gesinn, dass d'Europäesch Kommissioun seet, dass mer do um gudden Wee sinn, dass déi Efforten, déi gemaach gi sinn - ech erënneren drun, dass mer hei e Spuerprogramm d'lescht Joer gemaach hunn, deen ëmmerhin 2% vum Bruttoinlandsprodukt bedeit, dat heescht, wa mer dat net gemaach hätten, wär eisen Defizit ëm 2% vum Bruttoinlandsprodukt, als eng Milliard, méi héich -, dass déi zu engem Resultat geféiert hunn, dass also eng virsiichteg Budgetpolitik plus Spuermoossnamen hir Friichten droen, dass déi vläicht nach net do ukomm sinn, wou mer dat mussen hunn - dat ass richtig -, mä à court terme si mer do ukomm, wuer mer wollte kommen.

Mir hunn 2013, dat seet jo och d'Europäesch Kommissioun an dat seet och de Conseil héchstwahrscheinlech de Freideg, e Solde structurel erreecht, deen deen ass, dee mer als eise mëttelfristegen Objectif budgétaire à moyen terme fixéiert hunn.

Eisen Défi zu Lëtzebuerg läit virun allem am Mëttel- a Laangfristegen. Mir hunn eng Pensionsreform gemaach, déi eis kuerz- a mëttelfristeg eng Rei Problemer léist, mä et ass richtig, net nëmmen zu Lëtzebuerg, dass de Problem vum Vieillissement vun der Gesellschaft, der zounehmender Alterung vun der Gesellschaft am Gesondheitsberäich, am Beräich vun der Fleegeversicherung, am Beräich vun de Pensiounen enorm Défien duerstellt. An déi Défien, dat heescht och: Wéi huet ee genuch Moyenen, fir deenen Défien entgéintzekommen?

Vu dass d'Suen awer limitéiert sinn, muss een dat do regelméisseg iwwerkucken, an dat wëllt Regierung maachen. Gradesou wéi se mengt, dass een d'Steierpolitik vun Zäit zu Zäit muss iwwerkucken, wësend awer, dass an enger offener Economie, soen ech nach eng Kéier hei, een an der Steierpolitik net einfach kann an der Theorie rasonieren, mä dass een ëmmer muss eng Steierlandwirtschaft hunn, déi méi attraktiv ass wéi déi vun den Nopeschlänner, soss kritt ee keng Aktivitéiten op Lëtzebuerg.

Da sinn hei eng Rei Remarquë gemaach ginn iwwert d'Schuldebremms an iwwer en Organ, wat géif kucken, ob mer d'Regele vun enger gesonder Finanzpolitik respektieren. Ech wëll just soen, déi Regeln, déi hu mer uegheoll an Europa, an déi huet och de Chamber uegheoll. Dat sinn also net einfach Iddien, déi d'Europäesch Kommissioun huet, déi hu mer notament uegheoll, wéi mer hei iwwert de sougenannte Pacte budgétaire „Fiscal compact“ gestëmmt hunn. An déi si mer amgaangen ëmsetzen och am Kader vun der Transpositioun vum europäeschen neie Regelwierk vun der Wirtschafts- a Währungsunioun.

An ech wäert an deenen nächsten zwou, dräi Wochen de Regierungsrat saiséiere mat engem Projet de loi, deen eng ganz Rei vun deene Budgetsregeln ëmsetzt, deen dann hei an

d'Chamber zur Diskussioun an zur Ofstëmmung kënn, fir ebe sécherstellen, dass net eng Majoritéit einfach kann ab engem gewëssene Moment - ech soen - „egal wat“ an der Budgetpolitik maachen, mä dass et e Regelwierk gëtt, dat vun der Europäescher Wirtschafts- a Währungsunioun, dat fir Stabilitéit a gesond Statsfinanzen, fir Stabilitéit an de Statsfinanzen a fir gesond Statsfinanze wäert suergen.

Dat ass am Intérêt vun eis all, well mir dierfen net an eng Situatioun kommen, wou mer eng iwwergrouss Verschuldung hunn a wou mer doduerch missten enges Daags d'Steieren op esou en Niveau setzen, dass kee méi wëllt zu Lëtzebuerg schaffen an investieren oder kee méi eis wëllt Sue léinen.

Duerfir am Résumé: Déi Propositiounen, déi hei gemaach gi si vun der Europäescher Kommissioun, fannen an der Stoussrichtung d'Approbatoun vun der Lëtzeburger Regierung. Et kann een ëmmer iwwert de Wee dohinner diskutieren, iwwert de genee Wuertlaut. Mir mengen, dass mer à court terme eng ganz Rei Ziler erreecht hunn an dass mer mussen mëttel- a laangfristeg op d'Ewechfale vun de Commerce-électroniques-Recetten, op d'Problematik vun der Veralterung vun der Gesellschaft, dass mer op déi Sujete keng definitiv Äntwert hunn an dass mer do mussen weider dru schaffen.

Wichtig awer och ass, dass mer Wuesstum erëm an deem Land kréien. A Wuesstum schafft een net doduerch, dass ee méi Suen ausgëtt wéi déi, déi een huet. Dat kann ee kuerzfristeg maachen, dat ass längerfristeg keng Solutioun.

Wuesstum schafft een och net, andeem een d'Steieren onrönsabel héicht, mä Wuesstum schafft een, andeem ee versicht, besser ze si wéi d'Noperen, andeem ee versicht, an alle Kategorië méi attraktiv ze si wéi d'Noperen an domat da Kaderbedéngungen huet, déi et de Betriber erlaben, Aarbechtsplazen ze schaffen, ze investieren. An dovunner kann dann och de Stat liewen, an de Stat kann déi Suen ëmverdeelen, dass een och kann eng Sozialpolitik maachen, déi et erlaabt, eng gewësse Cohésion sociale an dëser Gesellschaft ze hunn. Well ouni Cohésion sociale komme mer net virun. Soss gëtt et eng gespléckte Gesellschaft, an déi wëllt, mengen ech, keen heibannen.

Ech soen nach eng Kéier, d'Erausforderunge si grouss an deenen Exercice, deenen Débat hëlleft - et ass jo net een eenzeggen Débat, mä dee muss een areien an d'Debaten no der Lag vun der Natioun oder am Kader vun der Lag vun der Natioun, deenen Débat an dee vum Budget -, fir eng Zukunftspolitik fir dëst Land ze maachen, an dat geet ebe just nëmmen, wa mer eis iergendwéi erëm zueneebewegen an net dauernd ausereneendividiere loosse!

Merci.

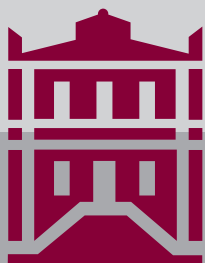
► **M. le Président.** - Merci dem Här Finanzminister. Domadder wär dëse Punkt ofgeschloss a mir wäeren och gläichzäiteg um Enn vun eiser Sitzung ukomm. D'Chamber kënn muer um zwou Äuer nees zesummen.

D'Sitzung ass opgehewen.

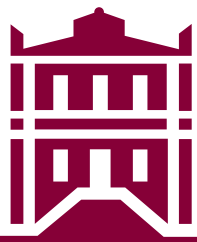
(Fin de la séance publique à 16.18 heures)

- L'actualité parlementaire sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu).
- Retrouvez vos députés, tous les textes législatifs et documents parlementaires, les émissions «Chamber aktuell» et les vidéos des séances publiques sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu).
- La Chambre et les jeunes: si tu as entre 12 et 25 ans, consulte nos pages 'Junior' sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu), avec quiz, information et vidéo.

- L'actualité parlementaire vous intéresse? Consultez le site de la Chambre [www.chd.lu](http://www.chd.lu).
- Comment est créée la loi? Toutes les explications en texte et en images, sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu).
- De la première assemblée parlementaire de 1841 à la Chambre des Députés d'aujourd'hui: retrouvez l'histoire parlementaire sur les pages «organisation et fonctionnement» de la Chambre des Députés.







## Sommaire

### 1. 6532 - Projet de loi

1. portant approbation de l'accord dénommé «Abkommen zwischen der Regierung des Großherzogtums Luxemburg und der Bundesrepublik Deutschland über die Gewährung eines Finanzierungsanteiles für den Ausbau der Eisenbahnverbindung Trier-Luxemburg im Abschnitt zwischen dem Bahnhof Igel und der Betriebsstelle Igel-West», signé à Luxembourg le 29 octobre 2012;

2. sur la participation de l'État luxembourgeois au financement des travaux d'infrastructure réalisés sur le territoire allemand entre Igel et Igel-West

- Rapport de la Commission du Développement durable: M. Fernand Boden

- Discussion générale: M. Léon Gloden, M. Fernand Etgen, M. Roland Schreiner, Mme Josée Lorsché, M. Fernand Kartheiser (M. Claude Wiseler intervient), M. Jean Colomera (M. Claude Wiseler intervient)

- M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures (M. Fernand Kartheiser intervient)

- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

### 2. 6548 - Projet de loi portant approbation du Protocole relatif aux préoccupations du peuple irlandais concernant le traité de Lisbonne, fait à Bruxelles le 16 mai 2012

- Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration: M. Ben Fayot

- Discussion générale: Mme Lydie Polfer, M. Fernand Kartheiser, M. Serge Urbany

- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

### 3. Heure d'actualité du groupe déi gréng sur le quatrième rapport de la Commission du Conseil de l'Europe contre le racisme et l'intolérance (ECRI)

- Exposé: M. Félix Braz

- Débat: Mme Martine Mergen, Mme Anne Brasseur, Mme Lydia Mutsch, M. Fernand Kartheiser, M. Jean Colomera

- M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration

Au banc du Gouvernement se trouvent: MM. Claude Wiseler, Nicolas Schmit et Marc Spautz, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.01 heures)

► **M. le Président.**- Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

► **M. Marc Spautz, Ministre de la Famille et de l'Intégration.**- Neen, Här President.

► **M. le Président.**- Mir fänken haut de Mëtte mam Projet de loi 6532, en Accord mat Däitschland iwwert de Finanzement vum Tronçon zu Igel beim Bau vun der Zuchverbindung Lëtzebuerg-Tréier, un. D'Riedezäit ass hei nom Modell 1 festgeluecht. Et hu sech bis elo ageschriwwen: déi Häre Gloden, Etgen, Schreiner a Colomera. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den Här Fernand Boden. Här Boden, Dir hutt d'Wuert.

### 1. 6532 - Projet de loi

**1. portant approbation de l'accord dénommé «Abkommen zwischen der Regierung des Großherzogtums Luxemburg und der Bundesrepublik Deutschland über die Gewährung eines Finanzierungsanteiles für den Ausbau der Eisenbahnverbindung Trier-Luxemburg im Abschnitt zwischen dem Bahnhof Igel und der Betriebsstelle Igel-West», signé à Luxembourg le 29 octobre 2012;**

**2. sur la participation de l'État luxembourgeois au financement des travaux d'infrastructure réalisés sur le territoire allemand entre Igel et Igel-West**

**Rapport de la Commission du Développement durable**

► **M. Fernand Boden (CSV), rapporteur.**- Här President, Léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'lescht Woch hate mer hei eng Diskussioun iwwert de grenziwwerscheidende Verkéier, besonnesch iwwert de grenziwwerscheidenden öffentliche Verkéier. An déi Diskussioun, déi mer haut féieren hei, déi passt an dee Kader

eran. Bei dësem Gesetzesprojet geet et nämlech ëm d'Ofkommen vum 29. Oktober 2012 tëschent Däitschland a Lëtzebuerg, dee soll guttgeheescht ginn, an iwwert d'Finanzéierung vum Ausbau vun der Eisebunnsstreck Tréier-Lëtzebuerg tëschent der Gare Igel an der Betriebsstell Igel-West.

Dëse Projet soll eng Verbesserung vun der Qualitéit a vun der Capacitéit vun der Streck mat sech bréngen. Dëst soll d'Streck Lëtzebuerg-Tréier méi attraktiv maachen a bezwecken, datt éischters emol déi däitsch Frontaliere méi wéi bis elo den öffentliche Verkéier benotzen, an datt eist Land eng besser Ubannung kritt un dat däitscht an domadder och un dat europäescht Eisebunnsnetz. De Gesetzesprojet gesäit dann och vir, datt d'Regierung soll autoriséiert ginn, fir um Finanzement vun dësem Projet deelzehuelen.

D'Analys, déi iwwert de Verkéier un de Grenze gemaach ginn ass, huet gewisen, datt mat 31,4% vun all de motoriséierten Déplacementer an eise Land de Frontaliereverkéier e ganz groussen Deel dovunner duerstellt. Iwwer 155.000 motoriséiert Déplacementer pro Dag kommen iwwert déi däitsch Grenz. An een Drëttel dovunner, dee geet direkt an Direktioun Stad Lëtzebuerg.

Generell gesi gëtt jo hei zu Lëtzebuerg den öffentliche Verkéier ganz staark genotzt, fir an d'Stad eranzufueren. Leider ass d'Benotzung vum öffentliche Verkéier aus Däitschland bäi Wäitem net zefriddestellend. De Modaltaux vum öffentlichen Transport vun Däitschland aus, dee läit bei 2,4%. Ganz, ganz wéineg. Et ass och bäi Wäitem deen niddregsten Taux vum grenziwwerscheidenden öffentliche Verkéier. Dësen Taux läit insgesamt vun alle Grenzen aus bei 7,2%. Och dat ass net ganz zefriddestellend.

D'Linn Koblenz-Tréier-Lëtzebuerg, déi bitt de Frontalieren aus der Tréierer Géigend an och doriwwer eraus eng direkt Verbindung a Richtung Lëtzebuerg an och dann an d'Stad Lëtzebuerg. Leider gëtt et keng esou direkt Zentralverbindung mat der Regioun Saarbrécken. Fir dës Situatioun ze verbessern an eng direkt Verbindung hierzestellen tëschent der Stad Lëtzebuerg a Saarbrécken, wou een e gudden Accès huet zu den ICEen no Süddäitschland, fiert 13-mol am Dag en Expressbus tëschent deenen zwou Stied hin an hier an enger Fuerzäit vu 75 Minuten.

Wat nun d'Linn Koblenz-Tréier-Lëtzebuerg ubelaangt, do fiert haut en Zuch pro Stonn, also

een Zuch pro Stonn tëschent der Stad a Waasserbëlleg. Dee bleift och dann un allen Arrête stoen. An de Spëttestonne gëtt dës Frequenz verduebelt. Complémentaire dozou fiert och all Stonn en Zuch tëschent der Stad an Tréier, deen zu Waasserbëlleg hält, an zwéin esou Zich an de Spëttestonnen, wou och nach verschiddener vun dësen Zich op Wittlich an op Cochem verlängert ginn. Finalement kënn do nach derbäi, datt zwee international Zich, also zwee ICE pro Dag tëschent Lëtzebuerg an Norddäitschland fueren. Fréier waren dat der awer fënnef.

610.000 Voyageure pro Joer, déi benotzen d'Linn tëschent Lëtzebuerg an Tréier an 205.000 d'Linn tëschent Lëtzebuerg a Koblenz, wat e wichtegen Zuchsverkéiersknuet ass, fir doriwwer dann eraus an aner Géigende vun Däitschland ze fueren.

No der Supressioun duerch d'Fernverkehr AG vun der Däitscher Bunn vun dräi vun deene fënnef ICE säit dem 11. Dezember 2011 huet Lëtzebuerg mat Hëllef vun Rheinland-Pfalz duerch eng Ersatzléisung d'Ofschaffung vun dësen Zich bis op Tréier kënnen verhënnere, mat Verlängerung vun engem Aller-retour bis op Koblenz. Dës Ersatzmoosnam, dat ass eng provisoresch Léisung. Déi gëllt bis en neien Horaire Mëtt Dezember agefouert gëtt. Vun dann u wäert de Rheinland-Pfalz-Takt 2015 funktionéieren, dee Lëtzebuerg am Stonnentakt mat Koblenz verbannen an domadder d'Verbinding vun dëser Linn ganz substanzuell verbessere wäert.

Während déi däitsch Säit hir Investissemter an d'Eisebunnsinfrastrukture reduzéiert huet, huet Lëtzebuerg seng Investissemter eropgeschrauft a ganz zolidd an d'Moderniséierung vun der Linn Lëtzebuerg-Waasserbëlleg investéiert. Esou sinn 150 Milliounen Euro tëschent 2000 an 2012 investéiert ginn a weider 400 Milliounen wäerten derbäikommen, ënner anere fir d'Erneuerung vum Norddeel vun der Stater Gare, fir d'Konstruktioun vun engem Viaduc op der Polvermillen an dann d'Schaffung vun der Duebelgleisegkeet tëschent dësem Viaduc op der Polvermillen an dem Arrêt Sandweiler-Contern.

Et gesäit een also, datt op Lëtzebuerg Säit ganz vill an d'Eisebunnsnetz investéiert gëtt. A mir encouragéieren de Minister, fir och esou virunzefueren. Mir soen him och dofir en häerzleche Merci.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, erlaabt mer, datt ech ganz kuerz op e puer Punkten aginn, déi an der Kommissioun diskutéiert goufen.

Éischters war dat d'Ariichte vu Park&Riden am Grenzgebitt. Hei si sécher vill Efforte gemaach ginn. Weiderer mussen awer nach nokommen. Esou Park&Ridë si ganz noutwendeg, souwuel op dëser Säit wéi och op där anerer Säit vun der Grenz. Hei muss een op deene géeeegente Plazen Terrainen a Proximitéit vun de Gare fanen. Déi mussen dann och aménagéiert ginn.

Heizou sollt e Schéma de mobilité transfrontalière, de sougenannte SMOT, dee mat eisen däitschen Noperen amgang ass ausgeschafft ze ginn, méi prezis Indikatioune maachen. Dëse SMOT soll derzou bäidroen, fir mat Hëllef vun enger adequater Zuch-, Bus- a Parkingoffer de Pendlerverkéier besser an de Grëff ze kréien an den Undeel vum öffentlichen Transport an dësem Verkéier wesentlech an d'Luucht ze schrauwen.

D'Kommissioun huet dann och nach op d'Zil vun engem „modal split“ vu 25% fir den öffentliche Verkéier bis 2020 higewisen. Op Lëtzebuerg Säit ass, wéi gesot, scho villes an d'Schinnennetz investéiert ginn. Leider Gottes hu mer net all Afloss op dat, wat op där anerer Säit vun de Grenze geschitt. Mä ech muss soen, datt de Minister awer ganz enke Kontakt huet mat sengem Kolleeg aus dem Bund an och aus den Nopeschlänner Rheinland-Pfalz a Saarland, virun allem awer Rheinland-Pfalz, fir do dat ze verbesseren.

D'Kommissioun ass och an d'Bild gesat ginn iwwert den Accord, deen tëschent der CFL an dem SPNV, dem Schienenpersonennahverkehr aus Rheinland-Pfalz, am Kader vun Rheinland-Pfalz-Takt 2015 ofgeschloss ginn ass. Dësen Accord gëllt fir eng Dauer vu 15 Joer an e gesäit vir, datt d'Käschte vun de Verbindungen tëschent Tréier a Koblenz integral vun den däitschen Autoritéiten iwwerholl ginn.

Am Kontext vun deem Accord huet d'CFL och acht zweestäckeg Automotricë fir e Betrag vun 63,29 Milliounen Euro kaaft. An dës Automotricë sinn interoperabel mat dem Zuchmaterial,

wat d'DB Regio Südwest ugeschaaft huet. Dës Regio Südwest ass domadder beoptragt ginn, fir d'Exploitatioun vum Rheinland-Pfalz-Takt 2015 ze maachen.

An der Kommissioun hu mer schliesslech och nach, nieft der Realisatioun vun dem Projet hei, deen zur Diskussioun steet, Igel-Igel-West, iwwer aner Verbesserunge vun der Zuchstreck geschwat, déi ugepaakt musse ginn. Do gëtt et virun allem deen nevragesche Punkt vun der Eisebunnsbréck bei Konz, déi onbedéngt duebelgleiseg misst gemaach ginn. Dat schéngt awer mat engem relativ héije Käschtepunkt verbonnen ze sinn, soudatt déi däitsch Säit bis elo net wollt dorunner goen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wann elo d'Zuchlinn tëschent Igel an Igel-West duebelgleiseg gemaach gëtt, kënnen vun Dezember 2014 un 19 Zich pro Dag tëschent Lëtzebuerg a Koblenz hin- an hierfueren, well dann d'Zich sech kräize kënnen, oui musse stoen ze bleiwen.

D'Käschte vun dësem ganze Projet wäerte sech op 19,6 Milliounen Euro belafen. Lëtzebuerg wäert acht Milliounen zu dësem Projet bäisteieren, dee virun Enn 2014 fäerdeg soll sinn. Dës Dépensé sinn iwwregens am Fonds des raccordements ferroviaires internationaux mat zweemol véier Milliounen fir d'Joren 2013 an 2014 virgesinn.

Folgend Aarbechte sinn am Projet abegraff: Rekonstruktioun vu verschiddene Bauwierker, Stützmaueren, Lärmschutzmoosnamen, Ofsecherung vu Fielsen, Terrassematsarbechten an Upassung vun den Installatiounen, fir d'Waasser ze evakuéieren vun de Schinnen an den techneschen Installatiounen.

De Statsrot, dee schwätzt sech fir dëse Projet aus. En hat just eng Remarque op der Form gemaach, andeem e preziséiert huet, datt d'Regierung muss de Pouvoir vum Grand-Duc hunn, fir en Traité ze ënnerschreiwen. Dat war an den Dokumenter net esou richtig duergeruecht ginn, mä de Minister huet der Kommissioun dat Dokument zougestallt, duerch dat hien dës Pouvoire kritt huet.

Wa mer haut dëse Projet stëmmen, leeschte mer e wichtige Bäitrag fir d'Verbetterung vun öffentliche Transport a Richtung Däitschland. Och wann et just e puer Kilometer Schinne sinn, esou huet dësen Ausbau an och virun allem d'Approbatioun vum Accord vum 29. Oktober 2012 tëschent Däitschland a Lëtzebuerg awer e ganz groussen Effet op d'Qualitéit vun der Zuchverbindung Lëtzebuerg-Tréier-Koblenz.

Als Rapporteur bidden ech lech dann, Léif Kolleegen, am Numm vun der Nohaltegekeetskommissioun, dëse Gesetzesprojet ze stëmmen. An als CSV-Vertrieder deelen ech lech och mat, datt eis Fraktioun dëse Projet voll a ganz ënnerstëtzt, datt mer all deene Merci soen, déi sech fir d'Realisatioun vun dësem Projet staark gemaach hunn. An ech ginn domadder och den Accord vun eiser Fraktioun.

Ofschléissend wëll ech op eng Interventioun als CSV-Spreecher d'lescht Woch hei bei der Orientéierungsdebatt iwwert déi grenziwwerscheidend Mobilitéit erënnere, wou ech och schonn op d'Problematik vun der Verbesserung vum öffentliche Verkéier mat Däitschland agange sinn. Ech wëll just nach eng Kéier op d'Noutwendegkeet hiweisen, fir déi Tréierer Weststreck, dat heescht um lénken Ufer vun der Musel, fir do och erëm dës Streck fir de Persouneverkéier opzemaachen. Dat wär ganz sécher am Intéret vun engem besseren öffentlichen Transport-ugebuert fir d'Pendler aus dësem Raum.

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

► **M. le Président.**- Merci dem Här Rapporteur. Als éischte Riedner ass den Här Léon Gloden agedroen. Här Gloden, Dir hutt d'Wuert.

### Discussion générale

► **M. Léon Gloden (CSV).**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Projet Igel stellt ganz sécherlech fir de Grenzverkéier am Oste vum Land eng wesentlech Verbesserung duer. Nach gëtt et net genuch Pendler, déi op den öffentlichen Transport zréckgräfen. Mir all hoffen, datt dat sech ännert.

Wann ee vu Grenzverkéier am Oste vum Land schwätzt, esou besteet hei zënter e puer Wochen an nach bis an den Hierscht eran eng Situatioun, déi als Nieweneffekt vläicht och e verstärkt Émklammen op den öffentlichen Transport mat sech bréngt.

Dir wësst et all, d'Bréck zu Gréiwemaacher ass gespaart, well se ofgerappt gëtt an duerch eng





nei modern Bréck ersat gëtt. Doduerch besteet säit dem 21. Mee an nach bis de 15. Oktober zu Maacher kee Grenziwwergang. Wann ee weess, datt d'Maacher Bréck awer all Dag vu ronn 15.000 Autoe befuert ginn ass, da weess een, datt hei de Verkéier auswäiche muss, well jo all déi Leit, déi aus dem däitsche Grenzgebitt op Lëtzebuerg schaffe fueren, iergendwéi mussen op hir Aarbechtsplaz kommen.

Alternative gëtt et der net däeremoss vill. Entweder muss se bis op Tréier fueren an dann do iwwert d'Bréck respektiv do op d'Autobunn fueren, oder awer iwwert déi Wormer Bréck. Et besteet natierlech och nach d'Méiglechkeet, d'Pont tëschent Uewerbëlleg a Waasserbëlleg ze huelen, mä domadder ka keng grouss Zuel vun Autoen transportéiert ginn. É ganz groussen Deel vum Trafic leeft folglech iwwert déi Wormer Bréck an do dann duerch d'Duerf bis op d'Autobunnspafahrt zu Flussweller.

Fir de villen Individualverkéier awer e bëssen ofzefieder, sinn elo eng Rei vu Buslinien agesat respektiv d'Offer verstärkt ginn. Doduerch kënnen d'Grenzgänger elo vu Konz iwwer Tréier op Gréiwemaacher an da weider an d'Stad fueren oder awer vun Nüttel iwwer Wëntger op Wormer an dann an d'Stad fueren. Hei ass also d'Offer och verbessert ginn. A mengen Informatiounen no sinn d'Plazen an de Busser och ëmmer gutt besat.

Duerch d'Fermeture vun der Gréiwemaacher Bréck gräifen d'Leit also verstärkt op den öffentlichen Transport zréck, wat jo e positiven Nieweneffekt huet. Et ass elo ze hoffen, datt d'Leit dës Gewunnechte bäibehalen an dann och no der Ouverture vun der neier Bréck de Verkéier doduerch entlaascht gëtt.

Och wa mir zu Maacher an op där anerer Säit zu Wellen ganz dankbar si fir déi schéin nei Bréck, déi mer elo kréien, déi zudeem och batter noutwendeg ass, esou géife mer eis alleguer freeën iwwer manner Verkéier duerch eis Stroossen. Zesumme mat der verbesserter Zuchubannung a Richtung Tréier, déi de Fernand Boden lech presentéiert huet, an eben der neier Busoffer gëtt den öffentlichen Transport an deem Deel vun der Groussregioun méi attraktiv.

Wann d'Bréck zu Gréiwemaacher erëm bis op ass, kënnen déi zousätzlech Busser jo nach méi schnell Richtung Stad fueren. Fir datt déi méi héich Kadenz bäibehale ka ginn, sollen d'Pendler natierlech och da weider op de Bus setzen an net erëm an hir al Gewunnechten zréckfallen.

Well de Projet Igel e wichtege Bausteen ass, fir de grenziwwerscheidende Verkéier am Oste vum Land ze entlaaschten, bieden ech lech, dese Projet ze stëmmen.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Gloden. Als nächste Riedner ass den Här Etgen age-droen. Här Etgen, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Fernand Etgen (DP).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, virewech wëll ech dem Här Rapporteur, dem Kolleg Fernand Boden, en oprichtege Merci aussprache fir säin engagéierte mëndleche wéi och säi prezise schrëftleche Rapport zu deem Projet, deen de gemeinsame Finanzement vum Ausbau vum Schinnennetz bei Igel op der Zuchstreck Tréier-Lëtzebuerg regelt. De Rapporteur huet eis déi genau Zuele gesot. An ech wëll de Finanzéierungsschlüssel net nach eng Kéier widerhuelen.

Mat deem Projet mécht d'Chamber de Wee fräi fir de weideren Ausbau vun enger grenziwwerscheidender Zuchverbindung. D'Zil ass eng attraktiv Verbindung am Stonnentakt. Weinst dem Enkpass bei Igel, awer och op anere Plazen, huet den Zuch op der Streck bis op Tréier regelméisseg Gedenkminutte missen aleeën, fir de Géigeverkéier laanscht ze loossen.

Mat dem Ausbau zu Igel gëtt elo esou een Enkpass ofgeschaaft. Et huet just immens laang gedauert. Zënter de 70er Jore lafe scho Gespréicher tëschent Lëtzebuerg a Rheinland-Pfalz, fir d'Streck Tréier-Lëtzebuerg méi attraktiv ze maachen. Momentan brauch den Zuch ronn 50 Minutte fir dës Streck. Dës Zäit gëtt awer nëmmen an der Theorie. An der Praxis kommen oft nach fënnf bis zéng Minutte derbäi, well den Zuch virun eegleisegen Abschnitter waarde muss a Verspéidung op den Horaire kritt. Verschidden Zich mussen an der Gare zu Tréier siwe bis aacht Minutte waarde weinst den Enkpass Igel a Konz.

Am Schnëtt erreecht den Zuch op der Streck eng Duerchschnëttschwindegkeet vu 50 Stonnekilometer. Dat ass ze lues. Dat dauert ze laang. Dat ass net attraktiv. Dat ass keen Argument fir d'Leit aus dem Raum Tréier, fir mam Zuch op Lëtzebuerg schaffen ze kommen. Mam Auto ass een iwwert d'A1 a gutt 25 Minutte vun Tréier an der Stad, dat heescht, an

der Halschent vun der Zäit vum Zuch. Den Auto ass also méi attraktiv.

Et ass richtig, mat deem virleienden Text kënt et zu enger Verbesserung vun der Situatioun. Et ass ee Schrëtt an déi richteg Richtung. Oder aneschtens ausgedréckt: Endlech gëtt iwwerhaapt emol eppes gemaach!

D'DP gesäit dëst, och wann et nëmmen eng kleng Verbesserung ass, duerchaus positiv. Fir datt méi Leit op den öffentlichen Transport ëmklammen, mussen dës Verbindunge séier, bequem, zouverlässig an de Besoine vun de Leit ugepasst ginn. Ech hat schonn d'lescht Woch am Kader vun der Debatt iwwert déi grenziwwerscheidend Mobilitéit gesot, datt nach op ville Plazen e Besoin besteet, fir d'Horaires unzepassen. Eng grenziwwerscheidend Mobilitéitszentral kéint hei eng wichtege Hëllefstellung bidden.

Mir kënnen eis et net méi erlaben, eisen Horaire just no nationale Kritären opzestellen. Den Horaire däerf keng Chasse gardée vun engem Land, Bundesland, enger Regioun oder engem Departement méi sinn.

Här President, de Rapporteur huet et gesot: Tëschtent Tréier a Lëtzebuerg hu mer nëmmen en „modal split“ fir den öffentlichen Transport vun 2,4%. Dat ass weineg, ganz weineg. Mir bleiwen also wäit hannert den Objektiv zréck. Den Individualverkéier ass awer Egoismus op Rieder. Et ass absurd fir 80 Kilo Mënsch, well an deene meeschten Autoe setzt oft genuch nëmmen een, mat e puer Tonne Blech duerch d'Landschaft ze transportéieren.

All Dag hu mer 155.000 motoriséiert Déplacementer vun Däitschland aus a Richtung Lëtzebuerg, dovunner ronn een Drëttel Richtung Hauptstadt. Eleng aus Rheinland-Pfalz pendele ronn 25.000 Leit pro Dag op Lëtzebuerg. De Schwéierpunkt vun dem grenziwwerscheidende Verkéier läit eendeiteg bei de Leit, déi op Lëtzebuerg schaffe kommen. D'Aarbechtspendler sinn also dee gréisste Grupp, dee fir d'Benotzung vum öffentlichen Transport a Fro kennt. Duerfir göllt et, fir dës no hire Besoinen auserichten.

Déi aktuell Organisatioun vun dem grenziwwerscheidenden Transport am Tréierer Raum mécht dës allenfalls éischter fir vill Clientéi problematesch an onattraktiv. Ugefaang beim P&R, beim Park&Ride-Parking zu Waasserbëlleg, dee meeschtens iwwerfëllt ass a wou d'Leit dann oft genuch och nach e Protokoll kréien, well se falsch parken. D'Garen zu Tréier si fir d'Leit, déi an der Émgéigend vun Tréier wunnen, net wierklech gutt ze errechen. En plus feelt et un engem groussen, gutt errechbaren Opfarparking am Grenzgebitt.

Här President, mir musso Projekte wéi deen E-go, deen elo Projet télématique heescht, op d'Grenzgebitt ausdehnen. Nëmme esou kënne mer de Passagéier séier informéieren, wëssend, datt Informatiounen iwwer méiglech Verspéidungen, Ännerungen, nei Verbindungen an esou weider den A an den O fir de Client, an dat virun, während an och hannert dem Trajet, sinn. Nëmme esou kréie mer dynamesch a performant Mobilitéitsketten, déi fir de Passagéier attraktiv sinn.

Wat d'Ubannung un dat internationaalt Schinnennetz ubelaangt, kréie mer mam Rheinland-Pfalz-Takt ab 2015 eng Verbesserung. Wann een de Moment déi grouss däitsch Réseaux vum ICE kuckt, dann ass Lëtzebuerg wéi Rheinland-Pfalz alles aneschtens wéi gutt connectéiert. Déi eenzeg ICE-Verbindung vun Tréier op Berlin ass nees ofgeschaaft ginn, net zulescht, well d'Streck op Koblenz net de Standard vum enger ICE-Trace entsprécht an d'Fuerzäit vill ze vill laang ass.

Här President, munches ass um Wee respektiv op de Schinnen, mä vill bleift nach ze maachen. Eng besser Abannung vun de Passagéier, eng geziilt Analys vun der Demande, Efforten um Niveau vun der Tarifikatioun, grenziwwerscheidend Tarifier, eng besser Ofstëmmung vun den Horaires, d'Kreatioun vun enger iwwerregionaler, grenziwwerscheidender Mobilitéitszentral, déi dee gesamte Grenzverkéier organiséiert, an net zulescht den Tram an der Stad sinn nëmmen e puer Projeten, déi mer séier sollten ëmsetzen, fir esou zu enger besserer Offer a Qualitéit an der grenziwwerscheidender Mobilitéit ze kommen.

Fir d'DP ass d'Fro vun der grenziwwerscheidender Mobilitéit eng wichtege Zukunftsfro fir eist Land. Dëst gesot, ginn ech den Accord vun der DP-Fraktioun zu deem Projet a soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Etgen. Als nächste Riedner ass den Här Roland Schreiner age-droen. Här Schreiner, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Roland Schreiner (LSAP).** - Merci, Här President. Här President, Här Minister, léif Kol-

leeginnen a Kollegen, ech wëll och emol fir d'Alleréischt dem Rapporteur, dem Kolleg Fernand Boden, Merci soe fir säin ausféierlechen a gutt strukturéierte schrëftlechen an och mëndleche Rapport, deen esou komplett war, dass ee bal näischt méi bräicht derbäi ze soen, deen awer och ënnersträicht...

(**Interruption**)

Jo, il fallait le dire.

...deen awer och ënnersträicht, wéi wichtege dese Projet de loi fir eist Land am grenziwwerscheidende Kontext ass.

► **M. Xavier Bettel (DP).** - Wéi ass et mat Bréssel?

► **M. Roland Schreiner (LSAP).** - D'Muselstreck... Här Bettel, mir schwätzen eng aner Kéier iwwer Bréssel, hoffentlech, an och iwwert déi Verbesserungen, déi do eng Kéier kommen, op déi mer och scho laang waarden. Mä elo si mer bei der Muselstreck vu Koblenz iwwer Tréier op Lëtzebuerg, déi fir eist Land vun enger ganz grousser Bedeitung ass, och aus ekonomescher Hिसicht. Dës Streck ass fir eis eng direkt Ubannung un dat däitsch Eisenbahnnetz, an anerersäits awer och am Kader vum grenziwwerscheidenden öffentlichen Transport d'Verbindung tëschent de Regiounen Tréier a Lëtzebuerg.

Als LSAP begréissen an ënnerstëtze mer och duerfir dës Virlag, well se derzou bäidréit, fir eis Verkéiersverbindungen iwwert d'Schinn mat Däitschland ze verbessern a méi attraktiv ze maachen. Ech weess, dass an deene leschte Joren um politesche Plang vun deene jeeweilege Responsabele ganz vill Démarchen néideg waren an hu misse gemaach ginn, fir dat esou hinzekréien, wéi et elo geduecht ass, well vu Berlin aus - dat wësse mer - Igel an och Tréier oder Koblenz ganz wäit ewech ass, fir net ze soen d'Provënz ass.

Hei gouf - an dat soll een och hei soen - vun deene jeeweilege Regierungsmemberen an och deene Beamten, déi op deem Dossier waren an deene leschte Joren, e gudd Match gemaach. An dat soll een och unerkennen. Déi zwee sti grad hannereneen. An d'Land Rheinland-Pfalz huet och do e gutt Stéck mat ugepaakt.

Mir investéieren hei aacht Milliounen Euro an eng Schinneninfrastruktur ausserhalb vun eise Grenzen. Dat ass sécher angewéinlech, mä dat ass et an der Vergaangenheet schonn emol ginn. Ech erënnere drun: 1991 schonn huet de lëtzebuergesche Stat sech mat 150 Milliounen, deemools nach Lëtzebuerg Frang, un den Elektrifizéierungsarbechte vum Abschnitt Rivage-Gouvy um belschen Deel vun der Nordstreck bedeelegt. Dat aus engem nationalen Intérêt heraus. An hei si mer e bëssen an engem ähnleche Cas de figure. Genee wéi deemools ass also och dës Invest méi wéi justifiéiert, och - an dat muss ee soen - wann en nëmmen eng Drëps op e waarme Steen ass.

Mir hunn déi lescht Woch am Kader vun der Debatt iwwert déi grenziwwerscheidend Mobilitéit schonn dozou eng ganz Rei vun Iwwerleeungen hei ugestallt. Meng Virriedner hunn och schonn op eng Rei vu Verbesserungen higewisen, déi eigentlech nach erwünsch wäeren. Ech wëll se net alleguerter widerhuelen.

Ech wollt emol wëssen, dass eis Verbindunge mat Däitschland nach wie vor ganz schlecht sinn a vill Pendler duerfir all Dag den Auto huelen an a Kaf huelen, am Stau ze stoen. An den „modal split“, deen ass schonn hei genannt ginn, vun 2,4%, dee seet jo eigentlech alles aus an ass ganz wäit ewech vun deenen Objektiv, déi mer eis alleguerter gesat hunn an déi mer och wellen errechen.

An deem Sënn stellt den zweegleisegen Ausbau vum Abschnitt Igel-Igel/West an d'Erhéijung vun der Capacitéit, déi domat verbonnen ass, schonn eng Verbesserung duer, fir den Trafic Richtung Tréier a Koblenz oder a Géigerichtung méi flëssig an domat och méi séier ze maachen. Duerch Kräizungsméiglechkeeten, déi elo geschaf ginn, falen onnéideg Waardezäiten - alt vun aacht bis zéng Minutten - zu Tréier ewech, wat also de Verkéier méi flëssig mécht.

Et ass awer och eng Viraussetzung, an och dat ass scho gesot ginn, fir de Rheinland-Pfalz-Takt ab Dezember 2014 mat deeglech 19 Allerretour-Parcoursen iwwerhaapt ze erméiglechen. De Rheinland-Pfalz-Takt, dat ass e Verkéierskonzept, wat mer natierlech och begréissen, well et erméiglecht zum Beispill an dräi Stonne 25 Minutten op Köln ze kommen oder a véier Stonne 15 Minutten op Frankfurt. Dat ass zwar nach ëmmer keng Konkurrenz fir d'Strooss, ass awer eng Verbesserung.

An duerfir ass et och richtig, dass och do d'CFI sech abréngt duerch d'Uschafung vun deenen aacht zweestäckegen Automotricen, fir och deen Takt an dat Konzept ze erméiglechen. De Rheinland-Pfalz-Takt u sech gëtt jo ganz vun den däitschen Autoritéite bezuelt.

Här President, esou luewenswäert och elo dës Moosnam hei ass, déi eis aacht Milliounen Euro wäert ass, se geet awer längst net duer, fir eis Verkéiersproblemer mat Däitschland ze léisen. Esou kann een nëmme bedauern, dass aner Projeten, déi wichtege wieren an och an der Diskussioun waren, mëttlerweil erëm aus finanzielle Grënn gestrach sinn an am Bundesverkehrswegeplan op der däitscher Säit guer net méi optauchen, wéi zum Beispill - et ass hei vum Fernand Boden och gesot ginn - d'Verbreederung vun der Muselbréck bei Karthaus, fir och do en zweet Gleis hinzekréien, oder och den Ausbau vun der Linn vun Tréier op Koblenz fir d'Neigetechnik.

Déi stoungen emol virun e puer Joer nach mat 40 Milliounen Euro veranschlagt am Bedarfsplan Schiene vun den däitschen Autoritéiten, tauchen awer haut leider Gottes net méi op. Dat wieren awer Projeten, wann een déi realiséiere kéint, déi wierklech eppes géife bréngen an déi wierklech ganz wesentlech d'Fuerzäit iwwer Tréier op Koblenz géife méi niddreg maachen.

Dat ass schued, dass dat vun der däitscher Säit anescht gesi gëtt, well just mir hei zu Lëtzebuerg an deene leschte Jore ganz vill Efforte gemaach hunn a ganz vill investéiert hunn, och fir eis Linn op Waasserbëlleg ze moderniséieren an och fir déi fir d'Neigetechnik, zum Beispill, kompatibel ze maachen. Eleng 150 Milliounen Euro tëschent dem Joer 2000 an dem Joer 2012, an et sinn nach Investissementer an deenen nächste Jore virgesinn, virun allem um Nordkap vun der Gare Lëtzebuerg respektiv och zu Sandweiler.

Et ass wierklech ze bedauern, dass déi däitsch Autoritéiten net méi Wäert op gutt Verbindunge mat Lëtzebuerg leeën. Fir eis ass et awer eng gutt Ubannung un d'Grenzregioun, mä och un dat däitsch Héichgeschwindegkeetsnetz. Déi ass enorm wichtege, déi Ubannung, wa mer an d'Regiounen Rhein-Ruhr, Rhein-Main oder an de süddäitsche Raum wëlle kommen.

An deem Beräich beweegt sech awer leider näischt, am Géigendeel. Déi direkt Intercity-Verbindungen, déi falen ewech. A vun direkte Verbindungen op ICE-Niveau, déi eigentlech wünschenswäert wieren, guer net ze schwätzen. Hei setzt sech ganz kloer d'kommerziell Logik op der däitscher Säit duerch. Mä gutt.

Mir kommen dann elo geschwé besser op Tréier an op Koblenz, mä et muss een awer wëssen, dass d'Musek am däitschen Héichgeschwindegkeetsberäich, am ICE-Beräich also, awer zu Mannheim spilt. Dat ass am Fong geholl op der däitscher Säit déi grouss Dréischeif an der Héichgeschwindegkeet. An do misste mer eigentlech besser hikommen.

Mä do komme mer zimlech schlecht an ëmständlech hin. Mam Bus op Saarbrécken, 13-mol Aller-retour den Dag, dat ass flott, dann do ëmklammen an den Zuch bis Mannheim, an dann do ëmklammen an den ICE. Dat ass weineg attraktiv, à tel point, dass haut scho vill Leit mat hirem Auto op Saarbrécken oder souguer bis op Mannheim fueren, well dat einfach méi séier geet. Dat ass awer net dat Verständnis, wat mir hu vu gudden a leeschtungsfäege Verkéiersverbindunge mat engem groussen Noper wéi deem däitschen.

Duerfir kann een och nëmme bedauern, dass déi direkt Schinneverbindung vu Lëtzebuerg op Saarbrécken, déi viru Joren emol an der Diskussioun war an déi wierklech performant gewiescht wier, haut keen Thema méi ass, well se eben op däitscher Säit keng Akzeptanz, virun allem och aus finanzielle Grënn, fonnt huet.

Här President, wa mer haut nach wie vor schlecht Verbindunge mat Däitschland hunn, dréit Lëtzebuerg dorun definitiv keng Schuld. Mir hunn, mengen ech, nach ëmmer eis Verantwortung iwwerholl an dat maache mer och mat deem Projet de loi. An duerfir kritt en och d'Zoustëmmung vun der LSAP-Fraktioun.

Merci.

► **M. le Président.** - Merci dem Här Schreiner. Als nächst Riedner ass d'Madame Lorsché age-droen. Madame Lorsché, Dir hutt d'Wuert.

► **Mme Josée Lorsché (déli gréng).** - Merci. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, bei der Zuchstreck vu Lëtzebuerg a Richtung Tréier a Koblenz schwätze mir vun enger Streck, déi 1861 a Präsenz vum Pränz Heinrich vu Lëtzebuerg ageweit ginn ass...

► **Plusieurs voix.** - Oh!

► **Mme Josée Lorsché (déli gréng).** - ...a schonn e puer Kricher hannert sech huet. Se ass also net méi déi Jéngst.





► **Une voix.** - Très bien!

► **Mme Josée Lorsché (déi gréng).** - Well d'Schinneninfrastruktur am Laf vun der Zäit net systematesch moderniséiert an ausgebaut ginn ass, huet d'Streckeféierung zwar nach ëmmer hire landschaftleche Charme, mä richteg attraktiv ass se scho laang net méi. Besonnesch fir de Berufsverkéier ass se net attraktiv, mä problematesch, well d'Fahrdauer schonn eleng bei enger Stonn bis op Tréier läit. Dat ass einfach net méi zäitgeméiss. Déi meescht Pendler aus de Regioneën ëm Koblenz an Tréier kommen dowéinst léiwert mat hirem Privatauto op Lëtzebuerg schaffe wéi mat engem Bummelzuch, deen nach méi Nerven an Zäit kascht wéi den Auto.

D'Resultat ass natierlech, datt d'Stroossen de Verkéier ëmmer manner packen an d'Zich zu engem gudden Deel eidel stinn. D'Zuel vun de Pendler, déi am Zuch tëschent Lëtzebuerg an Tréier ënnerwee sinn, läit bei duerchschnëttlech 1.700 am Dag. Domat mengen ech net nëmmen Tréier eleng, mä och d'Regiounen ronderëm.

Deem entgéint läit d'Zuel vun de Pendler, déi Dag fir Dag op de Stroossen iwwert d'Grenz kommen, mëttlerweil bei duerchschnëttlech 155.600 am Dag, wann ech richteg gerechent hunn. Héichgerechent heescht et, datt an engem Joer iwwer 56,5 Milliounen motoriséiert Déplacements op der däitscher Grenz gezielt ginn an net emol eng hallef Millioun am Zuch.

Och wann am Rapport drop higewise gëtt, datt den öffentliche Transport nëmmen 2,4% vum gesamte Grenzverkéier ausmécht, fällt déi konkret Diskrepanz an den Zuelen net direkt op. Well beim schinnegebonnenen Transport déi gesamt Joresbilanz opgefouert gëtt a beim Stroosseverkéier just déi eenzel Dagesbilanz, sinn d'Zuelen net direkt vergläichbar. Trotzdem ass et net schwéier erauszefannen, datt an engem Dag méi Leit aus der däitscher Grenzregioun op der Strooss ënnerwee sinn, wéi an engem ganze Joer mam Zuch.

D'Fro, wéi wichteg dës Projet ass, brauch een also guer net ze stellen. En ass liewenswichtig, net nëmmen fir de Beruffstrafic aus Däitschland méi ëmweltfrëndlech, méi schnell a méi effikass ze gestalten, en ass och net onwichtig fir d'Muselgéigend, déi zu engem gudden Deel vum Tourismus leeft an ëmsou méi attraktiv ka ginn, wa manner Autoen an där Géigend zirkuléieren. D'Gemengen hu weder déi néideg Kompetenzen nach déi néideg Gelder, fir de Verkéiersproblem eleng unzuegoen.

Grad wéi am Rescht vum Land, Här Minister, ass eng Verbesserung vun der Situatioun och hei nëmmen da méiglech, wann d'Gemengen op d'Ënnerstützung vun alle concernéierte Ministereën a Verwaltungen ziele kënnen, CFL a Ponts & Chaussées abegraff. An anere Wieder: D'Regierung muss konsequent un engem Strang zéien.

Tourismus an der Muselgéigend heescht fir eis virun allem doucen Tourismus, bei deem de Vëlo an de Foussgänger Prioritéit kréien. Manner Autostrafic géif och eng besser Loftqualitéit laanscht Musel erlaben an déi 2.300 ha Wéngerten ekologesch opwäerten, wat dem Wäibau zeguttkéim. Et gëtt also net nëmmen ee Grond, fir eng Verbesserung vum öffentliche Transport an dëser Regioun unzeweilen, mä et gëtt der vill.

Och, wann et bei dësem Projet ëm net méi wéi 3,4 km geet, esou sinn déi Kilometer net onwesentlech. Well d'Zich wéinst der Eegleisegkeet tëschent Igel an Igel-West regelméisseg musse stoe bleiwen a vill Zäit verléieren, drängt den Ausbau vun engem op zwee Gleiser sech förmlech op.

An deem Sënn kënnen mir dem Här Boden a sengen Noriedner hir Aussoen nëmmen ënnerstëtzen a soen och him villmools Merci fir säin ausféierleche Rapport, deen och fir Neteisebunnen verständlech ass.

Ëmsou méi ënnerstëtzenswäert ass dës Projet, well insgesamt eng besser Zuchverbindung mat Koblenz virgesinn ass, zumindest, wann déi gemeinsam Pläng mat Däitschland dat halen, wat se versprechen. Ech schwätzen ënner anerem vum Rheinland-Pfalz-Takt, deen ab Dezember 2014 eemol d'Stonn soll fonctionnéieren.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, meng Virriedner hunn et scho gesot: Mat dësem Projet ass d'Welt nach net an der Rei. De streckeweisen Ausbau op zwee Gleiser ännert näischt un aneren Enkpäss, déi op der Streck bestinn. Eng Rei Abschnitter sinn opgrond vun enger veralteter Schinneninfrastruktur wahrscheinlech och an Zukunft nëmmen lues befuerbar, och wann neit Zuchmaterial méi eng héich Vitesse erlaabt.

Fir dat Zil vum „modal split“ ze erreechen, wat Dir, Här Minister, net nëmmen fir d'Lëtzebuerg Banneland, mä och fir de grenziwwerschneidende Verkéier als Objektiv hutt, nämlech e Prozentsaz vu 25/75, geet et net duer mat Puzzlestécker wéi dësem, mä da si weider Moosnamen onëmgänglech. Den Här Schreiner ass drop agaangen an huet eng ganz Rei Pisten opgezeechent, déi mir ënnerstëtze wëllen. Moosnamen, déi nëmmen realiséiert kënnen ginn, wann d'Zusammenaarbecht mat Däitschland klappt. Dat heescht, datt Lëtzebuerg sech weiderhin um Finanzement vu grenziwwerschneidende Projekte muss a soll bedeelegen, fir datt déi Moosnamen iwwerhaapt eng Chance hunn, realiséiert kënnen ze ginn.

De Virwurf, deen Dir d'lescht Woch hei opgeworf hutt, Här Minister, datt d'Leit lech virgeheien, Lëtzebuerg sollt aus nationalen Interesse just a seng eege Verkéiersinfrastruktur investéieren an net an déi vun eise Grenzregiounen, ass fir eis keen Argument. Bei der Schafung vun Aarbechtsplaz profitéiert Lëtzebuerg massiv vun auslänneschen Investisseuren. An och bei der Besetzung vun den Aarbechtsplazen ass eist Land staark op d'Frontalieren ugewise, a mir brauchen der ëmmer méi.

Dofir läit et an der Logik vun der Saach an natierlech vun eiser Wirtschaft, datt mir bei grenziwwerschneidende Mobilitéitsprojete solidaresch bleiwen an de Kapp net an de Sand steechen. Firwat net och mat der Kreatioun vun enger regionaler Mobilitéitszentral zesumme mam Ausland? De Kofinanzement vun acht Milliounen ass bei dësem Projet also nëmmen logesch. Et ass och rentabel fir eist Land.

Mä wéi geet et weider, Här Minister? D'lescht Woch hutt Dir op dës Plaz Optimismus verbreet a vu konstruktive bilaterale Gespréicher tëschent lech an dem Saarland respektiv Rheinland-Pfalz verzielt. Net nëmmen déi gréng, mä ech denken all d'Fraktiounen heibanne géifen et begréissen, wann esou Gespréicher och an Zukunft zu gemeinsamer Projekte kéinte féieren, och wa se eppes kaschten.

Duerfir meng Froen un lech, wéi eng gemeinsam Projete Dir an absehbarer Zukunft als reell ëmsetzbar astuufft a wéi wäit Är bilateral Verhandlung schonn zu engem beidsäitegen Engagement gefouert hunn.

E Wuert an deem Kontext zu der Konzer Muselbréck. Dës Bréck ass am Zweete Weltkrich zerstéiert ginn, duerno opgebaut ginn an ass säit 1990 nëmmen méi eegleiseg befuerbar. D'Velospist, déi um fréieren Trajet vum zweete Gleis ugeluecht ginn ass, stelle mir net a Fro. Si ass net nëmmen pitoresk, mä se ass och e wichtige Bestanddeel vum beléiften a vill benotzte Vëlosnetz op där anerer Säit vun der Grenz.

Eis éischt Fro ass, ob Dir dës Bréck an där Form wëllt erhalen oder net, an ob Dir aner technesch Méiglechkeete gesitt, fir d'Streck op Koblenz ze verbessern, onofhängeg vun der Bréck. Op engem topografesch schwierigen Terrain geet et wahrscheinlech net duer, dat ausgedéngent Zuchmaterial ze ersetzen, et geet och ëm d'Verbesserung vun den Infrastrukturen, wou ech nach eng Keier un dat erënneren, wat den Här Schreiner gesot huet.

Déi zweet Fro ass, wéi eng Moosnamen lech virschwiewen, fir zesumme mat Däitschland de grenziwwerschneidenden doucen Tourismus ze förderen, wëssend, datt déi nei Zich ëmmerhi Plaz fir 18 Vëloe bidden. Eng Verbesserung fir d'Reesender aus dem In- an Ausland wier et och, wann d'Ubannung un dat däitscht internationalt Netz ICE méi attraktiv a manner ëmständlech géif ginn. Ëmmerhin hänt un deem Netz e groussen Deel vun den europäesche Verbindungen an aner Länner. Hei schwätzen ech net nëmmen vu Koblenz, mä och vu Saarbrécken als zentral Ëmsteigeplaz.

D'Realitéit weist, datt den Asaz vu Busser net déi idealste Léisung war. Beim Choix vum Transportmëttel, fir op d'Aarbecht ze fueren, besteet nämlech e groussen Ënnerschied, deemno ob et sech ëm e Bus oder ëm en Zuch handelt. D'Zuele beweisen, datt den Zuch, do, wou gutt Verbindunge bestinn, fir d'Pendler méi interessant ass wéi de Bus. Obschonn den Zuch vun Tréier verbesserungswürdeg ass, fuere prozentual gesi méi Leit mam Zuch aus Tréier an Ëmgegend op Lëtzebuerg wéi Leit aus dem Saarland mam Bus, wou keen Zuch fiert a wou de Bus just déi eenzeg Alternativ zum Auto ass.

Hei rächt sech de Feeler aus der Vergaangeneet, an zwar de Feeler, d'Prioritéit während Jorzéngten op de Stroossebau geluecht ze hunn an de Schinneverkéier wéi e Stéifkand ze behandelen. Wären d'Gelder, déi fir d'Saarautobunn locker gemaach gi sinn, an de Bau vun enger Saar-Zuchstreck investéiert ginn, wärem mir deem holden Zil vum „modal split“ 75/25 schonn e Stéckelche méi no.

Ëmsou méi bedauerlech ass dat Versäumnis, well 45% vun de Saarlänner, déi am noe Grenz-

gebitt wunnen, op Lëtzebuerg schaffe kommen. Dat sinn der 11.300. Keen anere wéi den däitsche Botschafter huet d'lescht Joer op dee Manko vun effikassen Zuchverbindunge mat Däitschland higewise. Mir ginn deem gudden Mann recht. Net e Bus op Saarbrécken, mä eng modern Zuchstreck op Saarbrécken hätt eng besser Ubannung un dat europäescht Schinnennetz erméiglecht. Deen Zuch ass leider fort. Mä d'Feeler aus der Vergaangeneet sinn zumindest erkannt - hoffentlech vun der ganzer Regierung.

Spéitstens no der Fäerdegstellung vun der 650 Milliounen deierer Nordstrooss wäert sech erausstellen, wéi vill Geld eise Finanzminister fir de Bau vu weideren Zuchstrecken zur Verfügung wëllt stellen. Mir hoffen, et sinn der genuch. Woumat ech lech Merci soen.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci der Madame Lorsché. Als nächste Riedner ass den Här Kartheiser agedroen. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, villmools Merci. Ech wëll mech och de Mercien uschléissen un den Här Boden fir e ganz gudden Rapport.

D'ADR stëmmt dëst Gesetz mat, awer mat enger Rei vu Kommentaren.

Ech mengen, deen éischten ass: Mir mussen emol kucken, wéi ass dann de Bilan vun de Verkéiersverbindunge mat Däitschland? Ech soen dem Här Schreiner Merci. Ech wollt soen, en ass schlecht. Den Här Schreiner huet e vill bessere Bilan vun der Politik vun deene leschte Jorzéngte gezunn, wou LSAP an CSV déi Verantwortung haten. Hien huet gesot: „Si ass ganz schlecht.“ Dat ass de richtige Constat. Et ass net d'Schuld vun der ADR, mä vun der CSV a vun der LSAP, datt dat esou ass.

Ech fannen, et ass e politesch Kuriosum, datt eis Regierung sech esou engagéiert an europäesche Saachen, datt eise Premier Wahlkampf fir d'Madame Merkel mécht an datt gläichzäitig déi wichteg Verkéiersverbindungen am Bundesverkehrswegeplan mat Lëtzebuerg gestrach ginn. Ech fannen, wann e Lëtzebuurger Premier schonn an Däitschland Wahlkampf maache geet, wat en u sech näischt ugeet, mä da kéint awer weinstens eppes fir Lëtzebuerg derbäi eraussprangen, a vläicht e puer Verkéiersverbindungen. Vläch misst een dat soen.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Ech mengen, e muss es geschwënn heiheem maachen.

(Hilarité)

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Jo. Do huet den Här Gibéryen, wéi esou dacks, ganz recht.

An et ass jo awer traureg, fir feststellen, et ass jo awer ganz traureg, fir feststellen, datt mir mat zwou groussen däitsche Stied, déi mer an der Géigend hunn, Tréier a Saarbrécken, hei esou maachen, als wär dat..., Verschiddener maachen esou, als wär dat ganz zefriddestellend, wa mer e puer Bussen op Saarbrécken hunn, déi 75 Minutte brauchen a wou den Här Schreiner och mat Recht gesot huet, datt dat fir d'Verbindung mat Mannheim absolut näischt bréngt oder op jidde Fall net gutt genuch ass.

Also dee Bilan, deen ass schlecht. An ech froe mech wierklech, wat d'Regierung mécht mat hiren europäesche bilaterale Groussregiounkontakten, fir do wierklech emol endlech Äkzenter ze setzen.

Mir ginn hin a mir finanzéieren Infrastrukturen am Ausland, och dat huet den Här Schreiner rappeliert. Och den TGV war ee Fall. A mir stellen eis emol d'Fro: Ass dat do dann opportun iwwerhaapt? Wat hu mir als Retour op esou Infrastrukturen, déi eis jo awer och vill Sue kaschten? Ech mengen, dat muss een och emol méi genau analyséieren. Mir freeën eis jo alleguer iwwert den TGV op Paräis. Mä et muss een awer och wëssen, déi Paräisser kommen dofir net op Lëtzebuerg akafen! Och d'Flux financiers, d'Flux économiques, den Advantage, dee läit op der franséischer Säit.

Ähnlech kann een dat vläch analyséieren mat der Situatioun vun de Frontalieren. Et muss een och eisen Nopeschlänner inklusiv Däitschland rappeliere, datt déi 170.000 Aarbechtsplazen, déi mir hei fir Frontaliere schafen, an dovunner och e gudden Deel vun eisen däitsche Frënn, datt déi awer och dozou bäidroen, de Chômage an deene Regioneën däitlech erofzesetzen. Dofir, wa mir och nach investéieren, fir potenziell Chômeuren an Däitschland heihinnerzebréngen, fir datt se hei eng Aarbechtsplaz kréien, ass dat wierklech ganz generéis vun Lëtzebuerg Säit.

Da muss och gesot ginn, datt déi Suen - mir si jo awer a budgetär knappen Zäiten, Här Minister -, datt déi Suen, déi mir an d'Ausland a

Schinneninfrastrukture steechen, déi feelen eis hei. Ech fannen dat Argument net mat den Hoer erbäigezunn, fir ze soen, datt mir Retarden an eise Schinnennetz kréie par rapport zu deem, wat mer kéinte realiséieren doduerch, datt mer finanziell Ressourcen an Nopeschregiounen déviéieren.

An och... Jo, jo, an och, wat den öffentliche Transport ugeet, Här Minister, do stellt ee sech och Froen.

► **M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.** - Jo, ech wollt just soen, well d'Madame Lorsché virdrun eis gesot huet, datt si sech net kéint virstellen, datt een esou Saache géif soen, well dat jo alles schrecklech nützlich wär fir Lëtzebuerg, kritt d'Madame Lorsché direkt vun lech d'Antwort, wat wéi gesot gëtt...

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Jo, jo. Also, Madame...

► **M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.** - Dat ass dee beschte Bewäis.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Ech gi ganz gutt eens mat deene Gréngen. Et ass eng ganz einfach Relatioun, mir si mat näischt d'accord.

(Brouhaha et hilarité)

Mä elo hunn ech am Abléck d'Wuert, Här Minister.

► **Mme Josée Lorsché (déi gréng).** - Ech sinn awer stolz, datt...

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Elo hunn ech am Moment d'Wuert, Här Minister. Ech hoffen, datt den Här President mer déi Minutt gëtt, déi Dir mat Äre begeeschterten Zwëscherriif hei...

► **M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.** - Also, esou begeeschtert war den Zwëscheruff net, Här Kartheiser. Wierklech net.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Dach, dach. Dir woort gedroe vun engem Élan, deen ech lech ginn hunn.

► **M. Félix Braz (déi gréng).** - Mir si mat villem net d'accord.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Also, wat den öffentliche Transport ugeet, do wollt ech lech awer och soen, wann ee schonn higee an an Däitschland acht Milliounen investéiert, fir do eng Zuchstreck auszebauen, fir datt hir Leit kënnen bei eis schaffe goen - okay -, mä dann, firwat net dann direkt mat hinnen iwwer Park & Ride-Méiglechkeete bei deene Garen do mat négociéieren?

Ech wonnere mech, datt dee SMOT do, dat komescht Wuert, dee Schéma de mobilité transfrontalière elo eréischt a Verhandlung ass mat Däitschland, nodeems mer scho laang en Accord ginn hunn, fir acht Milliounen an d'Schinnennetz ze investéieren. Normalerweis mécht een dorauer e Package an et seet een: „Mir investéieren eventuell dann an d'Schinnen, awer dofir ewert Dir och, datt déi Infrastrukture bei de Garen do sinn, datt dat och benotzt gëtt.“ Mä datt fir d'Éischt en Accord vun eiser Säit kënn fir acht Milliounen an duerno fänke mer emol un, iwwer Park & Ride ze schwätzen, do ass keng Logik derbäi.

An dann nach, Här Minister, dann hu mir déi Leit elo op der Gare, wa se ukommen, dat wësst Der, mir freeën eis och, wa se den öffentliche Transport méi benotzen. Mä da si se op der Gare an dann hu mer de Problem mat der Verdeelung iwwert de Bus. A wann Ären Tram-Projet, deen Der jo maacht oder wëllt maachen - ech weess nach ëmmer net, firwat Der dat wëllt maachen, well et ass iwwerhaapt keng Logik derhannert -, wann dee kënn, da gëtt et nach méi schlëmm. Da musse se vun engem Zuch op en Tram ëmklammen, dee se iergendwou hibréngt, wou se dann op de Bus musse ëmklammen, amplatz datt se elo, wa se op der Gare ukommen, an e Bus klammen, dee se dohinner bréngt, wou se schaffe ginn.

Et gëtt nëmmen eng Léisung, fir de Problem vun öffentliche Transport an iwwerhaapt vun dem Verkéiersstau hei am Land ze léisen: Dat ass den RER, dat ass de City-Tunnel, fir datt d'Leit kënnen am Ausland an en Zuch klammen an do...

(Interruption)

...erausklammen, wou se schaffen. Et ass déi eenzeg Léisung. An déi Iddi, déi Dir do hutt wéi aner Parteien, mam Tram, dat ass wierklech dat Allerlescht, wat dëst Land brauch. An zemools dann, wa mer keng Sue méi hunn.

Nach ee Wuert, well mir hunn nach eng aner Debatte muer, well do hunn ech och un lech geduecht, Här Minister, iwwert d'Sécherheet vum Spillgezei: Den Tram ass e Spillgezei, mä eent, wat mir eis net kënnen leeschten.





Ech soen lech Merci.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Très bien!

► **M. le Président.**- Merci dem Här Kartheiser. Als leschte Riedner ass den Här Colombero agedroen. Här Colombero, Dir hutt d'Wuert.

**(Interruptions)**

► **Une voix.**- Dee leschten Zuch.

► **M. Jean Colombero (Onofhängeg).**- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Härren, mir investéieren aacht Milliounen an d'Schinneninfrastrukture fir eisen däitschen Noper, an dat aus ekonomesche Grënn. Dat wësse mer jo allegueren. Okay, domat sinn ech d'accord.

Mä och ethesch ass dat ze veräntweren, au contraire zu deem, wat den Här Kartheiser elo gesot huet. Ech mengen, d'Leit, eis däitsch Noperen, franséisch Noperen, belsch Noperen, egal wéi se heeschen, déi kommen hei an d'Land. Déi droen zum Wuesstum bäi. Si consomméieren hei, si bezuelen eis Pensionne mat. An esou virun. An déi Suen, déi se hei in...

**(Interruption)**

► **Une voix.**- Mir och hir!

► **M. Jean Colombero (Onofhängeg).**- Jo, jo, jo, mä dat ass en Émlageverfahren, dat wësst Der jo. Bon, mä si selwer consomméieren dat net méi dobaussen. D'Steiere ginn hei bezuelt an net dohannen. Dofir ass et natierlech ganz richtig, dass mir fir hir Infrastrukturen opkommen. Ethesch gesinn ass dat fir mech normal, ob mer elo do Stroosse baue bei hinnen oder och hei an d'Zuchstreck mat investéieren. Dofir fannen ech dat keng esou schlecht Iddi, fir dese Projet hei duerchezéien.

Den Ausbau vun der Zuchstreck ass erfuerderlech, well eng staark Ausweitung vum Schinnenverkéier tëschen Koblenz a Lëtzebuerg fir 2025 ageplangt ass. An natierlech muss een dann d'Fro stellen: Wat geschitt da mat deenen anere Punkten, déi Problemer opweisen, wéi zum Beispill dann, wéi d'Madame Lorsché hei gesot huet, d'Konzer Bréck, wou et guer net virueet? Dat ass déi eng Saach.

Déi zweet Saach ass, et muss ee vläicht déi Saach vum däitschen Noper kucken, wéi si dat da gesinn, wéi d'Awunner zu Igel dat emfannen. Sinn déi frou domadder oder net? Abee, wéi et schéngt, si se net esou frou mat deem Projet. Firwat? Well éischtens gëtt Kritik um Lärmschutz ugewannt. Do solle Mauere gebaut gi vu véier Meter. Véier Meter héich Maueren. Dat heescht, hir Haiser, wéi et schéngt, sinn net méi esou vill wäert. An dat kann een och nach verstoen, et ass alles individuell, dat gesäit jiddweree mat sengem eegene Brëll. An do ass dann ee Problem, dee fir si da juristesche anze-kloen ass.

An da gëtt gesot, dass d'Duerf an zwee gespléckt gëtt an eng östlech Säit an eng westlech Säit. Östlech besteet mat deem neie Projet hei dann de Lärmschutz, wann dee gebaut gëtt, déi Wänn, déi gebaut ginn, do besteet dann ee Lärmschutz. Awer westlech, do besteet da guer näischt. An dat ass dann iergendwéi eng Diskriminatioun. Dat gesi si esou un.

An dann drëtens, deen drëtter Kritikpunkt ass dee vun de Parkplazen. Fir de Moment gëtt et nëmme e puer Dose Parkplazen zu Igel an nëmme 40 Zich, also, wéi gesot 40 Zich pro Dag, déi do erafueren.

Elo mat deem neie Projet sollen dann 100 Zich do erafueren. Dat heescht, do komme vill Leit dohinner, déi setzen hir Autoen einfach egal wou an d'Duerf. An dat gëtt natierlech e ganz groussen Opwand, e ganz grouse Verkéier. An déi Leit, déi sinn da belästegt an dat hu se net ganz gären.

An de Fait ass dann, déi missten dann eng Park & Ride-Solutioun fannen. Mä, och do hu se da keng Suen. An do hätt ech mer vläicht gewënscht, wann d'Regierung hei géif mat-hëllefen awer, wa se schon aacht Milliounen investéiert, vläicht och e bësse méi ze investéieren a Park & Ride-Plaz. Dat wär vläicht eng ganz gutt Solutioun gewiescht, Här Minister.

An dann natierlech och d'Kritik, dass do deem-entspreechend vill méi Gidderzich do laanscht-fueren. Dat heescht, vill méi Kaméidi wéi elo. An dat heescht, hir Terrain sinn da manner wäert. An dat muss een da verstoen.

Am grouse Ganze wéi gesot kann een net jiddweree zefriddestellen, mä de Projet u sech geet an eng richtig Richtung. Et muss een awer och bedenken, wann d'Leit hiren Auto do ofsetzen zu Igel, da komme se net méi hei an d'Land.

Dat heescht, Här Minister, do kéint Der vläicht awer een ekonomesche Nodeel kréien. Dat heescht, déi ginn net méi hei tanken. Ech weess net, ob Der doriwuer schon e bëssen iwwer-leucht hutt. Oder wéi maache si et? Mengt Der,

si géifen heihinner schaffe kommen, dann erëm zréck op Igel fueren, dann den Auto huelen an eriwuer op d'Grenz op Waasserbëlleg fueren an tanken?

**(Hilarité et interruption)**

Ech mengen, dat wär awer kontraproduktiv. Wa mer dat heimat erreecht hätten, da wär dee Projet hei falsch. Trotzdeem, mir wäerten de Projet matstëmmen.

Merci.

**(Interruptions)**

► **M. le Président.**- Merci dem Här Colombero. D'Wuert kritt elo den Här Nohal-tegkeetsminister Claude Wiseler.

► **M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.**- Merci, Här President. Och ech fänken un, andeems ech dem Rapporteur an der Kommissioun Merci soe fir déi gutt Aarbecht, déi se geleescht hunn. Ech si frou, dass mer mat deem Projet hei elo zu engem Ofschluss kommen. D'autant plus, dass en och, ier et e Projet de loi ginn ass, wierklech vill Négociatiounen mat der däitscher Säit bedeit huet. A mäi Virgänger kann effektiv e Wuert do matschwätzen, well hien hat déi Diskussiounen scho sengerzäit ugefaangen. Se sinn zwee-, dräimol opgehale ginn, duerno erëm weidergefuert ginn a schlussendlech si mer awer zu enger Léisung an där heiter Fro komm.

E puer Saache si gesot ginn, déi mech natierlech obligéieren ze reagéieren. Dat Éischt, dat ass, dass deen een oder deen anere Riedner gesot huet: „Endlech gëtt elo emol eppes op där Streck do gemaach.“, an dann anerer gesot hunn: „Mä et ass ee Puzzlestéck, dat geet awer nach laang net duer.“ Mä dat ass esou lësch-teg, well all Kéiers, wann ech e Projet hei pro-poseieren, da seet jiddweree: „Mä hei ass ee Puzzlestéck an et geet net duer.“

De Problem ass, dass mer eng ganz Rei Puzzle-stécker déposéieren. A wann Der kuckt, déi, déi Der gestëmmt hutt, an déi, déi mer nach an der Programmation hunn, da gesitt Der, dass déi Puzzlestécker, déi bei eist Schinnennetz elo amgaange sinn derbäigeluecht ze ginn, schéi propper een nom aneren, esou wéi mer se geplangt hunn, awer e ganz Konzept ginn, wat, wann een et global eng Kéier wëllt kucken, Sënn mécht, logesch ass an eis och effizient am öffentlechen Transport weiderbréngt.

„Endlech gëtt emol eppes op deser Stréck gemaach.“, ass gesot ginn. Mä da géif ech awer emol wierklech gär déi Leit, déi dat gesot hunn, Här Etgen, bieden, si solle bis an de Bar goen, hei hannendrun... Ben, net elo, lauschtert emol fir d'Éischt no!

**(Hilarité)**

An da gitt Der dohinner an da kuckt Der zur Fënster eraus an da gesitt Der op där Streck de Chantier, wou mer amgaange sinn, eng zweet Bréck bäizebauen, fir extrem vill Suen, wou mer amgaange sinn, déi Zweeegleisegkeet vu genau där doter Streck iwwert den Cents bis op Sand-weiler ze maachen an duerno bis op Éiter weiderzeféieren. Genau dat si mer amgaange, op där Streck ze maachen. Dat heescht, och do ass en zousätzlech Puzzlestéck, op wat mer net waarden, mä wat mer schon amgaange sinn ze bauen. An d'Chamber hat d'Geleehheet, virun e puer Méint och mat mir zesummen deen do Projet besichen ze goen. Déi Streck gëtt ausgebaut.

D'Datumen hu mer nach eng Kéier nogekuckt, bei den däitschen Autoritéiten, déi wëllen elo deen hei Projet, wa mer dat Gesetz da gestëmmt hunn, och am Hierscht ufänken an zu engem Enn bréngen Enn 2014, dann, wann de Rheinland-Pfalz-Takt soll antrieden, dat heescht fristgerecht fir deen neien Horaire, dass mer do och ganz aner Capacitéiten op där Streck kréien.

Ech brauch lech elo net méi iwwert de Rhein-land-Pfalz-Takt viles ze soen, well mer u sech doriwuer geschwat hunn. Ech wëll just soen, dass dat e Projet ass, deen eis wesentlech méi Méiglechkeete bréngt, e Rhythmus bréngt, fir eis och op déi international ICE-Zich ubannen ze loossen, wou da kann op där enger Säit nach op Norddäitschland, d'Ruhrgebiet gefuer ginn, op där anerer Säit op Frankfurt gefuer ginn, a wat eis wierklech an de Réseau vun den ICE-Zich, déi och an Osteuropa ginn, uschléisst. An duerfir war dat jo genausou wichteg.

A wann, wann et contestéiert gëtt, Här Kartheiser, da soen ech: Et ass net nëmme fir mech e Projet gewiescht, deen eis am Trans-frontalier wesentlech ass, mä et ass momentan deen eenzeggen Utschloss, dee mer hunn un e Schnellgeschwindigkeitkeetsnetz an Däitschland, wat eis mat dem ganzen Oste vun Europa verbënnt. An déi Ubannung ass mer wierklech extrem wichteg, gradesou wichteg wéi en TGV, deen un d'Héichgeschwindigkeitkeetsnetz op der franséischer Säit ubënnt, fir eis ekonomesch

Relatiounen a fir eis Schnellverbindungen esou korrekt wéi méiglech ze maachen. Dat ass en zweet Argument, en zweete Sënn, deen ech doranner gesinn.

Dir hutt dann eng gutt Verbindung mat Däitschland, mat Tréier, mat Koblenz an duerno mam ICE-Netz. A mir brauchen och wéi gesot, an dat huet schon deen een oder deen anere gesot, net nëmme deen zweegleiseg Schinnen do, mä mir brauchen och neit Material. Et sinn nei Maschinne bestallt ginn, Stadler-Maschinne, aachtmol, mat 300 Plazen. Dat mécht 2.400 Plazen, nei Plazen, nei Capacitéit, déi mer kënnen op eist Schinnennetz setzen, fir d'Leit ze transportéieren. Déi Maschinne wäerten och Enn des Joers am Laf vun 2014 geliwwert ginn, soudatt mer och do termingerecht fäerdeg ginn, fir u sech dass déi Schinnen... oder déi Zich fueren ze loossen, wann de Rheinland-Pfalz-Takt da kënt a wann dee Chantier hei fäerdeg ass.

An dann ass gesot ginn: Wat fir eng aner Diskussiounen lafen nach notamment mat Rheinland-Pfalz?

Wann ech elo emol direkt um Schinnennetz bleiwen: Mir hunn eng Diskussioun iwwert déi Tréierer Weststreck, wat fir eis eng ganz wichteg Streck ass. Et ass eng Streck, déi momentan besteet, mä wou haaptsächlech Fret driwwer-leeft, wou ech mengen, an dat hu mer mat der Landesregierung vu Rheinland-Pfalz schon un-diskutéiert, dass, wann et méiglech wär, déi esou auszubauen, dass mer kéinten och do Passagéier driwwer fuere loossen, dass natierlech fir den transfrontaliere Gebrauch extrem wichteg wär, well dann déi Leit, déi aus där Géigend op Lëtzebuerg erakommen, och den Zuch kéinten huelen an net méi brauche bis op Tréier op den Hauptbahnhof ze fueren, wat natierlech schwierig ass, fir eng Parkplaz ze fannen a wat net ëmmer an dem dagdeegleche Liewe geet. Dann hätt een nei Halten zu Ehrang, zu Tréier-West, zu Euren an zu Zewen, wat eis wierklech dat ganz Gebitt géif ganz anescht ofsécheren.

An dee Moment wär déi Zweeegleisegkeet zu Igel och extrem wichteg, well se eis géif er-laben, just dat, wat vun där enger Säit kënt vum Tréierer Hauptbahnhof, an dat, wat vun där anerer Säit kënt aus dem Westen, zesummela-fen ze loossen no der Konzer Bréck, déi eben déi Gleisen elo drop huet, déi se huet, dat heescht ee Gleis drop huet. Mä dat kënt eréisch hannen zesummen, soudatt et fir eis vill méi wichteg ass, dass déi heite Streck zweeegleiseg ass. An dat anert ass natierlech eng Décisioun, déi déi Däitsch mussen huelen. Mir kënnen net ufänken awer nu wierklech, Brécken an Däitschland bauen ze goen. Do muss se selwer hir Décisiounen awer an deem dote Kontext huelen.

Natierlech gehéieren och aner Moosnamen dozou. Et huet ee mech ugefrot elo, wat d'Park & Ride sinn. Do si mer och amgaange, eng Planifikatioun ze maachen, wann ech just an där doter Géigend kucken, fir zu Waasser-bëlleg dee Park & Ride, deen elo besteet, vu 77 op 500 Plazen auszubauen, a fir op der Grenz vun der Autobunn d'Parkplaz, de Park & Ride, deen do besteet, vun 261 op 890 Parkplaze substanzuell also auszubauen, fir eis méi Capacitéit ze ginn.

An dann, wann hei gefrot gëtt, dass war och den Här Kartheiser: „Firwat hutt Der dann net de Package gemaach mat der Bundesregie-rung, wéi Der do diskutéiert hutt, fir dat hei bauen ze loossen?“ Mä ech wëll dat awer och kloer beäntweren. Mä well d'Bundesregierung net Park & Ride baut! An ech kann net mat enger Bundesregierung...

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- Dann huet anerer mat an d'Verhandlung eran!

► **M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.**- Jo, mä dat...

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- Dat do ass awer einfach.

► **M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.**- Jo, mä esou, also esou lafen d'Realitéite jo awer net.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- Ma neen, neen.

► **M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.**- Wann ech mat enger Bundesregierung...

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- Schwätzt mat deenen, déi kompetent sinn!

► **M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.**- Wann ech mat enger Bundesregierung diskutéieren, da kann ech, dann huet d'Bundesregierung net ze soen dem Land Rheinland-Pfalz, wat déi wëlle maachen. Dat sinn zwou total separat Entitéite mat aner Responsabilités politiquen. An ech kann net do Saachen eranhuelen an eng Négociatioun, déi aner Leit mussen decidéieren.

Par contre ass et evident, dass ech awer separat mat Rheinland-Pfalz a mam Saarland disku-téieren an dass ech dee SMOT ënnerschreibe mat deenen engen a mat deenen aneren, fir genau dat do erauszefannen, wou mer an Zukunft Park & Ride solle maachen, wou mer se solle bauen a wou mer déi Buslinnen an nächster Zukunft besser hunn hinzemaachen. Dat ass eng Négociatioun, déi fir si wichteg ass, déi fir eis wichteg ass an déi och gemeinsam gefouert gëtt. Gradesou wéi, par ailleurs, wéi se mat Frankräich gefouert gëtt, a gradesou, par ailleurs, wéi se mat der belscher Säit gefouert gëtt.

Dann déi Fro - ech weess net méi, wien dat gesot hat -, et misst een och eng Telematik maache respektiv - ech weess net méi, wien et war, ech kucken elo vläicht dee Falschen un -, eng Telematik maachen, déi besteet doranner, dass net nëmme mer eng Telematik fir Lëtzebuerg hunn, mä eng fir d'Groussregioun. Ech wëll och do soen: Mir sinn elo amgaange, déi Tele-matik ze entwéckelen, dass mir emol de Start hei hunn, dass eis Bussen, eis Zich alleguer équipéiert sinn, dass mer déi modern Kommu-nikatiounsmëttel an Informatiounsmëttel iwwer Internet, iwwer Smartphone mat am Life-Takt pro Sekonn kënnen novollzéien a jiddwere-nem zur Verfügung stellen.

An natierlech lafe Kontakter och mat der Groussregioun, fir eng Mobilitéitszentral, eng grouss Regiounsmobilitéitszentral opzebauen. Mir hu par ailleurs och e Projet eragereecht, dee mer an der Europäescher Unioun uner-kannt kruten an och deelweis da matfinanzéiert hunn, genau, fir esou eng Mobilitéitszentral ze maachen, an enger éischer Etapp d'Informa-tiounen weiderzeginn, an enger zweeter Etapp, wann dat dann noutwendeg ass a méiglech ass, och dee ganze System en place ze setzen. Dozou gehéiert natierlech an enger zweeter Etapp och en zousätzlech Finanzement vun eise Partner mat där Verhandlung.

Mä eise System ass op dofir. A mir drécken do hannendrun, dass och déi aner matmaachen. An do ass och, mengen ech, vun deenen dräi Länner, haaptsächlech Frankräich, Däitschland, de gudde Wëllen do, well déi parallell Systemer och amgaange sinn ze entwéckelen.

Voilà, dass waren elo déi zousätzlech Saachen, déi ech nach als Informatioun wollt weider-soen. Ech soen all deene Leit, an dat si se jo bal all oder all, déi de Projet ënnerstëtzen, villmoos Merci fir déi Ennerstëtzung.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

**(Interruption)**

► **M. le Président.**- Merci dem Här Nohal-tegkeetsminister.

Domadder wär d'Diskussioun ofgeschloss a mir kommen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi.

**Vote sur l'ensemble du projet de loi 6532 et dispense du second vote constitutionnel**

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'Éischt déi per-séinlech Stëmmen. De Vote par procuratioun. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi 6532 ass ugeholl mat 60 Jo-Stëmmen.

*Résultat définitif après redressement: le projet de loi 6532 est adopté à l'unanimité des 59 votants.*

*Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Hauptert, Ali Kaes, Marc Lies, Pierre Mellina, Mme Martine Mergen, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessa Scholtes, MM. Robert Weber, Lucien Weiler (par Mme Nancy Arendt), Raymond Weydert, Serge Wilmes et Michel Wolter (par Mme Martine Mergen);*

*MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol (par M. Roland Schreiner), MM. Fernand Diederich, Georges Engel, Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux (par M. Roger Negri), Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Roland Schreiner;*

*MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Alexandre Krieps, Claude Meisch, Mme Lydia Polfer et M. Carlo Wagner;*

*MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché et Viviane Loschetter;*

*MM. Gast Gibéryen et Fernand Kartheiser;*

*MM. Jean Colombero et Jacques-Yves Henckes;*

*M. Serge Urbany.*



Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

#### (Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

Mir kommen dann elo zum Projet de loi 6548, e Protokoll iwwert d'Bedenke vum iresche Vollek zum Lissabon-Traité. Hei ass d'Riedezäit nom Basismodell festgeluecht. Et hu sech ageschriwwen: d'Madame Polfer, den Här Colomera an den Här Urbany. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den Här Ben Fayot.

## 2. 6548 - Projet de loi portant approbation du Protocole relatif aux préoccupations du peuple irlandais concernant le traité de Lisbonne, fait à Bruxelles le 16 mai 2012

### Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

► **M. Ben Fayot (LSAP), rapporteur.**- Här President, d'Europäesch Unioun ass e Verband vu souveräne Staten, déi sech bereet erkläert hunn, gewëssen Elementer vun hirer nationaler Souveränitéit zesummenzuleeën an ze verwalten. Fir dat ze realiséieren, ginn international Verträge ënnert de State gemaach a vu jiddwengerem ënnerschriwwen a ratifizéiert.

Esou och de Lissabon-Vertrag. Dee gouf den 13. Dezember 2007 vun de Stats- a Regierungschefe vun der Europäescher Unioun ënnerschriwwen an ass dunn an d'Ratifikationsprozedur an de 27 Länner vun der Europäescher Unioun agebracht. De Lissabon-Vertrag huet bekanntlech eng laang Virgeschicht, déi vum Vertrag vun Nice am Joer 2000 iwwert de Verfassungsvertrag vun 2003 an d'verongléckte Referende vum neie Verhandlungen zwëschen 2005 bis 2007 geet.

De sougenannte Verfassungsvertrag ass jo vun Holland a Frankräich duerch e Referendum ofgelehnt ginn. Lëtzebuerg huet dee Vertrag de 5. Juli 2005 per Referendum ugeholl. En ass doropshi vun 2005 bis 2007 esou ugepasst ginn, dass d'Regierungschefe gemengt hunn, dee Vertrag kéint ratifizéiert ginn. Dat ass a bal alle Länner gelongen.

Irland huet de Vertrag an engem Referendum den 12. Juni 2008 ofgelehnt. Fir de Vertrag awer ze retten, huet de Conseil européen den 11. an den 12. Dezember 2008 dem iresche Vollek juristesche Garantien op dräi Punkte ginn: nämlech, dass de Vertrag vu Lissabon d'Kompetenz vun der Europäescher Unioun am Steuerberäich net ännert; zweetens, dass de Lissabon-Vertrag d'Sécherheits- an d'Veerdeedegungsolitik vun de Memberlänner net affektéiert - also och déi traditionell Neutralitéit vun Irland net beréiert -; drëtens, dass weder d'Charta vun de Grondrechter nach d'Bestimmung vum Vertrag iwwert d'Justiz an d'Affaires intérieures d'Dispositiounen vun der irescher Verfassung iwwert d'Recht op Liewen, d'Erzuegung an d'Familljen affektéieren.

Weider Verhandlungen am Europäesche Rot hunn den 18. an 19. Juni 2009 zu enger Décisioun gefouert, déi ënner anerem seet, dass e Protokoll, deen un den Traité ze annexéieren ass, d'Suerge vun der irescher Bevëlkerung géif opféieren, grad wéi déi Garantien, déi an de Konklusioun vum Conseil vum 11. an 12. Dezember 2008 enthalen waren.

Wann een elo den Text selwer vun deem Protokoll kuckt, gesäit een, dass e véier Titren huet, déi an der Haaptsaach déi dräi Punkte beréieren, déi vun den Iren, vun der irescher Bevëlkerung an der Campagne iwwert de Referendum monéiert gi sinn. An et gëtt an deem Protokoll prezis duergeluecht, wéi d'Artikelen vum dem Vertrag vu Lissabon déi Froe behandelen, a gewisen, dass déi Artikelen an dem Vertrag, déi d'Suerge vun der irescher Bevëlkerung concenréieren, weisen, dass déi Suergen eigentlech keng Berechtigung hunn au vu vun deenen Artikelen an där Interpretatioun vun deenen Artikelen, déi et am Vertrag gëtt.

Opgrount vun deenen Entscheedungen huet dann Irland den 2. Oktober 2009 en zweete Referendum iwwert de Vertrag vu Lissabon ofgehalen. Do gouf de Vertrag mat 67,1% vun de Wieler ugeholl a konnt doropshin an der Europäescher Unioun a Kraaft treden.

Dese Projet de loi, iwwert dee mer haut schwätzen, ratifizéiert dee Protokoll, deen déi politesch Garantien, déi den Europäesche Rot der irescher Regierung an dem iresche Vollek zougesot huet, enthält. Dee Protokoll muss vun de

27 Memberlänner approvéiert ginn a gëtt dann an d'Vertragswierk integréiert. Bis elo hunn aacht Länner dee Protokoll ratifizéiert.

Ech wëll nach soen, dass ursprénglech geplangt war, dee Protokoll iwwer en Traité d'adhésion ze ratifizéieren, en l'occurrence den Traité d'adhésion vu Kroatien. Dat war awer net méiglech, well Irland d'Prozedur eréischt den 20.7.2011 ugefaangen huet, andeem et dem Conseil de Protokoll virgeluecht huet. Eréischt 2012 konnt de Protokoll fir d'Veerdräiung fräig ginn.

Et gëtt bekanntlech fir déi Kolleegen, déi sech dofir interesséieren, am Vertrag vu Lissabon, dee jo zwee Deeler huet, nämlech den eigentlechen Traité vun der Europäescher Unioun an dann en zweeten Traité iwwert de Fonctionnement vun der Europäescher Unioun, et gëtt 37 Protokollen an eng ganz Partie Deklaratiounen, déi un dee Vertrag annexéiert sinn. Esou Protokollen spille sécher elo keng Riseroll am gesamt-europäesche Kontext. Si hunn eng Bedeitung fir d'Veständnis an deenen eenzelne Länner vu verschiddeenen Artikelen, besonnesch och, wat den Interessi vun de Bierger aus deene Länner fir déi Artikelen ueget.

Et kann ee vläicht soen, dass Tschechien, d'Republik Tschechien och e Protokoll gefrot huet, fir en Opt-out vun der Charta vun de Grondrechter ze kréien. Ob dat elo Erfolleg wäert hunn, muss sech weisen.

Dat gesot, Här President, géif ech lech bieden, dësem Projet 6548 Är Zoustëmmung ze ginn. An ech ginn och d'Zoustëmmung vun der LSAP.

Merci.

► **M. le Président.**- Merci dem Här Rapporteur. Éischt Riednerin ass d'Madame Lydie Polfer. Madame Polfer, Dir hutt d'Wuert.

#### Discussion générale

► **Mme Lydie Polfer (DP).**- Här President, ech mengen, den Här Fayot als Rapporteur war esou komplett, datt deem wierklech net vill bäizefügen ass. Ech wëll nëmme ennersträchen, datt dat, wat hei fir Irland ugeholl ginn ass, och fir all déi aner, datt heescht och fir ons, géllt. A mir kënnen eis doriwwer net bekoen. Ech mengen, besonnesch den Artikel 2, deen nach eng Kéier ennersträicht datt iwwert d'Fiskaliteit, wat d'Bestëmmunge sinn, datt ass och fir ons eng éischter gutt Nouvelle. Dofir kënnen mer natierlech als Demokratesch Partei deem hei och nëmme bäiflichten.

Ech wëllt awer soen, datt déi Suergen, déi hei d'Irlännescht Vollek ausgedréckt huet, och schon an eben deenen Diskussiounen, déi mer ebe vun 2000 bis 2004 haten, ëmmer nees virkomm sinn. Mä den Text, dee mer ugeholl hunn, a wou mer de Ministeren an de Regierungschefen natierlech gesot hunn, datt dat esou wier, wéi et elo hei steet, ass awer dem Vollek dee Moment net duergaangen.

Haut gëtt am Fong näischt Fundamentals geännert. Et gëtt just ee rassuréiert. Mä ech mengen, mir sollten eis..., mir sollten och kucken den Datum, wou deen éischte Referendum war an deenen zweeten. Deen éischte Referendum war am Juni 2008, ass also negativ ausgegangen, wéi mer wëssen, mat 53,4%. An deenen zweete war am Dezember 2009, datt heescht knapp annerhalleft Joer méi spéit. An deen ass mat 67% positiv ausgegangen.

Mir erënnere eis, wat derzwëschent war. Do zwëschent ass d'Kris ugaangen. An ech mengen, do huet d'Irlännescht Vollek wierklech ganz kloer och gespuert a gesinn, wéi wichteg awer déi echt Solidaritéit, déi et enner Europäer gëtt, datt déi ganz wichteg ass. An ech mengen, datt huet och zu deem positive Resultat vun deem zweete Referendum bäigedroen.

Wéi gesot, Här President, nach eng Kéier: D'Demokratesch Partei wäert natierlech e positive Vote zu dësem Projet de loi ginn.

Merci.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Merci der Madame Polfer. Den nächste Riedner, deen agedroen ass, dat ass den Här Kartheiser.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, och e Merci un den Här Fayot fir e ganz sachleche Rapport. Just e puer Wuert.

Éischtens, wat de Prinzip vum Referendum ueget. Ech mengen, mir kënnen eis nëmme félicitéieren, datt an Irland wéinstens de Prinzip vun der direkter Demokratie esou héichgehale gëtt an datt d'Volek, de Souverän, iwwerhaupt d'Méiglechkeet huet, iwwer e Referendum, iwwert de Wee vun Referendum sech iwwer Traitéen auszedrécken.

Dat wor hei de Fall, wou mer de Verfassungsvertrag haten. En hat eng knapps Majoritéit krit. An ech mengen, datt verschidde Leit an

der Regierung dat iergendwéi ganz schlecht verdroen hunn, well zënterhier hu mer éischter eng negativ Attitud an der Lëtzebuerg Regierung zu Referenden. D'ADR awer seet, mir brauche méi direkt Demokratie an esou Traitée sollen duerch Referendum dann duerch d'Volek décidéiert ginn, ob se sollen akzeptéiert ginn oder net. An deem Sënn ass Irland sécher e Vorbild.

Dat Zweet, wat ech wëll soen, dat ass, datt mir hei, wa mir deen Traité ratifizéieren, et eis näischt ueget u sech, wat de Contenu ass vun den iresche Bedenken. Mir kucke just, déi praktesch Ëmsetzung an den Traitéen ze garantéieren. Ech mengen, d'Souveränitéit vum iresche Vollek muss och vun eis a vun deenen anere Memberstaten esou wäit respektéiert ginn, datt dat, wat si an hiren Dispositiounen wëllen, hir Saach ass an net eis Décisioun.

An da muss ee sech nach froen - ech verstinn der Madame Polfer hir Reaktiounen iwwert déi Garantien an esou weider an iwwert d'Kris -, mä et muss ee sech awer froen, ob déi Garantien, déi Irland krit huet, net an der Tëschenzäit awer iwwer aner Weeër ausgehelecht gi sinn.

Huet zum Beispill och, wat am Lissabon-Vertrag zwar gesot gëtt, do wäeren elo keng weider Constrainten am Domaine fiscal. Mir hunn awer gesinn, datt iwwert d'Währungsunion awer, wat geschitt ass, an datt do iwwer „Sixpack“ an iwwer aner Instrumenter ganz kloer Constraintéit fir e Land wéi Irland do entstane sinn.

Also, ech mengen, dat, wat hei garantéiert gëtt, dat ass eigentlech duerch d'Aktualitéit, vläicht och duerch aner juristesche Instrumenter, net onbedéngt duerch de Lissabon-Vertrag, awer op jiddé Fall ze relativéieren, och am Beräich vun der Verdedegung an anere Saachen, soudatt een, wann een elo géif d'Analys maachen iwwert dat, wat wierklech de Contenu ass, datt een net weess, ob mer wierklech den iresche Bierger nach déi Garantie kënnen ginn, déi se sech mat Recht vun der Unioun erwaart haten.

Merci.

► **M. le Président.**- Merci dem Här Kartheiser. Leschten agedroene Riedner ass den Här Urbany.

► **M. Serge Urbany (déi Lénk).**- Jo, Här President, deen Traité vu Lissabon ass jo an eise Länner ugeholl ginn, nodeem a verschidde Länner e Referendum stattfonnt huet - an dräi Länner - iwwer säi Virgänger, dee sougenannten „Traité constitutionnel“. Deen ass an deene Länner negativ beäwert ginn - d'Fro, ob soll esou een Traité kommen. Hei ass e mat enger onwahrscheinlech grousser Zuel vu Leit..., 44%, wann ech mech gutt erënnere, hunn hei och Nee gestëmmt, a virun allem hunn Nee gestëmmt och a gewëssene Géigenden am Süde vum Land. Zimlech massiv.

Déi Froen, déi do am Mëttelpunkt stoungen, an dat waren hei am Land virun allem sozial Froen, dat waren déi, déi och an deenen anere Länner, och an Irland, am Mëttelpunkt stoungen an déi a kengem Fall duerch deen neien Traité vu Lissabon, deen duerno nokomm ass an deen a kengem Land méi ofgestëmmt ginn ass ausser an Irland, ëmmer nach am Mëttelpunkt stoungen.

Et ass gesot ginn: „D'Irlännescht Vollek ass rassuréiert ginn hei. Seng Bedenke waren onberechtigt. Den Traité gesäit dat alles vir, wat d'Suerge vum Irlännescht Vollek waren a wat och d'Suerge vu ville Leit an anere Länner waren.“

An dat, mengen ech just, ass falsch. Déi puer Saachen, déi drastinn am Traité an eng Richtung, an eng méi sozial Richtung, wéi déi Clause sociale horizontale, wéi d'Charte sociale oder wéi de Protokoll iwwert d'Services publics oder och déi Irlännesch Protokoll, déi jo emol nach guer net an d'Europäesch Recht opgeholl gi sinn: Alles dat ass am europäesche Kontext e schwaacht Recht. Während e staarkt Recht, dat ass dat, wat mer gëschter hei diskutéiert hunn. Dat ass de Pacte de stabilité! Dat sinn déi national Reformprogrammer. Dat sinn och vis-à-vis vu Länner wéi Irland déi speziell Reformprogrammer, fir dass Suen débloquent ginn. Dat ass de Fiskalpakt.

Dat sinn déi Bestëmmungen am Europäesche Recht, déi d'Richtung uginn an déi sech och wäerten duerchsetzen. Do ass de Reformdruck derhannert vis-à-vis vun deenen eenzelne Staten, fir d'Rechter ofzebauen, fir d'sozial Rechter ofzebauen, fir Privatiséierungen ze maachen a verschidde Länner, wéi mer dat um Beispill vu Griichenland gesinn.

Dat ass déi europäesch Realitéit, och haut nach. An dat sinn déi Suergen, déi am Mëttelpunkt stoungen vum de Leit, déi un deene Referendumen do deelgeholl hunn.

A well ech déi Konstruktioon do, déi esou ausgeleucht ass, einfach net kann akzeptéieren,

kann ech och dee Projet de loi hei net stëmmen.

► **M. le Président.**- Merci dem Här Urbany.

Domadder wäere mer um Enn vun der Diskussioun. D'Regierung wëllt och keng Prezisiounen méi weider doriwwer ginn, soudatt mer kënnen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi kommen.

#### Vote sur l'ensemble du projet de loi 6548 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmen fänt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi 6548 ass ugeholl mat 57 Jostëmmen an 2 Enthaltungen.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Haupt, Ali Kaes, Marc Lies, Pierre Mellina, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessa Scholtes, MM. Robert Weber, Lucien Weiler, Raymond Weydert, Serge Wilmes et Michel Wolter (par M. Marcel Oberweis);

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol (par M. Ben Fayot), MM. Fernand Diederich, Georges Engel, Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux (par M. Roger Negri), Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Roland Schreiner;

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Alexandre Krieps, Claude Meisch, Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché et Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen et Fernand Kartheiser;

M. Jacques-Yves Henckes.

Se sont abstenus: MM. Jean Colomera et Serge Urbany.

Wëllt ee seng Abstentioon begrënnen?

#### (Négation)

Dat schéngt net de Fall ze sinn.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

#### (Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

Fir haut de Mëtteg huet d'Fraktioun vun deene Gréngen eng Aktualitéitsstonn iwwert de véierte Rapport vun der Commission du Conseil de l'Europe contre le racisme et l'intolérance - ECRI - ugefrot. D'Riedezäit ass laut Artikel 84 zweeten Alinéa vun Chambersreglement festgehale a gesäit Folgendes vir: der Fraktioun, déi d'Aktualitéitsstonn ugefrot huet, stinn zéng Minutten zou, deenen anere Fraktiounen jee weils fënnf Minutten, de Sensibilités politiques zwou Minutten an der Regierung eng Véirelstonn. Et hu sech bis elo ageschriwwen: d'Madame Mergen, d'Madame Brasseur, d'Madame Mutsch an den Här Henckes. D'Wuert huet elo den Här Félix Braz als Vertrieeder vun der Fraktioun vun deene Gréngen. Här Braz, Dir hutt d'Wuert.

## 3. Heure d'actualité du groupe déi gréng sur le quatrième rapport de la Commission du Conseil de l'Europe contre le racisme et l'intolérance (ECRI)

### Exposé

► **M. Félix Braz (déi gréng).**- Merci, Här President. Déi Heure d'actualité, iwwert déi mer haut schwätzen, dréit den Numm vun enger Heure d'actualité, obwuel déi gréng Fraktioun schon den 23. März 2012 dës Demande gestallt hat, also schon e gutt Stéck iwwer ee Joer hier. Do kéint ee soen, dat ass net méi aktuell. Dat ass awer net onbedéngt richtig, well déi Froen, déi opgeworf ginn am Rapport vun der ECRI, hunn duerchaus nach hir Aktualitéit haut.

Et stoung och schon eng Kéier hei um Ordre du jour. Deemools hate mer et erëm erfrogehall an an d'Kommissioun vun den Affaires étrangères verwisen, wou et da sollt diskutéiert ginn, ier et heihinner géif erëmmen. Wat net geschitt ass a wat awer elo net verhënnert, dass mer haut an der Plénière trotzdem sollen driwwer schwätzen. Et gëtt allerdéngs net ganz einfach, ech wëll dat virausschécken, notament fir de Vertrieeder vun der Regierung, deen haut do ass, well déi Froen, déi opgeworf gi sinn am Rapport ECRI, betreffen eng Rei vu Ministeren.

Et sinn och vill där Froen. Mir wäerte se och net kënnen all weder opzielen nach am Detail be-



antwort kréien, soudass mer mengen als gréng Fraktioun, dass no der Diskussioun hei an der Plénière et nawell ubruucht wier, fir vläicht eng Kéier an der Kommissioun sech heimadder ze beschäftegen, well relativ vill Froen awer gestallt sinn an d'Heure d'actualité awer zimlech limitéiert Zäit virgesäit fir d'Diskussioun.

Et ass, wéi de President et scho gesot huet, de véierte Rapport vun der ECRI. E beinhalt insgesamt 24 spezifesch Recommendationen, wouvunner der nëmme sechs vun der Regierung an hire Reaktiounen am Kader vum Rapport selwer beäntwert gi waren. Dat war u sech och den Ausléiser vun eiser Demande, well mer och vun der Regierung Reaktiounen wollten hunn op all déi Froen, déi opgeworf gi sinn.

Vläicht e puer Wuert awer och zu der ECRI, fir nach eng Kéier ze rappeliéieren, wien dat awer ass.

Et ass d'Commission européenne contre le racisme et l'intolérance. Dat ass mat hirem engleschen Akronym eben dann ECRI. Dat ass en Organ, wat den 9. Oktober '93 zu Wien vum Conseil des Ministres a vum Sommet des Chefs de gouvernement vum Conseil de l'Europe gegrënnt ginn ass. 2002 duerch eng Décisioun vum Comité des Ministres vum Conseil de l'Europe huet d'ECRI och Statute kritt. An et ass u sech eng Kommissioun vun onofhängegen Experten, wou all Memberland kann een delegéieren. Dat sinn am Ganzen also 47 Leit. A Lëtzebuerg ass do vertrueden duerch de Jean-Paul Lehnens.

Deen ECRI-Grupp mécht Recommendations de politique générale, déi sougenannt RPGen, wou e sech selwer saiséiert an dann op deenen Dossier ka schaffen. E mécht och thematesch Dossier aus eegener Initiativ. Ech gi just ee Beispill: «Lutter contre le racisme en respectant la liberté d'expression», wou an deem Kader vun deem Spannungsfeld do d'ECRI hir Aarbecht gemaach huet.

Mä se mécht awer och, an dat ass dat, wat mer haut diskutéieren, e Monitoring Land fir Land. An deem Monitoring gëtt eng Analys gemaach vum Phänomeen vum Rassismus a vun der Intoleranz an all Land. Dat geet mat Zyklen, déi fénnef Joer daueren, soudass also ronn néng bis zéng Länner pro Joer an deem Zyklus dru kommen, fir dee Land-fir-Land-Monitoring.

Mir hunn de Rapport kritt. An et gëtt och Leit, déi d'ECRI e bësse contestéieren. Mir mengen awer, dass déi Kritiken iwwerzu sinn an dass d'ECRI absolut hir Legitimitéit huet. D'ECRI schafft um ganze politesche Kontinent, um ganzen europäesche Kontinent.

Et ass kloer, dass se déi Standarden, déi se verteidige muss, bei all de Länner muss verteidigen. Et gëtt Länner, déi mat Sécherheet méi schlecht Diktature si wéi Lëtzebuerg, wou déi Kritiken och ganz vehement formuléiert ginn, mä och Lëtzebuerg muss sech deene Kritike stellen. A wann ee wëllt an engem internationale Gremium sinn, da muss een och akzeptéieren, dass d'Spillregele fir all d'Länner gëllen, also och fir Lëtzebuerg, a wann d'ECRI eis Kritike formuléiert, dann, denken ech, soll ee se net mam Réck vun der Hand vum Dësch erfuehlen, mä et soll een déi Kritiken och eescht huelen.

De leschte Rapport vum 16. Mee 2006 war deen drëtten Rapport. Deen hat jo och Suiten zu Lëtzebuerg. Do sinn eng ganz Rei Recommendationen vun der ECRI an de Joren duerno emgesat ginn. Notamment d'Interdiction générale vun der Discrimination raciale ass duerch d'Gesetz vum 1. Juli 2006 emgesat ginn. Et ass e Gesetz gemaach ginn iwwert de Prinzip vun der duebeler Nationalitéit. De Centre pour l'égalité de traitement ass agesat ginn. An ech kéint déi Lescht weiderféieren, mä well d'Zäit knapp ass, maachen ech dat net. Just fir ze soen, dass och zu Lëtzebuerg d'ECRI duerchaus hir Auswierkung kann hunn, an dee Rapport vun 2006, den drëtten Rapport, huet zu Lëtzebuerg eng ganz Rei vu Suité gehat.

De véierte Rapport vun der ECRI, deen ass den 21. Februar d'lescht Joer publizéiert ginn. Et ass e Rapport, deen op enger 30 Säiten eng ganz Rei Constatatiounen mécht iwwer Lëtzebuerg an och eng ganz Rei Recommendationen ausschwätzt.

D'Lëtzebuurger Regierung hat och en Deel vun deene Recommendationen kommentéiert. Dat waren am Ganze sechs Punkten. Ech hunn d'Blat och hei, wou d'Regierung kommentéiert hat respektiv de Standpunkt kloergemaach huet. A vill vun deenen, also 18 Stéck sinn net beäntwert ginn. Ech wëll déi elo net allegueren opzielen, dat huet net vill Sënn. Mir erwaarden eis just vum Minister, dass e probéiert, no Méiglechkeet och an där kuerzer Zäit, déi him ginn ass, fir op déi anzegoen.

Ech wëll just e Punkt méi spezifesch eraussträichen vun all deenen, déi nach keng Äntwert kritt hunn. An zwar geet et do ëm d'Situatioun vun de Gens du voyage, déi communément Roms

genannt ginn. De Conseil de l'Europe huet sech jo nom Krich constituéiert, fir d'Menscherechter um ganzen europäesche Kontinent héichzhalen. Dat ass eng schwiereg Aufgab, déi selbstverständlech nach net ofgeschloss ass, an d'Kollegen, déi Member si vun der Delegation am Conseil de l'Europe, déi wëssen, dass mer eis do praktesch dagdeeglech mat dese Froen beschäftegen.

Mä et gëtt e bestëmmte Grupp vu Leit, dat sinn d'Roms, déi praktesch zënter dass et de Conseil de l'Europe gëtt, net wierklech ënnert d'Protektioun vun den Dispositiounen vum Conseil de l'Europe kommen, wou d'Realitéit déi ass, dass hir Grondrechter ganz oft net respektéiert sinn. Dat mag an anere Länner wäit méi de Fall sinn, wéi zu Lëtzebuerg, mä mir kréien och als Lëtzebuurger Land vun der ECRI Saache geschriwwen, wou mer nach net an hiren Aen eis ausserhalb vun der Kritik bewegen.

Eng vun deene Froen ass déi vum Zougang vun de Gens du voyage op Campingen. Dir kennt déi Diskussioun, déi war och emol schonn an der Aktualitéit. Dat ass e ganz seriöse Problem fir déi Leit, an an den Ae vun der ECRI ass Lëtzebuerg op deem dote Punkt bis haut net esou opgestallt, dass et sech deene Kritike kéint entzéien. An et gëtt och Leit hei am Land, déi sech asetze fir déi Gens du voyage. Et gëtt och eng Associatioun, déi sech beméit huet a probéiert huet, ze intervenéieren bei der Regierung, fir eng Léisung fir dee Problem ze fannen.

De Constat, deen déi Leit gemaach hunn, ass, dass se iwwerall gesot kréien, dass kee Ministère fir se zoustänneg wier. Dat ass de Fall am Innenministère, dat ass de Fall am Ministère vum Développement durable, déi wäeren och net derfir zoustänneg. Doropshin hu se sech erëm eng Kéier zréck un de Ministère de l'Intérieur gewannt an hunn, trotz Rappelen, keng Äntwert kritt op hir Froen.

Dat ass fir eis en net akzeptabelen Émstand. Et muss och an der Regierung eng Responsabilitéit gi fir déi dote Fro. A wann dat esou ass, dass kee sech spontan kompetent spiert fir déi dote Froen, da muss an der Regierung dat gekläert ginn. Mä et kann net sinn, dass mer op där dote Fro dat, wat mer anzuléisen hätten, nämlech déi Plazen auszeweisen, wou déi Gens du voyage kënne punktuell hiren Halt an hir Statioun maachen, ier se weiderzéien, dass mer dat awer mussen aléisen. Dat ass eng Obligatioun, déi mer hunn an déi mer net aléisen.

Ech wollt just déi doten eraussträichen, well dat wierklech dee Grupp och ass vu Leit an Europa, déi trotz méttlerweil bal 70 Joer Conseil de l'Europe nach ëmmer net d'Gefill hunn, dass Mänscherechter a Grondrechter am Alldag och fir si applicabel wieren.

Do hu mer Defiziter, an ech wier frou, wann de Minister Schmit elo a senger Reaktioun am Numm vun der Regierung eis op deem dote Punkt kéint eng Solutioun an Aussicht stellen. Déi aner, wéi gesot, ech ka se net développéieren, et sinn der ze vill. Mä mir wäerten op jidde Fall dese Rapport nach eng Kéier trotzdem an der Kommissioun vun den Affaires étrangères nohuelen, vläicht och a Präsenz vu méi Membere vun der Regierung, well déi Froe sinn u Lëtzebuerg adresséiert, an ech géif et normal fannen, dass d'Lëtzebuurger Chamber och der ECRI eng Äntwert eng Kéier zoukomme léisst, wéi mer mat hire Recommendationen a Constaten emgaange sinn.

Ech soen lech Merci.

► **M. le Président.** - Merci dem Här Braz. Als nächst Riednerin ass d'Madame Martine Mergen agedroen. Madame Mergen, Dir hutt d'Wuert.

#### Débat

► **Mme Martine Mergen (CSV).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, op déi eng Manéier ass dees Diskussioun wierklech e bësse speziell, well d'Demande schonn esou an esou laang hier ass a well den Här Braz gesot huet, mir géifen de Rapport nach eng Kéier méi prezis an d'aussepolitesche Kommissioun huelen, fir op déi eenzel Punkten anzegoen. Ech hunn iwwerregens d'Gefill, dass eng Rei vun deene Punkten, déi opgezielt sinn, am Laf vun deene leschte Joer geléist gi sinn.

Wéi den Här Braz sot, iwwerwaacht d'Europäesch Kommissioun géint Rassismus an Intoleranz an der Législatioun, an de Reglementatiounen, an der Politik, an iwwerhaapt an alle Statsdokumenter an de Länner, déi am Conseil de l'Europe vertruede sinn, ob keng Form vun Diskriminatioun wéi Rassismus, Ausländerfeindlechkeet, Antisemitismus oder Intoleranz besteet. D'Kommissioun huet dann eben déi konkret Berodungen an déi Punkten hinne matginn, fir hir Zensuren nach ze verbesseren.

D'ECRI huet als Haaptaktivitéit, wéi och den Här Braz scho sot, dee sougenannte Land-zu-Land-Monitoring. An deem Kader erstellt se e

Rapport iwwer all Land, an deem se analyséiert, ob Diskriminatiounen bestinn, a gëtt de verschiddene Länner eng Rei vu Recommendationen mat op de Wee.

De Rapport mécht si opgrond vun Dokumentanalysen an diversen Entretien mat den Autoritéiten. Si kucken awer och, wéi d'Land par rapport zu deem Rapport virdru Progrès gemaach huet. De Rapport iwwer Lëtzebuerg ass, wéi den Här Braz sot, 2012 am Februar publizéiert ginn. Et ass de véierte Rapport zënter 1997 a mir kruten eng Rei vu Recommendationen gemaach.

Ech wollt dem Här Braz fir des Initiativ haut, déi Demande haut, villmools Merci soen, well et grundsätzlech ass, dass een de Sujet seriö hëlt an drop reagéieren kann, sollt et Problemer och hei am Land ginn.

D'ECRI huet, wéi gesot, an hirem Rapport eng ganz Rei vu Saachen zu Lëtzebuerg begréisst: d'Ennerschrëft vum Protokoll N°12 vun der Convention européenne des droits de l'Homme, wou et ëm d'Verbidde vun der Discrimination raciale geet; d'duebel Nationalitéit, déi bei ons adoptéiert gouf; d'Adoptioun vun Direktive vun der EU géint verschidde Forme vun Diskriminierung.

Dës Mesuren, an ech hu se natierlech net all opgezielt, weisen ons dach awer, dass mir en oppent Land sinn, wat sech der moderner Gesellschaft upasst a mat no vir geet an dass mer eigentlech eng bonne Note kritt hunn am Rapport.

44% vun onser Populatioun kommen aus dem Ausland, net esou wäit vun der Halschent ewech. Dat ass eng exzeptionell Proportioun, wann een dat mat deenen anere Länner vergläicht. A puncto Diversitéit vun Nationalitéiten a Kulturen huet Lëtzebuerg kloer d'Nues vir.

An trotzdeem, Dir Dammen an Dir Hären, ass Lëtzebuerg e Land, an deem ee sech integréiert fillt a wou een d'Chance kritt, e würdegt Liewen ze féieren. Et ass allgemeng bekannt, dass d'Ausländer sech hei bei ons wuel fillen an hir Wuerzelen zesumme mat der Lëtzebuurger Mentalitéit kënne vereenegen.

Dobäi muss een nach bedenken, dass onsen Territoire zimlech limitéiert ass, dass a verschiddene Quartieren, notamment an de Stied, zeg Nationalitéiten op klengstem Raum zesummeliewen. Et brauch een nëmme ze kucken, wéi esou eppes an anere Länner ganz séier ausaarte kann an och méi laang hier oder méi rezent ausgeart ass.

Lëtzebuerg ass domadder also eng Art Muster-schüler. An d'Land huet net fir näischt desén Image behalen: e Land, an deem et sech gutt lieft a wou all Communisten Respekt kritt an hir Kultur liewen a fleege kann. Mir kënnen op dese Pluspunkt houfreg sinn an hoffen, dass dat och an Zukunft esou weidergeet.

Här President, d'ECRI huet an hire Recommendationen e puer Saachen ugeschneiden, an deene Lëtzebuerg sech nach verbessere kann. Dofir si mir der ECRI dankbar, well si mat engem objektive Brëll dést aneschtens kann analyséieren, wéi eventuell Leit, déi hei am Land liewen, Leit, déi heibanne sinn, Leit, déi an enger spezifischer Situatioun sinn.

Ee spezifesch Punkt wollt ech ganz séier nennen an där kuerzer Zäit, an zwar deen, wou d'Kommissioun recommendéiert, déi verschiddene Organen hei am Land - an dat ass e bëssen eng lëtzebuergesch Krankheet -, déi géint an deem Fall d'Diskriminatioun kämpfen, ze analyséieren, wat se eigentlech maachen, géint wat se genau kämpfen, wéi eng Moyene se hunn a vu wem a wéi eng Kompetenzen dass se hunn.

Falls nämlech verschiddene Organen déiselwecht Ziler ustriewen an net genuch Moyenen zur Verfügung hunn, kéint een des Strukturen zesummebréngen an hinnen esou méi Kompetenzen a Ressourc ginn, fir méi effikass a méi zesumme géint d'Xenophobie ze kämpfen. Ech denken, des Mesure géif och an d'Strategie vun der Regierung passen, wat d'Simplification administrative ugeet. Mir spuere Geld a gi méi effikass.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir ons Fraktioun, an ech mengen, ech schwätzen hei och fir all déi aner an deem Raum, hu Rassismus an aner Forme vun Diskriminierung, sief dat weinst Hautfaarf, Relioun, Kultur an... näischt zu Lëtzebuerg verluer. A mir wäerten eis och an Zukunft asetzen, fir dass dat esou bleift.

Natierlech muss dat an déi zwou Richtunge goen. All déi Leit, déi sech onst Land eraus-sichen, fir do ze wunnen an ze liewen, müssen och déi Lëtzebuurger Kultur unerkennen a Respekt weisen. Dat ass eng Condition de base fir eng gutt Harmonie an enger multikultureller Gesellschaft.

Ech soen lech Merci.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci der Madame Mergen. Als nächst Riednerin ass d'Madame Anne Brasseur agedroen. Madame Brasseur, Dir hutt d'Wuert.

► **Mme Anne Brasseur (DP).** - Här President, Dir Dammen, Dir Hären, mir diskutéieren haut e Projet d'évaluation (veuillez lire: Rapport d'évaluation) an et ass gutt, dass mer Evaluatiounen hunn, déi e Bléck vu baussen op Lëtzebuerg ge-heien, well selwer ass ee jo mat sech ganz wéineg kritesch, an och, wann déi Rapporten, an et kann een och dat vun anere Rapports d'évaluation soen, net nuancéiert genuch sinn a ganz oft d'Sensibilitéit vun engem Land net erfassen, ass et dach gutt, wann een esou Rapporten huet, fir de Bléck vu baussen ze hunn.

Erlaab mir, véier Observatiounen dozou ze maachen. Déi éischt riicht sech un ons selwer. Déi zweet, do wëll ech mech op zwou Recommendationen, déi d'ECRI gemaach huet, beschränken. Déi drëtt, do wëll ech e Wuert soen iwwer d'ratifikatioun vun de Konventiounen vum Conseil de l'Europe. An déi véiert, do wëll ech ee Wuert soen zum Welttag vun de Refugiéien, dee muer ass.

Déi éischt Observatioun, Här President, déi sech un ons selwer riicht. Ech sinn der Meinung, an dat ass och elo grad schonn ugeklonge vu menge Virriedner, dass mir als Chamber déi Rapports d'évaluation net seriö genuch huelen, an ech géif lech bieden, Här President, de Bureau domat ze befaassen, dass mer automatesch, soubal de Rapport kënnt, déi zoustänneg Kommissioun ze saiséieren an dass déi da genee de Suivi dovou mécht.

De Suivi, well et si Recommendationen, déi sech ganz oft un ons richten. Aner Recommendationen riichte sech un d'Regierung, a mir si jo als Parlament net nëmme do, fir legislativ Aarbecht ze maachen, mä och fir d'Regierung ze kontrolléieren. An dofir ass et wichtig, dass mir déi Rapports d'évaluation awer méi seriö huelen. Dofir ass dat en Appell un ons all, dass mer do ons Aufgab musse maachen.

Meng zweet Observatioun geet ëm d'Recommendatiounen, an do wëll ech der zwou erausgräifen. Dat éischt, dat ass déi vun de Romen. Ech hat eng Question parlementaire d'lescht Joer scho gestallt iwwer de Plan d'action, deen d'Regierung géif maachen, fir géint d'Diskriminatioun virzegoen. Do krut ech allgemeng Äntwerten.

Ee Problem, deen hei ugeschwat gëtt am Rapport vun der ECRI, dat ass d'Mendicité, d'Gesetz, dat mer hunn iwwer d'Mendicité en bandes. An do, mengen ech, muss mer aktiv ginn, fir d'Romen ze schützen vis-à-vis vun hiren eegene Landsleit, déi se exploitéieren. Mir kenne jo d'Bild, dass se iwwer d'Grenz bruecht ginn, moies, fir dann hei ze heeschen, an da muss se owes d'Suen erëm fortginn, an da gi se erëm heem - enfin... - heem zrécktransportéiert, meeschtens a Frankräich, wou se hierkommen. An ech mengen, mir müssen eppes ënnerhuelen, fir déi Romen selwer ze schützen.

Fir ons ass dat natierlech op all Stroosseneck e schrecklecht Bild a Source vun Opreegung, déi verständlech ass, mä déi Leit selwer sinn Affen vun hiren eegene Landsleit, an do muss mer kucken, wéi mer déi kënne schützen.

Déi zweet Recommendation, vun där ech wollt schwätzen, dat ass déi, dass mer sollen évitéieren, dass mer Kompetenzwettbewerbungen hunn an dass mer solle kucken, méi Plus-value ze kréie bei deene verschiddene Organen, déi sech zu Lëtzebuerg ëm Diskriminatioun këmmen, an dat ass: de Centre pour l'égalité de traitement, d'Commission consultative des droits de l'Homme, de Conseil national pour étrangers, den Office luxembourgeois de l'accueil et de l'intégration, den ORK och, an de Médiateur.

Mir haten déi all eng Kéier schonn an onser Institutionskommissioun, fir ze kucken, wéi ee méi gezielt kann zesummeschaffen. Do muss och nach Aarbecht geleescht ginn, well déi Moyenen, déi mer zur Verfügung gestallt hunn, gi vläicht fir deen Einzelnen net duer. Wann een awer do kuckt, Synergien ze schafen, da kréie mer bestëmmt eng Plus-value eraus, an da kréie mer de But, fir dee si do sinn, awer méi liicht erreecht.

Meng drëtt Observatioun, Här President, geet ëm d'ratifikatioun vun de Konventiounen vum Conseil de l'Europe. An do huet den Här Marc Spautz als fréiere Membre suppléant vun der Assemblée parlementaire vum Conseil de l'Europe méi wéi eng Fro un d'Regierung gestallt, wéi et mat der Ratifikatioun ass vun deene Konventiounen, besonnesch wat d'Charte sociale ubelaangt.



Elo... Den Här Spautz, deen ass net do, mä den Här Schmit wäert em dat da mat op de Wee huelen. Elo, wou den Här Spautz chargéiert ass, als Minister, vun de Relatioune mam Parlament, hätt ech wierklech en Appell un den Här Spautz, dass en an der Regierung derfir géif suergen, dass endlech déi Konventionen, déi säit Jore schleefen, dann eng Suite kréien an dass mer déi kënnen hei ratifizéieren.

An dann eng véiert Observatioun. Här President, muer ass de Welttag vun de Réfugiéen, a mir sollen haut dorun denken, well d'Refugié si ganz oft och Affer vun Diskriminatiounen. Et sinn am Moment 45 Milliounen Réfugiéen (veuillez lire: weltwäit 45 Milliounen Réfugiéen), déi d'lescht Joer gezielt gi sinn, déi hiert Land hu misse verlossen oder an hirem eegene Land déplacéiert gi sinn, fir eng Ursach oder eng aner.

Ech wor am Kader vu menger Missioun vum Conseil de l'Europe a Jordanien. Ech wor do an engem Camp vu syresche Réfugiéen. Wat ech do gesinn hunn, wor einfach esou erschreckend! Mir mussen éischtens eng Prise de conscience hunn an zweetens hëllefen, net nëmme bei eis, mä och an anere Länner wéi beispillsweis Jordanien, déi e massiven Zoufluss vu Réfugiéen hunn an eleng domat net eens ginn.

Dofir en Appell un d'international Communautéit, dass déi Leit, déi hir Heemecht misse verlossen, net diskriminéiert ginn an dass mer déi Länner ënnerstëtzen, déi hinnen hëllefen. Ech mengen, dat wier en Appell, deen d'Chamber kéint u sech selwer och richten, een Dag virun der Journée mondiale des réfugiés.

Här President, ech soen lech Merci.

► **M. le Président.**- Merci der Madame Brasseur fir déi Suggestiounen un d'Chamber. Als nächst Riednerin ass d'Madame Lydia Mutsch agedroen. Madame Mutsch, Dir hutt d'Wuert.

► **Mme Lydia Mutsch (LSAP).**- Merci, Här President. Et ass jo am Allgemenge ganz positiv, wann een e Bléck vu bausse, e sougenannten „onverbraachte“ Bléck op Lëtzebuerg kritt. Och mir kënnen Recommendationen ganz gutt gebrauchen, ënner anerer wa mer eis Gesetzger op de Préifstand huelen. Dëst ëmsou méi, wa se a Form vun engem Rapport vun engem international unerkannte Gremium wéi dem Conseil de l'Europe komme respektiv enger Kommissioun vum Conseil de l'Europe, an deem Fall der Commission européenne contre le racisme et l'intolérance, der sougenannter ECRI.

Ech sinn elo zënter eppes méi wéi engem Joer Member vun dëser parlamentarescher Assemblée an ech muss soen, dass ech ganz beeindruckt si vun der Qualitéit vun den Interventionen an och vun de Rapporten an och vun den Analysen, déi do gemaach gi sinn. Dat ass insgesamt eng enorm gutt Aarbecht, déi do geleescht gëtt, an dëst am Dénsgsch vum de 47 Regierungen, de Parlamenten an allen Acteuren, déi sech, insgesamt betruecht, mat de Froen vun de Mënscherechter, der Demokratie oder der sozialer Kohäsion befaassen.

Wann een d'ECRI-Recommendatiounen am Detail kuckt, da stellt ee fest, dass der eng ganz Rei bei eis amgaenge sinn, traitéiert oder ëmgesat ze ginn. Dat war elo eis éischt Appréciatioun, déi mer virun engem Joer haten, do, wou de Rapport erauskomm ass, an déi ass och bestätegt ginn duerch d'Äntwerte vun der Regierung, déi mer duerno ze gesi kruten.

Als Beispill siefen hei nëmme d'Recommendatiounen genannt, d'Lëtzebuenger Autoritéite sollen all néideg Mesuren huelen, fir den héijen Taux d'abandon scolaire bei den net lëtzebuergesche Schüler ze bekämpfen, oder d'Sproochen-Épreuve fir déi Leit, déi gären d'Lëtzebuenger Nationalitéit hätten, evaluéieren, oder d'Radifikatioun vun der Konvention iwwert d'Computerkriminalitéit assuréieren, d'Convention sur la cybercriminalité. Dat sinn alles Dossierer, un deenen d'Regierung am Moment vun der Publikatioun vum Rapport geschaff huet an zum Deel och haut nach ëmmer dru schafft.

Aner Recommendationen bezéie sech op Politiken, déi um Niveau vun der EU décidéiert gi sinn. Hei nennen ech als Beispill d'Fro vum Accès op de Marché du travail vun den Demandeur-d'asile, iwwert dee jo viru Kuerzem duerch d'Adoptioun vun der iwwerschaffter Direktiv Accueil tranchéiert ginn ass. Iwwerengs d'Fortschreiter, déi op deem Punkt op europäischem Niveau erzielt goufen, Zougang zum Marché du travail néng Méint no der Demande, hu mer zu Lëtzebuerg scho laang assuréiert.

Dat soll awer net verhënnern, dass Lëtzebuerg weider Efforten an anere Beräicher mécht. Ech denke just nëmme an d'Ënnerbréngung vun den Demandeurs d'asile, eng Problematik, déi séier erëm ka ganz aktuell ginn.

Iwwer aner Recommendationen si mer éischer verwonnert, net well mer mengen, si wieren net wichteg, mä well se an eisen Aen ze weéng am Rapport détailléiert oder motivéiert sinn, fir se kënnen elo genee fir eist Land nozevollzéien. Ech mengen an deem prezise Fall d'Recommendatiounen iwwert d'Formatioun vum Personnel du centre de rétention, déi d'ECRI als eng vun den dräi grouse Prioritéiten ausgewisen huet an déi se no zwee Joer nach eng Kéier méi genee ënnert d'Lupp wëllt huelen.

Ech wëll hei ënnersträichen, dass d'Personal vum Centre, notament d'Agents de rétention, eng Formation initiale vun engem Mount kréien an dass et e Programme de formation continue gëtt, dass eng ganz Rei vun Zousatzformatiounen derbäikënn, dass de Centre de rétention nach net emol zwee Joer operationell ass, wat bedeit, dass ee Prioritéite setze muss a seng Offer u Formatiounen eréischt no an no ausbauen an evaluéiere kann. Mengen Informatiounen no geschitt dat och, an et si konkret Pläng do, fir och nei Formatiounen, zum Beispill wat d'Traite des êtres humains ubelaangt, unzibidden.

D'Recommendatiounen vun der ECRI hunn de Mérite, eis ze rappeléieren, wéi wichteg et ass, d'Entwécklung am Centre de rétention besonnesch no ze suivéieren. Dat ass op alle Fall d'Meenung, déi mir dozou hunn.

Eng ganz wichteg Recommendation rufft op «d'examiner la valeur ajoutée de chaque organe de lutte contre les discriminations existantes afin d'éviter un chevauchement des compétences et d'assurer un maximum d'efficacité». Där Recommendation kann een nëmme zoustëmmen. Esou een Débat géif och anere Recommendationen aus dem Rapport Rechnung droen, zum Beispill wat d'Clarificatioun vum Rôle vum OLAI an deem Domän ubelaangt oder déi zukünfteg Ausrichtung vum Centre pour l'égalité de traitement. Eng besser Ofstëmmung vun de verschiddeenen Organer kann zu méi Effizienz féieren, tatsächlech, fir dass ee mat de Moyene vun haut an der Zukunft nach méi kann errechen.

Nach e Wuert zu den Informatiounscampagnen, déi oft méi oder manner direkt an de Recommendationen ugefuert ginn an och viséiert sinn. Mediécampagnen oder aner Formen vu Campagnen si sécherlech nützlich a mir ënnerstëtzen déi och, mä et dierf awer och heiansdo erlaabt sinn ze froen, ob déi veranschlagt Gelder ëmmer an engem korrekten Verhältnis zum Erreichte stinn. Dofir si mir der Meenung, dass et mindestens genauso wichteg ass, fir de Milieu associatif ze stäerken, well u si riichte sech schlusslech d'Affer, a si kënnen als spezialiséiert Associatiounen um Terrain de Betroffenen hëllefen a se gezielt beroden oder un aner kompetent Gremie weiderweisen, soudass mir ëmmer op d'Proportionalitéit tëschent deene verschiddeenen Dépensé wëllen agoen.

An der Demande vum Här Braz, deem ech heimat ausdrécklech wëll Merci soe fir d'Initiativ zu deem Débat, ginn d'Gens du voyage oder d'Romaen, wéi mer soen, ausdrécklech erwähnt an och a senger Intervention war dat ee vu senger Schwéierpunkten. Eng extrem villschichteg Diskussioun, e ganz wichteg Sujet, deen iwwerengs d'lescht Joer op eng ganz exzellente Aart a Weis an enger Ausstellung am nationale Resistenzmuseum zu Esch thematiséiert gouf.

D'Recommendatiounen am Rapport si schwéier anzuschätzen. Stëmmt et? Stëmmt et, dass mir an deem Dossier als Lëtzebuenger eis Responsabilitéit kaum bis guer net iwwerhuelen?

Tatsach ass, dass d'Liewensmännchen vun de Romaen bei eis, well och wa se net als solch ausgewise sinn, gëtt et der och bei eis am Land an an der direkter Noperschaft vun eis - do denken ech haaptsächlech un de Mont-Saint-Martin hei vir a Frankräich -, extrem schwierig sinn an d'Ausenanerung mat den Diskriminéierungen, deenen des Populatiounen ausgesat sinn, hei am Land bis elo net oder weéng stattfonnt hunn. Dat muss an Zukunft net esou bleiven, an dat wier och gutt, wa mer eis domadder verstärkt géifen ausenanerersetzen.

Dat gëllt och fir déi Ausféierungen an de Beräicher Egalitéit, Educatioun, Emploi, Logement oder Soins de santé, déi d'Lëtzebuenger Regierung un déi europäesch Instanze weidergereicht huet, an d'Etüd iwwert d'Situatioun vun de Romaen hei zu Lëtzebuerg, déi alle béid fir d'Diskussioun an den Émgang mat den ECRI-Recommendatiounen extrem utile kéinte sinn.

Ech wëll dat elo net weider ausféieren, well ech do mech de Reflexioun vu menge Virriedner wëll uschlëssen, déi do ganz interessant Suggestiounen mat op de Wee ginn hunn.

Ofschlëssend wëll ech ënnersträichen, dass d'ECRI ganz wichteg Pisten ausweist an op ville Pläng déi richteg Denkestéiss gëtt, och wann ee mat deem engen oder aneren net muss averstane sinn, wat an hirem Rapport ausgefuert gëtt. Am wichtegste schéngt eis ze sinn, dass all Formen vu Solidaritéit gewënscht a gebraucht ginn, fir d'Minoritéiten ze schützen, Diskriminatiounen ze verhënnern a Rassismus ze bekämpfen.

An domat sinn ech um Schluss vu menger Intervention a géif Merci soe fir d'Opmierksamkeet.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Ech soen der Madame Mutsch Merci. Als nächst Riedner ass den Här Fernand Kartheiser agedroen. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass eng gutt Initiativ, fir heiriwwer kënnen ze schwätzen. Ech wëll awer au contraire zu deem, wat aner Riedner hei gesot hunn, däitlech méi kritesch sinn. Ech mengen, esou e Rapport wéi dee vun der ECRI däréi een net iwwerbewäerten. Et ass e Groupe d'experts an dat, wat e mécht, si Recommendationen, dat si keng Virschreften. Ech mengen, och do muss mer ëmmer e kritesche Bléck drop behalen. Et ass interessant, et ze liesen, mä dat ass elo näischt, wat mer iergendwéi gezwonge wäeren ëmzesetzen.

Wat mech awer vill méi stéiert, dat ass, dass hei eng Rei Kommentaren an deem Rapport stinn, déi entweder negativ si fir eist Land oder eenzel Leit oder Gruppen hei am Land, oder einfach dénué de tout fondement, déi einfach falsch sinn, wat d'Saach ueegt. An ech soen dat hei, well ech opgrond vun deem Rapport probéiert hat, mat der ECRI a Kontakt ze kommen, fir mat hir ze diskutéieren, fir verschidde Saachen ze clarifiéieren, mä dat wor onméiglech. An et ass interessant, fir ze gesinn, dass e Grupp wéi d'ECRI, e Groupe d'experts zwar Saache behaapt, awer net fir eng Diskussioun zur Verfügung steet.

Ech soen lech, wéi dat elo genau gelaf ass. An deem Rapport steet e Passage iwwert d'ADR, mat deem ech absolut net konnt d'accord sinn, an dat wëssen den Här Henckes, den Här Colombero nach ganz gutt, wéi mer eis opgereegt haten iwwer Behauptungen, déi do draustoungen an déi falsch sinn.

Dorobberhin hunn ech probéiert, d'ECRI iwwer Téléfon ze errechen, dass ee soll zrëckrufen. Keng Äntwert. Duerno iwwer Bréif. Keng Äntwert. Duerno hunn ech un de Generalsekretär vum Conseil de l'Europe geschriwwen, den Här Thorbjørn Jagland, dee soll d'ECRI bidden, mat eis a Kontakt ze trieden. Keng Äntwert. Dorobberhin hunn ech den Här Thomas Hammarberg hei zu Lëtzebuerg, gewielte Kommissär fir Mënscherechter vun Europarat, gebieden, der ECRI ze soen, se soll dach Kontakt mat eis ophuelen, dass mer kéinte mat hir diskutéieren. Keng Äntwert.

Dorobberhin hunn ech un den Här Minister Asselborn geschriwwen, e soll de Lëtzebuenger stännege Vertrieder beim Conseil de l'Europe bidden, d'ECRI, dass se sollt mat eis Kontakt ophuelen, fir dat kënnen ze diskutéieren. Keng Äntwert.

An do ass awer esou lues de Punkt erreecht, wou ee muss soen, et kann dach net sinn, dass eng Kommissioun, déi seet, se wär géint Rassismus an Intoleranz, Saachen an d'Welt setzt, awer net zu enger Diskussioun zur Verfügung steet, sech net mell, sech doutstellt, wa Kritiken oder weinstens Diskussiounsbedarf, fir et emol esou ze soen, besteet, fir hire Rapport ze diskutéieren.

Ech kann nëmme soen, mir als ADR, an ech sinn och iwwerzeegt, den Här Henckes an den Här Colombero gesinn dat och nach esou, mir wäer frou, wann déi géifen an d'aussepolitisch Kommissioun kommen, dass mer dann emol kënnen diskutéieren mat deene Leit, well wat dach net geet ass, dass do Kommentaren iwwer Lëtzebuerg oder Deeler vun der Lëtzebuenger Gesellschaft gemaach ginn, an dann ass een net do, wann et drëm geet, fir dat ze diskutéieren. Dat ass inakzeptabel an et ass kee Beispill fir politeschen Anstand, wat d'ECRI hei liwwert!

A mir waarden a mir erhoffen eis eng Ënnerstëtzung vun der Säit vun der Lëtzebuenger Regierung, genee an déi do Richtung, dass mer net nëmme eng Lëscht vu Virschreften oder Recommendationen hei gemaach kréien, mä dass dat an enger anstänneger Form ënner ziviliséierte Leit och muss kënnen diskutéiert ginn. Dat wor bis elo net de Fall. An déi Lacune, déi muss combléiert ginn.

Ech soen lech Merci.

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Merci dem Här Kartheiser. Als leschte Riedner ass den Här Colombero agedroen. Här Colombero, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Jean Colombero (Onofhängeg).**- Merci, Här President. Ech wollt nach dem Här Braz Merci soe fir seng Intervention. Ech wëll och gäre méi op d'Problematik vun de Roma agoen. Ech mengen, déi ass ganz schlecht verstanen. D'Europäesch Kommissioun géint Rassismus an Intoleranz huet bei de Roma ganz schro Zoustänn festgestallt.

Den Zougang zum Aarbechtsmaart ass praktesch inexistent. A wa si eng Aarbecht hunn, da gi se schlecht bezuelt.

Den Zougang zur Bildung ass prekär. D'Kanner gi vum Schoulpersonal diskriminéiert.

Den Zougang zu medezinesche Leeschtungen, haaptsächlech bei Kanner, Fraen an eelere Persounen, ass besuergnesserregend opgrond vu feelende Pabeieren.

Den Zougang zu Sozialleeschtungen hänkt vum Besëtz vu Personaldokumenter of. De facto si Persounen, déi rechtlich onsiichtbar sinn, vun de Leeschtungen ausgeschloss. Doderch riskéieren déi meescht wéi statenlos ze ginn.

Den Zougang zu dem öffentleche Raum wéi Caféeen, Piscinen, Diskothéiken a grouss Surfaces, gëtt hinne verwiert.

D'Wunnbedéngunge sinn äusserst schlecht. Si hu keng Chance op Sozialwunnengen. D'Räumunge vu Roma-Siedlung sinn um Ordre du jour. Dobäi gëtt versicht, déi Länner Serbien a Mazedonien als sécher Länner anzestufen, soudass d'Asyl-Demande verworf ginn.

D'EU considéiert d'Roma als eng staark, wann net déi stärkst marginaliséiert Minderheet. An duerfir solle finanziell Mëtelen zur Verfügung gestallt ginn. An hei ass dee ganz grouse Problem, dee geschaf gëtt. Nämlech anstatt d'Aarmut ze bekämpfen, bedriewen d'EU an déi europäesch Staten eng Minderheetspolitik fir d'Roma.

Wat ee wësse muss, ass, dass d'Roma näischt hunn, wat si autonom ënner sech verdeele kënnen. Et gëtt vill familiär an örtlech Gemeinschaften, an och ee gewësset Gemeinschaften, déi iwwert d'Grenzen eraus, mä et gëtt keng organiséiert Roma-Gesellschaft, an och kee Grond, fir esou eng ze entwëckelen.

Trotzdem gëtt bewosst oder onbewosst dru gebastelt, fir eng Roma-Gesellschaft ze schafen, mat enger ganzer Rei vu Projeten. Projeten, déi vu Fondatiounen oder Organisatiounen gefördert ginn. An dobäi ass net vill erauskomm ausser punktuell Verbesserungen. D'Situatioun ass souger méi schlecht ginn. Dernieft, wann d'Fongé fir d'Roma zur Verfügung gestallt ginn, da ginn déi aner Regiounen um Balkan neidesch, well do Aarmut herrscht an aner Völkergruppen och beträff sinn.

An der Zäit, wou den Ceaușescu nach un der Spëtzt vu Rumänien wor, an der Zäit, wou Jugoslawien nach als Eenheet existéiert huet, do haten d'Roma besser Méiglechkeete wéi haut. Wa mir eppes verbessere wëllen, da mussen déi eigentlech Problemer geléist ginn. An déi heeschen: Aarmut, Aarbechtslosegkeet, Bildungsmisär an ënnerfinanziert Gesondheitswiesen.

Osteuropa brauch een Infrastruktur-Programm, net nëmme eleng wéinst de Roma. Wa mir déi Reformen net fäerdegréieren, dann ass all europäesch Strategie zur Emanzipatioun vun dëser Regioun ëmsoss. An ech wëll grad drun erënnern, wéi de Loun, de Stonneloun ass. A Rumänien verdéngt een an der Moyenne 1,76 Euro, a Bulgarien 1,11 Euro pro Stonn. An déi Leit, déi hei biedelen, déi verdéngen ongeféier fir zwielef Stonnen 30 Euro, dat heescht 2,5 Euro pro Stonn.

Wat gi se of? Dat weess ech net. Mä et däréi eng net ëmmer un d'Schlepperbanden denken. Dat kann eng Ursach sinn, muss awer net. Well, wéi gesot, déi ticke ganz anescht. A wat richteg ass, si gi vu Schlepperbande mat erabruucht. Si kréien zwar z'essen an ze drénken, dat däréi een net vergiessen.

► **Une voix.**- A Streech.

► **M. Jean Colombero (Onofhängeg).**- Net onbedéngt. Net onbedéngt. Mä et muss een, wéi gesot, mat engem anere Bléck op déi Leit kucken. An ech mengen, eng Mënscherechtsverletzung geet am Kapp un. Wa mir op der Strooss do ginn a mir gesinn déi Leit, déi do biedelen, mir soen: „Wat maachen déi hei? Sinn déi erëm do! Ass et net besser, wann d'Polizei kéint an déi eraushët?" ech mengen, do geet schonn d'Mënscherechtsverletzung un. An ech mengen, dat muss mer verhënnern.

Merci.

► **M. le Président.**- Merci dem Här Colombero.





Domadder wäre mer um Enn vun der Diskussioun. D'Wuert kritt elo den Aarbechts- an Immigrationminister Nicolas Schmit.

► **M. Nicolas Schmit**, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration*. - Här President, wéi all esou internationale Rapport ass och den ECRI net e perfekt Dokument. Ech mengen, dat ass e Rapport, dee spigelt eng Rei wichteg Elementer zréck, déi natierlech och gekuckt ginn aus der Perspektiv vun internationalen Experten. An et ass scho richtig: Wann do gewësse Saache vläicht e bësse biaiséiert duergestallt ginn, da muss een dat och kënne rectificéieren.

Ech soen och Merci, fir datt mer déi Geleeënheet hunn, iwwert dee Rapport ze diskutéieren, well u sech ass et eng gutt Geleeënheet, fir iwwer en essenziell Thema, dat vun Toleranz, vun Netdiskriminierung, ze diskutéieren. Elementer, déi fir eng Gesellschaft wéi déi Lëtzebuerger Gesellschaft absolut fundamental sinn. Mir sinn eng Gesellschaft, déi sech u sech Rassismus, Diskriminierung, Intoleranz, Ausgrenzung net kann erlaben, well esou Phenomeener géife ganz schnell d'Kohäsion vun eisem Land, d'Kohäsion vun eiser Gesellschaft, d'Zesummeliewe vun eis alleguete schwéier belaauchte voire a Fro stellen.

Duerfir ass, mengen ech, déi Geleeënheet, fir doriwier ze schwätzen, oppen ze schwätzen, och Kritiken ze akzeptéieren an ze kucken, wéi mer a gewëssenen Domänen do kënne Verbesserung maachen, scho wichteg. An ech soen natierlech och dem Här Braz Merci, fir déi Diskussioun do mat ugestouss ze hunn.

Nun ass et natierlech wichteg, datt een net nëmmen einfach iwwert déi verschidde Punkten a Recommandatiounen generell diskutéiert a geet. Et muss een also e bësse méi an de Fong goen. An ech mengen, et ass net hei, wou dat méiglech ass.

Duerfir wier et scho gutt, wann ee géif déi verschidde Recommandatiounen och an deene Kommissiounen traitéieren, sief dat, wat Réfugiés, Asyl ubelaangt, an där Kommissioun, sief et déi Problemer, déi ugeschnidde ginn iwwert d'Schoul, déi natierlech essenziell sinn a wou mer jo wëssen, datt mer do en net einfache Stand hunn.

Och wa mer all Efforte maachen, fir d'Integratioun besonnesch vun den Nouveaux arrivants esou gutt an effikass ze gestalten wéi méiglech, da si mer eis natierlech bewusst, besonnesch an deene leschten zwee, dräi Joer, wou déi Zuel ganz staark eropgaangen ass, datt dat net einfach ass, fir déi Kanner ëmmer optimal an onsem Schoulsystem ze integréieren, wann ee weess, datt déi Kanner jo aus Schoulsystemer kommen, och sproochlech gesinn, déi extrem verschidde sinn.

Duerfir schéngt et mer wichteg ze sinn, datt een e gewëssene Suivi gétt deene Recommandatiounen. Wou d'ailleurs der net nëmme sechs beäntwert gi sinn, och déi aner sinn zu engem groussen Deel beäntwert ginn, oralement zu Stroossbuerg, oder och per écrit. Mä dat ass eigentlech net esou essenziell. Mir sinn hei gefuerdert, ons mat deene Problemer ausernee-zesetzen. A wa Saache vläicht e bësse falsch verstane gi si vun deenen Experten, da muss mer dat och kënne natierlech soen.

Kuerz e puer Problemer, déi ech wëll eraushiewen, well déi vu verschidde Orateure méi spezifesch traitéiert goufen, wéi de Problem vun de Roms. Ech sinn absolut d'accord mat lech, Här Colombera, datt d'Situatioun vun de Roms an Europa eng kritesch, eng schwierig ass, net eréischt säit dem Fall vun Här Ceaușescu. Vlächicht waren dat Regimer, déi iwwert déi autoritär Manéier, wéi se mat alle Saachen ëmgaange sinn, déi Problemer e bësse verdeckt hunn.

Mä ech mengen, d'Diskriminierung, besonnesch an Zentral- an Osteuropa, vun de Romen ass e jorhonnertelaange Phenomeen. An dat ass e Problem, deen ons net kann einfach esou kolloosen, well mir wëssen alleguerten, a mir hunn dat jo och an deene leschten zwee Joer erlieft: Wann do een Deel vun der Populatioun, ee Grupp vun der Populatioun, wéi d'Romen, sief dat a Serbien, sief dat a Mazedonien, sief dat a Rumänien, wou mer manner affektiert waren, mä aner Länner, Nopeschlänner vill méi esou Problemer hu vun Aarmut, vun Ausgrenzung, vu Chômage, vun Netaccès u Service-

publicen, bon, dann ass ganz séier natierlech d'Reaktioun vun deene Leit, wa se déi Geleeënheet kënne kréien, mat hire Been ze stëmmen an eigentlech de Wee ze huelen, fir emol eng Zäitchen erauszugeen.

Dat ass awer net d'Lösung zum Problem Roms an Europa. D'Lösung zum Problem Roms an Europa ass schonn eng ekonomesch, eng sozial, mä natierlech och eng Manéier, wéi Gesellschaften mat der Diversitéit ëmginn. A mir wëssen alleguerten, datt besonnesch an deene Gesellschaften, aus der Geschicht eraus, där kuerzfristeger Geschicht, elo Kommunismus, mä awer och virdrun, wou wéineg demokratesch Traditiounen waren, a ville vun deene Länner, déi sech och nach haut ganz schwéierdinn, mat der Diversitéit, déi dann och d'Romen duerstellen, ëmzuegoen, oppen ëmzuegoen, op déi Problemer anzegoen.

Zum Beispill e Land wéi Ungarn ass manifestement eng dramatesch Situatioun, wéi a kuerzer Zäit Rassismus, Intoleranz an esou weider erëm opkomm sinn an eigentlech un de Fundamente, déi jo awer essenziell si fir e Land, wat der Europäescher Unioun zougehéiert, un de Fundamente vun der Demokratie ugefaange gétt ze rüttelen. An duerfir, natierlech muss mer och an der Europäescher Unioun, am Conseil de l'Europe, Madame Brasseur, déi Stëmm an deen Engagement fir d'Romen do féieren.

Hei zu Lëtzebuerg, géif ech soen, hu mer net e fundamentale Rom-Problem. Mir hunn natierlech... Et weess keen eigentlech, wie Rom ass a wien net Rom ass. Wann net ee seet: „Ech sinn d'origine Rom“, da kritt kee gesot: „Ma du bass e Rom an du gëss elo hei emol op d'Säit gesat.“ Natierlech gétt et Leit, déi d'origine Rom sinn. An déi sinn entweder Lëtzebuerger oder si hunn eng aner Nationalitéit a ginn och net aus hirer Origine oder wéinst hirer Origine iergendwéi diskriminéiert. Dat, mengen ech, ass de Prinzip.

Wann et aner Fäll sollte ginn, da mussen déi gekläert ginn an da mussen déi Institutiounen, déi mer hunn, sech mat esou Fäll absolut ausernee-zesetzen. Well all Form vun Diskriminatioun ass inakzeptabel.

Sécher hu mer e Problem vu Leit, déi gewéinlech net hei wunnen, déi an engem Nopeschland wunnen - vlächicht och elo net méi an engem Nopeschland, well ech hu mer soe gelooss, datt et do Échanges de territoires gi sinn, wou elo en Deel do zu Lëtzebuerg géif gehéieren, wou esou Leit géifen drop wunnen; dat ass ze klären -, déi effektiv eng Aktivitéit hunn, wéi ee seet, vu Mendicitéit. Bon, mir hunn, well ech dat an anere Kontexter héieren hunn, aus dem Immigrationgesetz d'Fro vun der Mendicitéit erausgeholl. Well ech mengen, d'Mendicitéit huet eigentlech näischt mat der Immigratioun ze dinn.

Et gétt Leit, déi déi Aktivitéit maachen, déi effektiv Immigréé sinn. Et gétt awer och Leit, déi Lëtzebuerger sinn oder aner Ressortissanten. Duerfir, mengen ech, huet de Problem, déi Fro vun der Mendicitéit net hir Plaz an engem Immigrationgesetz. Mä - mä! - mir mussen awer och dee Problem vun der Mendicitéit, besonnesch wann e sech organiséiert, wann en en groupe ass, muss mer kucken, wéi mer deen uginn op eng korrekt Aart a Weis. Ech mengen, vlächicht net ëmmer deen ze penaliséieren, dee grad do sëtzt, mä kucken: Wéi ass dee Réseau do organiséiert? A wéi ginn, besonnesch wann et sech ëm Mineuren handelt, a ganz oft sinn et Mineuren, wéi ginn déi exploitéiert, fir esou Aktivitéiten ze maachen?

Duerfir sinn ech der Meenung, datt et um Justizminister ass, deen Artikel 342 ze kucken, ob deen nach d'actualité ass, ob deen operationell ass, ob deen deene Formen, mat deene mer haut konfrontéiert si vun där Mendicitéit organiséiert, nach entsprécht an eventuell deen dann och an deem Sënn ze änneren.

En anere Punkt ass gesot ginn: D'Lieue fir Romen, wou se sech eventuell kéinten installéieren. Mir hu keng Lëtzebuerger Minorité Rom, déi duerch Lëtzebuerg mat hire Caravanéiert. Ech mengen net, datt mer esou eng hunn. Mir hu vlächicht Leit, déi och duerch Lëtzebuerg fueren an eventuell och gären e bëssen zu Lëtzebuerg mat hirer Caravane bleiwen, déi dann och zoufälleg Rome sinn. Dat ass eng aner Situatioun.

D'Fransousen hunn eng Minorité française vu franséische Statsbierger - ech huelen elo d'Fransousen, ech kéint anerer huelen -, déi effektiv Gens du voyage sinn. Mat deene muss een natierlech déi Problemer léisen, déi Besoine léisen, déi déi brauchen, à la fois wat d'Terrainen ubelaangt, wat den Encadrement ubelaangt, wat Sanitärariichtungen ubelaangt, wat d'Schoulen ubelaangt, d'Scolarisation vun de Kanner, ganz wichteg, an esou weider. Wou mer wëssen, datt eben d'Romen déi Traditioun, déi se hunn, net einfach opginn, a vlächicht och recht hunn, se net opzeginn, wann dat hire Wonsch ass.

Duerfir elo ze soen, mir mussen elo e Problem léisen, dee mer eigentlech an där do Form net hunn, wou ech mengen, mir hätten en net, ausser et beweist ee mir, datt mer en hunn, ass also net richtig. Sécher huet d'Europäesch Unioun gefrot, fir esou ee Plan d'action d'intégration vun de Romen ze maachen. Okay, fir déi Länner, déi mat esou Froen direkt konfrontéiert sinn. Mir hunn awer net an där Form déi Problemer. Dat wëllt net heeschen, datt mer déi Saachen ignoréieren, mä mir kënne kee Plang maache fir eppes, wat mer eigentlech net ze gëieren hunn, well mer net direkt esou, an deem Mooss op jidde Fall, mat deene Froen do konfrontéiert sinn.

Da wollt ech e Wuert soen iwwert d'Charte sociale. Dat ass e Protokoll vun der Charte sociale. Sécher, do gétt et eng Rei vu Froen, déi an ons Sécurité sociale eragi respektiv an RMG an esou Saachen, den Accès: Wien huet Accès? Wien huet d'Recht op RMG? Sinn dat och déi Leit, déi net Ressortissants communautaires sinn? No wat fir enger Durée de résidence an esou weider? Déi Froen, déi stelle sech.

Ech mengen, dat wier gutt, mam Här Spautz, well hie jo ganz aktiv war, also de Minister, dee fir dee Secteur do responsabel ass, déi Froen nach eemol ze kucken, awéiwäit datt effektiv esou eng Ratifikatioun méiglech ass, ouni datt mer domat awer gewësse Gesetzgebungen absolut op d'Kopp geheien. Ech mengen och net, datt dat elo esou eng Pressioun géif duerstellen, mä ech mengen, dat muss einfach studéiert ginn, wat d'Konsequenze fir gewësse Mesure-sociales hei zu Lëtzebuerg sinn, wa mer dat géife ratifizéieren.

Iwwer eng Rationaliséierung vun deenen Instanzen, déi sech eigentlech mat der Thematik Netdiskriminierung, Integratioun an esou weider beschäftegen. Ech mengen, dat ass e gudde Usaz. Dee soll ee féieren. De CET, Commission des droits de l'Homme an esou weider, wat sinn do déi Intersectionen, déi do bestinn? Awéiwäit kann een do vlächicht Saachen zesummeleeën? Mir hunn e Médiateur fir d'Kanner, mir hunn e Médiateur fir all aner Situatiounen. Et kann ee sech virstellen, datt mer och do Saache kéinten zesummeleeën.

Ech mengen, dat si Froen, wou ee sech effektiv soll dermat beschäftegen, wann ee mengt, datt dat dee richtige Wee ass, fir eigentlech um Terrain konkret besser kënne ze agéieren a besser kënne déi Phenomeener do ze bekämpfen. Ech mengen, dat wier interessant emol vlächicht vun der Chamber aus esou e Bericht ze maachen, eng Analys ze maachen, wat déi verschidde Instanzen ubelaangt, awéiwäit do kéinte Regruppement oder méi Kooperatiounen zwëschen deene verschidde Instanzen do realiséiert ginn.

Iwwert d'Campagnen. Jo, natierlech kann ee sech ëmmer froen, ob eng Campagne gutt ass, schlecht ass, ob se ze deier ass, ob déi Sue gutt investéiert sinn. Ech hunn notamment Campagnen, déi elo viru Kuerzem vun enger ONG organiséiert gi sinn, fir ebe grad d'Diversitéit vu Lëtzebuerg duerstellen an awer och ons Kohäsion ze illustréieren, gutt fonnt. Ech mengen, et ass ëmmer erëm wichteg, op déi Thematik anzegoen an déi och fir besonnesch déi jonk Leit bildlech duerstellen.

Bon, ech war gëschter zu Genève bei der OIM, wou eng Ministesch aus dem Cap-Vert bei mech komm ass. Mir hunn iwwer ons Conci-toyens aus dem Cap-Vert geschwat. Bon, déi war ganz markéiert vun deem Evenement zu Esch, wou dee Jonken do poignardiéiert ginn ass. Ech mengen, datt sinn och Situatiounen, wou awer eng positiv Reaktioun duerno komm ass, besonnesch aus der Société civile, wou eng Associatioun gegrënnt ginn ass, fir den Dialog

zwësche jonke Leit ze förderen aus deene verschidde Composanté vun eiser Populatioun.

Ech sinn och e bësse verwonnert: De Conseil de l'Europe kennt ëmmer mat deem Thema vun de Minorités nationales. Bon, mir sinn net e Land, wou et eng Minorité nationale au sens propre gétt. Mir si keen esou e Land. Mir hu vlächicht vill Communautéiten, mä mir si kee Land, wou et eng Minorité nationale gétt. Bon, mir sollen ons bekëmmere iwwer all Communautéit. A mir sinn effektiv eng Gesellschaft, déi multikulturell ass, mä wou awer och et wichteg ass, d'Saachen zesammenzehalen, zesammenzebréngen. Mä mir sinn net eng Gesellschaft, wou et Leit gétt, déi enger Minorité nationale ugehéiere mat spezifische Rechter, déi déi musse préservéiert kréien.

Ech mengen, do gétt ganz oft vun anere Situatiounen... Ech mengen, Finland ass e Land mat enger Minorité nationale, an zwar Schweden. Mat Rechter, mat Rechter vun der... wou ee muss aus där Minoritéit an der Regierung... Mir sinn net an där Situatioun. Duerfir gesinn ech och net an, datt mer déi Konventioun onbedéngt missten ënnerzeechnen.

Dann ee Wuert iwwert d'Réfugiéen. Ech hu ganz apprécieert, wat Der gesot hutt iwwer muer, iwwert den Dag vun de Réfugiéen. Effektiv ass dat e wichteg Thema, ass dat en Thema, mat deem mer ons ëmmer erëm mussen ausernee-zesetzen. An ouni Zweifel si ganz vill Réfugiéen déi, déi Diskriminatioun emol fir d'Éischt bei sech selwer erfueren an och d'Gewalt bei sech selwer. Dir hutt vu Syrien elo geschwat, vun de Réfugiéen aus Syrien, wou déi Leit dann oft a Länner ginn, wou et och schwierig ass. Dat ass wichteg.

Ech soen, mir hunn den Accès op den Aarbechtsmaart, deen ass bei ons néng Méint. Mir sinn elo fäerdig mat enger Direktiv an Europa, déi setzt d'Zäit op néng Méint. Dat heescht, mir sinn eigentlech en avance gewiescht vun deem, wat elo europäesch Recht gétt. Mä ech sinn awer op, fir ze diskutéieren, och mat der Chamber, ob mer kënne vun néng Méint op manner wéi néng Méint goen, ob mer op sechs Méint solle goen. Dat ass dann eng Diskussioun, wa mer déi Direktiv dann eemol ëmsetzen, ob mer do eng Ännerung an onser Legislatioun sollte maachen.

E lescht Wuert...

► **M. le Président**. - Här Minister, Dir misst lues awer sécher zum Schluss kommen.

► **M. Nicolas Schmit**, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration*. - Jo.

Ee lescht Wuert ass dat iwwert d'Réfugiéen. Ech mengen, keen ass begehert vun der Réfugiéen, soen ech ganz kloer. D'Réfugiéen ass ëmmer pis-aller. An et muss een och kucken, d'Réfugiéen esou kleng an esou kuerz a fir e Minimum vu Leit ze halen. Wichteg ass d'Formatioun. Mä ech mengen, de Bilan, wann ech dat esou dierf soen, vun deenen zwee Joer, wou dee Centre do besteet, ass net esou, datt een elo misst eigentlech sech absolut derfir schummen.

An déi Leit maachen eng schwierig Aarbecht. Si maachen déi consciencieusement. Si maache se an engem schwierige Kontext, an engem schwierige Kader. Mä ech hunn net méi spéit wéi viru 14 Deeg mat der Madame... et seet ee jo Médiatrice - loosse mer emol esou soen - geschwat, déi de Centre de rétention besicht huet an déi mer gesot huet, si wier ganz positiv - a mir kenne jo hiert Engagement och en matière vu Réfugiéen -, si wier do ganz positiv iwwerrascht gewiescht a si géif fannen, datt dat, wat do gemaach géif ginn, korrekt wier an och de Mänscherechter géif absolut entsprechen.

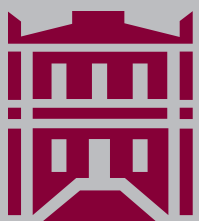
Merci.

► **M. le Président**. - Merci dem Här Minister.

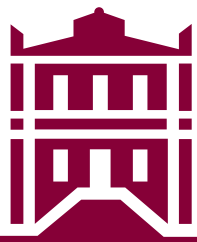
Domadder wär dese Punkt ofgeschloss a mir si gläichzäiteg um Enn vun eiser Sitzung ukomm. D'Chamber kennt muer de Mëtten um zwou Auer nees zesummen.

D'Sitzung ass opgehewen.

**(Fin de la séance publique à 16.14 heures)**







## Sommaire

- 6489 - Projet de loi portant approbation de la Convention de sécurité sociale entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République Fédérative du Brésil, signée à Luxembourg, le 22 juin 2012
  - Rapport de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale: Mme Claudia Dall'Agnol
  - Discussion générale: M. Fernand Kartheiser
  - M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Sécurité sociale
  - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
- 6520 - Projet de loi portant approbation de la Convention de sécurité sociale entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République Orientale de l'Uruguay, signée à Luxembourg, le 24 septembre 2012
  - Rapport de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale: Mme Claudia Dall'Agnol
  - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
- 6473 - Projet de loi modifiant la loi du 15 décembre 2010 relative à la sécurité des jouets
  - Rapport de la Commission de l'Économie, du Commerce extérieur et de l'Économie solidaire: M. Claude Haagen
  - Discussion générale: Mme Diane Adehm, M. Henri Kox, M. Fernand Kartheiser, M. Jean Colombero
  - M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé, Ministre de la Sécurité sociale
  - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
- Dépôt d'une motion par M. Félix Braz
  - M. Félix Braz
- 6489 - Projet de loi portant approbation de la Convention de sécurité sociale entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République Fédérative du Brésil, signée à Luxembourg, le 22 juin 2012 (suite)
  - M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé, Ministre de la Sécurité sociale
- Interpellation de M. André Bauler au sujet de l'évolution du secteur touristique au Luxembourg
  - Exposé: M. André Bauler
  - Débat: M. Lucien Clement, M. Ben Scheuer, M. Henri Kox, M. Fernand Kartheiser, M. Jean Colombero (Mme Françoise Hetto-Gaasch intervient)
  - Mme Françoise Hetto-Gaasch, Ministre des Classes moyennes et du Tourisme (M. Jean Colombero intervient)
- Motion de M. Félix Braz relative à l'invitation du Gouvernement à signifier au gouvernement turc l'attachement du Luxembourg au respect des droits de l'Homme et des libertés, de demander la libération de tous les manifestants pacifiques incarcérés et de s'engager sur la voie de la désescalade, du dialogue et de la réconciliation avec les manifestants
  - Discussion générale: M. Jean Colombero, M. Fernand Kartheiser, M. Serge Urbany
  - Vote sur la motion (adoptée)

Au banc du Gouvernement se trouvent: Mme Françoise Hetto-Gaasch et M. Mars Di Bartolomeo, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.01 heures)

► **M. le Président.**- Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen? Dat ass schwéier méiglech.

(Hilarité)

Den éischte Punkt vun eisem Ordre du jour vun haut de Mëtteg ass de Projet de loi 6489, en Ofkommen mat Brasilien iwwert d'Sécurité sociale. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. Et huet kee Riedner sech bis elo ageschriwwen.

D'Wuert huet elo d'Rapportrice vum Projet de loi, d'Madame Claudia Dall'Agnol. Madame Dall'Agnol, Dir hutt d'Wuert.

### 1. 6489 - Projet de loi portant approbation de la Convention de sécurité sociale entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République Fédérative du Brésil, signée à Luxembourg, le 22 juin 2012

Rapport de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale

► **Mme Claudia Dall'Agnol (LSAP), rapportrice.**- Merci fir d'Wuert, Här President. Ech gesinn, d'Regierung huet vollst Vertrauen an d'Chamber an an d'Rapportrice vum deemem Projet. A well dat de Fall ass, kéim ech dann och direkt zu deemem Projet de convention, dee mer an der Matière vun der Sécurité sociale

mat der Republik Brasilien, wéi de President scho richteg ugekënnegt huet, elo um Ordre du jour hunn.

Dëse Projet de loi gouf vun eisem Ausseminister, dem Jean Asselborn, de 17. Oktober 2012 déposéiert an an der Réunioun vum 28. Februar dëst Joer huet d'Gesondheits- a Sozialkommission mech als Rapportrice fir dëse Projet de loi bestëmmt. Dem Statsrot säin Avis, dee kour den 21. Dezember 2012, a mir hunn dunn den Avis vum Conseil d'État och an eiser Réunioun vum 28. Februar gekuckt. Nun, an eiser Réunioun vum 13. Juni dëst Joer ass och mäi schréffleche Rapport unanime ugeholl ginn.

Wat ass awer elo den Objet vun deemem Projet de loi, deen, wéi gesot, eben eng Konventioun an der Matière vun der Sécurité sociale ass, déi Lëtzebuerg mat der Republik Brasilien ofschléisst? Ma des Konventioun garantéiert all d'Rechter am Beräich vun der sozialer Sécherheet fir all Persounen, déi souwuel successiv wéi alternativ engem oder deem anere Regime vun deenen zwee Staten ennerleien.

Si suivéiert dann am Generellen och déi Konventiounen, déi mer ëmmer maachen, bilateral Konventiounen, déi ofgeschloss ginn tëschent Lëtzebuerg an deenen eenzelne Staten also. D'Applikatioun dovun geet op déi eenzel Beräicher vun der Sécurité sociale an, an dat sinn des Kéier dann d'Pension de vieillesse, d'invalidité et de survie, déi ebe vun deemem Projet de loi betraff sinn.

Déi aner Branchéi vun der Sécurité sociale, déi sinn nëmme concernéiert mam But, ze determinéieren, wat fir eng Legislatioun applicabel ass. A ganz ausgeschloss sinn d'Assistance sociale an d'Prestatiounen un d'Krichsaffer. An dëser Konventioun sinn iwwregens all d'Leit mat kenger Distinction vun hirer Nationalitéit betraff.

Eng weider Info ass, datt d'Salariéi vum enger Transportgesellschaft där Legislatioun ennerleien, wou d'Firma hire Sëtz huet. An dat selwecht géllt dann och fir d'Séleit an och d'Fonctionnaires, déi en extrae Regime hunn. Wat den Detachement ubelaangt, esou gesäit d'Konventioun vir, datt während zwee Joer den Travaillleur kann detachéiert ginn a weider där Legislatioun ennerläit, wou en normalerweis géif schaffen an och drënner falen. An des Period kann da maximal ëm ee Joer verlängert ginn, awer och nëmme dann, wa speziell Gegebenheeten dat géife verlaangen.

Fir eng kleng Info ze ginn: Dëst ass déi zweet Konventioun schonn, déi mer mat deemem Land, also mat Brasilien, ofschléissen. Déi éischt datéiert scho vun 1965. Dir kënnt lech virstellen: An där Zäit ass vill Waasser den Amazonas erofgelaf an dofir musse mer elo e puer Updaté maachen. An déi Updaten, déi stinn dann och an deemem Projet de loi dran.

Nach vläicht e puer Infoen zum Land, mat deem mer des Konventioun ofschléissen an dat jo e gudder Krack méi grouss ass wéi eist. An zwar huet Brasilien ronn 197 Millioune Awunner; dat muss ee sech eng Kéier op der Zong zergoe loossen. Et ass flächen- a bevölkerungsméisseg ëmmerhin dee fënneftgréisste Stat vun der Welt an d'Fläch vum Land hëlt och 47% vum südamerikanesche Kontinent an.

Brasilien huet dann awer och eng grouss Diaspora hei zu Lëtzebuerg, well net manner wéi 1.500 Leit si vun dëser Konventioun betraff.

Ech kommen dann direkt zrëck zum eigentlechen Objet vum Projet de loi...

► **M. le Président.**- Ech géif lech bieden, der Madame Rapportrice e bësse méi opmierksam nozelauschteren. Merci.

► **Mme Claudia Dall'Agnol (LSAP), rapportrice.**- Merci, Här President. Well ech ginn hei ganz informativ Infoe weider. Dofir wier ech frou, wann Der géift opmierksam nolauschteren.

(Hilarité)

An ech kommen dann och direkt erëm zrëck zum eigentlechen Objet vum Projet de loi an natierlech och zum Statsrot sengem Avis, deen en dozou ginn huet. En huet als eenzeg Remarque just dat gesot, wat en och schonn zum Projet de loi 6422 gesot hat, enger Konventioun, déi mer mat Frankräich am Januar dëst Joer gestëmmt hunn a wou ech och d'Chance hat, lech de Rapport dovun ze maachen.

De Statsrot ass averstanen, datt d'Ausféierungsbestëmmunge vun der Konventioun kënnen iwwer administrativ Arrangementer geregelt ginn, soulaang déi dann och am Mémorial publizéiert ginn. D'Kommission huet dann och, wéi ech schonn am Ufank sot, den Avis vum Statsrot gekuckt, huet dunn och mäi schréffleche Rapport diskutéiert an deen och unanime akzeptéiert. An ech géif dann och elo d'Plénière bieden, dëse Projet de loi och unanime ze stëmmen.

Fir d'LSAP ginn ech op alle Fall d'Zoustëmmung zu deemem Projet de loi. An ech soen lech, léif Kolleginnen a Kollegen, an och dem Minister villmools Merci fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Den Här Kartheiser freet nach kuerz d'Wuert zu deemem Projet. Här Kartheiser.

Discussion générale

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- Merci, Här President, an och Merci der Madame Dall'Agnol fir hire gudder Rapport. Ech wollt just vun dëser Geleeënheet profitéieren, fir den Här Minister ze froen, wou mer dru si mat de Konventiounen ähnlecher Natur mat den Nofolgestate vun der fréierer Sowjetunioun. Do gëtt et jo och eng ganz Rei Problemer a grouss Communautéiten, an ech wollt den Här Minister froen, eis do vläicht och driwwer ze informéieren.

Merci.

► **M. le Président.**- Merci dem Här Kartheiser. An d'Wuert kritt dann direkt den zoustännege Minister.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Sécurité sociale.**- Merci, Här President. Ech soen der Chamber Merci fir hir schnell a gutt Aarbecht. An den Här Kartheiser wäert ech perséinlech doriwver informéieren, wou déi eenzel Négociatiounen dru sinn.

Merci.

► **M. le Président.**- Merci. Domadder wäere mer um Enn vun der Diskussioun. A mir kéimen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6489 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss an de Projet de loi 6489 ass ugeholl mat 59 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner (par Mme Nancy Arendt), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank (par M. Lucien Clement), MM. Léon Gloden, Norbert Hauptert, Ali Kaes, Marc Lies, Pierre Mellina, Mme Martine Mergen (par M. Félix Eischen), MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessa Scholtes, MM. Robert Weber, Lucien Weiler (par M. Jean-Paul Schaaf), Raymond Weydert, Serge Wilmes et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Fernand Diederich, Georges Engel, Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Roland Schreiner;

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel (par M. Carlo Wagner), Mme Anne Basseur, MM. Fernand Etgen, Alexandre Krieps, Claude Meisch (par M. Fernand Etgen), Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler) et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché et Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen et Fernand Kartheiser;

M. Jean Colombero;

M. Serge Urbany.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

Da komme mer elo zum Projet de loi 6520, engem Ofkommen mat Uruguay och nach eng Kéier iwwert d'Sécurité sociale. Och hei ass d'Riedezäit nom Basismodell festgeluecht an et huet sech kee weidere Riedner ageschriwwen.

Dofir kritt d'Wuert elo d'Rapportrice vum Projet de loi, d'Madame Claudia Dall'Agnol. Madame Dall'Agnol, Dir hutt d'Wuert.

### 2. 6520 - Projet de loi portant approbation de la Convention de sécurité sociale entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République Orientale de l'Uruguay, signée à Luxembourg, le 24 septembre 2012

Rapport de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale

► **Mme Claudia Dall'Agnol (LSAP), rapportrice.**- Merci, Här President. Dir gesitt, Dir gitt mech haut de Mëtteg net esou schnell lass; ech ginn net esou séier op. A mir kéimen dann zum nächste Projet de loi op eisem Ordre du jour, nämlech erëm enger Konventioun an der Matière vun der Sécurité sociale, an zwar des Kéier mat der Republik Uruguay.

De Projet, dee gouf och vun eisem Ausseminister, dem Jean Asselborn, den 3. Januar dëst Joer déposéiert. An an der Réunioun vum 28. Februar dëst Joer huet dann och d'Gesondheits- a Sécurité-sociales-Kommission mech als Rapportrice fir dëse Projet bestëmmt. Dem Statsrot säin Avis dozou koum de 26. Februar a mir hunn dann och gläich dësen Avis an eiser Réunioun vum 28. Februar gekuckt. An der Réunioun vum 13. Juni dëst Joer ass mäi schréffleche Rapport dunn och unanime ugeholl ginn.

Op den Objet vun deemem Projet de loi wëll ech elo net méi weider am Detail agoen. Des Konventioun am Beräich vun der Sécurité sociale tëschent Lëtzebuerg an der Republik Uruguay follegt am grouse Ganzen erëm deem selwechte Schema wéi déi Konventiounen, déi mer schonn ofgeschloss hunn, respektiv wéi déi Konventioun mat Brasilien, déi mer elo grad och gestëmmt hunn. An, wéi gesot, et ass eng Konventioun wéi all déi aner bilateral Konventiounen, déi Lëtzebuerg mat anere Länner ofschléisst.

Vläicht nach e puer Informatiounen erëm zum Land, mat deem mer des Konventioun of-



schléissen. Och d'Republik Uruguay ass ee grouse Krack méi grous wéi eist Land. An zwar huet Uruguay em déi 3,5 Milliounen Awunner. Et ass awer trotzdeem dat klengst spueneschsproocheg Land um südamerikanesche Kontinent. An et ass eng Republik mat Grenzen zum Atlantik, zu Brasilien an natierlech och Argentinien. Vu datt Uruguay fir südamerikanesch Verhältnissen en éischter klengt Land ass, sinn dann och hei - tëschent Gänsefëischer - „nëmmen 22 Leit“ zu Lëtzebuerg vun dëser Konventioun betraff.

Ech kéim dann och direkt zrëck zum eigentlechen Objet vun dem Projet de loi an och zum Statsrot sengem Avis, deen en heizou ofginn huet. En huet virun allem zwou Remarqueën gemaach: Eemol wat den Artikel 10 ugeet, wou virgesinn ass, datt d'Autoritéit vun deenen zwee State weider Ausnahmeregelunge kënnen bestëmmen oder déi ofänneren, déi an der Konventioun drastinn. De Statsrot mengt, datt et do em méi wéi Ëmsetzungsbestëmmunge geet an datt déi deemno musse vun der Chamber gréng Luucht kréien.

D'Situatioun präsentéiert sech dann awer anescht bei hierer zweeter Remarque zum Artikel 21. Well do geet et ebe just em d'Ëmsetzungsbestëmmungen; déi kënnen einfach am Mémorial publizéiert ginn.

D'Kommissioun huet, wéi gesot, dësen Avis um Statsrot gekuckt, huet dunn och iwwer mäi schrëftleche Rapport diskutéiert an huet deen och unanime akzeptéiert. An ech géif dann och d'Plénière hei nach eng Kéier bieden, datselwecht mam Projet de loi ze maachen.

Fir d'Sozialiste ginn ech op alle Fall och den Accord zu dësem Projet de loi. An ech soen lech, léif Kolleeginnen a Kolleegen, an dem Minister natierlech Merci fir d'Nolauschteren.

► **M. le Président.**- An ech soen der Madame Rapportrice Merci. Dat schéngt alles komplett ze sinn, soudatt och den zoustännege Minister net drop hält, nach zousätzlech Erklärungen ze ginn, soudatt mer zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi kënnen kommen.

#### Vote sur l'ensemble du projet de loi 6520 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss. An de Projet de loi 6520 ass ugeholl mat 58 Jo-Stëmmen.

Résultat définitif après redressement: le projet de loi 6520 est adopté par 59 voix.

Ont voté oui: Mmes Diane Aehm, Sylvie Andrigh-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner (par M. Lucien Clement), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Hauptert, Ali Kaes, Marc Lies, Pierre Mellina, Mme Martine Mergen (par M. Félix Eischen), MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessa Scholtes, MM. Robert Weber, Lucien Weiler (par Mme Marie-Josée Frank), Raymond Weydert, Serge Wilmes et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Fernand Diederich, Georges Engel, Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Roland Schreiner;

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Alexandre Krieps, Claude Meisch, Mme Lydie Polfer (par M. Carlo Wagner) et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché et Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen et Fernand Kartheiser;

M. Jean Colombero;

M. Serge Urbany.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

#### (Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

Da komme mer elo zum Projet de loi 6473 iwwert d'Sécherheet vun de Spillsaachen. Hei ass d'Riedezäit nom Basismodell festgeluecht. Et hu sech bis elo ageschriwwen: d'Madame Aehm, den Här Kox an den Här Colombero.

An d'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den Här Claude Haagen. Här Haagen, Dir hutt d'Wuert.

### 3. 6473 - Projet de loi modifiant la loi du 15 décembre 2010 relative à la sécurité des jouets

Rapport de la Commission de l'Économie, du Commerce extérieur et de l'Économie solidaire

► **M. Claude Haagen (LSAP), rapporteur.**- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, de Projet de loi 6473, deen d'Gesetz vum 15. Dezember 2010 iwwert d'Sécherheet vun de Spillsaachen ëmännert, ass den 28. August 2012 hei an der Chamber vum Wirtschaftsminister déposéiert ginn. D'Chambre des Métiers an d'Chambre de Commerce hunn hir Avisen ofginn. An de Statsrot huet säin Avis de 14. Mee vun dësem Joer eraginn.

An der Ekonomieskommissioun ass de Projet de loi, nodeem ech als Rapporteur designéiert gi sinn, den 23. Mee examinéiert ginn. Den 13. Juni ass dëse Rapport dunn an der Wirtschaftskommissioun mat der Abstentiuon vun déi gréng ugeholl ginn.

De Sënn vun dësem Projet de loi ass et, fir d'europäesch Direktiv iwwert d'Sécherheet vun de Spillsaachen an déi national Gesetzgebung ze transposéieren. Dës Direktiv iwwerschaaft eng europäesch Direktiv aus dem Joer 2009, déi mer duerch d'Gesetz vum 15. Dezember 2010 schonn transposéiert haten. Konkret hu mer et an dësem Fall mat der Upassung vun de Grenzwärter vum Kadmium an de Spillsaachen ze dinn.

Här President, an deenen nächste Jore wäerten, bedéngt duerch den technesche Progrès, ëmmer erëm Upassung kommen, dëst um Niveau vun de Grenzwärter vun deene verschiddene chemesche Stoffe, déi an de Spillsaachen dierfen enthalen sinn, an dëst am Sënn vun enger permanenter Verbesserung vum Schutz vun der Gesondheet notament vum de Kanner.

D'Regierung huet gemengt, dës Adaptatioun iwwer eng einfach Publikatioun am Mémorial ze maachen an net duerch ee legislativen oder réglementairen Akt. D'Regierung huet sech och do op bestehend Gesetze beruff, wou op dës Method zrëckgegraff ginn ass. Dat war zum Beispill de Fall beim Gesetz vum 28. Juni 2012 iwwert d'Transfertkonditioun vu Produiten am Secteur vun der Défense an der Europäescher Unioun.

D'Argumentatioun war och, datt d'Ëmsetzung an déi domadder verbonnen Upassung vun den Annexen, wou déi chemesche Stoffe opgezéit an definéiert sinn, iwwer eng legislativ a réglementaire Prozedur vill Zäit géife kaschten.

Fir dëst ze maachen, huet d'Regierung an dësem Projet de loi och nëmmen een Artikel virgesinn, nämlech fir d'Ëmännerung vun den Annexen iwwert de Wee vun enger - an ech hunn et scho gesot - Publikatioun am Mémorial ze maachen. Dëst ass awer op Kritik vun der Chambre de Commerce gestouss, och wa si de Sënn vun der Simplification administrative erkennt.

De Statsrot huet a sengem Avis genau datselwecht mat enger Opposition formelle beleucht, nämlech datt d'Transpositioun an nationaal Recht nëmme mat engem Acte de transposition ka realiséiert ginn an net einfach mat enger Publikatioun am Mémorial, déi dann net konform ass.

De Conseil d'État léisst och d'Argumenter vun der Lourdeur administrative net gellen a plädéiert fir eng Transpositioun iwwer Règlement grand-ducal. Am selwechte Kontext huet dat héicht Haus awer och eng Proposition de texte gemaach, fir eng Procédure de transposition simplifiée ze maachen, andeem mer dat bestehend Gesetz vum 15. Dezember 2010 esou adaptéieren, datt éischters ee Renvoi automatique op d'Annexe vun der europäescher Direktiv gemaach gëtt an zweetens Präzisioone formuléiert ginn, déi d'Entrée en vigueur an d'Publikatioun vun dëse Modifikatiounen betreffen.

Här President, dëst ass eng einfach an optimal Léisung fir d'Upassung vun Normen an europäeschen Annexen un eis Lëtzebuergesche Gesetzgebung. Op dës Aart a Weis ass eis Gesetzgebung an dësem Sënn ëmmer permanent aktuell. D'Ekonomieskommissioun war also och darselwechter Meinung wéi de Statsrot, war mat deem Text och d'accord an huet also d'Proposition vum Statsrot iwwerholl.

Fir dëst Gesetz bedeit et, datt mer een neien Artikel derbäisetzen, deen d'Entrée en vigueur vun den Ëmännerunge vun den Annexen preziséiert, an och, wat d'Ëmännerunge ubelaangt, fir d'Bierger mat engem Avis am Mémorial mat der Referenz op de Journal officiel vun der Europäescher Unioun ze informéieren.

D'Logik vun dëser Transpositioun bedeit dann och, datt mer d'Abrogatioun vun de bestehenden Annexen vum Gesetz vum 15. Dezember 2010 iwwert d'Sécherheet vun de Spillsaachen an engem zweeten Artikel an dësem Projet de loi bäisetzen.

Dat gesot, soen ech lech Merci fir d'Nolauschteren a ginn natierlech och den Accord vun der LSAP-Fraktioun.

► **M. le Président.**- Merci dem Här Rapporteur. Als éischt Riednerin ass d'Madame

Diane Aehm agedroen. Madame Aehm, Dir hutt d'Wuert.

#### Discussion générale

► **Mme Diane Aehm (CSV).**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Gesetz vum 15. Dezember 2010 huet als Zil, d'Sécherheet vun de Spillsaachen ze verbessern. Antëschtent gëtt et nei wëssenschaftlech Daten. De Grenzwäert vum Kadmium, deen an de Spillsaachen dran ass, gëtt erofgesat. Dat ass eng gutt Saach, an als CSV-Fraktioun begrësse mir dëst ausdrécklech.

D'Diskussioun iwwert dëse Gesetzestext huet sech awer virun allem em d'Form gedreit. De Grenzwäert vum Kadmium, dee mer also haut erofsetze sollen, stoung nämlech an enger Annex vum Gesetz vum 15. Dezember 2010. An hei gouf et verschidden Opfaassungen, wéi dës Upassung dann ze geschéien hätt, sief et iwwer e separat Gesetz, wat mir dann och haut maachen, oder iwwer e Règlement grand-ducal.

De Statsrot huet nämlech eng Opposition formelle gemaach bei enger einfacher Veröffentlichung am Mémorial vun den eventuellen Upassungen an den Annexen.

Eng einfach Publikatioun vun engem europäeschen Text kann nämlech keen nationaal Gesetz oder seng Annexen ausser Kraaft setzen. Dofir gëtt elo am Gesetz festgeschriwwen, wéi eng Annexen nëmme kënnen iwwert de Wee vun enger Transpositioun vun enger europäescher Direktiv geännert ginn a wéi eng Annexen direkt mat geännert ginn, wann an der europäescher Direktiv eppes an den Annexen geännert gëtt.

Ofschléissend ginn ech den Accord vun der CSV-Fraktioun a soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Merci der Madame Aehm. Als nächste Riedner ass den Här Kox agedroen. Här Kox, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Henri Kox (déi gréng).**- Merci, Här President. Ech wëll och am Numm vun der grénger Fraktioun d'Zoustëmmung zu dësem Gesetz ginn.

Wat d'Form ubelaangt, ass jo schon erkläert ginn. Mä mir hunn insbesondere éischter en inhaltleche Problem. Sécherlech bréngt dëst Gesetz eng Verbesserung erbäi, e minimale Schrëtt, fir méi propper Spillsaachen ze kréien. Et geet nämlech em d'Veerschäerfung vum Grenzwäert um Schwéiermetall Kadmium.

déi gréng plädéieren um EU-Niveau ganz vehement dergéint (veuillez lire: derfir), dass net nëmmen an de Spillsaache Grenzwärter agefouert sollte ginn, mä generell a Produkter, déi am Zesammenhang insbesondere mat Kanner, mä och mat Erwuessene sinn, dee Grenzwäert soll erofgesat ginn.

Et kann nämlech net sinn, dass Chemikalien respektiv kriibserregend oder fortpflanzungsschiedlech Produkter weiderhi benotzt ginn. Déi hunn definitiv guer näischt an enger Spillsaach ze sichen. An dofir sinn d'Elteren och méi wéi opbruecht, wa se dat op esou Spillsaache liesen.

Leider krut dës Fuerderung vun deene Gréngen am EU-Parlament nach ëmmer net déi néideg Zoustëmmung. Och deels bei de Mitgliedsländer ass déi Majoritéit nach ëmmer net ze gesinn. Dofir eis Fuerderung un déi Lëtzebuergesche Regierung, bei där nächster Verschäerfung ganz vehement derfir ze plädéieren, dass déi Grenzwärter éierlech agehale ginn respektiv esou Substanze guer net méi a Spillsaachen agesat ginn.

Merci.

► **M. le Président.**- Merci dem Här Kox. An als nächste Riedner ass den Här Kartheiser agedroen. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- Jo, Här President, villmools Merci. Vun eiser Säit aus och e Merci un de Rapporteur fir dee ganz komplette Rapport. Mir freeën eis selbstverständlech och, datt d'Spillsaache méi sécher ginn op dës Manéier. Mä dee Kommentar, dee mer just wollte maachen, dat ass, wat d'Transpositioun vun den europäesche Rechtsinstrumenter ugeet.

Et ass wichteg, datt mer eng Prozedur hunn, déi selbstverständlech eis national Souveränitéit respektéiert an och esou wäit wéi méiglech eng parlamentaresche Dimensioun an der Ëmsetzung vun den europäesche Rechtsinstrumenter beinhalt. Dat si wichteg Saachen, fir datt mer ganz kloer markéieren, datt mer zwar eng Vereinfachung vun der Prozedur ustriewen, dat awer weder op Käschte vun der Souveränitéit nach op Käschte vun der parlamentarescher Dimensioun.

Ech soen lech Merci.

► **M. le Président.**- Merci dem Här Kartheiser. De leschten agedroene Riedner ass den Här Colombero.

► **M. Jean Colombero (Onofhängeg).**- Merci, Här President. Fir d'Éischt e Merci un den Här Haagen fir säin ausféierleche Bericht. Hei gëtt gesot, hei ginn d'Grenzwärter vum Kadmium ugepasst no wëssenschaftlechen Daten. An da si mer alleguerte frou, wann dat geschitt. Mä et muss een einfach wëssen, datt e Schwéiermetall e Schwéiermetall ass. Dir hutt net eleng mat Grenzwärter ze dinn. Toxesch ass toxesch.

D'autant plus, dass net eleng de Kadmium zoustänneg ass fir d'Vergëftung vum Kierper, ënner anerem Hoerausfall, Sehstörungen, Kriibs a gentoxesche Problemer, souguer Osteoporos, mä do sinn och aner Schwéiermetaller wéi Arsen, Bläi, Chrom, Kobalt, Koffer, Mangan, Nickel, Quecksëlwer, Thallium, Zénk.

Dat heescht, an anere Wieder: Wa mer bei all Element elo d'Grenzwärter erofdrécken, da muss mer awer och wëssen, dass d'Additioun vun deene verschiddenen Elementer, dass dat eng ganz grous Zomm ausmécht an dass dat eisen Immunsystem awer trotzdeem ofschwächt.

Duerfir ass et fir mech net richtig, wann een einfach déi Saach do no ënne schrauft, mä et misst total verschwannen.

Ech wäert mech da bei deem Gesetz, Här Minister, enthalen.

Merci.

► **M. le Président.**- Merci dem Här Colombero. D'Wuert kritt den zoustännege Gesondheitsminister. Här Minister, wann ech gelift.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé, Ministre de la Sécurité sociale.**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass richtig gesot ginn, dass dat hei e weidere Schrëtt ass a Richtung méi propper Spillsaachen. Ech géif mer, wéi meng Virriedner, wënschen, dass mer wierklech propper Spillsaachen hunn an net nëmme bal propperer. Well déi gëtt et, och wann ee sech d'Méi muss ginn, fir ze sichen.

Ech ënnerstéize selbstverständlech déi Suggestiounen, fir déi niddregst Grenzwärter un europäesche Plang ze encouragéieren. A vu dass ech net selwer de Wirtschaftsminister sinn, nëmmen den ff fir e kuerze Moment, wäert ech dat mengem Kolleg mat op de Wee ginn.

Ganz besonnesch frou sinn ech doriwwer, dass mer et fäerdegbruecht hunn, fir wann et Verbesserung geëtt um europäesche Plang, dass mer déi net laang schleefe loosse, mä dass mer se ganz schnell an onproblematesch an d'Praxis kënnen ëmsetzen.

Dat gesot, géif ech der Chamber Merci soen a bedauern, dass mer eng Abstentiuon bei där gudder Saach hei kritt hunn.

Merci.

► **M. le Président.**- Merci dem zoustännege Minister.

Domadder wär d'Diskussioun ofgeschloss a mir kommen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi.

#### Vote sur l'ensemble du projet de loi 6473 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi 6473 ass ugeholl mat 57 Jo-Stëmmen, géint 2 Enthaltungen.

Résultat définitif après redressement: le projet de loi 6473 est adopté par 58 voix pour et 2 abstentions.

Ont voté oui: Mmes Diane Aehm, Sylvie Andrigh-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Hauptert, Ali Kaes, Marc Lies, Pierre Mellina, Mme Martine Mergen (par M. Lucien Clement), MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessa Scholtes, MM. Robert Weber, Lucien Weiler (par Mme Marie-Josée Frank), Raymond Weydert, Serge Wilmes et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Fernand Diederich, Georges Engel, Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Roland Schreiner;

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen,



Alexandre Krieps, Claude Meisch, Mme Lydie Polfer (par M. Xavier Bettel) et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché et Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen et Fernand Kartheiser;

M. Jacques-Yves Henckes.

Se sont abstenus: MM. Jean Colombera et Serge Urbany.

Wëllt ee seng Enthaltung begrënnen?

#### (Négation)

Dat schéngt net de Fall ze sinn.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

#### (Assentiment)

Et ass also esou décidéiert.

Da géif ech elo d'Wuert un den Här Félix Braz gi fir den Dépôt vum enger Motioun. Här Braz, Dir hutt d'Wuert.

#### 4. Dépôt d'une motion par M. Félix Braz

► **M. Félix Braz** (déi gréng).- Merci, Här President. D'Türkei ass e wichtegt Land, och fir Lëtzebuerg e Partnerland, mat deem mer jo och an e puer Deeg wäerten eng direkt Flugverbindung hunn. Et ass e Partnerland am Conseil de l'Europe. An et ass och e Land, mat deem Gespräicher gefouert ginn iwwert d'Adhësioun vum deem Land an d'Europäesch Unioun.

Dat Land steet am Moment awer international an der Kritik. An eisen Aen zu Recht an der Kritik. Et ass ausgaange vun engem Immobiliëprojet, dem sougenannte Park Gezi zu Istanbul. An aus där Contestatioun huet sech eng méi allgemeng politesch Contestatioun an der Türkei breetgemaach op der Taksim-Plaz, déi mëttlerweil jiddwereen dierft kennen, zu Istanbul, awer och zu Ankara, zu Izmir an a villen aneren türkesche Stied och nach.

D'Polizei ass steigend mat ëmmer méi grousser Brutalitéit géint déi Leit virgaangen, déi do hir Meenung wollte public maachen, an et ass souguer zu der Drohung komm, dass d'Arméi kéint bannen am Land agesat gi géint déi Leit, déi do hir Meenung wëlle soen. Et si mëttlerweil scho wéinstens véier Leit, déi hiert Liewe gelooss hunn am Kader vum deenen öffentleche Kundgebungen. Et sinn iwwer 7.000 Blesséierter kontabiliséiert ginn an der Türkei. An net méi spéit wéi dee leschte Weekend kumt et bannent zwee Deeg zu iwwer 600 Arrestatiounen an der Türkei, notament ronderëm d'Taksim-Plaz.

Mir hunn eng Motioun preparéiert, déi och vun der Fraktioun vun der LSAP, vun der Fraktioun vun der CSV a vun der Fraktioun vun der DP matgedroe gëtt. A mir wieren och frou, wann déi haut nach kéint zum Vote gestallt ginn an net eréischt an e puer Wochen, wa mer déi nächst Sitzungen hunn, Här President.

Mir mengen och net, dass een elo sollt d'Forderung stellen, dass d'Négociatioun mat der Türkei sollte gestoppt ginn, au contraire. Mir halen et, grad well et um demokratesche Plang nach däitleche Spillraum gëtt fir Verbesserungen an der Türkei, fir wichteg, dass déi Négociatiounen tëschent der Europäescher Unioun an der Türkei weidergefouert ginn, notament op der Fro vum Respekt vun de Mënscherechter. Mir mengen do, dass den Dialog, d'Verdeiwung vum Dialog méi bréngt wéi de Boykott an d'Zréckzéien.

Mir soen lech dofir elo schonn am Virus Merci fir d'Opmierksamkeit an och fir d'Zoustëmmung zu dëser Motioun. Déi dierft amgaange si verdeelt ze ginn oder et wier imminent, Här President, dass se verdeelt gëtt. Voilà, do komme se.

#### Motion

La Chambre des Députés,

- considérant les engagements pris par la Turquie en matière de respect des droits de l'Homme par son adhésion au Conseil de l'Europe;

- soulignant plus particulièrement le respect de la liberté de réunion et de manifestation, la liberté d'expression et la liberté de la presse;

- notant que l'article 34 de la constitution turque traduit cet engagement en garantissant le droit d'organiser des réunions et des manifestations pacifiques et non armées sans autorisation préalable;

- constatant qu'à plusieurs reprises déjà la police turque a délogé avec force les citoyens qui protes-

taient contre l'abattage de platanes et la destruction du parc Gezi d'Istanbul en vue de la réalisation d'un projet immobilier;

- condamnant le recours à la force excessif et disproportionné de la police turque pour réprimer les manifestations pacifiques du parc Gezi et de la place Taksim à Istanbul, de même que celles à Ankara, à Izmir et dans d'autres villes du pays;

- déplorant que le Gouvernement et le Premier ministre turcs persistent dans une stratégie d'affrontement vis-à-vis des manifestants qualifiés de «terroristes» et qu'ils ont menacé de déployer l'armée;

- choquée par les déclarations du Premier ministre qui a indiqué vouloir poursuivre les médecins qui ont soigné les manifestants blessés;

- déplorant le bilan humain de la répression du mouvement de contestation qui se monte à au moins quatre morts et près de 7.500 blessés;

- constatant que pendant le weekend du 15 au 16 juin 2013, la police turque a arrêté près de 600 personnes rien que dans les villes d'Istanbul et d'Ankara;

- soulignant l'impératif démocratique de renforcer les efforts de dialogue et de réconciliation et l'importance d'une politique de participation pluraliste des citoyens;

- rappelant que la Turquie est candidate à l'adhésion à l'Union européenne et que cela implique le respect des principes démocratiques;

- convaincue que les négociations pour l'adhésion de la Turquie à l'Union européenne ne doivent pas être suspendues en raison de la politique d'affrontement du Gouvernement turc, mais justement maintenues afin de favoriser le développement démocratique de la Turquie;

invite le Gouvernement à

- signifier au Gouvernement turc l'importance qu'attache le Luxembourg au respect des droits de l'Homme et plus particulièrement des libertés de réunion, de manifestation pacifique, d'expression et de la presse;

- demander la libération de tous les manifestants pacifiques incarcérés depuis le 31 mai 2013;

- inviter les autorités turques à s'engager sur la voie de la désescalade, du dialogue et de la réconciliation avec les manifestants.

(s.) Félix Braz, Anne Brasseur, Ben Fayot, Norbert Hauptert, Josée Lorsché, Viviane Loschetter.

► **M. le Président.**- Merci dem Här Braz. Ech géif da proposéieren, wann d'Kollegen herno alleguerten d'Motioun kritt hunn, da kéinte mer och vläicht uschlëssend doriwuer ofstëmmen.

Da komme mer elo zum...

#### (Interruption)

Jo?

#### 5. 6489 - Projet de loi portant approbation de la Convention de sécurité sociale entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République Fédérative du Brésil, signée à Luxembourg, le 22 juin 2012 (suite)

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Santé, Ministre de la Sécurité sociale.*- Här President, just ganz kuerz. Ech war nach eng Äntwert schëlleg bliwwen bei dem viregten Débat, wou den Här Kartheiser gefrot hat, mat wat fir engen Exsowjetrepublik Gespräicher géife lafen. Ech kann dem Här Kartheiser soen, dass d'Gespräicher mat der Ukraine ugelaft sinn als éischt Land. Mat deenen anere sinn déi Kontakter nach net esou wäit fortgeschritt.

An eng zousätzlech Informatioun, net zu enger fréierer Sowjetrepublik, mä zum fréiere Jugoslawien. Do gëtt et Konventiounen mat alle Staaten, ausser dem Kosovo.

Merci.

► **M. le Président.**- Merci nach fir déi Preziosiounen.

Da kéime mer elo zu eise leschte Punkt vum Ordre du jour vun haut de Mëtteg, nämlech enger Interpellatioun vum Här André Bauler iwwert d'Entwécklung vum Tourismussektor. Hei ass d'Riedezäit nom Modell 1 festgeluecht. Et hu sech bis elo ageschriwwen: den Här Clement, den Här Scheuer, den Här Kox, den Här Colombera an den Här Kartheiser. D'Wuert huet elo den Auteur vun der Interpellatioun, den Här André Bauler. Här Bauler, Dir hutt d'Wuert.

#### 6. Interpellation de M. André Bauler au sujet de l'évolution du secteur touristique au Luxembourg

Exposé

► **M. André Bauler** (DP), *interpellateur.*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Härren: „Et gëtt, Här President, e Secteur vun eiser nationaler Wirtschaft, dee mer ze vill dacks ënnerbelicht loossen. Dat ass de Secteur vum Tourismus. (...) Hei stiechen nach Wuesstumsposchen, déi mer mussen exploitéieren.“ Dëse Saz, Här President, ass net vu mir, mä e staamt vum Här Statsminister, deem am Mee 2012 am Kader vun der Debatt iwwert d'Lag vun der Natioun dës Ausso gemaach hat.

Jo, et gëtt effektiv nach Wuesstumspotenzial an eise Tourismussektor. D'Fro, déi mer haut am Kader vun dëser Interpellatioun sollen diskutéieren, ass déi heiten: Wéi eng Potenzial gëtt et an eiser Tourismusbranche a wéi kënne mer se beschtméiglech nutzen a valoriséieren?

Wann ee mat den Acteuren aus der Tourismusbranche schwätzt, da kritt ee gesot, dass et, global gesinn, dem Tourismus zu Lëtzebuerg net esou schlecht geet. Dat soll awer net driwwer ewechtäuschen, dass et och an deem Beräich eng Rei Problemer gëtt, eng Rei Saachen, déi net gutt lafen. Och iwwert dës Fro soll haut diskutéiert ginn.

Wat fir eng Problemer gëtt et? Wéi kënne se behuewe ginn? Sinn déi Mëtzel, déi mer asetzen, nach adequat? Wat kënnen oder wat mussen mer maachen, fir d'Vermaartung vun eise Land ze verbessern? Wat fir eng Roll soll d'Politik spillen? Ass de Fënnefjoresplang nach ëmmer dat richtegt Instrument, wann et ëm d'Investitiounen am Tourismusberäich geet?

Wéi kënne mer dat statistesch Material verbessern? Wësse mer zum Beispill, wéi vill Leit, déi hei am Land wunnen, am eegene Land e puer Deeg Vakanz maachen? A wa jo, wat sinn dann hir konkret Uspréich? Wéi grouss ass den Impakt vum Dages- an Eventtourismus am Kader vum ganzen Tourismus?

Här President, ech wëll, fir unzefänken, e puer Zuele presentéieren, déi d'Importanz vum Tourismus an eiser Economie an domadder an eise Land ënnersträchen. Den Émsaz vun der Tourismusbranche mécht knapps 8% vum gesamte PIB vun der EU aus. 18,7 Milliounen Leit schaffen an der EU an dësem Beräich. Dat weist d'Wichtigkeet vum Tourismussektor a Saache Beschäftegung.

E puer Zuelen zu Lëtzebuerg: 2012 goufen am Tourismus hei am Land direkt an indirekt bal 2,5 Milliarden Euro Émsaz gemaach. Dat entsprécht 5,7% vun eise PIB. 17.500 Aarbechtsplazen hänke vun der Tourismusbranche of.

Iwwert dës Zuelen eraus huet den Tourismus awer nach eng ganz Rei vun aneren net ze ënnerschätzenden Effeten.

Éischtens: Suen, déi vun Touristen hei am Land ausgi ginn, si sougenannt „foreign direct investments“, also Kapital, dat alljährlech vun auswäerts direkt an eis Wirtschaft fléisst. Fir eng kleng Economie wéi Lëtzebuerg ass dat bien entendu immens wichteg.

Zweetens: D'Tourismusbranche kann, wa se gutt leeft, zu engem regelrechten Jobmotor ginn, grad och am Beräich vun Aarbechtsplazen mat niddreger Qualifikatioun, Aarbechtsplazen, wéi mer se an de leschte Jore kaum nach am Land geschafen hunn. Wat awer dréngend néideg wär, wéi eis d'Chômagezuele beweisen, wou iwwer 40% vun de Leit op der Sich no enger Aarbecht nëmme ganz geréng Qualifikatiounen hunn.

Drëttens: Fir de Stat an d'Gemengen ergi sech aus dem Tourismus eng ganz Rei vu Recetten: Akommessteuer, TVA, Gewerbesteuer, Grundsteuer, etc.

Véiertens: D'touristesche Infrastrukturen an Offere wäerten awer net driwwer ewechtäuschen, dass mir zu Lëtzebuerg och Problemer am Tourismus hunn, grad am ländleche Raum. Während d'Zuel vun Iwwernuechtungen an der Stad Lëtzebuerg an deene leschten 20 Joer zimlech konstant bliwwen ass - ronn eng Millioun Iwwernuechtungen -, sinn d'Zuelen an de ländleche Regione regelrecht agebrach. Minus 56,7% am Éislek tëschent 1990 an 2010, minus 63% am Mëllerdall an deemselwechten Zäitraum, minus 60% op eise Campingen.

Här President, Madame Minister, all dës Fakte kënnen awer net driwwer ewechtäuschen, dass mir zu Lëtzebuerg och Problemer am Tourismus hunn, grad am ländleche Raum. Während d'Zuel vun Iwwernuechtungen an der Stad Lëtzebuerg an deene leschten 20 Joer zimlech konstant bliwwen ass - ronn eng Millioun Iwwernuechtungen -, sinn d'Zuelen an de ländleche Regione regelrecht agebrach. Minus 56,7% am Éislek tëschent 1990 an 2010, minus 63% am Mëllerdall an deemselwechten Zäitraum, minus 60% op eise Campingen.

Dës negativ Entwécklung spigelt sech och an den Zuele vun den Hotelsbetriber erëm. Minus 42,5% am Éislek, bal minus 45% am Mëllerdall a minus 20% bei de Campingen.

Dës Zuele mussen eis ze denke ginn. A mir mussen eis froen, wat d'Ursache fir dësen negativen Trend sinn.

#### (Éternuement)

Gesondheet, Madame Minister!

Här President, eng Interpellatioun freet ee fir gewéinlech un, wann ee gewuer gëtt, dass an engem Beräich bestëmmt Saachen net gutt funktionéieren. Ech wëll domadder net soen, dass am Tourismusberäich alles schlecht leeft. Au contraire! An de leschte Jore goufen eng Rei vun Efforte gemaach, déi haut och zu engem groussen Deel hir Friichten droen, speziell am Beräich vun der Organisatioun an dem Marketing.

Éier ech am Detail dorobber ze schwätze kommen, wëll ech virewech soen, dass an den Ae vun der demokratescher Fraktioun zu Lëtzebuerg lauter Professioneller am Beräich vum Tourismus schaffen. Et gëtt awer en Ënnerschied: Déi eng, déi gi bezuelt fir hir Aarbecht, an déi aner net.

D'Qualitéit vun hirer Aarbecht ass villfach déiselwech a béid Acteuren, déi professionell Bénévole an déi reng Professionell, kënne vunene léieren. Ech si fest dovunner iwwerzeegt, dass och am ländleche Raum, am Mëllerdall, op der Musel, am Norden, awer och am Süde vum Land touristesch Potenzial stiechen an Aarbechtsplazen erhalen oder geschafe kënne ginn, wann déi erfuerdert Software, déi besonnesch déi öffentlech Hand finanzéiert, richtig agesat gëtt.

Et feelt wierklech net un historesche Gebaier an u Muséien, déi mer richtig valoriséieren mussen, souwuel infrastrukturell wéi och um Terrain vun der Vermaartung. Den ONT an d'ORTE kënnen do net ouni d'Matschaffe vun den - wéi mir dat nennen - fräiwëllege Professionelle funktionéieren.

Jo, d'ORTE kënnen nach ganz vill vun Erfahrung vum deene Bénévolé léieren. Sou hunn den Här Buergermeeschter vun Dikrech an d'Presidentin vum lokale Syndicat d'initiative an engem Brëif den 19. Oktober 2012 un den Tourismusministère de Verantwortlechen un d'Häerz geluecht, deene jonken a begeeschterte Gestionnaire vum ORTAL eng Persoun zur Säit ze stellen, déi se regelméissig beréit, hir Aktivitéit koordinéiert an deenen hir praktesch Émsatzung iwwerwaacht. Hei ass nach vill ze dinn. An den Tourismusministère muss sécherlech en zolitten Hoff maachen, fir dem ORTAL deen Know-how ze mëttelen, deen noutwendeg ass, fir wierksam a kohärent ze schaffen.

D'Madame Ministesch sot, dass een déi Bénévole bräicht, mä dass ee se net kéint eleng loosse, well et der éischten ëmmer mander gëtt an zweetens si sech dacks verzettelen an et esou zu zig Publikatiounen am Tourismusberäich kéim mat Widderhuelungen an ouni roud Fuedem an deem Ganzen. Ech deelen d'Opfaassung, dass ee sech muss eng „corporate identity“ ginn, well een e Konzept an dat Ganz muss bréngen.

Mä am Fall vun den Ardennen ass et awer esou, dass hei déi Bénévole dem ORTAL eng ganz wäertvoll Virlag geliwwert hunn an haten, an dass hir laangjäreg Experienz dofir hätt misse vill méi intensiv an d'Aarbecht vum ORTAL afléissen. Hei besteet also nach Verbesserungspotenzial.

Wann den Tourismusministère den ONT finanziell opstockt, fir am Ausland kënnen eng optimal Reklam fir Top Events ze maachen, da misst d'Basis am ganze Land, déi déi Top Events jo soll kreéieren, och adequat finanziell Mëtzel derfir kréien. Et geet jo net, dass d'Gemengen dee gréissten Deel vun deene Käschte mussen droen, esou wéi dat dacks de Fall ass.

An deem Kontext ass et ze bedauern, dass bei der Finanzéierung vun de Gemengen net och no hiren touristesche Missioun gekuckt gëtt. Hei stellt sech weiderhin d'Fro, wéi d'Gemengen, besonnesch déi, déi zu den touristeschen Unzéiungspunkte gehéieren, staatlechersäits besser a méi geziilt ënnerstëtzt kënne ginn, virun allem wann et op déi sougenannt recurrent Dépenses ukënnt a wann een op déi kuckt.

De Ministère huet mam ONT zwar festgehalten, dass si eng top Pub fir zwee Top Events maachen, wéi zum Beispill den IRONMAN op der Musel. D'Ententen aus den Ardennen goufe par contre guer net gefrot. Do gëtt ee wierklech dat donkel Gefill net lass, dass d'Ardennen etlech Mol lénks leie gelooss ginn an iwwerhaupt net zu de Prioritéite gehéieren.

► **Plusieurs voix.**- Ooohhh!

► **M. André Bauler** (DP), *interpellateur.*- Här President, am Norde vum Land plangen d'Syndikater e groust Wegenetz, den „Ardennen-Trekking“, dat ronn 520 km laang ass. Bis ewell hu si eng respektabel Aarbecht op bénevolem Plang geleescht. Dëst Wegenetz soll duerch déi 26 Gemenge vum Nordbezirk an natierlech duerch d'Gebidder vun alle Syndikater goen. Hei ass eng héichwärtig Viraarbecht vu fräiwëllege Mataarbechter geleescht ginn.





Den „Ardenne-Trekking“ ass wichteg, well dësse Projet d'Regioun touristesch méi attraktiv mécht. Mir kommen duerch esou e professionell ausgescheldert Wegenetz op de Radar vun der Groussregioun an doriwwer eraus. Et soll en Netz ginn, dat ee Ganz duerstellt, wa méiglech och un de Mëllerdall ugeschloss ass. Wann dat de Fall ass, kann een dës Weeër zesummen am Ausland vermaarten.

Iwwregens fënnt een elo schonn an der Werbung vum ONT Reklammen iwwer Spadséierweeër a Mountain-Bikes-Pisten, besonnesch am Éislek. Mä dës Werbung notzt awer nëmme bedéngt, wann et net méiglech ass, e professionell ausgescheldert Netz vu bestehende Wanderweeër opzestellen an ze promoten.

Bei der ganzer Aarbecht geet et eenzeg an eleng drëm, ee Produkt, wat schonn do ass, un international Kritären unzepassen an et dann ze vermaarten, fir d'Touristen an d'Land ze bréngen. Potenziell Investisseure kucken ënner anem och no esou engem Émfeld, ier se zum Beispill Suen ausgi fir nei Hôtellerie-Infrastrukturen.

Leider ass d'Regierung net kloer an hiren Aussoe ginn, wéi déi Éisleker bei hinne waren. Zanter der Versammlung vum 12. Juli 2012 am Tourismusministère ass net vill geschitt. De Vertrieber vun der Madame Hetto a spéiderhin och den Här Minister Schank hunn d'Initiativ begréisst, mä et ass betount ginn, dass d'Syndikater e Porteur de projet musse fannen. Do gëtt sech am touristesche Milieu gefrot: Ass dat wierklech hir Aarbecht?

Wou ass den Asaz an d'Ënnerstützung vum OR-TAL, deen als professionell Organ mat den Acteuren zesummeschaffe soll, esou wéi dat a senger Missioun festgeschriwwen ass? Et ka jo net sinn, dass déi Bénévole e risege Projet op d'Bee setzen an dann den OR-TAL dernieft steet an nokuckt. Wann et dem Tourismusministère säi Wunsch ass, dass de Projet realiséiert gëtt, da soll en Damp derhannert maachen an den OR-TAL invitéieren, seng Responsabilitéiten ze iwwerhuelen.

Här President, am RTL „Kloertext“, deen Ufank Juni de Sujet Tourismus behandelt huet, ass erëm eng Kéier iwwert de sougenannte Wow-Effekt geschwat ginn. Mir bräichten iergenden avantgardistesch Bauwierk, dat de Public esou beegeschtere géif, dass d'Touriste schareweis op d'Musel oder an d'Stad kéimen, fir et do ze bewonneren an dann och an deem Kontext e puer Sou hänken ze loosse.

Wéi wann et esou einfach wier! Iwwregens huet glécklecherweis ee vun de Gesprächspartner net un deem géigesäitege Sech-op-d'Schëller-Klappen deelgeholl, mä éischter seng Skepsis ausgedréckt, ob zum Beispill e spektakulären Tuerm, deen een och op anere Plaze kucken a bewonnere kann, dësem Aha-Effekt gerecht géif ginn. Mir wäerten dach net déi Hybris hunn, fir wëllen Dubai oder London ze kopéieren? Do kann och e Schoss no hanne lassgoen.

Do freet ee sech, ob net éischter grouss Eventer, wéi zum Beispill den ING-Marathon an der Stad oder e kulturellen Happening, denke mer nëmme un eng grouss Retrospektiv iwwert d'Wierk vun engem Moler, déi vill Touristen an d'Land lackelen.

Ee Bekannte sot mer, dass si dëslescht mat norwegesche Frënn an der Stad ënnerwee waren. Déi ware ganz einfach vun eiser Alstad beegeschtert, vun der Ambiance an de Geschäftstroossen, vun de Muséeën a vun der Tatsaach, dass alles no beienee läit. Fir déi Leit war de Wow-Effekt schonn do. Dat, wat mir all Dag als eng Selbstverständlechkeet gesinn, ass fir aner grad interessant.

Dat géllt och fir eis wonnerschéin Natur. Fir d'Leit aus de Grousstied, déi emol kee Balkon hunn, bitt eist Ländchen eng attraktiv Landschaft, wou se sech vun hirem aldeegleche Stress kënnen erholen. Denke mer un d'Stéchwierder Ardenne-Trekking oder Mullerthal Trail. Dofir musse mer net onbedéngt vill Geld an iergende futuristeschen Tuerm oder soss e skurril Bauwierk pompelen, mä dat, wat mer hunn, geziilt opwäerten.

Här President, wou sinn déi konkret Verbesserungspotenzialer an eisem Tourismusberäich? Wou kënnen mir grad a finanziell schwierigen Zäiten an ouni groussen Opwand eppes leeschten an eppes veränneren?

Ech hu mer d'Méi gemaach, am Virfeld vun dëser Interpellatioun mat enger ganzer Rei Leit aus der Branche ze schwätzen: ONT, LCTO, Leit aus den OR-Ten, Leit aus de Syndikater, Leit, déi en Hotel hunn oder e Camping bedriewen, an esou weider. Dobäi ass mer opgefall, dass déi Leit sech immens vill Gedanke maachen an am Fong ganz vill gutt Iddien an Innovatiounspotenzial an eisem Tourismusberäich hunn. Mir musse dat Potenzial just notzen.

Här President, d'Fro, déi sech stellt, ass: Wou leien dann déi Potenzialer? A wéi kënnen mer se

am beschten notzen? Ech wëll dat unhand vun e puer konkrete Beispiller a Virschléi säitens eiser Fraktioun weisen.

Éischters, op der Aire de Berchem huet Lëtzebuerg eng Aart Stand, fir sech mat Broschüren als Land ze presentéieren. Ech kréie gesot, dass dës Plaz de Moment ënner aller Kanoun géif ausgesinn. Mengen Informatiounen no huet sech den OAI ugebueden, fir hei e Projet ze realiséieren, fir Lëtzebuerg als weltoppent Land ze presentéieren, fir dësse fir den éischte Kontakt mam potenziellen Tourist immens wichtige Site ze revaloriséieren. Hei besteet d'Méiglechkeet, fir mat relativ wéineg finanziellen Opwand vill ze erreechen.

Wann ee sech nëmme d'Zuel vun den Dépliants ukuckt, déi all Joer op der Aire de Berchem verdeelt ginn: ronn 250.000 Stéck. Dat sinn der méi wéi op all internationaler Tourismusfoire, wou Lëtzebuerg mat engem Stand vertrueden ass, zesummen.

Ech denken och un de Findel, wou mir gesot ginn ass, dass d'Stad Metz do fir sech Reklamm mécht. Also, ouni der Stad Metz dëst Recht wëllen ofzesprechen, mä wéi kann et sinn, dass mer um Findel, där wichtigster Dier, fir vu bausse op Lëtzebuerg ze kommen, net fir eis selwer intensiv Reklamm maachen?

Zweetens, eng zweet Saach, wou eiser Meinung no nach e grouss Potenzial besteet, ass d'Vermaartung vu Lëtzebuerg, a ganz besonnesch eiser Stad als europäesch Hauptstadt. Hei feelt et enger kohärenter Image- oder Branding-Strategie.

Kuckt emol, wéi Stroosbuerg oder wéi Bréissel sech domat an der Welt positionéieren. Mir brauchen eis hei par rapport zu dësen zwou Stied net ze verstoppen. Mir hunn net nëmme Informatiounen aus der zweeter Rei hei zu Lëtzebuerg, mä eng ganz Rei vu wichtige europäeschen Informatiounen; ugefaange beim Gerichtshaff, iwwert déi europäesch Cour des Comptes, bis hin zur BEL. Mir sollte probéieren, aus dëser Nisch méi Profit ze zéien, andeems mer Lëtzebuerg mat senger Wäerter presentéieren, esou wéi déi Schwäizer dat fir hirt Land op treffend Manéier fäerdebréngen.

Lëtzebuerg als europäeschen, jo kosmopoliteschen Zenter. Lëtzebuerg als Plaz, wou Welt-offenheet, Villsproochegkeet, Natur a Kultur, Innovatioun an architektonesch Diversitéit groussgeschriwwen ginn.

Drëttens, trotz enger entsprecherender Ausso am Regierungsprogramm ass déi aktuell Klassifikatioun vun eisen Hotellen nach ëmmer net iwwerschaft ginn. Mir brauchen awer net méi déi al Benelux-Klassifikatioun, mä eng breet international unerkannte Klassifizierung. Wéini mengt d'Madame Ministesch, dass dës Aarbechte kéinten ofgeschloss ginn? Nach an dëser Legislaturperiode?

A wa mer schonn derbäi sinn, eng nei Klassifikatioun ze maachen, sollt een an eisen Aen och doriwwer nodenken, ob een net sollt e Kids-Label fir besonnesch kanner- a familjefrëndlech Hotellen a Restaurants aféieren. D'Importenz vun de Kanner beim Choix vun engem Hotel oder iwwerhaupt enger Vakanzendestinatioun gëtt dacks ënnerschat. Studie weisen awer, dass grad Kanner ab engem bestëmmten Alter entweder selwer mat decidéieren oder awer dass d'Eltere geziilt no entsprecherenden Offeren hir Vakanz buchen. Fazit: Kanner sinn eng Zilgrupp, déi een net soll ënnerschätzen.

Véiertens, et géif sech och lounen, fir Lëtzebuerg méi staark als Kompetenzzentrum fir Aus- a Weiderbildung am Tourismusberäich ze positionéieren, zum Beispill fir Tourismusacteurs an der Groussregioun nom Modell vum Deutschen Seminar für Tourismus.

Wann ech richtig informéiert sinn, da wär d'Gemeng lechternach staark drun interesséiert, fir esou eng Infrastruktur bei sech ze implantéieren, fir och esou der Vocation touristique vum Trifolion Rechnung ze droen. Souwäit ech weess, sinn d'ailleurs fir Oktober/November vun dësem Joer déi éischt Echternacher Tourismustage geplangt. E ganz positiv Beispill ass déi nei Fachhéichschoul fir Hotelmanagement zu Wolz, déi viru Kuerzem hir Dieren an der Ardenne-Hauptstad opgemaach huet.

Fënneftens, ee leschte Punkt, wou Verbesserungspotenzial besteet, ass den Ausbau respektiv d'Vermaartung vun eise Vélos- a Wanderweeër. Mam Müllerthal Trail, deen zu engem richtigen Zuchpäerd an där Regioun ginn ass, kéint een aner Weeër wéi den „Sentier Adrien Ries“ oder spéider den Ardenne-Trekking mam Zentrum a mam Weste vum Land vernetzen. Awer och Wanderweeër iwwer eis Grenzen eraus...

#### (Interruption)

Här Berger, ech kommen nach zum Süden. Calméiert lech.

Esou kéint een dann och d'Groussregioun touristesch als eng zesummenhängend Regioun...

► **M. le Président.** - Ech bieden Iech, dem Här Bauler opmierksam nozelaschteren.

► **M. André Bauler (DP), interpellateur.** - Merci, Här President.

...als eng zesummenhängend Regioun vermaarten. Eis Vélosweeër sinn insgesamt gekuckt an engem gudden Zoustand, allerdéngs feelen nach ëmmer wichteg Verbindungsstécker, fir méi attraktiv Parcoursé kënnen unzebidden, wéi zum Beispill Jonglënster-Fiels-Reisduerf oder lernster-Betzder-Mäertert, och e Véloswee oder e Véloswee, fir eng Kéier pro domo ze schwätzen, vun lerpeldeng laanscht Sauer bis op Esch-Sauer oder laanscht d'Our vun Dikrech Richtung Veianen. Dëst si vun der Landschaft hier ganz flott Routen, well si gréisstendeels ouni gréisser Montéeeën auskommen, wat si fir d'Haaptzilgruppe fir den Tourismus mam Vélo, nämlech Familjen a Senioren, immens attraktiv mécht.

Här President, sech un déi vill eenzel Zilgruppen, wéi Jugendlecher, eeler Leit, Familje mat Kanner an esou weider, ze adresséieren, ass eng Viraussetzung, déi eis muss erlaben a garantéieren, Lëtzeburger Attraktivitéite beschtméiglech auszubauen. D'Zil kann net nëmme sinn, wiederonofhängeg ze ginn oder de Kongress- oder Campingtourismus unzespriechen. Mir musse wëssen, wat den Tourist, deen op Lëtzebuerg kéint, fir Erwaardungen a Besoinen huet. Mat Hëllef vun Émfroe geet et drëms erauszefannen, wat d'Leit wierklech interesséiert. Wat wëllen d'Leit a wat siche se?

Lëtzebuerg huet sécherlech dat néidegt kulturell, familjefrëndlech, sportlech a kulinaresch Potenzial, fir en dauerhaften an och en diversifizierten Tourismus unzezéien. Dëst Potenzial ass leider nach net richtig a ganz ausgeschöpft.

Grad e Fënnjöresplang ass ideal, fir all puer Joer e grouss Projekt kënnen ëmzesetzen. D'DP huet schonn dacks bei dëser Geleeenheet drun erënnert, dass zesumme mat privaten Investisseuren, un deenen et bestëmmt och net feelt, wann een hinnen d'Saach interessant mécht, Projeten ze realiséieren.

Am Ausland gëtt et genuch Beispiller, déi weisen, dass een an enger Regioun, déi jo u sech net enorm vill ze bidden huet, trotzdeem en attraktiven Tourismus opbaue kann, wann een déi richtig touristesch Attraktioun schafft. Allerdéngs muss och d'Rentabilitéit vun esou engem Projet beduecht ginn. Privatinvestisseure musse awer ugezu ginn. Et kann net sinn, dass de Stat duerno dee gréissten Deel bezuelt.

Eis Tourismusbranche ass nun eemol gréisstendeels - an dat ass dacks genuch erwähnt ginn - vum Wieder ofhängeg. Wa mer net wëllen, dass d'Leit eis sollen an engem verreeente Summer fortlafen, da muss mer och bereet sinn, hinnen eppes unzebidden, wat net onbedéngt vum Wieder bestëmmt ass. Fir jonk reesbegeeschtert Leit sinn Indoor-Aktivitéite genau esou wichteg wéi Outdoor-Aktivitéiten, wéi zum Beispill propper Mountain-Bikes-Weeër.

Wa mer bedenken, dass laut enger Émfro vum ONT d'Halschent vun den Touristen zu Lëtzebuerg iwwer 50 Joer al sinn, dann huet eist Land e groussen Intérêt, seng touristesch Attraktiounen och fir déi jonk Leit auszubauen. Dat heescht selbstverständlech net, dass mer déi eeler Leit veroléisseege sollen. Et ass just eng zousätzlech Chance, dem Lëtzeburger Tourismus eng nei Dynamik ze vermëttelen, déi sech mat Sécherheet à long terme ausbezele wäert.

Zu engem kompletten Tourismus gehéieren awer och eng usprechend Hôtellerie a Gastronomie. Et muss een awer leider feststellen, dass an dësem Beräich nach esou munches ze verbesseren ass. Huet zum Beispill d'Muselgéigend. Hei ginn nach ëmmer vill Leit owes a Frankräich oder Däitschland schlafen, well et op der Lëtzeburger Säit net genuch Hotelle gëtt.

Eis Hôtellerie misst am grouss Ganzen op eng besser Investment-Berodung zrëckgräife kënnen. Dat ass u sech mäi sechste Virschlag. Anescht wéi am Ausland ass déi Lëtzeburger Hôtellerie net vu groussen internationale Chaïnen, mä vu Familjebetrieb bestëmmt. Dat ass net ëmmer vu Virdeel, virun allem dann, wann et eemol net esou gutt geet oder een ënner Geschwëster deele muss. Et besteet net d'Méiglechkeet, op déi finanziell Ënnerstützung vun engem grouss Konzern zrëckzegräifen.

Gläichzäitig kann dat sech awer och positiv erweisen. E Familjenhotel huet éischter säin eegene Charme. Eppes, wat een net onbedéngt vun enger standardiséierter Filial vun enger internationaler Chaïne behaapte kann. Fir dës Iddi ausbauen ze kënnen, kéint een higoen an déi regional oder lokal Begebenheet geziilt mat an d'Offer vun engem Hotel eranhuelen.

An deem Sënn huet d'DP schonn dacks propo-

eemol méi genau ze ënnersichen. Am Ausland huet dës Formule säit Laangem schonn e grouss Succès. Sporthotellen, dat hu mer jo scho mat Succès op privater Basis zu Mondorf oder zu Lépschent. Gesondheeshotellen oder Kanner- a Jugendhotelle stellen eng duerchaus attraktiv Komponent fir eis Hôtellerie duer.

Ëmmer nees daucht d'Iddi vun engem Village de vacances oder „Center Parcs“ op. Etüden hu gewisen, dass ganz besonnesch hollännesch Clienten esou eng Offer zu Lëtzebuerg vermëssen.

D'Fro vum Terrain ass bei esou engem Projet kruzial. D'Madame Minister sot dat och viru Kuerzem. Si däerf allerdéngs net als Alibi geholl ginn, fir vu videran esou e Projet aschlofen ze loosse. Mengen Informatiounen no war d'Fro vum Terrain och schonn zu engem gewëssene Moment relativ wäit gekläert. Wa meng Informatiounen stëmmen, war eng Kéier envisagéiert, esou e Vakanzduerf an der Géigend vun lechternach/Besch ze realiséieren, no bei der lechternacher Strooss. Och d'Gemeng Jonglënster, wou d'Madame Ministesch Buergermeeschtesch war, wär mat am Boot gewiescht. Et wier interessant, gewuer ze ginn, firwat schlussendlech awer näscht aus deem Projet konnt ginn.

Op déi Manéier kéinte mer net nëmme neien Elan an eis Hôtellerie bréngen, mä zousätzlech géife mer eis touristesch Offer offensiv fir all méiglech Zilgruppen ausbauen.

Am grouss Ganze gouf festgestallt, dass d'Leit sech verstärkt fir d'Attractions de loisir interesséieren. E Grond méi, fir an där Filière vun Tourismus ze investéieren an déi néideg Infrastrukturen ze stellen. Se sinn e besonnesch wichtige Bestanddeel vun engem modernen Tourismus, mä zu Lëtzebuerg leider ëmmer nach verbesserungswürdig. Dofir ass d'Iddi vun der Investment-Berodung, zum Beispill am Kader vun engem Guichet unique, net vu Muttwëll.

A propos, et gëtt ëmmer nees Betriber, déi sech a Saachen Investment-Berodung gutt uleeen a sech den Know-how bei Experten an d'Ausland siche ginn. Dës Betriber gi gäre vum Tourismusministère als Vorzeigemodell an d'Vitrine gestallt. Dobäi soll een awer net gesinn (veuillez lire: Dobäi soll een awer net iwwersinn), dass dës Hotellen hiren Erfolleg letztlich sech selwer ze verdanken hunn.

Responsabeler aus engem OR-T soten, dass dës Betriber kaum op hir Hëllef ugewise sinn, well se sech mëttlerweil op hir hënnescht Been gestallt hunn. Et sinn dës Betriber, déi net nëmme wëssen, wéi se sech uleeen sollen, fir sech zäitgeméiss ze equipéieren, si beherrschen och d'Regëster vun der Kommunikatioun a fannen och ouni friem Hëllef Weeër a Mëtzel, fir en Tourist ze encadréieren. Si kennen hir Clienten a wëssen, dass se sech och deenen hire Bedürfnisser musse upassen an dass hir Bedürfnisser sech och veränneren.

Et geléngt hinnen also, fréi genuch d'Zeeche vun der Zäit ze kennen an esou mat der Entwécklung Schratt ze halen. Dat soll eis ze denke ginn an et werft eemol méi d'Fro vun engem Guichet unique fir déi Betriber op, déi op extern Hëllef ugewise sinn a sech méi schwéierdinn, fir mat der Zäit ze goen. Geschitt dat net, da stierwe weider Hotellen, virun allem am ländleche Raum.

Et bleift awer nach vill ze dinn. D'Offer un touristeschen Attraktiounen muss méi diversifizéiert ginn. Besonnesch fir kleng Kanner hu mer niewent dem Beetebuerger Park praktesch net vill unzebidden. Wa mer wëlle Familje mat Kanner op Lëtzebuerg kréien, muss d'Offer an dësem Beräich ausgebaut ginn.

Donieft ass et un der Zäit, dass mer aus dem Fënnjöresplang en Instrument maachen, mat deem mer exakt definéiert Prioritéite kënnen setzen. Virun der Opstellung vun engem Fënnjöresplang musse kloer Ziler definéiert ginn: Wat wëlle mer erreechen? Wou wëlle mer hin? Wat fir eng Zilgruppe viséiere mer? Wéi musse mer eis Offer hiren Erwaardungen upassen?

De Moment si mer nach, wat d'Opstellung vum Fënnjöresplang ugeet, wäit ewech vun dësen Iwwerleeungen. De Moment kënnen nach keng Äntwerten op esou prezis Froe mat Hëllef vun dësem Plang geliwwert ginn.

Ofschléissend wëll ech Folgendes soen: Mat menger Interpellatioun ass et drëms gaangen, souwuel d'Stärke wéi och d'Schwäche vum Lëtzeburger Tourismus ze identifizéieren an hei ze diskutéieren. Et ass net alles schlecht, mä et ass awer och net längst alles a Botter. Jo, mir hu Potenzial an eisem Tourismus. Jo, mir notzen och eng ganz Rei vun dësen Potenzialer. Jo, et gëtt eng Rei Regiounen, déi duerch hir



Landschaft an aner Atouten op touristischem Plang méi staark wéi bis ewell gefördert kënnen ginn.

Et geet dobäi net drëm, eng Region géint déi aner auszuspielen. Ech denken an deem Kontext un de Minette mat sengen historeschen Industrien, u Musée wéi déi zu Peppeng an zu Esch,...

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. André Bauler (DP), interpellateur.** - ... un de Süde mat sengen natierleche Liewensraum, wéi zum Beispill d'Haard zu Diddeleng, un de wonnerschéinen Äischdall, oder och nach un déi erhuelsam Landschaften an un den architektonesche Patrimoine vum Réidener Kanton.

Wouer ass awer och, dass mer an deenen nächste Joren nach eng Rei vun Efforte mussen maachen. Dës mussen net onbedéngt mat engem grouss finanziellen Opwand verbonne sinn. Au contraire, mir mussen kucken, fir mat cibléierte Mesuren méiglechst grouss Retombées ze schafen.

Grad an Zäiten, wou de Statsbudget hannen a vir net opgeet, ass et wichteg, sech op eis Stärken ze konzentrieren. Den Tourismus gehéiert dozou, a mir kënnen op deem Feld weider Potenzialen notzen, am Intérêt vun der reesende Leit an am Intérêt vun der Diversifizierung vun eiser nationaler Wirtschaft.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Interpellant, dem Här Bauler. Als éischte Riedner ass den Här Lucien Clement agedroen. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

#### Débat

► **M. Lucien Clement (CSV).** - Här President, léif Frëndinnen a Frënn, fir d'Éischt wëll ech dem Kollege Bauler nach eng Kéier Merci soe fir seng Initiativ, deen Débat elei unzefroen. Wéi Dir sécher wësst, hu mir eréischt viru Kuerzem heibannen an der Chamber den néngte Fënnfjoresplang am Beräich vun den Tourismusinfrastrukture gestëmmt. An deem Kontext géif ech dann och gar nach eng Kéier op verschidde Punkten dovunner agoen, an déi dann och méi am Detail wëlle beliichten.

Loosst mech awer fir d'Éischt nach eng Kéier op e puer Zuele vum Tourismus kommen an den Tourismussektor selwer presentéieren. Zuelen, déi weisen an och beweisen, dass den Tourismus e ganz wichtegt Standbeen vun der Lëtzebuurger Economie ass.

Eng Etüd vum World Travel & Tourism Council aus dem Joer 2011 geet dervun aus, dass den Tourismussektor direkt an indirekt 5,7% vum PIB duerstellt. Dat sinn awer net déi eenzeg beandrockend Zuelen. Mä des Branche huet och ongeféier 18.000 Leit beschäftegt. Dat si 7,6% vum gesamten Emploi hei zu Lëtzebuerg, déi direkt oder indirekt vum Tourismussektor ofhänken. 6.000 Leit par contre sinn direkt an der Tourismusbranche beschäftegt.

Laut Statec hate mir 2012 eng 950.000 Touristen, déi hei Lëtzebuerg besicht hunn. Dovunner sinn der 443.000 an der Stad Lëtzebuerg gewiescht, 120.000 Leit an den Ardennen, 63.000 fir de Mëllerdall, 59.000 fir d'Musel an 110.000 am Süde vum Land. De Rescht, déi 154.000 Leit, goufen op anere Plazen am Land gezielt.

Wann een d'Länner kuckt, vu wou déi Touristen dann allegueren hierkomm sinn, da leien eis belsch Noperen un der Spëtzt mat 177.000 Touristen, kuerz hannendru kommen d'Hollänner, d'Fransosen, an dann déi Däitsch, mat 164.000, 124.000, respektiv 122.000 Touristen. Net oninteressant ass de Chiffer vun de 67.000 Touristen, déi aus dem asiatesche Raum komm sinn. Majoritär sinn déi dann och awer aus China komm.

A wann ee sech d'Iwwernuechtungen ukuckt, dann hate mer där 2,4 Milliounen am Joer 2012. Dovun entfalen 1,5 Milliounen op Hotel-ten, Aubergen a Pensionen. 770.000 Iwwernuechtungen entfalen op déi eenzel Campingen an de Rescht op aner Plazen, wéi zum Beispill och Jugendherbergen.

Dës Zuele beweisen, dass Lëtzebuerg als klengt Land virun allem bei eisen Nopeschlänner a wäit doriwwer eraus dach awer ganz beléift ze si schéngt, an och ganz gefrot als Openhaltuert oder Vakanzendestinatiounen ass. Mä d'Fro stellt sech, an dat mat Recht, an ech mengen, den Här Bauler huet dat och scho gesot, ob mir haut schon alles an deem Secteur och ausgereizt hunn.

Här President, aus deesen Iwwerleeungen eraus stellt sech d'Fro dann och: Wat sinn d'Ziler fir d'Zukunft vun der aktueller Tourismuspolitik, déi, déi an deene leschte Joren derzou bäigedroen hunn, dass mir haut op des dach awer, géif ech soen, impressionnant Zuelen zrëckkucken kënnen?

Déi verschidden uneneegereite Fënnfjorespläng hunn zënter 1973 den Tourismus a sengem Développement gefördert an hunn enner anerem gehollef, dass eis Infrastrukturen am Tourismussektor an engem gudden Zoustand sinn. Am internationale Verglach läit Lëtzebuerg do op enger gudder 15. Plaz, an am europäesche Ranking op der zéngter Plaz.

Hei ass besonnesch, nieft där aktiver finanzieller wéi och administrativer Ënnerstëtzung vum Stat, déi grouss Eegeverantwortung vun de Leit aus deem Secteur ze erwähnen. Hir Eegeninitiativen, hiren Entrepreneursgeescht, hire grouss Wëllen, hei op eege Fauscht, op eegene Risiko eppes ze bewierken, hunn och maßgeblech zu deem Erfolleg bäigedroen. Et muss ee jo bedenken, dass et sech an deser Branche nach ganz dacks em Familjebetrieb handelt an net em Kapitalgesellschaften. Familjebetrieb, déi duerch hir Gesellschaftsform an der Regel mat Haus an Hoff finanziell fir hirt Fonctionnement haftbar sinn. Och dat géllt et hei ervirzesträichen.

Och wann de Verglach tëscht de Jore '95 an 2012 weist, dass et e Réckgang vun den Zuele vun den Hotelsbetreiber gouf, esou muss een op där anerer Säit awer feststellen, dass d'Capacitéit vun deenen Etablissements, déi dann nach bliwwen sinn, awer konstant an d'Luucht gaangen ass.

Déi lescht véier Fënnfjorespläng stoungen ganz am Zeeche vun der Liewens- an der Tourismusqualität. E Konzept, dass 1992 vum Ministère no enger Etüd an d'Liewe geruff gi war. Dës Visioun si méi korrekt du mam aachte Fënnfjoresplang emgesat ginn. An deem Kontext wëll ech just e puer vun deenen Projeten ernimmen, wéi zum Beispill den EcoLabel, Q-Label oder de Bed+Bike.

Här President, mir setzen also ganz kloer op spezifesch Segmenter, déi an der Zukunft wäerten u Bedeutung gewonnen, mat dem laangfristegen Zil, fir de mëttelméisseg Tourismus méi oder weiniger ofzeschaffen an eng nei Qualitéit vun Tourismus hei am Land opzebauen.

Leider ass et esou, dass mir awer kee Mier hunn, keen Eiffelturm hunn, an och keng Bierger, wou ee ka schifueren. Alles Atouten, déi d'Massen, déi des Aktivitéiten opsichnen, hei bei eis am Land net fannen. Dofir mussen mir eis awer mat vollem Elan op dat konzentrieren, wat mer hunn. Dat heescht, déi Saachen, déi mir hei zu Lëtzebuerg hunn, mussen eis verstärkt an d'Vitrine stellen. Mir mussen eis Atouten op engem ganz héijen Niveau valoriséieren, fir dass mer eis an deesen Domänen vun eisen Nopeschlänner dann och démarquéieren kënnen.

Duerch den aachte Fënnfjoresplang konnten enner anerem folgend Infrastrukturprojete realiséiert ginn: d'Modernisatioun vum Centre récréatif et de loisirs zu lechternach; d'Modernisatioun vun engem oppener Schwämm zu Réimech; den Aménagement Musée Henri Tudor zu Rouspert; den Ausbau vu verschiddene Vëlospisten - bei de Vëlospisten, dass muss een allerdéngs soen oder muss een allerdéngs agestoen, ass nach allerdéngs zolitte Sputt no uewen - oder nach eng finanziell Ënnerstëtzung fir d'Uschafung vun enger neier Marie-Astrid, engem Schëff, wat bei den Touristen aus dem In- an Ausland ganz gutt ukënnt an och ganz beléift ass.

Ënnerstëtzung kruten och d'Privatpropriétaire vun anere Passagéierschëffer op der Musel. Och si droe ganz vill derzou bäi, den Tourismus op der Musel ze aktivéieren an och positiv ze gestalten. Datt déi Schëffer sech enger grousser Beléiftheet beim Public erfreen, dofir brauch ee sech nëmmen hir Passagéierzuelen unzekucken.

Ech wollt bei deser Geleeënheet awer och nach kuerz preziséieren, wou d'Suen aus dem aachte Fënnfjoresplang higefloss sinn. 30% vum Budget sinn an d'Hôtellerie gefloss; ongeféier 20% an Infrastrukturmoosnamen, déi vun de Syndikater initiéiert gi sinn; an nach 26% un d'Gemengen, fir déi bei der Ëmsetzung vu regionale Projeten ze ënnerstëtzen.

Här President, déi Etüd aus dem Joer 2001 huet eis awer och nach verschidde Punkten opgewisen, déi et géllt, an der Zukunft ze verbesseren. Esou misste mir eis méi em déi gezielt Organisatioun a Formatioun vum Tourismusmarketing këmmen, well eist Land trotz allen Efforten, déi mir bis elo gelescht hunn, a ville Regione vun Europa de Leit nach ëmmer net bekannt ass, fir net ze soe gänzlich onbekannt ass.

Eigentlech ass et esou, dass, wann een eppes méi wéi 100 Kilometer hannert der Grenz Leit

freet, si nach vläicht just wëssen, dass et Lëtzebuerg gëtt an dass dat awer och eppes mat Finanzen ze dinn huet. Deesen Ëmstand, géif ech soen, géllt et ganz séier ze änneren.

An deem Kontext gouf während deem leschte Fënnfjoresplang eng Analys vum ONT gemaach, fir genee erauszufannen, wat deem seng Haaptmissioun solle sinn. Et ass een dunn zum Schluss komm, dass dat d'Veermaartung an d'Promotioun vun eiser touristescher Offer a vu ganz Lëtzebuerg am Ausland ass. Et soll awer net nëmmen dobäi bleiwen, d'Touristen unzeseien, mä eist Land soll och en anerem Image am Ausland kréien, ewech vun enger renger Bankeplaz an hin zu engem Land, dass eng Rees wäert ass, net onbedéngt weinst sengem Klima, mä virun allem weinst senger kulturellen an och touristeschen Offeren.

Wéi gesäit et also mat der Zukunftsstrategie fir den Tourismus hei zu Lëtzebuerg aus? Och do presentéiert déi Etüd verschidde Secteuren, déi nach kënnen ausgebaut ginn. Wéi zum Beispill de Kongressтуризм, de Kulturtourismus an den Tourismus am ländleche Raum. An ech mengen, den Här Bauler huet dat och schon ugeschwat. An hei schéngt et mir, wéi wa just déi zwee lescht genannten nach ganz zolidd ausbaufäeg wieren, et deemno derwäert wier, dass ee sech ganz intensiv domadder géif beschäftegen.

Ech stelle mer och d'Fro, ob een net méi gezielt Familje mat Kanner am Ausland misst usprechen, well esou schéi wéi et am Schwarzwald ass, ass et zu Lëtzebuerg och.

Eng aner Zilgrupp ass déi sougenannte 65-plus-Generatioun. Do schwätzen eis kulturell Offer an d'Qualitéit vun der Restauratioun sécherlech prioritär och des Leit un.

Des Weidere gëtt an där Etüd och e Stéck méi Professionalismus vun allen Acteuren am Tourismussektor gefuerdert. An deem Kontext misst och den Accueil vun den Touristen hei zu Lëtzebuerg verbessert ginn, dass heescht méi professionell gehandhabt ginn. An do sinn ech net ganz mam Här Bauler d'accord, dass e seet, et wäere lauter Professioneller am Tourismus tätég. Ech mengen, do ass och nach Sputt no uewen, dass een dat ka verbesseren.

Ech schwätzen an deem Kontext awer och net eleng d'Hôtellerie selwer oder den Ticket-Guichet beim ONT un, mä virun allem och den Accueil an eise Geschäfte. Mir wësse jo mëttlerweile a glécklecherweis, dass d'Touristen aus ganz Europa, jo aus der ganzer Welt de Wee op Lëtzebuerg fannen. Do stellen ech mir elo d'Fro, wéi déi Leit reagieren, wa se an engem Buttek oder engem Restaurant nëmmen op Franséisch empfaange ginn.

Mir kënnen déi schéinsten Hotelle vun der Welt hunn, dass bréngt eis awer näischt, wann de Client herno net mam Personal oder mam Patron schwätze kann. Dofir muss d'Qualitéit vum Service an de Professionalismus vum Personal stëmmen. Eng Erausforderung, déi mat Sécherheet net einfach ass an och net vun haut op muer ze realisieren ass. Mä eng Herd vu Betreiber, siefen dat Hotellen oder Geschäfte, hu sech deem Défi gestallt, hunn en och uegeholl an hunn en och mat grousser, ganz grousser Kompetenz maîtriséiert a realiséiert. Si erneten entre-temps dann och dofir d'Friichte vun hirer Aarbecht. Hei léisst sech mat Sécherheet d'Spréchwuert aléisen: „Den Tüchtigen gehéiert die Welt.“

Lëtzebuerg mécht andauernd Reklamme fir seng Sproochevillfalt. Da misst déi awer grad am Tourismussektor present sinn. An der Hôtellerie selwer ass dat, géif ech soen, emol net gradesou e Problem. Ech mengen, de Problem stellt sech do éischter am Beräich, wéi ech elo grad gesot hunn, vun der Restauratioun respektiv am Commerce, déi jo och wesentlech Bestanddeeler vum Tourismussektor duerstellen.

Dës Sproocheproblem huet awer och als Ur-saach, dass den Job am Tourismussektor a villen Aen a vu ville Jugendlecher oder Leit hei am Land enner dach engem éischter schlechten Image leit an net onbedéngt als erstriewenswäerten Job ugesi gëtt. Onregelméisseg an dofir och relativ laang Aarbechtszäite souwéi eng oft fälschlecherweis gemengten ze geréng Bezuellung, sinn elo net onbedéngt als Ureiz ze verstoen, fir sech fir e Beruff oder en Job am Tourismussektor ze entscheiden.

Deesen Ëmstand féiert dann och derzou, dass sech Personal aus dem noen Ausland rekrutiert ginn, wat dann zum Deel och zu deem virdrun ugeschwate Sproocheproblem féiert.

Dofir muss gekuckt ginn, fir dat Bild vun der Aarbecht am Horeca-Sektor onbedéngt ze verbesseren, sief et duerch Campagnen oder gezielt Weiderbildungsmaßnahmen. Wéi huet de Premier bei senger Ried zu der Lag vun der Nation gemengt? Et ass keng Onéier, wann een am Horeca-Sektor schafft!

Här President, fir also de Volet Marketing méi aktiv ze gestalten, gesäit den aktuelle Fënnfjoresplang vir, dass déi Betreiber, déi hir Infrastruktur qualitativ verbessere wëllen oder schonn hunn, derbäi ënnerstëtzt ginn, wa se sech wëllen am Ausland méi bekannt maachen, sief et mat engem Stand op enger Foire oder mat anere mediéiwirksame Mëttele.

Och wann d'Lëtzebuurger Präsenz um Internet an deene leschte Jore staark ausgebaut gouf, sou muss een dach awer soen, dass dat eleng fir mech net duergeet, fir all Kategorië vun Touristen op eis opmierksam ze maachen. Ech denken do ganz gezielt un déi Alterskategorie vu Leit, déi net direkt an Internetaccès hunn oder net esou gutt domadder eens ginn. Dës potenziell Clientë mussen mer awer iwwer aner Medien, ewéi déi geschriwwe Press, Fachzeitschriften oder d'Televisioun, erreche kënnen. Nëmme e gesonde Mix aus deene verschiddene Marketingmesuren erméiglecht eis et, e gréisstméigleche Public dann och unzeschwätzen.

Här President, et gëtt och nach aner konkret Mesuren, wéi mer eis Betreiber am Tourismussektor ënnerstëtze kënnen. Wéi Der mat Sécherheet wësst, profitéiert d'Horeca vum Taux super-réduit bei der TVA, esou zum Beispill beim Akafe vu Liewensmëttele oder och wat den Taux ueget, deen op der Rechnung vun den Iwwernuechtungen da fir d'Touristen applizéiert gëtt.

Mir mussen bei enger zukünftiger Steuerreform also onbedéngt oppassen, den Taux vun 3% entweder bäizebehalen, a wann dat dann net méiglech ass oder wier, muss et awer en Taux bleiwen, deen äusserst attraktiv fir Lëtzebuerg ass. Domadder schafe mir de Betreiber d'Méiglechkeet, net nëmmen hir lafend Käschte besser am Grëff ze behalen, mä och weiderhin Touristen op Lëtzebuerg ze zéien duerch besser oder méi konkurrenzfähige Präisser, déi mir hinne kënnen ubidden.

En anere Punkt, dee mir am Moment Suerge mécht, ass deen, dass vill Betreiber net méi iwwerholl ginn, sief dat duerch d'Familj vum ale Propriétaire selwer oder duerch en Drëtten. De Problem, dee sech heier stellt, ass, dass et zu seriöse Plus-valüë kënn an dass d'Steiere fir eng Cessation de commerce och nach derbäi ufalen. Dat alles si Gelder, déi weder deen ale Propriétaire a scho guer net deen neien, deen ufänke wëll, ka bezuelen.

Déi verschidde Komponenten droe mat zum Verschwanne vu villen Traditionsbetreiber hei zu Lëtzebuerg bäi. D'Entwécklung um Lëtzebuurger Immobiliemarché vun deene leschte Joren oder Jorzéngte weist ganz kloer, dass d'Grundstéckspräisser an d'Immobilie selwer konstant méi deier gi sinn, wat dann och de Wäert vun den Hoteller no uewen dreift an et dann eben zu där grousser Plus-value kënn, déi bei enger Ierfschaft oder enger Iwwernahme muss bezuelt ginn.

Mir ënnerstëtzen dofir als CSV-Fraktioun ganz kloer d'Bestriewung vun der Madame Ministesch, fir en ähneleche Modell, wéi d'Landwirtschaft en huet, och am Horeca-Sektor kënnen ze iwwerhuelen, wouduerch garantéiert gi kann, dass Familjebetrieb och an enger nächster Generatioun weidergefoert gi kënnen.

Hei muss dru geschafft ginn. Ech hu kee fäerdege Modell dofir. Hei muss dru geschafft ginn an et muss och zu Léisunge kommen. Et wier net vu Mutterwéll, Madame Ministesch, wann een en Aarbechtsgrupp géif mat der Problematik Iwwernahme vun Hoteller respektiv Restaurationsbetreiber beschäftegen.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Lucien Clement (CSV).** - Zum Schluss wëll ech nach ganz kuerz op d'Roll vun den ORTEN agoen. Säit November 2012 gëtt et insgesamt véier där Agencen hei zu Lëtzebuerg mat dem Zil, d'Haaptacteurs aus dem Tourismussektor vun enger Region mateneen ze verbannen. Si sollen déi verschidden Aktivitéite koordinéieren an d'Offre touristique och iwwert d'Region eraus bekannt maachen. Mir mussen weiderhin an déi verschidden ORTEN investéieren, well en Tourist, deen op der Musel schlecht empfaangen a berode gëtt, freet sech, firwat en dann nach soll an d'Stad goen oder an d'Éislek oder an de Minett fueren, well et do dann och bestëmmt net besser ass wéi do, wou e schlecht empfaange ginn ass.

Gëtt en awer korrekt empfaangen, ass e mat Sécherheet bereet, och aner Regione vum Lëtzebuurger Land ze besichen. D'Qualitéit an de Professionalismus am ORT mussen also stëmmen. Ausserdeem muss séchergestallt ginn, dass d'Zesummenaarbecht tëschent ORT an ONT klappt. Nëmme wann déi eenzel Agencé sech ergänzen an zesummeschaffen, kréie mer e richtege Réseau touristique hei am Land op d'Bee gestallt.

Här President, ech hat virdu scho kuerz driwwer geschwat, dass d'Touriste vun haut oft





derzou neigen, manner laang op enger an d'erselwechter Plaz ze bleiwen. Mir sollen eis also keng Illusiounen maachen, datt e Visiteur sech fir eng Woch en Zëmmer hei zu Lëtzebuerg hält. Déi Zäite sinn, denken ech, eriwuer. Mir fuere jo och nëmmen zwee oder dräi Deeg op Hamburg, Berlin, Roum oder London, kucken eis dann d'Haaptattraktiounen un, ginn och nach gutt essen, kafen nach e bësselchen a kommen dann erëm heem. Dofir proposéieren ech, datt mir geziilt d'Formule „Kuerztrip“ fördere mat speziellen Offere fir auslännesch Touristen.

Zu gudder Lescht - wéi kéint et anescht sinn? - kommen ech awer och nach op de Budget ze schwätzen, dee mat 45 Milliounen Euro 10,5% méi kleng ausfällt wéi dee leschte Fénnefjoresplang. Zënter deem éischte Fénnefjoresplang mat engem Budget vun 3,72 Milliounen Euro bis op 45 Milliounen haut ass et awer e grouse Sprong, deen dann och duerch déi vill Erfolger gerechtfergt gëtt, déi mir säitdem awer am Tourismusmilieu ze verzechnen hunn.

Et wär ondenkbar ze gleewen, datt mir haut op deem Stand wäeren ouni déi aktiv Ennerstëtzung vum Stat iwwert déi lescht zéng Joer. An ech mengen, dat ass och eppes, wat den Här Bauler och mat deelt, datt mer do grouss Fortschritter gemaach hunn. Dofir, an datt mir weider op deem richtige Wee bleiwen, mussen déi néideg finanziell Mëttele bereetgestallt ginn. Et gëtt kee Grond, fir déi nächst Jore manner ze investéieren. Hei géllt d'Spréchwuert: „Wer rastet, der rostet.“

Den Tourismus hei zu Lëtzebuerg huet nach en enorm Potenzial. An dat ka just ofgeruff ginn, wann d'Acteuren aus dem Secteur aktiv ennerstëtzt ginn an aktiv matschaffen. Eegeninitiative ass hei méi wéi jee gefuerdert an och méi wéi jee gefrot. De Stat kann u sech nëmmen encastréieren an hëllef ze gestalten. Wa mir dat wëllen - a mir sinn eis eens heibannen, denken ech emol, datt mir dat wëllen -, da muss mer eis och bei deenen nächste Fénnefjoresplang déi néideg budgetär Mëttele ginn, fir datt mer déi Ziler, déi mir als Politik eis setzen, zesumme mam Secteur selwer och kënnen erreechen.

Dat gesot, Här President, soen ech Merci fir d'Nolauschteren.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Ech soen dem Här Clement Merci. An als nächste Riedner ass den Här Ben Scheuer agedroen. Här Scheuer, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Ben Scheuer (LSAP).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wat interesséiert mech, wann ech als Tourist iergendwouhi ginn? Wouhi ginn ech, fir mech ze entspannen? Wat wëll ech erliewen? Wéi wëll ech liewen an där Zäit vu mengem Congé, an där Zäit, wou ech eventuell mat der ganzer Famill oder engem Grupp verreisen, fir eng Vakanz ze verbréngen?

(**Mme Lydia Mutsch prend la présidence.**)

Mä ech wëll eppes fannen, wat anescht ass wéi dat, wourun ech gewinnt sinn. Ech wëll eraus aus dem Alldag. Ech wëll verwinnt ginn. Ech wëll aktiv sinn, meng Hobbye kënnen praktizéieren. Op jidde Fall dat, wat ech mer erwaarden, muss anescht sinn oder daitlech besser wéi mäin Alldag an op kee Fall an der Qualitéit drénner leien.

An enger Diskussionsronn op der Televisioun huet d'Madame Minister gesot: „Mëttelmooss ass out.“ Si huet domadder d'Qualitéit vun eiser touristescher Offer ugeschwat. An d'erselwechter Ronn huet de Georges Hausemer déi Fro gestallt, déi a mengen Aen déi wesentlech ass, an dat ass d'Fro no der Identitéit vum Lëtzebuurger Land.

Wat mécht d'Identitéit vum Lëtzebuurger Land aus? Wat ass spezifesch? Wat ass onverwieselbar? Wat féint de Gaascht nëmmen hei zu Lëtzebuerg? Wat ass besser zu Lëtzebuerg wéi op aneren Destinatiounen? D'Identitéit vun eisem Land: Dee Begrëff muss un der Basis vun alle Reflexiounen an Aktiounen am Tourismussecteur stoen.

Wat mécht dës Identitéit aus? Ass et den internationale Flair, dee Lëtzebuerg huet: en oppent Land, am Häerz vun Europa; e multikulturell Land, vu wou aus een och ganz Europa bereese kann; e Land, wou d'Kommunikatioun, d'Sprooch, den auslännesch Gäscht kaum Schwierigkeete mécht?

Wéi wichteg si fir den auslänneschen Tourist, dee bei eis kéint, eis spezifesch national Eegearten, eis Sprooch, eis Geschicht, eis Lëtzebuurger gastronomesch Spezialitéiten, eise Wäin, eis besonnesch Monumenter an eis Natur? Dës Facteure sinn ouni Zweifel wesentlech fir den Inlandtourismus. Hei konkurréieren dann och déi eenzel Regione mateneen an déi eenzel Uertschaften, zum Beispill Veianen, lechternach an esou weider.

Spille si awer och eng Roll als Magnéit, fir international Gäscht unzézéien? Gehéiert et net och zu eiser Eegeart, datt mir op klengem Raum landschaftlech enorm vill unzebiden hunn, an zwar esou vill, datt den Tourist Lëtzebuerg net an engem Dag an net an e puer Stonnen entdecken kann, e Land, an deem hien op klengem Raum och vill Aktivitéiten ugebuede kritt?

Bref, wat féint een zu Lëtzebuerg, wat een op anere Plazen an Europa, vläicht souguer an der Welt, net oder nëmmen selten oder net an d'erselwechter Qualitéit ugebuede kritt? D'Antwort op dës Fro muss de Gaascht an eisen internationale Promotiounscampagnen erfannen, an zwar gebündelt, gutt presentéiert an enger moderner Kommunikatiounsform.

An domat wier ech beim zweete Punkt vu menger Interventioun. Et gouf vill Promotiounscampagnen, déi eng 25 Milliounen potenziell Gäscht ugeschwat hunn. Méi wéi 400 Artikelen iwwer Lëtzebuerg als Reesdestinatioon sinn an der auslännescher Press erauskomm, an dat mat Hëllef vun 179 Journalisten, déi extra dofir an eist Land invitéiert gi sinn. Donieft sinn och e sëlliche Broschüre gedréckt ginn. Madame Minister, léisst sech dës Iwwerschwemmung mat Broschüren net besser bündelen, fir e méi konzentréierten Informatiounsfloss ze kréien?

Den Internetsite „visitluxembourg“ ass schonn e Succès mat sengen 2,5 Milliounen Visiteuren. Dat sinn alles Zuelen, déi op der leschter Generalversammlung vum ONT genannt gi sinn an déi sech op d'Joer 2012 bezéien.

D'Identitéit vun eisem Land definéieren, Investissementer maachen an ennerstëtzen a Promotiounsstrategie plangen a koordinéieren, dat schéngt d'Roll vum Stat ze sinn zesumme mat de groussen Acteuren am Tourismussecteur op nationalem Plang: Dat si fir mech den ONT, den Horeca-Secteur, a wann een de Krees e bësse méi ausweid, da kommen och d'ORTen dobäi, schonn eleng aus Koordinatiounsgrënn.

E Wuert zum ekonomesche Wäert zum Tourismus, deen oft ennerschat gëtt. Vum Tourismussecteur hänke ronn 17.500 Aarbechtsplazen of. Den indirekten an direkten Impakt chiffriert sech op ongeféier 5,7% vum PIB. Mä, an och dat betount d'Ministesch ëmmer nees zu Recht: Et ass nach genuch Sputt no uewen do.

Et ass awer net einfach, eng kloer wirtschaftlech Evaluatioun ze maachen. Déi virdu genannten Zuele klénge gutt, mä e méi genaue Bléck weist op aner Realitéiten hin. Bei den Iwweruechtungen, toutes catégories confondues, ass d'Tendenz steigend: 2% fir 2012; 7,3% fir 2011. D'Dauer vun den Iwweruechtungen, déi geet awer zréck op ongeféier eng Moyenne vun annerhallwem Dag.

Den Trend geet also a Richtung Minitrips oder Citytrips, déi hiren Héichpunkt de Päischtweekeend erreechen. E grouse Wuessstum ass notament bei den asiateschen Touristen ze fannen. Do fanne mer e Wuessstum vun 9% bei den asiateschen Touristen. Esou waren et 2012 iwwer 130.000 Japaner a Chinesen, déi hire Wee op Lëtzebuerg fonnt hunn.

Dat kéint doduerch, datt ganz geziilt dës Populatioun ugeschwat ginn ass a virun allem mat Argumenter, déi vläicht net direkt mat eiser Geschicht a Kultur ze dinn hunn, mä éischter mat der Präsenz op engem reduziéierten Territoire vu ganz ville Luxusmarken.

Wat ass d'Plus-value fir d'Geschäftsleit? Et huet sécher positiv Auswierkungen op eenzel Geschäfte, vläicht och op Reesagencen, déi sech där Clientèle upassen a Produkter schafé sollten, déi bewierken, datt aus der Visite vun e puer Stonnen ee Séjour vun engem oder, besser nach, zwee Deeg gëtt.

Den Tourismussecteur op der Musel, am Mëllerdall, am Éislek huet näischt dovun, wann d' Stad Lëtzebuerg zu enger Luxusmetropol gëtt. Mä dat soll kee Wäertuerteel sinn, mä éischter en Opruff, fir aner Regione mat anzebannen an de Succès vun der Stad Lëtzebuerg. D'Konscht besteet doran, fir ganz Lëtzebuerg als Destinatioun interessant ze maachen, esou interessant, datt eis Gäscht bereit sinn, Geld hei auszeginn an net nëmmen en „stop, see and go“ ze maachen. Dat wäert an Zukunft d'Gretchenfrage fir de Lëtzebuurger Tourismussecteur sinn.

Dir Dammen an Dir Hären, den Tourismussecteur ass zu Lëtzebuerg am Émbroch. An engem Region wäert an Zukunft ëmmer méi staark mat agebonne ginn an den internationalen Tourismus an an den Inlandtourismus, wat och elo schonn de Fall ass: Ech schwätze vum Süden.

De Süden huet och eng nei Dynamik entwéckelt; sécher spillt den Ausbau oder, besser gesot, den Opbau vun Esch/Beival engem wichtegem Roll derbäi. Den neie regionalen Tourismusbüro huet sech ganz ambitiös objektiwert gesat. Mä wat virun allem wichteg ass - an dat ass jo och d'Strategie vum ORT-Sud -: D'Zesummenaarbecht mat deenen anere regionalen ORTe muss

opgebaut ginn. Et ass wichteg, datt Synergien tëschent de verschiddenen ORTe fonnt ginn.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Ben Scheuer (LSAP).** - E puer Wuert och nach zum Émgang mat de Gäscht. E Land ka schéi sinn, mä eent ass sécher: Wann de Client zum Beispill onfrëndlech empfaange gëtt, wann de Service, dee versprach ginn ass, net klappt, da gëtt hien onzufrieden. All Leit aus dem Secteur si Verkeefer a mussen deementsprechend forméiert ginn. Wéi steet et mat de Sproochkenntnisser vun de Leit, déi um Terrain aktiv sinn? Wéi steet et mat dem Wëssen iwwer eist Land, iwwer eis Geografie, iwwer eis Attractiounen, iwwer eis Produkter?

Wéi steet et mat dem Nowuess an där Branche? Wéi attraktiv ass et, fir an dee Secteur schaffen ze goen: a Restaurants, Hotellen, Jugendherbergen, Syndikater, Campingen, Reesagencen an esou weider, do, wou d'Aarbechtszäiten onregelméisseg sinn? Et muss ee schaffen, wann déi aner hir Fräizäit genéissen, sécher ee wesentleche Facteur, dee jonk Leit dervun ofhält, fir eng Carrière an der Gastronomie ze maachen. Et drängen zum Beispill ëmmer méi Käch an e besser geregelten Job, zum Beispill a Kantinen, Foyeren, Maison-relais.

Fazit: Wien an d'Tourismusbranche wëllt schaffe goen, dee muss bereet sinn, vill Stress a Kaf ze huele mat Aarbechtszäiten, déi ee geregelt Famillieliewen erschwieeren an déi d'Ausübe vun de gängigen Hobbyen a Veräiner onméiglech maachen.

Wat ass also den Usporn, fir jonk Leit ze motivéieren, a Beruffer ze goen, wou de muenchmol ganz komplizéierte Client Kinnek ass? Eng Fro am Kontext vun der Ausbildung a Fortbildung: Ass et net méiglech a sennvoll, fir op der Uni Lëtzebuerg en entspreche Managementstudium an der Tourismusbranche unzebiden?

Léif Kolleegen, de Leitmotiv vun der Regierung ass „Qualité de vie et qualité du tourisme“. Am Kader vun deemem Objektive féint een am Regierungsprogramm verschidden Nischen, déi genotzt solle ginn, wéi zum Beispill den Tourisme de congrès et d'affaires, den Tourisme culturel, den Tourisme en milieu rural an den internen Tourismus.

De Kongresstourismus oder Tourisme d'affaires schéngt hei zu Lëtzebuerg fest implantéiert ze sinn, well Lëtzebuerg eng vun den europäeschen Hauptstied ass, mä och duerch eis staark Finanzplaz. Mä an der Provënz kéint wéineg vun deem Boom un. Da mussen déi internationale Verbindungsméiglechkeeten ausgebaut ginn, notament d'Fluchlinien. Nëmme op engem Standuert mat gudder Konnexioun kann de Kongresstourismus sech weiderentwéckelen.

Dir Dammen an Dir Hären, ech hunn haaptsächlech iwwert den Tourismus allgemeng, iwwert d' Stad Lëtzebuerg an iwwert d'Entwicklungsméiglechkeeten am Süde geschwat. Wat fir eng Méiglechkeete bleiwen dann nach fir d'Éislek a fir de Mëllerdall, déi klassesch Touristeregionen? Wandertourismus respektiv Vélostourismus oder nach de Mototourismus.

Virun allem am Norden an am Oste vum Land sinn dës ganz beléift Aktivitéiten, déi ëmmer méi Leit unzéien. An deem Sënn ass et och ze begrëssen, datt Initiativen ewéi de Label Bed+Bike och hei am Land e grouse Succès hunn a säit 2011 schonn insgesamt 80 Etablissementer dese Label hunn. Och de Mëllerdall Trail ass e groussen Erfolg am Oste vum Land mat iwwer 100 km Wanderweeër.

Kolleeginnen a Kolleegen, zum Schluss wollt ech nach e puer Remarquen iwwert de Mëllerdall maachen, well mer déi Region selbstverständlech ganz besonnesch um Häerz läit. Firwat geet den Tourismus eigentlech grad do zréck, wou hie fir Lëtzebuerg gebuer ginn ass, just do, wou hien e groussen Impakt op déi lokal Economie huet?

Madame Minister, dofir e puer Froen, laanscht déi mer eis net méi drécke kënnen: Wéi vill Hotellen, déi elo nach Familljenentreprisë sinn, kënnen iwwerliewen? Weess d'Madame Minister, datt just an der Region Mëllerdall, net nëmmen zu lechternach, eng ganz Rei vu Familljebetrieb versichen, hir Hotellen zu Seniorenhotellen oder zu Appartementshauser ëmzebauen? Dofir fanne sech potenziell Keefer; dofir féint sech Geld. Awer fir d'Iwwerhuele vun engem gutt gefuerten Hotel-Restaurant féint sech souguer bei Annoncen a groussen auslänneschen Zeitunge keen Interessent.

Ech ginn lech quasi wuertwärtlech d'Ursachen, wéi ech se vun engem Hôtelier-Restaurateur gesot kritt hunn: Den Tourismus ass zréckgegangen. Déi wirtschaftlech Situatioun an den traditionellen Länner - Belsch an Holland - wirkt sech aus. Déi traditionell Kondschaft ass vereelt an engem jonk Kondschaft hu mer net opgebaut. Kee vun de Kanner ass bereet, de

Stress an d'Onsécherheet an der Entreprise op sech ze huelen. De Betrib huet zwar keng Schold méi, mä kann awer net weider investéieren. De Betrib ass ausserdeem an dem beschtméiglechen Zoustand.

An dann d'Konklusioun: Et ass also net richtig, fir an deemem Fall unzehuelen, datt héich Investitiounen automatesch en héije Gewinn generéieren. Fazit, deen den Hôtelier-Restaurateur zitt: „Es ist wirtschaftlich erwiesen, dass erzielte Gewinne weder die Fixkosten noch die Instandsetzung der Betriebe decken oder gar neue Investitionen ermöglichen können.“

Et ass eng Illusioun, ze mengen, eis Betriber an de klassesche Regione Éislek oder Mëllerdall géife vu groussen Investisseuren iwwerholl ginn. De Réckgang ass beluecht vun 1995 bis 2012: bei den Hotellen vun 78 op 43 a bei den Zëmmeren vun 1.467 op 741; dat si bal 50%.

Esouwäit e Mann vum Fach, e Mëttelständler, iwwert d'Zukunft vun der klassischer Hotelbranche an enger Touristeregion par excellence.

Zum Schluss wollt ech awer och nach dem André Bauler Merci soen, deen déi heiten Interpellatioun ugefrot huet. An ech soen lech alleguer villmoos Merci fir Aert Nolauschteren.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **Mme la Présidente.** - Merci, Här Scheuer. Den nächsten agedroene Riedner ass den honorablen Här Kox. Här Kox Dir hutt d'Wuert.

► **M. Henri Kox (déi gréng).** - Merci, Madame Presidentin. Ech wëllt direkt am Ufank dem Här Bohler - Här Bauler, pardon! - Merci soe fir déi Interpellatioun. Entschëllegt d'Verwieslung! Wéi den Här Clement och selwer gesot huet virun der senger Interventioun, hu mer virun engem hallwe Joer oder fénnef Méint hei schonn iwwert den Tourismus eng Kéier debatiert. An ech wëll och direkt soen: Ech wäert haaptsächlech op dat verweisen, wat mer deemools schonn hei och als déi gréng gesot hunn.

Ech wëll och d'Wichtigkeet vum Tourismussecteur fir eist Lëtzebuurger Land hei net nach eng Kéier widerhuelen. Ech mengen, d'Zuele si gesot gi vun all menge Virriedner, soudass ech och d' Lag vun der Natioun (veuillez lire: d'Deklaratioun iwwert d' Lag vun der Natioun) vum Här Premier net méi brauch ze widerhuelen, well en och do d'Wichtigkeet vum Secteur an de Vierdergrond gestallt huet.

Dass mer Opportunitéiten hunn hei am Land, den Tourismus méi staark ze fördern, wësse mer. Mir sinn de Pôle d'attraction vun der Groussregion. Mir sinn och am Benelux gären opgesicht, souwuel vun de Belsch wéi vun den Hollänner, an och am noen Ausland; ech soen elo Däitschland, de Ruhrpott. Et si ganz vill Leit aus dem Ruhrpott, déi sech gären hei op Lëtzebuerg bewegen a sech och gären hei an eiser Region ophalen. Nichtsdestotrotz och iwwert d'Grenz vun Europa ewech: Mir wësse mëttlerweil, dass och ganz vill Chinesen, fir nëmmen déi ze nennen, de Wee op Lëtzebuerg fonnt hunn. Also hu mer e Marché, dee mer ze fleege hunn, dee mer ze heegen hunn.

An dofir wëllt ech dann och direkt op dat zréckkommen, wat ech virdu gesot hunn, dass ech gären op déi Debatt vum Plan quinquennal wëll zréckkommen. Well do huet mäi Kolleg Camille Gira eng Motioun déposéiert gehat, wou fénnef Punkten dra beschriwwen goufen an déi och hei mat ganz grousser Majoritéit - mat 59 Stëmme a mat enger Enthaltung vum fréieren Tourismusminister - ugeholl gouf. Den Här fréiere Minister war do net d'accord, mä 59 Stëmme waren derfir, fir déi Motioun unzehuelen.

Wat seet elo déi Motioun? Vläch huet d'Ministesch sech och scho mat där Motioun ausenangesat. Ech wëllt dann och déi fénnef Punkten nach eng Kéier widerhuelen an och gläichzäitig eis Iwwerleeungen dozou soen, firwat mer deemools déi fénnef Punkten do drageschriwwen hunn.

Déi éischt zwee Punkte ginn u sech e bëssen iwwert d'Strategie, eng Evaluatioun vun eisem Secteur respektiv d'Acteuren um Terrain, wien dat ass, wéi se zesumme koordinéieren a wat se u sech koordinéieren.

Dat éischt ass: Firwat froe mer eng Evaluatioun? Dir wësst alleguer: Déi lescht Etüd staamt aus dem Joer 2001 (veuillez lire: 2002). Nach virdu war et u sech eng iwwerschaften Etüd vun 1991 (veuillez lire: vun 1992) vum ETI-Institut vun Tréier, dat eng Evaluatioun hei vum Lëtzebuurger Land a sengen Atoute gemaach huet. Mir wëssen awer alleguer, dass mëttlerweil sech



ganz vill gedoen huet am Lëtzebuurger Land, wat den Tourismus ubelaangt.

Well mir hunn u sech zwee grouss Secteuren, déi mer missten ënnerscheeden.

Dat ass engersäits d'Stad Lëtzebuerg. D'Stad Lëtzebuerg huet eegen Dynamik, huet eng eege Struktur, huet och eege Leit, déi dat och ganz professionell ëmsetzen. Ech mengen, si ass eng Capitale européenne, si huet Patrimoine historique, si huet Infrastructures culturelles, loisirs an esou weider. Dat heescht, si kann an engem Tourismussektor ganz anescht oprieden.

Doniewent hu mer awer en immense Patrimoine doriwwer eraus, an dat ass fir mech de Patrimoine naturel, sief et d'Éislek, sief et de Mëllerdall, sief et d'Musel, an och am Minett gëtt et mëttlerweil immens flott Géigenden, wou ee sech kann ophalen. Am Westen och. Ech denken, dass mer déi zwou Schinnen onbedéngt mussen erausschleien.

An dann hu mer wierklech Attraktiounen, wann een dat associéiert nach mat Stied. Ech wëll der nëmmen e puer nennen, wéi zum Beispill Clierf, „The Family of Man“ - dat ass eng extrem flott Ausstellung mat dem Patrimoine vu Clierf dobäi -; Veianen, wat e ganz flotte Patrimoine huet; lechternach, wat en historesche Patrimoine duerstellt; Buerglënster, fir nëmmen déi ze nennen.

Da komme mer natierlech och net derlaanscht, fir Schengen ze soen. Awer Schengen net am Sënn vu Schengen als een Uert - Dir wësst allequerten, wann Der eng Kéier zu Schengen waart, Dir haalt lech net allze laang do op -, mä et ass en historeschen Uert. An ech soen ëmmer menge Kolleegen op der Musel: „Schengen ass d'Porte d'entrée vun der Musel.“ A mir sollten dat och esou gesinn, soudass mer och d'Leit dann drainéieren an eis Regioun, fir kënnen dervun ze profitéieren, dass se op Schengen kommen.

Dann: Wéi ass et mat den Acteuren, déi do sinn - dat ass och scho vu menge Virriedner gesot ginn, och den Här Clement hat dat nach eng Kéier gesot virdrun, den Här Bauler, mengen ech, och -, betreffend de Professionalismus? Awéiwäit sinn eis Leit um Terrain wierklech professionell esou opgestallt, dass déi néideg Informatioun, déi néideg Koordinatioun, déi néideg Promotioun och ka gemaach ginn?

Do stellt sech awer eraus, dass a ganz ville Beräicher dat net esou do ass, sief et dass Gemengen net esou opgestallt sinn, fir dat ëmsetzen, oder Syndicat-d'initiatives; dat ass luewenswäert, et ass de Bénévolat, deen do ganz am Vierdergrond steet, awer deen op seng Grenze stéisst, insbesondere wann Artikelen, Promotiounen, ganz cibléiert Aktivitéiten mussen ugebuede ginn. Oft ass et aus Eegeninteresse, wou se dat maachen, wou se Loscht hunn a Spaass derbäi hunn. Et ass awer vläicht net onbedéngt dat Zilpublikum, dat domadder misst ugeschriwwen ginn. Dofir schéngt et mer wäert ze sinn, dass mer do mussen agéieren.

Dofir, eng Konklusioun aus deenen éischten zwee Punkten, déi mer do gesinn hunn: méi professionell Niveauen erakréien; d'Offre touristique och méi professionell kënnen koordinéieren an dann natierlech d'Kommunikatioun. An dofir ass et an eisen Ae wichteg, dass déi Etüd nach eng Kéier iwwerschaaft gëtt.

Dann ass scho vun der Formation geschwat ginn. Ech mengen net, dass et richtig wier ze soen: Et ass den Aarbechtslosen, dee muss an dee Secteur schaffe goen; dat ass jo eng Aarbecht, déi mer einfach kënnen maachen.

Ech mengen just ëmgedréit: Mir mussen d'Valorisation vun deem Secteur vill méi héichhalen. Mir mussen an de Professionalismus erakommen. Mir mussen dee wierklech drainéieren. Et ass virdru vun de Sproocher geschwat ginn. Et ass net esou einfach, well de Client ass Kinnek, wann en an e Restaurant kënnt, wann en an e Betrib kënnt, an dee muss ëmworbe ginn. An dat kënnen mer net einfach esou aus der Täscher eraus, aus dem Bauch eraus maachen, mä dat muss forméiert ginn. Dat muss gutt forméiert ginn, well da kënnen mer och déi néideg cibléiert Politik maachen.

Ech weess, et ass mëttlerweil Bewegung drakomm. D'Orientatioun vun ONT kënnen mir deelen, dass mer net méi déi eenzel Regiounen... Wie weess ab 50 Kilometer vu Lëtzebuerg, wat déi eenzel Regioun sinn? Si gesinn d'Land als e Ganz.

An do fannen ech et och gutt, dass d'Ministesch mëttlerweil op dee Wee gaangen ass och mat där néideger Vernetzung mat ënnerschiddlechen ORTen. Mir mussen awer oppassen, dass mer awer net awer eng Verzettelung bäibe-

halen. Ech huelen d'Regioun Musel, well ech dat jo kennen, well ech do an deenen eenzelne Gremien och derbäi sinn, do gëtt et en ORT, do gëtt et eng Entente mat der Marie-Astrid, do gëtt et de LEADER, do gëtt et d'Schengen a.s.b.l., do gëtt et déi eenzel Syndikater. An dobäi hu mer et schwéier, fir heiansdo de Public cible ze differenzéieren. An dobäi schaffe mer allequerten an deemselwechte Secteur!

Dofir mengen ech, misste mer et fäerdegbréngen, en Organigramm erakréien. Ech hunn dat och schonn e puermol ugereegt. An ech denken, dass et wichteg wär, dass d'Ministesch do aktiv gëtt. Ech weess, dass se am Éislek amgang ass, do déi verschidde Strukturen méi an en Organigramm eranzefügen, dass ee sech och besser zréckfënnt. Och d'Acteure kënnen sech besser erauffannen.

Dann, en drëtten Punkt aus der Motioun, wëll ech dann och nach eng Kéier erklären, firwat mer dat esou wichteg fannen, dat ass e Plan sectoriel. Et ass virdrun eng Kritik gesot ginn iwwert de Plan quinquenal, wéi se entstinn. Oft, ech selwer - als Gemeng Réimech, et sinn nach anerer hei, déi dat gemaach hunn - si gefrot ginn: „Wéi eng Infrastrukture wëllt Der maachen?“ Mir maachen eng Kleesercherstut zesummen, eng Wonschlëscht, a mir gi se eran an de Ministère an da kënnt eraus, wat erauskënnt. Dann ass ee vläicht derbäi, et ass ee vläicht net derbäi. Ech denken, mir sollten eis do zesummedoen, an dann och op Basis vun enger Demande, an och cibléiert kucken, wat mer maachen.

Fir d'Éischt muss awer d'Analys da sinn. An da muss een éierlech soen, an et ass och schonn emol vun de Virriedner gesot ginn, um Niveau vun de Logementer ass et schwéier ginn. Virdrun huet den Här Scheuer vun den Hotelsbetreiber am lechternacher Raum oder aus dem Mëllerdall rapportéiert. Déi Problemer hu mer och deels op der Musel. D'Offer muss gekuckt ginn, ob mer net cibléiert kënnen do mathëlfen, eppes ze maachen, nei Campingsformen ze maachen, esou dass mer am Logement e bessert Angebot kënnen maachen.

Mir mussen och kucken, d'Fräizäitoffer méi ze diversifizéieren. Mir hunn an der Stad de Mudam. Et kann een awer och... well esou e bëssen am Ausland gëtt et dat, „land art“. Et ass Konscht an dem Land, also um offene Land, net nëmmen an der Stad Lëtzebuerg, mä mir ginn an d'Land, an den Norden, an den Osten, an de Süden, fir fir d'Leit da gläichzäitig Konscht a Patrimoine mateneem ze verbannen. An dat schéngt mer e ganz gudd Modell ze sinn.

Dann, an de Geschäfte selwer muss mer léieren, méi op de Client duerzegoen. Ech mengen, dat ass e Rappel, dee schonn oft hei gesot ginn ass. An aner Beräicher: Wéi ass et mat der Sproocheproblematik? All dat si Saachen, déi wichteg sinn. Ech mengen, dat ass och scho vu menge Virriedner gesot ginn, d'fir wëll ech do net weider drop agoen.

A wann een d'Gastronomie kuckt, da muss mer awer och kucken, dass mer, wa mer e Patrimoine wëlle vermaarten, e Patrimoine wëlle verkafen, da muss mer och kucken, dass mer déi Produiten aus där Regioun och besser valoriséieren, awer och an der Kaart, an der Offer zréckfannen. Dofir muss dann eng rout Linn, e roude Fuedem duerch déi ganz Politik duerchgoen.

Dozou vläicht och eng Konklusioun, zu deem drëtten Punkt, aus eiser Siicht, firwat deen esou wichteg war, firwat mer deen an d'Motioun gesat hunn. Mir brauchen eng Rei vu Pôles d'attraction, dat ass gesot ginn, no engem Plan sectoriel. Mir sollen eis do Gedanke maachen, mat den Acteuren um Terrain, fir ze kucken, dat alles ze maachen. Mir mussen eis eng ganz kloer Prioritéit op deem Niveau da ginn. Wat ass förderungsfäeg a wat ass net förderungsfäeg? An da gi mer dat och dann entsprechend vermaarten.

An dann en drëtten Punkt aus där Iwwerleeung ass: Wa mer Problemer hunn um Terrain, wa mer Problemer hunn, Leit ze fannen, fir dat ëmzesetzen, denken ech, dass dat Beispill vum Klimapak, vun den CO<sub>2</sub>-Reduktiounen och e Beispill kéint si fir den Tourismus; nämlech, dass een net nëmme Sue gëtt, mä dass een awer och eng Méiglechkeet gëtt vu logistescher Personelhëllefstellung. dass Leit, déi an engem professionellen „Encadré“ vun dem Ministère sinn oder vun engem ONT, déi op d'Plaz ginn, fir mat dem Bénévolat Aktiounen, cibléiert, no där normaler, no där grousser Politik, déi mer zesumme bestëmmt hunn, fir deenen ze hëllef um Terrain, eppes ëmzesetzen, fir net laanscht... oder Aktiounen ze maachen, déi deem komplett entgéintginn.

Da muss mer eis och iwwerleeën, dat hu mer och an der Landwirtschaft: Wéi kënnen mer Betriber weiderhin an deem Secteur behalen? Déiselwecht Fro stellt sech am Secteur vun der

Horeca. Och do muss mer eis Gedanke maachen: Wéi kréie mer Betriber längerfristeg erhalten? Also muss mer nei Formen vun Investitiounen iwwerdenken. Firwat net och Fremdkapital? Och do kucken, dass mer dat erakréien, ouni dem Hollywood ze maachen, awer trotzdem deene Betriber kënnen ënnert d'Äerm ze gräifen, an dass hir Successioun iergendwéi bleift.

Dann zu deenen zwee leschte Punkte vun där Motioun, an do och eis Suggestiounen do derzou. Dat ass, éischten, mir sollten touristesch Créneauen ausschaffen. An den Tourisme doux, an da kommen ech gären op de Vélos-Tourismus, dat ass scho virdru gesot ginn, mir hunn e Vélosnetz, awer dat leider nach net ganz ausgebaut ass. An dann ass et schued, wann een esou ee Vélosdag wëllt maache laanscht d'Musel, dass een immens vill Problemer huet vun enger Verwaltung.

Ech soen, d'Ponts & Chaussées, déi sech ganz schwéierdeet, fir zum Beispill esou eng Musel ze spären, d'Muselstrooss vu Schengen op Waasserbëlleg ze spären. Kuckt een awer iwwert d'Grenz eraus, do gëtt et den „Happy Mosel“ op der däitscher Musel, do ass op 80 Kilometer d'Strooss gespaart. Si hunn elo och schonn erëm Reklamme gemaach fir d'nächst Joer, wou 80 Kilometer vun der däitscher Musel gespaart sinn, wou wierklech e ganzen Event ronderëm gemaach gëtt. A mir doen eis relativ schwéier hei, dat wëllen ëmzesetzen.

Et geet awer och. An dofir wëll ech awer dann och d'Ponts & Chaussées dann e bësse luewen. Well, et ass virdru schonn ernimmt ginn, den IRONMAN soll jo op Lëtzebuerg kommen, den 8. September. Op Lëtzebuerg, en hallwen IRONMAN, de 70.3, fir dat méi kloerzemaachen, dat heescht den hallwen IRONMAN soll hei eng Aktivitéit sinn. Do ginn d'Stroosse gespaart. An do muss ech soen, dat soll jo net nëmme Réimech sinn, mä et ass déi ganz Musel-Regioun. An do hu mer eng ganz gutt Zesummenaarbecht tëschent der Police, Ponts & Chaussées an de Ministère, fir dass déi Aktioun och eppes gëtt.

Mir haten och leschte Weekend eng Nouveauté op der Musel, dat war dee sougenannten „Enotourismus“. Och dat huet gewisen, dass dat e Créneau ka ginn. Mir hunn eis schwéiergedoen op der Musel, fir d'Kultur, fir de Wäin, fir d'Landschaft mam Tourismus ze verbannen. Deen éischte Versuch war ganz akzeptabel. An ech denken, dass dat de Wee ka sinn, wann een zesummen un deene Punkte schafft, dass een och cibléiert no bausse ka Reklamme maachen. Well et waren erstaunlecherweis, wann ee mat de Wënzer schwätzt an och mat deenen eenzelne Gemengeresponsabelen, vill Ausländer ënnerwee a manner den Inlandtourist, esou dass mer Potenzial u sech och do hunn.

Gutt, dat war e bëssen zu deem, wat ech haut dozou wollt bäidroen. Wéi gesot, d'Motioun ass jo uegoholl ginn. Ech mengen, mir hunn e puer Etappen opgewisen, a wéi eng Richtung mer kënnen goen. Ech hoffen, dass d'Ministesch dat mat vollem Elan nach weider esou mécht a soen da Merci fir d'Nolauschteren.

► **Une voix.** - Très bien!

► **Mme la Présidente.** - Merci, Här Kox. Deen nächsten agedroene Riedner ass den honorabelen Här Kartheiser. Dir hutt d'Wuert, Här Kartheiser.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Villmools Merci, Madame Presidentin. Dir Dammen an Dir Hären, et ass scho richtig gesot ginn, dass mer haut déi zweete Kéier a relativ kuerzer Zäit iwwert den Tourismus schwätzen. Ech soen och dem Här Bauler Merci fir déi Initiativ.

Mä déi Fro, déi sech da stellt, wa mer a kuerzer Zäit zweemol iwwert dese wichtegen Dossier diskutéieren: Ass dat net en Indiz dofir, dass eigentlech keng Tourismuspolitik an deem Land gedriwwen gëtt oder bedriwwen gëtt, mä éischer eng Gestiou vum Dossier? Well all déi Karenzen, déi haut hei opgezielt goufen, déi weise jo awer an déi Richtung hin, dass eigentlech e Secteur, deen d'Regierung sollt vill méi mat Energie bedreiwen, mat iwwer 17.000 Aarbechtsplazen, engem groussen Undeel um Bruttoinlandsprodukt, eigentlech net mat deem néidegen Eescht hei bedriwwen gëtt. Dat ass emol eng Bemierkung.

Eng zweet, déi ech wëllt maachen, dat ass, dass mer e bësschen och den Uschloss un Entwécklungen am Ausland ëmmer verpassen. Dat eent hänkt mat deem aneren zesummen. Esou zum Beispill stelle mir fest, fir just ee Beispill, an et gëtt där Beispiller méi, e puer sinn der genannt ginn: Vélosweeër, Vakanzen um Land, zum Beispill fir Kanner oder anerer.

Mä ee Beräich, deen hu mer bal komplett verschlof, dat ass zum Beispill, fir en Tourismus ouni Barriären ze erméiglechen, fir déi Leit, déi Matbiere, déi Behënnerungen hunn, fir eis Attraktiounen rollstullgerecht ze maachen, fir Braille-Schrëft iwwerall ze hunn. Alles dat gëtt

am Ausland systematesch bedriwwen. Dat ass e Geste vu grousser Mënschlechkeet. Dat muss mer onbedéngt och maachen. Niewebäi gesot ass et awer och natierlech kommerziell interessant, well ganz vill Leit hu besonnesch Besoinen an et muss een deenen och wierklech Rechnung droen.

Dann eng zweet Saach, déi ech awer och wëll feststellen am Numm vun der ADR, hei, wa mir kucken, wat mir zu Lëtzebuerg maachen a wat an de Grenzregiounen geschitt, eis Siten, mir hu flott Siten hei am Land, mä déi ginn einfach net genuch valoriséiert. Wann ee kuckt, Duem zum Beispill, wat mer do u Réimerreschter hunn, déi Qualitéit an déi Wichtegkeet vun deene Reschter, d'lechternacher Villa, oder och den Tëtzelberg. Dat si Saachen, déi e groussen, och international e Wäert hunn a mir hunn déi kaum valoriséiert. An do mussen onbedéngt Ustrengunge gemaach ginn. Op där anerer Säit, op där däitscher Säit, gëtt et Réimervillen, déi historesch manner wichteg an interessant sinn, awer ganz anescht en valeur gesat gi sinn, an déi vill méi Leit unzéien.

Also, och do ass et wierklech en Opruff un d'Regierung an u jiddwereen, dee concernéiert ass, och déi Siten, déi mer hunn, och wierklech méi a méi systematesch ze valoriséieren an dann och kommerziell ze notzen. Mir hunn e Wow-Effekt hei am Land, deen ugeschwat ginn ass. Mir hunn e puer gutt Infrastrukturen, déi fir deiert Geld, vläicht vill ze vill Geld dohi gesat goufen, mä déi och net richtig valoriséiert ginn.

E gutt Beispill an där Hisiicht ass de Pei-Musée. De Pei-Musée, do gëtt modern Konscht gewisen, zäitgenössesche Konscht, leider emol net modern Konscht, zäitgenössesche Konscht, déi kaum, kaum Leit unzeit. Wann een d'Schoulklassen ofrechent, ass et schrecklech, wéi wéineg Leit an dee Musée ginn. An et wär wierklech, et ass awer eng ganz schéin Infrastruktur, an et wär wierklech derwäert, fir ze iwwerleeën, ob net grouss international Wanderausstellung sollten do gewise ginn. Dat géif selbstverständlech administrativ Ëmstellungen mat sech bréngen, mä et géif wéinstens emol déi Infrastruktur méi en valeur setzen a vill méi Touristen op Lëtzebuerg unzéien.

Dobäi kann ee soen, mir maache vläicht, mir widderhuele vläicht de Feeler vum Pei-Musée am industrielle Beräich. Mir restauréieren déi Héichwien. Dir kennt eis Meinung dozou, mä et ass nun emol eng Tatsaach, dass dat gemaach gëtt. Wann dat fäerdeg ass, déi Restauratioun vun den Héichwien zu Belval mat allem ronderëm, da leie mer net bei 40 Milliounen oder 60 Milliounen, da wärte mer insgesamt an der Gréisstenuerdung vun engen 100 Milliounen Euro leien. Da muss mer awer eis wierklech iwwerleeën, wéi mer dat touristesch kënnen valoriséieren, och am Zesammenhang mat engem Industrietourismus mam Ausland, zu Völklingen an op anere Plazen. Ech mengen, dat sinn enorm Zommen, an an der Groussregioun muss een déi Siten, déi mir dann hei opriichten, wierklech valoriséieren.

Et ass schued, fir ze gesinn, dass d'Regierung, wat d'Groussregioun ugeet, zwar d'Polizei vun engem Weihnachtsmarkt op deen anere bréngt, auslännesch Polizisten, mä et wär méi interessant, wa mer Touristen am Platz Polizisten hätten aus der Groussregioun!

Da wollt ech och nach soen, Madame Minister, de Flughafen huet Capacitéiten, déi wäit ënnerbelaascht sinn. An do ass de grouss Problem, d'Kommerzialisierung vum Lëtzebuurger Flughafen. Och do mussen Efforte gemaach ginn. E Flughaf muss systematesch vill méi op internationale Foire vertruede sinn. Et muss eng offensiv Politik gemaach ginn, an dat ass net Äre Ressort eleng, dat muss zesumme mat der Visa-Politik vun der Regierung geschéien. Well ëmmer erëm hu mer Opportunitéiten. Ech mengen, den Här Minister Schneider hat nach viru Kuerzem vun enger Fluglinn op Moskau geschwat. Et ass net méi dovun Rieds. Mir hate viru e puer Joer Gesprécher iwwer eng Flugverbindung mat China. Et ass net méi dovun Rieds.

An e grouss Problem bei all deene Saachen, dat ass, dass d'Tourismuspolitik, d'Kommerzialisierung vum Flughafen, well do gëtt et gutt Méiglechkeeten, a Visa-Politik mussen Hand an Hand gräifen, an dass mer eis déi Méiglechkeeten och kënnen ginn, fir esou Fluglinien heihinner ze bréngen, an deen Abléck Lëtzebuerg als international Dréischeif och an deem Punkt natierlech kënnen valoriséieren. An dat huet Retombéen och op eisen Tourismus.

Mir mussen Packagen ubidden. A wa vun High-Quality-Tourismus geschwat gëtt, da muss dat och eist kulturellt Angebot mat abegräifen. Dat heescht, mir mussen am Ausland kënnen Leit unzéien mat enger Flugverbindung op Lëtzebuerg, mam Concert oder mat dem Kultur-Event dran, mam Hotel, mat der Limousine. Dat alles muss e Package sinn. An dat ass eppes, wat mat Garantie och Erfolleg hätt.





## Chambre des Députés

### Compte rendu officiel

#### Supplément commun aux quotidiens:

Luxemburger Wort, Tageblatt, Lëtzebuenger Journal, Zeitung vum Lëtzebuenger Vollek

#### Contenu rédactionnel:

Service du compte rendu de la Chambre des Députés  
Service des relations publiques de la Chambre des Députés  
Tél. 466 966-1

#### Conception, saisie de texte et mise en page:

Espace Médias SA / Polygraphic SA, Differdange

#### Concept et coordination générale:

BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg

Da stelle mer nach fest... Nach zwee Wuert, Här President, well ech gesinn, d'Zäit ass riwwer. Regional gerecht, och dovunner ass geschwat ginn. Selbstverständlech muss mer regional gerecht virgoen. Mä och do, Madame Minister, froen ech mech, ob Dir am Ministerrot net koordinéiert. Wann elo zum Beispill eng Region wéi de Mëllerdall am Abléck vu bal all Säit net méi accessibel ass, aus Stroossebaugrënn an esou weider, dat huet natierlech Konsequenzen op den Tourismus, an ob do net ka méi koordinéiert ginn um Niveau vun der Regierung. Dat misst awer méiglech sinn. Schlecht Wieder an esou weider, ganz kloer.

Nach vläicht zwou Bemierkungen, an da sinn ech um Schluss vun deser kuerzer Intervention. Schengen ass ugeschwat ginn. Schengen ass wahrscheinlech mat dat bekanntsten Duerf op der Welt, niewent engem ireschen Duerf mat deem längsten Numm, an esou weider. Mä Schengen muss onbedéngt och an Europa méi an an der Welt méi valoriséiert ginn. Et gëtt kaum touristesch Infrastruktur do, an dat ass wierklech ze bedauern.

An dann nach eng Saach. Et ass iwwert d'Europa-Hauptstad Lëtzebuerg geschwat ginn, och mat Recht. Et sollt een drun denken, Madame Minister, vläicht wéi fréier, hat ee Stempel vu Stad zu Stad, esou e Genre Pass vun den Europa-Hauptstied anzefiere fir jonk Leit, wou een an all europäescher Hauptstadt e Stempel kritt, och zu Lëtzebuerg. Dat wier gutt fir d'Jugendherbergen, an et géif och méi jonk Leit an d'Land bréngen, wa se kéinte vun europäescher Hauptstadt zu europäescher Hauptstadt goen.

Ech soen lech Merci.

► **Une voix.** - Très bien!

► **Mme la Présidente.** - Merci, Här Kartheiser. Den nächsten a leschten agedroene Riedner ass den honorablen Här Colombera. Dir hutt d'Wuert, Här Colombera.

► **M. Jean Colombera (Onofhängeg).** - Merci, Madame Presidentin. Fir d'Éischt e grouse Merci un den Här Bauler fir des Interpellatioun, déi ganz interessant ass. Tourismus ass ee ganz wichtege wirtschaftleche Faktor, an et goufen an de leschte Jore ganz vill Ustrengunge gemaach mat der Schafung vun ORTen, an dat war onbedéngt noutwendeg, well d'Konkurrenz, déi schléift net.

Mir hunn hei dann zu Lëtzebuerg e ganz grouse Problem, an dat ass dann dat grousst Ongläichgewicht. Op där enger Säit dat Mastodon, Luxus-Metropol, d'City vu Lëtzebuerg, wou d'Leit dann d'Kasematte kucke ginn, de Palais grand-ducal, d'Place Guillaume, d'Cathédrale Notre-Dame, d'Philharmonie, Mudam, Kierchbiere, Shopping zu Lëtzebuerg, ass dat éischters fir haaptsächlech déi Leit mat Suen, fir Leit, déi e ganz kuerzen Urlaub maachen, fir d'Tagestouristen, fir Kongresstourismus an och fir Geschäftstourismus. An der Stad, do ass déi héchst Dicht vu Stärerestaurante pro Awunner, dat wësse mer. D'Stad werbt mat Designerboutiquen, Boutiquen am grouse Ganzen a Pâtisseries.

Also op där enger Säit ass dat an op där zweeter, op där anerer Säit ass dann déi sougenannte Provënz, déi e bëssen ënnerschätzt gëtt oder - wéi soll ech soen? - net esou gutt bekannt ass par rapport zur Grousstad Lëtzebuerg. An dat ass dann déi kleng Lëtzebuenger Schwäiz, wou ech Beaufort, d'Schluss vu Larchette, d'Abteistad vun lechternach, d'Klengstad vu Clierf, de Victor-Hugo-Musée zu Veianen, Schengen, d'prähistoresch Höhlen zu Miersch, d'réimesch Villen um Tëtzelberg, Bad Mondorf, de Musée zu Rémeleng, de Mäerchepark zu Beetebuerg, an ech kéint esou weiderfueren. An ech mengen, do ass dat Allerwichtigst, dee Potenzial, dee mer do hunn, dee muss mer einfach nutzen an do méi grouse Efforte maachen.

Well et geet dorëms, dass mer müssen Ustrengunge maache mam Zil, dass d'Touriste méi

laang hei am Land bleiwen. Touristen, déi nëmmen een Dag kommen, zwee Deeg, dat ass u sech an der Rei, dat ass gutt fir d'Stad, mä mer müssen do einfach kucken, dass se méi laang hei am Land bleiwen.

An do besteet fir mech dann de Problem: Wéi ass de Link vun der Stad an déi ländlech Regiounen? Wéi kréie mer d'Leit dohinner? Mam Zuch, mam Autobus, mam Auto? Do ass de Problem, dee muss geléist ginn, fir dass d'Leit einfach kënnen dat Ganzt als e grouse Package ugesinn.

Wat een net där vergiessen, dat ass awer, dass déi traditionell Clientèle, d'Famillje mat Kanner, d'Campingsbesucher, esou wéi ee se nennt, aus den Niederlanden, aus der Belsch an aus Holland (veuillez lire: Däitschland), dass déi verno-léissegt ginn.

Firwat? Bon, et där een net vergiessen, dass hei d'Präisser vun den Hotellen, d'Nuetspräisser, dass déi effektiv par rapport zum Grenzgebitt vill, vill méi héich leien. Et gëtt gesot, et géif net genuch Hotelle ginn. Mä de Präis ass och vill méi héich wéi an der Grenzregioun. An dann d'Liewensënnerhaltungskäschten, déi sinn an Däitschland vill, vill méi niddreg wéi hei. Duerfir, Leit, déi op e Camping ginn, déi gi léiwer bei den Aldi, bei de Colruyt, fir keng Nimm ze nennen, mä fir si ass dat eng Alternativ, fir dann hei ze bleiwen, fir méi laang hei ze bleiwen.

An da gëtt et natierlech dat berühmte Wieder. Alternativen, déi muss mer ubidden. Wat maache mer, wann et reent? Dat muss onbedéngt geléist ginn!

Wat dann onbedéngt feelt, dat ass, mir hunn e ganz grousst Potenzial, an dat ass eis Natur, an dovunner muss mer da profitéieren. An do ass et ganz wichtege, fir mindestens ee Ferienpark ze kréien, ee Center Parc, dee fir Weekender geduecht ass oder fir Famillje mat Kanner, déi sech méi laang hei am Land wëllen ophalen. Ënner anerem och da Spaßbäder, Spillplazen, déi iwwerdaacht sinn. An de Problem vun de Spaßbäder, dat ass einfach, déi feelen einfach hei am Land.

Do gëtt et och nach Wellness am ländleche Raum, déi muss gefördert ginn. An dann och nach fir déi Jugendleche d'Méiglechkeeten, fir am ländleche Raum, fir Teens a fir Twens, fir a Baren, Musikkneipen, Diskoen ze goen, fir déi ze besichen. Ganz wichtege sinn d'Sportinfrastrukturen, déi feelen, esou wéi am Mëllerdall, déi feelen am Éislek. An da müssen natierlech och ganz vill Efforte gemaach ginn, wéi den Här Kartheiser richteg gesot huet, fir dann déi behënnert Leit.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Très bien!

► **M. Jean Colombera (Onofhängeg).** - An domat kann een am ländleche Raum da ganz vill errechen.

Bon, wat och wichtege ass, dat ass, dass d'Gemenge müssen ënnerstëtzt ginn, wéi den Här Bauler gesot huet. Enorm wichtege. Wa si Projete maachen, dass mer déi einfach honoréieren. D'Produkte mussen onbedéngt besser vermaart ginn. An den Empfang vum Tourist, den ass dat Allerwichtigst, dass en dann déi Joren drop erëm zrëckkënn.

An dann, wat och nach enorm wichtege ass, ass ee Programm fir déi heimesch Leit. Well, ech mengen, wann Der d'Leit froet: „Wou ass hei Tourismus?“, da soe se direkt: „Dat ass an der Stad. Ech ginn an d'Stad.“ Mä och d'Leit hei am Land missten e Programm kréien, wou se kéinte sonndes oder samsdes oder um Week-end, oder wéi et och ëmmer ass, einfach hei an d'Land goen...

#### (Interruption)

...well si wëssen net... Si wëssen... Neen, et deet mer leed. Dat ass net bekannt. Et deet mer leed. Wat bekannt ass, ass d'Stad. Ech hunn et virdru gesot. Dat ass eben dat Ongläichgewicht. An déi meeht Leit, déi... Wësst Dir, wou Sentiers pédestres sinn zum Beispill?

► **Mme Françoise Hetto-Gaasch, Ministre des Classes moyennes et du Tourisme.** - Ah jo.

► **M. Jean Colombera (Onofhängeg).** - Jo? Wou géift Der da sonndes goen, Madame Minister?

► **Mme Françoise Hetto-Gaasch, Ministre des Classes moyennes et du Tourisme.** - Ma, Mëllerdall Trail zum Beispill.

► **M. Jean Colombera (Onofhängeg).** - A wou nach?

► **Mme Françoise Hetto-Gaasch, Ministre des Classes moyennes et du Tourisme.** - Den Escapardenne am Norden.

► **M. Jean Colombera (Onofhängeg).** - Am Norden. Kennt Der deen am Norden? Dat kennt Der am Norden.

► **Mme la Présidente.** - Här Colombera, Dir sidd schonn iwwer Ärer Zäit. Ech géif keng Diskussioun elo ufänken, mä zum Enn vun Ärer Ried kommen.

► **M. Jean Colombera (Onofhängeg).** - Merci, Madame. Merci, Madame Presidentin. Ech wollt just soen, dass dat net bekannt ass. A wat ganz wichtege ass, wéi gesot, dat ass eng Etüd ze maachen zwësche wat iwwerhaapt gefrot ass: Famillje mat Kanner, Sportler, eeler Leit a Jugend. Dat muss fir d'Éischt definéiert ginn, wou déi wëlle goen, wat se wëllen hunn. An da kann ee vläicht de Programm nach besser gestalten.

Ech soen lech Merci.

► **Mme la Présidente.** - Merci, Här Colombera. Domat ass d'Riednerléschtt ofgeschloss an d'Regierung huet d'Wuert. Madame Minister.

► **Mme Françoise Hetto-Gaasch, Ministre des Classes moyennes et du Tourisme.** - Madame Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, ech hat mer eppes Klenges preparéiert, mä et sinn esou vill Froe komm a Suggestiounen, an ech weess net, ech wäert wahrscheinlech e bësselchen iwwerzéien. Da soen ech lech dat alt scho léiwer am Virus.

Ech wëll fir unzefänken dem Här Bauler Merci soen, dass en deen Débat hei lancéiert huet, wat eis alleguer Geleeënheet gëtt, iwwert den Tourismus ze schwätzen, well et einfach e Secteur ass, deen immens ënnerschätzt gëtt. An op där anerer Säit, muss een awer soen, ass et e Secteur, deen immens straalt a ganz vill aner Beräicher eran, déi dovunner kënnen profitéieren: dee ganzen Horeca-Beräich, dee ganze Commerce-Beräich, wat Secteure sinn, wou Potenzial ass, och fir Plazen ze schafe fir Leit mat an ouni Qualifikatioun. Ech mengen, et ass och wichtege, dat och eng Kéier op deser Plaz ze soen.

Zuelen, do wëll ech net méi drop agoen. Ech wëll einfach vläicht e ganz kleng Résumé gi vun deem, wat mir an deene leschte véier Joer gemaach hunn.

Mir hunn de Fënnfjoresplang weidergefoert. Dir wësst, dass dat eis erlaabt, eng ganz Partie Investissementer ze maachen. Investissementer, déi souwuel vu Gemengen, vu Syndicaten, vun A.s.b.l.e kënnen ugefrot ginn, a wou se da kënnen vun eis ënnerstëtzt ginn. Dat sinn Investissementer, ech mengen, Dir wësst dat, an Infrastrukturen. Dat war och schonn an deenen anere Fënnfjoresplang esou. Mir hunn do zum Beispill d'Tauxen esou héich gesat, wéi den Encadrement communautaire eis dat iwwerhaapt erlaabt. Dat heescht, déi sinn alleguer adaptéiert ginn.

Dann hu mer nei Hébergementsformen erbruecht. Dat ass de Mëtteg e puermol ugeschwat ginn: d'Village-de-vacances. A mir hunn och zum Beispill, wat och verstärkt eng Demande dobaussen ass vun den Touristen, dat ass dee Beräich vum Locatif.

Och déi Tauxen hu mer an d'Luucht gesat, well mer dat wëllen ënnerstëtzen. Souvill zu deene Saachen, wou den Här Kox och gesot hat, vu cibléiert op Saachen agoen.

Da steet fest, an dat ginn ech och net midd ze soen, dass déi Betriber, déi an deene leschte Joren investéiert hunn, dass dat wierklech déi Betriber sinn, déi am Schnëtt einfach besser och do sti wéi anerer, an... Mä d'Infrastruktur ass awer net dat Eenzege, wat zielt.

An duerfir ass, wann ech soen, mir schwätze vun Investissementer, Investissementer an d'Infrastruktur, mä awer och Investissementer an d'Qualitéit vun de Servicer. Do hu mer och iwwert den néngte Plan quinquennal eng ganz Partie Subsiden, déi mer zur Verfügung hunn, fir eben Investissementer ze maachen am Kader vun deene verschiddene Labelen, fir eben d'Betriber ze encouragéieren, op dee Wee matzegoen.

Zum Beispill den „ServiceQualitéit LËTZE-BUERG“, wat fir mech e wesentleche Label ass, deen e Betrib einfach misst - misst! - hunn, fir sech optimal opzustellen, fir mam Tourist em-

zegoen. Dat geet einfach u bei de Mataarbechter, déi am direkte Kontakt mam Client sinn an déi einfach deem mussen e wonnerbaren Accueil do bidden. Dat ass e Modell, wou mer eis un der Schwäiz inspiréiert hunn. Mëttlerweil hu mer do méi wéi 70 Betriber, déi dee Label hunn.

Dann hu mer den EcoLabel, wou am Fong geholl aktiv, Här Kox, d'Betriber ënnerstëtzt ginn, berode ginn. Dat ass wierklech... Deen EcoLabel ass an deem Sënn ee vun deene Labelen, wou se mat der Hand geholl ginn a wou se gesot kréien, wat se do solle maachen, fir eng ëmweltfrëndlech Gestuon vum Betrib ze maachen. Do hu mer mëttlerweil 40 Betriber.

Da wollt ech dem Här Kartheiser soen, ech mengen, hien hat dat nach net matkritt: Mir hunn e Label, den EureWelcome-Label. Deen erméiglecht... Dee kréien déi Betriber, déi en normaliséierten Zougang fir all Visiteuren hunn, ne. Do hu mer mëttlerweil 71 zertifizéiert Betriber. Mir hunn nach virun de Spiller vun de kleng Länner nach déi lescht ausgezechent, och grouse Infrastrukturen hei zu Lëtzebuerg, fir ebe just Leit mat Behënnerung bei sech opzehuelen. Dat maache mer zesumme mat Info-Handicap.

Dann hu mer de Bed+Bike-Label, fir déi Leit, déi gäre Vëlo fueren, an de Bureau d'information reconnu, fir eben och an den touristesche Büroen en optimale Service unzebidden.

Et heescht also, Investissement an Infrastrukturen, an Investissement a Servicer. A wann dat da bis klappt, dann ass dat, wat och scho vill Leit vun lech de Mëtteg ugeschwat hunn, da muss een dat Ganzt och nach an d'Fenster stellen. Da komme mer bei d'Promotioun.

Nation Branding ass de Mëtteg e puermol gesot ginn. Här Scheuer, ech mengen, Dir hat och dovunner - entschëllegt, wann ech lech ënnerbriechen -, Dir hat dat elo éineschters ugeschwat, mä do si ganz vill Acteuren, déi an deem ganzen Nation Branding do matdiskutieren.

Wat ass dann dat Bild vu Lëtzebuerg, wat mer finalement wëllen dobausse ginn? Wann Der déi Leit aus der Finanzwelt: Luxembourg for Business, Luxembourg for Finance... Jiddwereen huet en anert Bild. An do, mengen ech, muss mer nach eis Käpp zerbréchen, fir een eenheetlech Bild dobaussen eriwwerzebréngen.

Wa mir un d'Schwäiz denken, hu mir e Bild am Kapp. An ech mengen, dat muss mer och hirkreie fir Lëtzebuerg. Awer dat kann awer net nëmmen d'Bild vum Tourismus sinn. Ech mengen, do muss een ee Bild fannen, wou jiddweree sech kann domadder identifzéieren. Op alle Fall muss et e Bild sinn, wat och Emotione vermëttelt, wat einfach och Loscht mécht, op Lëtzebuerg ze kommen.

Dann, d'Promotioun. Ech mengen, den ONT spillt eng extrem wichtege Roll, wat d'Promotioun am Ausland ubelaangt. Do wësst Der, dass mer virun, ech weess schonn net méi, dräi Joer, 2010 - jo -, hu mer eng komplett Evaluatioun maache gelooss, eng Restrukturatioun vum ONT. Deen Audit huet eng ganz Partie Recommendationen erginn. D'Missionne sinn nei definéiert ginn. Mir hu si ënnerstëtzt am ONT bei der Ëmsetzung vun deem Ganzen. Mir hunn d'Leit, déi ganz Equipe, nei opgestallt. An ech mengen, do si mer mëttlerweil awer och um richtig gudder Wee, fir Promotioun am Ausland ze maachen.

Dann hu mer am Kader vun der Promotioun opgehale, d'Land a Regiounen am Ausland duerstellen. Well dat ass den Touriste relativ egal, wa mir soen: „An dann hu mer och nach d'Ardenen, dann hu mer d'Musel.“ Ech mengen, et muss ee kucken, d'Leit jee no hirem Interessi ze kréien. Een, dee seet: „Ech interesséiere mech fir Natur.“, ma deem muss ee kënnen weisen: „Mä bei eis hues de Natur iwwert d'ganz Land verdeelt, an do kann een iwwerall dat an dat maachen.“ Een, dee sech éischer fir Gastronomie interesséiert, och dee ka bedéngt ginn. Et ass wichtege, dass een Themeberäicher opgräift, wou een d'Leit am Fong geholl domadder jee no hirem Interesse ka këddelen.

Dann hu mer d'ORTE gegrennt. Et ass de Mëtteg e puermol iwwert d'ORTE geschwat ginn. Ech wäert herno och nach op déi eenzel agoen, Bemierkungen agoen, déi gemaach gi sinn.

ORTE si wierklech professionell Strukturen, grad ebe just, fir déi Bénévoler, wou mer wëssen, dass mer lues a lues do un d'Grenze stoussen, fir déi mat der Hand ze huelen, fir déi Moyenen, déi awer do virun dacks vun eenzelne kleng Strukturen, ech soen elo net verpolvert, mä





agesat gi sinn, fir déi ze bündelen, fir dorausser ee Gesamtprojet ze maachen.

Ech mengen, déi Missioun vum den ORTen, déi si kloer ëmmer erëm an Aarbechtsgruppen och definéiert ginn: d'Regioun valoriséieren; déi eenzel Acteure vernetzen; d'Offer, déi mer hunn, bündelen a visibel maachen; an natierlech och ganz wichteg, fir Animatioun suergen a Produkter ausschaffen; an dann d'Koordinatioun vum deem Ganzen.

#### (Interruption)

D'Koordinatioun, Stéchwuert, e ganz wichteg Wuert. Koordinatioun...

#### (Interruption)

► **Mme Françoise Hetto-Gaasch**, *Ministre des Classes moyennes et du Tourisme*.- Dat mécht nâischt. Ech zielen lech dat elo. Dee wëllt nolauschten, dee lauschten no, an déi aner Leit, déi schwätze mateneen.

#### (Brouhaha général)

Et ass ganz gemittelt heibannen. Ech loosse mech net aus der Rou bréngen.

► **Mme Viviane Loschetter** (*déi gréng*).- Dat bréngt eis a Vakanzestimmung.

► **Mme Françoise Hetto-Gaasch**, *Ministre des Classes moyennes et du Tourisme*.- Gell, voilà. Do si mer där jo geschwé méi no bäi.

Also, Koordinatioun erschénkt mer eng ganz wesentlech Saach ze sinn, an dat op allen Ebenen: tëscht dem Ministère, tëscht dem ONT, mat den ORTen, mat den Naturparken, dass déi Leit alleguer complémentaire zesumme schaffen...

#### (M. Laurent Mosar reprend la présidence.)

...a jiddwereen och um selwechte Strang zitt, fir dass mer an deem Ganze weiderkommen.

Broschüre sinn ugeschwat ginn, dat ass ee Volet, wou Dir... Ech mengen, den Här Kox hat dat och gesot, wat do wichteg ass, dass dat -neen, et war de Ben Scheuer -, dass dat mat de Broschüre vill méi koordinéiert gemaach gëtt. Ech mengen, dat ass eng vun den Aufgabe vun den ORTen.

An dann, jo, d'Entente-touristiquen natierlech, déi mer och nach hunn, déi och complémentäire zu den ORTe schaffen.

Da muss ee sech awer och dobaussen am Ausland weisen. Et ass gesot ginn: „Mir hunn Internet-Siten.“ Richtig. Mir hunn en Internet-Site fir déi méi jonk Leit. Déi gi vläicht éischter op Internet-Siten. Et muss ee sech awer och weisen op Foiren, wou ee Material mathält. An dat maache mer jo och. Mir waren elo nach kierzlech och op Istanbul zwee Deeg, wou mer Leit matgeholl hu vun den Institutionen. Den LCTO war mat. Mir haten awer och Privatpartner mat, déi sech wellen dohannen duerstellen.

Dat ass eng extrem wichteg Plattform, eng Foire, fir e Land, fir sech ze weisen a fir sai Material, eis Broschüren, fir déi och ze verdeelen. Grand-public-Foiren, awer och spezifesch professionell Foiren, MICE-Foiren. An dann natierlech, wat mer och maachen zum Beispill an Asien, wou mer déi Roadshowe maachen, wou mer am Fong mat méi kleng Budgete kënne ganz vill Leit errechen. Direkte Kontakt mat den Tour-Operatoren, B to B, dat ass eppes, wou mer mat weinege budgetäre Mëttel weiderkommen.

D'Fiche-d'hébergement waren ugeschwat ginn. Ech weess elo schon net méi, wien dat war. Ech mengen, et war den Här Bauler. Statistesch Material hat Der gefrot. Et ass scho laang hier, dass dat Gesetz gestëmmt ginn ass. Ech war deemools Rapportrice vun deem Gesetz. Ab deem 1. Abrëll sinn d'Fiches d'hébergement obligatoresch fir Betriber, dass se déi mussen ausfüllen. An déi Fichen, déi wäerten eis wierklech erlaben, op eng ganz Partie vun neie wichtegen Donnéeën zréckzegräifen.

Dann, Dir hat och gefrot, wéi et ausgesäit mat dem Projet de loi iwwert d'Klassement vun den Établissements d'hébergement touristique. Abee, Här Bauler, dat hu mer jo misse ganz iwwerschaffen. Dat geet d'nächst Woch op den Instanzwee. Ech mengen, dat war och ganz wichteg, fir dat endlech ze maachen, well mer einfach nach de Moment op engem Gesetz schaffen aus de 50er an de 60er Joren. An deem neie Gesetzesprojet, dee gesäit eng zäitgeméiss Basis vir fir de Secteur, awer dee ganze Secteur, net nëmme d'Hotellen, mä och d'Campingen, d'Giten, d'Jugendherbergen an d'Villages de vacances. Also, wéi gesot, dat geet d'nächst Woch op den Instanzwee.

Dat war elo dee Volet, deen ech mer preparéiert hat. Da géif ech dann elo op Är eenzel Interventiounen agoen.

Statistesch Material. Dat war dat Éischt, wat Der gesot hutt. Wéi gesot, dat leeft.

Ardennen-Trekking. Dir hat dat ugeschwat, dass do déi Propositionen komm ass vun deenen dräi Ententen aus dem Norden, fir dat ze maachen. Ech wëll lech just soen, Här Bauler: Déi wellen do en Trail maache vu 500 km. An do sinn einfach, an dat hu mer hinne geschriwwen, do stinn nach esou vill Froen am Raum. Wien ass dann de Porteur de projet? Mir brauchen e Porteur de projet, fir dass mir dee kënne finanziell ënnerstëtzen. Bis elo huet awer nach do keen de Fanger gewisen.

Da muss och kloer sinn: Wie këmmert sech dann do herno ëm den Entretien vun deem Ganzen? Och dat ass net kloer.

An da wëll ech lech awer och soen: Vu wéi engem Budget schwätze mer hei? Mir schwätze hei vu bal enger Millioun, wat dat géif kaschten. Donieft wëlle si nach gären erëm eng nei Signalétique maachen, nieft enger, déi ganz gutt fonctionnéiert: den Escapardenne. Ech mengen, et muss een awer och an Zäite vu budgetäre Restriktiounen awer verstänneg sinn an awer soen: „Okay, mä da kommt, mer maache vläicht e klengen Deel. Kommt, mir bannen dat un un eppes Bestehendes, wat gutt fonctionnéiert.“

Dat hate mer hinne proposéiert. An där Meenung hu sech iwwerengs och déi Responsabel vun der Fondation Natur, Natur an Ëmwelt an déi Responsabel vum Naturpark ugeschloss. Si sollen elo emol e kleng Volet maachen, an net e Projet vu 500 km, wou mer einfach wellen allgemeng zefriddestellen, all Gemeng mat ubannen. Bon, wéi gesot, do stinn eng ganz Partie Froen op.

Dann hutt Der gesot: IRONMAN. Ech muss lech soen: IRONMAN, mir sinn déi net siche gaangen. Déi si froe komm: „Hei, mir wellen dat gär maachen.“ Si hu sech d'Musel erausgesicht. Wann Dir Demandeur sidd, fir am Norde beim Stausee esou eppes ze maachen, majo da mussst Der deene Leit dat soen. Si komme jo elo. E puermol si se hei. Setzt lech mat deenen a Verbindung, an da kann dat jo och eng Kéier am Norde gemaach ginn. Also, ech hunn... Ech mengen, do ass kee Problem.

#### (Interruption)

Dann ass gesot ginn: „Mir müssen eis besser duerstellen um Findel an op der Aire de Berchem.“ Findel, ginn ech lech Recht. Do muss mer wierklech eppes maachen. Aire de Berchem, do ass et awer esou, dass mer do elo am Summer mat engem Promocube sinn. Dat ass esou e flott Gerüst, wat s De kanns ausmeeklappen, wat iwwerengs och elo beim Tour de France mat derbäi ass, wou Broschüre verdeelt ginn. Do wäert während de Summerméint op der Aire de Berchem dee Promocube sinn, wou eng Studentin oder e Student dann hannendru steet, fir ebe grad déi Leit, déi eben amgang sinn am Transit, fir déi ze empfänken an hinnen eng Broschüre ze ginn, fir se ze invitieren, och eng Kéier Vakanz op Lëtzebuerg maachen ze kommen.

An da gi mer mat deem Promocube och, wéi Dir och gesot hutt, wat wichteg ass, sech an der Groussregioun duerstellen. Och dat wäerte mer maachen. Do si sechs Stied, déi mer am Viséier hunn.

Kids-Label, dat huelen ech gär mat. Dat ass eng flott Iddi. Do kënne mer gären driwwer nodenken.

Dann hutt Der vun Indoor-Spillplaze geschwat. Do ass zum Beispill eng virgesinn - ech weess net, ob Der dat wësst - zu Clierf. Et steet och am néngte Plan quinquennal. Do freeën ech mech drop, wann déi kënt.

Da muer am Conseil ass dat neit Vélosgesetz um Ordre du jour. An do geet et ëm eng besser Vernetzung, et geet ëm den Ausbau. Also, wann dat da muer dann duerch ass, da kënt Der jo gesinn, dass sech do och eppes deet.

Dann ass vill dovunner geschwat ginn, fir d'Betriber besser ze beroden. Mir hunn do de guichet.lu vun der Chambre de Commerce. An et ass och am Norden eng Antenn, déi dat mécht, déi d'Betriber beréit. Mir selwer um Ministère maachen dat natierlech och, well d'Leit komme jo, wa se e Projet hunn, bei eis. Si froen am Virfeld, well da kënne se nämlech nach méi Sue kréien, wa se au préalable froen, wat se kënne maachen, wéi se sech sollen uleren. An do kënne mir eng Hand mat upaken. Dir musst och wëssen, wann Der op esou e Beroder zréckgräift, dass Der do iwwert d'Loi-Kader vun de Classes moyennes och dat mat 30% kënt mat finanzéiert kréien.

Da Spaassbad. Jo, richtig. Ech erënnere mech dat gutt. Dat war, ech weess net méi, 2004/2005, wéi déi Iddi am Osten opkomm ass, fir e Spaassbad ze maachen. Dunn ass no engem Terrain gesicht ginn, a mir hunn dann och net direkt de richtege Terrain fonnt. Mëttlerweil ass awer a puncto Spaassbad esou vill ronderëm enstane - zu Miersch, Walfer huet sech

vergréissert, zu Nidderanven ass eppes entstanen -, dass ech mer wierklech allen Eeschten d'Fro stellen, ob mer eis iwwerhaupt nach e Spaassbad kënne an deem Sënn, wéi et deemools ugeduecht war, leeschten, well dat einfach terribel Fraisen...

Also, wann ech kucken, och wéi zu Stroossen, wat déi vu Fraisen hunn. Déi schreiwen nëmme rout Zuelen. Duerfir mengen ech, muss een op en anere Wee goen. An duerfir gesinn ech eppes am Genre vun engem Village de vacances. An duerfir hu mer dat och am néngte Fënnfjoresplang dran, well een dat ka mat esou eppes verbannen, wou een dann och den Zougang erméiglecht fir Leit vu baussen, fir an esou eng Schwämm eranzegoen.

An do deet sech eppes. Do si mëttlerweil dräi Gemengen, déi eng Iddi an deem Sënn hunn zum Deel schon. Deen ee Projet ass schon e bësse méi konkret wéi deen aneren. An der Fiels ass esou e Centre Village de vacances. Dat ass elo net e Center Parcs, ne. Et ass en... Dee Mann, dee mécht dat selwer. Deen inspiréiert sech un engem hollännesche Modell. Et ass Wäiswampech, déi de Fanger ausgestreckt hunn, déi esou eppes wëlle maachen. An och zu lechernach um Séi ass dat och ugeduecht.

Dann hu mer awer och en Expert chargéiert, fir ze kucken, fir eventuell potenziell Investisseuren ze fannen, fir esou eppes ze maachen. Deen ass amgang, seng Fühleren auszestrecken, an dee Moment also Lëtzebuerg esou duerstellen, wéi wann dat déi Plaz wier, wou elo nach esou ee Village de vacances misst hikommen.

Da war gesot gi vu Prioritéiten, et misst een nach hei maachen an et misst een nach do maachen. Mir hunn de Plan quinquennal... Wéi laang ass et hier, dass mer deen hei gestëmmt hunn? Dat ass nach net esou laang hier. Deen ass och mat Äre Stëmme gestëmmt ginn, Här Bauler.

#### (Interruption)

An do hu mer eis awer drop géeneegt, dass mer géife Prioritéite setzen. Et kann een net alles maachen. Et muss ee sech eng Linn ginn, wou ee seet: „Okay, dat an dat, dat wëlle mer elo emol upeilen.“ Ech mengen, dat hu mer gemaach. An Dir wësst dat. Ech mengen, Dir wësst och mëttlerweil, wat ech domadder wëll soen.

Dat waren Är Bemierkungen, déi Der gemaach hutt.

Zum Här Clement wollt ech nach eppes soen. Dir hutt lech vill Gedanken driwwer gemaach iwwert d'Reprise oder d'Transmission d'entreprise bei den Hotelsbetriber. An Dir hutt do gesot, dass een eventuell soll esou e Grupp installéieren, fir dass déi Reprise do net verhënnert gëtt eben duerch déi héich Besteuerungen, déi dee Moment ufalen.

Ech fannen dat eng gutt Iddi, fir esou e Grupp ze maachen. Mir hunn iwwerengs dem Minister Frieden an deem Kontext scho virun enger Zäit och e Brëif gemaach, well et si jo verschidde Froen, déi sech stellen. Dee Moment, wou e Betrib verkaaft gëtt, do kritt deen, dee virdru Propriétaire war, eng Akommessteuer, déi e muss hunn. Wann de Propriétaire stierft, da gëtt et eng lerschaftssteuer. An dann hu mer nach den drëtte Fall vun enger Donatioun. Also, do hues de d'Donationssteuer, déi dee Moment ufält. An ech mengen, do muss ee wierklech eng Analys maachen, la part des choses, a kucken: Wéi eng Méiglechkeete kënne mer eis do ginn, fir net, wéi gesot, ze verhënneren, wann een do ass, fir e Betrib ze iwwerhuelen, dass dat dru scheidert, well en einfach ze vill eng héich Steuer misst bezuelen?

Dann, Här Scheuer, kommen ech bei lech. Dir hutt lech e bëssen op d'Stad fokusséiert a gesot, dass vläicht d'Land net onbedéngt dovunner profitéiert, also dee ländleche Raum. Also, ech mengen, jiddweree vun eis huet en anert Land ëmmer iwwer eng Hauptstadt entdeckt. Et geet een ëmmer fir d'Éischt emol eng Stad kucken. A wann et engem do gefall huet, da geet een och nach eng Kéier zréck.

An ech mengen, dat ass e bëssen dat, wat geschitt. Mir müssen emol iwwerhaupt Leit op Lëtzebuerg opmierksam maachen. An de Moment, wann Der an der Stad sidd, si schrecklech vill Leit ënnerwee. An ech hunn awer och d'Gefill, wann ech hir Gesichter kucken, dass et hinnen hei gefält. Déi komme vläicht déi nächste Kéier méi laang. Mer müssen eis elo emol zefridde ginn domadder, dass se vläicht nëmme een Dag koumen oder eng Nuecht hei schlofen.

Mä Dir hutt et selwer gesot, oder et war den Här Bauler, deen dat gesot huet, dass déi Suen, déi se mat heihinner bréngen, déi kommen eiser Wirtschaft zegutt. An ech mengen, dass een dat muss an engem globale Kontext gesinn. Iwwert d'Stad léiert een e Land kennen, an dann herno wäert och ganz sécher d'Regioun dovunner profitéieren.

Da Managmentstudium an der Tourismusbranche, fir dat op der Uni unzibidden. Abee, zu Wolz, do hu mer jo schon esou eng Fachhéichschoul, e BBI, déi dat zesumme mat Bréissel mécht. Zu Wolz am Schlass, do hu mer dat, wou dat ugebuede gëtt.

Dann hat Der d'Fro gestallt: „Jo, wat kéint een da maachen, fir déi jonk Leit unzesporen an deen dote Secteur schaffen ze goen, dee vläicht keng esou eng confortabel Aarbechtszäiten ubitt wéi aner Secteuren?“ Dir hutt d'Antwort net ginn.

Ech mengen, dass mer eis einfach müssen alleguer druginn, fir vu klengem un de Kanner Loscht drop ze maachen, Loscht fir an deen do Secteur, Loscht op en Handwierk, an dass mer emol mussen dovunner ofkommen, dass jiddwereen Akademiker gëtt an herno nach just brauch op engem Büro ze sätzen. An dat Allerwichtigst, mengen ech, ass, dass mer deene jonke Leit emol mussen soen: „Hei, Dir musst emol Loscht hunn ze schaffen“. An dann, mengen ech, mécht de Rescht sech vum selwen.

De Motorradtourismus ass ugeschwat ginn. Do hu mer e Consultant, dee sech och ëm dee bekëmmert. Mir haten elo eng ganz Partie, aus ganz ville verschidde Länner, vu Fachzäitschrëften, vu Motorradzeitungen, déi dann do duerch d'Land gefuer sinn. Déi ware begeeschtert! Si haten zwar leider Gottes e Weekend, wou et net gutt war, mä déi ware begeeschtert vun eiser Qualitéit vun de Stroossen. Dat si Leit, déi dat genéissen, déi och vill Suen an den Hotelsbetriber hänke loosse. Déi circulieren, kann ech lech soen, net an der Stad, mä déi fueren iwwer Land. Dat heescht, do wäerten d'Landhotelle schon dovunner profitéieren.

Dann de Mëllerdall. Dir sot, do wäre verschidde Familljebetriber, déi géifen ëmgewandelt ginn an Appartementshaiser. Jo, mä et sinn der awer och do, déi iwwerholl ginn. Do ass een zu lechternach, deen huet elo en Neien, dee wierklech ganz, ganz vill - ech weess net, ob ech elo hei een dierf mam Numm nennen, ech soen lech dann herno, wéi een dass et ass -, wou ganz vill Suen dragestach ginn, fir deen erëm op Vordermann ze bréngen. An déi Leit si voller Energie a voll guddem Wëllen, hunn och scho flott Produkter ausgeschafft mam ORT zesummen.

An ech kann lech soen, wa mer erëm bis een hunn, deen do richtig urappt, dann zéien déi aner mat. Et si ganz vill Hotellen am Mëllerdall, déi et einfach verpasst hunn ze investéieren, déi ze laang op eng belsch Clientèle gesat hunn, déi net dru geduecht hunn, dass mer nach aner Nopeschlänner hunn. An dat sinn och eng Partie vun den Ursachen, firwat dass et do net esou geet, net esou gutt geet.

Dir hutt gesot: „D'Zuel vun de Betriber ass erofgaangen.“ Am Norden, an den Ardennen, jo. Am Süden ass se ëm 40% geklommen! Am Süde sinn extrem vill Hotelsbetriber bäikomm. An och op der Musel, do sinn der och... Ëm 14% ass dee geklommen. Mir brauchen och méi grouss Hotelsbetriber, fir dass se kënne rentabel schaffen. Och dat muss ee wëssen.

Dann, Här Kox, kommen ech bei lech. Dir hutt vun der Motiou geschwat. D'Evaluatioun, déi hu mer gemaach. Ech mengen, dat wësst Der. Mir hunn ONT, ORT, SWOT-Analys, fir déi aner den Audit, do sinn nei Missiounen definéiert ginn. Dir hutt gefrot mat de Plans sectoriels. Ech perséinlech sinn der Meenung, dass dat dee Volet ass an der Motiou, deen net esou einfach ëmzesetzen ass.

Ech soen lech och firwat. Wann ee wëllt eng Infrastrukture, eng touristesch Infrastrukture, dass déi vun ënnen erop gedroe gëtt, da kann een déi net vun uewen erof dropsetzen. Dofir mengen ech, ass et am Tourismus net esou einfach wéi elo am Logement, wou jiddweree seet: „Jo, mir wëlle Logement.“ Dass ee vun uewen erof seet: „Hei op där doter Plaz, do bräichte mir elo nach eng Schwämm.“ Wann awer do keen do ass, deen dat wëllt, wann do keen ass, dee sech als Porteur de projet gesäit, da kriss de dat net esou einfach realiséiert. Dofir mengen ech, ass dat eppes, wat mer net esou einfach hikreien.

Dann hutt Der gesot, d'Gemenge misste méi ënnerstëtzt ginn, wa se sech wëlte professionell opstellen. Ma dat maache mer. Dat misst Dir am allerbeschte wëssen! Dir misst dat wëssen. An och d'Gemeng Wolz, déi sech och wëllt méi professionell opstellen am Tourismusberäich, déi ënnerstëtze mer mat bis zu 50%, wëll ech dann op deser Plaz emol soen.

Dann, d'Naturparke sinn ugeschwat ginn. Do wëll ech eppes ganz kloer soen.

#### (Nuisances sonores dues à des interférences techniques)

Et ass net mäin, well ech hu keen derbäi, dee schell.

D'Naturparke mussen complémentaire sinn zu all deenen anere Strukturen, déi en place sinn. An ech mengen, an Zäiten, wou wierklech bud-





getär Mëttele schonn agesat ginn, ob dat vu Gemengesait ass oder vum Stat aus, do muss ee sech wierklech ganz gutt iwwerleeën, firwat een déi Suen ausgëtt. An dofir géif ech och dat net gutt fannen, wann do déi ähnlech Aufgabe géifen..., nei Strukturen, déi solle gegrennt ginn, wann déi géifen ähnlech Aufgaben iwwerhuele wéi Strukturen, déi elo schonn en place sinn. An ech mengen, dass do jiddweree muss ganz kloer wëssen, wat e mécht. D'Naturparken, do gouf ëmmer gesot: wirtschaftlech Förderung mat nohaltegem Charakter. Ech mengen, si sollten dat och maachen a si sollten d'ORTE mat deem touristesche Volet och gewäerde loosson, net dass mer do double Emploi kréien, well dat hëlleft eis net weider.

Dann hutt Der gesot, dass mer esou vill Strukturen hunn op der Musel. Dat ass richtig. Muer ass nach eng Kéier e Workshop, fir deene Leit ze soen, wat wem seng genee Aufgabe sinn. Mir haten dat schonn, an dat schéngt fir verschidde Leit nach ëmmer net ganz kloer ze sinn. Dofir ass dat och wichteg, dass mer dat dann nach eng Kéier maachen. Ech hoffen dann, dass déi Leit dann och muer präsent sinn, an dass duerno jiddweree weess, wat e soll schaffen.

Dann hat Der gesot, dass d'Produiten aus der Region muss verkaf ginn. Dat ass richtig. Zu Maacher weie mer elo d'nächst Woch e kleng Buttek an, mat Produkter honnertprozenteg Lëtzebuerg. Wat ech eng super, super Saach fannen. Dat kann een och op anere Plazen am Land maachen. Den Här Bettel weess, dass mer och esou eppes wëllen an der Stad maachen. Do schaffe mer ganz gutt zesummen. Do hu mer eppes geplangt fir den Hierscht. Ech hoffen emol, dass dat nach ëmmer klappt, deen Timing. An dat Ganzt ass jo awer och, dee Ponton, deen op der Musel elo soll kommen, do solle jo och da lokal Produkter mat vermaart ginn. An dann natierlech de Centre mosellan, wou ech eng Boutique virgesinn ass.

Dann hat Der gesot, et soll ee cibléiert ënnerstézen. Ech hat dat scho gesot, maache mer um Camping. Wéi gesot, de Locatif an d'Hotellen effektiv, speziell Hotellen, d'Wellnesshoteler, d'Designerhoteler an d'Kongresshoteler. An dann den EcoLabel, hat Der jo gefrot, aktiv Berodung, dat maache mer.

Dann, Här Kartheiser. Oder ee Welcome-Label, hunn ech lech virdu gesot.

► **M. le Président.** - Madame Minister, Dir misst esou lues...

► **Mme Françoise Hetto-Gaasch,** *Ministre des Classes moyennes et du Tourisme.* - Jo.

► **M. le Président.** - ...awer sécher...

► **Mme Françoise Hetto-Gaasch,** *Ministre des Classes moyennes et du Tourisme.* - Ech wollt nach just dem Här Kartheiser äntwerten.

► **M. le Président.** - Okay.

► **Mme Françoise Hetto-Gaasch,** *Ministre des Classes moyennes et du Tourisme.* - Beim Här Colombero weess ech net richtig, wat ech him soll äntwerten. Hien hat keng richtigeg...

**(Hilarité)**

Neen, hien hat keng richtig Fro gestallt.

► **M. Jean Colombero** (*Onofhängeg*). - Ech hunn awer eng Fro gestallt.

► **Mme Françoise Hetto-Gaasch,** *Ministre des Classes moyennes et du Tourisme.* - Just nach eng Saach zur Kommerzialisatioun vum Flughafen. Dir wësst, dass de Kollege Claude Wiseler och do ganz aktiv ass. Mir hunn eng Société de promotion vum Tourismus. Déi ginn och mat, mat mam ONT, déi ware mat op d'ITB Asia, déi ware mat an d'Türkei. An deen nächste Mount ass e Voyage d'études op Moskau, och mat hinnen zesummen a mat dem ONT.

An da wëll ech lech soen, dass deen nächsten Dënschdeg deen éischten offizielle Vol aus der Türkei, also vum Istanbul op Lëtzebuerg ass, wou mer d'Inauguration feieren. An ech muss lech éierlech soen, dat ass eng extrem Chance fir Lëtzebuerg, well mer doriwwer dee ganzen asiatesche Raum kënne mat heihinnerkréien. Dat heescht, déi ganz Leit aus Asien kënnen iwwer Istanbul dann direkt hei zu Lëtzebuerg landen. Dat war eigentlech dat, wat mer ëmmer gäre gehat hätten.

Voilà, also fir de Rescht, mengen ech, hunn ech alles gesot.

► **M. Jean Colombero** (*Onofhängeg*). - Här President.

► **M. le Président.** - Jo, Här Colombero?

► **M. Jean Colombero** (*Onofhängeg*). - Jo, Madame Minister, ech hat eng...

► **Mme Françoise Hetto-Gaasch,** *Ministre des Classes moyennes et du Tourisme.* - Däerf ech dann nach äntwerten? Meng Zäit ass ofgelaft.

► **M. le Président.** - Bon, den Här Colombero war net ganz kloer. E prezisiéiert sech elo.

► **Mme Françoise Hetto-Gaasch,** *Ministre des Classes moyennes et du Tourisme.* - Jo.

► **M. Jean Colombero** (*Onofhängeg*). - Madame Minister, ech hat eng ganz gentil Fro gestallt.

► **Mme Françoise Hetto-Gaasch,** *Ministre des Classes moyennes et du Tourisme.* - Ech hat se dann net matkritt.

► **M. Jean Colombero** (*Onofhängeg*). - Jo, eben. Ech hu gefrot, ob den Normalbierger aus Lëtzebuerg, ob dee wëisst, wou de Sentier pédestre vun Houfelt am Norde wier? An ob do net vläicht d'Méiglechkeet wier, fir nach méi Propaganda hei am Land ze maache fir eis Bierger hei, dass se Tourismus am Land maachen.

► **M. Gast Gibéryen** (*ADR*). - Mir kéinten e Schëld hei op d'Pless stellen.

► **Mme Françoise Hetto-Gaasch,** *Ministre des Classes moyennes et du Tourisme.* - Majo, mir hunn eng Zeitung, déi iwwerall verdeelt gëtt, wou dat alles drasteet. An da géif ech einfach soen, de Bierger hei vu Lëtzebuerg soll och eng Kéier op de „visitluxembourg.com“ kucke goen. Och do ass dat drop. Do ass e Link gemaach mat dem Kadaster. Do kann ee sech souguer seng Kaarten, d'Spazierweeër direkt erouflueden a Commentairë maachen. Also, ech mengen, méi einfach geet et net. Also, Dir fannt alles, wat gebuede gëtt vun Attraktiounen, dat fannt Der alles och um Internetsite respektiv an Äre Gemenge respektiv an den Tourist-Officen. An ech géif mer wënschen, dass d'Lëtzebuerg och Vakanz géifen heiheem maachen.

► **M. le Président.** - Merci der Madame Minister. Domadder wier d'Diskussioun iwwert dese Punkt ofgeschloss. Mir hunn awer nach iwwert d'Motioun vum Här Félix Braz ofzestëmme. Ech hu gemengt ze spieren, datt et e ganz grouse Konsens gëtt, wann net eng Unanimitéit.

**(Interruption)**

Ah, déi schéngt awer net esou evident. Wien hëlt fir d'Éischt d'Wuert? Den Här Colombero.

## 7. Motion de M. Félix Braz relative à l'invitation du Gouvernement à signifier au gouvernement turc l'attachement du Luxembourg au respect des droits de l'Homme et des libertés, de demander la libération de tous les manifestants pacifiques incarcérés et de s'engager sur la voie de la désescalade, du dialogue et de la réconciliation avec les manifestants

**Discussion générale**

► **M. Jean Colombero** (*Onofhängeg*). - Jo, Här President. Ech hu kee Problem mat där Motioun esou, fir se ze stëmme. Ech wäert se och stëmme. Awer, Här Braz, Dir hutt jo hei gesot, dass, ech zitieren: «...déplorant le bilan humain de la répression du mouvement de contestation qui se monte à au moins quatre morts et près de 7.500 blessés...» An dann invitéiert Dir d'Regierung: «...inviter les autorités turques à s'engager sur la voie de la désescalade, du dialogue et de la réconciliation avec les manifestants.»

Ech mengen, et muss een zwar helleg sinn, Här Braz, wann een e Member vun der Famill verluer huet, fir do vun enger Réconciliation ze schwätzen. An ech bieden lech, ob Der dat net kënnt ewechloossen, well dat gëtt schwéier, et gëtt ganz schwéier dat doten, fir dat ëmzesetzen. Merci.

► **M. le Président.** - Den Här Kartheiser.

► **M. Fernand Kartheiser** (*ADR*). - Här President, villmools Merci. Ech soen och dem Här Braz Merci fir déi Motioun, déi mer begrëissen, an deem Sënn, datt mer natierlech eis alleguer Suerge maachen iwwert déi Mënscherechtsverletzungen an der Türkei. An an deem Sënn kënne mer soen, datt mer mat deser Motioun d'accord sinn.

Mir wäerte se awer trotzdem net stëmme. Mir wäerten eis enthalen aus engem anere Grond, an zwar ee vun deene Considéranten, dee seet, datt d'Négociations d'adhésion mat der Türkei net sollten ënnerbrach ginn. Ech widerhuelen hei, wat d'Positioun vun der ADR ass. D'ADR seet: „D'Türkei soll net Member an der Europäescher Union ginn.“ An dowéinst kënne mer och net eng Motioun matdroen, déi dat awer hei implizit, de Contraire implizit seet, nämlech datt d'Négociations d'adhésion net sollen ënnerbrach ginn.

Also, mir si mat deenen humanitäre Suerge vollkommen d'accord. Mir begrëissen och déi Motioun. Mä wéinst der Referenz op d'Memberschaft vun der Türkei an der Europäescher Union stëmme mer se awer net mat.

## Sommaire des séances publiques nos 37, 38, 39 et 40

Ordre du jour p. 454

Débat demandé par le groupe politique DP et le groupe politique déi gréng sur l'exercice par M. le Ministre Luc Frieden, Ministre de la Justice de 1998 à 2009, de ses responsabilités dans le contexte de l'instruction du dossier de l'affaire dite «Bommeleeeër»

Motion de M. Xavier Bettel relative à la présentation par le Gouvernement de sa démission au Grand-Duc

Résolution de M. Félix Braz relative au retrait de confiance à M. le Ministre Luc Frieden p. 454-467

Communications p. 467

Ordre du jour p. 467

Heure de questions au Gouvernement

- Question n°236 du 18 juin 2013 de Mme Martine Mergen relative au futur de la médecine personnalisée au Luxembourg, adressée à M. le Ministre de la Santé et à M. le Ministre de la Sécurité sociale p. 468

- Question n°237 du 17 juin 2013 de M. Eugène Berger relative à la participation du Luxembourg au développement du programme «INDECT», adressée à Mme la Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche p. 468

- Question n°238 du 18 juin 2013 de M. Roger Negri relative à un accident mortel qui s'est produit le 10 juin 2013 sur la Collectrice du sud au lieu-dit «Biff», la sécurisation particulière de l'ouvrage d'art en question, ainsi que la sécurisation en général des benes de camion, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures p. 468-469

- Question n°239 du 18 juin 2013 de M. Henri Kox relative à une enquête indépendante concernant l'incendie du 7 juin 2013 à la centrale nucléaire de Cattenom, adressée à M. le Ministre de la Santé p. 469

- Question n°240 du 17 juin 2013 de M. Jean Colombero relative à la vaccination obligatoire pour les élèves du Lycée technique pour professions de santé, adressée à Mme la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle p. 469

- Question n°241 du 18 juin 2013 de M. André Bauler relative à l'offre complémentaire pour les enseignants du cycle 1 de l'enseignement fondamental, adressée à Mme la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle p. 469

Heure d'actualité demandée par les groupes politiques CSV, LSAP, DP et déi gréng sur les recommandations de la Commission européenne au Gouvernement en rapport avec le pacte de stabilité et de croissance p. 469-473

6532 - Projet de loi

1. portant approbation de l'accord dénommé «Abkommen zwischen der Regierung des Großherzogtums Luxemburg und der Bundesrepublik Deutschland über die Gewährung eines Finanzierungsanteiles für den Ausbau der Eisenbahnverbindung Trier-Luxemburg im Abschnitt zwischen dem Bahnhof Igel und der Betriebsstelle Igel-West», signé à Luxembourg le 29 octobre 2012;

2. sur la participation de l'État luxembourgeois au financement des travaux d'infrastructure réalisés sur le territoire allemand entre Igel et Igel-West p. 474-478

6548 - Projet de loi portant approbation du Protocole relatif aux préoccupations du peuple irlandais concernant le traité de Lisbonne, fait à Bruxelles le 16 mai 2012 p. 478

Heure d'actualité du groupe déi gréng sur le quatrième rapport de la Commission du Conseil de l'Europe contre le racisme et l'intolérance (ECRI) p. 478-481

6489 - Projet de loi portant approbation de la Convention de sécurité sociale entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République Fédérative du Brésil, signée à Luxembourg, le 22 juin 2012 p. 482

6520 - Projet de loi portant approbation de la Convention de sécurité sociale entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République Orientale de l'Uruguay, signée à Luxembourg, le 24 septembre 2012 p. 482-483

6473 - Projet de loi modifiant la loi du 15 décembre 2010 relative à la sécurité des jouets p. 483-484

Dépôt d'une motion par M. Félix Braz p. 484

6489 - Projet de loi portant approbation de la Convention de sécurité sociale entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République Fédérative du Brésil, signée à Luxembourg, le 22 juin 2012 p. 484

Interpellation de M. André Bauler au sujet de l'évolution du secteur touristique au Luxembourg p. 484-491

Motion de M. Félix Braz relative à l'invitation du Gouvernement à signifier au gouvernement turc l'attachement du Luxembourg au respect des droits de l'Homme et des libertés, de demander la libération de tous les manifestants pacifiques incarcérés et de s'engager sur la voie de la désescalade, du dialogue et de la réconciliation avec les manifestants p. 491

Merci.

► **M. le Président.** - Merci. Den Här Urbany.

► **M. Serge Urbany** (*déi Lénk*). - Jo, Här President, ech wollt och soen, dass ech déi Motioun do stëmme wäert. Ech fanne just hei dran ee Passage, do steet dran, dass déi türkesch Regierung déi Manifestanten do als Terroriste betruecht. Ech muss soen, natierlech sinn et keng Terroristen. Mä ech wëll just domadder soen, Regierung hunn et ganz einfach heiansdo, fir Géigner als Terroristen ze bezeichnen. An ech wëll domadder just soen, dee Begrëff vun Terrorismus ass iwwerhaupt ee ganz komesche Begrëff.

An ech wëll drop hiweisen,...

**(Interruption)**

An ech wëll drop hiweisen, dass opgrond vun enger Terrorismusdefinition vun türkeschen Autoritéiten och Autoritéiten hei zu Lëtzebuerg Recherchë maachen a Richtung Terrorismus vis-à-vis vun Organisations, déi et eventuell hei och zu Lëtzebuerg gëtt oder net gëtt, a Richtung Terrorismus. Duerfir mengen ech, et soll sech emol an alle Staten iwwerleeunge gemaach ginn iwwert d'Notioun Terrorismus.

A selbsterständlech stëmme ech déi Motioun hei, well an der Türkei geet et ëm d'Universalrecht, fir ze demonstréieren a seng Meinung ze soen. An ech mengen, dat universaalt Recht, dat muss och gëllen an all de Länner. Et ginn och Demonstratiounen an Europa, an der EU, heiansdo niddergeknëppelt. Mir hunn dat

erlieft mat Blockupy an Däitschland. Mir hunn et erlieft a Spuenien bei Demonstratiounen, déi gewaltsam opgeléist gi sinn. Duerfir, wa mer heifir stëmme, mengen ech, gi mer domat och e Signal, dass déi Prinzipien, déi mer hei revendiquéieren, iwwerall sollen agehale ginn.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci.

Ech spieren awer eng grouss Majoritéit fir déi Motioun. Da kënne mer also à main levée doriwver ofstëmme.

**Vote**

Wien ass mat där Motioun d'accord?

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

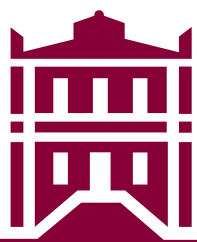
Da wär déi Motioun mat zwou Enthaltungen ugeholl.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir sinn domadder och um Enn vun eiser Sitzung vun haut ukomm. Déi nächst Sitzung si virgesi fir den 2., 3. a 4. Juli.

D'Sitzung ass opgehewen.

**(Fin de la séance publique à 16.33 heures)**





## Sommaire des questions parlementaires

Question n°	Auteur	Objet			
2608	Jean Colombera	Étude sur l'efficacité du système de santé luxembourgeois	2771	Tessy Scholtes	Fonctionnement des comités d'école au sein des écoles de l'enseignement fondamental
2731	Claude Adam	Progression des «dépenses courantes» relatives au système éducatif	2772	Carlo Wagner	Rapidité et efficacité des secours médicalisés
2732	Claude Adam	Scolarisation des enfants transsexuels	2773	Félix Braz	Programme communautaire PROGRESS
2733	Camille Gira et Henri Kox	Mortalité des abeilles	2774	Marie-Josée Frank	Déviation mise en place en raison des travaux routiers dans la région limitrophe de la Sûre
2734	Alexandre Krieps	Activité professionnelle exercée par des personnes bénéficiant du revenu minimum garanti	2775	Marie-Josée Frank	Offre de formation en sciences de l'éducation
2735	Roland Schreiner	Maintenance du futur tramway	2776	Marcel Oberweis	Université de la Grande Région
2736	Fernand Etgen	Couverture systématique des urgences par des médecins spécialistes	2777	Jean Colombera	Registre National du Cancer
2737	Fernand Kartheiser	Accord FACTA	2778	Eugène Berger	Coordination des acteurs actifs en matière de politique d'intégration
2738	Fernand Kartheiser	Étude sur le rôle et la participation des femmes	2779	Ben Fayot	Données obligatoires en vue d'une initiative citoyenne
2739	Claude Adam	Livre blanc sur le dialogue interculturel	2780	Xavier Bettel	Attributions de l'Inspection du Travail et des Mines
2740	Marcel Oberweis	Parc éolien	2781	Serge Urbany	Arrêt de la Cour de justice de l'Union européenne en matière d'aides financières pour étudiants
2742	Marie-Josée Frank	Campagne de prévention du cancer de la peau	2784	Jean Colombera	Audit d'un département du CRP-Santé
2743	Jean Colombera	Soins à domicile	2785	Fernand Etgen	Adaptation à l'évolution des prix des pensions alimentaires
2744	Anne Brasseur	Délocalisation du tournage de films	2786	Alexandre Krieps	Évolution des prescriptions de morphiniques et de la prise en charge de patients dans des cliniques de la douleur à l'étranger
2745	André Bauler	Direction du Lycée technique Agricole	2787	Viviane Loschetter et Félix Braz	Bilan du programme de régularisation des sans-papiers du début de l'année 2013
2747	Fernand Kartheiser	Plan d'action bruit	2788	Fernand Kartheiser	Loi portant incrimination des entraves à l'exercice de la justice
2748	Fernand Kartheiser	Prévention suicide	2789	Claude Haagen	Recrutement auprès de l'Agence pour le développement de l'Emploi (ADEM)
2749	Gast Gibéryen et Fernand Kartheiser	Contournement de Bascharage	2790	Roland Schreiner	Postes d'apprentissage auprès des CFL
2750	Claudia Dall'Agnol	Examen-concours pour la carrière de l'inspecteur de police	2791	Claude Adam	Procédure d'affectation des institutrices et instituteurs
2752	Fernand Kartheiser	Coûts de l'assistance judiciaire	2792	Claude Adam	Difficultés pour faire un stage en laboratoire ou centre de recherche
2753	Marcel Oberweis	Importation de produits chinois	2793	Fernand Kartheiser	Encadrement des enfants surdoués
2754	Fernand Kartheiser	Opérations pour le maintien de la paix	2794	Claude Adam	Espionnage des communications électroniques luxembourgeoises grâce aux programmes secrets PRISM et Tempora
2755	Jean Colombera	Assurance dépendance en cas de maladie psychique	2795	Fernand Kartheiser	Normes de qualité et de sécurité des organes humains destinés à la transplantation
2756	Jean Colombera	Service de maintenance à l'Aéroport de Luxembourg	2800	Diane Adehm	Restriction d'admission aux études de droit à l'Université du Luxembourg
2757	Jean Colombera	Formation continue	2801	Carlo Wagner	Réforme de l'assurance pension
2760	Nancy Arendt	Avenir de l'initiative «Île aux Clowns»	2802	Jean Colombera	Plan d'action «abeilles»
2762	Diane Adehm	Indemnités de chômage complet	2805	Claudia Dall'Agnol	Indemnités et frais payés aux familles d'accueil
2764	André Bauler	Collaboration de l'ADEM avec de nouvelles entreprises	2808	André Bauler	Concept de mobilité de la région «Nordstad»
2765	Jean Colombera	Droits des patients	2809	Roger Negri	Ambroisie à feuille d'armoise
2766	Henri Kox	Accord de libre-échange entre l'Union européenne et les États-Unis d'Amérique	2829	Eugène Berger et Xavier Bettel	Accueil des élèves de 11 <sup>e</sup> PS ajournés du Lycée technique pour professions éducatives et sociales (LTPES)
2767	Jean Colombera	Césariennes au Luxembourg			
2768	Marcel Oberweis	Mesures en faveur de l'emploi des jeunes			
2769	Roger Negri	Homologation du système de freinage TBL1+ de la SNCB			
2770	Jean Colombera	Nationalités des personnes engagées par le CRP-Santé			

### Question 2608 (11.3.2013) de M. Jean Colombera (Onohängig) concernant l'étude sur l'efficacité du système de santé luxembourgeois:

In England sorgte dieser Tage eine Gesundheitsstudie, welche die Leistungsfähigkeit des Gesundheitssystems analysierte, für Aufsehen. Dafür nahmen Forscher die Gesundheitsdaten aus England und verglichen sie mit 18 anderen Ländern und deren Gesundheitssystemen. In der Studie einbegriffen sind 15 EU-Staaten, inklusive Luxemburg sowie die USA, Kanada, Australien und Norwegen. Die Studie wurde im Lancet veröffentlicht. Zwei Indikatoren wurden für das Benchmarking der 19 Gesundheitssysteme näher bestimmt. Auf der einen Seite das YLL (Years of Life Lost), auf der anderen Seite das DALY (Disability Adjusted Life Year). Weniger gut scheint unser Gesundheitssystem demnach im Umgang mit folgenden Pathologien zu reagieren:

Schlaganfälle, Stürze, chronisch obstruktive Lungenerkrankungen, Verletzungen durch Ver-

kehrsunfälle, andere Kardiovaskuläre- und Kreislauferkrankungen, Speicheldrüsenkrebs, Lungenkrebs, Kolon- und Rektumkrebs, Hirntumore, Leberkrebs, Leberzirrhose, Leiden im Zusammenhang mit Medikamenten, schwere Depressionen und selbstzugefügte Verletzungen.

Hier scheint Luxemburg nicht unter den Top 10 der 19 analysierten Gesundheitssysteme zu fungieren.

Fragen:

1) Kann der Minister diese mittelmäßigen Resultate bestätigen, die im Lancet veröffentlicht wurden?

2) Entspricht dieses Bild den wirklichen Problemen in unserem Gesundheitssystem?

3) Welche Maßnahmen will der Minister in seiner verbleibenden Amtszeit anregen, um eine Verbesserung der Resultate zu erreichen?

4) Denkt der Minister nicht, dass die Dienstleister im Gesundheitssektor verstärkt nach erbrachten Resultaten durch intelligente Anreizmodelle entgeltet werden sollten?

5) Ist das Prädikat „Bestes Gesundheitswesen der Welt“ nicht eher auf die großzügige Zurverfügungstellung der finanziellen Mittel anwendbar als auf die erbrachten Resultate?

### Réponse (23.7.2013) de M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé:

L'article intitulé «UK health performance: findings of the Global Burden of Disease Study 2010», paru au Lancet en mars 2013, fait une comparaison entre les données de 19 pays (15 pays de l'Union européenne, Australie, Canada, Norvège et États-Unis d'Amérique) pour ce qui concerne la mortalité, les années de vie perdues, les années de vie avec un handicap, l'espérance de vie à la naissance, ainsi que l'espérance de vie en bonne santé. Pour ces indicateurs, les valeurs des années 1990 et 2010 sont renseignées et un classement des pays est réalisé.

Les valeurs de ces indicateurs, qui sont reprises dans le tableau suivant, montrent une progression significative de la performance du Luxembourg pour la mortalité et les années de vie perdues, tant en valeur absolue qu'en valeur comparée avec les autres pays, plaçant le Luxembourg parmi les dix premiers du classement. Bien que l'espérance de vie à la naissance ait également bien progressé, les années de vie avec un handicap n'ont pas diminué, ce qui résulte en un gain modeste en nombre d'années de vie en bonne santé pour la population luxembourgeoise.



Suivez la  
Chambre  
des Députés  
sur Facebook  
et Twitter





Luxembourg	1990		2010	
	Années	Rang	Années	Rang
Mortalité standardisée pour l'âge (/100 000)	641 (629-649)	14 (12-15)	432 (423-445)	10 (9-12)
Années de vies perdues (/100 000)	14.255 (13.882-14.510)	14 (13-16)	8.484 (8.282-8.845)	8 (7-10)
Années de vie avec un handicap (/100 000)	11.370 (9.100-13.868)	12 ( 2-18)	11.683 (9.503-14.350)	17 (5-19)
Espérance de vie à la naissance	75,3 (75,0-75,6)	14 (13-17)	80,2 (70,8-80,5)	11 (9-14)
Espérance de vie en bonne santé	65,2 (63,1-67,1)	16 ( 9-18)	68,4 (65,9-70,5)	15 (6-19)

Tableau: mortalité standardisée pour l'âge, années de vie perdues, années de vie avec handicap, espérance de vie à la naissance et espérance de vie en bonne santé combinées pour les deux sexes, années 1990 et 2010 (les données entre parenthèses renseignent les intervalles de confiance calculés à 95%; le rang est calculé pour chaque indicateur séparément et le rang 1 est attribué au pays le plus performant pour cet indicateur).

L'étude s'intéresse également aux 30 causes les plus fréquentes d'années de vie perdues dans ces 19 pays. Le Luxembourg, qui a progressé de la 14<sup>e</sup> à la 8<sup>e</sup> place pour cet indicateur, affiche une réduction remarquable par rapport aux autres pays. Ainsi, en 20 ans, le nombre d'affections pour lesquelles Luxembourg affiche un impact supérieur à la moyenne des autres pays est passé de quatre à deux. Seuls le cancer du foie ainsi que certaines maladies cardiovasculaires et circulatoires y sont encore rapportés comme des causes d'années de vie perdues significativement plus importantes que dans les 19 autres pays considérés.

Les résultats publiés dans l'article précité sont basés sur des données luxembourgeoises validées qui proviennent de sources officielles. Ces résultats ne peuvent en aucun cas être considérés comme étant moyens, étant donné que la performance générale du Luxembourg s'est améliorée tant en valeur absolue qu'en valeur comparée avec les autres pays au cours des 20 années pris en considération.

L'évaluation globale du système de santé luxembourgeois fait l'objet de publications régulières, complétées par des études ponctuelles, dont les résultats sont analysés et servent de base à l'élaboration de stratégies de santé. Actuellement, et sur base des résultats disponibles, les efforts se concentrent sur l'élaboration du nouveau plan hospitalier, la documentation des activités médicales hospitalières (une phase pilote débutera à l'automne sur base de référentiels en cours de validation) et la documentation des résultats (registre national du cancer en voie de déploiement). Un plan cancer national est également en projet, qui rassemblera les nombreux éléments existants et à développer en vue de pouvoir assurer un contrôle optimal et coordonné de cette maladie.

**Question 2731** (21.5.2013) de **M. Claude Adam** (*déi gréng*) concernant la **progression des «dépenses courantes» relatives au système éducatif:**

La publication annuelle du MEN «L'Enseignement luxembourgeois en chiffres - Coûts et financements du système scolaire luxembourgeois» détaille les dépenses par ordre d'enseignement, les catégories de dépenses, les dépenses annuelles moyennes par élève et par diplôme, de même que l'évolution des dépenses analysées.

En comparant les chiffres des trois derniers exercices disponibles (2008-2010), on constate que la «rémunération du personnel» reste la dépense annuelle la plus importante relative au système éducatif (677,3 mio €), mais qu'elle a diminué proportionnellement par rapport aux dépenses totales (de 75% à 70,4%). À l'opposé, nous découvrons que la catégorie des «dépenses courantes» a presque quadruplé en deux ans pour aboutir à 147 mio € (de 6,3% à 15,3% du total).

Dans ce contexte, je souhaite avoir les renseignements suivants:

1) Quels sont les facteurs qui expliquent le quadruplement de la catégorie des «dépenses courantes» entre 2008 et 2010?

2) Madame la Ministre peut-elle me communiquer la ventilation exacte des coûts de la catégorie «dépenses courantes», respectivement de la progression des coûts pour chacun de ces facteurs explicatifs?

**Réponse** (12.6.2013) de **Mme Mady Delvaux-Stehres**, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:*

Les dépenses courantes pour l'enseignement fondamental se répartissent entre cinq ministères suivant le tableau repris ci-dessous:

Ministère	2008	2008 révisé	2009	2010	2008-2010 avant révision	2008-2010 après révision
MENFP	8.427.419	8.427.419	7.716.693	7.332.547	-12,99%	-12,99%
Communes	1.808.091	57.413.925	71.431.985	82.427.900	4.458,84%	43,57%
MiFa	27.467.210	27.467.210	32.736.190	57.096.823	107,87%	107,87%
LKMW	0	0	0	0		
MS	137.252	137.252	139.879	151.734	10,55%	10,55%
ABP	2.792	2.792	9.247	23.881	755,26%	755,26%
Total	37.842.765	93.448.598	112.033.994	147.032.885	288,54%	57,34%

**MENFP:**

Les dépenses courantes ont diminué de 13% entre 2008 et 2010 (de 8.427.419 € à 7.332.547 €).

**Communes:**

Dans la publication de 2008, il y a eu une erreur de transcription et les dépenses des communes ont été chiffrées à 1.808.091 €. Ce n'est qu'après la publication de la brochure «Coûts et financements du système scolaire luxembourgeois - Exercice 2008» que les dépenses des communes ont été révisées et corrigées de 1.808.091 € à 57.413.925 €.

En prenant en compte les chiffres révisés, les dépenses courantes ont augmenté de 44% de 2008 à 2010 (de 57.413.925 € à 82.427.900 €).

Cette augmentation est principalement due à l'augmentation des dépenses pour les articles budgétaires communaux suivants:

Article budgétaire	Dépenses en 2008	Dépenses en 2010
Fournitures pour l'entretien, la réparation et le nettoyage de bâtiments	23.251.148 €	35.089.860 €
Subventions d'exploitation aux entreprises publiques	1.093 €	1.298.321 €
Subventions à caractère légal, réglementaire ou conventionnel à des associations	116.747 €	7.286.345 €
Participation aux frais d'exploitation des syndicats et communes	11.339.242 €	13.452.398 €

**Ministère de la Famille:**

Les dépenses courantes ont augmenté de 108% entre 2008 et 2010 (de 27.467.201 € à 57.096.823 €).

Deux postes sont pris en compte pour ces dépenses:

Article budgétaire	Dépenses en 2008	Dépenses en 2010
Allocation rentrée	6.846.296 €	6.767.744 €
Maisons relais	20.620.913 €	50.329.078 €

**Ministère de la Santé:**

Les dépenses courantes ont augmenté de 11% entre 2008 et 2010 (de 137.252 € à 151.734 €) et sont réalisées via les deux articles budgétaires suivants:

Article budgétaire	Dépenses en 2008	Dépenses en 2010
Division de la médecine scolaire et de contrôle sanitaire de la jeunesse: frais de fonctionnement	13.490 €	10.127 €
Division de la médecine scolaire: honoraires médicaux et matériel médical	123.761 €	141.607 €

**Administration des bâtiments publics:**

Les dépenses courantes ont augmenté de 755% entre 2008 et 2010 (de 2.792 € à 23.881 €).

Ces dépenses comprennent des dépenses pour le collège des inspecteurs, les bureaux d'inspection régionaux, le CPOS et le MENFP.

Même si cette augmentation est très importante, le montant est relativement peu important et n'a que très peu d'influence sur l'augmentation des dépenses courantes. (23.881 € correspondent à 0,01% du total des 147 millions d'euros dépensés en 2010).

**Question 2732** (21.5.2013) de **M. Claude Adam** (*déi gréng*) concernant la **scolarisation des enfants transsexuels:**

Dans son 3<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup> rapport relatif aux droits de l'enfant, rapport quinquennal découlant de la Convention internationale relative aux droits de l'enfant, le Gouvernement avait décrit en 2010 les principales mesures adoptées par le Luxembourg dans ce domaine. En réaction, un groupe d'ONG luxembourgeoises a par la suite élaboré un rapport supplémentaire au rapport gouvernemental précité. Ce rapport, appelé Radelux, se concentre sur certaines thématiques particulières ou des points négligés par le rapport gouvernemental. Le groupe Radelux avait entre

autres constaté que de manière générale la question des droits des enfants trans' et intersexes n'a pas encore été explorée de manière systématique au Luxembourg et a formulé plusieurs recommandations.

Les associations proposent notamment d'améliorer l'accueil des enfants et adolescents trans' dans les écoles en encourageant les écoles «à désigner des personnes de référence formées aux problématiques rencontrées par les enfants trans' et les enfants dont l'identité ou le comportement ne correspondent pas à ce qui est socialement attendu des filles ou garçons, et faire connaître le nom de ces personnes (aux élèves, aux parents, au corps enseignant, aux institutions extrascolaires accueillant des enfants)».

Dans ce contexte, je souhaite avoir les renseignements suivants:

1) Est-ce que des initiatives en matière de sensibilisation ou de formation à l'accueil scolaire

des enfants trans' et intersexes existent au Luxembourg?

2) Est-ce que Madame la Ministre est d'accord avec la recommandation du groupe Radelux de désigner des personnes de référence spécialement formées aux problématiques mentionnées en haut?

3) Dans l'affirmative, comment et à quelle échéance est-ce que Madame la Ministre va mettre en œuvre cette recommandation?

**Réponse** (21.6.2013) de **Mme Mady Delvaux-Stehres**, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:*

J'ai pris connaissance du rapport alternatif des ONG luxembourgeoises (Radelux) au 3<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup> rapport gouvernemental sur les droits de l'enfant de novembre 2012 et du complément commun sur les droits de l'enfant au Luxem-

bourg concernant les enfants trans' et les enfants intersexes.

Je suis d'accord avec certaines recommandations reprises dans ce rapport, notamment la première mesure d'application générale, à savoir:

«considérer les enfants trans' comme un groupe nécessitant une protection particulière.

Entre autres, il semble qu'ils courent un risque particulier de violences et de suicide».

Il est clair aussi que j'acquiesce à la demande de considérer la transidentité de l'enfant comme étant confidentielle a priori.

Avant de définir une démarche dans le secteur de l'éducation nationale, il me semble cependant qu'il faille soumettre à une discussion générale les principes relevés par les points 4.1 et 6.1. à savoir:

«Créer une nouvelle catégorie d'actes de naissance dépourvue de la mention du sexe de l'enfant, unique pour TOUS les enfants, - sous peine de créer une nouvelle stigmatisation -, jusqu'à l'âge de 18 ans ou, si l'enfant devient lui-même parent tout en étant mineur, jusqu'à la naissance de son propre enfant. (...)

Dans le cadre du processus de révision de la Constitution en cours, veiller à ce que la future Constitution, quelle que soit la formulation finalement retenue, accorde une reconnaissance juridique à part entière aux personnes trans' et garantisse l'égalité de tout individu, quel que soit son sexe biologique, son identité de genre et son expression de genre.»

J'ai pris connaissance du point 19.2, à savoir encourager les écoles:

«à élaborer des lignes directrices sur l'accueil des enfants et adolescents trans' à l'école, en partenariat avec les personnes trans';

à désigner des personnes de référence formées aux problématiques rencontrées par les enfants trans' et les enfants dont l'identité ou le comportement ne correspondent pas à ce qui est socialement attendu des filles ou garçons, et faire connaître le nom de ces personnes (aux élèves, aux parents, au corps enseignant, aux institutions extrascolaires accueillant des enfants).»

Les questions spécifiques de Monsieur Adam appellent les réponses suivantes:

1. Un groupe de travail de spécialistes en éthique collabore avec des représentants de la conférence nationale des élèves pour élaborer le cadre et le contenu d'un cours d'éducation à la sexualité qui répond aux besoins des adolescents.

2. L'identification à l'école ou au lycée de personnes de référence spécifiques me semble inopportune parce que je souhaite éviter de mettre au pilori les personnes qui y prennent rendez-vous.

Je préfère continuer avec la sensibilisation du personnel des écoles et des lycées sur la thématique de la transidentité et la variance de genre et de prévoir une formation spécifique pour le personnel chargé de l'accompagnement psycho-socio-éducatif des élèves.

Je n'ai pas l'intention de mettre en œuvre les recommandations relatives à l'éducation nationale avant qu'il n'y ait une décision sur les principes généraux évoqués.

**Question 2733** (22.5.2013) de **MM. Camille Gira et Henri Kox** (*déi gréng*) concernant la **mortalité des abeilles:**

Am Ende des Winters 2012/2013 mussten die luxemburgischen Bienenzüchter wiederum den Verlust großer Teile ihrer Bienenvölker feststellen. Meinen Informationen zufolge sind die Bienenvölker in einem nie dagewesenen Ausmaß dezimiert worden. Zahlreiche Bienenstöcke wurden vollständig entvölkert. Im Norden des Landes, im Kanton Clerf, hat eine vereinsinterne Umfrage einen Völkerverlust von ungefähr 60% der im Sommer 2012 aufgebauten Völker ergeben. Dieses Bienensterben kann nicht alleine auf die vor rund 25 Jahren nach Luxemburg eingeschleppte Varroa-Milbe und die durch diese Parasiten übertragenen Viren zurückgeführt werden. Wir müssen unweigerlich Probleme aus der Umwelt in Betracht ziehen. Die Europäische Union hat kürzlich mit dem Verbot von drei der bienenschädlichen Neonicotinoiden, welche bisher immer stärker in der Landwirtschaft eingesetzt wurden, den einzig richtigen Schluss gezogen. Leider wird diese Maßnahme aber erst in drei Jahren spürbare Ergebnisse erzielen können. Insektizide dürfen nur im unbedingt notwendigen Ausmaß angewendet werden. Die wirksamste und billigste Bekämpfung ist nämlich, nicht ständig Mais auf Mais anzubauen, sondern auf die richtige Fruchtfolge zu achten.

In Luxemburg müssen die Imkerinnen und Imker momentan die Erneuerung der Bienenvö-





ker und das vorsorgliche Austauschen des alten Wabenmaterials zeitlich und finanziell selber tragen. Verluste wie die vom letzten Winter, mit 60% toten Bienenvölkern, sind jedoch nicht haltbar. Würden die Imker ihre Bienenbestände nicht durch den Zukauf von Völkern oder Schwärmen neu aufbauen, hätte dies schwerwiegende Folgen für die Bestäubung unserer Obst- und Gemüsepflanzen, aber auch von rund 80% aller wilden Pflanzen, die von der Bestäubung durch Insekten abhängig sind. Bienenschutz ist also auch für die Landwirtschaft von überaus zentraler Bedeutung. Es müssen schnell hygienische, aber auch finanzielle Maßnahmen ergriffen werden, damit sich zahlreiche Imkerinnen und Imker nicht entmutigen lassen und die Bienenzucht aufgeben.

In diesem Zusammenhang möchte ich folgende Fragen an den Landwirtschaftsminister stellen:

1. Welche Bienenschäden wurden von den Imkerinnen und Imkern seit 2010 bis heute gemeldet?
2. Wie viele Bienenschäden wurden in den Jahren 2010 bis 2012 von den zuständigen Dienststellen untersucht? Was war das Ergebnis dieser Untersuchungen? In wie vielen Fällen wurden Schäden aufgrund von Beizmitteln festgestellt?
3. Betrachtet der Minister die Imkerei als integralen Teil der luxemburgischen Landwirtschaft?
4. Werden betroffene Imkerinnen und Imker für ihre Bienenverluste des letzten Winters entschädigt? Wenn ja, in welcher Höhe? Wenn nein, warum nicht?
5. Wie viele Pollen- und Honigproben wurden im Jahr 2012 auf Pflanzenschutzmittelrückstände untersucht? Wie viele Proben enthielten Rückstände von Beizmittelwirkstoffen?
6. Wie oft darf ein luxemburgischer Landwirt hintereinander auf dem gleichen Feld Mais anbauen?
7. Die Fruchtfolge bewirkt beim Maisanbau eine massive Reduktion des Schädlingsdrucks und senkt somit den Insektizidbedarf. Wie hoch ist der Anteil der Fruchtfolge in den einzelnen Kantonen des Landes und wie hoch der nationale Durchschnitt?
8. Welche konkreten Maßnahmen zur Umstellung des Maisanbaues von Monokulturen auf Fruchtfolge werden demnächst getroffen?

**Réponse** (24.6.2013) de **M. Romain Schneider**, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural*:

Seit dem Winter 2010/2011 werden systematisch Statistiken über die Bienenverluste über Winter von der Veterinärverwaltung erhoben. Auch wenn es keine sicheren Zahlen aus den Jahren davor gibt, so sind die Völkerverluste von durchschnittlich 30% im letzten Winter sicherlich die dramatischsten Verluste der letzten Jahrzehnte. Auch die Gesamtzahl der Bienenvölker in Luxemburg ist auf einen besorgniserregenden Stand zurückgegangen. Sehr hohe Verluste wurden auch aus den benachbarten Regionen vermeldet. Deshalb gab es im Landwirtschaftsministerium bereits mehrere Treffen mit den Vertretern des Luxemburger Landesverbandes für Bienenzucht, bei denen diese ernste Lage und mögliche Maßnahmen diskutiert wurden.

In diesem Zusammenhang wurde bereits 2011 das Forschungsprojekt „BeeFirst“ ins Leben gerufen und vom Landwirtschaftsministerium finanziert. Ziel dieses Forschungsprojektes ist es, den Einfluss der Agrarstruktur und der Praktiken unserer Imker auf die Bienengesundheit in Luxemburg zu untersuchen.

Ein wichtiger Faktor für das Bienensterben ist ohne Zweifel die aus Asien eingeschleppte Varroa-Milbe. Nach Imkerangaben ist die Varroa-Milbe für mehr als ein Drittel der Verluste verantwortlich. Im Kampf gegen diesen Schädling werden die Imker durch die Bereitstellung von bezuschussten Behandlungsmitteln unterstützt. Ein Zuchtprogramm mit dem Ziel, varroaresistente Bienen zu züchten, wird jeweils zur Hälfte aus europäischen und nationalen Mitteln finanziert.

Vieles deutet auch darauf hin, dass der Einsatz von bestimmten Pflanzenschutzmitteln eine weitere wesentliche Ursache von Bienenverlusten ist. Die grundlegende Reform der Gesetzgebung über den Einsatz von Pflanzenschutzmitteln und der hiermit verbundene nationale Aktionsplan, der aktuell ausgearbeitet wird, zielen darauf hin, den Einsatz dieser Substanzen zu reduzieren und insgesamt nachhaltiger zu gestalten.

In diesem Sinne hat Luxemburg das Verbot von neonicotinoidhaltigen Pflanzenschutzmitteln, insbesondere Beizmitteln für Mais und Raps, auf europäischer Ebene unterstützt. Darüber hinaus gab das Landwirtschaftsministerium im Frühjahr dieses Jahres eine Empfehlung an die Landwirte und an den Handel heraus, möglichst bereits vor diesem Verbot freiwillig auf den Einsatz dieser Mittel zu verzichten.

Eine weitere Ursache der hohen Völkerverluste des letzten Winters dürften aber auch die ungünstigen Wetterbedingungen im Jahr 2012 sein. Besonders die ungewöhnlich regenreichen und kalten Monate im letzten Jahr haben sich sicherlich negativ auf die Entwicklung der Bienenvölker ausgewirkt und zogen auch eine äußerst niedrige Honigernte nach sich.

Zu den einzelnen Fragen:

1. Die genauen Verlustzahlen der Bienenvölker in den letzten drei Jahren, in denen die systematische Erfassung stattfand, sind folgende:

Jahr	Herbst Vorjahr	Frühling	Verlust
2011	5.580	4.642	-16,8%
2012	5.382	4.210	-21,8%
2013	4.629	3.258	-29,6%

2. Die Überwinterungsverluste werden nicht systematisch von der Veterinärverwaltung auf ihre Ursache hin untersucht. Im Einzelfall ist der Nachweis einer Schädigung durch Beizmittel praktisch nur bei einer akuten Vergiftung zu erbringen. Bei den Völkerverlusten über Winter ist dies mit hoher Wahrscheinlichkeit aber nicht der Fall.

3. Neben der Honigproduktion spielt die Imkerei eine wichtige Rolle besonders bei der Bestäubung im Obst- und Gemüseanbau sowie bei der Rapskultur. Die Bienenzucht ist somit ein wichtiger Bestandteil der Landwirtschaft und wird als solcher auch seit jeher unterstützt.

4. Eine finanzielle Entschädigung der Verluste durch staatliche Mittel würde dem europäischen Recht unterliegen und wäre mit aufwändigen Kontrollen verbunden. Eine solche Entschädigung wurde von Seiten des Imkerverbandes auch nicht in Erwägung gezogen.

5. Im vergangenen Jahr wurden im Rahmen der Richtlinie 96/23/EG des Rates über Kontrollmaßnahmen hinsichtlich bestimmter Stoffe und ihrer Rückstände in tierischen Erzeugnissen zehn Honigproben je auf 106 verschiedene Pflanzenschutzmittel aus den Gruppen Carbamate, Pyrethroide, organische Chlor- und Phosphorverbindungen untersucht. In keiner von den zehn Proben konnten Rückstände nachgewiesen werden.

6. Verbote vom Anbau von Mais als Monokultur im Ausland zielen hauptsächlich auf die Kontrolle des Maiswurzelbohrers (*Diabrotica virgifera*), der bis jetzt hierzulande nicht auftritt. In Luxemburg besteht aktuell kein solches Verbot.

7. Der Einsatz von Pflanzenschutzmitteln inklusive Insektiziden ist im Maisanbau entgegen dem, was oft angenommen wird, verhältnismäßig gering. Auch beim Maisanbau als Monokultur ändert sich diese Tatsache in unserer Anbauregion nicht deutlich. Der Einsatz von mit Neonicotinoiden gebeiztem Saatgut ist aus agronomischer Sicht hauptsächlich sinnvoll zum Schutz der Maiskultur gegen Drahtwürmer beim Maisanbau nach einem Umbruch von Grasbeständen.

Dagegen ist die Monokultur von Mais aber aus der Sicht von Bodenschutz (Erosion, Humusgehalt) und Wasserschutz (Nitratwaschung) kritisch zu betrachten, besonders wenn dies auf ungünstigen Standorten erfolgt.

Inwieweit Maismonokulturen oder andere Fruchtfolgen negative Auswirkungen für die Bienen haben könnten, ist zurzeit noch unklar. Detaillierte Untersuchungen im Rahmen von „BeeFirst“ dürften in der Zukunft hierzu Auskunft geben.

In der folgenden Tabelle werden die Anteile der Maisflächen von 2012 aufgeführt, auf welchen in den Jahren 2010 und 2011 schon Mais angebaut wurde.

Kanton	% der Maisflächen von 2012, auf welchen in 2010 und 2011 Mais bereits stand
Clervaux	35,0
Mersch	33,0
Echternach	31,4
Vianden	29,7
Wiltz	28,6

Diekirch	25,3
Luxemburg	22,6
Esch-sur-Alzette	18,5
Capellen	17,8
Redange	16,1
Grevenmacher	13,3
Remich	9,1
Landesweit	24,0

8. Die Agrarumweltprogramme werden aktuell überarbeitet im Hinblick auf die neue Förderperiode 2014-2020. Hier sind Maßnahmen vorgesehen, die die weite Fruchtfolgen unterstützen. Landwirtschaftliche Praktiken, die den Bienen zugutekommen, sollen intensiver gefördert werden. Der Anbau von Energiemais bei Landwirten, die Beihilfen beim Bau von Biogasanlagen erhalten haben, ist seit 2011 geregelt. Bei der Reform der europäischen Agrarpolitik, die zurzeit verhandelt wird, soll das sogenannte „greening“ den massiven Anbau von Mais als Monokultur zusätzlich eingrenzen.

**Question 2734** (22.5.2013) de **M. Alexandre Krieps** (DP) concernant l'activité professionnelle exercée par des personnes bénéficiant du revenu minimum garanti:

Lors du récent débat d'orientation au sujet de l'emploi, un des orateurs a déclaré à maintes reprises que 86% des personnes bénéficiant du revenu minimum garanti (RMG) exerçaient une activité professionnelle.

Dans ce contexte, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- 1) Monsieur le Ministre peut-il confirmer ces déclarations?
- 2) Combien de personnes bénéficient actuellement du RMG?
- 3) Combien des personnes bénéficiant du RMG et qui vaquent à une activité professionnelle travaillent dans le secteur public (État, communes, syndicats communaux, établissements publics, etc.)?
- 4) Combien de ces personnes travaillent pour des associations (a.s.b.l., ONG, etc.)?
- 5) Combien de ces personnes travaillent dans le secteur privé (PME, artisanat, etc.)?
- 6) Combien des personnes concernées travaillent à plein temps et combien à temps partiel?

**Réponse** (20.6.2013) de **M. Marc Spautz**, *Ministre de la Famille et de l'Intégration*:

Lors du débat d'orientation au sujet de l'emploi, un orateur a à deux reprises fait référence à «86% des personnes bénéficiant du revenu minimum garanti (RMG)».

La première fois, l'orateur en question a déclaré que:

- 86% des personnes bénéficiant du RMG exerçaient une activité professionnelle, soit qu'elles bénéficiaient d'un complément RMG pour parfaire la différence entre les montants maxima du RMG et la somme des ressources dont elles disposent, soit qu'elles étaient occupées dans une activité d'insertion professionnelle prévue par la loi RMG.

La deuxième fois, l'orateur en question a déclaré que:

- 86% des personnes bénéficiant du RMG exerçaient une activité professionnelle.

La question parlementaire de Monsieur le Député Krieps étant sur la deuxième déclaration citée ci-dessus, elle donne lieu aux réponses suivantes.

1) Suivant les données du fichier retenu par l'Inspection générale de la sécurité sociale (IGSS) pour l'établissement du «Rapport sur la situation actuelle au 13 août 2012 des bénéficiaires du dispositif du revenu minimum garanti», paru en avril 2013, au vu de la totalité des membres des ménages bénéficiaires à cette date d'une allocation complémentaire au titre de la loi RMG, il y a lieu de retenir les données suivantes:

11,5% des membres ont un salaire ou un revenu professionnel.

S'y ajoutent d'autres revenus, notamment des revenus en lien avec une activité antérieure, à savoir les indemnités pécuniaires maladie/maternité, les revenus pour personnes gravement handicapées et revenus pour travailleurs handicapés, l'indemnité pour congé parental, l'indemnité de chômage et l'indemnité d'insertion,

dont bénéficient 10,6% des personnes en question. Par ailleurs, 16,5% des membres bénéficient d'une pension.

En outre, il est à noter que 33,5% des membres sont des enfants mineurs.

2) Au 31 décembre 2012, 9.989 ménages dont font partie 19.790 personnes bénéficient d'une prestation RMG (allocation complémentaire et/ou indemnité d'insertion, respectivement la prestation prévue à l'article 13 alinéa 3 de la loi RMG)<sup>1</sup>.

3) D'après les données précitées de l'IGSS et suivant la situation d'affiliation en août 2012, 80 personnes bénéficient d'un complément RMG et travaillent dans le secteur public.

4) D'après les données précitées de l'IGSS et suivant la situation d'affiliation en août 2012, 126 personnes bénéficient d'un complément RMG et travaillent auprès d'une association.

5) Toujours d'après les données précitées de l'IGSS et suivant la situation d'affiliation en août 2012, 1.138 personnes bénéficient d'un complément RMG et ont un contrat de travail dans le secteur privé.

6) Le fichier d'affiliation ne permet pas de déterminer les heures de travail d'un salarié donné.

En complément à ces activités, il y a lieu d'ajouter les personnes affiliées à titre d'indépendant, les salariés auprès d'indépendants, les apprentis, les personnes ayant un contrat à durée déterminée ou un contrat d'intérim, les jobs d'étudiants, les mesures ADEM, etc.

Étant donné la première déclaration citée ci-dessus, il y a lieu de compléter la présente réponse comme suit:

En août 2012<sup>2</sup>, parmi les personnes touchant une prestation au titre de la loi RMG, 2.004 personnes étaient soumises à l'obligation de participer à une activité d'insertion professionnelle prévue par la loi RMG. 1.345 personnes y participaient effectivement, ce qui revient à un taux d'activation de 67,1%.

Par analogie aux secteurs définis aux questions 3) à 5) de Monsieur le Député Krieps, voici le détail des personnes occupées dans le cadre d'une activité d'insertion professionnelle de la loi RMG:

- secteur public: 358 personnes;
- associations: 626 personnes;
- secteur privé: 361 personnes.

Les détails quant aux heures prestées sont repris dans les fichiers du Service national d'action sociale. Ainsi 828 personnes étaient occupées à plein temps et 517 personnes étaient occupées à temps partiel.

**Question 2735** (22.5.2013) de **M. Roland Schreiner** (LSAP) concernant la maintenance du futur tramway:

Ce lundi, 13 mai a été posée la première pierre du futur atelier central sur le site du centre de remisage et de maintenance (CRM) des CFL à Luxembourg-Howald.

Ce nouvel atelier répond aux exigences toujours croissantes en matière de disponibilité, de sécurité et de qualité du matériel ferroviaire.

Or, il s'avère que dans la conception du nouvel atelier un rattachement au réseau du futur tramway n'a pas été prévu.

- Pourquoi un tel rattachement n'a-t-il pas été envisagé? Est-ce qu'une telle décision n'aurait pas été judicieuse, vu le fait que la maintenance des rames du futur tramway devra être réalisée dans des ateliers spécialisés et ceci par du personnel hautement qualifié?

- D'après ce qui précède, est-ce qu'une maintenance technique du tramway par les CFL n'est pas envisagée par le Gouvernement? Si la stratégie du Gouvernement n'englobe pas les CFL, quelle est la stratégie de maintenance prévue? Par quels moyens du personnel qualifié (si ce n'est auprès des CFL) sera-t-il recruté?

**Réponse** (4.7.2013) de **M. Claude Wiseler**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

Par sa question parlementaire n°2735 du 22 mai 2013, Monsieur le Député Roland Schreiner pose une série de questions en relation avec le nouveau centre de remisage et de maintenance

<sup>1</sup> Source: Rapport d'activité 2012 du Ministère de la Famille et de l'Intégration

<sup>2</sup> Source: Statistiques administratives du Service national d'action sociale pour août 2012





(CRM) des CFL à Luxembourg-Howald et le CRM prévu dans le cadre du projet du tram dans la ville de Luxembourg.

La construction du CRM des CFL à Luxembourg-Howald a été réalisée sous la maîtrise d'ouvrage des CFL. Plusieurs raisons justifient que le rattachement du tram à ce CRM n'a pas été envisagé à l'occasion de ce projet.

Tout d'abord, les calendriers des deux projets de CRM sont incompatibles, les études portant sur le tram étaient au stade d'un avant-projet sommaire (APS) au moment où les travaux du CRM des CFL devaient commencer. Il s'agit d'éviter de retarder la réalisation du CRM des CFL.

S'y ajoute que le projet du tram, qui prévoit une première ligne reliant la gare centrale à Luxexpo au Kirchberg, ne prévoit pas le raccordement du CRM des CFL avant la réalisation de l'extension du tram vers Howald. Un raccordement immédiat du tram au site des CFL aurait conduit à une modification substantielle du planning et à une augmentation significative du budget du tram dès sa première phase de réalisation et ceci notamment en raison des travaux d'élargissement du tablier du pont Büchler qui auraient dû être effectués.

Le choix du site d'implantation du CRM du tram a été précédé d'une étude approfondie des sites potentiels. Parmi eux figurait aussi le site des CFL sis route de Thionville. Une analyse multicritère a été réalisée et plusieurs hypothèses d'organisation du CRM du tram ont été mises au point. Cette étude a conclu à l'impossibilité d'exploiter, dans des conditions optimales, le remisage et les ateliers de maintenance et d'entretien du tram sur le site des CFL. Il est à noter que le CRM du tram nécessite, à lui seul, une surface totale de 4,56 hectares (y compris les surfaces nécessaires aux raccordements ferroviaires et routiers). Il va de soi qu'un site à part s'impose pour satisfaire à ces conditions.

Quant à la mise en œuvre de la maintenance du futur tram, mes services sont actuellement en train d'étudier les différentes hypothèses de marché qui seront, le moment venu et après approbation de la loi de financement par la Chambre des Députés, mises en soumission.

**Question 2736** (22.5.2013) de **M. Fernand Etgen** (DP) concernant la **couverture systématique des urgences par des médecins spécialistes**:

Dans sa réponse du 9 mars (veuillez lire: avril 2013 à une question parlementaire afférente de ma part (cf. *compte rendu n°8/2012-2013 - question parlementaire n°2553*), Monsieur le Ministre avait fait savoir que ses services étaient en train d'examiner différentes solutions afin de faire face aux difficultés consistant à assurer une couverture des urgences par des médecins spécialistes, notamment en pédiatrie, au Centre Hospitalier du Nord (CHdN).

Il ressort d'un article de presse de l'hebdomadaire «d'Lëtzebuerger Land» du 17 mai 2013 que quatre pédiatres viennent de résilier leurs contrats de travail avec le CHdN, notamment à cause de la situation non résolue concernant les services de garde et d'urgence.

Partant, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:

- Quelle est la solution retenue par le Ministère afin d'assurer une couverture systématique des urgences pédiatriques par des médecins spécialistes au CHdN?

- Est-il également prévu de mettre en place cette solution dans d'autres hôpitaux, voire au niveau national?

**Réponse** (5.7.2013) de **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Santé*:

Je voudrais informer l'honorable Député qu'en date du 12 juin 2013, j'ai invité des représentants de la Société Luxembourgeoise de Pédiatrie (SLP), de l'Association des Médecins et Médecins-Dentistes (AMMD) ainsi que des coordinateurs des maisons médicales à une entrevue au Ministère de la Santé afin de discuter des difficultés consistant à assurer une couverture systématique des urgences pédiatriques par des médecins spécialistes en pédiatrie, notamment au Centre Hospitalier du Nord (CHdN).

Participaient également à cette entrevue des agents de la direction de la Santé et du Ministère de la Santé, alors que je souhaitais réunir autour d'une même table tous les acteurs impliqués dans cette problématique afin de déboucher sur des propositions concrètes permettant de garantir la continuité des soins pédiatriques (soins pédiatriques de première ligne) les jours ouvrables en soirée et les weekends en

journee, ainsi que des urgences pédiatriques (soins pédiatriques de seconde ligne) dans les établissements hospitaliers, dont notamment le CHdN.

Je voudrais faire part à l'honorable Député des conclusions suite à cette entrevue.

Afin d'éviter un afflux de patients vers les structures de soins pédiatriques de seconde ligne, c'est-à-dire directement vers les services d'urgence du CHdN, il sera mis en place, sous forme d'un projet-pilote, un service de remplacement en pédiatrie pour la région du Nord, ouvert en dehors des horaires de consultation normaux des cabinets pédiatriques et ce pendant quelques heures en soirée les jours ouvrables. Les weekends et les jours fériés une permanence sera également organisée en journée pendant une plage horaire à définir.

Le CHdN serait disposé à mettre à disposition des pédiatres de garde des locaux destinés à ce service de remplacement et de continuité des soins pédiatriques. Ces locaux devraient être clairement identifiables et fonctionnellement séparés des autres services du CHdN.

Les pédiatres de garde prodigueront les soins de pédiatrie de première ligne (soins identiques à ceux prodigués dans leur cabinet médical en journée) à leurs patients et effectueront également un certain tri des enfants en fonction de la gravité de leur pathologie, afin de les aiguiller en cas de besoin vers d'autres services hospitaliers.

Environ 6% des patients examinés en pédiatrie de première ligne peuvent être considérés comme des cas nécessitant des soins urgents et seront aiguillés vers le service d'urgence en pédiatrie. En fonction de la gravité et des possibilités de prise en charge par le CHdN, un certain nombre sera transféré vers le service de pédiatrie (la «Kannerklinik») du Centre Hospitalier de Luxembourg.

Un projet de convention entre l'AMMD et le Ministère de la Santé portant organisation du service de continuité des soins de pédiatrie primaire pour le remplacement de nuit, de fin de semaine et des jours fériés est également en cours de préparation et ce en étroite collaboration avec tous les acteurs du terrain.

Dès que ce projet-pilote mis en œuvre dans la région du Nord aura été évalué et que son efficacité aura été démontrée, il pourra servir de modèle en cas de besoin dans une autre région hospitalière.

**Question 2737** (23.5.2013) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR) concernant l'**accord FACTA**:

Dëslescht ass ëmmer nees iwwert den Accord FATCA (Foreign account tax compliance Act) mat den USA diskutéiert ginn, well dee jo och als eng Ursach fir d'Noutwendegkeet fir den automateschen Informationsaustausch mat den aneren EU-Memberlänner genannt gouf.

An den USA selwer ass awer den Niveau un Transparenz wäit manner héich wéi an Europa. Den Ofschloss vun esou engem Ofkommen werft also och d'Fro vun der Réciprocitéit op.

Dowéinst wollt ech dem Här Finanzminister dës Fro stellen:

1. Wéi laang daueren d'Verhandlung mat den USA iwwert d'Implementéierung vum FATCA viraussichtlech a wéini soll dat Ofkommen ënnerschriwwen ginn?

2. Wéi eng Auswierkungen huet de Fait, datt mir géintwuer den USA den «Model 1» am FATCA gewielt hunn, op déi lëtzebuerger Steierverwaltung? Huet si genuch Leit fir déi Aufgaben? Wéi eng Méibelaaschtung bréngt den automateschen Informationsaustausch an der EU vum 1. Januar 2015 un nach fir eis Steierverwaltung?

3. Huet d'Ëmsetzung vum Accord FATCA viraussichtlech Inzidenzen op d'Presenz vun amerikanesche Clienten op der Finanzplaz Lëtzebuerg?

4. Wéi héich sinn d'Käschte vun der Ëmsetzung vum Accord FATCA fir d'Finanzinstituter bei eis am Land?

5. Wéi gëtt d'Réciprocitéit an deem Accord garantéiert, allgemeng, awer och besonnesch wat den US-Bundesstaat Delaware ugeet? Anescht gesot, informéieren d'USA Lëtzebuerg automatesch iwwer Bankkonten, déi vu Lëtzebuerger physischen oder moralesche Persounen an den USA, zum Beispill am Delaware, ënnerhale ginn?

6. Insistéiert Lëtzebuerg op d'Réciprocitéit an de Verhandlung mat den USA?

7. Wéi ass d'Aschätzung vun der Lëtzebuerger Regierung iwwer eventuell Problemer mam Datschutz bei der Implementéierung vum FACTA-Ofkommen?

8. Freet Lëtzebuerg d'USA bilateral oder um Niveau vun der EU, fir och bei hinnen, am amerikanesche Finanzwiesem, méi Transparenz géintwuer dem IRS anzeféieren, fir datt dann esou Informatiounen un d'FACTA-Partnerstate réciprocitéit kënnen virugeleent ginn?

**Réponse** (20.6.2013) de **M. Luc Frieden**, *Ministre des Finances*:

Pour que le secteur financier luxembourgeois puisse bénéficier de l'allègement administratif que doit apporter l'accord bilatéral FATCA à conclure entre le Luxembourg et les États-Unis, l'accord devra entrer en vigueur à la fin de l'année 2013. Le Gouvernement entend soumettre l'accord à l'approbation parlementaire à la rentrée d'automne de cette année. La fin des négociations, le paraphe du texte de l'accord et la signature de ce dernier devront donc intervenir d'ici là.

Le «modèle 1», retenu par le Gouvernement après consultation du secteur privé, prévoit que les opérateurs de la place transmettent les données à l'Administration luxembourgeoise des Contributions directes (ACD) qui les communique à l'administration fiscale américaine, le Internal Revenue Service (IRS). À l'exception de la Suisse, toutes les grandes places financières internationales ont opté pour ce modèle qui, par ailleurs, a la préférence de la très large majorité du secteur financier à Luxembourg. Par rapport au «modèle 2», le «modèle 1» présente également l'avantage de s'apparenter au modèle de l'échange automatique d'informations tel qu'appliqué au sein de l'Union européenne.

Pour l'instant, il est difficile d'évaluer le surplus de travail de gestion et le coût de la transposition de FATCA pour le secteur financier luxembourgeois en général et l'ACD en particulier. Un grand groupe de travail avec les acteurs concernés sera mis en place d'ici l'été pour la mise en place d'un projet IT à cet effet. Ce groupe de travail entamera ses travaux dès la finalisation du texte de l'accord. La part attribuable de ce projet IT à FATCA sera fonction des travaux en cours à l'OCDE pour un programme IT commun et des synergies à trouver avec le passage du Luxembourg à l'échange automatique en Union européenne à partir de l'année fiscale 2015.

Au Luxembourg, l'impact de FATCA sur la clientèle américaine devrait être peu important, vu que les clients résidents aux États-Unis sont relativement peu nombreux à Luxembourg en raison de l'obligation pour les institutions financières d'obtenir un agrément aux USA (Investment Adviser Licence/SEC) pour pouvoir les servir.

À l'instar des accords FATCA d'autres pays de l'Union européenne, l'accord luxembourgeois retiendra le principe de la réciprocité. Cette exigence fut une des raisons du choix du «modèle 1», seul modèle à permettre la réciprocité. L'accord couvrira tous les États de la Fédération américaine ainsi que le District of Columbia.

La protection des données est une préoccupation que le Luxembourg partage avec ses partenaires en Union européenne. Le projet de texte actuellement en négociation prévoit que l'accord FATCA sera régi par les règles de confidentialité de la Convention de non double imposition entre le Luxembourg et les États-Unis d'Amérique.

**Question 2738** (23.5.2013) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR) concernant l'**étude sur le rôle et la participation des femmes**:

Am Kader vun engem Interview deen dëslescht an enger Lëtzebuerger Zäitschrëft publizéiert gouf, huet de Studiendirekter vun TNS Ilres dës Ausso gemaach: „Vor längerer Zeit wurden einige unserer Resultate über die Rolle und Partizipation der Frauen in Zusammenarbeit mit dem ehemaligen „Centre Universitaire“ nicht veröffentlicht. Der Auftraggeber, das damalige Frauenministerium, hat einen Bericht einfach unter den Tisch fallen lassen.“

Dowéinst wéilt ech der Madame Chancëgläichheitsministesch an der Madame Héichschoulministesch dës Fro stellen:

1. Op wéi vill belafe sech d'Käschte fir d'Etüd, déi an deem Interview ugeschwat gëtt?

2. Wéini ass déi Etüd duerchgeféiert ginn?

3. Aus wéi enge Grënn huet den deemolege Fraeministère déi Etüd net öffentlech gemaach?

4. Ëm wat ass et an där Etüd gaangen?

5. Firwat huet de Fraeministère déi Etüd an Optrag ginn?

6. Wat war d'Zil vun där Etüd?

7. Wat sinn d'Konklusiounen vun där Etüd?

8. Wier d'Madame Chancëgläichheitsministesch bereet, déi Etüd öffentlech ze maachen

oder se wéinstens der Chancëgläichheitskommissioun ze kommunikéieren?

9. Gëtt et nach aner Etüdn oder Ëmfroen, déi de Fraeministère respektiv de Chancëgläichheitsministère an Optrag ginn huet an déi net publizéiert goufen?

**Réponse commune** (14.6.2013) de **Mme Françoise Hetto-Gaasch**, *Ministre de l'Égalité des chances*, et de **Mme Octavie Modert**, *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche*:

Den Informatiounen no, déi mir vun den deemolege Chercheurë kritt hunn, handelt et sech bei der Etüd, déi den honorabelen Deputéierten uschwätzt, ëm de Projet „Attentes et expériences des femmes et des hommes élu-e-s aux élections de l'année 1999 - ELU-ES“.

Dëser Äntwert leien dräi Annexe bái:

1. e Rapport de synthèse;

2. de Rapport „Gewählt: Frauen und Männer berichten aus ihrem politischen Alltag“ (Isabelle Cames);

3. de Rapport „Les femmes dans la vie politique communale-entretiens avec des bourgmestres-hommes“ (LReS-Charles Margue).

- Aus dësen dräi Annexen ergi sech ënner aneren d'Äntwerten op d'Fro 4, 6, 7 an 8 vum honorabelen Deputéierten.

- Dee ganze Projet huet LUF 7.679.000 kascht; dovu si LUF 3.840.000 vum Centre de Recherche Gabriel Lippmann<sup>3</sup> a LUF 3.839.000 vum deemolege Ministère de la Promotion Féminine iwwerholl ginn.

- De Projet ass tëscht Januar 2001 an Abrëll 2003 vun der Unité de recherche interdisciplinaire sur le Luxembourg - STADE duerchgefouert ginn.

- Déi Ausso, dass d'Resultater vun der Etüd net veröffentlecht gi sinn, ass staark ze relativéieren: eisen Informatiounen no sinn déi komplett Rapporten effektiv net publizéiert ginn, mä d'Resultater si gläich op e puer Plazen öffentlech virgestallt an diskutéiert ginn. Hei e puer Beispiller:

- 30. Abrëll 2002: Hearing vun enger Chercheuse an der zoustänneger Chamberskommissioun;

- Ufank Mee 2002: öffentlech Virstellung vun de Resultater vun der Etüd am Centre Universitaire a Präsenz vun der deemoleger Ministesch;

- 9. Dezember 2002: Hearing am Chamberplenum «la participation des femmes dans la prise de décision politique et la réforme de la loi électorale de 1924»;

- 19. März 2003: Virstellung vun de Resultater beim Conseil national des Femmes.

- Den Informatiounen vu senger Responsabelen no hat d'Unité de recherche STADE 1999 eng Etüd fir d'Chambre des Députés realiséiert, déi en marge d'Thema „femmes dans la politique“ behandelt huet. D'Deputéierten hunn doropshin de 15. März 2000 d'Regierung an enger Motioun invitéiert, d'Fuerschungsaarbecht zu dem Thema ze verdeiwen (cf. annexe). D'Chamber selwer war also Demandeur fir de Projet, deen den honorabelen Deputéierten uschwätzt.

(annexe à consulter auprès de l'administration parlementaire)

**Question 2739** (23.5.2013) de **M. Claude Adam** (déi grëng) concernant le **livre blanc sur le dialogue interculturel**:

Le programme gouvernemental stipule: «Pour mieux appréhender la diversité culturelle du Luxembourg et arriver à un vrai échange intégrateur, le Gouvernement créera un «forum des cultures». Cette plateforme fera se rencontrer les acteurs des associations et institutions culturelles ainsi que des citoyens étrangers et luxembourgeois notamment en vue du dialogue interculturel.»

À l'instar d'autres personnes, j'ai été consulté en juin 2012 par une personne mandatée par vous pour rédiger un livre blanc sur le dialogue interculturel.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre:

<sup>3</sup> 2002 ass d'Unité de recherche STADE bei de Centre Universitaire gewieselt





1. Quelles sont les propositions élaborées dans le livre blanc afin de renforcer un vrai échange interculturel intégrateur au Luxembourg?

2. Quelles suites le Gouvernement compte-t-il donner à ce livre blanc? Quelle en sera la diffusion?

3. Est-ce que le Gouvernement a prévu de mener un débat sur les conclusions du livre blanc à la Chambre des Députés, voire au-delà?

**Réponse** (25.7.2013) de **Mme Octavie Modert**, *Ministre de la Culture*:

L'honorable Député Monsieur Adam a souhaité avoir des précisions quant aux propositions élaborées dans le livre blanc sur le dialogue interculturel.

En exécution du programme gouvernemental du 29 juillet 2009 et afin de renforcer un vrai échange interculturel intégrateur au Luxembourg, j'ai mandaté en date du 21 mars 2012 Monsieur Serge Kollwelter de la rédaction d'un livre blanc pour le dialogue interculturel, dont le texte a été déposé en octobre 2012.

Son œuvre constitue notamment un recueil de prises de position des interlocuteurs interrogés. L'auteur n'a pas tiré de conclusions. Les principaux messages repris par l'auteur du livre blanc peuvent être résumés comme suit:

- la création d'une compétence transversale en matière interculturelle au sein du Gouvernement;

- l'interculturel doit être vécu ensemble dès le jeune âge et donc à l'école: le choix de l'orientation scolaire du jeune à l'âge de douze ans entraîne une séparation des communautés et empêche par conséquent tout brassage social;

- l'adoption d'une approche proactive vers les couches de la population les moins favorisées;

- la mission et les objectifs à atteindre par le «Forum des Cultures» devraient être davantage précisés par le Gouvernement. Les membres de ce forum devraient être recrutés à travers une mobilisation transversale dans la société incluant les acteurs du terrain afin que les bonnes pratiques en matière de travail interculturel puissent être mieux valorisées et diffusées;

- la participation politique à tous les niveaux, y compris pour les frontaliers.

Le livre blanc servira de fer de lance pour porter le sujet du dialogue interculturel sur la voie publique. Il constitue le départ vers une politique plus volontariste afin de promouvoir des actions concrètes sur le terrain dans le domaine de la vie sociale locale. À ce sujet, le Ministère de la Culture avec la collaboration de l'Office luxembourgeois de l'accueil et de l'intégration du Ministère de la Famille et de l'Intégration avait prévu d'organiser un colloque en fin d'année 2013, lors duquel interlocuteurs et public avaient été invités en raison de leurs activités culturelles et socioculturelles qu'ils exercent dans leur vie quotidienne. L'objectif est de transmettre à ceux qui souhaitent se livrer à des projets interculturels les expériences déjà acquises sur le terrain, ainsi que de dégager des pistes de réflexion pour trouver des solutions et identifier le dialogue interculturel. Or, compte tenu des événements politiques ayant conduit à l'organisation d'élections en automne 2013, ce colloque ne pourra plus avoir lieu. Les conclusions du colloque et les effets produits concrètement sur le terrain auraient orienté les prochaines étapes à entreprendre dans ce projet.

Le colloque était censé faire un pas supplémentaire de notre société bien multiculturelle vers une société plus interculturelle et donc de renforcer la cohésion sociale dans notre pays.

**Question 2740** (23.5.2013) de **M. Marcel Oberweis** (CSV) concernant le **parc éolien**:

À l'occasion de l'inauguration de la 12<sup>e</sup> éolienne dans le parc éolien Hengescht le 6 mai 2013, le Gouvernement a confirmé son intention de planifier 47 mâts éoliens supplémentaires au Luxembourg. Cet investissement est une contribution aux objectifs de l'Union européenne, visant la promotion de l'utilisation de l'énergie produite à partir de ressources renouvelables. La directive 2009/28/CE, datant du 23 avril 2009, impose au Luxembourg l'obligation d'atteindre le plafond de 11% des dépenses énergétiques à partir de ressources renouvelables d'ici 2020.

Les parcs éoliens sont exploités sous forme de société anonyme, dont les actionnaires sont

entre autres les communes hébergeant les centrales et des sociétés d'énergie telles que Soler, SEO et Enovos.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur et à Monsieur le Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures:

- À quels endroits précis les 47 installations éoliennes en planification sont-elles prévues?

- Les citoyens désirant s'engager financièrement en faveur des énergies renouvelables, mais résidant hors du territoire communal d'un parc éolien, ont-ils la possibilité d'investir dans ce parc?

**Réponse commune** (1.7.2013) de **M. Marco Schank**, *Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures*, et de **M. Etienne Schneider**, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur*:

En réponse à la question parlementaire de l'honorable Député Marcel Oberweis concernant les parcs éoliens, nous souhaitons vous communiquer les informations ci-après:

En ce qui concerne la question relative aux endroits précis des installations éoliennes en planification sur le territoire national, nous aimerions préciser, en nous référant aux réponses aux questions parlementaires n°2509 du 17 janvier 2013 (cf. *compte rendu n°7/2012-2013*) et n°0828 du 6 août 2010 de Monsieur le Député Marcel Oberweis (cf. *compte rendu n°1/2010-2011*) que les compétences du Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur incluent notamment la définition des objectifs nationaux quant au développement des énergies renouvelables sur le territoire national et la proposition de mesures pour atteindre ces objectifs. Il appartient aux acteurs économiques concernés de décider sur la réalisation de projets dans le domaine des énergies renouvelables. Sur demande, la société Soler S.A., une joint-venture des sociétés Enovos Luxembourg S.A. et SEO S.A., qui est impliquée dans grand nombre de projets éoliens sur le territoire national, nous a confirmé que les projets les plus avancés sont l'extension du parc éolien «Kehmen-Heischent» (puissance totale: 6,9 MW), le parc éolien «Rulljen-Géisdref» (puissance totale: 16,1 MW) et le parc éolien «Huldang» (puissance totale: 11,5 MW).

Pour ce qui est de la question sur la possibilité de participation de citoyens dans des projets d'énergie éolienne souhaitant ainsi s'engager financièrement en faveur des énergies renouvelables, il appartient aux entreprises développant les projets de décider sur la participation éventuelle d'investisseurs privés dans leurs projets et de fixer les conditions y rattachées.

Sur demande, la société Soler S.A. nous a informé qu'elle offre dans ses projets aux citoyens des communes d'implantation ainsi qu'aux communes concernées la participation dans les sociétés d'exploitation respectives afin de leur permettre de profiter directement d'une installation de production d'énergie située sur leur territoire. Jusqu'à présent, Soler S.A. a limité la possibilité de participation aux citoyens des communes concernées.

**Question 2742** (24.5.2013) de **Mme Marie-Josée Frank** (CSV) concernant la **campagne de prévention du cancer de la peau**:

Selon la presse écrite du 23 mai 2013, la Ligue médico-sociale et la Société Luxembourgeoise de Dermato-Vénérologie, en collaboration avec le Ministère de la Santé, ont rappelé à la population les risques pour la santé provenant d'une surexposition aux rayons UV, et ont encouragé le public à se faire contrôler la peau de façon régulière. En effet, l'identification précoce de mélanomes malins éviterait de nombreux cas de cancer de la peau.

Environ 600 cas de cancer de la peau ont été diagnostiqués au Luxembourg en 2010 et douze cas se sont soldés par un décès. Comme chaque année, la campagne «Euromelanoma» aura également lieu en 2013, plus précisément le 10 juin. À l'occasion de cette journée, tous les citoyens ont la possibilité, sur rendez-vous et gratuitement, de subir un contrôle de dépistage du cancer de la peau à différents endroits du pays, à savoir Luxembourg, Esch-sur-Alzette, Grevenmacher et Ettelbruck. Ce service est offert par le Ministère de la Santé. La campagne connaît un tel succès qu'il n'est déjà plus possible d'obtenir un rendez-vous.

Sachant que les délais d'attente chez les dermatologues sont très souvent extrêmement longs, j'aimerais poser la question suivante à Monsieur le Ministre de la Santé:

- Le Ministre serait-il d'accord de proposer une deuxième journée de campagne dédiée à la

prévention précoce du cancer de la peau, afin de remédier aux délais d'attente et d'inciter par cette voie davantage de personnes à subir un dépistage?

**Réponse** (25.6.2013) de **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Santé*:

À l'occasion de la journée «Euromelanoma», douze dermatologues de la Société Luxembourgeoise de Dermato-Vénérologie (SLDV) ont offert des consultations gratuites dans les locaux de la Ligue médico-sociale à Luxembourg, Esch-sur-Alzette, Grevenmacher et Ettelbruck.

Bien que mon Ministère soutienne cette action, il n'en est pas l'organisateur responsable, et je ne saurais donc pas décider unilatéralement d'organiser des séances supplémentaires de consultations gratuites.

À titre d'information, je voudrais relever que lors de cette journée, 150 personnes ont profité de cette consultation dite préventive.

Par ailleurs, le but primaire des actions «Euromelanoma» n'est pas d'offrir des consultations gratuites à chaque résident au Luxembourg, mais surtout de promouvoir les règles de bon sens à respecter pour bénéficier du soleil et de prévenir ainsi le cancer de la peau.

Ainsi, cette année, le thème de l'action est: «Cancer de la peau - Apprenez à contrôler votre peau». Dans ce cadre, des opérations d'information ciblées sont organisées dans les écoles fondamentales et dans les lycées. Les enfants et les adolescents sont familiarisés avec cette problématique par l'intermédiaire de brochures et cartes postales et de «jeux de soleil» spécialement développés pour cette action de prévention.

En ce qui concerne les délais d'attente chez les dermatologues, je voudrais souligner que le check-up de la peau peut se faire non seulement chez un dermatologue, mais également chez un médecin généraliste ou chez le médecin traitant.

Même si en moyenne le délai d'attente pour un premier rendez-vous auprès d'un dermatologue peut varier entre quatre semaines à quatre mois, il échoit de constater qu'en cas d'urgence un rendez-vous est donné à très brève échéance, notamment lorsqu'un patient est référé par un médecin généraliste à un dermatologue.

Certains dermatologues ont d'ailleurs réservé une matinée par semaine pour des «check-ups d'urgence», afin de pouvoir prendre rapidement en charge des patients présentant un signe d'appel.

**Question 2743** (27.5.2013) de **M. Jean Colombero** (Onofhängeg) concernant les **soins à domicile**:

In einer hiesigen Zeitschrift wurde über die Versorgungsformen berichtet, die alten und behinderten Menschen angeboten werden, um in ihrer gewohnten Umgebung verbleiben zu können und eine individuelle Pflege zu genießen. Auffallend war zum einen die Information, dass in Luxemburg mehrere Pflegedienstleister sieben Tage die Woche, 24 Stunden am Tag, für die Bevölkerung im Einsatz sind. Demgegenüber drücken viele Betroffene ihrem Referenzarzt ihr Unverständnis darüber aus, dass es hierzulande viel zu wenig erschwellige Nachtdienste gibt, die Überwachungsaufgaben und auch Pflege bei Menschen zu Hause übernehmen. Dann fiel auch auf, dass nicht über innovative Dienste wie die Vitalzeichenkontrolle auf Distanz (Telemonitoring) bei chronischen Leiden oder über „Ambient Assisted Living“-Möglichkeiten berichtet wurde.

Fragen:

1) Gibt es eine 24 Stunden-Rundumversorgung an sieben Tagen?

2) Falls nein, denkt der Minister dann nicht, dass die verschiedenen Pflegedienste dies in naher Zukunft flächendeckend anbieten sollten?

3) Wie erklärt es sich, dass die innovativen Versorgungskonzepte von Telemonitoring und „Ambient Assisted Living“ bisweilen nicht zum Zuge gekommen sind?

4) Was will der Minister tun, auch angesichts der Tatsache, dass hierdurch viele unnötige Kosten vermieden werden könnten?

5) Denkt der Minister nicht auch, dass die 24/7-Dienste, die den Verbleib zu Hause fördern, durch den verstärkten Einsatz von neuen Technologien gestärkt werden?

**Réponse** (17.6.2013) de **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Sécurité sociale*:

Artikel 75 des Kaderabkommens zwischen der Gesundheitskasse und dem Verband der Dienst-

leister des Hilfs- und Pflegebereiches besagt, dass „Hilfs- und Pflegeleistungen, welche zu Hause erbracht werden, vom Dienstleister an allen Tagen des Jahres zwischen 6 Uhr morgens und 22 Uhr abends gewährleistet sind.“

Ein von der Stiftung „Hëllef Doheem“ gefördertes Pilotprojekt über nächtliche Betreuung war von der Pflegeversicherung finanziert worden. Das Projekt „Nuetswaach“ lief über die Dauer von zwei Jahren, vom 1. März 2009 bis zum 28. Februar 2011.

Während der zweijährigen Laufzeit des Projektes hat die Stiftung „Hëllef Doheem“ 108 Anfragen zwecks Betreuung von 99 Bezugsberechtigten der Pflegeversicherung erhalten. 72 Anfragen (von 70 Bezugsberechtigten) entsprechen den durch großherzoglichen Beschluss festgelegten Bewilligungsbestimmungen. Von den 70 Bezugsberechtigten haben 50 von ihrem Recht auf nächtliche Betreuung Gebrauch gemacht. Die Auswerter des Projektes, Experten des CRP-Santé, sind übereingekommen, dass die Zahl der Nutznießer nicht hoch genug war, um fundierte Schlussfolgerungen über die Leistung „Nuetswaach“ als Angebot der Pflegeversicherung zu ziehen. Aus diesem Grund wurde beschlossen, diese Problematik im Zusammenhang mit der anstehenden Reform der Pflegeversicherung anzugehen, unter Einbeziehung der zusätzlichen Informationen, welche das Familien- und Integrationsministerium aus der Fortsetzung des Projekts ziehen würde.

Was innovative Hilfskonzepte angeht, wie das Telemonitoring oder das „Ambient Assisted Living“, so kann hervorgehoben werden, dass diese zurzeit in den Hilfs- und Pflegenetzwerken getestet werden.

Eine von Luxinnovation, einer nationalen Agentur für Innovation und Forschung, getragene Initiative, „Luxembourg ICT Cluster“, vereint verschiedene Akteure, welche im Bereich der neuen Technologien in Luxemburg tätig sind. Diese Initiative tangiert verschiedene Bereiche, unter anderem die Entwicklung von neuen Technologien für die Bereiche Gesundheit und ältere Bevölkerung. Die Netzwerke HELP, Doheem Versuergt und „Hëllef Doheem“ beteiligen sich an der Arbeitsgruppe „ICT for a healthy and ageing population“.

Das Netzwerk „Hëllef Doheem“ hat in diesem Zusammenhang folgende Projekte aufzuweisen:

- eine Zusammenarbeit mit einem europäischen Projekt, das Kommunikationstechnologien fördert. Es geht darum, älteren Menschen die Möglichkeit zu geben, via Skype über das Fernsehen mit Hilfe einer sprachbasierten Bedienung zu kommunizieren. Dieses Projekt betrifft zwischen 30 und 50 Personen;

- ein telemedizinisches Projekt in Zusammenarbeit mit der Zitha-Klinik: Überwachung der lebenswichtigen Parameter der Pflegebedürftigen;

- ein Pilotprojekt über die Erstellung eines Pflegegedossiers für Menschen, die zu Hause gepflegt werden.

Das Netzwerk HELP hat sein mobiles Rufsystem Help24 gestartet. Ziel ist es, den Menschen rund um die Uhr mit Hilfe der neuen Technologien eine Begleitung zu garantieren. HELP arbeitet hierbei mit G4S zusammen. Diese Dienstleistung umfasst drei Bereiche: ein mobiles Anrufsystem, die Möglichkeit, aus der Distanz Türen zu öffnen, und einen Sturzdetektor.

„Sécher Doheem“, ein Hilfsdienst, der zu der Stiftung „Hëllef Doheem“ gehört, bietet seit Jahren eine ähnlich gelagerte Leistung an.

Im Rahmen der Reform der Pflegeversicherung ist vorgesehen, über die Integration dieser neuartigen Unterstützungsangebote in die Leistungen der Pflegeversicherung nachzudenken.

**Question 2744** (27.5.2013) de **Mme Anne Brasseur** (DP) concernant la **délocalisation du tournage de films**:

Il ressort d'un article paru au «Luxemburger Wort» d'aujourd'hui que le Luxembourg serait critiqué par les pays limitrophes pour la délocalisation du tournage de films et qu'on pourrait «s'interroger sur les retombées de cette politique en terme d'images pour le pays».

Dans ce contexte, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Communications et des Médias:

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer ces informations? Comment Monsieur le Ministre entend-il faire face à cette critique?

- Monsieur le Ministre peut-il m'informer sur le nombre de coproductions réalisées avec des



partenaires européens au cours des dernières années?

**Réponse** (1.7.2013) de **M. Luc Frieden**, *Ministre des Communications et des Médias*:

La Commission européenne, à travers le Programme Media et le Conseil de l'Europe avec son fonds «Eurimages», s'engagent depuis des années à favoriser et à promouvoir les coproductions audiovisuelles entre producteurs européens.

Le Grand-Duché de Luxembourg soutient cette politique de la promotion du cinéma européen, notamment grâce à ses mécanismes de soutien à la production qui visent essentiellement les coproductions européennes. Tous les longs-métrages cinématographiques coproduits par le Luxembourg le sont en partenariat avec une ou plusieurs sociétés de productions européennes.

Pour appuyer cette politique, le Luxembourg a signé plusieurs accords de coproduction audiovisuelle. Un tel accord a été signé avec la France à Cannes le 18 mai 2001. Ces accords stimulent les synergies entre professionnels des pays concernés, tentent à faciliter les échanges entre les producteurs et permettent de cumuler les avantages financiers octroyés dans leurs pays respectifs.

Les critiques dont il est question émanent de certains milieux en France qui, outre la Belgique, l'Allemagne ou l'Irlande, est le partenaire le plus important du Grand-Duché. Ces dernières années, les ressources de financement ont sensiblement diminué en France, ce qui augmente pour les producteurs français l'attrait des coproductions internationales. En effet, les coproductions sont nécessaires non seulement pour des raisons culturelles, mais également pour des raisons économiques. Sans la coproduction avec des partenaires d'autres nations, beaucoup de films français n'auraient pas été réalisés au cours des dernières années.

Il va sans dire que chaque partenaire réclame un retour économique, culturel ou social, ceci en compensation de l'investissement consenti dans une coproduction. Cela vaut tant pour le Grand-Duché que pour la France qui, lorsqu'elle a consenti des aides en matière de coproduction, impose des conditions dans le but de garantir ces retours.

Les voix qui en France semblent vouloir qualifier de «délocalisation» les tournages à l'étranger ne reflètent d'aucune manière la situation sur le terrain. Le Luxembourg coproduit annuellement en moyenne une quinzaine d'œuvres audiovisuelles avec la France. Cette tendance est croissante et nécessaire à l'essor créatif, économique et social des deux pays. Les relations entre les producteurs français et luxembourgeois sont au beau fixe, ce qui illustre une stratégie de production commune.

En tant que Ministre des Communications et des Médias, je suis bien entendu disposé à rencontrer mes homologues français pour discuter de tout malentendu éventuel.

**Question 2745** (27.5.2013) de **M. André Bauler** (DP) concernant la **direction du Lycée technique Agricole**:

À en croire des informations diffusées dans la presse, il ne serait pas procédé à la nomination d'une nouvelle direction pour le Lycée technique Agricole avant les élections législatives du 25 mai 2014. En effet, suite à la nomination de l'ancienne directrice au poste de Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, le Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle a provisoirement pourvu à son remplacement en nommant un directeur faisant fonction.

Partant, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:

- Madame la Ministre peut-elle confirmer les informations diffusées dans la presse écrite?

- Dans l'affirmative, quelle serait la raison d'un tel arrangement?

- Dans la négative, pour quand au plus tard Madame la Ministre se propose-t-elle de procéder à la nomination d'une direction définitive?

**Réponse** (26.7.2013) de **Mme Mady Delvaux-Stehres**, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle*:

La directrice du Lycée technique Agricole fut nommée à la fonction de Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche le 30 avril 2013.

Comme cette nomination n'était pas prévisible et puisque le poste n'avait pas pu être déclaré vacant au préalable, aucun appel à candidature n'avait été lancé. Pour assurer le bon déroule-

ment des classes et des examens de fin d'année, j'ai proposé au Conseil de Gouvernement de confier la direction du Lycée technique Agricole à l'équipe de direction en place.

Les arrêtés grand-ducaux nommant le directeur adjoint directeur faisant fonction, ainsi que l'attachée à la direction directrice adjointe faisant fonction, furent pris le 10 mai 2013.

À l'heure actuelle il n'est pas prévu de nommer un nouveau directeur.

**Question 2747** (28.5.2013) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR) concernant le **plan d'action bruit**:

Vill Leit, déi an der Noperschaft vu wichtege Nationalstroossen oder Autobunne wunnen, bekloe sech iwwer de Kaméidi. De Problem gétt jo mat der Zäit net méi kleng, well de Verkéier dauernd weider wiisst. Am Mee 2010 huet d'Regierung en Aktiounsplang fir d'Be-kämpfe vum Kaméidi laanscht de grouse Verkéiersachse virgestallt.

Dowéinst wéilt ech dem Här Minister fir nohalteg Entwécklung an Infrastrukturen an dem Här Gesondheitsminister dës Froe stellen:

1) Wat fir Konsequenze sinn aus deem Aktiounsplang vun 2010 gezu ginn?

2) Wat fir konkret Aarbechte sinn op Basis vum deem Plang ausgefouert ginn, oder stinn direkt an der Planung? Wéi vill Geld ass fir dës Aarbechte bezuelt gi respektiv ass budgetiséiert ginn?

3) Sinn an deem Kader Subsiden u privat Stéit, un Institutiounen (wéi Spideeler, Haiser fir Seniores, Schoulen...) ausbezuelt gi fir déi akutesch Isolatioun? Wa jo, wéi gesinn dës Subsiden am Detail aus?

4) Sinn d'Donnéeën, déi fir d'Erstelle vum Aktiounsplang geholl gi sinn, aktualiséiert, respektiv ass et virgesinn, dës ze aktualiséieren an z. B. nei Kaarten opzestellen?

5) Falls et zu Verännerunge bei der Belaaschtung duerch de Kaméidi kënn, hëlt de Ministère fir nohalteg Entwécklung an Infrastrukturen dann automatesch d'Décisioun, fir Schutzmoosnamen am Interessi vun de Leit ze organisieren?

6) Huet den Här Gesondheitsminister Erkenntnisser iwwer d'Auswierkung vum Kaméidi vum Stroosseverkéier op d'Gesondheet vun de Leit?

7) Wéi eng Preventiounsmoosnamen ennerstëtzt de Gesondheitsministère, fir Gesondheetsschied duerch de Kaméidi vum Verkéier, och duerch Chantieren, ze vermeiden?

**Réponse commune** (2.7.2013) de **M. Marco Schank**, *Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures*, et de **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Santé*:

Sou wéi d'Direktiv 2002/49/CE et virgesäit, huet d'Émweltverwaltung een Aktiounsplang géint de Kaméidi ausgeschafft, zesumme mat de concernéierten Institutiounen. Dee Plang baséiert sech op d'Resultater vun der éischer Kartographiephas a soll de Kaméidi geziilt reduzéieren oder guer net opkomme loossen.

An der éischer Phas goufen enner anerem d'Autobunne kartographéiert. Dobäi ass festgestallt ginn, dass just verschidden Abschnitter problematesch waren, well oft scho virum Akraaftriede vun der Direktiv preventiv Moosname géint de Kaméidi geholl goufe respektiv d'Autobunn wäit genouch ewech vun dem nächste Wunngebitt ass a sou keen direkten Impakt huet.

Den Aktiounsplang soll preventiv wierken, awer och bestehend Problemer ugoen.

Am Stroossebau gétt deemno vun Ufank u probéiert, de Kaméidi op ee Minimum ze reduzéieren an déi néideg Mesurë gi beim Ausschaffe vum Projet opgegraff. Den Aktiounsplang indentifizéiert awer och sensibel Zonen, wou zousätzlech Schutzmoosname méiglech sinn. Dobäi gétt d'Prioritéit vun der Émsetzung duerch d'akutesch Situatioun an dem Fortschritt vun dem Infrastrukturprojet beaflosst.

Als Beispill kann ee folgend Projeten uginn, bei deenen de Schutz virum Kaméidi wichtege Bestanddeel vun der Planung war:

- Contournement vu Jonglënster;
- Nordstrooss;
- Autobunnskräiz zu Steebrécken;
- Ausbau vun der A3 an der A6.

D'groussherzoglecht Reglement vum 18. Februar 2013 (règlement grand-ducal du 18 février 2013 relatif à l'octroi des aides financières en vue de l'amélioration de l'isolation acoustique de bâtiments d'habitation contre le bruit

aérien en provenance de l'aéroport de Luxembourg), wat den 1. Mee 2013 a Kraaft getruede ass, gesäit Subventiounen fir Wunngebaier am direkten Émfeld vum Flughafen vir.

Allerdéngs beschränken déi Subventiounen sech op de Kaméidi vum Fluchverkéier, sou wéi et an der Motioun P14767 vun der Chamber gefuerdert gi war.

An Tëschenzäit gouf déi zweet Phas vun der Direktiv 2002/49/CE an Ugrëff geholl.

An deem Kontext muss d'Émweltverwaltung nei Kaarten ausschaffe fir folgend Zonen:

- Agglomeratioun iwwer 100.000 Awunner;
- Stroosse mat iwwer dräi Milliounen Passagé pro Joer;
- Zuchlinne mat iwwer 30.000 Passagé pro Joer;
- Flughäfe mat iwwer 50.000 Mouvementer pro Joer.

Fir Lëtzebuerg bedeit dat, dass folgend Zone muss kartographéiert ginn:

- Agglomeratioun vun der Stad Lëtzebuerg an d'Gemenge ronderëm;
- Am ganzen 500 km Autobunn an Nationalstroossen;
- Ongeféier 150 km Eisebunn;
- De Flughafen Findel.

Aktuell ass d'Ausschaffe vun de neie Kaarten ofgeschloss an d'Kaarte si publizéiert ginn, bis op déi vum Flughafen, wou nach verschidden Detailler feelen.

Déi nächst Etapp wäert dann d'Upasse vum Aktiounsplang sinn. Dës soll op Basis vun den neie Kaarte gemaach ginn.

De Kaméidi, also och de Verkéierskaméidi, ka folgend Auswierkungen op d'Gesondheet vun de Leit hunn:

- Schlofstéierungen;
- Kreeslafstéierungen;
- Stressbedéngt Gesondheitsproblemer (Stoffwiesel, Immunsystem, Tinnitus,...);
- Reduktioun vun der Leeschtung op der Aarbecht an an der Schoul;
- Verhalensstéierungen (Aggressivitéit, Verzweigung, ...);
- Schwierigkeeten, fir ze kommunizéieren.

Méiglech Preventiounsmoosnamen zur Reduktioun vum Verkéierskaméidi sinn:

- Verkéiersbeschränkungen (Auerzäit, Vitesse, Aart vu Gefier, etc.);
- Kaméidireduzéierend Stroossebeleg;
- Aschränke vum Kaméidi vun de Gefierer;
- Ofstand zu Kaméidiquelle beim Wunnensbau;
- Contournéiere vu Wunnensgebidd;
- Abaue vun akutesch ofgeschiermt Fënsteren, Anti-Kaméidi-Mauern an Anti-Kaméidi-Diguen;
- Sensibilisatioun vun den Autofuerer.

**Question 2748** (28.5.2013) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR) concernant la **prévention suicide**:

Zënter e puer Deeg ass d'Internetsäit [www.prevention-suicide.lu](http://www.prevention-suicide.lu), op där eng Rei Informatiounen zum Thema Suizid ze fanne sinn, nees online. Dës Säit adresséiert sech net nëmmen un déijéineg, déi sech schlecht fillen an Hëllef sichen, mä och un deenen hiren Entourage an un d'Fachleit. D'Informatiounen stinn op Franséisch an op Däitsch zur Verfügung.

An deem Kontext wéilt ech dem Här Gesondheitsminister dës Froe stellen:

1. Wien ass fir d'Internetsäit [www.prevention-suicide.lu](http://www.prevention-suicide.lu) zoustänneg?
2. Wéi ass et méiglech, datt dës Säit jorelaang net accessibel war?
3. Ass et virgesinn, grad well et sech ëm e sensibelt Thema handelt, fir déi wichtege Informatiounen och an anere Sproochen, an notamment op Lëtzebuergesch, unzëibidden?
4. Et gétt op där Internetsäit enner anerem drop higewisen, datt déi betraffe Leit den SOS Détresse (45 45 45) kënnen uruffen. Ass den Här Minister net der Meenung, datt esou en Hëllefstëlefon misst 24 Stonnen op 24 fonctionnéieren, an net nëmmen zu bestëmmten Auerzäiten?

**Réponse** (9.7.2013) de **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Santé*:

Zënter enger Rei vu Jore mécht de Gesondheitsministère, an enker Zesummenaarbecht mat de Professionelle vun Terrain, grouss Efforte fir Verbesserungen am gesamte Beräich vun de psychiatresche Problemer a Krankheeten, dës och wat d'Preventioun vum Suizid ubelaangt.

Fir sech geziilt der Problematik Suizid zuzewenden, ass am Februar 2006 de Centre d'Information et de Prévention (CIP) beoptraagt ginn, d'Vernetzungsinitiäit fir Suizid ze koordinéieren, déi sech enner anerem ëm d'Organisatioun vun den nationale Journéee vun der Preventioun vum Suizid këmmert.

Zënter e puer Wochen ass d'Internetsäit [www.prevention-suicide.lu](http://www.prevention-suicide.lu), op där eng Rei Informatiounen zum Thema Suizid ze fanne sinn, nees online. Dës Säit adresséiert sech net nëmmen un déijéineg, déi sech schlecht fillen an Hëllef sichen, mä och un deenen hiren Entourage an un d'Fachleit. D'Informatiounen stinn op Franséisch an op Däitsch zur Verfügung.

De CIP ass eng Initiäit vun der Ligue d'Hygiène Mentale a.s.b.l., déi mam Gesondheitsministère konventionéiert ass a fir d'Homepage vun dëser Internetsäit zoustänneg ass. Den Opbau an den Inhalt si vum CIP erstallt ginn, mat Hëllef vun de Memberen aus engem Aarbechtsgrupp, dee speziell dofir an d'Liewe geruff ginn ass.

Den Update vum Internetsite gétt vum CIP realiséiert.

De Site war net accessibel, well en nach net lancéiert war. En ass awer virdu fir d'Publicitéit vun de Suizid Preventiouns Journéee benotzt ginn, well d'Internetadress schonn akaaft gi war. Den Internetsite ass net virdu lancéiert ginn, well déi élaboréiert Texter nach net souwäit waren, fir se Online ze setzen.

D'Iddi, fir de Site net nëmmen an enger Sprooch ze lancéieren, war scho ganz fréi do, wou jo de franséischen Deel schonn eng Zäitche fäerdeg war.

An direkter Zukunft ass awer net geplangt, fir d'Informatiounen och an anere Sproochen, an deemno och op Lëtzebuergesch unzëibidden. Mä laangfristeg ass dës sécherlech och eng interessant Optioun.

Et ass richtig, datt esou eng Hotline 24 Stonnen op 24 a 7 Deeg op 7 soll fonctionnéieren. Dës Schrëtt setzt awer déi noutwendeg organisatoresch an/oder finanziell Moyene viraus. An esou ass dës och virgesinn an deem zukünftege Plan National vun der Suizid Preventioun.

Effektiv schafft d'Vernetzungsinitiäit fir Suizid Preventioun zënter engem Joer ganz aktiv un der Opstellung vun engem nationale Plang fir Suizid Preventioun, dee spéitstens am Ufank vum nächste Joer lancéiert gétt.

**Question 2749** (28.5.2013) de **MM. Gast Gibéryen** et **Fernand Kartheiser** (ADR) concernant le **contournement de Bascharage**:

Den 22. Mee ware mir bei enger Biergerversammlung an der Gemeng Suessem, an där et ëm déi geplangten Émgehungsstrooss vu Käerjeng goug. Déi Strooss soll zum Deel iwwer den Territoire vun der Gemeng Suessem féieren. An där Versammlung gouf den Tracé enner anerem och dowéinst kritiséiert, well en e wichtege Naturschutzgebitt soll duerchschniden. Dat verursaacht eng Rei vu Problemer, souwuel fir d'Natur, wéi och fir d'Mënschen aus där Regioun, déi dës Bëschgéigend gär als Erholungsbitt benotzen.

Do derniewent gouf et nach eng ganz Rei vun anere Kritiken a Froen, enner anerem och wat déi weider Féierung vun där Strooss duerch d'Gemeng Dippech ugeet a wéi de Verkéier schlussendlech vun der Helfenterbréck aus u soll an d'Stad geféiert ginn.

Am Laf vun der Diskussioun ass e puer Mol d'Fro opkomm, ob dann déi Strooss iwwerhaupt néideg wär, wann den öffentlechen Transport konsequent ausgebaut géif.

Dowéinst, fir d'Froen vun all deene Leit opzepräifen a virunzeleeden, wollte mir dem Här Minister fir nohalteg Entwécklung an Infrastrukturen dës Froe stellen:

1. Déi Plangung vun där Strooss ass schonn zënter ville Joren amgaangen. Si bei den aktuelle Méiglechkeeten vum öffentlechen Transport all Méiglechkeeten nach eemol considéiert ginn, déi eng nei Strooss eventuell këinten iwwerflësseg maachen?



2. Si speziell dës Punkte grëndlech ënnersicht ginn:

- Opfangparkingen an der Grenzregioun
- Vergréisserung vun den Zuchcapacités op der neier duebelgleiseger Zuchstreck Péteng-Stad
- Erhéijung vun den Zuchfrequenzen
- Benetzung vu Busse mat grousser Passagéiercapacitéit an héijer Frequenz
- Verleeung vum Gidderverkéier op d'Schinn?

3. Wéi eng Erliichterung géing déi nei Strooss der Lëtzebuurger Strooss zu Käerjeng wierklech bréngen, well jo op där Strooss eng ganz Rei vu grousser kommerziellen, schouleschen a sportlechen Infrastrukture leien?

4. Gëtt déi Käerjenger Gemeng (virun allem Kéinzeg a Käerjeng) net och nach verkéiers-technesch zousätzlech duerch déi geplangten ekonomesch Aktivitéitszon zu Grass (Zaro) belaauscht?

5. Ass duerch dat neit Element vun där geplangter Zaro net elo eng Nordvariant fir déi Käerjenger Ëmgehungsstrooss méi sënnavoll?

6. Ass och déi Variant vun der Iwwerdeckelung vun der Eisebunn fir d'Ëmgehungsstrooss vu Käerjeng vun de Ponts et Chaussées ënnersicht ginn? Wa jo, mat wéi engem Resultat? Wann neen, firwat net?

**Réponse (19.7.2013) de M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures:**

1) + 2) D'Verkéisersopkommen op der geplangter Strooss ass mat dem CMT-Modell berechent ginn. Dat ass eng Traficsimulation op nationalem Niveau, an där déi zukünfteg Entwécklung vun de Siedlungen an Aktivitéitszonen, vun de Verkéisersinfrastrukturen ënner Optimiséierung vun de Betrëbskonzepter vun den öffentlechen Verkéiserssystemer (CFL, RGTR, TICE,...) rechneresch simuléiert gëtt. Dobäi sinn all schonns an dem Verkéiserskonzept MoDu ugekënnegt. Mesurë berücksichtegt, wéi notament de Park & Ride - Konzept mat groussen Opfangparkingen an der wäiter Peripherie vun der Stad (wéi z. B. de geplangte Parking zu Rodange bei der Gare am PED), an natierlech och d'Zweegleisegkeet vun der Pétenger Streck. All déi Mesurë mussen sinn, fir dem Verkéier Meeschter ze ginn, mä si maachen de Stroosseréseau net iwwerflësseg. Obschonn datt d'Planung vun dëser Strooss ugefaange ginn ass, wou esou komplex Verkéiserssimulationen nach net konnten duerchgefouert ginn, huet sech awer erausgestallt, datt de Besoin vun Ufank u richteg erkannt war.

3) Déi nei Strooss bréngt der Lëtzebuurger Strooss zu Käerjeng, an där haut ëm 20 bis 25 dausend Autoen a béid Richtunge gezielt ginn, eng drastesch Verbesserung. Natierlech sinn och do flankéierend Moosname virgesinn, wéi z. B. Luuchttestierungen op de Kräizungen, fir d'Attraktivitéit par rapport zum Contournement ze verschteren. Mä et ass awer normal, datt de lokalen Trafic och weider a Käerjeng muss zirkuléieren, wann ee wëllt bei d'Schoulinfrastrukturen asw. fueren. D'Erliichterung op där Plaz par rapport zu enger Nulloption läit graff bei iwwer 50%.

4) All zousätzlech Zon generéiert och zousätzlechen Trafic. Eent vun den Ziler vun enger integrativer Landes- a Verkéisersplanung ass et, fir esou Zonungen op Plazen ze implantéieren, wou ënner anerem d'verkéierlech Situatioun kann optimiséiert ginn an et méiglech ass, fir z. B. gutt Bus an eventuelle Zuchverbindungen ze schafen, an den estoenden Stroossentrafic op engem gutt strukturéierte Stroosennetz ofzewecklen. Et ass also nëmmen normal, datt Stroossentrafic, deen op eng Plaz wëll fueren, och iwwert déi ugrenzend Stroosse muss fueren.

All nei Aktivitéitszon belaauscht zousätzlech d'Stroossen an hirer direkter Noperschaft. Bei der Planung vun der Aktivitéitszone Zaro zu Grass ass eng Verkéisersstudie gemaach ginn.

Fir den Horizont 2020 ass mat zousätzlechen Verkéisersbewegungen aus Richtung Zaro ze rechnen. Der Studie no, gi 50% dovun direkt op d'Autobunn, 25% a Richtung Klengbetten a 25% a Richtung Kéinzeg, wou se sech op dem CR110 a Richtung Lénger an a Richtung Käerjeng verdeelen.

5) D'Entwécklung vun der Aktivitéitszon Zaro laanscht d'Autobunn A6, ass ee vun den Elementer, dei eng Nordvariant als net sënnavoll maachen.

6) D'Iwwerdeckelung vun der Eisebunn wier vu Säite vun den Autoritéite vun der Eisebunn

schwéier ze genehmegen an ass net analyséiert ginn. Firwat net, kann ee ganz einfach domadder erklären, datt esou eng Léisung géing een Ingenieursbauwierk vun ongeféier 2,5 km Längt iwwert der Eisebunnstrasse bedeuten, woubäi méi Facteuren an d'Spill kommen:

a. d'Baukäschten, mat éischten deene rengen Bauwierkskäschten, an awer och de Käschten, déi duerch d'Präsenz vun enger exploitéierter Eisebunn generéiert ginn, well am lafende Betrieb misst den Ouvrage gebaut ginn op Fondatiounen, direkt nieft dem Eisebunnsgarbit. Dobäi kommen natierlech all d'Contrainten aus dem Entretien vun der Eisebunn an der Strooss, déi also ongeféier aacht bis néng Meter iwwert dem Gleisniveau géing verlafen. Uwendriwwer de Stroossentrafic an ënnerdrénner d'Stroosentfernung mat de Caténairë an d'Eisebunn.

b. Duerch déi héich Lag misst d'Strooss dann och riets a léns aagekleet ginn, et misst Sécherheetspassagé virgesi ginn asw. Dobäi géing d'Strooss also d'Breet vun der Eisebunn ëm puer Meter dépasséieren an z. B. ob d'Quaie vun der Gare vu Bascharage/Suessem, an op esou munche Privatterrain an deelweis och op Bësch empiétéieren. Et misst en d'entsprechend Rampeléisung fonnt ginn, fir stroosentechnesch konform un de Stroosseréseau unzeschléissen, mat engem Échangeur un d'Collectrice du Sud.

D'Käschten vun dem Entretien an der Exploitation souwuel, vun der Eisebunn wéi och vun der Strooss, déi enger Tunnelléisung géinge gläichen, géinge par rapport zu enger klassischer Léisung enorm an d'Luucht.

**Question 2750 (28.5.2013) de Mme Claudia Dall'Agnol (LSAP) concernant l'examen-concours pour la carrière de l'inspecteur de police:**

Je reviens à ma question parlementaire n°1687 du 5 octobre 2011 à Monsieur le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région concernant l'examen-concours pour la carrière de l'inspecteur de police (cf. *compte rendu n°4/2011-2012*). Dans sa réponse Monsieur le Ministre avait signalé le faible taux de réussite à l'examen-concours: parmi les 280 candidats ayant été admis à l'examen, 53 l'ont réussi, dont trois volontaires de l'armée. Monsieur le Ministre avait précisé par ailleurs que ses services «sont en cours d'analyse des résultats et réfléchissent sur d'éventuelles initiatives à prendre».

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes:

- Monsieur le Ministre peut-il m'informer sur le taux de réussite aux examens-concours organisés après 2011? Combien de volontaires de l'armée se sont présentés aux examens et quel a été leur taux de réussite? Monsieur le Ministre estime-t-il que le nombre des volontaires de l'armée ayant réussi les épreuves est suffisant?

- Quelles étaient les conclusions des services de Monsieur le Ministre suite à l'analyse des résultats évoquée dans sa réponse à ma question? Est-ce que des initiatives ont été prises suite à cette analyse?

- Quelles sont les réflexions ou initiatives de Monsieur le Ministre, implémentées ou envisagées, pour remédier aux nombreux échecs tant des soldats volontaires que des autres candidats qui se présentent à l'examen-concours pour la carrière de l'inspecteur de police?

**Réponse commune (1.7.2013) de M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région, Ministre de la Défense:**

En 2012, 345 candidats ont été admis à se présenter à l'examen-concours pour la carrière de l'inspecteur de police, dont 25 soldats volontaires de l'armée. Cinq d'entre eux, dont trois bénéficiant d'un droit de priorité ont fait partie des 85 candidats ayant réussi l'examen écrit. Au final, après l'épreuve sportive, l'examen médical et le test psychologique, quatre des 67 candidats retenus ont été des soldats volontaires, dont deux bénéficiant du droit de priorité.

Comme le taux de réussite des soldats volontaires a été considéré comme insuffisant, des mesures concrètes ont été prises. Ainsi, sur demande du Ministre, les questions d'examen sont soumises depuis 2012 au Ministère de l'Éducation nationale pour aval. Par ailleurs, le Service de reconversion de l'armée ainsi que l'École de l'Armée ont intensifié les travaux de préparation des candidats volontaires de l'armée à l'examen-concours pour la carrière de l'inspecteur.

La réforme de l'École de l'Armée vise une meilleure préparation générale des soldats volontaires en phase de reconversion, entre autres en permettant à partir de juillet 2014 aux sol-

dats volontaires d'accomplir une 11<sup>e</sup> CM (régime technique) et non plus, comme à l'heure actuelle une T1 CM (régime de technicien).

**Question 2752 (29.5.2013) de M. Fernand Kartheiser (ADR) concernant les coûts de l'assistance judiciaire:**

De 16. Abrëll 2013 hat ech eng parlamentaresch Fro zu den Affekotefraisen am Kader vun der Assistance judiciaire gestallt (N°2664) (cf. *compte rendu n°10/2012-2013*). D'Madame Justizministeresch huet an hirer Äntwert preziséiert, datt fir d'Period vum 1. Abrëll 2012 bis den 1. Abrëll 2013 net manner wéi 1.156.708,11 Euro fir d'Assistance judiciaire am Beräich vum Auslännerrecht ausbezuel goufen. D'Madame Ministeresch huet och confirméiert, datt verschidden Affekotenetüde sech op d'Auslännerfroe spezialiséiert hunn a méi wéi 10% vun den Indemnitéite fir d'Assistance judiciaire an Auslännerfroe kréien.

An deem Kontext wëllt ech der Madame Justizministeresch dës Fro stellen:

- Wéi vill Etüden hu wéi vill Prozent vun deenen 1.156.708,11 Euro kritt?

**Réponse (15.7.2013) de Mme Octavie Modert, Ministre de la Justice:**

1. Am Kader vun der Assistance judiciaire krute 84 Affekoten am Beräich vum Auslännerrecht eng Indemnitéit ausbezuel.

2. De Montant vun 1.156.708,11 Euro, deen an der Äntwert op d'parlamentaresch Ufro vum 16. Abrëll 2013 ernimmt ginn ass, bezitt sech op d'Avancen an d'Décompten, déi de Justizministère tëschent dem 1. Abrëll 2012 an dem 1. Abrëll 2013 un d'Affekote bezuel huet.

3. Et sinn eleng fir 696.422,49 Euro Décompten ausbezuel ginn, an déi verdeele sech op déi 84 verschidden Affekoten, déi aus dem Listing ervirginn, dee bäigeluecht ass.

(*listing à consulter auprès de l'administration parlementaire*)

**Question 2753 (30.5.2013) de M. Marcel Oberweis (CSV) concernant l'importation de produits chinois:**

Selon le rapport du système d'alerte RAPEX de la Commission européenne qui a pour but de faire circuler rapidement entre les États membres les informations concernant les produits non alimentaires potentiellement dangereux introduits sur le marché européen, quelque 2.278 produits dangereux pour la santé et la sécurité des consommateurs ont été signalés en 2012.

Un chiffre qui constitue une hausse de 26% par rapport à l'année précédente. Sur ces 2.278 produits, 58% étaient d'origine chinoise, ce qui constitue une progression de 4% par rapport à l'année précédente.

Le volume des échanges commerciaux entre le Luxembourg et la Chine avait atteint 1,905 milliard de dollars en 2011, plus de 50% de importations asiatiques étaient d'origine chinoise. Ces chiffres montrent l'importance et les dimensions des relations sino-luxembourgeoises qui devraient encore s'intensifier dans les prochaines années.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes au Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:

- Combien de produits d'origine chinoise présentant des risques pour la santé et la sécurité des consommateurs ont été signalés par les autorités luxembourgeoises pour les années 2010, 2011 et 2012?

- Quelles sont les catégories de produits à risque les plus notifiées?

- Comment Monsieur le Ministre envisage-t-il de remédier à cette problématique?

**Réponse (3.7.2013) de M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:**

La loi modifiée du 20 mai 2008 portant création d'un Institut luxembourgeois de la normalisation, de l'accréditation, de la sécurité et qualité des produits et services désigne l'ILNAS comme autorité responsable de la surveillance du marché de plusieurs catégories de produits manufacturés non alimentaires tout comme du contrôle de la sécurité générale des produits au sens de la loi modifiée du 31 juillet 2006 sur la sécurité générale des produits.

Les produits dangereux et non conformes ne constituent pas seulement un risque pour les consommateurs et les autres utilisateurs, mais

ont d'importantes conséquences économiques, car ils induisent une concurrence déloyale. Les opérateurs qui ne respectent pas les règles peuvent réaliser d'importantes économies sur les coûts de mise en conformité et commercialiser leurs produits à un prix moindre que leurs concurrents respectueux de la loi.

Les inspecteurs de la surveillance du marché de l'ILNAS vérifient régulièrement la conformité de produits en vente sur le marché luxembourgeois. Les opérations de contrôle au niveau local sont soit planifiées, soit improvisées suite à des plaintes ou autres informations reçues au sujet de produits manufacturés.

Les contrôles diligentés dans le cadre de la surveillance du marché sont de deux natures:

- des contrôles documentaires qui consistent en la vérification de la présence des marquages, tel que le marquage CE, et, le cas échéant, des documents requis par la réglementation, tels que la déclaration de conformité, le dossier technique et la notice d'utilisation;

- des contrôles sur les caractéristiques des produits. Ils visent à s'assurer que le produit respecte les exigences prévues par les législations qui lui sont applicables. Ces contrôles peuvent s'appuyer sur la réalisation de tests et d'analyses en laboratoire.

Lorsque l'ILNAS identifie un produit présentant un risque, l'institut alerte les utilisateurs en adoptant les mesures appropriées. Lorsqu'il présente un risque grave, l'ILNAS:

- notifie le produit par le biais du système communautaire d'échange rapide d'informations sur les produits dangereux non alimentaires, ci-après RAPEX;

- rappelle ou retire le produit;

- veille à ce que le produit soit modifié et le risque supprimé ou, si nécessaire, détruit.

L'ILNAS contrôle également de façon régulière la conformité des produits de provenance de pays tiers. Dans ce cadre une convention a été signée le 2 juillet 1998, modifiée le 29 juillet 2009, entre l'ILNAS et l'Administration des Douanes et Accises. Elle règle la collaboration entre les deux administrations dans le cadre de la surveillance du marché de certaines catégories de produits manufacturés non alimentaires.

Suite aux surveillances l'ILNAS notifie les produits identifiés comme dangereux à la Commission européenne et aux États membres par le biais du système RAPEX.

Pour identifier si un produit est dangereux, l'ILNAS analyse non seulement les rapports de vérification des inspecteurs et les rapports d'analyse des laboratoires d'essais, mais effectue également une analyse de risque qui définit les critères d'après lesquels un produit est jugé dangereux pour le consommateur et doit ainsi être notifié par le biais du système RAPEX.

Le nombre de produits dangereux pour le consommateur en provenance de la Chine notifiés par le Luxembourg par le système RAPEX au cours des trois dernières années s'établit comme suit:

En 2010, cinq produits.

En 2011, dix produits.

En 2012, cinq produits.

Dans la majorité des cas, il s'agissait de produits électriques, de jouets et de pointeurs laser.

Pour tous les autres produits non conformes, mais qui ne mettent pas en danger la santé et la sécurité des personnes, la santé et le bien-être des animaux ou de l'environnement, l'échange d'informations avec les autres États membres se fait par le biais de la base de données européenne ICSMS (Information and communication system for market surveillance).

Pour des raisons d'efficacité, le projet de loi n°6315 portant réorganisation de l'ILNAS va regrouper la surveillance du marché d'un plus grand nombre de produits manufacturés non alimentaires auprès de l'ILNAS. Dans le cadre de ce projet de loi un renforcement de personnel est prévu pour l'ILNAS, dédié à couvrir ces nouvelles missions de surveillance du marché.

Un nouveau référentiel partagé par l'ILNAS et par l'Administration des Douanes et Accises va également renforcer l'efficacité de la surveillance du marché au Luxembourg.

**Question 2754 (31.5.2013) de M. Fernand Kartheiser (ADR) concernant les opérations pour le maintien de la paix:**

Zënter 1992 mécht d'Lëtzebuurger Arméi bei sougenanntenen „OMP“ (Opérations pour le maintien de la paix) mat. Och d'Police delegéiert Leit an d'Ausland, zum Beispill an de



Kosovo, an theoretisch kënnen och nach aner Verwaltungen a souger Zivilliste sech un esou Missioune bedeelegen.

Besounech bei militäreschen Asätz kann et zu traumateschen Erfahrungs kommen, déi, jee no psychologescher Konstitioun vum exposéierten Zaldot a senger Widderstandskraaft géint extrem Erlebnisse, kënnen zu sougenanntene post-traumatesche Symptomer féieren. Esou Symptomer kënnen och nach laang no der Déngschzäit an engem Krisegebitt optauchen an och d'Reintegratioun vun engem Militär an dat zivilt Liewe bedeiend méi schwéier maachen.

D'Arméi huet och aus esou Iwwerleeungen eraus viru Kuerzem eng Psychologin engagéiert.

An deem Zesummenhang wollt ech dem Här Verdeedegungsminister dës Fro stellen:

1. Huet d'Arméi oder eng aner Verwaltung bis elo festgestallt, datt bei Leit, déi an enger OMP engagéiert waren, post-traumatesch Stéierungen opgetruede sinn?

2. Huet d'Arméi fir esou e Fall Méiglechkeete vun enger laangfristeger Behandlung virgesinn? Sinn esou Behandlungen och finanziell ofgeséichert, an deem Sënn, datt eng betraffe Persoun net fir déi laangfristeg medizinesch Konsequenze vun esou engem Asaz fir de Stat muss selwer fir d'Käschten opkommen?

3. Ginn déi Persounen, déi aus engem Asaz zrëckkommen, systematesch op e Gespréich mat engem Psycholog oder engem Psychiater invitéiert, fir méiglech traumatesch Erlebnisse ze dokumentéieren an ze beschwätzen? Huet d'Arméi eng Zesummenaarbecht mat Psychiateren zu Lëtzebuerg fir esou Fäll organiséiert, respektiv mat zivilen oder militäreschen psychiatreschen Servicer am Ausland?

**Réponse** (2.7.2013) de **M. Jean-Marie Halsdorf**, *Ministre de la Défense*:

Souwäit wéi et dem Arméipsycholog bekannt ass, leit kee Militär ënner post-traumateschem Stress.

Wann e Militär e laangzäitege Suivi brauche sollt, wäert d'Arméi d'Gratuitéit vun esou engem Suivi garantéieren nodeem, de Psycholog an den Dokter vun der Arméi hiren Accord dozou ginn hunn. Dem Militär wier dann och fräigestallt, den Therapeut, deen hie fleege soll, selwer ze bestëmmen. De Gesondheitsdëngscht vun der Arméi huet e Budget, fir esou e Suivi ze finanzéieren.

D'Membere vun der Arméi gi schonn e puer Méint éier se a Missioun gi psychologesch encadréiert an deen Encadrement dauert bis op d'mannst dräi Méint no hirem Retour vun der Missioun. D'Preparatiounsphas op d'Missioun gesäit eng ganz Rei individuell a kollektiv Gespréicher mat allen Zaldoten a Kadere vir, fir se op déi psychologesch wichteg Aspekter vun der Missioun virzebereeden.

No der Missioun gi weider individuell Gespréicher gefouert, fir souwuel iwwert d'Missioun ze schwätzen, mä awer och fir d'Reinsertioun no véier Méint Ofwieseneheet ze begleeden. Méi spéit ginn dann um Niveau vun der Sektioon kollektiv Réuniounen ofgehalen, fir d'Erlebnisse an d'Erfahrung vun der Missioun ze beschwätzen. D'Méiglechkeet besteet weider, dass de Militär individuell Gespréicher mam Psycholog féiere kann.

Well et zu Lëtzebuerg nach keng grouss Erfahrung gëtt, wat spézifesch post-traumatesch Stresser ueget, géif an esou engem Fall de Militär un d'Militärspidol Reine Astrid vun Nederover-Heembeek verwise ginn. An deem Spidol gëtt et eng Equipe vu Spezialisten, déi vill Erfahrung mat operationelle Problematiken hunn. De Psycholog vun der Lëtzebuerg Arméi huet gutt Kontakter mam medizineschen Dëngscht vun der belscher Arméi a mat de bëlgeschen Arméipsychologen. Während de Missiounen am Ausland, wou lëtzebuergesch Zaldoten a belsch Détachementer agegliedert sinn, stinn och déi belsch „Conseillers en opérationnalité mentale“ bereet, fir no hinne ze kucken, wann dat sollt néideg sinn.

**Question 2755** (3.6.2013) de **M. Jean Colombera** (*Onofhängeg*) concernant l'**assurance dépendance en cas de maladie psychique**:

Bei der Evaluation von Antragstellern auf die Dienstleistung der Pflegeversicherung kommt es vor, dass Menschen mit psychischen Erkrankungen und geistigen Behinderungen abgewiesen werden und so nicht in den Genuss von bestimmten Dienstleistungen kommen. Das hat damit zu tun, dass der Verlust von kognitiven Fähigkeiten, wie beispielweise bei Demenz, weniger als Autonomieverlust gewichtet wird als

dies der Fall ist bei Einschränkung in den Grundbedürfnissen wie Essen, Mobilität und Hygiene. Wenn auch der objektive Autonomieverlust im Rahmen eingeschränkter Alltagskompetenz bei Demenzkranken ähnlich gleich vorliegt wie bei anderen Kranken mit Einschränkungen in den drei Grundbedürfnissen Essen, Mobilität und Körperpflege, so erkennt die Pflegeversicherung in ihren Kriterien diese Situation meines Erachtens nicht gebührend an.

Fragen:

1) Kann der Minister bestätigen, dass es solche bedauerliche Situationen gibt, in denen die Pflegeversicherung nicht einspringt, obwohl eine eingeschränkte Alltagskompetenz vorliegt?

2) Falls ja, wie gedenkt der Minister diese Situation kurzfristig zu verbessern, auch angesichts der Tatsache, dass die deutsche Pflegeversicherung im Rahmen des „Pflege-Neuausrichtungsgesetzes“ diese gleiche Situation nunmehr pragmatisch angegangen hat?

3) Denkt der Minister nicht, dass ein wichtiger Punkt einer verbesserten Versorgung der Demenzkranken hierzulande die Anerkennung der eingeschränkten Alltagskompetenz als Autonomieverlust sein muss?

**Réponse** (11.7.2013) de **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Sécurité sociale*:

Zu den Punkten 1) und 2): Der „Code de la sécurité sociale“ definiert in seinem Artikel 348 die Pflegebedürftigkeit sinngemäß wie folgt: „Gilt als pflegebedürftig eine Person, die wegen einer physischen, mentalen oder psychischen Krankheit, oder eines Problems gleicher Natur, einen erheblichen und regelmäßigen Hilfsbedarf seitens einer Drittperson in den Aktivitäten des täglichen Lebens hat.“

Die Aktivitäten des täglichen Lebens bestehen aus:

- Körperpflege: Waschen, Mundhygiene, Hautpflege, Ausscheiden

- Nahrungsaufnahme: Vorbereitung einer geeigneten Nahrung und Unterstützung bei der Aufnahme dieser Nahrung

- Mobilität: Transfer und Positionswechsel, An- und Auskleiden, Fortbewegung innerhalb der Wohnung, Treppensteigen, Verlassen und Wiederaufsuchen der Wohnung.“

Artikel 349 besagt: „In den Genuss der vorgesehenen Leistungen kommt die pflegebedürftige Person, wenn sie in den Bereichen der Aktivitäten des täglichen Lebens, so wie sie im Artikel 348 definiert sind, Hilfe benötigt für mehr als dreieinhalb Stunden pro Woche (...), und wenn, aller Wahrscheinlichkeit nach, die Pflegebedürftigkeit mehr als sechs Monate andauert oder irreversibel ist.“

Die Hilfeleistung bei den Aktivitäten des täglichen Lebens kann verschiedene Formen annehmen: integrale oder teilweise Verrichtung der Aktivität anstelle der hilfsbedürftigen Person, oder Aufsicht und/oder Unterstützung der hilfsbedürftigen Person mit dem Ziel der autonomen Ausführung der Aktivitäten des täglichen Lebens durch die Person. Letzteres trifft insbesondere bei Demenzpatienten zu.

Die Pflegeversicherung springt also immer dann ein, wenn eine Person für mehr als dreieinhalb Stunden pro Woche der Hilfe in den Aktivitäten des täglichen Lebens bedarf. Wenn eine Person weniger als dreieinhalb Stunden Hilfe pro Woche in den Aktivitäten des täglichen Lebens benötigt, wird sie nach dem Gesetz nicht als pflegebedürftig angesehen.

Aus der Definition der Pflegebedürftigkeit geht wie oben angeführt also hervor, dass der Pflegebedarf erheblich sein muss, um in den Genuss von Leistungen der Pflegeversicherung zu kommen. Diese im Gesetz verankerte Bestimmung gilt für alle Krankheitsbilder, die Ursache einer Pflegebedürftigkeit sind. Ich bin mir in meiner Funktion als Sozialminister, aber auch als Gesundheitsminister, der schwierigen Lage von Demenzkranken selbst, aber auch jener von deren Angehörigen, voll und ganz bewusst. Nichtsdestotrotz muss ich feststellen, dass die Situation von Patienten, die eine somatische Krankheit vorweisen, genauso dramatisch sein kann. Alle Patienten sind an die „Dreieinhalb-Stunden-Klausel“ gebunden und alle Patienten werden von der Pflegeversicherung dem Gesetz gemäß gleich behandelt, unabhängig davon, an welcher Krankheit sie leiden.

Zu Punkt 3): Die „Anerkennung der eingeschränkten Alterskompetenz“ bei Demenzkranken ist eines meiner großen Anliegen. Die verschiedenen Demenzerkrankungen im Allgemeinen, aber auch deren Prävention, stellen für mich eine vorrangige Priorität dar. Ich verweise in diesem Zusammenhang auf den „Plan d'action national maladies démentielles“, den ich im Mai dieses Jahres gemeinsam mit dem Familienminister vorgestellt habe. Was die Pflegeversicherung angeht, so kann der ehrenwerte

Abgeordnete dem „Bilan sur le fonctionnement et la viabilité financière de l'Assurance dépendance“, der ebenfalls letzten Monat vorgestellt wurde, interessante Daten in puncto Demenzpatienten entnehmen.

Im Jahr 2010 hat die „Cellule d'évaluation et d'orientation“ bei 20,3% aller Pflegebedürftigen als Hauptgrund der Pflegebedürftigkeit „Demenz und Störung der kognitiven Fähigkeiten“ festgestellt. Wenn man jedoch nicht nur jene Patienten berücksichtigt, für die als erster Grund der Pflegebedürftigkeit eine Demenz festgehalten wurde, sondern alle Patienten, die einen Befund von Demenz hatten (das heißt auch die, bei denen sie nicht der Hauptgrund der Pflegebedürftigkeit war), so kommt man auf 33,5% der pflegebedürftigen Bevölkerung.

Die Kosten für Pflegebedürftige mit demenziellen Krankheiten lagen im Jahr 2010 bei rund 311,4 Millionen Euro (die Gesamtkosten der Pflegeversicherung beliefen sich im selben Zeitraum auf 416,4 Millionen Euro). Die Ausgaben der Pflegeversicherung für Demenzpatienten stellten demnach 74,2% der Ausgaben der Pflegeversicherung dar.

Diese Zahlen unterstreichen, in welchem Maße Demenzpatienten in Luxemburg insbesondere von der Pflegeversicherung sowohl materiell als auch gesundheitlich unterstützt werden.

**Question 2756** (3.6.2013) de **M. Jean Colombera** (*Onofhängeg*) concernant le **service de maintenance à l'Aéroport de Luxembourg**:

In einem kürzlich erschienenen Beitrag in einer großen Tageszeitung wurden die Expansionspläne eines Unternehmens, das sich auf Geschäftsflüge spezialisiert, thematisiert und die Problematik der Suche nach einer Maintenance-Halle neu aufgeworfen.

Erinnern kann man sich noch an den Vorschlag der Cargolux-Frachtgesellschaft, eine mögliche Auslagerung der Maintenance ins Ausland zu bewerkstelligen.

Fragen:

1) Inwiefern bleibt das Thema von erweiterter Maintenance-Aktivität auf dem Findel aktuell?

2) Wie konkret sind die Pläne für eine Ausweitung von solchen Dienstleistungen, die auf dem Gelände des nationalen Flughafens angeboten würden?

3) Haben ausländische Fluggesellschaften Interesse gezeigt an der Vergabe von Wartungsaufträgen an einen Maintenance-Dienstleister auf Findel?

4) Gibt es bereits einen Masterplan für die angesprochene erweiterte Aktivität der Flugzeugwartung auf dem Findel?

**Réponse** (2.7.2013) de **M. Claude Wiseler**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

Grundsätzlich muss man vorausschicken, dass die Maintenance-Aktivitäten auf dem Flughafen Geschäftsbereiche der Gesellschaften Cargolux und Luxair sind und diesbezügliche Entscheidungen von diesen Gesellschaften getroffen werden.

Sowohl Luxair als auch Cargolux haben sich ausdrücklich für ein Beibehalten der aktuellen Wartungsaktivitäten ausgesprochen. Der Wartungsdienst ist heute hauptsächlich für die Sicherheit und Instandhaltung der eigenen Flotten gedacht.

Im Falle einer Kapazitätsreserve kann Letzterer Drittgesellschaften angeboten werden. Keine der oben genannten Gesellschaften plant heute, die Wartungsdienste zu einem „core business“ zu machen.

Der Ausbau von Wartungsaktivitäten hängt einzig und allein vom Eigenbedarf beider Gesellschaften ab. Rein für Drittgesellschaften spezifisch geschaffene Wartungsdienste sind nach Aussagen der oben genannten Gesellschaften unter den bestehenden Marktbedingungen schwierig.

Die Hauptanbieter solcher Wartungsdienste (MRO) siedeln die Aktivitäten, die viel Personal in Anspruch nehmen (D-checks), eher in Ländern an, wo die Arbeitskosten geringer sind. Andere Bereiche, so wie die Linienwartung oder auch A- und C-checks, werden eher am Sitz der Airline selbst durchgeführt. Alle größeren MROs haben sowohl eine Wartungszentrale an einem europäischen Hub als auch außerhalb von Europa. Diese großen Wartungsstellen bieten auch Dienste für Drittgesellschaften an. Es ist daher schwer, nach Aussagen der oben genannten Gesellschaften, mit solchen etablierten Strukturen zu konkurrieren.

Für die Wartung der B747 positioniert sich Cargolux jedoch besser als andere MROs, da Firmen wie KLM und Lufthansa sich immer weniger auf diesen Bereich konzentrieren.

Cargolux hat zum Beispiel schon für Air Bridge Cargo (A- und C-checks), Air Atlanta (A-checks), Corsair (A- und C-checks) und Silkway (full support) Wartungsaufträge für Flugzeuge vom Typ B747 durchgeführt.

**Question 2757** (3.6.2013) de **M. Jean Colombera** (*Onofhängeg*) concernant la **formation continue**:

Die Fort- und Weiterbildung ist von großem Nutzen. Kürzlich veröffentlichten offiziellen Statistiken zufolge wäre ein bestimmter Wille zur Umsetzung von Fort- und Weiterbildungsmaßnahmen in unserer Wirtschaft vorhanden und würde auch von einer angemessenen Zahl von Teilnehmern umgesetzt werden.

In bestimmten Bereichen der Wirtschaft wäre allerdings dem Vernehmen nach eine ebenfalls ansehnliche Beteiligungsrates zu verzeichnen, allerdings bemängelten Beschäftigte (u.a. aus dem Gesundheits- und Sozialwesen), dass die in Fort- und Weiterbildungskursen erworbenen Kenntnisse später nicht oder nur spärlich abgefragt würden. Auch würde die Teilnahme an Fort- und Weiterbildungskursen in bestimmten Fällen nicht zu einer Aufwertung der Karriere führen.

Fragen:

1) Kann die Ministerin bestätigen, dass es Fälle von Betrieben und Wirtschaftssektoren gibt, in denen zwar ein guter Zuspruch auf Fort- und Weiterbildungsangebote besteht, allerdings das neu erworbene Wissen von den Betrieben nicht vollumfänglich valorisiert wird?

2) Falls es solche Fälle gibt, wie soll dort reagiert werden?

3) Denkt die Ministerin nicht daran, Studien über dieses Phänomen von unabhängigen und neutralen Wissenschaftlern anstellen zu lassen, um die Ursachen für dieses vermeintliche Phänomen zu ergründen?

4) Was war in den letzten fünf Jahren die finanzielle Unterstützung, die den Betrieben staatlicherseits in Form von Subsidien und Steuervorteilen für Maßnahmen der Weiter- und Fortbildung hierzulande zur Verfügung gestellt wurde?

**Réponse** (8.7.2013) de **Mme Mady Delvaux-Stehres**, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle*:

Seit den 70er Jahren wird die Fort- und Weiterbildung verstärkt als das Konzept des lebenslangen Lernens propagiert. So wurde auf Bestreben der UNESCO und der OECD dieses Konzept als bildungspolitisches Programm verstanden, um unter anderem eine nachhaltige Modernisierung der Lernprozesse zu erreichen, die die gesamte Lebensspanne einschließen sollen. Dieses Konzept hängt auch mit der Erkenntnis zusammen, dass unsere Gesellschaft sich von einer Industriegesellschaft zur Wissensgesellschaft entwickelt hat und die Arbeitsprozesse diesem Aspekt Rechnung tragen müssen. Ein erfolgreicher Übergang zur wissensbasierten Wirtschaft und Gesellschaft muss einhergehen mit einer Orientierung und konsequenter Unterstützung des lebenslangen Lernens.

In Luxemburg wird die berufliche Weiterbildung vom Bildungsministerium organisiert, und zwar durch das Gesetz vom 22. Juni 1999, welches im Arbeitsgesetzbuch, Buch V, Kapitel II verankert ist. Die berufliche Weiterbildung dient in erster Linie dazu, es den Arbeitnehmern zu ermöglichen, sich an die Entwicklung des technologischen Fortschritts und an die Bedürfnisse der Wirtschaft anzupassen. Diese beruflichen Weiterbildungsmaßnahmen umfassen sämtliche Ausbildungsbereiche, die sowohl die Anpassung der Qualifikation der Arbeitnehmer an den aktuellen Bedarf wie auch deren Umschulung hin zu anderen beruflichen Tätigkeiten, aber auch die Förderung hin zu verantwortungsvolleren Posten ermöglichen. Hier übernimmt der Staat einen Teil der innerbetrieblichen Weiterbildungskosten und seit dem 1. Januar 2008 auch 80 Tage Bildungsurlaub für jene Arbeitnehmer, die im Privatsektor beschäftigt sind.

Da der schnelle technologische Fortschritt in der Wissensgesellschaft eine Anpassung und Erweiterung der beruflichen Fähigkeiten und des beruflichen Wissens nach der schulischen





Erstausbildung verlangt, scheint es mir sehr unwahrscheinlich, dass Betriebe Weiterbildungen organisieren und finanzieren, aber das neu erworbene Wissen ihrer Mitarbeiter nicht zu würdigen oder einzusetzen gedenken.

Bezüglich der Weiterbildung im Gesundheits- und Sozialwesen stellt man fest, dass dieser Wirtschaftssektor wenig, wenn überhaupt der Kompetenz meines Ministeriums unterliegt. Hier ist das Gesundheits- und/oder Familienministerium zuständig. In diesen Bereichen besteht eine Verpflichtung, Weiterbildungen zu besuchen, welche im Kollektivvertrag oder in den Konventionen zwischen Staat und Träger festgehalten sind.

Die folgende Aufstellung betrifft die finanzielle Beteiligung des Staates an betrieblichen Weiterbildungen der letzten fünf Jahre:

Secteurs d'activité	2008	2009	2010	2011	2012	Total
Agriculture et industrie	4.272.119	5.779.977	3.940.759	3.555.564	6.151.082	23.699.502
Construction	798.343	1.590.389	1.385.687	924.541	1.723.254	6.422.215
Commerce et Horesca	1.257.937	1.697.011	2.001.081	1.518.509	2.364.793	8.839.331
Transport et communication	5.059.885	6.880.782	5.645.125	4.326.759	7.570.719	29.483.270
Services financiers	7.838.169	10.887.716	9.755.134	7.117.167	9.210.183	44.808.369
Santé humaine et action sociale	260.369	1.167.300	1.603.601	1.279.003	1.477.590	5.787.863
Autres services	6.837.959	4.505.880	8.123.061	3.208.682	6.446.803	29.122.385
Total	26.326.789	32.511.065	32.456.458	21.932.237	34.946.436	148.162.935

Nombre de dossiers instruits entre 2008 et 2012 (au 31 décembre), selon le secteur d'activité:

Secteurs d'activité	2008	2009	2010	2011	2012	Total
Agriculture et industrie	50	108	77	83	118	436
Construction	65	100	109	99	133	506
Commerce et Horesca	78	98	120	142	173	611
Transport et communication	51	100	89	100	135	475
Services financiers	97	118	136	147	147	645
Santé humaine et action sociale	7	27	27	27	27	115
Autres services	116	174	191	216	293	990
Total	464	725	749	814	1.026	3.778

### Question 2760 (3.6.2013) de Mme Nancy Arendt (CSV) concernant l'avenir de l'initiative «île aux Clowns»:

Dans le cadre de l'initiative «île aux Clowns», l'association sans but lucratif Archipel tentait jusqu'à présent de rompre l'isolement et la monotonie des personnes en maison de retraite et de soins, et d'apporter de l'humour aux enfants en milieu hospitalier.

Il se trouve maintenant, d'après des informations circulées par voie de presse, qu'Archipel, faisant par ailleurs partie du réseau Objectif Plein Emploi, devrait cesser les différents projets faute d'obtenir les financements nécessaires. Les acteurs au service de cette initiative ont toutefois déjà annoncé qu'ils aimeraient reprendre à leur compte les différents projets.

Persuadée de l'utilité de ces activités pour le bien-être des personnes notamment en milieu hospitalier, j'aimerais poser plusieurs questions à Monsieur le Ministre du Travail et de l'Emploi, à Monsieur le Ministre de la Santé et à Monsieur le Ministre de la Famille:

- Le Gouvernement entend-il soutenir les «repreneurs» de cette initiative, au besoin financièrement? Dans l'affirmative, quelle forme prendra ledit support?

- Les hôpitaux et les maisons de soins et de retraite n'ont-ils pas manifesté leur intention de participer davantage au financement de ces projets?

**Réponse commune** (11.7.2013) de **M. Nicolas Schmit**, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration*, de **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Santé*, et de **M. Marc Spautz**, *Ministre de la Famille et de l'Intégration*:

Au cours des dernières semaines, le Gouvernement a soutenu les différentes initiatives qui ont été prises par des entrepreneurs potentiels des activités de l'«île aux Clowns».

Les ministres soussignés se félicitent qu'une solution a pu être trouvée pour les personnes

concernées, notamment par la mise en place d'une nouvelle a.s.b.l., qui se propose de continuer les activités dans le milieu hospitalier.

En effet, suite à l'arrêt des activités d'Archipel et d'OPE, cinq organisations de différents secteurs se sont mises en commun pour sauver le projet «île aux Clowns» et ainsi permettre rapidement la reprise de travail de clowns professionnels.

Cette nouvelle structure est basée sur des valeurs de transparence, de professionnalisme et faisant appel aux dons du grand public.

dant à 80% respectivement 85% du revenu ayant servi pour les deux derniers exercices cotisables comme assiette cotisable auprès d'une des caisses de pension compétentes?

**Réponse** (27.6.2013) de **M. Nicolas Schmit**, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration*:

Parmi les 12.789 demandes d'octroi des indemnités de chômage complet de l'année 2012, 378 ont été introduites par des salariés indépendants, conformément à l'article L.525-1 et suivants du Code du Travail et 406 introduites par des jeunes conformément à l'article L.522-1 et suivants du Code du Travail.

Pour les années 2009, il s'agit de 362 dossiers «indépendants» et 395 «jeunes», 2010 de 338 «indépendants» et 355 «jeunes» et 2011 de 387 «indépendants» et 364 «jeunes».

Quant à l'article L. 525-1 (3) du Code du Travail, notre administration ne procède pas à un ajustement du montant des indemnités de chômage pour un indépendant n'ayant pas réglé l'intégralité de ses cotisations sociales. Il existe des jurisprudences dans ce sens.

Toutefois, les indépendants dont le calcul de l'indemnité de chômage est basé sur des assiettes cotisables provisoires en attendant l'établissement du revenu professionnel définitif peuvent demander un redressement de l'indemnité leur accordée.

En effet, sur base de l'émission du bulletin d'impôts définitif, ils font d'office l'objet d'un recalcul de leurs cotisations sociales par le Centre commun de la sécurité sociale.

### Question 2764 (5.6.2013) de M. André Bauler (DP) concernant la collaboration de l'ADEM avec de nouvelles entreprises:

Monsieur le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur vient d'annoncer par communiqué de presse l'établissement d'une entreprise américaine au Luxembourg. Celle-ci prévoyait, d'après le texte du communiqué, d'engager environ 40 personnes durant les deux premières années avec la possibilité de doubler le nombre d'emplois.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail et de l'Emploi:

- Monsieur le Ministre peut-il fournir des explications sur la collaboration de l'ADEM avec les entreprises désirant s'installer au Luxembourg?

- Est-ce que l'ADEM entre en contact avec les responsables des entreprises concernées et se renseigne sur les profils demandés?

- Est-ce que l'ADEM organise des cours de formation spécifiques au cas où les profils des demandeurs inscrits auprès de l'ADEM ne correspondent pas à ceux demandés par les entreprises visées?

- Est-ce que les entreprises en question recrutent leur personnel via l'ADEM? Dans l'affirmative, combien de personnes ont été recrutées ainsi au cours des dernières années?

**Réponse** (27.6.2013) de **M. Nicolas Schmit**, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration*:

Si une entreprise entend s'installer au Luxembourg, l'Agence pour le développement de l'emploi en est informée en principe par le biais de la commission consultative prévue par la loi du 15 juillet 2008 ayant pour objet

1. le développement économique de certaines régions du pays;

2. la modification

- de la loi modifiée du 27 juillet 1993 ayant pour objet 1. le développement et la diversification économiques, 2. l'amélioration de la structure générale et de l'équilibre régional de l'économie;

- de la loi du 22 février 2004 instaurant un régime d'aide à la protection de l'environnement, à l'utilisation rationnelle de l'énergie et à la production d'énergie de sources renouvelables.

et à laquelle participe un agent de l'ADEM en tant que membre suppléant du représentant du Ministère du Travail et de l'Emploi.

Cette commission a pour mission de donner un avis sur les demandes d'aides présentées aux ministres respectivement de l'économie et des finances.

Ces demandes contiennent en principe également un volet «emploi» même si ce n'est pas l'élément principal de ces demandes.

En cas de convention conclue, suite à l'avis émis, avec une entreprise ayant présenté une demande d'aide, il y est suggéré à celle-ci de collaborer avec l'ADEM.

Sur base de ces informations, l'ADEM contactera ces entreprises par le biais d'un de ces dix consultants (qui couvrent les secteurs économiques de l'industrie, du bâtiment, des finances, de l'artisanat, du commerce, de l'Horesca, du travail intérimaire) dont les missions sont de

- sensibiliser les entreprises, pour qu'elles aient recours aux services offerts par l'ADEM pour tout recrutement;

- faire de la prospection auprès des entreprises, dans le but de leur faire connaître les différentes mesures et aides offertes par l'État, en cas d'embauche de demandeurs d'emploi inscrits auprès de l'ADEM;

- de présélectionner, en collaboration avec le service de placement, les candidats répondant au profil sollicité pour les places déclarées par les entreprises;

- établir et maintenir un bon contact avec les entreprises, afin d'instaurer un climat de confiance entre patron et ADEM.

Pour ce qui est du volet formation, la loi du 18 janvier 2012 portant création de l'Agence pour le développement de l'emploi a créé une commission consultative qui accompagne l'organisation, la gestion et l'évaluation de formations à l'attention des demandeurs d'emploi, indemnisés ou non, inscrits à l'ADEM. Les formations visées comprennent des cours de qualification et d'insertion à l'attention des jeunes sans emploi ainsi que des cours de formation professionnelle, de rééducation professionnelle et d'enseignement général à l'attention des demandeurs d'emploi.

Cette commission se compose de représentants du Ministère du Travail et de l'Emploi; du service de la formation professionnelle du Ministère de l'Éducation nationale ainsi que de l'ADEM.

Une entreprise souhaitant engager du personnel peut également contacter cette commission. Dans ce cas une convention sera conclue entre le Ministère du Travail et de l'Emploi, le Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle ainsi que l'entreprise.

L'ADEM est en outre en train de préparer la mise en place d'un service employeurs destiné à renforcer les liens entre les entreprises et l'ADEM et ainsi de mieux affiner la compensation entre offres et demandes.

### Question 2765 (5.6.2013) de M. Jean Colombera (Onofhängeg) concernant les droits des patients:

Einem Urteil des Kassationsgerichts vom 31. Januar dieses Jahres zufolge sind Krankenhäuser und Pflegeeinrichtungen für bleibende Schäden nach nosokomialen Infektionen bei Patienten haftbar. Der Minister begrüßte diese Gerichtsentscheidung, weil dies die Patientenrechte stärke, und hat eine mögliche Schaffung eines Kompensationsfonds angekündigt. Es wurde darauf hingewiesen, dass sich in Luxemburg alljährlich 2,5% der Patienten eine nosokomiale Infektion zuziehen.

Fragen:

1) Was hat sich mit dem Urteil des Kassationsgerichts vom 31. Januar 2013 bisweilen für den Patienten positiv geändert?

2) Wie viele Patienten haben seither ihr Anrecht auf Entschädigung im Rahmen der nosokomialen Infektionen geltend gemacht?

3) Gab es seitens des Ministeriums Anweisungen an die Kliniken, wie nosokomiale Infektionen administrativ angegangen werden können?

4) Wenn ja, wo sind diese Anweisungen veröffentlicht worden?

5) Ab wann darf ein Patient mit einer Infektion (Clostridium, MRSA, Klebsiella und andere mehr) nach Hause entlassen werden? Muss der Patient keimfrei sein, bevor er die Klinik verlässt? Was sagt der Conseil Scientifique dazu?

**Réponse** (15.7.2013) de **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Santé*:

Un arrêt récent de la Cour de cassation luxembourgeoise, largement rapporté par la presse luxembourgeoise, a renforcé le droit à indemnisation des patients ayant contracté une infection nosocomiale dans le cadre de soins de santé.

Le litige ayant donné lieu à l'arrêt du 31 janvier 2013 concernait une infection nosocomiale dont a été affecté un enfant né prématurément par césarienne à la maternité du Centre Hospitalier de Luxembourg (CHL).

Une expertise avait constaté la bonne prise en charge du nouveau-né et l'absence de faute prouvée. Les experts avaient notamment insisté





sur le fait que l'infection était unique et avaient attesté au CHL une bonne application des protocoles de prévention et de surveillance des infections nosocomiales.

Il est un fait qu'à l'heure actuelle les infections nosocomiales ne sont ni entièrement maîtrisées ni entièrement maîtrisables. Dans le cas ayant donné lieu à l'arrêt de la Cour de cassation, il semblait dès lors s'agir d'une infection nosocomiale non attribuable à une faute au niveau de la prise en charge.

Dans une conception classique de la responsabilité civile, l'obligation qui tend à la réalisation d'un résultat en lui-même aléatoire est une obligation de moyens. Le risque d'infection nosocomiale ne pouvant être écarté à 100%, même en respectant toutes les précautions hygiéniques possibles, les juridictions luxembourgeoises ont par le passé décidé qu'une infection nosocomiale attribuable à l'aléa thérapeutique est non indemnisable.

L'arrêt rendu en date du 31 janvier 2013 par la Cour de cassation est sans équivoque en ce qu'il écarte, pour les infections nosocomiales, ce raisonnement juridique classique en faveur d'une responsabilité de plein droit qui n'est plus fondée sur la preuve d'une faute concrète.

En visant l'article 1147 du Code civil, la Cour de cassation retient que «l'obligation accessoire de sécurité contractée par l'établissement de santé en matière d'infection nosocomiale est une obligation de résultat» pour statuer qu'en retenant qu'il appartient à la victime de rapporter la preuve d'une faute à charge du CHL, la décision de la Cour d'appel encourt la cassation.

Par cet arrêt, la Cour de cassation luxembourgeoise s'est engagée dans les traces de la Cour de cassation française, qui a consacré en la matière une obligation de sécurité de résultat par trois arrêts de la première chambre civile du 29 juin 1999, très abondamment commentés en doctrine juridique.

Ce revirement de jurisprudence est favorable aux patients, car pour être indemnisé il suffit dorénavant au patient d'établir qu'il a été victime d'une infection nosocomiale, auquel cas il y a responsabilité de plein droit du prestataire de soins de santé. Les infections nosocomiales sans faute, autrefois restées sans dédommagement, seront ainsi dorénavant très largement indemnisées en droit luxembourgeois sur base d'un raisonnement reposant sur la notion d'obligation de sécurité de résultat.

Afin d'être indemnisé, le patient doit s'adresser au prestataire de soins de santé. Les prestataires de soins de santé étant tenus de s'assurer, ils signaleront l'infection nosocomiale à leur assureur pour indemnisation. La procédure de signalement à l'assureur responsabilité civile des incidents de nature à engager la responsabilité du prestataire ne nécessite aucune instruction de la part du soussigné.

Le nombre de patients atteints annuellement d'une infection nosocomiale, qui est indiqué dans diverses publications, par exemple à l'ECDC, est un nombre estimatif.

Les études d'incidence conduites au Luxembourg ciblent certains types d'infections nosocomiales dans les services de réanimation. Par ailleurs, tous les établissements hospitaliers de court et de moyen séjour ont participé en 2012 à une enquête de prévalence européenne des infections nosocomiales.

Il n'existe pas de contre-indication générale au retour à domicile de patients présentant une infection (nosocomiale ou non) avant la disparition du germe de la peau ou des selles. Le critère le plus important pour le retour à domicile est l'état de santé du patient.

Une colonisation de la peau par MRSA peut être traitée à domicile, par le patient lui-même suivant le protocole lui fourni ou, dans des cas plus rares, par un service de soins à domicile.

Chez un patient hospitalisé présentant des diarrhées à Clostridium difficile, les mesures d'isolement en chambre individuelle ou en cohorte et l'application des précautions «contact» sont à maintenir jusqu'à la fin de l'épisode diarrhéique.

Le cas échéant, l'infirmier-hygiéniste hospitalier, en concertation avec le médecin traitant hospitalier, fournit les informations au patient sortant et à sa famille, ainsi qu'au médecin traitant extrahospitalier pour les mesures d'hygiène lors du retour à domicile.

Selon mes informations, les États membres de l'Union européenne se mettront d'accord - lors du Conseil du 14 juin 2013 - sur le contenu du mandat de négociation qui sera confié à la Commission européenne en vue des négociations sur l'accord de libre-échange entre les États-Unis d'Amérique et l'Union européenne.

Vu que l'UE et les États-Unis représentent environ 40% des échanges commerciaux au niveau mondial et que le résultat des négociations aura des répercussions aussi bien nationales, européennes et globales, il est important de bien délimiter ce mandat et d'intégrer aussi comme objectif essentiel des négociations la garantie du niveau le plus élevé de protection des consommateurs, mais aussi de protection sociale, sanitaire et environnementale. À défaut, il y a de forts risques que cet accord remette en cause bon nombre d'acquis européens ou luxembourgeois en matière sociale, environnementale, alimentaire, sanitaire. Il existe actuellement de nombreuses différences de vues voire des conflits ouverts entre les États-Unis et l'Europe, notamment en matière d'OGM, d'hormones de croissance pour bétail, de clonage des animaux, de protection des données des citoyens, de services publics ou de commercialisation des produits et services culturels en Europe - la fameuse «exception culturelle».

Il est important de veiller à exclure explicitement ces sujets sensibles et de s'assurer que «le principe de précaution» ne soit pas considéré comme un simple «obstacle non tarifaire» au libre-échange et interdit par cet accord.

L'accord final nécessitera une ratification par l'ensemble des États membres et devra donc aussi obtenir l'aval de la Chambre des Députés sans qu'elle puisse amender le texte final. Or, le Gouvernement a évité jusqu'ici d'associer la Chambre des Députés aux travaux de préparation de ce mandat de négociation européen extrêmement important pour notre pays, voire pour les tous citoyens européens.

Voilà pourquoi je voudrais avoir les renseignements suivants de la part du Gouvernement:

- 1) Est-ce que le Gouvernement est favorable à la conclusion d'un accord de libre-échange en matière de commerce et d'investissement entre l'UE et les États-Unis?
- 2) Est-ce que le Gouvernement participe activement à la définition du mandat de négociation? Quels volets le Gouvernement voudrait-il absolument inclure dans l'accord? Quels volets devraient en être exclus?
- 3) Plus précisément, quel est l'avis du Gouvernement sur l'inclusion ou non des aspects suivants: secteur audiovisuel et culturel, services publics, normes environnementales et sanitaires, l'application du principe de précaution, la protection des consommateurs et la protection des données à caractère personnel?
- 4) Est-ce que le Gouvernement est pour ou contre la transparence des négociations et la publication du texte final du mandat de négociation, afin que la société civile puisse en prendre connaissance?
- 5) Comment est-ce que le Gouvernement entend associer dès à présent la Chambre des Députés au suivi des négociations de l'accord et des discussions afférentes au sein du Conseil et de la Commission européenne?

**Réponse (21.6.2013) de M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères:**

- 1) Le Luxembourg est favorable à la conclusion d'un accord de libre-échange (ALE) avec les États-Unis d'Amérique.
- 2) Le mandat de négociation tel qu'adopté par le Conseil Affaires étrangères en date du 14 juin 2013 couvre l'ensemble des domaines (tarifs, standards, procédures) qui pourraient être inclus dans cet ALE qui se veut «global». Les priorités sectorielles du Luxembourg sont également reflétées dans le mandat, tout comme les principes politiques les plus sensibles: préférences collectives, protection des consommateurs, protection des données privées, développement durable, statut spécial des services publics dans l'UE, protection des investissements.
- 3) Les sujets cités par le député Kox sont reflétés dans le mandat de négociation tel que le prévoit l'acquis de l'UE. Le Luxembourg se félicite de l'adoption à l'unanimité du mandat de négociation qui prévoit l'exclusion des services audiovisuels. En ce qui concerne les autres aspects soulevés, le mandat préserve l'acquis communautaire et ne remet pas en cause les législations nationales en la matière.
- 4) Le Luxembourg soutient un processus de négociation transparent et encourage la Commission européenne qui mène les négociations à informer le PE et les parties prenantes.
- 5) Le Gouvernement est disposé à informer les députés sur le suivi et le déroulement des négociations.

**Question 2767 (7.6.2013) de M. Jean Colombera (Onofhängeg) concernant les cé-sariennes au Luxembourg:**

Zufolge des Peristat-Berichts wäre Luxemburg eines der Spitzenreiterländer bei den vorab geplanten Kaiserschnitten, mit einem Anteil von 18% bezogen auf die Gesamtzahl der jährlichen Geburten. Insgesamt würden 30% der Geburten per Kaiserschnitt zustande kommen. Auch bei instrumentellen Geburten liegt Luxemburg in der europäischen Spitzengruppe mit einem Anteil von 10% bezogen auf alle Geburten. Alles in allem erreicht die Prozentzahl der technikerunterstützten Geburten 40%, was eine Spitzenposition darstellt.

Im Anschluss an die Veröffentlichung dieser Zahlen hat die „Initiativ Liewensufank“ darauf hingewiesen, dass es in Luxemburg an einem Geburtshaus fehle sowie an einem von Hebammen geleiteten Kreißsaal. Auch wurde darauf hingewiesen, dass es endlich zur empfohlenen Debatte über die Geburtssituation in Luxemburg kommen sollte.

Fragen:

- 1) Welche besonderen Umstände führen dazu, dass in unserem Gesundheitswesen über 40% technikerunterstützte Geburten vorgenommen werden müssen?
- 2) Gibt es eine neutrale Studie, welche die Gründe für die hohe Zahl von Kaiserschnitten und instrumentellen Geburten wissenschaftlich analysiert? Wenn nicht, wird dann eine solche Studie durchgeführt?
- 3) Was sind die verwendeten ICD-Kodierungen bei den 40% Geburten, die via Kaiserschnitt oder unter Zuhilfenahme von Instrumenten erfolgten? Werden diese Kodierungen unabhängig kontrolliert?
- 4) Was würde der Minister unternehmen, falls es sich herausstellen würde, dass es sich bei einer gewissen Anzahl von Kaiserschnitten eher um Akte von „Convenience personelle“ handelte, als um medizinisch begründete Notsituationen?
- 5) Wie steht der Minister zu den Forderungen der engagierten und innovierenden Vereinigung „Initiativ Liewensufank“, und zu welchen konkreten Umsetzungen ihrer Forderungen wird es noch während seiner laufenden Amtszeit kommen?

**Réponse (24.7.2013) de M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé:**

Die Aufgaben des europäischen Gremiums Peristat, Herausgeber des European Perinatal Health Report, sind u. a. folgende:

- Gesundheitsdaten von schwangeren Frauen, Geburt und Neugeborenen auf europäischem Niveau zu erfassen;
- die Qualität, Harmonisierung und Vollständigkeit der Daten zu verbessern;
- das Erstellen von einem hochwertigen Indikatoren-Set mit klaren und einheitlichen Definitionen, die progressiv in die nationalen Gesundheitssysteme einfließen sollen.

Dieses Peristat Indikatoren Set sowie die begleitenden Qualitätsempfehlungen dienen dem Gesundheitsministerium zur Änderung des in Luxemburg angewandten „manuellen“ Erfassungssystems Fimena/Fiche Médicale de Naissance zu einem moderneren „up-to-date“ Perinatal System (SUSANA/Surveillance de la Santé à la Naissance), mit dem seit 2009 in allen Geburtskliniken des Landes mittels eines informatischen Systems „DIANE-Dossier d'Informations Agrégées de la Naissance et de l'Enfance“ perinatale Daten erhoben werden.

Die luxemburgischen Daten des europäischen Berichtes wurden aufgrund dieses Systems erhoben.

Die Erfassung umfasst 100% der Geburten, mit Ausnahme der „in utero“ Patientenüberweisungen ins Ausland respektive Geburten im Ausland von Frauen, die bei der luxemburgischen Krankenkasse versichert sind.

Die Vollständigkeit und Qualität der luxemburgischen Daten ist auf europäischer Ebene eine Ausnahme.

Eine Reihe anderer Länder liefern zur Erstellung des europäischen Berichtes lediglich „Teildaten“ sowie Daten aus sehr verschiedenen Quellen.

Die derzeitigen perinatalen Daten geben den Gesundheitsbehörden hier im Land die Möglichkeit, eine detaillierte Analyse des Istzustandes und der Jahresveränderungen durchzuführen, Auffälligkeiten zu untersuchen, Ursachen zu identifizieren und entsprechende Änderungsstrategien zusammen mit den betroffenen Kliniken, Ärzten und Pflegepersonal zu erarbeiten.

Im europäischen Bericht wurden niedrige Kaiserschnittsraten festgestellt in den nördlichen Ländern (NL: 17,0%; Finnland: 16,8%; Schweden: 17,1%; Island: 14,8%; Norwegen: 17,1%).

Die höchsten Raten fallen in den südlichen Ländern auf: Zypern: 52,2%; Italien: 38,8%; Rumänien: 36,9%; Portugal: 36,3%; Polen: 34,0%; Malta: 33,1%; Schweiz: 33,1%; Ungarn: 32,3%.

Deutschland liegt bei 31,3%, Luxemburg bei 30,0%.

Der europäische Durchschnitt liegt bei 27%.

Zum Verstehen dieses Phänomens wäre es allerdings vonnöten, die bestehenden Gesundheitssysteme in Detail zu analysieren (z. B. Gesundheitspolitik für Schwangere und Neugeborene in Schweden und Finnland).

Es muss bemerkt werden, dass bezüglich der Kaiserschnittdaten für den europäischen Bericht verschiedene Länder lediglich Daten aus öffentlichen Kliniken lieferten. Deutschland, Frankreich und Belgien haben in nationalen Studien festgestellt, dass die Kaiserschnittsraten in den privaten Kliniken wesentlich höher liegen als in den öffentlichen Kliniken. Diese wurden für Frankreich beispielsweise im europäischen Bericht nicht erfasst, was zum Teil wohl die niedrige Rate von 21% erklären mag.

Darüber hinaus sind seit 2004 die Kaiserschnittsraten überall in Europa gestiegen, außer in Schweden, Finnland und Italien. Dieser Trend ist also keineswegs spezifisch für Luxemburg.

Zur Erklärung der Zunahme von 4,4% der luxemburgischen Kaiserschnitttrate zwischen 2004 und 2008 sei Folgendes erwähnt:

Es ist festzuhalten, dass unsere Daten aus dem Jahr 2010, die Bestand dieses europäischen Berichtes sind, vollständiger und qualitativ besser sind als diejenigen von 2004, auf denen der erste europäische Bericht beruht, der 2008 veröffentlicht wurde.

Im Jahr 2010 wurden in Luxemburg systematisch alle Geburten erfasst, dies unabhängig vom Schwangerschaftsalter, das heißt auch alle Frühchengeburten, welche bei allen Mehrlingsgeburten in der Regel Kaiserschnitte darstellen. Dies war 2004 jedoch noch nicht der Fall (Erfassung der Geburten erst ab der 28ten Schwangerschaftswoche), weshalb von einer zu niedrigeren Kaiserschnitttrate im Jahr 2004 auszugehen ist.

Zur objektiven Evaluierung einer Tatsache, in diesem Falle der Kaiserschnitttrate, ist es notwendig, eine umfassende Analyse der Gesamtsituation vorzunehmen. Außerdem kann dies nicht auf der Beurteilung der Zahlen eines einzigen Jahres geschehen, sondern sollte sich auf die Beobachtung einer längeren Zeitperiode stützen. Seit der Installation des nationalen SUSANA's System mit dem informatischen Programm DIANE ist dies möglich.

Aufgrund der Erkenntnisse der nationalen perinatalen Jahresdaten, die seit 2009 bestehen, hat die interdisziplinäre Steuerungsgruppe Perinat, in der Gynäkologen, Hebammen und Neonatalologen der verschiedenen Kliniken vertreten sind, sowie die Vereinigung der Hebammen, das CRP-Santé und mein Ministerium eine Reihe von Prioritäten zur weiteren Bearbeitung zurückbehalten, unter denen u. a. die Problematik der Kaiserschnitte in unserem Lande, die erstrangig behandelt wurde.

Eine interdisziplinäre Arbeitsgruppe hat aufgrund internationaler Richtlinien und landesspezifischer Gegebenheiten nationale Empfehlungen ausgearbeitet, die sich in der letzten Phase der Validierung befinden. Sie sollen dazu beitragen, vermeidbare Kaiserschnitte zu verhindern und national einheitliche Entscheidungsprozesse zu unterstützen.

Die Rate der instrumentellen Entbindungen ist mit 10,2% aller Geburten für Luxemburg ähnlich wie in Flandern, Holland, Frankreich, Schweiz und England.

Der Geburtsvorgang wird mittels folgender Indikatoren im DIANE System erfasst:

In Luxemburg, genauso wie in allen anderen, aber besonders in mittel- und südeuropäischen Ländern ist das Thema des „geforderten Kaiserschnitts“, „césarienne de convenance“, leider eine Tatsache.

Diese Problematik ist jedoch keineswegs nur „medizinisch“ zu beheben beziehungsweise zu beeinflussen.

Der Information der schwangeren Frau und ihres Partners über die Geburt als solche kommt hier eine wesentliche Rolle zu. Die Perinat-

**Question 2766 (6.6.2013) de M. Henri Kox (déi gréng)** concernant l'accord de libre-échange entre l'Union européenne et les États-Unis d'Amérique:





groupe wird im Rahmen ihrer „Kaiserschnitt“-Arbeit eine Informationsbroschüre verfassen, die den schwangeren Frauen den Geburtsvorgang sowie die verschiedenen Geburtsmethoden und ihre medizinischen Begründungen erklären soll.

Die Verbesserung der allgemeinen gesellschaftlichen Erkenntnis, dass die Geburt eine natürliche Gegebenheit ist, für die die menschliche Natur optimale Vorkehrungen getroffen hat, die Erkenntnis ihrer gesundheitlichen Nutzen für's Baby, die „Nichtselbstverständlichkeit“ und „Nichtgefahrlosigkeit“ eines Kaiserschnitts bei „nicht medizinischer Indikation“ würden ohne Zweifel einen großen Beitrag leisten zur besseren „gesellschaftlichen“ Akzeptanz der Geburt als natürlicher Beitrag des Lebens. Ein solcher Beitrag würde wahrscheinlich auch dazu führen, die Schwangerschaft nicht hauptsächlich als Krankheit oder Hochrisikolebensphase zu betrachten sowie die Geburt als vorrangig schmerzhaft, körperunvorteilhafte Lebenssituation. Dies wäre eine wichtige Voraussetzung, die „geforderten Kaiserschnitte“ zu verringern. Das Gesundheitssystem allein wird dieses Ziel nur bedingt umsetzen können.

Das Gesundheitsministerium setzt sich sehr intensiv für eine bestmögliche Betreuung der Schwangeren und der Babys ein.

Ich möchte aber auch die gute Zusammenarbeit sowohl zwischen Gynäkologen, Hebammen, Pädiatern und Kinderkrankenschwestern als auch zu den sozialen stationären und ambulanten Unterstrukturinfrastrukturen hervorheben. Dies stellt ebenfalls ein wichtiger Bestandteil für eine gute Betreuung der schwangeren Frauen und ihrer Babys dar. Nur so kann die bestmögliche Betreuungsqualität des Kleinkindes und seiner Familie sichergestellt werden.

**Question 2768** (7.6.2013) de **M. Marcel Oberweis** (CSV) concernant les **mesures en faveur de l'emploi des jeunes**:

Depuis des années, le chômage des jeunes ne cesse de croître et ceci d'autant plus fortement pendant les mois de septembre et d'octobre, la période de la rentrée scolaire. Actuellement, le taux de chômage des jeunes en dessous de 25 ans s'élève à plus de 18%. Dans cette tranche d'âge, 42% sont soit sous-qualifiés, soit n'ont pas de qualification tout court, en raison notamment d'un décrochage scolaire anticipé.

De multiples études récentes publiées en la matière démontrent que seule une qualification adéquate correspondant aux demandes du marché de l'emploi peut constituer un remède contre ce fléau. Les mesures en faveur de l'emploi ont pour but de soutenir les jeunes, en particulier ceux étant dépourvus de diplôme scolaire, dans leur intégration sur le marché du travail.

J'aimerais dès lors savoir de Madame la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle et de Monsieur le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration:

1) Quel est le nombre de jeunes auxquels une place d'apprentissage a été offerte pendant les années scolaires 2009/2010, 2010/2011, 2011/2012, et quelles filières techniques étaient concernées?

2) En décembre 2012, le nombre des demandeurs à un poste d'apprentissage s'élevait à 309 jeunes. Combien parmi eux ont trouvé entre-temps un poste approprié?

3) Dans le même mois, le nombre des postes d'apprentissage offerts et non occupés a été de 188. Comment ce nombre a-t-il évolué depuis?

4) Les Ministres peuvent-ils confirmer que l'ensemble des mesures en faveur de l'emploi mises en place depuis quelques années ont abouti à une meilleure insertion des jeunes dans le marché du travail?

**Réponse commune** (16.7.2013) de **Mme Mady Delvaux-Stehres**, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle*, et de **M. Nicolas Schmit**, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration*:

La lutte contre le chômage des jeunes est incontestablement un des grands défis auquel le Gouvernement apporte toute son attention. Suite aux recommandations de la Commission européenne, le Gouvernement luxembourgeois et plus précisément les deux Ministères les plus concernés, à savoir celui de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle et celui du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration se

concertent étroitement afin de définir une stratégie nationale cohérente en matière d'orientation, d'apprentissage, mais aussi en ce qui concerne les différentes mesures en faveur des jeunes à la recherche d'un emploi.

Toutes ces mesures visent, d'une part, à combattre le chômage des jeunes par l'éducation et la formation et, d'autre part, à faciliter les transitions entre l'école et la vie professionnelle. De même, des mesures destinées à réduire l'abandon scolaire sont mises en place.

En ce qui concerne les réponses aux trois premières questions formulées par l'honorable Député, les chiffres ont été fournis par le Service d'orientation professionnelle (OP) de l'ADEM.

Ad 1)

Nombre des placements en apprentissage:

Année scolaire	Appr. initial	Appr. pour adultes	Total
2009-2010	1.391	445	1.836
2010-2011	1.428	455	1.883
2011-2012	1.582	454	2.036
2012-2013	1.555	397	1.952

Dans ce contexte, il est à relever que l'âge de la majorité des personnes qui optent pour un apprentissage varie entre 18 et 30 ans.

Ces postes d'apprentissage ont été créés au sein des secteurs de l'alimentation, de la mode, de la santé, de l'hygiène, de la mécanique, de la construction et de l'habitat, de la communication, des multimédias, de l'industrie, du commerce, de l'hôtellerie/restauration et de la nature/environnement.

Ad 2)

Le chiffre des 309 jeunes demandeurs d'apprentissage n'ayant pas réussi à conclure un contrat d'apprentissage pour l'année 2012/2013 donne lieu aux explications suivantes:

1. les dossiers des jeunes qui ne se présentent plus pendant deux mois consécutifs à l'OP sont clôturés;

2. un contrat d'apprentissage ne peut être conclu que dans la période du 16 juillet au 1<sup>er</sup> novembre d'une année courante;

3. le service de la formation professionnelle du Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle et le service d'orientation professionnelle de l'ADEM ont invité ces jeunes à un entretien afin de trouver une solution à leur situation. Parmi ces 309 candidats, 107 jeunes se sont à ce jour réinscrits à l'OP en vue d'une nouvelle recherche de poste d'apprentissage pour l'année scolaire 2013-2014.

Ad 3)

Puisque le placement en apprentissage se fait entre le 16 juillet et le 1<sup>er</sup> novembre, les postes d'apprentissage encore déclarés vacants fin de l'année 2012 s'expliquent par la volonté explicite des patrons formateurs de maintenir ouverte leur offre bien qu'une conclusion d'un contrat d'apprentissage ne soit plus possible.

En date du 1<sup>er</sup> juin 2013, 927 offres de postes d'apprentissage ont été communiquées à l'OP par les entreprises formatrices. Il est important de mentionner que les déclarations des postes d'apprentissage peuvent se faire jusqu'au 31 octobre 2013.

Ad 4)

Pour ce qui est des mesures en faveur de l'emploi des jeunes (CIE - contrat d'initiation à l'emploi, CIE-EP - contrat d'initiation à l'emploi-expérience pratique et CAE - contrat appui-emploi), la cellule de l'emploi des jeunes de l'ADEM a assuré en 2012 le suivi de 767 CAE, 1.678 CIE et 349 CIE-EP.

En date du 1<sup>er</sup> janvier 2013, 343 CAE, 714 CIE et 219 CIE-EP étaient en cours.

Considérant les mesures clôturées, 424 CAE sont venus à terme, dont 50% se sont terminés sans suites immédiates, 21% ont trouvé un emploi ou une autre mesure et 8% ont repris leurs études.

964 CIE se sont terminés, dont 50% des jeunes ont trouvé un emploi ou une autre mesure, 18% ont été terminés sans suites immédiates et 3% ont repris leurs études.

130 CIE-EP se sont terminés, dont 65% des jeunes ont trouvé un emploi et 13% ont été terminés sans suites immédiates.

Il est à noter qu'un projet a été présenté en date du 5 juin 2013 pour jeunes demandeurs d'emploi peu qualifiés et éloignés du marché de l'emploi.

Cette initiative, qui s'inscrit dans le cadre de la garantie jeune, a commencé en 2012 comme projet-pilote entre le SFP (service de la formation professionnelle), le CNFPC (Centre de formation professionnelle continue d'Ettelbruck),

l'ALJ (Action locale pour Jeunes) et l'E2C (École de la 2<sup>e</sup> Chance) du MENFP, différents services de l'ADEM, le SNJ (Service National de la Jeunesse), les centres de formation FEST et WOLFF et des entreprises intéressées.

Le projet s'adresse aux jeunes âgés entre 18 et 24 ans, peu ou pas qualifiés, avec ou sans expérience professionnelle et prévoit d'établir avec eux un parcours qualifiant en associant les différents acteurs étatiques et associatifs.

La finalité du projet est de donner au jeune après la formation auprès de ces centres de formation et après l'expérience d'initiation professionnelle (EIP) la possibilité:

- de signer un CAE (contrat appui-emploi) ou
- d'occuper un poste d'apprentissage ou
- d'intégrer le marché de l'emploi ou
- de suivre des cours scolaires de mise à niveau pour accéder à la formation professionnelle ou
- de bénéficier, en cas d'échec, d'un suivi individualisé par le service de l'emploi des jeunes de l'ADEM.

Puisque tous les ans environ 300 jeunes quittent le système scolaire luxembourgeois prématurément et dans l'optique de donner à ces jeunes une perspective réaliste par le biais d'une qualification professionnelle, des classes de mise à niveau scolaire sont organisées au CNFPC. En outre, dès la rentrée scolaire 2013/2014 une classe pour jeunes adultes les préparant à un apprentissage niveau DAP sera mise en place.

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2013, deux projets jeunes chômeurs ont eu lieu, respectivement un 3<sup>e</sup> vient de commencer. Dans ce contexte:

- 289 jeunes ont été convoqués à participer,
- 163 jeunes ont été invités à un entretien individuel,
- 100 jeunes ont commencé la formation,
- 88 jeunes sont dans une EIP,
- neuf sont pour l'instant dans une classe de mise à niveau.

**Question 2769** (7.6.2013) de **M. Roger Negri** (LSAP) concernant l'**homologation du système de freinage TBL1+ de la SNCB**:

Depuis des semaines voire des mois les navetteurs venant de Belgique sont contraints de changer de train à Arlon. Cette situation plus que désagréable est due au fait que les rames de la SNCB sont désormais équipées du système de freinage TBL1+, qui n'est pas encore homologué au Luxembourg.

De plus, les rames «Desiro» belges attendent également l'homologation de la part des autorités luxembourgeoises. D'après un article paru dans le «Lëtzeburger Journal» (24 mai 2013, page 12) cette homologation n'est attendue que pour 2015.

Au vu de ce qui précède, je souhaite poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Concernant le système de freinage TBL1+ et les rames «Desiro», quelles sont les raisons pour l'absence d'homologation du côté luxembourgeois? Est-ce que la mise en service du système TBL1+ ainsi que des rames «Desiro» n'aurait pu être anticipée du côté luxembourgeois? Dans quels délais les homologations des systèmes belges en question pourraient-elles être réalisées?

- Le Luxembourg a adopté le système européen de contrôle des trains (ETCS, European Train Control System) dont le but est de remplacer à terme le grand nombre de systèmes de répétition des signaux et de signalisation en cabine actuellement utilisés sur les différents réseaux de chemins de fer européens et de permettre ainsi un passage rapide des frontières tout en garantissant la sécurité des circulations. Est-ce que Monsieur le Ministre a des informations sur les délais d'adoption du système ETCS en Belgique?

**Réponse** (19.7.2013) de **M. Claude Wiseler**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

Par sa question parlementaire n°2769 du 7 juin 2013, l'honorable Député Roger Negri souhaite s'informer au sujet de l'homologation du système de sécurité TBL1+ de la SNCB.

Au courant des dernières années, le Luxembourg et la Belgique ont été touchés par différents accidents s'étant produits sur leurs infrastructures ferroviaires. Afin de parer à une répétition de tels incidents, les deux pays se sont décidés à mettre en place de façon indépendante différents systèmes de contrôle-com-

mande et signalisation (CCS). Sachant que le Luxembourg applique le système MEMOR II+ à titre transitoire depuis 2004 en attendant la mise en service définitive de l'ETCS niveau 1 sur l'ensemble du réseau en 2015, le gestionnaire d'infrastructure belge Infrabel et l'entreprise ferroviaire SNCB ont décidé en 2011 d'équiper leur réseau ferré ainsi que leur matériel roulant du système d'aide à la conduite TBL1+ ne répondant pas aux spécifications ETCS (European Train Control System). Cet équipement concerne entre autres les automotrices AM96 et les locomotives T13 qui circulent entre le Luxembourg et la Belgique. Suite à cette modification, ces engins ont besoin d'une nouvelle homologation au Luxembourg, afin d'assurer que ce nouveau système n'a pas d'interférences avec l'infrastructure du réseau ferré luxembourgeois.

Dans ce contexte, il y a lieu de préciser que la TBL1+ est un système propre à l'infrastructure ferroviaire belge, d'ailleurs non reconnu au niveau communautaire comme système de sécurité de classe B. Étant donné que le système TBL1+ est un système d'aide à la conduite spécifique à la Belgique, il n'est pas prévu de l'installer sur le réseau ferré luxembourgeois. En effet, le Luxembourg et les CFL ont opté pour l'installation du système européen ETCS dès 1999, et l'équipement du réseau et du matériel roulant est en cours. Afin de pouvoir circuler sur le réseau ferré belge, les locomotives de la série 3000 des CFL seront néanmoins aussi équipées du système TBL1+, pour être compatibles avec le système nouvellement installé en Belgique.

Les équipements en usage sur les réseaux limitrophes ne doivent en aucun cas générer des perturbations au niveau de l'exploitation ferroviaire sur le réseau ferré luxembourgeois. À cette fin, l'entreprise ferroviaire titulaire du certificat de sécurité doit garantir que les systèmes étrangers soient mis hors service ou au moins inhibés lorsque le matériel roulant qui en est équipé circule sur le réseau national. Il revient aux utilisateurs de l'infrastructure de garantir les transitions des systèmes aux sections frontalières dans les deux sens de circulation et notamment en accord avec les principes arrêtés par les gestionnaires de l'infrastructure concernés.

Afin de garantir une interopérabilité malgré la présence de différents systèmes de sécurité nationaux, et en attendant la réalisation de part et d'autre de l'ETCS, il revient aux gestionnaires des infrastructures de préciser tous les éléments et paramètres applicables aux différents points de transition afin de garantir que les niveaux de sécurité des réseaux ferrés respectifs demeurent garantis. Le cas échéant, l'intégration de ces nouveaux éléments doit être accompagnée des analyses de risque afférentes.

Quant aux véhicules SNCB équipés de la TBL1+ et désignés à accéder à l'infrastructure ferroviaire nationale, il revient à l'Administration des Chemins de Fer, ci-après ACF, de s'assurer que l'usage des systèmes imposés sur le réseau ferré national demeure conforme et garanti. Cette vérification est réalisée sur base de dossiers présentés par les différents requérants, de déclarations de conformité établies par les organismes compétents et des analyses de risque liées à l'intégration et l'application des systèmes.

Suivant les accords en place entre la SNCB et les CFL, la SNCB, en tant que propriétaire du matériel roulant, est responsable pour entreprendre les démarches nécessaires pour obtenir une homologation auprès de l'ACF. La SNCB a chargé Belgorail en tant qu'organisme compétent pour entreprendre ces démarches auprès des autorités luxembourgeoises.

Il s'ensuit qu'une première demande est parvenue aux CFL en tant que gestionnaire de l'infrastructure en date du 8 janvier 2013. Suite aux échanges entre CFL, ACF et Belgorail, le dossier a pu être complété et a été transmis aux CFL en date du 2 mars 2013. Après analyse technique du dossier, une réponse favorable a été adressée à Belgorail en date du 26 mars 2013 en vue de pouvoir mener des essais pratiques.

Sur base de ce dossier, des essais pratiques, avec comme objectif de prouver la non-interférence avec le système au Luxembourg, ont été complétés avec succès en date du 4 mai 2013. Sur base de ces essais, il faut finalement encore clarifier la transition des équipements embarqués liés à la sécurité au point frontière.

Dès que ce dernier volet aura été clarifié, l'homologation pourra être délivrée par l'ACF et les changements de trains à Arlon pourront être supprimés.

Quant à la question des rames «Desiro», il reste à préciser que l'ACF est toujours en attente du dossier de la SNCB.

À noter que la Belgique est en train d'équiper son réseau ferré avec le système de sécurité ETCS. L'itinéraire du corridor 2 entre Anvers et





la frontière luxembourgeoise sera équipé prioritairement. Suivant les informations actuellement disponibles, ces travaux devraient être réalisés en grande partie jusqu'en 2015.

**Question 2770** (10.6.2013) de **M. Jean Colombera** (Onofhängeg) concernant les **nationalités des personnes engagées par le CRP-Santé:**

Kürzlich stellte die öffentliche Forschungsanstalt CRP-Santé ihre Bilanz 2012 vor. Bezugnehmend auf einen Pressebericht habe es bei der Präsentation der Bilanz auch Bedauern darüber gegeben, dass das berufliche Interesse der Einheimischen an der Forschung nur gering ausgeprägt sei. Die aktuelle Anzahl von Luxemburgern in der Forschung des CRP-Santé belaufe sich auf 56 Personen, derweil die größte Nationalitätengruppe die Franzosen ausmachten mit 101 Mitarbeitern.

Fragen:

- 1) Was sind nach Einschätzung der zuständigen Forschungsministerin die Ursachen für diesen Tatbestand?
- 2) Gibt es unabhängige und neutrale Untersuchungen zu dieser Situation? Wenn ja, was waren die Ergebnisse einer solchen Untersuchung?
- 3) Wenn es bisweilen keine Studie zu dieser Problematik gegeben hat, denkt die Ministerin daran, eine solche in Auftrag zu geben?
- 4) Was sind die konkreten Zahlen, was die Anstellung von Luxemburgern im CRP-Santé anbetrifft? Wie viele waren in einem Anstellungsverhältnis (mit Unterscheidung von CDD und CDI) und wie lange?
- 5) Aus welchen Gründen wurde das Anstellungsverhältnis bWeendet?
- 6) Wie stellen sich diese Zahlen, die sich auf die Luxemburger Forscher und Mitarbeiter des CRP-Santé beziehen, dar im Vergleich mit den anderen Nationalitätengruppen?

**Réponse** (9.7.2013) de **Mme Martine Hansen**, *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:*

Folgende Tabelle gibt die Zusammensetzung der Belegschaft des CRP-Santé nach Staatszugehörigkeit und somit auch den Anteil von Luxemburger Staatsbürgern an dieser Belegschaft wieder. Die Luxemburger Staatsbürger stellen demnach die drittgrößte Gruppe dar:

	CDD	CDI	Chef labo	Étudiant	Total
Albanie		1			1
Allemagne	9	10		3	22
Amérique	0				0
Amérique-Liban	1				1
Belgique	13	44		4	61
Belgique-Luxembourg		1			1
Biélorusse		1			1
Britannique		1			1
Bulgarie				0	0
Chine	2	1		1	4
Congo	2				2
Corée	2				2
Finlande	1				1
France	24	67		10	101
Grande-Bretagne	1				1
Grèce	0				0
Grèce-Danemark		1			1
Inde	3	1		1	5
Italie	0	3		1	4
Kenya				1	1
Liban	1			1	2
Luxembourg	8	36	7	5	56
Malaisie				0	0
Norvège			1		1
Pays-Bas	1	1			2
Pologne	1			2	3
Portugal	2	3		1	6
Roumanie	1	0			1
Russie				1	1
Rwanda				0	0
Serbie	0				0
Suisse	2	2			4
Tunisie		1			1
Venezuela		1			1
Grand Total	74	175	8	31	288

Bei einem Großteil (ca. 60%) der zeitlich befristeten Verträge beträgt die Laufzeit, aufgrund ihrer Bindung an die jeweiligen Forschungsvorhaben, unter zwei Jahren. Bei den im Jahre 2012 beendeten Verträgen stellt der Abschluss des Forschungsvorhabens fast ausschließlich den Grund des Vertragsendes dar.

Forschung erfordert fortgeschrittenes Fachwissen. Die Rekrutierungspraxis der Forschungszentren folgt gezwungenermaßen dieser Maxime. Wie in anderen Bereichen der Arbeitswelt besitzen Ausbildung und Berufserfahrung einen höheren Stellenwert als die Staatszugehörigkeit.

Eingedenk dieser Vorgaben ist es mir jedoch nach wie vor ein Anliegen, den Anteil der Luxemburger Staatsbürger an der Belegschaft der Universität und der öffentlichen Forschungszentren zu erhöhen. Ich habe die Dienste des Hochschul- und Forschungsministeriums angewiesen, Überlegungen anzustellen, wie dieses Ziel in Zukunft besser erreicht werden kann.

Es gilt meiner Ansicht nach, den Anteil der Luxemburger Studierenden in naturwissenschaftlichen und technischen Fächern zu erhöhen. In diesem Zusammenhang sind auch rezente Umfragen (z.B. Eurobarometer) anzuführen, die eine verstärkte Akzeptanz für Wissenschaft und Forschung bei der breiten Bevölkerung verzeichnen; ich erwarte mir, dass dieser Umstand mittelfristig dazu beitragen wird, die Attraktivität von Wissenschaft und Forschung zu steigern.

**Question 2771** (10.6.2013) de **Mme Tessy Scholtes** (CSV) concernant le **fonctionnement des comités d'école au sein des écoles de l'enseignement fondamental:**

Depuis la réforme de l'enseignement fondamental, chaque école dispose d'un comité d'école qui est responsable de sa gestion et de son ordre intérieur selon l'article 41 de la loi du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental, «chaque comité d'école est composé de trois membres au moins et de neuf membres au plus dont au moins deux tiers d'instituteurs. Les membres du comité sont élus par et parmi les membres du personnel de l'école, avant la fin de l'année scolaire.» L'article 43 de cette même loi stipule qu'«à défaut de candidatures pour le comité d'école ou pour le poste de président, le conseil communal, après avoir demandé l'avis de l'inspecteur d'arrondissement, désigne pour un mandat d'une année un responsable d'école auquel il peut attribuer

la totalité ou une partie des missions du comité d'école et du président du comité d'école afin d'assurer le bon fonctionnement de l'école».

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre:

- 1) Depuis l'entrée en vigueur de la loi sur l'école fondamentale, dans combien d'écoles de l'enseignement fondamental a-t-on dû avoir recours à un tel responsable d'école? Quelle est la situation actuelle?
- 2) Dans les établissements concernés, quelles sont les raisons à l'origine du défaut de candidatures pour le comité d'école voire pour le poste de président et qui ont rendu nécessaire la mise en place d'un responsable d'école?

**Réponse** (8.7.2013) de **Mme Mady Delvaux-Stehres**, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:*

En guise d'introduction il y a lieu de rappeler que, conformément à l'article 35 de la loi modifiée du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental, chaque école fondamentale comprend un ou plusieurs bâtiments scolaires et offre les quatre cycles de l'enseignement fondamental.

Ad 1)

Depuis l'entrée en vigueur de la loi précitée, huit écoles fondamentales ont eu recours à un responsable d'école. À l'heure actuelle, il y a sept écoles fondamentales pour lesquelles un responsable d'école assumé à chaque fois la totalité ou une partie des missions du comité d'école et du président d'école, afin d'assurer le bon fonctionnement de l'école.

Ad 2)

Dans presque tous les cas mentionnés ci-dessus un comité d'école continue ou a continué à fonctionner.

Les causes à la base d'une absence de candidature pour le poste de président d'un comité d'école demeurent sans doute multiples, mais il y a lieu de constater que, pour l'année 2012/2013, 147 écoles sur un total de 154 disposent d'un président et d'un comité fonctionnant selon les dispositions définies par la loi précitée. D'autre part, il est patent que l'exercice du mandat de président d'un comité d'école demande un important investissement en temps et en disponibilité.

Étant donné que la décharge accordée aux présidents d'un comité d'école pour accomplir leurs missions est proportionnelle au nombre du personnel enseignant et éducatif de l'école, cet investissement est d'autant plus difficile à réaliser, s'il s'agit d'une école à faible effectif. Afin de tenir compte des missions que doivent accomplir tous les présidents d'un comité d'école, indépendamment de l'étendue de leur école, le règlement grand-ducal fixant la tâche des instituteurs vient d'être modifié en ce sens que dorénavant une décharge de base est garantie aux présidents d'un comité d'une petite école, indépendamment du nombre du personnel enseignant et éducatif, leur permettant d'accomplir d'une façon plus satisfaisante leurs missions.

**Question 2772** (10.6.2013) de **M. Carlo Wagner** (DP) concernant la **rapidité et efficacité des secours médicalisés:**

Il me revient qu'un médecin, effectuant des gardes SAMU au Centre Hospitalier de Luxembourg et à la Zithaklinik, refuserait systématiquement l'engagement des hélicoptères de la LAR pour porter secours dans le cadre des missions urgentes du SAMU. Tel aurait notamment été le cas pour un accident du week-end des 1<sup>er</sup> juin et 2 juin entre Wecker et Berbourg, où les secours médicalisés avaient été dépêchés par la route sur les lieux de l'accident, situés à plus de 30 kilomètres de la ville de Luxembourg.

Il apparaît que cette situation perdure depuis plus de 15 mois avec pour conséquence d'augmenter considérablement le temps de certaines interventions urgentes, voire vitales.

Sachant que le temps nécessaire pour amener une équipe médicale sur les lieux d'une urgence influe directement sur les chances de la survie des victimes, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:

- Monsieur le Ministre peut-il me dire s'il a connaissance de cette situation?
- Monsieur le Ministre estime-t-il qu'il soit normal que la rapidité et l'efficacité des secours médicalisés dépendent de l'attitude d'un seul médecin?
- Comment Monsieur le Ministre entend-il remédier à cette situation?

**Réponse** (15.7.2013) de **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Santé:*

Sur base d'une convention conclue entre l'État du Grand-Duché de Luxembourg et la «Luxembourg Air Rescue» (LAR), le service d'aide médicale urgente, institué par la loi du 27 février 1986 concernant l'aide médicale urgente, peut, en cas de besoin, être complété par l'hélicoptère de sauvetage de LAR. Mis à la disposition des services de secours pour intervenir dans le cadre du SAMU, l'hélicoptère de sauvetage, qui dispose du même équipement médical que les véhicules d'intervention du SAMU, constitue une alternative à l'antenne mobile terrestre du SAMU pour acheminer le médecin spécialiste en anesthésie réanimation (médecin SAMU) vers le lieu d'intervention.

Selon les modalités d'exécution de ladite convention, il appartient au médecin spécialiste en anesthésie réanimation de décider du choix du moyen de transport aérien ou terrestre afin d'atteindre le lieu où se trouve l'urgence.

Il appartient également au médecin SAMU de prendre la décision du moyen de transport du blessé vers la structure hospitalière de garde; par voie terrestre ou aérienne.

Le recours au transport par voie d'hélicoptère est en principe conditionné par la distance depuis le lieu de l'emplacement de l'hélicoptère (hôpital de garde) vers le lieu d'intervention qui, suivant ladite convention, doit être supérieure à 15 kilomètres. Dans certaines circonstances il peut s'avérer utile d'utiliser la voie des airs pour des distances inférieures, notamment en cas de difficultés de circulation; par exemple en cas d'accident sur une autoroute, où le seul chemin praticable pour atteindre l'urgence est la voie aérienne.

Si, à partir de ce seuil, l'hélicoptère est en effet susceptible de procurer un gain de temps par rapport à l'antenne mobile terrestre, toujours est-il que la décision du médecin du SAMU en faveur du meilleur moyen de transport possible pour atteindre le lieu d'intervention, choix dont il assume d'ailleurs la responsabilité, est fonction de plusieurs critères, dont notamment celui de la facilité d'accès.

Dès lors, et même lorsque le lieu d'intervention se situe à plus de 15 kilomètres de l'emplacement de l'hélicoptère, il s'agit pour le médecin du SAMU de vérifier si la configuration du terrain permet un atterrissage à proximité immédiate du lieu d'intervention.

La configuration même du terrain où a lieu une intervention constitue dès lors un autre critère à prendre en considération dans le choix du médecin du SAMU. Ainsi, lorsque le lieu d'intervention se situe dans une région difficilement accessible par les airs, il se peut que l'hélicoptère ne soit pas toujours en mesure de diminuer de manière considérable le temps de l'intervention par rapport à un véhicule terrestre, étant donné l'hypothèse où celui-ci peut accéder de manière plus rapprochée à la victime.

Mes services ont pris contact avec les divers intervenants; à savoir l'Administration des Services de Secours, le coordinateur national du SAMU, les directions médicales des établissements assurant la garde hospitalière.

Cela étant précisé, je ne suis pas en mesure de constater un quelconque manquement au niveau de la prise en charge des patients par le SAMU.

**Question 2773** (10.6.2013) de **M. Félix Braz** (déi gréng) concernant le **programme communautaire PROGRESS:**

Le programme communautaire PROGRESS appuie le financement des politiques de l'emploi, de l'inclusion et de la protection sociales, de la lutte contre les discriminations et de l'égalité des sexes au sein de l'Union européenne. Les bénéficiaires de cet appui financier sont les autorités nationales, locales et régionales et plus particulièrement les services publics actifs dans le domaine de l'emploi, de l'enseignement supérieur ainsi que les associations patronales, les syndicats et les organisations non gouvernementales. Le Luxembourg figure parmi les pays qui peuvent bénéficier de ce programme.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

1. Est-ce que le Luxembourg dispose d'une enveloppe prédéfinie par la Commission pour le programme PROGRESS ou est-ce que la Commission définit la répartition du budget com-



munautaire réservé pour ce programme selon les demandes? Le cas échéant, quels sont les montants budgétisés en faveur du Luxembourg pour les années 2012 et 2013?

2. Quels sont les projets couverts par le budget PROGRESS pour l'année 2012? Quel en est le budget total?

3. Quels sont les montants budgétaires prévus par le programme PROGRESS pour l'année 2013 pour le Luxembourg?

4. Était-il prévu de mener une concertation avec les éventuels promoteurs? Le cas échéant, quand est-ce que cette concertation a-t-elle eu lieu?

5. Le cas échéant, quels projets sont retenus pour 2013?

6. Selon quels critères, ce choix s'est-il opéré?

**Réponse** (18.7.2013) de **M. Nicolas Schmit**, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration*:

Le programme PROGRESS assure un appui financier à la mise en œuvre des objectifs de l'Union européenne dans les domaines de l'emploi et des affaires sociales, à des activités présentant une dimension européenne, d'une ampleur suffisante pour apporter une valeur ajoutée à l'échelle de l'Union européenne. Le but ultime du programme PROGRESS est de contribuer à la réalisation des objectifs de la stratégie Europe 2020.

Les objectifs généraux du programme ont été définis comme suit à l'article 2, paragraphe 1, de la décision sur le programme PROGRESS:

1) améliorer la connaissance et la compréhension de la situation dans les États membres (et dans les autres pays participants) par l'analyse, l'évaluation et un suivi étroit des politiques;

2) soutenir l'élaboration d'outils et de méthodes statistiques ainsi que d'indicateurs communs, ventilés s'il y a lieu par sexe et par tranche d'âge, dans les domaines relevant du programme;

3) soutenir et suivre la mise en œuvre de la législation communautaire, le cas échéant, et des objectifs politiques communautaires dans les États membres, ainsi qu'évaluer leur efficacité et leurs incidences;

4) promouvoir la création de réseaux, l'apprentissage mutuel, le recensement et la diffusion des bonnes pratiques et des approches innovantes au niveau européen;

5) faire mieux connaître aux parties intéressées et au grand public les politiques et les objectifs communautaires poursuivis dans le cadre de chacune de ses cinq sections;

6) renforcer la capacité des principaux réseaux au niveau européen à promouvoir, à soutenir et à développer encore davantage les politiques et les objectifs communautaires, le cas échéant.

Le programme PROGRESS soutient plus précisément:

1) la mise en œuvre de la stratégie européenne pour l'emploi (section 1);

2) la mise en œuvre de la méthode ouverte de coordination dans le domaine de la protection et de l'intégration sociales (section 2);

3) l'amélioration du milieu de travail et des conditions de travail, y compris la santé et la sécurité au travail et la conciliation entre vie professionnelle et vie familiale (section 3);

4) la mise en œuvre effective du principe de non-discrimination et la promotion de son intégration dans toutes les politiques communautaires (section 4);

5) la mise en œuvre effective du principe de l'égalité entre les hommes et les femmes et la promotion de l'intégration de ce principe dans toutes les politiques communautaires (section 5).

1. Il n'y a pas d'enveloppes prédéfinies par la Commission pour les pays participant au programme PROGRESS.

Compte tenu de son budget et de ses objectifs, l'application du programme cible les domaines d'action dans lesquels la valeur ajoutée communautaire est la plus grande. La valeur ajoutée des actions communautaires est définie en fonction de critères d'efficacité et d'efficience.

Conformément aux lignes directrices générales pour l'application du programme PROGRESS, telles qu'elles sont visées à l'article 12, paragraphe 1, point a), de la décision établissant le programme PROGRESS, la Commission européenne s'appuie sur un programme de travail annuel pour lancer les appels de propositions

et d'offres. Tous les appels sont publiés sur le site Internet de la direction générale «Emploi, affaires sociales et égalité des chances». Les appels d'offres sont également publiés au Journal officiel de l'Union européenne, série S.

Des subventions directes peuvent être accordées sans appels de propositions, le cas échéant, conformément aux règles financières applicables au budget de la Communauté, par exemple pour soutenir des activités organisées par la présidence ou en cas de monopole de fait ou de droit.

2. Dans le domaine d'action «Inclusion sociale et protection sociale», le Centre d'études de populations, de pauvreté et de politiques socio-économiques (CEPS - département: Population et Emploi, axe de recherche: Inégalités, pauvreté, redistribution, richesse, liens sociaux; en partenariat avec l'Inspection générale de la sécurité sociale) a soumis un projet de recherche<sup>4</sup> visant à développer une plate-forme d'analyse de pointe qui permet au Luxembourg de répondre à des questions liées à la politique sur la «pertinence» et la «durabilité» des retraites et des transferts sociaux dans le long terme.

Le cofinancement de ce projet s'élève à 218.413,55 euros (taux de cofinancement: 66,51%).

En matière de lutte contre les discriminations, un projet a été soumis par le Luxembourg (présenté par le Centre pour l'égalité de traitement en collaboration avec ALOS-LDH en 2012 pour être réalisé en 2013).

Ce projet a été retenu par la Commission dans la liste de réserve pour un financement à hauteur de 40.000 euros. Cependant, le projet retenu par la Commission européenne a été retiré par le porteur de projet.

3. Cf. réponse à la question n° 1.

4. À l'instar de l'année dernière, le Luxembourg soumettra en 2013 une demande par le biais du Centre pour l'égalité de traitement.

Une concertation ad hoc peut se faire à tout moment en vue de la préparation d'une soumission d'un projet pouvant répondre à un appel à propositions ou un appel d'offres.

5. Le projet de recherche de l'IGSS/CEPS (cf. réponse à la question n°2) court encore jusqu'au 31 juillet 2013.

Dans le domaine de la lutte contre les discriminations, le délai pour soumettre le projet pour une demande de cofinancement est le 10 septembre 2013. À l'heure actuelle, le Centre pour l'égalité de traitement travaille sur la constitution du dossier.

**Question 2774** (12.6.2013) de **Mme Marie-Josée Frank** (CSV) concernant les **déviations mises en place en raison des travaux routiers dans la région limitrophe de la Sûre**:

Les automobilistes circulant de Luxembourg, de Junglinster en direction de la frontière allemande (Bollendorf, Grundhof, Dillingen, etc.) sont confrontés à une situation de circulation de plus en plus difficile. En effet, les travaux engagés sur le tronçon concerné, dont l'utilité n'est nullement remise en question, provoquent depuis presque deux ans des déviations longues et compliquées.

Les pendulaires sont de plus en plus nombreux à se plaindre de ces déviations incompréhensibles et de longue haleine, mais aussi du manque de gravité quant à la signalisation de ces déviations.

Le problème se pose également pour les riverains du Grundhof, Bollendorf, Reisdorf et autres, qui ne disposent toujours pas d'une autorisation officielle pour pouvoir accéder à leur domicile.

Les entreprises et fournisseurs, qui traversent la région quotidiennement en raison de l'économie touristique de la région, enregistrent des pertes de temps et d'argent, ainsi que de nombreuses annulations. Comme il s'agit d'une région fortement touristique qui attire de nombreux visiteurs, ces derniers se perdent rapidement dans ce «labyrinthe» de déviations. Cet aspect nuit en outre à l'image de la «Petite Suisse luxembourgeoise».

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

<sup>4</sup> MiDLAS - Towards a dynamic Microsimulation model, administrative Data for microsimulation in Luxembourg, the comparative Analysis of tools pertaining to the economics of ageing and a better understanding of Stakeholders' perception (MiDLAS)

1) Le Ministre s'engage-t-il à améliorer la signalisation des déviations mises en place, en installant par exemple des panneaux déjà à Junglinster, afin d'avertir les gens en temps utile et d'éviter ainsi un chaos routier journalier?

2) Le Ministre envisage-t-il de munir les riverains concernés par les routes barrées d'une autorisation officielle pour pouvoir rentrer à leur domicile?

3) Le Ministre peut-il m'informer de l'état des travaux routiers en question?

**Réponse** (11.7.2013) de **M. Claude Wiseler**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

Actuellement les trois chantiers suivants dans la région du Müllerthal exigent un barrage de route:

1) Le renouvellement de l'OA359 sur le CR118 entre Blumenthal et Braidweiler-Pont, en voie d'exécution. À cause du mauvais temps, le début pour ces travaux, initialement prévu pour le mois d'avril 2013, a dû être reporté à la mi-mai. Une déviation est signalée via Heffingen et Christnach. La fin du chantier est planifiée avant le début du congé collectif en été 2013.

2) Sur le CR118 entre Braidweiler-Pont et Consdorf, le montage d'un pont provisoire à Braidweiler-Pont remplacera temporairement l'OA355 qui est hors fonction depuis la fin du mois de mai. Ici, la déviation mène via Müllerthal vers Consdorf et la fin du chantier est également prévue avant le début du congé collectif en été 2013. À noter que le renouvellement de l'OA355, qui se fera de pair avec l'aménagement du carrefour à Braidweiler-Pont, durera environ deux ans, sans pour autant causer des répercussions majeures pour les automobilistes qui pourront pendant ce temps emprunter le pont provisoire spécialement mis en place à cet effet.

3) Le renouvellement du CR121 entre Vogelsmühle et Grundhof constitue un très grand chantier dont les travaux ont débuté en juin 2012 et dont l'achèvement est fixé pour le mois de mai 2014. Comme les travaux progressent plus vite que prévu, le chantier pourrait éventuellement s'achever avant terme. La nécessité de barrer complètement le tronçon de route en question s'explique, pour des raisons de sécurité, par le fait que la route y est particulièrement étroite. Une déviation a été mise en place à partir de la Vogelsmühle via Berdorf pour arriver à Bollendorf respectivement à Grundhof. Les automobilistes venant d'Allemagne (Bollendorf) sont dirigés vers Echternach pour y emprunter la route N11 en direction de Junglinster ou de Luxembourg. Le soir, pour rentrer, ils sont censés prendre la même route.

Étant donné que la seule intersection interdite à la circulation se situe entre Vogelsmühle et Grundhof, il n'y a pas lieu d'ouvrir ce tronçon aux riverains et ceci pour des raisons évidentes de sécurité et pour garantir le bon déroulement du chantier.

Enfin, il y a lieu de préciser que dans les villages limitrophes des routes barrées, des signaux avec des sens recommandés ont été mis en place pour rendre attentif aux problèmes de circulation au Müllerthal.

**Question 2775** (14.6.2013) de **Mme Marie-Josée Frank** (CSV) concernant l'**offre de formation en sciences de l'éducation**:

Depuis sa création, l'Université du Luxembourg propose une formation de bachelor en sciences de l'éducation. Ce diplôme permet aux étudiants luxembourgeois de commencer une carrière dans l'enseignement dans les écoles fondamentales, les classes de l'enseignement modulaire et les institutions de l'enseignement différencié au Luxembourg. Les candidats aspirant à une telle carrière doivent justifier d'une qualification d'enseignement supérieur de niveau bac +4, donc quatre années d'études.

Le Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche reconnaît désormais les études de sciences de l'éducation proposées par quelques universités suisses. Étant donné qu'il s'agit d'un bachelor, le plan d'études en question peut être abouti en seulement trois ans.

Or, ceci pénalise les étudiants qui suivent leur formation au Luxembourg ou en Belgique aux niveaux de la durée des études, du début de leur carrière professionnelle et finalement de leur situation financière.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:

- La Ministre peut-elle me confirmer les informations quant à la reconnaissance du bachelor en sciences d'éducation acquis en Suisse?

- Dans l'affirmative, la Ministre n'est-elle pas d'avis que les étudiants en sciences de l'éducation suivant leur formation au Luxembourg ou en Belgique sont désavantagés par rapport à ceux inscrits à une université suisse?

- Dans ce cas, la Ministre qu'entend-elle entreprendre afin de remédier à cette situation discriminatoire?

**Réponse** (11.7.2013) de **Mme Martine Hansen**, *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche*:

J'ai l'honneur d'apporter les précisions suivantes en réponse à la question parlementaire n°2775 de Madame la Députée Marie-Josée Frank:

Je ne puis que confirmer les informations quant à la reconnaissance du bachelor en sciences de l'éducation obtenu dans le cadre d'établissements d'enseignement supérieur suisse. Ces diplômes sont reconnus en vertu de la loi du 19 juin 2009 ayant pour objet la transposition de la directive 2005/36/CE pour ce qui est a) du régime général de reconnaissance de titres de formation et des qualifications professionnelles, b) de la prestation temporaire de service.

Cependant, cette reconnaissance ne constitue ni un désavantage pour les étudiants ayant suivi la formation équivalente auprès de l'Université du Luxembourg, ni une discrimination directe ou indirecte. En effet, la reconnaissance se fait sur base de niveaux de qualification, dans le cas présent le niveau étant celui du grade de bachelor. La durée du programme d'études n'est pas un critère retenu lors de la reconnaissance. Il incombe aux étudiants de faire le choix du lieu des études en fonction de leur prédilection.

**Question 2776** (14.6.2013) de **M. Marcel Oberweis** (CSV) concernant l'**Université de la Grande Région**:

Depuis 2008, l'Université de la Grande Région (UGR), regroupant les universités de la Sarre, de Lorraine, de Liège, de Trèves, de Kaiserslautern et du Luxembourg, aspire à une ambition internationale. Le réseau universitaire de l'UGR compte plus de 115.000 étudiantes et étudiants de toutes nationalités et représente un vaste espace d'enseignement et de recherche privilégié. Les étudiants et doctorants ont la possibilité de bénéficier de l'offre de formation des universités partenaires, de coopérer en matière de recherche et d'être mobiles à l'échelle transfrontalière.

Le projet développé vise plusieurs axes, dont la création de parcours de formation transfrontaliers originaux pour attirer des étudiants internationaux dans la Grande Région. La mobilité du réseau est promue grâce à la simplification des formalités administratives, l'accès aux cours, aux bibliothèques, aux restaurants universitaires ainsi qu'à d'autres services pour étudiants. Comme les régions, en partenariat avec les universités représentées, collaborent avec les sociétés de transport à ce projet transfrontalier, l'offre et les tarifs des transports sont avantageux pour les utilisateurs.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche quant à l'état:

1. du renforcement de l'offre de formation au sein des universités partenaires;

2. de la création des nouveaux diplômes conjoints;

3. des coopérations transfrontalières avec une offre de cours coordonnée et une reconnaissance mutuelle des crédits;

4. de l'offre accrue des séminaires transfrontaliers;

5. de la mise en réseau interdisciplinaire de scientifiques et dans quels domaines;

6. de la coopération étroite dans la formation des doctorants voire cotutelles de thèses internationales;

7. des suites prioritaires données en aval du rapport d'évaluation de l'UGR en avril 2012.

**Réponse** (11.7.2013) de **Mme Martine Hansen**, *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche*:

J'ai l'honneur d'apporter les précisions suivantes en réponse à la question parlementaire n°2776 de Monsieur le Député Marcel Oberweis.

Le portail <http://www.uni-gr.eu/> permet de consulter toutes les offres du groupement dans les différentes fonctionnalités (enseignement & recherche).

1. Créer un espace d'enseignement supérieur en Grande Région est l'un des objectifs cen-





traux du projet UniGR. Les partenaires ont travaillé à la visibilité et à la lisibilité de l'offre de formation des universités et à la mise en évidence des spécificités de chacune d'elles en termes de formation.

Les services de scolarité ont mis en place un statut étudiant UniGR permettant aux étudiants de l'une des universités partenaires de s'inscrire gratuitement dans une autre université partenaire du projet pour y suivre des cours et/ou des séminaires et leur conférant le droit de se présenter aux examens correspondants. La pérennisation du statut étudiant au-delà de la durée du projet a été assurée par la conclusion d'une convention entre les universités partenaires. Un guide de la mobilité étudiante peut être consulté en trois langues sur le portail Internet et sous forme de publication: <http://www.uni-gr.eu/fr/etudier/statut-etudiant-uni-gr.html>.

2. **Activité pilote UniGR: «Mise en place d'un master international à spécialité cancérologie»**

Cette activité pilote a pour objectif de créer un cursus de formation en cancérologie niveau master entre les universités de la Sarre, de Lorraine, Liège et du Luxembourg. Certaines questions demandent encore une réponse. Pour autant, l'essentiel des difficultés semble vouloir s'aplanir et il est envisagé un départ de cette activité pilote pour septembre 2014.

**Principe futur de développement de coopération**

La coopération transfrontalière dans l'enseignement peut prendre des formes très diverses, des cursus avec diplômes conjoints à ceux qui intègrent une période de mobilité jusqu'aux coopérations ponctuelles. Le point commun de toutes ces formes de coopération est un effort administratif supplémentaire. Pour réduire au maximum ce dernier et pour faciliter la création de nouveaux diplômes transfrontaliers, des modèles, exemples et bonnes pratiques ont été compilés (diplômes, relevés de notes, suppléments au diplôme, tableaux de conversion des notes, conventions de coopération, etc.) dans une boîte d'outils, et mis en ligne sur le portail Internet UniGR: <http://www.uni-gr.eu/fr/etudier/cooperation-dans-lenseignement.html>

3. **Comité d'experts «Reconnaissance» et disciplines pilotes**

Dans le cadre du comité d'experts «Reconnaissance» qui s'est réuni en 2011, les experts pour la reconnaissance des crédits (et des diplômes) de toutes les universités partenaires ont pu se réunir et faire le point sur les différents systèmes universitaires et les recommandations en matière de reconnaissance. La reconnaissance de crédits étant opérée de manière décentralisée et dans les différentes facultés, les enseignants des disciplines pilotes du projet, soit de psychologie, de formation des enseignants ainsi que de germanistique et romanistique, se sont également rencontrés pour comparer leurs curricula et réfléchir à d'éventuelles recommandations en matière de mobilité. Les disciplines pilotes sont des champs disciplinaires pour lesquels le projet tente, par une approche empirique, de tester des bonnes pratiques en matière de reconnaissance.

**Activité pilote «UniGR-Coopération interrégionale dans la formation des enseignants»**

Cette activité pilote entre les universités du Luxembourg, de Liège, de la Sarre et de Lorraine vise à établir des listes d'équivalence de modules pour faciliter la mobilité étudiante entre les universités partenaires. Un objectif supplémentaire est de mettre en place une table ronde pour approfondir le dialogue avec des instituts de formation en Grande Région. En 2013 est prévue la signature de conventions de coopération bilatérales sur la base des listes d'équivalence établies.

**Activité Pilote «I-DERBI»**

Les partenaires ont mis en ligne le site [www.systems-biology.eu](http://www.systems-biology.eu). Le public cible de cette activité est l'ensemble des professeurs et des chercheurs actifs dans le domaine concerné (Biologie systémique), ainsi que les étudiants de master en Ingénierie, Informatique, Biologie et Biotechnologie.

Des accords Erasmus entre les quatre universités de Liège, du Luxembourg, de Nancy et de la Sarre ont été mis en place, offrant de nouvelles opportunités de mobilité: les mobilités semestrielles pour suivre des cours ou préparer le travail de fin de master sont favorisées et permettront aux étudiants d'approfondir une spécialité ou d'acquérir une double compétence.

4. **Université d'automne sur le thème «mobilité et valeurs européennes»**

À Metz, plus de 70 étudiants et doctorants de la Grande Région, y compris de l'Université du Luxembourg, se sont penchés, entre le 2 et le 5 novembre 2011, sur le sujet de la «mobilité et des valeurs européennes». Le programme était

composé de séries de conférences, d'ateliers et d'un échange interculturel. 20 enseignants d'art, communication, droit, économie, géographie, histoire, philosophie et de sociologie sont intervenus avec, une approche interdisciplinaire du sujet. Le programme de l'Université d'automne intégrait un programme culturel diversifié. Enfin, une rencontre avec des eurodéputés a permis d'échanger sur divers sujets d'actualité ayant trait à l'Europe.

**Activité pilote UniGR-séminaire «La gestion du savoir dans des contextes plurilingues»**

Dans le cadre de trois cours magistraux respectivement organisés sur des trois sites, 20 étudiants des universités du Luxembourg, de Metz et de Sarrebruck ont pu en apprendre plus sur les différents aspects du multilinguisme dans les contextes de politique de l'éducation. Les cours ont été conjointement proposés en 2010-2013 par des professeurs des trois universités travaillant dans le domaine de la linguistique et de la sociologie. Les étudiants ont qualifié la manifestation de très enrichissante. Ce séminaire peut servir comme exemple de bonne pratique pour des solutions face aux difficultés liées à la compatibilité des différents calendriers académiques, aux formats d'examens et de cours magistraux ainsi qu'aux conditions de reconnaissance.

**Atelier d'idées sur la création d'entreprises à destination des étudiants**

Un atelier d'idées sur la création d'entreprises a réuni près de 30 étudiants à Kaiserslautern les 27 et 28 mars 2012. Une équipe d'animateurs formée grâce aux contacts établis dans le cadre du projet UniGR a rassemblé des représentants de toutes les universités partenaires du projet ainsi que des représentants de l'initiative 1, 2, 3 GO. Ils ont ensemble ou consécutivement donné des conseils et accompagné de jeunes entrepreneurs potentiels pour développer leurs capacités créatives sans oublier de leur transmettre des informations très concrètes sur la création d'activités et les dispositifs existants dans les pays de la Grande Région.

5. **UniGR Workshop en biotechnologies**

39 enseignants-chercheurs des universités de Kaiserslautern, Luxembourg, Metz, Nancy et de la Sarre étaient présents à l'atelier de travail interrégional sur le thème de la biotechnologie organisé le 25 septembre 2010 à l'Université de la Sarre (UdS). Une présentation des appels à projets actuels nationaux et européens sur la biotechnologie était prévue et une session postée a permis aux enseignants-chercheurs de présenter leur groupe de travail.

**UniGR Workshop en virologie et immunobiologie de maladies virales**

55 chercheurs se sont réunis en septembre 2010 à l'UdS pour débattre scientifiquement sur le thème «Virologie et biologie immunitaire des maladies virales». Les groupes de travail ont brièvement présenté leurs travaux et ont noué des contacts en vue de futures coopérations dans le domaine de la recherche et de publications communes.

**Atelier «Béton écologique et durable dans la Grande Région»**

Près de 80 chercheurs se sont penchés en juillet 2011 sur la question du béton écologique et durable dans la région et ont évalué les possibilités de coopération dans le domaine de l'enseignement et de la recherche.

**Colloque «Redox Biology»**

Les 11 et 12 avril 2013 s'est tenu à l'Université de Kaiserslautern un colloque de deux jours qui a offert la possibilité aux scientifiques de toutes les universités partenaires de faire une conférence ou de présenter leurs travaux à l'aide d'un poster. Le colloque avait pour objectif d'identifier des domaines de recherche dans lesquels les universités de la Grande Région peuvent coopérer encore plus étroitement à l'avenir.

**Activité pilote «Journées scientifiques sur l'Interopérabilité des Systèmes d'Entreprise»**

Cette activité pilote regroupant les universités de Lorraine, du Luxembourg, de Liège et de la Sarre a favorisé la coopération scientifique des universités partenaires de la Grande Région. Pour ce faire, quatre journées scientifiques ont été organisées sur les thèmes des nouveaux besoins en recherche et en enseignement.

De plus, un site web a été créé: <http://www.interop-grande-region.eu/>

**Activité pilote «Étude de faisabilité d'une Méthodologie de Publication Bilingue d'Archives Médiévales de la Grande Région»**

Ce projet rassemble des chercheurs des universités de Lorraine, du Luxembourg et de Trèves. Il s'agit d'utiliser les TIC pour faciliter l'accès et l'utilisation de ressources médiévales. Les chercheurs associés au projet facilitent par étapes l'accès aux documents de chancelleries de la

noblesse en publiant sur le site Internet <http://www.cartularium.msh-lorraine.eu/> des bibliographies et bases de données, des guides paléographiques et index thématiques réalisés par leurs soins. Les documents sont issus de fonds d'archives de la Grande Région et d'autres fonds importants des principautés concernées. En octobre 2012, cette activité pilote UniGR s'est vue décerner le second Prix interrégional de la Recherche pour un montant de 25.000 euros. Ce dernier est mis en place dans le cadre du groupe de travail «Enseignement supérieur et Recherche» de la Grande Région.

**Activité pilote «UniGR-GREATROAD (Réseau de la Grande Région de Recherche Opérationnelle et d'Aide à la Décision)»**

L'activité pilote UniGR-GREATROAD a mis en réseau des doctorants en recherche opérationnelle et d'aide à la décision de la Grande Région. Pour ce faire, plusieurs rencontres ont été organisées sur les différents sites universitaires. Elles ont permis d'informer les participants, soit en moyenne une trentaine de doctorants et d'enseignants-chercheurs des universités de Lorraine, Liège, du Luxembourg et de la Sarre, sur les travaux de recherche en cours dans chacune de ces universités. En coopération avec le projet TIGRE, les doctorants ont été sensibilisés à des sujets comme le transfert de technologies par des exposés d'industriels opérant dans le domaine.

**Activité pilote «L'interculturalité dans un espace multinational»**

Les objectifs de cette activité pilote portée par les universités du Luxembourg, de Metz et de la Sarre étaient de mettre en réseau les chercheurs, de favoriser la coopération scientifique et de promouvoir la formation des jeunes chercheurs. En décembre 2010 s'est tenue une conférence scientifique intitulée «Capitales européennes de la Culture et interculturel - Luxembourg et la Grande Région (2007), Ruhr (2010) et Istanbul (2010)», à Luxembourg. Elle a donné lieu à une publication<sup>5</sup> financée par le Fonds national de la recherche (FNR) du Luxembourg, parue en février 2012 aux Éditions Transcript (Allemagne). La mise en réseau des partenaires de cette activité a également permis d'identifier les intérêts communs en matière de thématiques de recherche dans le domaine de l'interculturalité.

**Activité pilote «Séminaires ayant pour finalité un ouvrage collectif sur le travail frontalier»**

Suite à six ateliers de travail en 2010 et 2011, un ouvrage est paru aux Éditions Universitaires de Lorraine sous le titre «Le travail frontalier dans la Grande Région Saar-Lor-Lux.- Pratiques, enjeux et perspectives» et rassemble 25 contributions de géographes, économistes, sociologues et historiens. Son objectif est de dresser un état des connaissances sur le travail frontalier au sein de la Grande Région ainsi qu'une mise en regard avec d'autres territoires concernés par des problématiques similaires.

**Activité Pilote «I-DERBI»**

**Objectifs: Création d'une synergie en Grande Région autour de la biologie intégrative sous la forme d'une infrastructure de recherche et d'enseignement distribuée en regroupant des forces locales déjà positionnées sur ce thème.** Dans le cadre de deux conférences autour de la biologie intégrative, des étudiants, doctorants et chercheurs ont noué des contacts en Grande Région.

**Activité pilote «Réseau UniGR - Orthopédie expérimentale et clinique de la Grande Région»**

Cette activité pilote UniGR a posé les bases pour la création du «Réseau Cartilage de la Grande Région». Tous les chercheurs de la région spécialisés dans la recherche sur le cartilage sont réunis dans ce réseau, des médecins aux ingénieurs en passant par les biologistes moléculaires et jusqu'aux pathologistes de la Grande région. Le réseau profite aux chercheurs, qui préparent des publications et des projets conjoints, mais aussi aux étudiants et doctorants qui ont l'opportunité de nouer des contacts internationaux de manière précoce. En octobre 2012, le «Réseau Cartilage de la Grande Région» a été primé par le premier Prix interrégional de la Recherche, à hauteur de 35.000 euros.

**Création d'une base de données en vue du recensement et de l'utilisation commune des équipements lourds de recherche**

Un inventaire des équipements rares de recherche disponibles au sein des universités partenaires UniGR a été créé et mis en ligne en 2011. Un moteur en ligne pour faciliter la re-

cherche d'équipements et la prise de contact avec d'autres chercheurs a été développé et sera mis en ligne au cours du 2<sup>e</sup> semestre 2013, il permettra d'offrir aux chercheurs un outil simple et efficace pour mutualiser l'infrastructure de recherche au sein du réseau UniGR.

6. **Un modèle de convention de cotutelle a été développé pour faciliter la mise en place de cotutelles de thèse en Grande Région.** Il est accompagné d'un guide comparatif des systèmes de formation doctorale des quatre pays pour soutenir le travail des personnels administratifs concernés.

Le label de doctorat européen UniGR est également en place et permet de certifier le caractère grand-régional de thèses obtenues par des doctorants forts d'une expérience de mobilité et d'échange en Grande Région.

Sur initiative du projet, les doctorants UniGR peuvent avoir accès librement aux modules de formation des autres universités partenaires. Ainsi, ils peuvent découvrir la formation doctorale des universités UniGR, participer à des modules de formation dans un environnement multiculturel et également bénéficier d'une offre de formation adaptée à leurs besoins et beaucoup plus riche.

**Événements pour les doctorants**

- **UniGR-Young Researchers' Day:** Doctorants, chercheurs, étudiants, ... 70 participants au total, se sont réunis les 19 et 20 mars 2010 à l'Université de la Sarre à l'occasion de la première «Journée des jeunes chercheurs» organisée par les projets «Université de la Grande Région» et «UNISALL». Cette rencontre, dédiée à «l'Éthique dans les sciences et la philosophie des sciences», avait pour objectif la mise en réseau des jeunes scientifiques des sept universités partenaires du projet «Université de la Grande Région»

- **UniGR-Conference Sciconomy:** La Sciconomy Conférence «Innovation en Europe» organisée conjointement par le projet UGR et le label allemand SciConomy s'est déroulée le 25 et 26 juin 2010 à Kaiserslautern. Elle comprenait 15 workshops sur les thèmes de «Semantic Desktop», «Sustainability» et «Commercial vehicle technologies». Chaque atelier de travail était encadré par un intervenant interne ou externe (tel OPAL Systems, Luxinnovation, Materialia, Sperling Solar GmbH). Cette journée a permis non seulement d'informer les 63 étudiants et doctorants d'Europe, d'Amérique, d'Asie et d'Australie présents sur le développement des processus d'innovation, le management et l'entreprenariat dans la Grande Région, mais également de créer des contacts entre les institutions et les entreprises d'une part et entre les chercheurs d'autre part.

- **Les «European Doctoriales 2011»** se sont déroulées du 16 au 21 octobre 2011 au Ventron (France). Organisé en partenariat avec l'Université franco-allemande, l'ABG - Intelli'Agence et le Fonds national de la recherche (FNR) du Luxembourg, ce séminaire interdisciplinaire a réuni 64 doctorants de diverses nationalités. Conçu autour de trois thèmes essentiels pour leur future carrière - la vulgarisation scientifique, les capacités d'innovation et l'employabilité - il aura par ailleurs permis aux participants de nouer des liens au-delà des frontières et des disciplines scientifiques.

- **UniGR Early Stage Researchers' Days 2013 (ESRD):** Du 18 au 21 février 2013, 60 doctorants issus des six universités partenaires du réseau UniGR se sont retrouvés à Houffalize (Belgique) pour un nouveau séminaire résidentiel intensif UniGR. À caractère interdisciplinaire et interculturel, cette formation visait à développer les compétences transversales des doctorants en gestion de projet et à les accompagner dans leur réflexion concernant leur projet professionnel.

**Activité pilote «Ecole Doctorale Transfrontalière LOGOS»**

Rassemblant des partenaires des universités de Lorraine, de la Sarre, de Liège et du Luxembourg, cette activité pilote a mis en réseau des doctorants en Sciences Humaines et Sociales de la Grande Région par le biais des journées doctorales annuelles. D'autre part, les partenaires ont travaillé sur la reconnaissance de ces journées doctorales dans la formation des doctorants, à la structuration de l'école doctorale, ainsi qu'à la visibilité, au sein des universités partenaires, de la dimension transfrontalière de leurs travaux. Après la fin du projet UniGR, les Journées Doctorales LOGOS sont toujours organisées.

**Activité pilote «Séminaire de thésards - théorie de systèmes et de commandes»**

<sup>5</sup> Verortungen der Interculturalität. Die „Europäischen Kulturhauptstädte“ Luxemburg und die Großregion (2007), das Ruhrgebiet (2010) und Istanbul (2010) (Mhg.), Bielefeld: transcript 2012





Un atelier commun en novembre 2010 a permis aux doctorants de Sarrebruck, Liège et Nancy de présenter leurs travaux de recherche et d'échanger leurs expériences entre eux ainsi qu'avec les professeurs participants de Sarrebruck, Nancy, Liège et Luxembourg. Des premières idées de sujets de recherche communs et de coopération dans l'enseignement ont été développées entre les partenaires de Sarrebruck et du Luxembourg.

7. Pour pérenniser le succès du projet et pour initier de nouvelles coopérations, les universités partenaires ont décidé de la conversion du projet vers un groupement UniGR durable.

Les recommandations de l'EUA ont constitué le point de départ des réflexions stratégiques pour l'avenir du réseau UniGR. Il s'agissait là du point central de l'année de prolongation du projet sur financement européen. Trois domaines ont été dégagés, dans lesquels l'initiation de projets sera particulièrement soutenue ces prochaines années et qui relèvent d'une importance certaine pour le développement grand-régional: les sciences des matériaux, la biomédecine et l'étude des espaces frontaliers.

Ce premier groupement universitaire transfrontalier réunissant des universités de quatre pays européens aura dans les prochaines années pour mission principale d'initier des projets à fort potentiel pour le développement grand-régional.

**Question 2777** (17.6.2013) de **M. Jean Colombera** (*Onofhängeg*) concernant le **Registre National du Cancer**:

In einem Medienbericht wird mitgeteilt, dass die Patienten Daten einsehen könnten. Dies würde über einen Onlinezugriff auf die Internetseite des Registre National du Cancer unter <http://www.rnc.lu> erfolgen können.

In einem anderen Medienbericht wird allerdings informiert, dass Patienten, die ihre Daten einsehen wollen, dies über die Anfrage eines persönlichen Termins und an Ort und Stelle im CRP-Santé tun könnten. Zugang zu den Daten haben auf der anderen Seite und „auf unterschiedlichen Zugangsebenen“ Ärzte und Forscher.

Fragen:

- 1) Wie sieht das Konzept der Datenkontrolle für dieses nationale Krebsregister aus? Ist es veröffentlicht worden? Wenn ja, wo ist es für den interessierten Bürger einlesbar?
- 2) Wie kommt es, dass betroffene Patienten sich ins CRP-Santé bewegen müssen, um sich dort die über sie gespeicherten Daten vorführen zu lassen? Und wie sieht es mit den Ärzten und Forschern aus?
- 3) Denkt der Minister daran, den betroffenen Patienten einen gesicherten Onlinezugang über ihre Gesundheitsdaten zuzugestehen?

**Réponse** (2.8.2013) de **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Santé*:

Le fonctionnement du Registre National du Cancer (RNC) répond au cadre légal tracé par le règlement grand-ducal du 18 avril 2013 déterminant les modalités et conditions de fonctionnement du registre national du cancer et modifiant le règlement grand-ducal du 20 juin 1963 rendant obligatoire la déclaration des causes de décès.

Conformément à l'article 1<sup>er</sup> du règlement grand-ducal précité, le RNC est un recueil continu, systématique, exhaustif et non redondant de données liées aux pathologies de cancer, mis en œuvre à des fins de santé publique et de recherche. Les données recueillies au sein du RNC doivent servir à:

1. établir des rapports concernant l'incidence des différentes formes de cancer, ainsi que leur prévalence et la survie des patients;
2. effectuer une analyse, selon différents indicateurs, des différentes formes de cancer, de l'évolution de leur incidence, de leur tendance et de leurs conséquences afin de pouvoir examiner les causes possibles et de pouvoir comparer les facteurs de risques;
3. évaluer les modalités et les résultats des prises en charge des différentes formes de cancer;
4. évaluer les actions de santé publique en matière de prévention et de dépistage, notamment d'effectuer le monitoring du plan cancer;

5. contribuer à la planification des ressources nécessaires;

6. faire rapport aux instances nationales et internationales compétentes;

7. réaliser des études sur les causes du cancer;

8. contribuer à la recherche épidémiologique et clinique.

Une convention conclue avec le Centre de Recherche Public de la Santé a chargé ce dernier de la mise en œuvre et de l'exploitation du RNC.

En sa qualité de responsable du Registre National du Cancer, le Centre de Recherche Public de la Santé, Centre d'Études en Santé (CRP-Santé/CES) a notamment pour mission de garantir la qualité des données collectées pour le RNC.

Un registre du cancer, qu'il soit hospitalier ou national, ne remplace en aucun cas le dossier médical d'un patient. Dans un registre, les données sont codées selon des règles internationales, il s'agit quasi exclusivement de données sous la forme d'une liste prédéfinie de modalités de réponses.

Ces données ne concernent qu'une partie des informations contenues dans le dossier médical. L'utilisation et l'interprétation des données se font à l'échelle d'un groupe et non pas d'un patient.

La codification des données du RNC se fait selon les règles internationales (Classification internationale de maladies pour l'oncologie, troisième édition (CIM-O-3), TNM septième édition) pour que les résultats obtenus soient comparables avec les résultats internationaux. Les règles d'enregistrement et de validation suivent les recommandations internationales du Centre International de Recherche sur le Cancer (CIRC) et du Réseau Européen des Registres des Cancers (ENCR).

Les définitions et les règles de codification des données sont décrites dans un document technique, le dictionnaire des variables, rédigé par le CRP-Santé, et mis à la disposition des Data Manager Cancer (DMC) des cinq établissements hospitaliers participant à la filière oncologie ainsi qu'au Centre national de radiothérapie François Baclesse (CFB).

Afin de garantir la confidentialité des données, l'utilisation des données d'identification du patient est limitée aux opérations strictement nécessaires à l'interconnexion des données et au contrôle de la qualité des données.

Une procédure de pseudonymisation est mise en œuvre et les données d'identification du patient sont gérées sur un serveur séparé des données médicales du RNC, attribuant au patient un identifiant propre au registre national du cancer, sans lien avec le numéro d'identification de la personne physique. L'accès aux données d'identification est restreint au personnel strictement nécessaire et tout accès est tracé.

Le patient peut à tout moment demander accès aux données contenues dans le dossier médical détenu par le ou les prestataire(s), dont seule une partie est reprise sous une forme codifiée et pseudonymisée au sein du RNC. Les données cliniques contenues dans le dossier médical d'un patient reflètent toute la complexité et les spécificités de chaque patient.

Le patient dispose d'un droit d'accès aux données collectées au niveau du RNC qui le concernent. Pour ce faire, il s'adresse au responsable du RNC afin de fixer un rendez-vous. Sur présentation d'un document d'identité, un collaborateur de l'équipe RNC lui montrera l'ensemble des données le concernant disponible dans le RNC. À cette fin, il devra au préalable lever le pseudonyme de ce dernier. Ce collaborateur pourra répondre aux questions du patient concernant la base de données et le RNC, et lui expliquer la signification des codes employés. Seuls les collaborateurs du RNC, habilités de par leur fonction au sein de l'équipe RNC, peuvent consulter la base de données du RNC pour générer et imprimer, à la demande du patient, un listing de ses données, qui pourra lui être remis en main propre.

Il n'est pas envisagé de donner un accès en ligne sécurisé au patient pour qu'il puisse consulter les données collectées dans le cadre du RNC. L'approche retenue, c'est-à-dire le droit d'accès et de rectification par le patient des données le concernant directement auprès de l'équipe du RNC, permet de garantir un accompagnement personnalisé du patient au moment de la consultation des données. L'équipe du RNC pourra expliquer les limites et les contraintes présentées par les données du registre, et donc les différences potentielles qui peuvent exister entre, d'une part, les données du RNC et, d'autre part, les données du dossier médical.

Des données ou des résultats relatifs aux patients d'un médecin sont fournies seulement si

celui-ci a été impliqué directement dans le traitement du patient. Une procédure de diffusion des résultats ainsi qu'un catalogue décrivant le type de résultats qui peuvent être fournis à chaque source de données du RNC, dont les médecins, sont en cours de rédaction et devront être validés par le comité scientifique et le comité de surveillance du RNC. Après validation, prévue sous peu, ces deux documents seront consultables sur le site Internet du RNC ([www.rnc.lu](http://www.rnc.lu)).

Il est prévu qu'un médecin pourra consulter ses résultats directement sur le site Internet du RNC, dans un espace professionnel sécurisé, dès que la qualité et l'exhaustivité des données auront été évaluées suffisantes pour permettre la diffusion de résultats. Dans la mesure du possible, une comparaison nationale et/ou internationale sera communiquée avec les résultats.

Un médecin pourra également solliciter par une demande spécifique l'utilisation de données ou de résultats relatifs aux patients. Si cette demande n'est pas prévue dans la procédure de diffusion ou dans le catalogue de résultats, elle sera discutée en comité scientifique et en comité de surveillance du RNC.

Un chercheur pourra aussi demander à avoir accès à des données ou des résultats issus du RNC dans le cadre d'une étude ou d'un projet de recherche. Une telle demande sera discutée en comité scientifique et en comité de surveillance du RNC. Le chercheur devra en outre fournir une copie de l'avis du Comité National d'Éthique de Recherche (CNER) et la preuve des démarches nécessaires auprès de la Commission nationale pour la protection des données (CNPD).

Dans ce cas les données seront dépersonnalisées et un pseudonyme de recherche (numéro) remplacera l'identification du patient dans le RNC.

**Question 2778** (17.6.2013) de **M. Eugène Berger** (*DP*) concernant la **coordination des acteurs actifs en matière de politique d'intégration**:

De nombreux acteurs sont actifs en matière de politique d'intégration. Il me revient toutefois que la coordination entre les différents acteurs laisse parfois à désirer.

Partant, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Famille et de l'Intégration:

Le Conseil national pour étrangers (CNE)

- De quelle façon les associations membres du CNE sont-elles informées des travaux de leurs élus? De quelle façon le public est-il informé des travaux du CNE?

Les Commissions consultatives communales d'intégration (CCI)

- Comme ces commissions sont obligatoires dans toutes les communes, je voudrais savoir combien de CCI satisfont au nombre minimal de réunions annuelles prévues par le règlement grand-ducal. Combien de rapports annuels des CCI pour l'année 2012 le Ministère de la Famille et de l'Intégration a-t-il reçus?

Le «NCP Integration»

- La Commission européenne a œuvré pour la mise en place d'un «National Contact Point on Integration» dans chaque État membre. Qui assure ce rôle au Luxembourg? Comment le NCP assure-t-il des liens avec le CNE et les CCI?

Le Forum Intégration

- La Commission européenne réunit plusieurs fois par an le Forum Intégration. Qui représente le Luxembourg? Comment les travaux, propositions et conclusions de ce Forum sont-ils répercutés vers le CNE, les CCI et le NCP?

Les acteurs conventionnés

- Quelles sont les structures associatives conventionnées avec le Ministère de la Famille en matière d'intégration des étrangers? Quelles sont les spécificités des conventions respectives? Quels montants respectifs sont alloués aux uns et aux autres? Quelle concertation existe entre le Ministère et l'ensemble des conventionnés? Les rapports annuels 2012 des acteurs conventionnés pourraient-ils être annexés à la réponse à cette question parlementaire?

**Réponse** (22.7.2013) de **M. Marc Spautz**, *Ministre de la Famille et de l'Intégration*:

Le Conseil national pour étrangers (CNE)

- En vertu de l'article 5 du règlement grand-ducal du 22 novembre 2011 portant sur les modalités de désignation des représentants, les membres du CNE sont élus par les associations inscrites auprès de l'Office luxembourgeois de

l'accueil et de l'intégration. Libre à chacun des membres de communiquer les informations comme bon leur semble.

En tant qu'organe consultatif du Gouvernement, les avis du CNE sont transférés au Ministre de tutelle qui lui les transfère par le biais du Ministre aux Relations avec le Parlement et le Conseil d'État.

Les Commissions consultatives communales d'intégration (CCI)

- La majorité des CCI remplissent le nombre minimal de réunions annuelles prévues par le dit règlement grand-ducal. 25 rapports annuels sont actuellement en ligne sur le site de l'OLAI.

Le «NCP Integration»

- L'Office luxembourgeois de l'accueil et de l'intégration par le biais de sa directrice assure le rôle de «National Contact Point on Integration» au niveau de l'Union européenne. En fonction de la pertinence des informations données des échanges ont lieu avec les organes institutionnels et les associations ayant compétence en la matière au niveau du Grand-Duché de Luxembourg.

Le Forum Intégration

- En tant qu'organe consultatif, le Conseil national pour étrangers désigne la délégation qui représente le Grand-Duché de Luxembourg au Forum Intégration. Le rapport de la délégation est ensuite thématiquement lors d'une des plénières du Conseil national pour étrangers.

Dans le cadre des réunions régulières, le Point de Contact national Intégration est informé par la Commission européenne des travaux et conclusions dudit Forum. En fonction de leur pertinence les conclusions sont ensuite prises en compte dans le cadre des réflexions et travaux menés au niveau du Luxembourg.

Les acteurs conventionnés

- Actuellement l'ASTI, le CEFIS et le CLAE sont conventionnés par le Ministère de la Famille et de l'Intégration en matière d'intégration pour étrangers. Le crédit voté pour l'article «Participation de l'État aux frais de fonctionnement des services qui ont pour objet de promouvoir les échanges entre étrangers et luxembourgeois et de promouvoir des mesures d'action sociales en faveur de l'intégration des étrangers respectivement la recherche sociologique et statistique et l'information au large public dans le domaine de la présence des étrangers au Luxembourg, ainsi que la formation à la relation interculturelle d'animateurs et de formateurs œuvrant pour l'intégration des étrangers» s'élève à 1.602.639 euros. Chaque association est conventionnée pour des actions spécifiques qui ne dupliquent pas celles des autres. Ainsi, en bref et ceci spécifiquement pour 2013, le CLAE est conventionné en tant que «carrefour associatif», le CEFIS en tant qu'observateur/analyste de l'intégration et l'ASTI en tant que pôle de ressources pour notamment les communes.

Une réunion annuelle est organisée entre les acteurs conventionnés et l'OLAI afin notamment d'échanger sur les actions entreprises. La réunion annuelle qui a eu lieu en date du 18 juillet avait pour objectif de discuter entre autre d'un modèle de rapport annuel que les acteurs conventionnés devront dès 2013 remettre à l'OLAI selon les délais fixés dans le cadre de leur convention respective. Une fois uniformisés, ces rapports pourront également être publiés sur le site de l'OLAI.

**Question 2779** (17.6.2013) de **M. Ben Fayot** (*LSAP*) concernant les **données obligatoires en vue d'une initiative citoyenne**:

Le 7 mars 2012, la Chambre des Députés a adopté le projet de loi 6325 portant mise en application du règlement européen relatif à l'initiative citoyenne. Au cours du débat, le rapporteur, Monsieur Paul-Henri Meyers, a évoqué plus particulièrement les données à fournir par les citoyens qui veulent signer une initiative citoyenne. Suivant le texte de la loi, parmi ces données figure également le numéro de sécurité sociale.

La Chambre, par la voie de son rapporteur, avait signalé au moment du débat la sensibilité de cette dernière donnée et avait demandé au Gouvernement d'intervenir auprès de la Commission européenne afin de l'enlever de la liste des données obligatoires à fournir pour la vérification des signatures, ce que le Gouvernement avait accepté, selon les dires du rapporteur.

Or, les organisations non gouvernementales qui sont actuellement en train de recueillir des signatures pour une initiative citoyenne contre la privatisation de l'eau nous signalent que le numéro de matricule est toujours demandé sur



le formulaire préimprimé fourni officiellement et que l'obligation de fournir le numéro de sécurité sociale détourne un nombre non négligeable de citoyens d'adhérer à cette initiative. Il se peut en effet que ces données soient publiées ou mises sur Internet.

- Voilà pourquoi j'aimerais demander au Gouvernement s'il est intervenu auprès de la Commission européenne pour faire enlever le numéro de sécurité sociale de la liste des données obligatoires à fournir lors de la signature. Dans la négative, entend-il intervenir incessamment?

**Réponse commune** (9.7.2013) de **M. Jean Asselborn**, *Ministre des Affaires étrangères*, et de **Mme Octavie Modert**, *Ministre déléguée à la Fonction publique et à la Réforme administrative*:

Dans sa question parlementaire n°2779 du 17 juin 2013, l'honorable Député Monsieur Ben Fayot demande si le Gouvernement est intervenu auprès de la Commission européenne pour faire enlever le numéro d'identification nationale inscrit sur la carte d'identification de la sécurité sociale de la liste des données obligatoires à fournir lors de la signature d'une initiative citoyenne en vertu du règlement (UE) n°211/2011 du Parlement européen et du Conseil du 16 février 2011 relatif à l'initiative citoyenne (ci-après «le règlement»).

L'article 5 du règlement, intitulé «Procédures et conditions pour la collecte des déclarations de soutien», prévoit dans son paragraphe 4 que «les États membres transmettent à la Commission européenne les changements concernant les informations figurant à l'annexe III. Compte tenu de ces changements, la Commission européenne peut adopter, par voie d'actes délégués, en conformité avec l'article 17 et dans le respect des conditions fixées par les articles 18 et 19 des modifications de l'annexe III». L'article 16 du règlement, intitulé «Modification des annexes», prévoit d'ailleurs que la Commission européenne peut adopter, par voie d'actes délégués, des modifications des annexes dudit règlement dans les limites du champ d'application des dispositions pertinentes dudit règlement.

Suite à la demande de la Chambre des Députés au Gouvernement d'intervenir auprès de la Commission européenne afin d'enlever le numéro de sécurité sociale de la liste des données obligatoires à fournir pour la vérification des signatures, le Gouvernement a adressé le 10 avril 2012 une demande de modification de l'annexe III du règlement à la Commission européenne en ce sens.

En particulier, le Gouvernement a demandé à la Commission européenne de procéder aux modifications suivantes de l'annexe III:

Partie A:

- Point 1: rajout de «LU» dans le groupe 3 faisant référence aux signataires qui sont: «des résidents permanents ou des citoyens résidant à l'étranger uniquement s'ils ont informé leurs autorités nationales de leur lieu de résidence».

Partie B:

- Point 1: suppression de «LU» de la liste des États membres imposant la communication d'un numéro d'identification personnel;

Note de bas de page: suppression de la mention «pour le Luxembourg, prière de n'indiquer que le lieu de naissance».

Partie C:

- Point 1: rajout du «Luxembourg» dans la liste des États membres n'imposant pas la communication d'un numéro d'identification personnel, avec les précisions suivantes: «- personnes résidant au Luxembourg/- ressortissants luxembourgeois résidant en dehors du pays s'ils ont informé leurs autorités nationales de leur lieu de résidence».

- Point 2: suppression du «Luxembourg» de la liste des États membres imposant la communication d'un numéro d'identification personnel.

D'après nos dernières informations la Commission européenne est en cours de finaliser la modification de l'annexe III. Les travaux y relatifs se sont montrés plus laborieux par le fait que différents autres États membres ont aussi profité de l'occasion pour changer leurs données dans l'annexe III. Les travaux de mise à jour devraient être terminés avant la fin de l'année 2013.

**Question 2780** (18.6.2013) de **M. Xavier Bettel** (DP) concernant les **attributions de l'Inspection du Travail et des Mines**:

Selon mes informations, l'Inspection du Travail et des Mines ne se considérerait plus compétente pour «veiller et faire veiller à l'application

de la législation relative à la protection des salariés occupés dans les institutions» publiques depuis fin 2011.

En effet dans des courriers adressés à plusieurs administrations communales, l'ITM se dit incompétente en vertu de l'article L.611-2 du Code du Travail pour tous les salariés du secteur public; ces derniers devant être couverts par le service national de la sécurité dans la fonction publique aux termes de la loi modifiée du 19 mars 1988.

Or, il faut savoir que les attributions dévolues à l'ITM et celles incombant au service de sécurité dans la fonction publique sont très différentes. Au-delà de sa mission de veiller à la prévention et à la sécurité des salariés, l'Inspection du Travail et des Mines a clairement d'autres missions légales touchant notamment aux conditions et aux relations de travail. Ainsi, toutes les procédures concernant la négociation, la dénonciation ou l'application d'une convention collective - comme il en existe également pour les salariés de différentes communes ou institutions publiques - passent par l'ITM. De même, certaines réglementations ou autorisations dans le domaine des conditions de travail (durée de travail, heures supplémentaires, dérogations etc.) sont de la compétence de cette inspection, aux termes de lois spécifiques.

Enfin, il y a lieu de noter que les salariés des institutions publiques tombent bien sous le champ d'application du Code du Travail pour tout ce qui concerne le droit du travail; de même en matière de sécurité sociale, les salariés des institutions publiques sont régis par les réglementations du Code de la sécurité sociale applicables aux salariés et non celles concernant les fonctionnaires.

Au vu de ce qui précède, je me permets dès lors de poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail et de l'Emploi:

- Les prises de position de l'Inspection du Travail et des Mines concernant son incompétence pour les salariés du secteur public ont-elles été concertées avec le Ministère du Travail et de l'Emploi?

- Qui, de l'avis du Ministère du Travail et de l'Emploi, est dès lors compétent pour la surveillance de la sécurité et de la santé, des relations de travail ainsi que des conditions de travail de ces salariés?

- Y a-t-il eu une concertation entre le Ministère du Travail et de l'Emploi et le Ministère de la Fonction publique pour clarifier les questions de compétences?

- Le Gouvernement entend-il remédier à cette insécurité juridique, soit en clarifiant l'article L.611-2 du Code du Travail, soit en adaptant toutes les dispositions légales et réglementaires concernant les salariés occupés dans le secteur public?

**Réponse** (28.6.2013) de **M. Nicolas Schmit**, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration*:

L'Inspection du Travail et des Mines s'est en effet jusqu'à présent déclarée incompétente pour les salariés de droit privé occupés auprès des institutions visées à l'article 2, alinéa 1 de la loi modifiée du 19 mars 1988 concernant la sécurité dans les administrations et les services de l'État, dans les établissements publics et dans les écoles, ce conformément à l'article L.611-2 du Code du Travail.

En effet, cet article manque de préciser que cette exclusion ne vise que les personnes dont les relations de travail sont régies par un statut particulier qui n'est pas de droit privé, notamment par un statut de droit public ou assimilé, dont les fonctionnaires et employés publics et c'est cette omission qui a conduit à l'insécurité juridique existant actuellement.

Afin de pallier rapidement à cette situation toutes les parties concernées, en l'occurrence le Ministère de l'Intérieur, le Syvicol, le Service national de la sécurité dans la fonction publique, l'Inspection du Travail et des Mines et le Ministère du Travail et de l'Emploi se sont concertées pour conclure que le point 1 dudit article L.611-2 du Code du Travail sera modifié pour y préciser que l'exclusion y mentionnée ne s'applique qu'aux personnes occupées dans les institutions visées à l'article 2, alinéa 1 de la loi modifiée du 19 mars 1988 concernant la sécurité dans les administrations et services de l'État, dans les établissements publics et dans les écoles et dont les relations de travail sont régies par un statut particulier qui n'est pas de droit privé, notamment par un statut de droit public ou assimilé, dont les fonctionnaires et employés publics.

Cette modification législative sera intégrée dans un des projets de la loi du Ministère du Travail et de l'Emploi actuellement en élaboration, afin de remédier dans les meilleurs délais possibles au vide existant.

**Question 2781** (20.6.2013) de **M. Serge Urbany** (*déi Lénk*) concernant **l'arrêt de la Cour de justice de l'Union européenne en matière d'aides financières pour étudiants**:

Dans un arrêt retentissant du 20 juin 2013, la Cour de justice de l'Union européenne a décidé que la réglementation luxembourgeoise sur l'aide financière de l'État va au-delà de ce qui est nécessaire pour atteindre l'objectif d'augmentation des étudiants résidents en discriminant pour cela de façon inacceptable les enfants de travailleurs frontaliers qui participent par leur travail à l'essor du pays.

Comme il est important que les familles concernées soient le plus rapidement rassurées quant aux démarches à suivre, j'aimerais savoir de Madame la Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche,

- si le Gouvernement accepte cette décision ou s'il entend continuer la procédure devant le tribunal administratif, et

- si le Gouvernement entend faire profiter tous les étudiants qui se sont vu refuser jusqu'à présent l'aide financière par le CEDIES de cette aide.

**Réponse** (18.7.2013) de **Mme Martine Hansen**, *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche*:

J'ai l'honneur d'apporter les précisions suivantes en réponse à la question parlementaire n°2781 de Monsieur le Député Serge Urbany.

1. Le Gouvernement a pris note de l'arrêt de la Cour de justice européenne dans l'affaire C-20/12 ayant pour objet une demande de décision préjudicielle au titre de l'article 267 TFUE, introduite par le Tribunal administratif de Luxembourg et entend y donner les suites nécessaires.

2. Il y a lieu de relever que l'administration dispose de plusieurs sortes de demandes émanant d'enfants de frontaliers:

- Giersch et consorts qui ont déposé un recours en bonne et due forme auprès du tribunal administratif de Luxembourg; le Gouvernement attend le jugement dans l'affaire émergée avant de donner suite. Toujours est-il que le Gouvernement entend qu'il appartient à la partie requérante de prouver qu'elle est réellement l'enfant d'un travailleur au Grand-Duché de Luxembourg (cf. arrêt Giersch point 75) et que ce travailleur travaille au Grand-Duché de Luxembourg depuis cinq ans au moins au moment de la demande (cf. arrêt Giersch, points 80 et 81)

- Les étudiants ayant introduit un recours gracieux, donc qui n'ont pas introduit dans le délai de trois mois un recours contre ce refus devant le tribunal administratif, se verront refuser l'aide financière, partant du principe que la décision en question a acquis autorité de chose décidée et ne peut plus être remise en cause. Cette règle du droit procédural national s'applique même aux arguments tirés du droit de l'Union européenne, si bien que l'arrêt de la Cour de justice de l'Union européenne du 20 juin 2013 dans l'affaire C-20/12 ne modifie pas son applicabilité.

- L'approche précédente vaut également pour les étudiants ayant simplement introduit une demande sans réagir sous quelque forme au refus prononcé par le ministre.

**Question 2784** (24.6.2013) de **M. Jean Colomera** (*Onohängeg*) concernant **l'audit d'un département du CRP-Santé**:

Das nationale Forschungszentrum CRP-Santé hat vor geraumer Zeit seine Bilanz 2012 vorgestellt. Dem Vernehmen nach wurde eine Abteilung desselben CRP-Santé von externen Prüfern evaluiert und ein Bericht angefertigt. Allerdings wurde diese Bewertung des auditierten Departements noch nicht veröffentlicht (MESR Internetseite unter „Rapports d'évaluation“).

Fragen:

1) Kann die Ministerin dies bestätigen und gegebenenfalls erklären?

2) Wie objektiv und ausgewogen, denkt die Ministerin, muss ein Aktivitätsbericht eines nationalen Forschungszentrums sein?

3) Wird es für dieses Department nunmehr einen wissenschaftlichen Direktor geben sowie eine Führung, die wenigstens einen Forschungstitel (PhD/Doktorat der Forschung) aufweisen kann?

4) Wieso wird das im Jahr 2012 auditierte Department des CRP-Santé weiterhin von einer

Person geleitet, die kein wissenschaftliches PhD hat, derweil in demselben Department eine Reihe Senior-Forscher/Innen angestellt sind, mit einem PhD und Postdoc-Abschluss?

5) Wird es zukünftig auf Pressekonferenzen, die sich mit der nationalen Forschung befassen, auch Besprechungen von Punkten geben, die in nationalen Forschungszentren noch verbesserungsfähig sind, im Sinne von mehr Objektivität und Transparenz?

**Réponse** (9.7.2013) de **Mme Martine Hansen**, *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche*:

Ich möchte eingangs vermerken, dass mein Vorgänger im Amt des Hochschul- und Forschungsministers dem ehrenwerten Abgeordneten bereits am 25. April 2013 (siehe parlamentarische Anfrage Nr. 2672) (cf. *compte rendu n°10/2012-2013*) bestätigt hat, dass Berichte (mitsamt Stellungnahmen der Forschungszentren) zur Evaluation von Teilbereichen dieser Forschungszentren vorliegen. Zum Augenblick der Stellung der vorliegenden Frage war auch bereits zum 8. Juli 2013 eine Sitzung der zuständigen Parlamentskommission zur Vorstellung dieser Berichte anberaumt. Nach dieser Sitzung werden diese Berichte auf der Internetseite des Ministeriums veröffentlicht.

Jahresberichte sind dazu bestimmt, objektiv die Aktivitäten des vergangenen Jahres zu beschreiben. Es ist aber nicht das Ziel eines solchen Berichts, auf vom zuständigen Ministerium noch nicht veröffentlichte Auditberichte einzugehen.

Bezüglich der zukünftigen Leitung der Abteilung „Public Health“ des CRP-Santé hat mein Vorgänger bereits am 16. Januar 2013 ausgiebig Auskunft gegeben in seiner Antwort auf die parlamentarische Anfrage Nr. 2482 des ehrenwerten Abgeordneten Jean Colomera (cf. *compte rendu n°6/2012-2013*).

Bis zur Anstellung eines Abteilungsleiters wird auf Vorschlag des Generaldirektors und mit Einverständnis des Verwaltungsrates die Abteilung „Public Health“ übergangsweise von einem „steering committee“ geleitet, welches sich aus fünf Personen zusammensetzt, wobei zwei ein wissenschaftliches Doktorat (PhD), zwei ein medizinisches Doktorat (MD) und einer beide Qualifikationen (MD, PhD) besitzt.

**Question 2785** (24.6.2013) de **M. Fernand Etgen** (DP) concernant **l'adaptation à l'évolution des prix des pensions alimentaires**:

L'article 208 du Code civil dispose que «les aliments ne sont accordés que dans la proportion du besoin de celui qui les réclame, et de la fortune de celui qui les doit. Le juge peut, même d'office, et selon les circonstances de l'espèce, assortir la pension alimentaire d'une clause d'adaptation automatique à l'évolution économique».

Cette disposition a pour conséquence que des pensions alimentaires, qui ne tombent pas sous le régime de l'indexation automatique, n'ont pas été adaptées au coût de la vie depuis de nombreuses années de sorte que le revenu des personnes concernées ne répond plus aux réalités économiques.

Partant, je souhaiterais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Justice:

- Madame la Ministre est-elle au courant de la situation?

- Madame la Ministre serait-elle, le cas échéant, disposée à modifier l'article en question du Code civil de sorte que les pensions alimentaires soient à l'avenir d'office adaptées à l'évolution des prix?

**Réponse** (15.7.2013) de **Mme Octavie Modert**, *Ministre de la Justice*:

À notre connaissance, les tribunaux luxembourgeois précisent, en principe, dans les décisions fixant une pension alimentaire, qu'elle est à adapter de plein droit et sans mise en demeure préalable à l'échelle mobile des salaires («index»), en vertu notamment de l'article 208 du Code civil. L'article en cause énonce en effet que:

«Les aliments ne sont accordés que dans la proportion du besoin de celui qui les réclame, et de la fortune de celui qui les doit.»

Le juge peut, même d'office, et selon les circonstances de l'espèce, assortir la pension alimentaire d'une clause d'adaptation automatique à l'évolution économique».



Il ne saurait donc être question d'exclure les pensions alimentaires du régime de l'indexation automatique, ni pendant le mariage, ni durant l'instance en divorce ou après le divorce. Au contraire, d'après l'avis du procureur général d'État requis dans le cadre de la présente question parlementaire, le dispositif d'une ordonnance de référé en matière de divorce (avant le prononcé du divorce) prévoit, en principe, que la pension alimentaire est rattachée «automatiquement et sans mise en demeure préalable à l'échelle mobile des salaires». Il en est de même du dispositif d'un jugement de divorce au fond (première instance) qui énonce, en principe, que la pension alimentaire est «à adapter de plein droit et sans mise en demeure préalable aux variations du nombre-indice du coût de la vie, dans la mesure où les revenus du débiteur d'aliments y sont adaptés».

Le juge peut donc, soit sur demande des parties, soit d'office, assurer l'efficacité de la pension pour son bénéficiaire en l'assortissant d'une clause d'indexation. Par conséquent, il n'y a pas lieu de modifier l'article 208 du Code civil.

**Question 2786** (24.6.2013) de **M. Alexandre Krieps** (DP) concernant l'évolution des prescriptions de morphiniques et de la prise en charge de patients dans des cliniques de la douleur à l'étranger:

Selon des estimations, 20.000 à 25.000 personnes dans notre pays souffrent de douleurs chroniques. 2.000 à 3.000 de ces personnes ont besoin d'une prise en charge spécialisée.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:

- Monsieur le Ministre peut-il fournir des statistiques quant à l'évolution des prescriptions de morphiniques et de morphiniques synthétiques au cours des dernières années? À combien de personnes ont été prescrits les médicaments en question? Est-ce que ces médicaments ont été prescrits en milieu hospitalier ou en milieu ambulatoire?

- Monsieur le Ministre peut-il me renseigner sur le nombre de patients pris en charge en 2011 et 2012 par la CNS dans des cliniques de la douleur à l'étranger (consultations et interventions)? Quels en étaient les coûts?

**Réponse** (3.8.2013) de **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Santé, Ministre de la Sécurité sociale:*

Les établissements hospitaliers renseignent la direction de la Santé sur les quantités de morphiniques et morphiniques de synthèse utilisées en milieu stationnaire. Ces données ne comportent cependant ni le nombre de patients concernés ni l'indication pour laquelle ces médicaments sont prescrits. Les patients souffrant de douleurs chroniques ne nécessitent que très rarement une hospitalisation pour la mise au point ou le traitement de la douleur. La consommation de morphiniques et morphiniques de synthèse est surtout en relation avec le traitement de syndromes douloureux aigus, notamment dans le décours d'une intervention chirurgicale ou en oncologie ou encore pour une prise en charge palliative.

Concernant la consommation en ambulatoire:

Au cours des trois dernières années le nombre de patients pour lesquels les analgésiques morphiniques du groupe ATC<sup>6</sup> N02A (alcaloïdes naturels de l'opium et morphiniques de synthèse) ont été délivrés par des pharmacies ouvertes au public et facturés à la CNS, avait connu une légère croissance en 2011 pour revenir en 2012 à environ 57.000 patients.

La quantité de médicaments (exprimée en DDD<sup>7</sup>) du groupe ATC N02A prise en charge par la Caisse Nationale de Santé (CNS) a augmenté de 6% sur les années 2010 à 2012.

Sur ces trois années on constate une croissance de 3% du nombre de patients pour lesquels la CNS a pris en charge, sur une période d'au moins trois mois en continu<sup>8</sup>, des médicaments du groupe précité. À ces patients ont été prescrits 80% de la quantité de médicaments de ce groupe facturés et pris en charge à la CNS. Ce taux est resté plus ou moins constant de 2010 à 2012.

Pendant ces trois années on a pu observer que pour ces médicaments, la part de morphiniques de synthèse a augmenté, avec une diminution concomitante de la part des médicaments à base d'alcaloïdes naturels de l'opium.

	2010	2011	2012
Nbre de patients ATC N02A	56.591	58.322	56.790
Nbre de DDD ATC N02A	2.618.398	2.739.604	2.783.698
% de patients ATC N02A prise en charge continue ≥ 3 mois	26%	26%	27%
% DDD ATC N02A prise en charge continue ≥ 3 mois	81%	80%	80%
dont alcaloïdes naturels de l'opium	33%	32%	29%
dont 67 morphiniques de synthèse	%	68%	71%

Les données quantitatives actuellement disponibles au Luxembourg relatives à l'utilisation des médicaments ne prennent en compte que le marché ambulatoire des produits facturés à la CNS. Il est évident que les chiffres facturés ne reflètent pas la consommation effective du patient, ils représentent néanmoins une partie représentative de l'ensemble de la consommation nationale en médicaments.

La CNS ne dispose pas des données relatives au nombre de patients pris en charge dans des cliniques de la douleur à l'étranger.

**Question 2787** (24.6.2013) de **Mme Viviane Loschetter** et **M. Félix Braz** (déi gréng) concernant le bilan du programme de régularisation des sans-papiers du début de l'année 2013:

Au début de l'année 2013, le Gouvernement avait mené une campagne de régularisation des sans-papiers liée à la condition d'apporter la preuve d'avoir séjourné au moins neuf mois au pays et d'avoir été employé pendant au moins neuf mois depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2012 par un ou plusieurs employeurs. Dans ce cas, et à condition encore de pouvoir faire valoir une proposition par un ou plusieurs employeurs d'un contrat de travail à durée indéterminée rémunéré au moins à hauteur du salaire social minimum, une régularisation était possible. La date butoir pour introduire la demande était le 28 février 2013.

En cas de réponse favorable à la demande, le ou les employeurs de personnes employées «au noir» échappent à toute sanction et sont exemptés du versement des cotisations sociales pour la période incriminée.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

1. Combien de demandes ont été introduites?
2. Combien d'autorisations ont été accordées?
3. Quelle a été la répartition des demandeurs par secteur économique, par nationalité et par genre?
4. Quelles conclusions y a-t-il lieu de tirer quant à la qualité des contrôles administratifs effectués par le passé dans les secteurs économiques concernés?

**Réponse** (18.7.2013) de **M. Nicolas Schmit**, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration:*

Aux différentes questions en relation avec la mesure unique de régularisation de personnes en situation irrégulière il y a lieu de répondre comme suit:

1. 663 demandes ont été introduites dans le cadre de la mesure unique de régularisation.
2. 512 demandes ont été accordées jusqu'en date du 1<sup>er</sup> juillet 2013. En cas de décision favorable, une autorisation de séjour temporaire est émise conformément à la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration.
3. Les répartitions des demandeurs sont les suivantes:

- par secteur économique
- Horeca (la moitié des demandes)
  - ménages privés
  - artisanat
  - secteur de la construction
- par nationalité
- chinoise
  - brésilienne
  - monténégrine
  - cap verdienne
  - serbe
- par genre
- 440 hommes
  - 223 femmes

du Code pénal visent sans distinction toute personne, une consultation spécifique des syndicats de police n'était pas jugée nécessaire à l'époque.

2. La direction de la Police grand-ducale n'a pas émis d'avis à l'attention du Ministre de la Justice. Il est toutefois à noter que le Ministère de l'Intérieur a transmis de sa propre initiative en date du 7 septembre 2010 une proposition de texte à intégrer dans le projet de loi 6138 portant incrimination des entraves à l'exercice de la justice. Cette proposition visait à intégrer une incrimination du fait de refuser de dévoiler le mot de passe permettant d'accéder à des partitions

Δ% 2010-2011	Δ% 2011-2012	Δ% 2010-2012
3%	-3%	0%
5%	2%	6%
0%	4%	4%
-1%	0%	-1%
-3%	-9%	-12%
1%	4%	6%

4. Au vu de ce qui précède, il s'avère que le secteur de l'Horeca représente de loin le secteur économique le plus affecté par le phénomène de l'emploi illégal de ressortissants de pays tiers en séjour irrégulier. Si ce constat ne fait que confirmer les quelques enseignements qui ont été tirés au moyen des contrôles administratifs organisés dans le passé, il n'en demeure pas moins qu'il faut déployer à l'avenir davantage d'efforts pour améliorer et la qualité et l'efficacité des contrôles dans ce secteur, comme dans d'autres d'ailleurs. L'enjeu principal consiste à sensibiliser les représentants et employeurs des secteurs d'activité plus particulièrement touchés par le phénomène de travail illégal aux obligations administratives qui leur incombent suite à la transposition de la directive «sanctions patrons», aux droits des travailleurs salariés ressortissants de pays tiers, aux impératifs de l'embauche légale, ainsi qu'à la nécessité de s'abstenir de recourir à la main-d'œuvre étrangère en situation irrégulière, facteur incontestable de concurrence déloyale. Ces mesures doivent se faire accompagner par un renforcement des contrôles, des effectifs (procédure de recrutement en cours) et des sanctions (administratives et pénales) pour lutter efficacement contre le travail illégal. Ces dispositifs vont de pair avec une recherche continue d'un renforcement de la coopération entre les États membres en matière de lutte contre l'immigration illégale et le travail clandestin en tenant compte de la disparité des législations nationales existant en matière de droit de travail.

cryptées. Dans ce courrier du 7 septembre 2010, le Ministère de l'Intérieur ne prend pas position sur d'autres dispositions du projet de loi.

3. Comme indiqué ci-dessus, il n'existe pas d'avis de l'Association des Cadres Supérieurs de la Police ou de la direction de la Police grand-ducale qui auraient été transmis au Ministère de la Justice.

**Question 2789** (24.6.2013) de **M. Claude Haagen** (LSAP) concernant le recrutement auprès de l'Agence pour le développement de l'Emploi (ADEM):

Le 15 mai 2013, la Chambre des Députés a mené un débat d'orientation sur la politique en matière d'emploi sur la base d'un rapport élaboré par la Commission du Travail et de l'Emploi (document parlementaire 6434).

Le chapitre 4 se penche sur la réforme de l'Agence pour le développement de l'emploi (ADEM). Selon le rapport, une évaluation des besoins en personnel venait d'être transmise par l'ADEM au Ministère. L'ADEM y proposait le recrutement de 25 agents supplémentaires. Ce renforcement en personnel serait nécessaire afin de faire face à la hausse du nombre de demandeurs d'emploi et afin d'offrir un service de qualité ainsi que le développement de nouveaux projets visant un meilleur accompagnement et une insertion appropriée des demandeurs. Le rapport conclut: «La Commission du Travail et de l'Emploi appuie le Ministre dans sa démarche de se faire autoriser ce recrutement supplémentaire. Elle souligne que le principe à suivre est que pour remplir ses missions dans le respect des normes de qualité et d'efficacité, l'ADEM doit disposer des moyens appropriés» (page 31).

- Monsieur le Ministre peut-il m'informer si ces recrutements ont déjà eu lieu? Dans la négative, quelles sont les raisons pour lesquelles ces agents n'ont pas encore pu être recrutés?

**Réponse** (2.7.2013) de **M. Nicolas Schmit**, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration:*

En réponse à la question parlementaire de l'honorable Député Monsieur Claude Haagen concernant le renforcement des effectifs de l'ADEM, je peux fournir les éléments suivants:

Compte tenu de l'augmentation du nombre de demandeurs d'emploi due au ralentissement de notre économie et aux restructurations que connaissent certains secteurs, il y a en effet urgence de renforcer les effectifs de l'ADEM. La Chambre des Députés s'est clairement prononcée dans son rapport sur l'emploi ainsi que dans une motion en faveur de recrutements supplémentaires qui avaient déjà été annoncés par le Premier Ministre dans sa déclaration sur l'état de la nation.

À ma demande, le Conseil de Gouvernement, réuni le 25 juin 2013, a autorisé l'ADEM de procéder dans les plus brefs délais aux recrutements de 25 agents supplémentaires indispensables à la mise en place d'un service employeur, à la concrétisation de la «garantie jeunes» et à un meilleur suivi individuel des demandeurs d'emploi qui sont les objectifs prioritaires de la réforme de l'ADEM. La procédure de recrutement va être lancée dans les prochains jours pour que ces agents, qu'il s'agit de former, soient opérationnels rapidement.

**Question 2788** (24.6.2013) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR) concernant la loi portant incrimination des entraves à l'exercice de la justice:

Am Kader vum sougenanntene Bommeleer-Prozess ass deslescht vill iwwert d'Gesetz vum 10. Juli 2011 (incrimination des entraves à l'exercice de la justice) diskutéiert ginn. Et si virun allem eng Rei Froen iwwert d'Genèse vum deem Text opgeworf ginn.

Dowéinst wéilt ech der Madame Justizministersch dës Froe stellen:

1. Huet d'Association des Cadres Supérieurs de la Police (ACSP) en Avis un de Minister oder un d'Chamber geschéckt? Wann neen, firwat ass déi Gewerkschaft net gefrot ginn, fir en Avis zu deem Gesetzprojet ofzeginn? Wa jo, wou ass deem Avis ze fannen?

2. Huet de Service juridique vun der Direktioun vun der Police en Avis zu deem Gesetzprojet geschriwwen? Wann neen, firwat ass d'Direktioun vun der Police net gefrot ginn, fir en Avis zu deem Gesetzprojet ofzeginn? Wa jo, wou ass deem Avis ze fannen?

3. Falls déi Dokumenter nach am Justizministère sinn, kéint d'Madame Ministesch déi der Chamber communiquéieren?

**Réponse** (15.7.2013) de **Mme Octavie Modert**, *Ministre de la Justice:*

1. L'Association des Cadres Supérieurs de la Police (ACSP) n'a pas transmis de position officielle au sujet du projet de loi 6138 à l'attention du Ministre de la Justice.

Étant donné que le projet de loi vise à incriminer en général le fait d'entraver l'exercice de la justice et que les articles 140 et 141 nouveaux

<sup>6</sup> Système de Classification Anatomique, Thérapeutique et Chimique (ATC) des médicaments, défini par l'OMS

<sup>7</sup> La DDD est une mesure statistique définie par l'OMS qui est utilisée pour rendre comparables des données de consommation de différents dosages d'une même molécule ou de différentes substances d'une même classe de médicament.

<sup>8</sup> Aux moins deux délivrances de médicaments du groupe ATC N02A sur deux mois, ceci pour une durée continue d'au moins trois mois.





**Question 2790** (26.6.2013) de **M. Roland Schreiner** (LSAP) concernant les postes d'apprentissage auprès des CFL:

Le chômage au Luxembourg atteint actuellement des chiffres records. Aussi et surtout touchés sont les jeunes de moins de 30 ans. Un bon moyen pour remédier (du moins en partie) à cette situation plus qu'inquiétante pourraient représenter les métiers de l'industrie et de l'artisanat.

En effet, dans ces deux domaines sont créés - même en temps de crise - de nombreux postes pour jeunes. Or, faute de jeunes suffisamment qualifiés au niveau national, ces postes sont très souvent occupés par des frontaliers.

La formation offerte au Luxembourg pour les métiers en question mise sur une formation parallèle école/entreprise. Une telle formation « combinée », certes approuvable, présuppose que l'économie locale s'investisse en offrant aux jeunes intéressés la possibilité d'effectuer un apprentissage au sein des différentes entreprises.

Il me revient dans ce contexte que la Société nationale des Chemins de Fer (CFL), une société ayant dans le passé toujours poursuivi une politique active de formation des jeunes, n'offrirait cette année que quatre postes d'apprentissage pour futurs mécaniciens bien que les capacités soient bien plus élevées (allant jusqu'à 15 postes d'apprentissage).

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes:

- Est-ce que Messieurs les Ministres peuvent me confirmer ces informations?

- Si ces informations s'avéraient justes, quelles seraient les raisons respectivement les explications pour cette situation?

- Est-ce que Messieurs les Ministres ne jugent pas que dans le contexte de la formation une responsabilité particulière revient aux entreprises étatiques et paraétatiques?

**Réponse commune** (11.7.2013) de **M. Nicolas Schmit**, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration*, et de **M. Claude Wiseler**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

En réponse à la question parlementaire de l'honorable Député Monsieur Roland Schreiner, les éléments suivants peuvent être fournis:

1. Le Gouvernement attache une importance particulière à l'apprentissage qui sans aucun doute est un des moyens les plus efficaces pour combattre le chômage des jeunes en leur donnant une qualification adaptée.

Actuellement plus d'une vingtaine de mécaniciens (2010: dix, 2011: huit, 2012: neuf) sont en formation au niveau des CFL. Jusqu'à ce jour les CFL ont essayé de garantir, dans la mesure du possible, le maintien de ces candidats au service des CFL après leur réussite à l'examen de fin d'apprentissage.

2. En 2013, les CFL ont offert quatre postes supplémentaires d'apprentissage pour futurs mécaniciens. Le Ministère du Travail et de l'Emploi mène actuellement une campagne auprès des grandes entreprises du secteur public pour qu'elles ne relâchent pas leurs efforts en matière de formation d'apprentis.

3. Le Ministre du Travail et de l'Emploi a reçu le 10 juin 2013 la direction des CFL. À l'issue de cette réunion, les CFL ont porté le nombre de postes d'apprentissage offerts en 2013 de quatre à huit.

4. Les Ministres sont convaincus que promouvoir l'apprentissage dans les entreprises est crucial pour qu'un maximum de jeunes puisse bénéficier d'un poste d'apprentissage et acquérir ainsi une qualification.

**Question 2791** (26.6.2013) de **M. Claude Adam** (déi gréng) concernant la procédure d'affectation des institutrices et instituteurs:

Lors de l'attribution annuelle des postes vacants dans l'enseignement fondamental, respectivement lors de la réaffectation des enseignants, les candidats peuvent choisir parmi les postes disponibles selon l'ordre de priorité tenant compte de leur note d'inspection et de leur ancienneté. Or, ce système ne garantit pas une affectation optimale des enseignants spécialisés ni au niveau du précoce et du préscolaire (cycle 1) ni au niveau suivant (cycles 2 à 4) en raison de la formation polyvalente des enseignants détenteurs d'un brevet luxembourgeois qui donne droit à enseigner dans tous les cycles.

En effet, des enseignants déjà affectés dans une commune et spécialisés uniquement en cycle 1 risquent de se retrouver sans poste d'une année à l'autre au cas où les postes vacants du cycle 1 sont occupés d'office par des enseignants polyvalents ayant pu choisir en priorité. Ce cas pose surtout problème si en même temps certains postes des cycles 2 à 4 restent vacants en raison du choix des enseignants polyvalents d'enseigner au cycle 1.

Dans ce contexte, j'aimerais avoir les renseignements suivants de Madame la Ministre:

1) Est-ce que Madame la Ministre est informée du problème d'organisation susmentionné?

2) Par quels moyens entend-elle résoudre le problème d'occupation de postes des enseignants spécialisés qui risquent de ne plus pouvoir occuper un poste dans la commune à laquelle ils ont été affectés et quelle en est l'échéance?

**Réponse** (30.7.2013) de **Mme Mady Delvaux-Stehres**, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle*:

En guise d'introduction, il convient de remarquer:

1) que depuis l'entrée en vigueur des lois du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental et concernant le personnel de l'enseignement fondamental, tous les fonctionnaires de la carrière de l'instituteur sont nommés à la fonction d'instituteur de l'enseignement fondamental avant toute affectation;

2) qu'il faut faire une distinction entre la procédure d'affectation ou de réaffectation d'un fonctionnaire de la carrière de l'instituteur qui relève de la responsabilité ministérielle et la procédure d'occupation des postes à l'intérieur d'une commune ou d'un syndicat de communes qui est du ressort des autorités communales.

Les réaffectations des instituteurs se font dans le cadre de la première liste des postes d'instituteur vacants, publiée annuellement pour le 1<sup>er</sup> juin au plus tard, par décision de la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle sur proposition des autorités communales. Celles-ci choisissent pour chaque poste d'instituteur vacant un candidat, conformément aux dispositions de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988, entre tous les candidats classés sur une liste par l'inspecteur d'arrondissement sur base d'une note d'inspection et de l'ancienneté de service (cf. article 8 de la loi modifiée du 6 février 2009 concernant le personnel de l'enseignement fondamental).

Les affectations des instituteurs nouvellement admis à la fonction se font par le ministre dans le cadre de la 2<sup>e</sup> liste des postes d'instituteur vacants, selon l'ordre de leur classement dans le concours d'admission à la fonction d'instituteur de l'année correspondante.

La mise en œuvre de la procédure de réaffectation et d'affectation des agents de la carrière de l'instituteur telle qu'elle a été conçue par le législateur ne donne pas lieu à des problèmes d'organisation.

En ce qui concerne l'occupation des postes d'instituteur à l'intérieur d'une commune ou d'un syndicat de communes, il y a lieu de rappeler que le législateur a disposé que celle-ci est arrêtée par les autorités communales qui, à cet effet, prennent un règlement d'occupation des postes qui assure la continuité et la stabilité de la composition des équipes pédagogiques à l'intérieur d'un cycle ou dans le cadre du plan de réussite scolaire (cf. article 38 de la loi modifiée du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental).

Dans ce contexte, et afin d'éviter des difficultés telles que décrites par l'auteur de cette question parlementaire, il me paraît opportun que, pour une commune ou un syndicat de communes donné, le règlement d'occupation des postes dispose que le changement d'un instituteur polyvalent occupant un poste du cycle 1 vers un poste des cycles 2 à 4 ou vice-versa ne peut s'opérer que si tous les instituteurs spécialisés en cycle 1 ou en cycles 2 à 4 sont assurés de garder un poste dans leur spécialité respective dans la commune ou le syndicat de communes donné. Une recommandation à l'adresse des autorités communales, invitant celles-ci à adapter leurs règlements d'occupation respectifs, sur base des réflexions exposées ci-dessus pourrait être envisagée, en cas de besoin.

**Question 2792** (26.6.2013) de **M. Claude Adam** (déi gréng) concernant les difficultés pour faire un stage en laboratoire ou centre de recherche:

Il y a un consensus général que des stages, même de courte durée, profitent à nos élèves

et étudiants, leur permettent de se faire une image plus précise du monde du travail et facilitent leur choix au niveau de l'orientation scolaire. Selon nos informations, il s'avère néanmoins difficile voire impossible pour certains laboratoires et centres de recherche d'accepter des élèves ou des étudiants en stage.

Dans ce contexte, je souhaite avoir les renseignements suivants du Gouvernement:

1) Est-ce que le Gouvernement partage mon avis que des stages en laboratoires ou centres de recherche, publics et privés, seraient une opportunité intéressante pour des élèves ou étudiants s'intéressant au milieu scientifique?

2) Quelles dispositions légales doivent être respectées par les instituts désireux d'offrir de tels stages? Quels sont les obstacles légaux et pratiques qui rendent difficiles voire impossibles de tels stages?

3) Est-ce que le Gouvernement juge opportun de modifier les dispositions visées sous le point 2? Dans l'affirmative, à quelle échéance?

**Réponse commune** (1.8.2013) de **Mme Mady Delvaux-Stehres**, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle*, et de **Mme Martine Hansen**, *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche*:

Ad 1)  
Les stages pour des élèves et des étudiants dans des institutions de recherche jouent un rôle important pour introduire les jeunes au monde du travail et plus précisément au monde de la recherche et des sciences. Toutefois, il convient de constater que les stages dans le cadre de la formation professionnelle sont davantage axés sur les entreprises que sur les laboratoires ou centres de recherche.

Vu la pénurie de scientifiques dans l'Union européenne, des mesures d'incitation et d'encouragement de jeunes aux sciences constituent une priorité partagée pour les ministères. Les établissements de recherche concernés, à savoir les CRP, le CEPES et l'Université, partagent cet avis; ils ont ainsi accueilli 474 jeunes en 2012.

Ad 2)  
Afin que les stages se fassent dans de bonnes conditions et puissent apporter une plus-value dans le cadre de l'apprentissage et de la formation d'un jeune, un encadrement adéquat de la part de l'institution hôte est de mise. Considérant l'investissement en termes de ressources nécessaires pour assurer un encadrement convenable, l'accueil de stagiaires doit s'intégrer dans le contexte général des activités de recherche et d'innovation des institutions concernées. Ainsi, les thématiques des activités des institutions hôtes forment la base pour la sélection des stagiaires à accueillir.

Tout en adhérant au principe d'une couverture sociale adéquate pour les stagiaires, il y a lieu de reconnaître que la loi du 12 mai 2010 portant réforme de l'assurance accident, assimile certains stagiaires à des salariés et rend ainsi nécessaire leur affiliation aux différentes branches des régimes de sécurité sociale. En effet, la situation de la couverture sociale des stagiaires à l'intérieur d'un établissement varie en fonction de certains paramètres, comme la nature (conventionné ou non) et la durée du stage, l'inscription du stagiaire à un établissement d'enseignement scolaire ou universitaire ou encore la nationalité (européenne ou de pays tiers). Ainsi, suivant ces caractéristiques, différentes procédures de la part de l'institution hôte au niveau de l'affiliation auprès du Centre commun de la sécurité sociale sont considérées. Un stage peut en outre être rémunéré ou non et l'éventail des différentes situations possibles rend dès lors assez complexe la gestion des stagiaires.

Ad 3)  
Le Gouvernement entend faciliter l'insertion des jeunes au marché du travail en leur offrant des possibilités d'acquies une première expérience professionnelle. Vu le nombre élevé de stagiaires dans les institutions de recherche, une réflexion approfondie visant une refonte éventuelle du cadre légal régissant la situation des stagiaires peut s'avérer utile.

**Question 2793** (27.6.2013) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR) concernant l'encadrement des enfants surdoués:

Et gëtt geschätzt, dass tëscht 1% an 3% vun der Bevëlkerung héichbegaabt ass. Well se am traditionelle Schoulsystem ënnerfuerdert ginn, fille sech déi betraffe Kanner do meeschtens guer net wuel - an dës Onzefriddenheet kënnen se ënner anerem doduerjer zum Ausdrock bréngen, dass se den Unterrecht stéieren oder sech

weigere matzeschaffen. Dëst ass ëmsou méi bedauerlech, well dës Kanner, wa se op eng adequat Aart a Weis encadréiert ginn, Grousses leeschte kënnen.

An deem Kontext wëilt ech der Madame Éducationsministesch dës Froe stellen:

1. Gëtt d'Léierpersonal, sief et am Enseignement fondamental oder am Enseignement secondaire, op dës Problematik sensibiliséiert?

2. Gëtt et fir Lëtzebuerg Statistiken zur Héichbegabung?

3. Wéi ginn zu Lëtzebuerg déi héichbegaabte Kanner encadréiert?

4. Ginn déi héichbegaabte Kanner esou gutt ewéi méiglech am Lëtzebuergesche Schoulsystem integréiert (z. B. doduerjer, dass se an engem Schouljoer mat engem ganzen Zyklus fäerdeg sinn) oder gi se éischter a speziell Strukturen am Ausland geschéckt?

5. Firwat gëtt et zu Lëtzebuerg keng speziell Struktur fir héichbegaabte Kanner? Ass et virgesinn, fir an Zukunft an deem Beräich eppes ze ënnerhuelen?

**Réponse** (10.7.2013) de **Mme Mady Delvaux-Stehres**, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle*:

De 16. September 2011 hat ech schonns d'Geleeënheet, fir dem Här Bauler op eng ganz ähnlech Fro op Franséisch ze äntwerten (cf. question parlementaire n°1624) (cf. compte rendu n°1/2011-2012).

Déi éischt Fro vum Här Kartheiser betrëfft d'Sensibilisatioun vum Léierpersonal an do wëll ech ervirsträchen, dass de SCRIPT all Joer mindestens eng Formatioun offéiert, déi sech mat der Thematik vun héichbegaabte Kanner ofgëtt. Dës Formatioun gi meeschtens vun auslännesche Spezialiste gehalen an heeschen zum Beispill:

- Lichtblick für helle Köpfe: Praktische Begabungs- und Begabtenförderung in der Schule,

- Hochbegabte Kinder in der Schule finden und fördern,

- Problematique des enfants à haut potentiel.

Wat déi zweet Fro ugeet, kann ech informéieren, dass mir keng gesécher Statistiken hunn, wéi vill Kanner tatsächlech zu Lëtzebuerg héichbegaabt sinn. D'Thematik vun den héichbegaabte Kanner fänkt bei dem Dépistage un. Deen ass net ëmmer liicht ze maachen, well Kanner mat enger Héichbegabung ganz oft och nach Opfälligkeiten am Verhalten opweisen, déi derzou féieren, dass si net ganz gutt sinn an der Schoul, an esou en Dépistage méi schwéier maachen. Den Dépistage muss virun allem an der Grondschoul gemaach ginn, well soss kann et schonns ze spéit sinn, fir dem Kand ze hëllefen.

Déi drëtt Fro bezitt sech op den Encadrement. Mir hunn an eisem Schoulsystem eng ganz Rei vun Dispositionen, déi och engem héichbegaabte Kand et erlaben, fir seng Schoul an engem ugepassten Ëmfeld ze maachen. Ech zielen op:

- d'Verkierzung vun engem Léierzyklus vun zwee Joer, deen an engem Joer ka gemaach ginn,

- de fréien Dépistage vun de Besoins spécifiques an der Commission d'inclusion scolaire,

- a ganz extrae Situatiounen, de Placement vun engem Kand duerch d'Commission médico-psycho-pédagogique nationale an engem spezialiséierten Institut.

Bei der véierter Fro wëll ech ervirsträchen, dass et ganz wichteg ass, mat den Elteren ze schwätzen, fir ze versichen, déi beschte Léisung fir hiert Kand ze fannen. Net all Kand, dat héichbegaabt ass, soll d'nämlech encadréiert ginn; dem Diagnostik no kann eng Intéegratioun an eng normal Klass sënnavoll sinn oder och net.

Zur fënnefter Fro wëll ech soen, dass mir zu Lëtzebuerg am Moment keng speziell Struktur hu fir héichbegaabte Kanner. Fir esou eng Struktur brauch een e Minimum vu Kanner, déi mir haut net hunn, an awer och speziell ausgebildete Léierpersonnen. Duerfir hu mir an eise Servicer vun der EDIFF an dem CPOS d'Méiglechkeet, fir den Elteren Informatiounen an awer och eng diagnostesch Hëllef unzubidden.

Virun e puer Woche war ech mir selwer e Bild vun enger Schoul zu Tréier maachen, dem Auguste-Viktoria Gymnasium, deen héichbegaabte Kanner och schonns am Grondschoulalter kann ophuelen. Dobäi hunn ech festgestallt, dass et méiglech ass, hei zu Lëtzebuerg eng ähnlech Virgoensweis anzuschloen, dat





heescht eng Offer fir héichbegaabte Kanner an engem Lycée unzibidden, ouni eng extra Struktur op d'Bee stellen ze mussen. Mir hunn dat schonns an engem gewësse Mooss duerch déi verschidden Offeren am Lycée, d'Méiglechkeet, Latäin ze wielen, duerch all d'Sektiounen op den ieweschte Klasse mat ganz verschidde- nen Uspréich un d'Talent an de Fläiss vun de Schüler.

**Question 2794** (27.6.2013) de **M. Claude Adam** (déi gréng) concernant l'**espionnage des communications électroniques luxembourgeoises grâce aux programmes secrets PRISM et Tempora:**

Sur base des informations fournies par le Whistleblower américain Edward Snowden, les quotidiens «The Guardian» et «The Washington Post» révélèrent début juin l'existence de vastes programmes d'accès et de collecte de données de communications électroniques nationales et internationales. Il s'avère qu'un programme secret de l'Agence nationale de sécurité des États-Unis (NSA), baptisé «PRISM», permet aux USA d'accéder non seulement aux données personnelles et aux contenus des clients des principaux opérateurs de télécommunication et d'accès à Internet des États-Unis (AT&T, Verizon, Sprint), mais aussi aux données de plus d'un milliard de personnes dans le monde qui utilisent les services des géants US de l'Internet (Google, Microsoft, Apple, Facebook, AOL, etc.). En conséquence, les services américains ont également un accès aux informations des citoyens et des sociétés européens, c'est-à-dire à nos informations personnelles, aux données téléphoniques, aux contenus de nos boîtes Gmail, Hotmail, Yahoo et autres, à nos chats, à nos données Facebook, aux logs de connexion Internet, aux photos, vidéos et vidéoconférences, aux fichiers entreposés dans les services cloud, aux appels VoIP, etc. Et d'autres programmes secrets d'accès direct et de collecte massive de données transitant par les réseaux de communications nationales et internationales furent révélés dans la foulée, notamment le programme britannique «Tempora». Des médias allemands viennent d'ailleurs de révéler que les services britanniques surveillent systématiquement les données transitant par les câbles sous-marins entre l'Europe et l'Amérique du Nord.

D'après d'autres articles de presse étrangers, les services de renseignements belges et néerlandais auraient accès aux données du programme «PRISM». Il semble par ailleurs que les services de renseignements détournent souvent l'interdiction de l'espionnage interne, à l'encontre de leurs propres citoyens, en recourant tout simplement aux données collectées par les services «amis».

En résumé, il s'agit ici de programmes d'espionnage terrifiant et scandaleux qui visent un maximum de citoyens et certainement aussi des institutions et des sociétés commerciales. Les citoyens luxembourgeois sont donc clairement concernés, ne fut-ce qu'en utilisant les services des sociétés américaines susmentionnées.

Par conséquent, j'aimerais poser les questions suivantes au Gouvernement:

- 1) Est-ce que le Gouvernement et le Service de Renseignement connaissent l'existence des programmes PRISM et Tempora avant les révélations récentes?
- 2) Est-ce que le Gouvernement est déjà intervenu auprès des gouvernements britannique et américain pour avoir des informations détaillées sur ces programmes et pour s'opposer à cet accès systématique aux données et communications de nos citoyens?
- 3) Est-ce que le Gouvernement est certain que l'accès et l'analyse de toutes ces informations par les services britannique et américain ne serve pas à des fins d'espionnage économique?
- 4) Est-ce que le Service de Renseignement de l'État (SREL) est informé par les services «amis», lorsqu'ils interceptent ou accèdent directement à des informations concernant des citoyens ou sociétés luxembourgeoises?
- 5) Est-ce qu'il existe un partage régulier d'informations avec les services «amis», notamment US? Est-ce que le SREL profite ainsi d'un accès direct ou indirect aux données des programmes PRISM et Tempora?
- 6) Est-ce que le SREL a déjà demandé par le passé des informations aux services de rensei-

gnements étrangers visant des citoyens luxembourgeois?

7) Est-ce que l'État luxembourgeois surveille de manière générale les réseaux de télécommunications et de communications électroniques luxembourgeoises et stocke ses informations? Est-ce qu'il existe - au-delà de l'obligation des opérateurs de stocker pendant une durée limitée les données de connexion aux réseaux - aussi un stockage de certains contenus des communications sur Internet?

**Réponse** (9.8.2013) de **M. Jean-Claude Juncker**, Premier Ministre, Ministre d'État:

Le Gouvernement et le Service de Renseignement ont pris connaissance de l'existence des programmes de surveillance électronique «PRISM» et «Tempora» dans le contexte des articles qui ont été publiés à ce sujet dans la presse internationale au début du mois de juin 2013.

Le Gouvernement, soucieux d'assurer la protection des droits fondamentaux des citoyens, est préoccupé par les conséquences que les programmes de surveillance en question pourraient avoir sur la vie privée des personnes. Il estime cependant qu'il est trop tôt pour tirer des conclusions définitives concernant ce dossier alors que le Gouvernement compte encore attendre le résultat des réponses que les autorités américaines fourniront à ce sujet à la Commission européenne. En effet, à l'occasion de la réunion ministérielle UE-États-Unis, qui s'est tenue à Dublin le 14 juin 2013, les deux délégations ont convenu de mettre en place un groupe d'experts de l'Union européenne et des États-Unis pour discuter des différents aspects du programme de surveillance électronique. Ce groupe d'experts a pour mission de présenter ses conclusions au Parlement européen et au Conseil en octobre 2013.

En ce qui concerne la finalité des données collectées par les services étrangers, le Gouvernement note que le Ministre de la Justice du Gouvernement fédéral des États-Unis, Eric Holder, a déclaré en marge de la réunion ministérielle précitée que le programme «PRISM», qui trouve son fondement dans le Foreign Intelligence Surveillance Act du 30 décembre 2012, est utilisé pour le retracement des données de trafic de communications dans le contexte de la lutte contre le terrorisme.

Pour ce qui est de la coopération du Service de Renseignement avec des services étrangers, il y a lieu de préciser que l'efficacité de l'action du Service de Renseignement repose, en grande partie, sur des informations qui lui sont communiquées par des services secrets étrangers, y compris les services secrets des États-Unis. Le principe de cette coopération internationale est inscrit à l'article 3 paragraphe (1) de la loi modifiée du 15 juin 2004 portant organisation du Service de Renseignement de l'État. Dans ce contexte, le Service de Renseignement ne bénéficie pas d'un accès direct aux programmes de surveillance «PRISM» et «Tempora». Le Service de Renseignement n'a par ailleurs jamais sollicité des données collectées à partir de ces programmes. Les services étrangers ne révélant pas leurs sources lorsqu'ils transmettent des informations au Service de Renseignement de l'État, il n'est évidemment pas possible d'exclure que de telles informations ont été collectées, dans l'un ou l'autre cas, à travers les programmes précités. Il est enfin utile de préciser qu'il n'existe pas de règle imposant à un service étranger qui accède à des informations concernant un citoyen luxembourgeois d'en informer le Service de Renseignement.

Le Service de Renseignement peut être amené à demander auprès d'un service secret étranger des informations sur des citoyens ou résidents luxembourgeois au sujet d'activités exercées par ces personnes à l'étranger. Les renseignements sur des activités qui sont susceptibles de constituer une menace aux termes de l'article 2 de la loi modifiée du 15 juin 2004 portant organisation du Service de Renseignement de l'État et qui sont mises en œuvre sur le territoire national sont par contre collectées en principe directement par le Service de Renseignement. Ce principe n'exclut cependant pas qu'un service étranger communique au Service de Renseignement, de sa propre initiative, des informations que ce service a pu collecter dans le cadre de sa mission sur des personnes actives sur le territoire luxembourgeois.

Au Luxembourg, la surveillance des différentes formes de communication n'est pas exercée de manière générale. La législation applicable en la matière permet de mettre en œuvre une surveillance ponctuelle, cela dans le respect des procédures prévues aux articles 88-3 et 88-4 du Code d'instruction criminelle. Ces articles règlent également les modalités de conservation et de destruction des données collectées dans ce contexte.

En ce qui concerne enfin la question du stockage du contenu des communications sur In-

ternet, il y a lieu de noter que la matière est réglée par l'article 4 de la loi modifiée du 30 mai 2005 relative aux dispositions spécifiques de protection de la personne à l'égard du traitement des données à caractère personnel dans le secteur des communications électroniques qui interdit à toute personne autre que l'utilisateur concerné de stocker les communications et les données relatives au trafic y afférentes. Cette interdiction ne s'applique cependant pas aux autorités judiciaires agissant au titre de l'article 67-1 du Code d'instruction criminelle et celles compétentes en vertu des articles 88-1 à 88-4 du Code d'instruction criminelle pour sauvegarder la sûreté de l'État, la défense, la sécurité publique et pour la prévention, la recherche, la constatation et la poursuite des infractions pénales.

**Question 2795** (27.6.2013) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR) concernant les **normes de qualité et de sécurité des organes humains destinés à la transplantation:**

D'EU-Kommissioun huet dëslech Lëtzebuerg opgefuerdert, d'Direktiv 2010/45/EU vum 7. Juli 2010 endlech an nationaalt Recht ëmzesetzen. Den Délai dofir ass schonns de 27. August 2012, also virun engem Joer, ofgelaf an nieft Lëtzebuerg hätt sech just nach Slowenien net dru gehalen.

An där Direktiv geet et ëm d'Qualitéits- a Sëcherheetsstandarden, fir déi mënschlech Organer, déi fir eng Transplantation bestëmmt sinn. D'Spender solle besser geschützt an den Austausch tëscht EU-Memberstaten an Drëttlänner optimiséiert ginn.

An deem Kontext wëllt ech dem Här Gesondheetsminister dës Fro stellen:

1. Ass schonns am Gesondheetsministère e Gesetzprojet zur Ëmsetzung vum der Direktiv 2010/45/EU ausgeschafft ginn?
2. Wa jo, firwat gouf dee Gesetzprojet net méi fréi deponéiert, esou datt den Délai vum 27. August 2012 hätt kéinten agehale ginn?
3. Wann neen, wéini gedenkt den Här Gesondheetsminister esou e Gesetzprojet an der Chamber ze deponéieren? Op wat ass dee Retard zrëckzeféieren?

**Réponse** (6.8.2013) de **M. Mars Di Bartolomeo**, Ministre de la Santé:

Op éischter Plaz sief drun erënnert, datt Lëtzebuerg scho säit dem Joer 1982 e ganz ausféierlech Gesetz iwwer Organspenden huet<sup>9</sup>. Dëst Gesetz dréit zu engem groussen Deel deem Rechnung, wat déi uewe genannten europäesch Richtlinn virgesäit an ass och zudeem konform zu dëser.

Et sief och bemierkt, datt ech den 9. Januar 2006 e Gesetzprojet<sup>10</sup> an der Chamber deponéiert hunn, deen ënner anerem virgesäit, d'Gesetz vum 1982 ëmzënnere. Dës Ëmännerung sinn iwwereng och all konform zu der genannter europäescher Richtlinn.

Am Kader vun deem Gesetzesprojet N°5528 soll och d'Konvention vum Oviedo<sup>11</sup> ratifizéiert ginn.

Fir d'Ëmsetzung vum der europäescher Richtlinn 2010/53/UE ze beschleunegen, gouf de 16. Abrëll 2013 e Gesetzesprojet<sup>12</sup> deponéiert, deen nëmmen iwwer de Volet Organspenden befënn.

De Statsrot huet den 12. Juli 2013 en Avis iwwer dës Gesetzesprojet veröffentlecht.

Iwwereng gouf um selwechten Datum e Projet vun engem groussherzogleche Reglement ugeholl op Basis vum Gesetz vum 1982, fir eng Partie Bestëmmunge vun der genannter europäescher Richtlinn ëmzesetzen.

**Question 2800** (5.7.2013) de **Mme Diane Aehm** (CSV) concernant la **restriction d'admission aux études de droit à l'Université du Luxembourg:**

<sup>9</sup> Loi du 25 novembre 1982 réglant le prélèvement de substances d'origine humaine

<sup>10</sup> Projet de loi n°5528

<sup>11</sup> Convention pour la protection des droits de l'Homme et de la dignité de l'être humain à l'égard des applications de la biologie et de la médecine: Convention sur les droits de l'Homme et la biomédecine, ouverte à la signature, à Oviedo, le 4 avril 1997

<sup>12</sup> Projet de loi n°6564

D'après le site Internet de l'Université du Luxembourg, les conditions d'accès au bachelior en droit (académique) sont réglées, en cas d'affluence élevée, par un système de «numerus clausus» de 180 candidatures. Il me revient que ce nombre a été bien plus élevé précédemment. Si le nombre de 180 candidatures est dépassé, la commission d'examen déterminera à l'aide d'une grille d'évaluation l'admission de l'étudiant en droit suivant son classement en rang.

C'est dans ce contexte que j'aimerais savoir de Madame la Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:

- Quelles sont les raisons qui justifient la diminution du «numerus clausus» à 180 candidatures concernant les études en droit à l'Université du Luxembourg?

- Est-ce que d'autres plans d'études sont concernés par une restriction d'admission? Si oui, lesquels et à combien s'élève la limite du nombre d'étudiants admis?

- Est-ce que l'évaluation, en cas de «numerus clausus», se fait de manière générale par un système de classement en rang? Sinon, quels autres critères sont utilisés pour déterminer l'admission aux études à l'Université du Luxembourg?

**Réponse** (1.8.2013) de **Mme Martine Hansen**, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:

1. Les raisons qui justifient la mise en place d'un numerus clausus à l'entrée du bachelior en droit sont de trois ordres:

1) l'Université du Luxembourg a des capacités d'accueil physiquement limitées. Sur le site du Campus Limpertsberg, où les étudiants en droit sont encore accueillis, les auditorios dont dispose l'Université ont pour la plupart une capacité d'accueil de 100 places. Un seul d'entre eux a une capacité supérieure, de 120 places seulement. Par ailleurs, l'Université ne dispose pas de salles ou auditorios suffisamment grands pour organiser des examens dans des conditions acceptables pour un nombre d'étudiants important. Au-delà de 180 étudiants, il est nécessaire de recourir à des salles externes (Luxexpo par exemple) qui ne sont pas forcément disponibles aux dates des sessions d'examens;

2) l'accroissement du nombre d'étudiants a des conséquences négatives sur les méthodes d'enseignement. Il contraint à un enseignement impersonnel dans des auditorios surpeuplés. Il interdit aux enseignants de mettre en œuvre des méthodes d'enseignement interactives impliquant les étudiants dans les cours. Dans le cadre des travaux dirigés, il impose soit d'augmenter la taille des groupes et donc de diminuer l'encadrement des étudiants, soit de multiplier les groupes et de rechercher de nouveaux enseignants vacataires dont les compétences peuvent être incertaines. En toute hypothèse, il rend difficile un accès égal au savoir pour tous;

3) l'Université du Luxembourg reçoit chaque année un grand nombre d'étudiants n'ayant qu'un intérêt limité ou motivation discrète pour les études auxquelles ils se sont pourtant inscrits.

Au cours de l'année universitaire 2012/2013, 264 étudiants se sont inscrits en première année du bachelior en droit. À l'issue du premier semestre, sur ces 264 étudiants, 61 ne se sont présentés à aucun examen et ne se sont pas réinscrits au second semestre, 19 se sont présentés à quelques examens mais n'en ont réussi aucun, et 46 ont réussi un nombre dérisoire d'examens (moins de tiers). À l'issue du second semestre, seuls 145 étudiants ont obtenu plus de 25 ECTS et ont donc été admis en deuxième année.

Il apparaît ainsi que le nombre d'étudiants réellement motivés inscrits au cours de l'année universitaire 2012/2013 était bien inférieur à 180. Le chiffre retenu pour le «numerus clausus» semble donc tout à fait raisonnable et adapté.

2. L'Université du Luxembourg a mis en place d'autres plans d'études où un «numerus clausus» est présent dans le cadre des formations de type «Bologne»:

Faculté des Sciences de la Technologie et de la Communication

Bachelor en informatique: 100 étudiants au plus

Bachelor en sciences de la vie: 50 étudiants au plus en filière biologie, 100 étudiants au plus en filière médecine, dix étudiants au plus en filière pharmacie

Master in information and computer science: 50 étudiants au plus

Master in integrated systems biology: 18 étudiants au plus





Master in condensed matter physics: 30 étudiants au plus

Master en management de la sécurité des systèmes d'information: 30 étudiants au plus

Faculté de Droit, d'Économie et de Finance

Bachelor en gestion: 150 étudiants au plus

Bachelor en droit: 180 étudiants

Master en droit européen LL.M: 30 étudiants au plus

Master en droit économique européen: 60 étudiants au plus pour deux filières

Master en droit financier européen et international: 30 étudiants au plus

Master in accounting and audit: 25 étudiants au plus

Master in economics and finance: 50 étudiants au plus pour deux filières

Master in entrepreneurship and innovation: 25 étudiants au plus

Faculté des Lettres, des Sciences humaines, des Arts, et des Sciences de l'Éducation

Bachelor en psychologie: 60 étudiants au plus

Bachelor en sciences de l'éducation: 135 étudiants au plus

Bachelor en sciences sociales et éducatives: 60 étudiants au plus

Master in european governance: 25 étudiants au plus

Master en histoire européenne contemporaine: 30 étudiants au plus

Master en langues, cultures et médias «Lëtzebuerger Studien»: 20 étudiants au plus

Master in learning and communication in multilingual and multicultural contexts: 25 étudiants au plus

Master in psychology, evaluation and assessment: 25 étudiants au plus

Master in psychotherapy: 15 étudiants au plus

Master in geography en spatial planning: 25 étudiants au plus

Master en études franco-allemandes: 25 étudiants au plus

Master in management and coaching im Bildungs- und Sozialwesen: 30 étudiants au plus

D'autre part, l'Université du Luxembourg a également mis en place un système de sélection des étudiants à l'entrée de certaines formations, soit au niveau bachelors, soit au niveau master, mais sans limitation du nombre. En dernier lieu, les recrutements de doctorants se font par annonces publiques de manière à avoir une chance de voir postuler les meilleurs candidats.

Ultimement, la liste des formations de l'Université du Luxembourg est disponible sur le site web de l'Université, et les conditions de «numerus clausus» et/ou de sélection y sont clairement indiquées.

(voir: <http://www.fr.uni.lu/content/download/54490/647229/file/Liste%20des%20formations%202012-2013.pdf>)

3. La liste officielle des formations de l'Université du Luxembourg, disponible sur le site web de l'UL, détaille formation par formation, les conditions de «numerus clausus», d'entrée ou de sélection, ainsi que les critères appliqués si nécessaires.

Plus spécifiquement, pour le bachelors en droit, si le nombre de candidatures au bachelors en droit devait être supérieur à 180, le «numerus clausus» serait mis en œuvre sur le fondement des critères apparaissant sur la grille d'évaluation, publiée sur le site web de l'Université. Un classement en rang sera auquel cas utilisé, résultant des notes obtenues aux différents items d'évaluation. On notera que l'objectif essentiel de cette grille est de s'assurer de la motivation des candidats, en leur demandant d'écrire une lettre de motivation et un court essai (deux pages) sur une question juridique d'actualité. Il est à espérer que ces formalités décourageront les étudiants n'ayant aucune motivation. De fait, il apparaît déjà que le nombre de candidats au bachelors en droit pour la rentrée 2013 est inférieur à 180 et que le «numerus clausus» n'aura pas à être mis en œuvre.

traitements ou indemnités pécuniaires versées au titre de l'assurance maladie-maternité et de l'assurance accident, réalisés ou obtenus au Luxembourg ou à l'étranger, la pension est réduite dans la mesure où ces revenus dépassent ensemble avec la pension un plafond fixé à la moyenne des cinq salaires, traitements ou revenus annuels cotisables les plus élevés de la carrière d'assurance, si la pension est inférieure à ce plafond, et elle est réduite du montant de ces revenus si la pension est supérieure à ce plafond».

Il me revient que la Caisse Nationale d'Assurance Pension (CNAP) interprète cette disposition de façon que seules les personnes ayant poursuivi une activité salariée seraient en droit de profiter de ces nouvelles dispositions, alors que les indépendants ne pourraient pas jouir de ces avantages.

Partant, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:

- L'interprétation de la CNAP est-elle, de l'avis de Monsieur le Ministre, correcte?

- Monsieur le Ministre serait-il disposé à amender le paragraphe en question afin que les indépendants pourraient également profiter des nouvelles dispositions?

**Réponse (25.7.2013) de M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Sécurité sociale:**

Dans sa question l'honorable Député reprend les dispositions de l'article 226, alinéa 1 du Code de la sécurité sociale dans la teneur introduite par la loi du 21 décembre 2012 portant réforme de l'assurance pension.

Cet article règle les cas de concours d'une pension de vieillesse anticipée ou d'une pension d'invalidité avec des salaires, traitements ou indemnités pécuniaires versées au titre de l'assurance maladie-maternité et de l'assurance accident.

Selon l'honorable Député, la Caisse Nationale d'Assurance Pension (CNAP) interprète cette disposition de façon restrictive dans la mesure où elle l'applique seulement aux bénéficiaires de pension qui poursuivent une activité salariée et exclut tous les bénéficiaires de pension qui exercent une activité non salariée.

Force est de constater qu'il y a lieu d'analyser les conditions d'octroi des pensions de vieillesse anticipée et d'invalidité avant de passer à l'application des dispositions anticumul de l'article 226 du Code de la sécurité sociale. Pour les deux types de prestations, le législateur a fixé des conditions différentes dans les cas où les personnes continuent à exercer une activité salariée ou une activité non salariée.

En cas d'exercice d'une activité non salariée avant l'âge de soixante-cinq ans dont le revenu professionnel dépasse le montant d'un tiers du salaire social minimum par an, les pensions de vieillesse anticipée et d'invalidité sont refusées ou retirées (combinaison des articles 184, alinéa 5 et 180, alinéa 2 pour la pension de vieillesse anticipée et 187, alinéa 5, 180, alinéa 2 et 193, alinéa 1 pour la pension d'invalidité). Cependant, lorsque le revenu professionnel est inférieur au seuil d'un tiers du salaire social minimum, le revenu est à ignorer et l'intéressé peut bénéficier d'une dispense de l'assurance.

Donc il y a lieu de conclure qu'aucune disposition anticumul n'est à appliquer en cas de concours d'une pension de vieillesse anticipée ou d'une pension d'invalidité avec le revenu d'une activité non salariée ne dépassant pas un tiers du salaire social minimum. Sur ce point la réforme de l'assurance pension du 21 décembre 2012 n'apporte aucune modification par rapport à la législation antérieurement en vigueur.

Il ressort de ce qui précède que la pratique de la CNAP ne repose pas sur une interprétation unilatérale et restrictive, mais correspond à l'application correcte des dispositions légales en vigueur.

Par ailleurs, rien n'empêche le non-salarié bénéficiaire d'une pension anticipée de reprendre une activité salariée à laquelle sont applicables les dispositions de l'article 226, alinéa 1 du Code de la sécurité sociale.

**Question 2802 (8.7.2013) de M. Jean Colombera (Onofhängeg) concernant le plan d'action «abeilles»:**

Das Bienensterben hierzulande und in anderen Teilen der Welt wird immer mehr zum politischen Thema. Mit dem EU-weiten Verbot von ausgewählten Pestiziden ist ein erster Schritt unternommen worden. Aber diese Maßnahme ist nur ein kleiner Schritt und andere konkrete Maßnahmen müssten schnell folgen.

Am Beispiel des Bienensterbens wird einmal mehr ersichtlich, in welchem unbesorgten Maß die Menschen handeln. „Sterben die Bienen, so stirbt der Mensch“ scheint bisweilen nur eine leere Floskel gewesen zu sein, denn bisweilen ist noch immer Honig im Supermarkt zu finden.

Nachdem in den letzten Jahren die Bienenvölker hierzulande dramatisch dezimiert wurden, scheint es an der Zeit zu sein, dass von Seiten der Politik endlich schnell und unbürokratisch gehandelt wird.

Fragen:

1) Wird derzeit an einem Aktionsplan für die nationale Bienenzucht auf der Ebene der zuständigen Ministerien gearbeitet?

2) Was sind konkrete Maßnahmen, die ins Auge gefasst werden, und was kann nach Ansicht der Regierung konkret getan werden?

3) Was wird seitens der Regierung getan, um die Bienenzucht hierzulande zu schützen in puncto:

a) Pestiziden

b) ökologische Maßnahmen

c) wirtschaftliche Maßnahmen zum Ausbau der Bienenzucht

d) Sensibilisierungsmaßnahmen in der Bevölkerung?

4) Wird die Regierung kurzfristig finanzielle Mittel zur Verfügung stellen, um die Imker zu unterstützen (Schadenskompensation), Neu-Imker zu motivieren, Landwirte anzuregen, für eine Diversifikation der Flora und Fauna einzutreten?

5) Wird es ein nationales Forschungsprogramm geben, das die Imker und ihre Maßnahmen begleitet?

6) In welchen Zeiträumen werden die Maßnahmen beschlossen sein und werden auf dem Feld umgesetzt werden können?

**Réponse (29.7.2013) de M. Romain Schneider, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural:**

Ich möchte eingangs auf meine Antwort vom 21. Juni dieses Jahres auf die parlamentarische Anfrage N°2733 der Abgeordneten Gira und Kox hinweisen, in der etliche der hier gestellten Fragen bereits beantwortet wurden.

Der Winter 2012/2013 war besonders schwierig für die Imker in Luxemburg, die ungefähr 30% ihrer Bienenvölker verloren haben. Das Problem des Bienensterbens ist leider weder in Luxemburg noch in den angrenzenden Gebieten neu. Die ungünstigen Wetterbedingungen im Jahr 2012 haben aber sicherlich zu einer wesentlichen Verschärfung dieser Problematik beigetragen. Darüber hinaus war der Anfang der Saison in diesem Jahr ebenfalls nicht förderlich für die Entwicklung der Bienenvölker. Mit dem wärmeren Wetter der letzten Wochen scheint sich die Situation aber verbessert zu haben. Viele Imker versuchen verstärkt, Völker zu vermehren, um so die Verluste des letzten Winters zu kompensieren und sich ein Sicherheitspolster für den nächsten Winter aufzubauen.

Seit 2011 wird das Forschungsprojekt „Bee-First“ vom Landwirtschaftsministerium finanziert. In diesem Projekt wird sowohl der Einfluss der Agrarstruktur als auch der imkerlichen Praktiken auf das Bienensterben untersucht. Ziel ist es, die Hauptursachen vom Bienensterben zu ergründen und Lösungsansätze zu finden. Die Forschungsarbeiten sollten ursprünglich 2013 auslaufen, aber es ist vorgesehen, dieses Projekt im Jahre 2014 weiterzuführen.

Nach aktuellem Wissensstand bleibt die aus Asien eingeschleppte Varroamilbe das größte Problem für die Bienenzucht. Konkrete Hilfe bietet der Staat hier durch die Bereitstellung bezuschusster Behandlungsmittel.

Der Einsatz und die Wirksamkeit dieser Mittel können durch die Wetterbedingungen eingeschränkt sein. Auf der ASTA-Wetterseite [www.agrimeteo.lu](http://www.agrimeteo.lu) wird ein kleines Hilfsprogramm angeboten, das es dem Imker erlaubt, unter Berücksichtigung der Wettervorhersage einen günstigen Behandlungstermin für den Einsatz einiger dieser Behandlungsmethoden zu finden. Da die Bienen jetzt mit der Aufzucht der Winterbienen beginnen, ist es wichtig, dass die Sommerbehandlung gegen die Varroamilbe rechtzeitig und flächendeckend von allen Imkern durchgeführt wird.

Im Projekt „BeeFirst“ wird zudem untersucht, welche imkerlichen Praktiken positive oder negative Auswirkungen auf die Varroaproblematik haben. Auch ein Zuchtprogramm mit dem Ziel, varroatolerantere Bienen zu vermehren, wird durch europäische und nationale Mittel finanziert.

Was den Schutz der Biene vor schädlichen Pflanzenschutzmitteln anbelangt, so hat Lu-

xemburg wiederholt das Anwendungsverbot von neonicotinoidhaltigen Beizmitteln auf EU-Ebene unterstützt.

Aktuell wird an einer grundlegenden Reform der Gesetzgebung über Pflanzenschutzmittel gearbeitet. Zudem wird in einem Aktionsplan ein Paket an Maßnahmen festgelegt, das in Zukunft eine Reduktion der Ausbringung von Pestiziden mit sich führen wird.

Eine Verarmung der Landschaften, die über längere Perioden weniger Nahrungsquellen für die Bienen aufweisen, könnte diese zusätzlich schwächen. Bei der Überarbeitung der Agrarumweltmaßnahmen soll diese Situation unter anderem durch ein attraktiveres Ackerrand- und Blütenstreifenprogramm verbessert werden. Die Reform der europäischen Agrarpolitik wird durch das sogenannte „Greening“ auch positive Auswirkungen auf die Lebensräume vieler Insekten haben.

Beihilfen bei Investitionen in imkerliche Gerätschaften werden über das Agrargesetz gewährt. Eine finanzielle Entschädigung für die Völkerverluste vom letzten Winter wird aktuell weder von Imkerseite gefragt noch vom Landwirtschaftsministerium ins Auge gefasst.

**Question 2805 (8.7.2013) de Mme Claudia Dall'Agnol (LSAP) concernant les indemnités et frais payés aux familles d'accueil:**

Selon le rapport d'activité 2012 du Ministère de la Famille et de l'Intégration, au 1<sup>er</sup> octobre 2012, quelque 358 mineurs vivaient dans 265 familles d'accueil. En effet, l'accueil socio-éducatif en famille ne cesse d'augmenter et présente des avantages certains par rapport à l'accueil en institution, dont notamment de permettre aux enfants issus de situations difficiles une vie en famille aussi «normale» que possible.

Or, selon mes informations, les indemnités et frais payés aux familles accueillant des enfants en placement familial n'ont pas été adaptés au coût de la vie le 1<sup>er</sup> octobre 2012. Tout en promettant depuis la fin 2012 le paiement imminent des sommes ainsi dues, l'organisme en charge explique les retards par des difficultés informatiques.

Dans ce contexte, j'aimerais poser à Monsieur le Ministre les questions suivantes:

- Monsieur le Ministre est-il au courant des problèmes décrits ci-dessus?

- Monsieur le Ministre ne pense-t-il pas que cette situation est inacceptable?

- Comment Monsieur le Ministre entend-il remédier à ces problèmes et veiller à ce que les familles en question reçoivent les sommes dues?

**Réponse (15.7.2013) de M. Marc Spautz, Ministre de la Famille et de l'Intégration:**

Les montants des forfaits journaliers «entretien et/ou indemnisation» payés aux familles d'accueil sont fixés par «règlement grand-ducal du 17 août 2011 précisant le financement des mesures d'aide sociale à l'enfance et à la famille, modifié par règlement grand-ducal du 29 janvier 2013». Précisons encore que les forfaits en question se chiffrent actuellement, dans la plupart des cas suivant l'âge de l'enfant, entre 43,77 et 48,10 euros par jour, qu'ils sont exempts de l'impôt sur le revenu et que les familles d'accueil perçoivent en outre l'intégralité des prestations familiales dues.

À la suite de la publication des tarifs 2013 au Mémorial A n°20 du 8 février 2013, mes services financiers se sont empressés de verser, dès réception de la part des familles d'accueil de la facturation du mois de janvier 2013 et des mois suivants, les nouveaux tarifs. Ainsi toutes les familles d'accueil ont reçu dès la publication du règlement grand-ducal afférent les tarifs adaptés pour 2013.

Il reste néanmoins vrai que l'article 1<sup>er</sup> alinéa 5 du règlement grand-ducal du 29 janvier 2013 prévoit en plus un versement rétroactif pour 2012 aux familles d'accueil, versement correspondant à la différence entre le nouveau tarif et l'ancien, soit un peu plus de 2,5%. Le traitement administratif de ces paiements rétroactifs pour 2012 n'étant pas prévu par les logiciels utilisés, les calculs ont dû se faire manuellement, ce qui a entraîné certains retards. Entre-temps la quasi-totalité des paiements ont été réalisés.

Signalons en outre que l'administration en charge de ces paiements n'est en place que de-

**Question 2801 (5.7.2013) de M. Carlo Wagner (DP) concernant la réforme de l'assurance pension:**

La loi du 21 décembre 2012 portant réforme de l'assurance pension dispose que «en cas de concours d'une pension de vieillesse anticipée ou d'une pension d'invalidité avec des salaires,



puis 2011 et que les procédures financières en rapport sont hautement complexes et ne sont que partiellement informatisées.

Il me tient finalement à cœur d'insister sur la contribution tout à fait essentielle que les familles d'accueil font au quotidien dans le cadre de l'aide à l'enfance et à la famille au bénéfice des jeunes en détresse psychosociale.

**Question 2808** (9.7.2013) de **M. André Bauler** (DP) concernant le **concept de mobilité de la région «Nordstad»**:

Durant les mois de mai et de juin 2013, les édiles communales de Bettendorf, Colmar-Berg, Diekirch, Erpeldange, Ettelbruck et Schieren ont formulé leurs avis respectifs sur les différentes variantes présentées par un bureau d'études étranger à la veille de l'élaboration du futur concept de mobilité de la région «Nordstad». Monsieur le Ministre avait d'ailleurs fait annoncer qu'il aimerait faire connaître sa position définitive avant le congé estival si bien que les six communes avaient été invitées à publier leurs réflexions et suggestions vers la fin du mois de juin au plus tard.

Voilà pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Selon quels critères Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures effectue-t-il l'analyse des différents avis qui lui ont été soumis par les conseils communaux concernés?

- Quelle est la variante préférée par le Ministère du Développement durable et des Infrastructures?

- Quand Monsieur le Ministre publiera-t-il sa décision relative au futur concept de mobilité de la région «Nordstad» et à sa mise en œuvre?

**Réponse** (25.7.2013) de **M. Claude Wiseler**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

Par sa question parlementaire n°2808 du 9 juillet 2013, l'honorable Député Monsieur André Bauler a posé une série de questions en relation avec l'étude «Komobile» sur la comparaison des variantes du système de transport pour l'axe central de la Nordstad.

Je tiens tout d'abord à rappeler à l'honorable Député que les commanditaires de cette étude sont le Ministère du Développement durable et des Infrastructures ainsi que les six communes de la Nordstad. Ceux-ci avaient retenu que l'étude comporterait deux volets majeurs, à savoir un premier qui consiste à comparer différentes variantes de systèmes de transports pour l'axe central de la Nordstad et un deuxième qui consiste à élaborer, sur base de cette comparaison, un concept de mobilité fondé sur la variante retenue.

En ce qui concerne le premier volet, les quatre variantes de systèmes de transports pour l'axe central à analyser ainsi que leurs critères d'évaluation (regroupés autour des priorités suivantes: mobilité au sein de la Nordstad, mobilité régionale, impacts urbanistiques et environnementaux, impact budgétaire) ont été retenus d'un commun accord avec les autorités communales.

Sur base de ces critères d'évaluation (58 au total), les différentes variantes ont été analysées et il semblerait aujourd'hui que la variante du transport par bus soit globalement la plus adaptée à l'axe central et par ailleurs aussi à l'ensemble de la Nordstad. A ce stade, il paraît que cette variante permettra de concilier au mieux les exigences suivantes: faisabilité d'un point de vue budgétaire, urbanisme d'une qualité élevée sur l'axe central, qualité optimale de la desserte de la Nordstad elle-même ainsi que de la desserte entre la Nordstad et la région qui l'entoure.

Dans un souci de garantir une transparence optimale, les conclusions de l'étude ont été présentées à tous les conseils communaux de la Nordstad qui m'ont par la suite transmis leurs avis respectifs. De même, une entrevue avec les principaux syndicats et organisations concernés a été organisée. Enfin, il est prévu de présenter les conclusions de l'étude au public lors d'un workshop qui sera organisé dans la Nordstad.

Une décision finale quant à la variante à retenir sera prise dans les mois prochains afin de pouvoir avancer dans l'élaboration du concept de mobilité «Nordstad».

**Question 2809** (9.7.2013) de **M. Roger Negri** (LSAP) concernant **l'ambrosie à feuille d'armoise**:

L'ambrosie à feuille d'armoise (*Ambrosia artemisiifolia* L.) est une plante herbacée annuelle envahissante originaire d'Amérique du Nord et responsable de nombreuses allergies, graves en partie. Cette mauvaise herbe se propage surtout sur les terrains à l'abandon, les chantiers et bords de route. Son pollen, dont une concentration très faible risque de provoquer des réactions, se répand facilement.

De ce fait, l'ambrosie est perçue dans différents pays d'Europe comme risque sanitaire provoquant des problèmes de santé publique et entraînant des coûts élevés pour le traitement des allergies.

Aussi, les autorités françaises ont-elles créé en juin 2011 un comité parlementaire de suivi du risque ambrosie; le 17 avril 2013, un groupe de députés a présenté à l'Assemblée nationale une proposition de loi visant à lutter contre l'ambrosie.

Selon un article de presse, l'ambrosie a carrément été interdite en Hongrie: les propriétaires de terrains ont une obligation légale de combattre cette mauvaise herbe.

Dans ce contexte, j'aimerais poser à Messieurs les Ministres les questions suivantes:

- Messieurs les Ministres sont-ils au courant des problèmes provoqués par l'ambrosie à feuille d'armoise?

- Messieurs les Ministres disposent-ils de données concernant la propagation de cette mauvaise herbe?

- Existe-t-il des informations sur la prévalence de l'allergie contre l'ambrosie à feuille d'armoise?

- Quelles mesures sont envisageables pour combattre l'ambrosie à feuille d'armoise? Messieurs les Ministres ne pensent-ils pas qu'une initiative concertée au niveau régional et/ou européen serait de mise?

**Réponse commune** (7.8.2013) de **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Santé*, et de **M. Marco Schank**, *Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures*:

L'ambrosie à feuilles d'armoise est une espèce pionnière, opportuniste et rudérale, originaire d'Amérique du Nord. Thermophile et nitrophile, elle préfère les endroits chauds et offrant une bonne alimentation en azote. Elle supporte la sécheresse, les métaux lourds et le sel. Elle s'installe, au début du printemps, dans des terres dénudées de terrains vagues, de jachères, de décharges publiques ou encore de plates-bandes pour plantes ornementales en milieu urbain. Dans les régions où elle est devenue abondante, elle croît également sur les terrains agricoles dans les champs de maïs, et surtout dans les champs de tournesol, sur des sols graveleux, sableux, silico-argileux ou limono-argileux.

L'ambrosie à feuilles d'armoise et plus précisément son pollen présente un potentiel allergogène très élevé et est globalement reconnue comme une plante à risque pour la santé publique.

L'ambrosie à feuilles d'armoise s'est installée accidentellement en Europe vers la fin du 19<sup>e</sup> siècle. Elle est présente aujourd'hui dans la presque totalité des pays de l'Union européenne et au-delà avec des populations particulièrement abondantes en région Rhône-Alpes (France), en Hongrie ou encore en Serbie. Peu concurrentielle, elle ne parvient que très difficilement à s'établir en présence d'une végétation naturelle, à part sur des terrains avec des sols dénudés. La capacité de dormance prolongée de ses graines lui permet cependant de perdurer sous forme de banque de graines dans les sols et d'attendre des conditions propices à la germination pendant plus de dix ans.

Les fruits et graines sont disséminés essentiellement par l'homme notamment à travers des mélanges de graines destinés au nourrissage d'oiseaux en hiver (graines contenant des graines de tournesol en particulier), les machines de chantier et agricoles, les déchets de compost ou le transport de terre. La propagation par l'eau de rivières et ruisseaux est bien documentée.

Au Luxembourg, l'ambrosie à feuilles d'armoise n'a pu être observée que de façon très sporadique, notamment dans des jardins privés. De manière générale, la propagation vers le nord de l'ambrosie à feuilles d'armoise est favorisée par le réchauffement climatique laissant présager que son développement au Luxembourg pourrait s'accroître à l'avenir.

L'espèce retrouvée au Luxembourg est l'*Ambrosia artemisiifolia*, encore nommée *A. elatior*.

Ses pollens sont connus comme très allergisants pour certaines personnes sensibles. En France on estime que 6 à 12% de la population serait sensible à l'ambrosie.

La mesure des concentrations de pollens de cette plante se fait de façon quotidienne par la station d'aérobiologie du Ministère de la Santé et peut être consultée en ligne.

La prévention de problèmes de santé publique liés à la propagation de l'ambrosie à feuilles d'armoise devra être axée principalement sur la prévention d'une installation massive de cette plante dans nos régions. Une stratégie globale devra miser accessoirement sur la sensibilisation des acteurs concernés et un monitoring.

Pour prévenir l'installation de l'ambrosie à feuilles d'armoise, il est important de favoriser une couverture végétale permanente de surfaces non bâties, que ce soit en milieu urbain ou en rase campagne. Il s'agit en l'occurrence en milieu urbain de favoriser la croissance de plantes concurrentielles, de préférence d'une végétation indigène adaptée au milieu. L'aménagement et la gestion écologique est un moyen efficace et peu coûteux pour éviter la mise à nu systématique des sols. Cette approche, propagée notamment par la publication récente de l'Administration de la Nature et des Forêts et de l'Administration des Ponts et Chaussées intitulée «Nature et construction», pourra accessoirement permettre une lutte efficace contre l'ambrosie à feuilles d'armoise dans des milieux anthropogènes.

L'aménagement écologique d'espaces verts permet d'éviter également l'installation de plates-bandes nécessitant l'apport de terres organiques d'origine souvent inconnue; phénomène favorisant la propagation et la germination des graines de l'ambrosie à feuilles d'armoise.

En milieu agricole, des méthodes de gestion des terres arables réduisant au minimum la mise à nu des sols, bénéficiaires notamment dans la lutte contre l'érosion, peuvent également prévenir l'installation de l'ambrosie. Les cultures les plus affectées sont surtout le tournesol et à moindre degré les plantations de maïs, de pommes de terre ou de colza.

L'élimination de plantes déjà installées doit se faire par arrachage ou fauchage avant la floraison (juin, juillet) et les plantes devront de préférence être éliminées par incinération de façon à éviter la propagation de graines via les centres de compostage. Les personnes chargées de l'élimination sont conseillées de se protéger contre le contact direct avec le pollen ou les graines en utilisant des gants voire des masques adaptés. Des personnes allergiques au pollen devront s'abstenir de ce type de travaux.

Il est conseillé aux amateurs du nourrissage d'oiseaux en hiver de vérifier que les mélanges disponibles dans le commerce ne contiennent pas de semences d'ambrosie sachant que les graines de tournesol peuvent être contaminées accidentellement.

Toute stratégie de contrôle d'espèces invasives se doit nécessairement de miser sur une coopération transfrontalière. Ainsi, la Commission européenne a présenté en 2008 une communication intitulée «Vers une stratégie européenne relative aux espèces envahissantes» et se concentre actuellement sur l'élaboration d'une directive dans ce domaine, en accord avec la stratégie européenne en matière de biodiversité à l'horizon 2020.

Au niveau européen, la problématique de l'ambrosie à feuille d'armoise est réglementée grâce au règlement (UE) n°574/2011 de la Commission du 16 juin 2011 modifiant l'annexe I de la directive 2002/32/CE du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne, parmi d'autres substances indésirables, les teneurs maximales applicables à *Ambrosia* spp. dans les aliments pour animaux. Cette réglementation est du domaine de compétences de l'ASTA au Luxembourg.

À ce jour, il n'existe pas encore de stratégie européenne pour la lutte contre les espèces envahissantes. Cependant, de nombreux pays de l'Europe sont conscients qu'une stratégie de

lutte sur le long terme, durable et largement applicable est nécessaire pour empêcher cette plante de se répandre en Europe. Ainsi, un réseau interdisciplinaire d'experts, SMARTER (Sustainable Management of Ambrosia artemisiifolia in Europe), est actuellement impliqué dans le développement de moyens de contrôle et de gestion de l'ambrosie à feuille d'armoise. Plus de 120 experts de 33 pays différents participent actuellement à ce réseau. Le Luxembourg fait également partie de SMARTER (ragweed.eu) et différentes études, comme par exemple les tests sur la quantité de graines d'ambrosie à feuille d'armoise dans la nourriture pour oiseaux ou encore le succès de germination de graines introduites au Luxembourg via la nourriture pour oiseaux, ont été menées sur le territoire luxembourgeois.

**Question urgente 2829** (31.7.2013) de **MM. Eugène Berger** et **Xavier Bettel** (DP) concernant **l'accueil des élèves de 11<sup>e</sup> PS ajournés du Lycée technique pour professions éducatives et sociales (LTPES)**:

Selon des informations diffusées par la presse, le Lycée technique pour professions éducatives et sociales (LTPES) se verrait dans l'impossibilité d'accueillir tous les élèves désireux de s'inscrire dans cet établissement scolaire.

En effet, la direction du LTPES viendrait, selon les médias, d'annoncer aux élèves, qui au cours de l'année scolaire passée étaient inscrits sur une 11<sup>e</sup> PS et qui ont eu un ajournement, qu'ils ne pourront pas continuer leurs études au LTPES.

Sachant que les établissements scolaires sont d'ores et déjà en train de finaliser leur organisation pour la prochaine année scolaire et que, par conséquent, une réorientation des élèves concernés s'avèrera assez difficile, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:

- Madame la Ministre est-elle au courant des problèmes susmentionnés?

- Quelle est la base légale de la décision de la direction du LTPES de refuser l'admission des élèves ajournés?

- Comment Madame la Ministre entend-elle, à court terme, remédier à cette situation?

- Comment Madame la Ministre entend-elle éviter de tels problèmes à l'avenir?

**Réponse** (31.7.2013) de **Mme Mady Delvaux-Stehres**, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle*:

En réponse à la question parlementaire urgente posée par les honorables Députés Eugène Berger et Xavier Bettel, j'ai l'honneur de vous communiquer la réponse.

Le Lycée technique pour professions éducatives et sociales (LTPES) connaît un afflux extraordinaire et une progression constante du nombre d'élèves comme le témoignent les chiffres sur l'admission en classe de 12<sup>e</sup> section des éducateurs:

Admission en 12ED:

Année	Nombre d'élèves
2010/2011	312
2011/2012	319
2012/2013	334

En juillet 2013, les demandes d'admission ont grimpé de façon spectaculaire et dépassent dorénavant la capacité d'accueil du LTPES.

368 élèves ont pu être admis directement.

Pour une quarantaine d'élèves ajournés en classe de 11<sup>e</sup> PS, une solution devra être envisagée de concert avec la direction du LTPES en septembre.